



John Adams  
Library,



IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N<sup>o</sup>

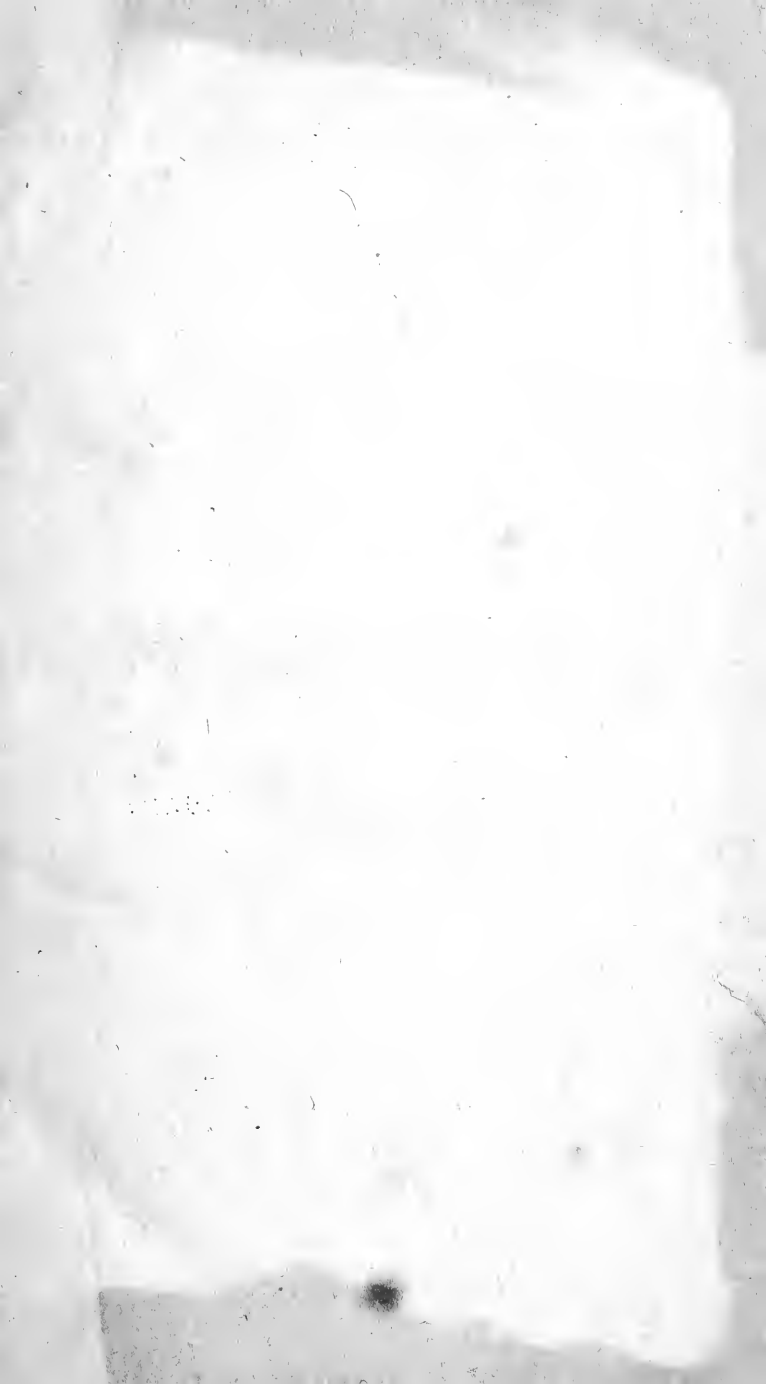
★ ADAMS

★ 233.2

v.1

(1-10)





Digitized by the Internet Archive  
in 2010

AFFAIRES  
DE  
L'ANGLETERRE  
ET DE  
L'AMERIQUE.  
TOME I.



A A N V E R S .

---

1777.

STRAITS

1872

REGISTERED MAIL

NO 1

REGISTERED MAIL

NO 1

ADAMS 233.2

N. 1

REGISTERED MAIL

REGISTERED MAIL

REGISTERED MAIL

REGISTERED MAIL

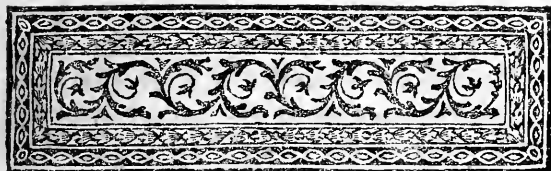
---

## AVERTISSEMENT.

**E**N peu de mots voici le plan de ce nouvel Ouvrage : c'est un Recueil chronologique de faits & de discussions pour servir à l'Histoire politique de l'Angleterre & de ses Colonies. Sans autres préambule, on se borne à observer, relativement aux troubles actuels de l'Amérique, que l'époque d'où l'on part, savoir celle des traités de l'Angleterre avec des Princes étrangers pour des troupes auxiliaires, est le vrai moment où les affaires de cette Puissance avec ses Colonies commencent à devenir généralement intéressantes, s'il est vrai que par l'effet nécessaire du nouveau caractère que les Traités ont fait prendre à cette querelle, les Américains, freres des Anglois, ne puissent plus être que leurs émules, ou leurs esclaves.

Tout ce qui nous reste donc à dire c'est que ce Recueil se débitera par cahiers ; mais qu'on ne peut ni en déterminer le nombre, ni s'astreindre à aucun terme fixe. Ce désavantage sera peut-être racheté, quant à la partie des discussions, par le mérite de l'impartialité, qui ne

*s'arrange pas toujours avec les obligations rigoureuses du retour périodique. En se ménageant plus de liberté à cet égard , on pourra retarder ou avancer la publication de chaque cahier , selon le plus ou moins d'espace dans lequel le pour & le contre se seront développés.*



# AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE. 1776.

---

## P R É C I S

Des clauses pécuniaires des Traités  
pour les Troupes Auxiliaires.

---

*TRAITÉ avec le Duc de Brunswick, signé  
le 9 Janvier.*

NOMBRE d'hommes d'In-  
fanterie, ..... 3964. }  
Cavalerie à pied, ..... 336. } 4 . 300.

Le départ d'une moitié est fixé au 15  
Février, & de l'autre à la fin de Mars : la pre-  
miere pour arriver au port d'embarquement  
le 25 Février, & l'autre le 10 Avril.

N<sup>o</sup>. Ier.

A

## 2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

L'argent de levée : trente rixdales pour chaque homme ; la rixdale à 4 s. 9 d.  $\frac{3}{4}$  sterling, ce qui fait pour les quatre mille trois cents hommes, 31,040 l. 12 s. 6 d. sterl. (732,762 l. 5 s. 10 den. argent de France \*).

\* La réduction est calculée sur le pied de 30 den. & demi pour un écu de 3 liv.

Le subside du Duc, 64,500 rixdales par année, ou 15,520 l. 6 s. 3 d. sterl. (366,381 l. 2 s. 11 d. de France), tant que ses troupes seront à la paye de la Grande-Bretagne, & le double de cette somme pendant deux ans, lorsqu'on ne payera plus les troupes.

*Traité avec le Landgrave de Hesse, signé le 15 Janvier.*

Nombre d'hommes d'Infanterie... 12,394.  
Départ le 15 Février & le 15 Mars.

L'argent de levée : vingt rixdales par homme : la rixdale à 4 s. 9 d.  $\frac{3}{4}$  : ce qui fait pour les douze mille trois cents quatre-vingt-quatorze hommes 89,469 l. 3 s. 9 d. sterling ; (2,112,059 liv. 10 s. 2 d. de France).

Le subside du Landgrave, 450,000 rixdales de banque par année, à 4 s. 9 d.  $\frac{3}{4}$  sterling, 108,281 liv. 5 s. sterl. (2,556,147 l. 10 s. 10 d. de France). Le Landgrave recevra ce subside encore pendant un an après que ses troupes lui auront été rendues.

*Traité avec le Prince Héritaire de Hesse, Comte de Hanau, signé le 15 Février.*

Nombre d'hommes d'Infanterie... 668.  
Départ le 20 Mars.

L'argent de levée : 30 rixdales à 4 s. 9 d.  $\frac{3}{4}$ .



# ET DE L'AMÉRIQUE. 5

faisant pour les six cents soixante-huit hommes  
4,822 l. 2 s. 6 d. sterling, (113,833 l. 15 s.  
5 d. de France).

Le subside annuel 25,000 rixdales, faisant  
6,015 l. 12 s. 6 d. sterling; (142,008 l. 3 s.  
11 deniers de France, & sur le même pied  
qu'au Landgrave.

## RÉCAPITULATION.

Brunswickois, . . . . .	3,964.	} 4,300.
Cavalerie à pied, . . . . .	336.	
Hessois du Landgrave, 12,394.	} 13,062.	
Du Prince Héréditaire, . . . 668.		

*TOTAL des Auxiliaires*, 17,362.

Nombre des troupes Angloises destinées au  
service de l'Amérique, suivant les Etats pré-  
sentés à la Chambre des Communes par le  
lord Barrington, secrétaire de la  
guerre, . . . . . 25,000.

*TOTAL des Troupes*, 42,362.

*Débats de la Chambre des Communes sur*  
*les Traités.* 29 Fév.

Le Lord North demande qu'il soit fait lec-  
ture des Traités conclus entre Sa Majesté &  
le Landgrave de Hesse - Cassel, le Duc de  
Brunswick & le Prince Héréditaire de Cassel.  
La lecture faite, ce Lord propose d'envoyer  
au Comité des subsides la copie du Traité  
signé à Cassel le 15 Janvier 1776, entre Sa  
Majesté & le Landgrave de Hesse-Cassel. Après  
avoir développé le plan général du traité,

#### 4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

29 Fév.

la nécessité & les effets salutaires qu'on devoit en attendre, il ajoute :

» Toute l'affaire se réduit à ces trois questions, trop simples toutes trois pour donner lieu à beaucoup de discussions. A-t-on eu besoin de troupes étrangères? Les conditions auxquelles on a obtenu ces troupes sont-elles avantageuses? Leur nombre suffira-t-il pour l'exécution des opérations projetées?

D'abord, comme le Parlement a pour principal objet de réduire l'Amérique à un état constitutionnel d'obéissance, l'administration, en prenant des troupes étrangères, n'a eu pour motif que l'exécution prompte & sûre d'un projet si louable; & il auroit été impossible de lever une armée dans le Royaume aussi promptement & à aussi bon compte que chez l'Etranger.

» A l'égard du second article, j'observerai, non-seulement par rapport au bon marché, vis-à-vis d'une levée de troupes dans le Royaume, mais même relativement aux tems passés, que les troupes en question nous coûtent beaucoup moins que nous devons nous y attendre.

» Enfin, les forces que cette opération nous met en état d'envoyer en Amérique suffisent selon toutes les probabilités humaines, pour forcer les Rebelles à une juste soumission, peut-être sans une nouvelle effusion de sang ».

Le Lord Cavendish répond à Milord North, en déclarant que cette opération lui paroît défectueuse dans toutes les parties.

» 1°. Les troupes étrangères sont payées avant qu'elles se mettent en marche, ce dont, jusqu'à présent, il n'y a point eu d'exemple.

» 2°. Chaque homme revient à près de 7 l. 10 s. sterling.

» 3°. On accorde encore des subsides aux Princes Allemands.

» 4°. Ils ont modestement exigé un double subside.

» 5°. Ce subside doit être continué à l'un d'eux pendant deux années, après que ses troupes seront retournées chez lui, & pendant une année aux deux autres.

» Enfin, un corps de douze mille étrangers existera sur les Domaines de la Couronne Britannique sans être sous l'autorité du Roi ou du Parlement; car il est dit expressément dans le Traité, *que ce Corps de troupes Hessoises restera sous les ordres du Général auquel son Altesse Sérénissime en aura donné le commandement.* »

M. Cornwall fait les observations suivantes au Lord Cavendish. « Je suis bien étonné que ceux qui connoissent la nature des liaisons Germaniques accusent l'administration d'avoir fait des traités défavantageux. Les deux années de paye accordées de surplus au Duc de Brunswick, sont une espèce de gratification; & je ne crois pas qu'on ait jamais eu des hommes à un aussi bon prix, sur-tout si la guerre avec l'Amérique est terminée cette année, comme je n'en doute point. »

M. Hartley attaque vivement les Traités; premièrement en ce qu'ils dégradent l'Angle-

29 Fév.

terre aux yeux de toutes les grandes Puissances du Continent : en second lieu , parce qu'ils diminuent son crédit vis-à-vis des étrangers qui ont de l'argent dans ses fonds ; » car , ajoute-t-il , quelle confiance peut-on mettre dans un Gouvernement dont la sûreté & la stabilité dépendent d'un secours si chétif & si précaire ? »

M. Luttrell observe que l'Amérique a les plus abondantes ressources : qu'elle compte un très-grand nombre d'habitants , & beaucoup de riches & fertiles Provinces , particulièrement la Pensilvanie : que plusieurs sont remplies d'habitants de race Germanique , & dont les ancêtres ont abandonné leur patrie pour se soustraire à l'oppression civile & à la persécution religieuse ; qu'il est enfin très-imprudent , & contre toute politique d'envoyer quinze à seize mille Allemands dans une des plus belles & des plus fertiles contrées du Monde , habitée , en partie , par un peuple de la même Religion , accoutumé aux mêmes usages , & parlant la même langue.

Le Gouverneur Johnstone appuie ces observations , & il ajoute que le papier de crédit de l'Amérique est à tous égards aussi bon que le papier Anglois & remplit son objet tout de même (a). » La dette que les Américains contractent pour se défendre ne doit ni effrayer leurs partisans , ni donner un

---

(a) Les papiers publics ont donné , comme authentique , l'état suivant des avances que le Congrès

nouveau courage à leurs persécuteurs. L'amour de la liberté suffit pour surmonter tous les obstacles, & je puis citer pour exemple les Hollandois qui, après qu'ils eurent secoué le joug de la tyrannie Espagnole & qu'ils furent reconnus libres par leurs cruels oppresseurs, se trouverent endettés de 90 millions sterl. »

29 Fév.

Le Lord North réplique. « Je mets une grande différence entre la situation de l'Amérique & celle où se trouvoient les Provinces-Unies. Celles-ci avoient été soufflées secrètement, & elles étoient soutenues ouvertement.

général des Insurgens a été obligé de faire pour soutenir la guerre, jusqu'au 25 Avril 1776.

*Livres sterl.*

Officiers généraux, Etat-Major, &c.	7,000.
Troupes de la Nouvelle Angleterre, ...	594,000.
Divers articles, .....	80,000.
Provisions, .....	27,242.
L'Hôpital, .....	6,000.
L'Artillerie, .....	14,750.
Canons de fonte, affûts, &c. ....	9,493.
Munitions, .....	5,261.
400 quintaux de salpêtre, .....	18,000.
Armes, habillement, .....	25,000.
Armée du Canada, .....	260,000.
Armée des Colonies Méridionales, ....	250,000.

**TOTAL.** 1,296,746.

*En argent de France, 30,611,709 l.)*

Ces dépenses ne sont calculées que pour huit mois environ. Si elles eussent eu lieu pour une année entière, la dette des Colonies au 2 Avril 1776, auroit pu être de deux millions sterl. (en argent de France 47, 243, 114 l.)

## 8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

29 Fév.

Mais si leur commerce eût été totalement arrêté (comme celui de l'Amérique le sera bientôt) elles eussent été forcées de se soumettre malgré tous les secours qu'elle tiroient de leurs puissans amis. »

M. Fox apostrophe le Lord North en ces termes. » Il y a quelques jours que Milord North déclaroit qu'il ne garantissoit rien , & qu'il étoit possible que quelque Puissance étrangère intervînt dans la querelle. Aujourd'hui il raisonne comme s'il étoit sûr que l'Amérique dût être privée de tout secours public ou secret de la part des Puissances étrangères. Je le prie d'opter entre ces deux opinions & de s'en tenir à l'une ou à l'autre ; car s'il accorde la possibilité de cette intervention , alors tout son raisonnement porte à faux : si d'un autre côté il est assuré que la France & l'Espagne observeront une stricte neutralité , je demande que dans les débats actuels il ne soit plus du tout question de la probabilité de l'intervention de ces Puissances. »

Le Lord Barrington, Secrétaire de la guerre, appuye la motion du Lord North. « C'est par la raison , dit-il , que je ne crois pas qu'on pût se procurer des troupes en Angleterre aussi facilement qu'on le voudroit. J'avoue que les Traités ne sont pas aussi avantageux que je l'aurois désiré ; mais je suis sûr qu'il n'étoit pas possible de faire mieux. Les étrangers ont prescrit les conditions , & la nécessité nous a forcés de les accepter. »

Le Colonel Barré attaque vivement le Lord Barrington. Il lui rappelle l'assurance par lui donnée, qu'il n'étoit nullement question de recourir aux troupes étrangères. Il s'adresse ensuite au Lord North & fait une sortie des plus vives contre ce Ministre & ses Collegues, leur disant nettement qu'ils ne sont point propres à régir les affaires d'une grande Nation, soit en guerre, soit en paix. Il s'élève contre les traités & contre ceux qui les ont conseillés : il insiste sur le danger d'introduire un si grand nombre d'étrangers dans les possessions Britanniques ; il allégué entr'autres exemples celui de François I. en France qui éprouva les inconvéniens d'une opération si dangereuse.

Le Lord North répond aux diverses objections contre les traités & à d'autres précédemment faites sur la situation de la marine Britannique. Il assure que la Grande-Bretagne sera à l'abri de tout danger après le départ des escadres pour l'Amérique, puisqu'il reste le nombre ordinaire de vaisseaux de garde, & que d'ailleurs l'intention de la Cour n'est pas d'envoyer un seul vaisseau de ligne dans cette partie du monde.

Le Colonel Barré appelle la Chambre en témoignage sur ce que le Lord Barrington a déclaré dans un des précédens débats, que vingt-cinq mille hommes composeroient toutes les forces destinées au service de l'Amérique dans l'année 1776, & qu'aucunes troupes étrangères ne seroient prises à la solde Britannique.

29 Fév.

Le Général Conway reproche au Ministres d'avoir manqué de parole à l'Amérique , relativement à la lettre circulaire écrite à divers assemblées des Colonies par le Lord Hillsborough , lorsqu'il étoit Secrétaire d'état de ce département. « On ne fait ce qu'on veut , poursuit-il. Aujourd'hui on paroît abandonner toute idée de lever sur l'Amérique un revenu. Le lendemain on insiste pour une taxation. Un autre jour on ne prétend qu'à la suprématie & à la Surintendance du Commerce. Après cela , on ne demande plus de taxe , mais une certaine somme d'argent. J'en appelle à la franchise & au bon sens de tous ceux qui m'entendent , est-il possible à l'Amérique de se décider sur le parti qu'elle doit prendre , & de savoir sur quoi elle peut compter ? car en supposant qu'elle soit disposée à adhérer à quelqu'un de tous ces projets , l'irrésolution du ministère , la diversité des opinions , l'instabilité des Conseils , tout fera craindre aux Américains que demain il ne rejette entièrement le plan qu'il aura arrêté hier , & qu'il n'exige quelques nouveaux sacrifices qui peut être seront la source d'une infinité de nouvelles prétentions. En quoi consistoit le plan de conciliation de l'année dernière , même à le prendre dans le sens le plus favorable , si ce n'étoit pas l'ancienne prétention de taxation , revêtue d'une nouvelle forme ? Enfin , je ne vois que destruction assurée de part & d'autre. Car , que l'Amérique cède ou qu'elle résiste , la ruine



de la Grande - Bretagne n'en est pas moins  
inévitable. Et quand même le projet de ré- 29 Fév.  
duire l'Amérique ne seroit pas aussi impra-  
ticable qu'absurde, il est encore cruel, oppres-  
sif; dangereux, ruineux & injuste.»

Le Lord North repousse l'imputation du  
Général Conway, en observant qu'on ne peut  
pas le rendre responsable de ce que le Lord  
Hillsborough ou tout autre Membre de l'Ad-  
ministration peut avoir fait ou promis avant  
qu'il entrât en place. « Cependant, ajoute-t-il,  
si j'avois été du nombre de ceux qui ont  
conseillé d'écrire cette lettre, il me seroit  
aisé de me justifier par la proposition conci-  
liatoire que j'ai eu l'honneur de mettre l'an-  
née dernière sous les yeux de la Chambre;  
car cette proposition étoit entièrement dans  
l'esprit de la lettre circulaire que l'on dit avoir  
été écrite précédemment par le Lord Hillsbo-  
rough. Ma proposition promettoit de même  
l'application des droits levés sur les Ports au  
service de la Colonie où ces droits pourroient  
être perçus : ce qui écartoit entièrement la  
seule objection qui eût été faite contre ces  
droits; savoir, qu'ils étoient destinés à former  
un revenu pour l'Echiquier de la Grande-Bre-  
tagne.»

Le Lord North plaïsante sur quelques ar-  
gumens que le Gouverneur Johnston, le  
Général Conway & le Colonel Barré, ont tirés  
de la force naturelle de l'Amérique, de la Bra-  
voure personnelle de ses Habitans, du dan-  
ger d'une invasion étrangere & des consé-

29 Fév.

quences probables de l'introduction d'un corps d'étrangers en Amérique ainsi que des effets miraculeux de son papier de crédit.

L'opposition à son tour, par l'organe de M. Burke, s'égaye sur le chapitre des variations journalières de l'aiguille ministérielle. « Un jour, dit-il, Milord déclare à la Chambre, du ton le plus affirmatif, qu'il faut que les propriétaires de terres soient soulagés du fardeau des taxes par les contributions des Américains, & que c'est-là le point principal de la discussion. Le lendemain, autre langage ; & avec le même sérieux, il proteste que rien n'est plus éloigné de ses intentions : que la suprématie du pouvoir législatif du Parlement occupe toutes ses pensées, soit qu'il veille ou qu'il dorme. Le bénéfice d'un revenu est un objet misérable & trop au-dessous de la dignité d'un Parlement Britannique, pour mériter de fixer son attention. Une autre fois la querelle n'a d'autre cause que la destruction du thé à Boston, & le revenu ni la suprématie n'y entrent pour rien. Au commencement de la session on n'avoit pas dessein d'employer un seul étranger. Ensuite, on ne peut plus rien faire sans l'aide de troupes mercénaires ; mais si la nécessité nous force à les employer, au moins ces étrangers coûtent moins cher que des Nationaux. La nécessité arrivée, il n'est plus question du bon marché, car les étrangers seront payés près de moitié de plus que des troupes nationales. Accuse-t-on Milord North d'avoir été l'auteur de ces opérations ? Il les

désavoue & déclare qu'il n'a fait qu'y coopérer avec les autres Ministres. Les attribue-t-on à d'autres? il les revendique aussitôt & en réclame tout le mérite. Enfin, lorsqu'on lui reproche de n'avoir aucun système fixe & de passer sans cesse d'une résolution à une autre, il se moque de ses adversaires & ne voit dans tout que des sujets de plaisanterie. Ainsi donc, qu'il y ait ou non une suprématie : qu'on tire un revenu de l'Amérique, ou qu'on n'en tire pas : que le Gouvernement employe des étrangers ou des nationaux : que les secours des mercenaires soient chers ou à bon marché : que le Lord North soit responsable ou non : c'est ce qui paroît inquiéter fort peu ce Ministre ; pour lui tout cela n'est qu'un jeu. Les promesses, les titres, les raisons ne doivent avoir aucune force contre les plaisanteries & la bonne humeur ministérielles : on a égayé la Chambre, de grands éclats de rire ont étouffé les murmures des opposans ; on est satisfait. »

M. Rigby, pour répondre à cette attaque contre les Ministres, entreprend de prouver que la conduite du parti de l'opposition, n'offre pas moins de contradictions & d'inconséquences. « Au commencement de la session, les opposans ont trouvé que les estimations de dépense étoient portées trop bas & insuffisantes pour leur objet. Aujourd'hui que le Gouvernement a fait en sorte de remédier à ce défaut, ils se plaignent de l'augmentation des dépenses, ou pour mieux dire, quelque chose que fassent les Ministres, on veut toujours qu'ils aient tort,

29 Fév.

Je ne serois point surpris d'entendre les mécontents désapprouver la guerre ; mais j'avoue que je suis fort étonné de ce qu'ils condamnent le moyen le plus efficace de remplir l'objet de cette guerre, qui est de forcer les Américains à la soumission. Il est , à la vérité, parmi les opposans quelques Membres qui peuvent contester la justice de la guerre ; mais je ne conçois pas sur quoi est fondée l'opposition de ceux qui , après en avoir reconnu la justice , tiennent aujourd'hui un langage directement opposé aux Déclarations qu'ils ont approuvées en plein Parlement. Ceci peut s'appliquer entr'autres au Colonel Barré, qu'on fait avoir parlé & donné son suffrage pour le Bill du port de Poston, qui cependant est le principe & la cause première de la guerre actuelle. »

Le Colonel Barré convient du fait, mais en l'attribuant à un mal-entendu & à de fausses informations. « Le Ministre, dit-il, affirmoit de la manière la plus positive, que les Marchands de Boston avoient demandé ce Bill, & que les Habitans de la baye de Massachussett rentreroient dans le devoir aussitôt qu'il seroit passé. Mais l'expérience m'a appris le degré de croyance que méritent les assurances ministérielles ; & désormais si je donne quelque attention aux discours du Ministre ou de ses Collegues, ce sera pour les entendre dans un sens directement opposé à celui qu'ils sembleront présenter. »

Un autre Membre du parti de l'opposition

# ET DE L'AMÉRIQUE 15

esquisse l'estimation suivante (a), des frais de levée, entretien, habillement, équipement &c. de dix sept mille trois cents hommes de troupes étrangères, pour 1776; comparés avec les mêmes frais pour trente-cinq mille Anglois, pendant neuf mois, depuis le 25 Mars jusqu'au 24 Décembre 1776.

29 Février.

(a) Cette estimation a été développée telle qu'elle est ici, dans les papiers publics, d'après l'idée qui en avoit été donnée en gros à la Chambre.

Il y a dans l'article des Hessois, environ 192,317 l. en sus des levées & des subsides, & dans celui de Brunswick environ 74915 l. *idem*, pour paye, entretien, &c.

Pour treize mille Hessois, en comptant le régiment de Hanau, & y compris les subsides au Landgrave & au Prince Héréditaire de Hesse-Cassel, .

## Argent Sterling.

## Argent de France.

400,894 l. 3 s. 9 d.  $\frac{1}{4}$ .

9,463,731 l. 13 s. 2 d.

Pour quatre mille trois cents Brunswikois, & le subside .....

121,475 l. 12 s. 1 d.

2,867,620 l. 16 s. 2 d.

522,369 l. 15 s. 10 d.  $\frac{1}{4}$ .

12,331,352 l. 9 s. 4 d.

Pour trente-cinq mille Anglois, pendant 12 mois, 723,432 l. 11 s. 7 d.  $\frac{3}{4}$ , ce qui donne pour neuf mois, .....

542,574 l. 8 s. 7 d.

12,808,314 l. 7 s. 8 d.

Pour les Officiers généraux & de l'Etat-major, *idem*, .....

8,000 l.

188,852 l. 9 s. 3 d.

Pour argent de levées, *idem*, .....

89,000 l.

2,100,983 l. 12 s. 2 d.

Pour paye & entretien des garnisons de Gibraltar & de Minorque, en réduisant aussi l'année à neuf mois, .....

35,123 l.

829,133 l. 2 s. 2 d.

674,697 l. 8 s. 7 d.

15,927,283 l. 11 s. 3 d.

## 16 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

29 Fév. » Il est donc clair, poursuit-il, que la Nation dépense 522,369 liv. 15 s. 10 deniers (12,331,352 l. 9 s. 4 d. argent de France) pour entretenir dix-sept mille trois cents étrangers, tandis qu'elle ne paye que 674,697 liv. 8 s. 7 d. (15,927,283 l. 11 s. 3 d. argent de France) pendant le même espace de tems pour trente cinq mille hommes de troupes nationales aussi au service actuel, ce qui est à peu-près dans la proportion de deux à un. Si la guerre d'Amérique se termine dans la première campagne, ainsi que les Ministres paroissent en être assurés, il nous restera en outre à payer les subsides suivans, savoir : au Duc de Brunswick, pour deux années 260,000 rixdales ou 55,000 l. sterl. (1,298,360 liv. 13 s.) : Au landgrave de Hesse, pour un an, 450,000 rixdales ou environ 110,000 l. sterl. (2,596,721 l. 6 s. 2 d.) : Au Prince héréditaire de Hesse, pour un an, 25,000 rixdales ou environ 6,400 l. sterl. (151,081 l. 19 s. 3 d.). De sorte que si l'on additionne les différentes sommes que l'on doit payer à ces Princes, il en résultera que pour un service actuel de neuf mois, la Grande-Bretagne aura donné la somme prodigieuse de 692,000 l. sterl. (16,295,737 l. 14 s.) ce qui est 18,000 l. ster. (106,229 l. 10 s. 1 d.) de plus que ne lui coûte le corps entier des trente-cinq mille Anglois, quoique deux fois plus fort. »

La proposition du Lord North passe à la pluralité de deux cents quarante deux voix, contre quatre-vingt-huit.

Le

Le Roi passe en revue le premier bataillon du premier régiment d'infanterie, de retour 1<sup>er</sup> Mars, de Gibraltar.

Deux Chefs de Nations sauvages, arrivés de puis peu du Canada, sont présentés à Sa Majesté.

Le Roi prolonge, par un ordre du Conseil, jusqu'au 30 Avril, le terme fixé pour les récompenses promises aux Matelots qui s'enrollent volontairement.

Les vaisseaux *la Lionne* & *le Londres* appareillent des Dunes pour l'Inde, & *le Nancy* pour les Isles Malouines.

Mort de Milady Brydges, fille du Marquis de Carnarvon, fils aîné du premier Duc de Chandos.

Embarquement de quatre-vingt-six soldats de marine à Chatham pour l'Amérique sur les frégates *l'Emeraude* & *la Blonde*, chacune de trente deux canons.

L'Alderman Vilkes déchu de l'espoir d'être élu Chambellan ou Trésorier de la ville de Londres, annonce qu'il ne veut point recourir au scrutin & qu'il se présentera de nouveau pour l'élection de la Saint-Jean. Il prononce dans la Salle de ville un discours plein de véhémence contre les Ministres, qui, dit-il, ont cabalé pour le faire succomber; & il reproche aux Directeurs de la Banque d'avoir soutenu son compétiteur, leur ancien confrere, avec les mêmes vues d'intérêt personnel, d'après lesquelles ils ont avancé aux Ministres huit millions sterling de l'argent

## 18 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— du public, sans le consentement du Parlement.  
1<sup>er</sup> Mars. Il y a eu dix Chambellans de Londres depuis la révolution. Le dernier, que son grand âge a décidé à la retraite, est le Chevalier Stephen Janssen. Il jouit de cette place depuis 1765. Il a rempli souvent les gazettes de longs mémoires où il revendiquoit l'honneur d'avoir conseillé au Ministère Anglois la glorieuse résolution de prendre tous les vaisseaux du commerce François avant la déclaration de guerre.

Quête de charité dans la congrégation Galloise, au profit des pauvres montagnards recrutés pour le bataillon de Frazer, qui doit partir de Greenock le 15 Avril pour l'Amérique. La quête se monte à 464 l. 10 s. 2 d. sterl. (10,965 l. 8 s. 8 d. de France).

Il s'en établit une pareille pour les veuves & les orphelins des soldats tués au service du Roi en Amérique. Le parti de l'opposition ne manque pas d'y voir un moyen indirect que la Cour met en œuvre pour connoître les sentimens & les affections des uns & des autres ; c'est seulement, dit-il, une manière plus adroite de scruter les cœurs, que de demander crûment à chacun, « de quel parti es-tu ? »

On continue d'annoncer au nom des Archevêques & Evêques les contributions charitables qu'ils ont ouvertes, avec l'approbation du Roi, au profit des Pasteurs du parti de l'administration, qui souffrent dans leurs personnes ou dans leurs biens par les troubles actuels de l'Amérique. Les sommes



déjà reçues se montent à 2,145 livres sterling, (50,636 l. de France). Comme on imprime

1<sup>er</sup> Mars.

les noms de ceux qui donnent, un grand nombre d'Ecclésiastiques intéressé à se ménager la bienveillance de la Cour, quoique dans le parti de l'opposition, se voient dans l'obligation de figurer sur cette liste. Un vicaire campagnard, peu âpre sans doute à la poursuite des bénéfices, se présente chez les Banquiers qui reçoivent l'argent, il prend la plume pour s'inscrire sur la liste & le fait en ces termes :

« je ne demande rien : je ne donne rien :

» que ceux qui cassent les têtes y mettent des

» emplâtres ». Un autre, annonçant en chaire

la quête ordonnée, en dit ainsi son avis à

l'auditoire : « c'est ici, mes freres, tout le

contraire de ce que vous lisez dans l'évangile.

Le Sauveur, dans son divin sermon sur l'aumône,

vous avertit qu'elle doit se faire dans

le secret, parce que votre Pere qui voit ce

qui se passe dans le secret, vous en rendra

lui-même la récompense devant tout le monde.

Au lieu que dans cette affaire ci, ceux qui

feront l'aumône devant tout le monde, en

auront la récompense en secret. « Un troisieme

accompagne la même publication des obser-

vations suivantes : » Aucune nouvelle certaine

de l'Amérique n'a articulé les souffrances du

clergé des Colonies. Peut-être si on en avoit des

détails, verroit-on que les Pasteurs qui se plai-

gnent ne se sont pas toujours conduits en Mi-

nistres de paix. Au surplus, que ne leur donne-

t-on les places d'Aumôniers de cette multitude

## 20 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1<sup>er</sup> Mars. derégimens qui vont conquérir leur pays? Cela seroit beaucoup plus simple & mieux entendu que de leur envoyer des sommes d'argent, dont tant de pauvres Curés en Angleterre auroient le plus grand besoin. »

2 Mars. Le Roi fait publier une amnistie pour les soldats de ses troupes qui auront déserté avant le 22 Février dernier.

M. Jean Lloyd, Membre du Parlement d'Irlande, forme dans ce Royaume une compagnie de volontaires qu'il arme & équipe à ses frais, pour aller à la poursuite des séditieux appelés *Enfans blancs*, à qui on a donné ce nom, d'après l'usage où ils sont de porter une chemise blanche par-dessus leur habit.

Le vaisseau le *Duc de Grafton*, part des dunes pour l'Inde; & le *Francis* pour les îles Malouines.

Une Imprimerie considérable est consumée par le feu dans le quartier de la Cour. L'édition entière du *Commentaire du Nouveau-Testament*, par le feu Docteur Zacharie Pearce, Evêque de Rochester, est la proie des flammes, ainsi que le précieux cabinet de livres de M. Alexandre Dalrymple actuellement dans l'Inde. Il ne restoit plus qu'une feuille à imprimer pour compléter l'édition de l'Ouvrage du Docteur Pearce. Heureusement l'Editeur est en possession d'un exemplaire imprimé, & du manuscrit de l'Auteur. Les cazernes d'une partie du régiment des Gardes ont souffert considérablement de cet incendie; & beaucoup de malfaiteurs se sont sauvés d'une prison

voisine à laquelle le feu s'est communiqué. 2 Mars.

*Chambres des Communes.*

M. Temple Luttrell ouvre l'avis d'examiner l'état actuel de la marine. Il reproche à l'Amirauté le peu de soin avec lequel on a équipé les vaisseaux de guerre pour le service de l'Amérique, ce qui a été cause que quelques frégates ont échoué & que d'autres ont éprouvé les plus grandes difficultés dans leur navigation. Il soutient qu'il ne sera pas possible qu'une flotte aussi nombreuse, que l'on dit devoir se monter à près de cent voiles, soit équipée sans qu'on ait recours à la presse : qu'il est néanmoins fort éloigné de conseiller l'usage de cet expédient, par la raison, qu'à moins de forcer des Américains à servir contre des Américains, on ne peut rien faire de pis que de contraindre des Bretons à se battre contre des Américains.

Il demande s'il ne seroit pas plus sage de se borner à cinquante vaisseaux de guerre bien équipés pour le service Américain, plutôt que d'en avoir cent en si mauvais état. « La flotte de l'Amérique, dit-il, si on y comprend les vaisseaux de force, les vaisseaux munitionnaires & les petits bâtimens, exigera plus de vingt mille hommes, ce qui opérera dans les forces de terre & de mer, nécessaires pour la sûreté des royaumes Britanniques, une réduction d'autant plus dangereuse que la France & l'Espagne font de grands armemens, & travaillent à augmenter leurs troupes. »

2 Mars. » Les Ministres établissent leur sécurité sur vingt vaisseaux de ligne en état d'aller à la rencontre de tel ennemi que ce puisse être ; mais cette assertion est des plus hazardées , & j'offre de prouver à la Chambre que lorsque le reste des vaisseaux destinés pour l'Amérique aura mis à la voile , nous n'aurons pas assez de matelots , en comptant même les hommes de terre , dans tous les ports ensemble , pour armer complètement quatorze vaisseaux de ligne. L'Espagne peut , en moins de six semaines , assembler des forces beaucoup plus considérables à deux journées de Gibraltar ; & nous n'avons qu'un seul vaisseau de ligne dans la Méditerranée. Les François sont aujourd'hui supérieurs à nous dans toutes les parties du monde , excepté en Amérique. Nous n'avons pas un seul vaisseau de ligne ni dans les Indes Orientales , ni dans les Indes Occidentales. La France a une escadre à Saint-Domingue avec un gros corps de troupes de terre. Notre existence , notre considération doivent-elles donc dépendre de la bonne-foi & de la commisération de la maison de Bourbon ? »

Le Chevalier Hugh Paliser & un autre Lord de l'Amirauté assurent à la Chambre , que la Marine est dans l'état le plus florissant , que les vaisseaux pour le service Américain sont parfaitement équipés , que les vaisseaux de garde ont plus d'hommes qu'il ne leur en faut , & qu'il se présente plus de matelots qu'on n'en veut. Le Lord Mulgrave appuye

ces assertions & déclare, en sa qualité d'homme du métier, que l'Angleterre est en état d'armer quarante vaisseaux de ligne dans l'espace de quelques semaines, & qu'elle en auroit soixante dans un moindre temps s'il le falloit. 2 Mars.

Le Gouverneur Johnstone lui répond qu'il n'y a que trop lieu de craindre, au contraire, que l'Angleterre ne soit à la veille de descendre au dernier échelon, & comme Puissance maritime & comme Nation commerçante. Il demande que la proposition de M. Luttrell soit admise, afin qu'on puisse examiner la chose à fond & que la vérité paroisse au grand jour. Le Lord North & le Lord Clare se déclarent contre cet avis qui est rejeté à la pluralité de quatre-vingt-treize voix ; contre quarante quatre.

On reçoit de la Grenade la nouvelle de deux calamités qui ont affligé cette Isle : un violent tremblement de terre le 26 Septembre, & un incendie le 26 Novembre, par lequel cinq cents maisons ont été réduites en cendres. 3 Mars.

Le dix-huitième régiment d'Infanterie, de retour de l'Amérique, où il a eu la principale part à l'affaire de Bunkershill près de Boston, prend ses quartiers à Maidstone. Il a ramené en tout, deux Officiers, trois Sergents, deux Tambours, vingt-cinq Soldats & la Musique.

On voit paroître dans Londres les premiers exemplaires d'un Ecrit du Comte de Stair, sur les dettes, le revenu & la dépense de la Nation.

## 24 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

3 Mars. Voici le tableau que donne ce Lord de la dette nationale.

	<i>Argent Sterling.</i>	<i>Argent de France.</i>
» Notre dette tant fondée que non fondée, se montoit, à la paix, à la somme de.....	146,402,601 l.	3,456,061,401 l.
Et à la fin de l'année 1773 à.....	139,348,746 l.	3,289,544,168 l.
<hr/>		
« Pendant onze années d'une profonde paix, avec un commerce florissant, une taxe des terres, de 4 s. qui a duré cinq années, des loteries annuelles, excepté deux fois, les Ministres n'ont pu parvenir à rembourser sur cette dette que la somme de	7,053,855 l.	166,517,233 l.
» En 1774 & 1775 on a remboursé deux millions d'annuités à trois pour cent, sur le pied de quatre-vingt-huit pour cent, ce qui fait.....	1,760,000 l.	41,547,541 l.
» La dette contractée en 1774 & 1775, à laquelle le Parlement n'a point pourvu, se monte à	2,072,259 l.	48,918,901 l.
<hr/>		
» Ainsi, bien loin d'avoir continué à diminuer la dette pendant ces deux années, on l'a augmentée de.....	312,259 l.	7,371,360 l.
<hr/>		

Le Lord Stair, après avoir produit les preuves des calculs, & démontré que la balance du revenu sur la dépense, jointe même au bénéfice d'une loterie, ne fera pas encore

une sûreté suffisante pour appuyer seulement les intérêts d'un emprunt de dix millions, ce qui seroit sur le pied de trois pour cent, 300,000 l. ajoute les observations suivantes.

---

3 Mars.

» Je n'ai jamais été partisan d'aucune faction : mon seul objet est de prouver, autant que mes foibles lumières le permettent, des calculs qui sont fondés sur la vérité, & qu'il est de la plus grande importance de faire connoître & entendre par tous les sujets de ces Royaumes. Il est plus que tems de tirer le public de la funeste létargie où le papier de crédit l'a plongé, de lui faire ouvrir les yeux sur sa situation, & de lui faire desirer la fin de cette funeste guerre civile qui occasionne une dépense énorme & inappréciable; guerre dont la difficulté, ou pour mieux dire l'impossibilité, échappe à une administration foible & bornée, sans parler des préparatifs hostiles, & de l'intervention infaillible des Nations étrangères nos rivales; guerre, enfin, dont la justice est très-douteuse, dont le succès ne nous apportera aucun profit, dont il est plus probable que nous aurons lieu de gémir, & pour la convenance de laquelle il est impossible de trouver ni raisons ni défenseurs. »

La Compagnie des Indes reçoit la nouvelle de l'arrivée de ses vaisseaux, le *Queen* & le *Colebrook*, à Madras.

---

4 Mars.

L'Amiral Montague, nommé Vice-Amiral de l'escadre bleue, arbore à Portsmouth sur le vaisseau le *Romney*, le pavillon de ce grade avec lequel il ira commander l'escadre de Terre-Neuve.

4 Mars.

Plusieurs malfaiteurs s'échappent de dessus le vaisseau qui devoit les transporter aux Colonies. Par cet événement, qui suit de près une prison forcée & l'incendie de celle de l'hôtel de Savoie, on compte que dans un intervalle de peu de jours, environ une trentaine de voleurs ont brisé leurs liens.

Une femme accusée d'avoir sept maris vivans, est amenée devant le Tribunal du Lord maire de Londres, & l'enquête est ordonnée.

On apprend que la frégate le *Liverpool* a détruit par le feu la ville de Norfolk dans la Virginie. Ce déplorable événement est rapporté diversement par les deux partis. La Cour soutient que les Rebelles ont eux-mêmes incendié la Ville, après que le vaisseau du Roi eut mis le feu à une seule maison pour imprimer une juste terreur aux habitans qui lui refusoient de l'eau fraîche, dont il avoit le plus grand besoin.

En réponse à cette assertion des Ministres, le parti de l'opposition fait paroître la lettre suivante, écrite à bord du Sloop l'*Otter*, devant les ruines de Norfolk, par un Officier des vaisseaux du Roi :

» JE n'ai que le tems de vous apprendre que la ville rebelle de Norfolk n'existe plus. Nous l'avons réduite en un monceau de cendres. Cette glorieuse destruction s'est faite le premier jour de l'an. A quatre heures après-midi la frégate le *Liverpool*, qui arrivoit d'Angleterre, donna le signal. Aussi-tôt les trois vaisseaux envoyèrent des bordées terribles à la



ville, & continuerent ainsi jusqu'à ce qu'il ne parût plus un seul rebelle sur les remparts. Alors nos chaloupes abordèrent & mirent le feu en différens endroits. Quel beau & ravissant spectacle ! Tous les vaisseaux marchands qui bordoient le quai, ne paroissoient plus qu'un rideau de flammes ; notre artillerie faisoit un bruit d'enfer, qui redoubloit de tems en tems par l'horrible fracas des maisons qui s'abîmoient. Les ravages de l'incendie ont duré pendant toute la nuit & le jour suivant. Le feu n'est pas encore éteint, quoiqu'il n'y ait plus qu'environ douze maisons sur pied ; le reste n'est qu'un cahos de ruines. Ma joie de la destruction de cette ville, est au-delà de toute expression, parce que c'étoit le plus favorable repaire de ces maudits Rebelles. J'imagine que notre première expédition sera contre New-York pour détruire aussi cette ville ; & nous ferons de même dans toute la Virginie. Il y avoit douze cents hommes des troupes rebelles à Norfolk ; mais à présent que la ville est détruite il n'en reste qu'environ cinq cents, qui sont cachés dans les débris. »

#### *Chambre des Communes.*

Le Comité des subsides arrête qu'il sera octroyé 381,887 l. 4 s. 5  $\frac{1}{2}$  d. sterl. (9,015,042 liv. 12 s. 10 d. de France) pour douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze Hessois.

121,475 l. 12 s. 1 d. (2,867,620 l. 16 s. 2 d.) pour quatre mille trois cent Brunswikois.

4 Mars.

19,000 l. 19 s. 3  $\frac{3}{4}$  d. (448,689 l. 0 s. 4 d.)  
pour un régiment de Hanau.

Ces trois sommes comprennent les subsides pour les Princes respectifs.

Le Colonel Barré fait remarquer plusieurs clauses des Traités qui lui paroissent très-répénhibles, & entr'autres celles où la résolution de prendre des troupes étrangères à la solde de la Grande-Bretagne est présentée comme une opération sage & politique. « D'abord, dit-il, comme le Traité porte que les Officiers Hessois auront le même traitement que les nationaux, & qu'ils seront mis absolument sur le même pied que nos plus anciens vétérans, je désirerois savoir s'ils auront l'habillement tant en Allemagne que dans les Etats de la Grande-Bretagne. Le Traité avec le Landgrave continuera vraisemblablement pendant quatre années ; car il est difficile d'en déterminer la durée. Alors, si par l'événement d'une défaite, de maladie ou des périls de la navigation, les troupes Hessoises se trouvent réduites à huit mille hommes, peut-être même à moins, ce qui est très-possible, le Landgrave de Hesse & le Duc de Brunswick continueront-ils d'avoir la totalité de la solde, comme si leurs contingens étoient toujours complets ? c'est ce que je serois charmé d'apprendre du Lord North, ou de son digne ami (Milord Barrington) qui va de tems en tems écouter à la porte du cabinet, dans le sanctuaire duquel ses fideles & anciens services, dans le ministère de la guerre n'ont pas encore pu le faire admettre.

Le Lord Barrington répond que le tems le plus propre pour s'occuper de cette question, sera celui où la réduction aura lieu. 4 Mars.  
Le Lord Clare observe que c'est pour la première fois qu'on a vu un Ministre interrogé sur des événemens qu'il est impossible de prévoir. » Il peut se faire que toutes les troupes envoyées en Amérique soient taillées en pieces, & il peut arriver aussi qu'elles ne perdent pas un seul homme. Mais dans l'un & l'autre cas nous ne payerons point un plus grand nombre d'hommes que nous n'en aurons d'effectifs. Puisque nous avons fait la dépense des recrues, nous ne serons pas tenus de payer les hommes que nous n'aurons plus. »

Le Gouverneur Johnstone prend la parole :  
» Avons nous, ou non, un double cabinet ? C'est ce que je ne prétends point décider, mais il est certain que nous avons une double administration, ou que les hommes s'y montrent sous deux faces, selon qu'il convient à leurs intérêts ou à leurs vues. Milord Hillsborough a assuré les Américains, de la manière la plus solennelle, que la Grande Bretagne n'avoit jamais eu l'envie ni le projet de les taxer. Et cependant Milord North, dans une des dernières séances, a déclaré hautement & expressément que l'Amérique devoit une entière soumission à la Grande - Bretagne : qu'elle seroit forcée à subir la taxation du Parlement Britannique & à recevoir tous les loix qui pourroient en émaner à l'avenir pour le gouvernement & l'administration des Colonies. »

4 Mars.

Le Général Conway appuie cette observation du Gouverneur Johnstone. » Il est très-vrai que le Lord Hillsborough a manqué de parole à l'Amérique, & on peut faire le même reproche à tous les Ministres, puisque tous ont approuvé la lettre circulaire où l'on renonçoit formellement à toute prétention aux taxes quelconques. Pour moi, malgré toutes les assurances du contraire qu'on n'a cessé de nous donner, il me paroît que l'objet des propriétaires des terres, en continuant la guerre contre l'Amérique, est aussi celui des Ministres. Ces derniers ont dit aux propriétaires des terres : soutenez nous & nous vous assurerons un revenu sur l'Amérique ; & les propriétaires n'ont pas manqué de les soutenir, dans la vue de se procurer ce revenu. Au surplus ils n'en toucheront peut-être jamais un shelling ; ou ce qui leur en reviendra fera beaucoup trop modique pour apporter aucun soulagement au fardeau énorme de notre dette & de nos impôts. »

M. Fox entre en lice aussi contre le Lord North. » Depuis que ce Ministre est en place, il n'a fait autre chose que manquer à ses promesses, & il n'étoit pas plus délicat sur cet article dans le tems où il étoit Chancelier de l'Echiquier, que depuis qu'il est premier Lord de la Trésorerie. Comment a-t-il pu occuper une place dont les fonctions & l'essence même sont de veiller sur les finances de la Nation, & consentir à l'expédition d'une lettre qui cédoit & abandonnoit un droit aussi important

pour le Parlement Britanique , que l'est le droit de taxation , au moins selon l'opinion 4 Mars. actuelle des Ministres ? En effet , de deux choses l'une. Ou il a approuvé la lettre de Milord Hillsborough , ou il l'a désapprouvée. Si elle a été écrite & expédiée de son aveu , doit-il démentir ses premiers sentimens , aujourd'hui que l'approbation donnée par lui & par ses collègues à cette lettre , est peut-être la vraie cause de la guerre civile ? Ou , s'il a désapprouvé cette lettre , peut-il , sans manquer à ce qu'il se doit à lui-même , garder une place où l'honneur lui fait un devoir indispensable d'observer inviolablement les engagements qu'il a contractés virtuellement ? Que ne donne-t-il sa démission , plutôt que de concourir à des mesures qu'il a hautement désapprouvées ?

Le Lord North déclare qu'il ne peut répondre que de ce qu'il a dit & fait.

Après une seconde lecture de l'arrêté , on propose la question , qui passe à la pluralité de cent vingt voix , contre quarante-huit.

Le Colonel Barré demande aussi-tôt qu'il soit présenté une humble adresse au Roi , pour supplier Sa Majesté de faire en sorte que les troupes Allemandes , à la solde de la Grande-Bretagne , à présent ou par la suite , soient habillées des manufactures Britanniques.

Le Lord North déclare qu'il n'a aucune objection à former contre cette proposition , étant convaincu que Sa Majesté fera tout ce

4 Mars.

qui dépendra d'elle pour contribuer à l'avantage de la Grande-Bretagne.

La Chambre arrête que le Roi fera supplié d'ordonner que les troupes étrangères, stipendiées par l'Angleterre, seront habillées de ses manufactures.

5 Mars.

Le Roi nomme le sieur Walter Shairp, Consul général de l'Angleterre, dans toutes les parties de l'Empire Russe où ses sujets font le commerce.

Assemblée des Aldermans de Londres : le sieur Hopkins, nouveau Chambellan ou Trésorier de la Ville, y prête serment & donne une caution de 40,000 l. sterl.

On apprend d'Irlande, que le sieur Ogle a fait sa déclaration à la Douanne de Dublin, d'un chargement de denrées pour Bordeaux, nonobstant les défenses; & dans l'intention, ainsi qu'il l'avoit annoncé à la Chambre des Communes, dont il est membre, de faire rendre un jugement sur la valeur des proclamations royales.

Deux hommes condamnés pour vol dans la ville de Dublin & préparés à la mort, quoique protestant toujours de leur innocence, alloient partir de la prison pour le lieu du supplice. Deux autres prisonniers, arrêtés pour filouteries, déclarent qu'ils sont les vrais coupables. L'affaire est rapportée au Comte de Harcourt, Vice-Roi d'Irlande : ce Seigneur ordonne un sursis à l'exécution.

Dans la même Ville, quatre Officiers  
des

des douanes s'établissent sur le vaisseau armé pour Bordeaux, malgré l'embargo, & l'em- 5 Mars.  
pêchent d'appareiller.

Les vaisseaux de la Compagnie des Indes ; le *Fox*, la *Lionne* & le *Londres*, pour Bengale, & le *Grafton* pour Sumatra, appareillent de Spithead sous l'escorte d'un vaisseau de guerre.

Les actions de l'Inde baissent d'un pour cent, quoiqu'il se soit fait dans le jour même beaucoup d'affaires avec ce papier.

On enregistre à la douane l'arrivée de onze vaisseaux chargés de bled.

Augmentation du prix du charbon de terre à Londres ; la frayeur d'une presse de matelots retenant plus de cent vaisseaux du port de Newcastle à l'entrée de la Tamise.

Les enrôlemens pour le service de terre se font par-tout si lentement, qu'on est obligé de prendre des malfaiteurs dans les prisons pour en faire des soldats.

Ordonnance du Bureau de la Guerre pour que les Officiers des troupes qui passent en Amérique, portent le même uniforme que leurs soldats, afin de mettre en défaut les mauvais desseins des Insurgens qui tirent de préférence sur les Officiers.

D'autres ordres sont expédiés à tous les régimens de milice, pour qu'ils se trouvent assemblés au 5 Avril.

#### *Chambre des Communes.*

On discute le Bill présenté par le Lord  
N°. I. C

### 34 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

5 Mars. Mounstuart, pour l'établissement d'une milice en Ecosse. Le sieur Tawnshend, le Lord Cavendish & le sieur Burke font envisager cette institution comme dangereuse pour la liberté, & tout au moins comme trop onéreuse pour l'Angleterre; qui en payeroit les frais sur le produit des douanes & de l'accise déjà engagé aux sûretés nationales. » Il faut en charger les terres d'Ecosse, puisque le Traité d'Union leur a imposé une quote-part si modique dans la taxe des terres de la Grande-Bretagne, qu'un seul comté en Angleterre paye plus que le royaume d'Ecosse. La portion de l'Ecosse, dans la représentation au Parlement, n'est que comme d'un à onze, & si l'Ecosse étoit jalouse du privilège d'une milice, elle devrait consentir à payer une plus forte portion de la taxe des terres, sauf à envoyer au Parlement un plus grand nombre de représentants. Dans des circonstances beaucoup plus allarmantes, lorsque les Ecossois pleuroient encore leur Roi Jacques II, & qu'on pouvoit craindre dans la personne de Louis XIV l'ennemi personnel de son successeur, & le plus puissant, comme le plus ambitieux Monarque qui eût régné en France, on s'étoit contenté de sept mille hommes pour garder l'Angleterre. Certainement aujourd'hui avec cinq fois autant de troupes réglées & une milice de trente deux mille hommes, & au sein d'une profonde paix, on a tout le droit possible pour rejeter des craintes chimériques dont le véritable & le secret objet est de mettre



encore plus de forces dans les mains du gouvernement pour opprimer les libertés de la nation. » On remarquera que dans d'autres occasions le même parti de l'opposition ne cesse de représenter que le Royaume reste sans défense. »

Les sieurs Dempster & Johnstone , & les Chevaliers Elliot & Ferguson , répondent qu'il ne s'agit que d'une milice de six mille hommes , dont le payement se prendra sur les portions des revenus Britanniques qui se lèvent en Ecosse : qu'une milice bien ordonnée en Ecosse , donnera encore plus de force & de sûreté à toute l'Isle : que s'il en eût existé une dans les années 1715 & 1745, on n'eût point vu éclater de funestes rébellions ; qu'à quelques égards , cette milice seroit encore mieux constituée que celle d'Angleterre , & que le même homme ne pourroit pas servir deux fois comme *substitut* , en se louant à un autre ; que par-là on pourra former un plus grand nombre d'hommes au métier des armes ; & enfin , que les taxes sont imposées dans les deux Royaumes selon les facultés de chacun , & que tout l'argent des Ecossois se consomme en Angleterre ou dans les Manufactures Angloises. Le Bill est renvoyé à un Comité indiqué pour le 11.

La Chambre ordonne qu'on lui représente un état de la dette de la marine au 25 Décembre dernier.

Elle entend la troisième lecture du Bill pour adoucir la loi de la vingt & unième année de Jacques I, qui porte la peine de

5. Mars. mort contre les meres coupables de la destruction de leurs enfans illégitimes, & y donne son approbation, en arrêtant qu'il sera porté aux Lords.

*Chambre des Pairs.*

LE Duc de Richemond remet par écrit la proposition suivante, dont il est fait lecture :

JE demande qu'il soit présenté au Roi une adresse pour exposer très-humblement à Sa Majesté la profonde & vive douleur que cause, à la Nation entière, la continuation d'une guerre funeste & ruineuse contre les sujets de S. M. en Amérique, & pour supplier S. M. de daigner ordonner sans délai une cessation absolue d'hostilité, comme l'unique moyen d'arrêter l'effusion du sang, de parvenir à un accommodement juste & honorable & de mettre fin aux énormes dépenses occasionnées par cette guerre, si blâmable sous ses rapports politiques, & conduite avec si peu de sens & de raison. »

*Projet d'adresse.*

TRES-GRACIEUX SOUVERAIN.

NOUS, les très-respectueux & très-fidèles sujets de VOTRE MAJESTÉ, les Lords spirituels & temporels, assemblés en Parlement, demandons humblement la permission de représenter à V. M. que nous n'avons pu voir qu'avec la plus vive douleur les Traités que V. M. de l'avis de ses Ministres, a jugé à propos de conclure avec leurs Alteesses-Sérénissimes le Duc de Brunswick, le Landgrave de Hesse-Cassel, & le Comte de Hanau, & que V. M. a bien voulu communiquer à cette Chambre.

Qu'il nous soit permis de faire connoître à V. M. combien nous appréhendons que cette opération inconsiderée n'entraîne des suites désagréables & fâcheuses quand on saura que, dès les premieres tentatives de la

5 Mars.

Grande-Bretagne , pour réduire ses Colonies il a été jugé nécessaire de soudoyer une armée de mercenaires étrangers , & d'avouer à toute l'Europe que les royaumes Britanniques, soit faute d'hommes, soit par répugnance pour ce service , n'ont pu fournir un nombre compétent de sujet nationaux pour faire la première campagne. Ne voyons - nous pas d'ailleurs une matière abondante à de trop justes inquiétudes dans les nombreux détachemens qui se font de nos troupes nationales, quelque foibles qu'ils soient encore pour le malheureux service auquel ils sont destinés , puisqu'ils laisseront ce Royaume dégarni , & exposé aux insultes & aux invasions de Nations étrangères très-puissantes, & que leur voisinage rend encore plus redoutables.

Nous supplions aussi V. M. de considérer que, quand même la justice & l'équité de cette guerre ne seroient pas révoquées en doute par une aussi grande partie des sujets de V. M. , il seroit d'une politique bien plus sage de se réconcilier avec les colonies , même en cédant sur quelques points , que de se reposer du sort de la guerre sur des étrangers en qui nous ne pouvons point placer notre confiance , & qui, lorsqu'ils se verront à une si grande distance de leur pays , lorsqu'ils sentiront les incommodités d'une guerre à laquelle ils n'ont aucune sorte d'intérêt , au milieu de tous les appas qui les inviteront à échanger la servitude contre la liberté , seront probablement plus portés à se mutiner ou à désertir, qu'à s'unir de bonne-foi avec les sujets nationaux de V. M. & à seconder sincèrement leurs efforts.

Nous ne pouvons dissimuler à V. M. nos appréhensions sur l'extention qu'on peut donner aux articles de ces Traités , par lesquels il est stipulé que V. M. peut employer les troupes étrangères dans toute partie de l'Europe. Par-là, il sera donc possible d'introduire une armée étrangère même dans la Grande-Bretagne , & certainement nous ne pouvons pas mettre assez de confiance dans les Ministres de V. M. pour supposer qu'ils se feroient un scrupule de donner un pareil avis après qu'ils ont fait passer des troupes étrangères dans deux de nos forteresses les plus importantes , & qu'ils

5 Mars.

ont offert d'envoyer encore quatre mille hommes de ces mercenaires dans le royaume d'Irlande sans le consentement du Parlement Britannique.

Nous avons aussi tout sujet de craindre que lorsque les Américains apprendront que la Grande-Bretagne forme des alliances, & qu'elle soudoyé des troupes étrangères pour les détruire, ils ne cherchent, en s'autorisant sur notre exemple, à contracter eux-mêmes de pareilles alliances; & que la France, l'Espagne, la Prusse, ou les Puissances de l'Europe, ne croient avoir tout autant de droit de se mêler de nos affaires domestiques que les Etats de Hesse, de Brunswick & de Hanau. Et si, d'après cela, le feu de la guerre gaignoit l'Europe, malheur qui ne nous paroît que trop probable, pouvons-nous sans horreur réfléchir sur la position de la Grande-Bretagne dans des circonstances où elle auroit à résister aux attaques formidables d'ennemis puissans, qui exigeroient de nous de déployer toutes nos forces dans un tems où la plus grande partie des meilleures troupes de la nation est employée à des expéditions infructueuses dans l'autre partie du monde?

En stipulant, par rapport au Landgrave de Hesse-Cassel, non-seulement de lui donner, en cas qu'il soit attaqué dans ses possessions, tous les secours qui dépendront de V. M. mais encore de lui continuer ces secours jusqu'à ce qu'il ait obtenu une entière sûreté & un juste dédommagement, le Traité nous met dans la nécessité de prendre part à toutes les querelles du continent, dans lesquelles ce Prince pourra se trouver engagé, & cela sans aucune considération équivalente pour rendre l'obligation réciproque; car notre île ne peut attendre aucun secours d'un petit état situé au cœur de l'Allemagne dont on a déjà tiré plus de troupes qu'il ne peut en remettre sur pied pour sa propre défense, & dont les revenus ne sont pas suffisans pour entretenir, sans le secours d'un subside, celles mêmes qu'il a prêtées. Il nous paroît donc que cette promesse de la Grande-Bretagne de défendre & indemniser, doit être considérée comme faisant partie du prix qu'elle doit payer pour le loyer de ces troupes.

Or, si cette article de charges qu'on ne peut évaluer, est ajouté aux dépenses énormes des recrues, des remplacements dans les différens corps, des subsides ordinaires, & extraordinaires, & de leur continuation après que les troupes seront retournées dans leurs pays respectifs, & ne pourront plus être d'aucune utilité à la Grande-Bretagne, nous pouvons dire avec vérité que la Grande-Bretagne n'a jamais fait de Traité si dispendieux, si inégal, si déshonorant & si dangereux dans ses conséquences.

Ainsi, nous supplions très-humblement V. M. de donner, sans délai, des ordres pour arrêter la marche des troupes de Hesse, de Brunswick & de Hanau, & pour suspendre les hostilités en Amérique, afin de parvenir à une réconciliation prompte & durable entre les deux grandes parties contendantes de ce malheureux Empire.

*Cette lecture faite, le Duc de Richmond prend la parole :*

Je reconnois, Milords, toute mon insuffisance, & je souhairois que parmi tant d'illustres & habiles personnages, quelqu'autre que moi, voulût se charger de défendre les intérêts de l'Etat dans la crise allarmante où il se trouve, crise qui décidera peut-être pour jamais de sa destinée. Pourquoi n'ai-je pas la satisfaction de voir ici le Lord Chatham, lui qui a déjà garanti la Nation d'une ruine qu'on jugeoit inévitable, & par qui nos armées ont repris un éclat, & nos Conseils une vigueur & une stabilité que nous ne connoissons pas ! Que je regrette l'absence du Marquis de Rokingham qui, placé à la tête des Conseils dans les tems les plus orageux, retira le plus grand honneur de sa trop courte administration, & ne remit sa place qu'après avoir apaisé les funestes démêlés qui ont éclaté depuis avec tant de fureur. Je sens combien la présence & l'appui de ces deux Lords m'eût été nécessaire ; mais quoiqu'avec des forces bien inférieures à l'importance de mon entreprise, puisqu'elle m'est prescrite par les devoirs de la Pairie, je la poursuivrai

5 Mars.

sans être arrêté par aucune appréhension de ses suites prochaines ou éloignées. Si je n'obtiens point le succès que je desiré, au moins j'y aurai appliqué tous mes soins & tous mes efforts. Relativement aux Traités, je ne ferai que développer l'esprit de ma proposition, & quant au plan actuel de guerre, je ne l'examinerai que dans ses divers rapports avec les Traités.

Je veux croire que dans cette guerre avec l'Amérique la justice soit du côté de l'Angleterre ; mais quel rôle humiliant ne nous fait-on pas jouer aux yeux de toute l'Europe ! Quoi ! nous reconnoissons hautement l'impuissance où nous sommes de réduire nos Colonies & nous appellons à notre secours des troupes étrangères ! Avons-nous médité autant qu'il conviendrait sur la prodigieuse différence qui se fait remarquer entre des Traités conclus avec des alliés, & des conventions pour stipendier des étrangers ? Il me semble qu'un allié est une puissance qui, à quelques égards, doit avoir un intérêt commun avec nous mêmes. C'est sur cet intérêt commun que la base d'un Traité doit porter. Les Etats qui contractent ensemble une alliance ont entre eux des rapports de position ou de politique qui les font concourir à un même objet, qui dirigent leurs efforts vers le même but ; & par conséquent chaque partie contractante est intéressée dans tous les succès ou dans tous les malheurs de l'autre. Ainsi, lorsque la paix de l'Europe fut troublée par les conquêtes de Louis XIV, Bourbon devint l'ennemi commun contre lequel se réunirent les armes de la plupart des autres Puissances. Un des alliés ne perdoit par une bataille, n'éprouvoit pas un échec, que toutes les autres n'en sentissent, pour ainsi-dire, le contre-coup. Y a-t-il quelque chose de semblable dans notre position actuelle ? L'Europe est en paix, & la maison de Bourbon, quoique notre ennemie naturelle, n'est pas actuellement en guerre avec nous.

Avouons-le donc : les nouveaux Traités ne portent sur aucun vrai principe d'alliance ou de soutien réciproque. C'est exactement un marché que nous avons fait pour prendre à notre paye un certain nombre de

soldats mercenaires achetés & vendus comme autant de piéces de bétail qu'on envoie à la boucherie. Je le répète, aucun intérêt commun ne lie les parties contractantes; & j'ajoute encore que, dans la supposition même de cet intérêt qui n'existe pas, les Princes d'Allemagne tiennent avec nous la conduite la plus étrange. Comme si ce n'étoit pas assez de soudoyer leurs troupes, il leur faut encore de l'argent pour les levées: ils demandent de doubles subsides: ils veulent qu'on tienne leurs corps de troupes complets: qu'on les paye jusqu'au retour de ces mêmes troupes dans leurs pays respectifs; & enfin que les subsides leur soient continués un ou deux ans après que ces troupes auront cessé entièrement de nous être d'aucune utilité.

5 Mars.

Envisageons présentement ces Traités sous un autre point de vue non moins singulier. Si quelqu'une de ces Puissances venoit à être attaquée (& qui est-ce qui nous garantit qu'elle ne provoquera pas elle-même une attaque?) nous avons pris l'engagement général & absolu de lui *donner* (c'est le (a) terme même) tous les secours qui seront en notre pouvoir. Ainsi, pour l'assistance de quelques milliers seulement de mercenaires étrangers qui nous coutera le double de ce qu'elle vaut, nous serons peut-être obligés de donner au Landgrave & au Prince de Hesse, ainsi qu'au Duc de Brunswick, s'ils sont les uns ou les autres attaqués ou troublés dans la possession de leurs états, tous les secours qui seront en notre pouvoir. Il ne suffisoit pas de payer les troupes de ces Princes, il faut encore garantir jusqu'à leurs orangers. Qu'il me soit permis de rappeler ici à la Chambre le langage que tenoient, vers la fin de la dernière guerre, les partisans du Plan actuel. Un homme de beaucoup d'esprit (M. Mauduit) écrivit sous les yeux du Comte de Bute un Pamphlet intitulé: *Considérations sur la guerre d'Allemagne*, dans lequel il prouva par le calcul, que chaque tête de François tué avoit coûté

(a) Les Traités sont écrits en langue Française. Ils ont été produits au Parlement avec des traductions.

5 Mars.

dix mille livres sterling à l'Angleterre. Je prie les Lords, qui dans ce tems-là se laisserent persuader par la force de cette observation, de vouloir bien supporter aujourd'hui ce que nous coutera une tête d'insurgent Américain à raison de quinze cens mille livres sterling que nous aurons à payer par an pour les dix-sept mille trois cents étrangers que nous allons stipendier ? Si par une fierté vraiment Angloise, Milord Bute & le feu Duc de Bedford ont trouvé que c'étoit faire trop d'honneur à la France que de donner dix mille livres sterling de la tête d'un François, l'humanité ne devoit-elle pas arrêter la fureur qui nous porte à payer plus cher encore la tête d'un Américain notre frere ?

Lorsque nos armes triomphoient dans toutes les parties du globe, les deux mêmes Lords, pour nous empêcher de prendre toute l'Amérique Espagnole, nous représenterent l'impossibilité où nous étions de lever de nouvelles taxes. Ils convenoient que le succès étoit indubitable, mais étoit-il possible de perdre de vue l'énorme poids de nos dettes ? Je demande si notre position actuelle est bien différente ? En treize années de paix nous n'avons pas remboursé plus de sept millions. La conquête de l'Amérique est bien loin d'être certaine, & quand elle le seroit, que produiront des victoires remportées sur nos propres concitoyens ? Où aboutiront tant de ruineux efforts, si ce n'est à la perte de notre honneur ainsi que de nos plus chers intérêts ? Ah ! Milords, nous semons des vents, nous recueillerons des tempêtes.

Si on parcourt les divers Traités faits avec les Landgraves de Hesse depuis le commencement du siècle, on verra que d'une époque à l'autre ils ont toujours accru leurs demandes, & que n'ayant point cessé d'extorquer des conditions de plus en plus favorables, ils n'ont jamais manqué d'établir une première extorsion comme la base du Traité suivant. Voilà précisément ce qui arrive aujourd'hui. Le dernier Traité avoit ajouté à un subside la charge de sa continuation jusqu'à une certaine époque : le traité actuel le double.



Si nous joignons aux subsides les clauses qui reglent la paye, les enrôlemens, les vivres & les vaisseaux de transports pour les troupes, voilà une dépense de 1,169,000 livres. Bien - tôt elle s'accroîtra jusqu'à 1,230,000 liv. à cause du transport des vivres; & le tout, y compris les dépenses extraordinaires, ne sera pas moindre d'un million & demi sterling. L'histoire fournit-elle quelque exemple d'une somme aussi excessive pour un secours de dix-sept mille trois cents hommes. Le corps seul des douze mille Hessois nous coute plus cher que n'auroient coûté anciennement les dix-sept mille Allemands. Croyez-vous, Milords. que la Nation soit en état de supporter un pareil fardeau? Si les frais d'une premiere année de guerre se montent à dix millions sterling, à quelles sommes ne s'élèvera point la dépense générale de la guerre avec l'Amérique? Quant aux Princes Allemands, leur affaire n'est pas si embrouillée que la nôtre. Un Landgrave prête ses soldats en leur ordonnant de piller & d'égorger, & le salaire de leur barbarie entre-dans ses coffres.

Le peu que je viens de vous dire du pitoyable état de nos finances n'est pas encore ce qui m'afflige & ce qui m'inquiete le plus. La teneur des Traités, leurs expressions équivoques, les dangereux exemples qu'ils établissent, ou auxquels ils peuvent donner lieu, voilà ce qui jette le trouble dans mon âme. Que ne puis-je me dissimuler l'autorité absolue qui depuis quelques années domine sur nos Conseils! Si quelquefois elle a su se dérober aux yeux les plus clair-voyans, elle a dans d'autres tems éclaté par l'exécution des mesures les plus funestes à notre liberté. Les Hanovriens ont été introduits dans les domaines de la Grande - Bretagne sans le consentement du Parlement. On a tenté de faire recevoir en Irlande un corps de troupes étrangères, & cet indigne projet, qui à la vérité a échoué, j'ai tout lieu de croire qu'il n'est pas abandonné, & qu'on cherchera de nouveaux moyens pour le faire réussir. Si on peut en douter, est-ce que les Traités actuels ne fournissent

5 Mars. pas une matiere assez ample à nos allarmes & à nos inquiétudes ?

Mais revenons aux Traités sur lesquels j'ai encore à faire plus d'une observation intéressante. Il est stipulé que les douze mille Hessois ne reconnoîtront que leur Commandant, qui est un Lieutenant-général au service de Hesse ; & ce Commandant Hessois, quoique l'ainé en grade de notre Général Anglois, lui sera pourtant subordonné. Je demande d'abord si on est bien sur que cette Allemand y consente, & si cette dépendance sera exempte d'une infinité d'inconvéniens que chacun peut prévoir ? Notre général Anglois venant à manquer, le Commandant Hessois ne formera-t-il aucunes prétentions sur ce poste éminent ? Se soumettra-t-il à y voir arriver un autre Anglois son cadet, & peut-être même comme M. Howe, un de nos plus jeunes Majors Généraux. Ce cas arrivant, est-on bien assuré de la fidélité & de la subordination du corps entier des douze mille Hessois qui, suivant le Traité, ne doit jamais être divisé ?

Je vois ensuite que le Roi pourra employer ces auxiliaires, même en Europe, s'il le juge à propos. Me seroit-il permis de demander pour quel objet ? Car, je ne puis imaginer d'autres pays que les royaumes Britanniques où cette clause puisse s'effectuer, & apparemment dans le cas de quelque rébellion ou révolte que les auteurs des mesures actuelles ont à la vérité le droit de prévoir & de craindre ; mais convenons au moins que cette précaution ne peut qu'alarmer les amis de la liberté.

Il est dit aussi que les troupes étrangères auront de doubles Officiers, c'est-à-dire, chaque compagnie de cent hommes deux Capitaines, deux Lieutenans, deux Sous-Lieutenans & deux enseignes. Peut-on se dissimuler qu'il résultera de-là un surcroit de dépenses considérables & absolument inutile ? Sur la totalité de ces troupes il y aura donc plus de trois mille hommes qui ne seront pas des soldats ; rien n'est plus contraire à tous les principes de la guerre d'après lesquels on fait toujours ensorte d'avoir le plus de soldats

qu'il est possible , par la raison que c'est de leur nombre plus ou moins grand que dépend généralement le succès de l'attaque & de la défense. C'est un usage reçu par-tout & consacré dans nos propres troupes , de ne jamais donner plus de quatre Officiers à un corps de cent hommes. Auroit-on imaginé que les Hessois recruteront en Amérique & qu'il n'y aura qu'à doubler les Officiers pour former de nouvelles compagnies ? Il est bien plus apparent que tous ces Allemands-là y désertent.

Enfin , il n'existe point de cartel pour les prisonniers qui pourront être faits sur les troupes Allemandes , ou pour les insurgens qu'elles prendront. Je demande donc , pour le cas où on voudra infliger quelques châtimens à ceux que le Parlement qualifie de Rebelles , quelles terribles conséquences on ne doit point en attendre ? Permettez-moi , Milords ? de vous rappeler à ce sujet l'affaire d'Ethen-Allen pris les armes à la main en Amérique & améré ici chargé de fers. On s'est bien gardé de lui faire son procès , quoiqu'on prétendît pouvoir faire revivre contre lui l'acte cruel d'Henri VIII que les amis du gouvernement citent avec tant de complaisance. C'est parce qu'on a craint de ne pas pouvoir déterminer un juré Anglois à le déclarer coupable , & qu'en effet il n'y avoit point de loi en vigueur qui pût le condamner. On a pris le parti moins dangereux de le renvoyer en Amérique prisonnier à la suite de nos régimens.

De l'examen des Traités avec les Auxiliaires , trouvez bon , Milords , que je ramène votre attention sur la conduite de nos Ministres dans les départemens intérieurs. Plusieurs Officiers du service de terre & de celui de mer ont perdu leurs emplois ; & , ce qui n'est jamais arrivé , ces changemens se sont faits sans plaintes ou informations préalables. Le Général Gage & l'amiral Greaves auroient pu mieux faire : les choses n'ont point tourné comme on le souhaitoit : cependant , il n'y a aucune charge contr'eux , mais ils sont toujours rappelés. D'abord , le Général Gage est reçu froidement , puis il obtient une nouvelle commission

## 46 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

5 Mars. par laquelle il est nommé Commandant en chef ; & encore quelques jours après il est révoqué sans sujet , même sans prétexte , & le Général Howe est nommé à sa place.

Tout cela n'est encore rien en comparaison de ce qui s'est passé dans le département de la marine. L'Amiral Schudam est nommé pour succéder à l'Amiral Greaves. Mais avant qu'il ait eu le tems d'arriver à sa station il est révoqué ; c'est le Lord Howe (\*) qui aura ce commandement. Où se conduit-on comme cela ? Pour moi je crois que de pareilles variations sont sans exemple. Mais peut-être l'Amiral Schudam ne sera-t-il pas bien humilié de cet outrage , s'il est vrai , comme on le dit , qu'il va être Pair d'Irlande. J'espère cependant que le premier Lord de l'Amirauté nous donnera le mot de l'énigme , & que sans détour & avec sa candeur ordinaire , il apprendra à la Chambre si ces arrangemens viennent de lui , ou s'il est vrai , comme le bruit en a couru , qu'on lui ait forcé la main dans le Cabinet.

\* Le frere  
du Général  
de celui qui  
est actuelle-  
ment à Bos-  
ton.

Tout cela , sans doute , prouve beaucoup d'instabilité dans les Conseils ; mais il y a encore , selon moi , d'autres conséquences à en tirer. Il faut , ou que le service soit désagréable , ou bien que l'on s'embarrasse peu de faire des passe droits. Je vois parmi vous , Milords , des Officiers revêtus des premiers emplois dans l'armée , estimés à juste titre par de longs services & par des talens éprouvés , ne pourroit-on pas savoir d'eux la raison qui a pu engager le Ministère à donner le commandement en Amérique à un très-jeune Major général , de préférence à tant d'Officiers plus anciens que lui ? Est-ce parce que la commission leur auroit déplu , ou parce qu'on fait peu de cas de leurs personnes ?

Nos Ministres insistent beaucoup sur la justice de leurs opérations. C'est une question que je ne discuterai point actuellement. Mais ils prétendent que la partie indépendante de la Nation , c'est-à-dire les propriétaires des terres , approuve leur conduite. Je doute fort de la vérité de cette assertion dans toute l'étendue

qu'on veut lui donner. Je sais bien que dans la Chambre des Communes les mesures coercitives ont eu pour principaux appuis & promoteurs le Chevalier Gilbert Elliot, Trésorier de la Marine, & M. Rigby, Trésorier des Troupes. Mais qui est-ce qui ignore que le premier tire toute sa consistance de la *Junte* du Cabinet, & l'autre du parti de Bedford, & qu'ils sont tous deux fortement intéressés à des marchés qui leur procureront dans peu des fortunes de Princes? Je croirai plutôt que ces Messieurs, avec leurs amis & toute la clique des agioteurs, gens d'affaires, &c. ne forment pas la moindre partie de cette pluralité, soi-disant indépendante, qui a précipité la Grande-Bretagne dans cette affreuse guerre.

Oui, Milords, j'ose dire que c'est une affreuse guerre, non-seulement à cause des frais énormes qu'elle va nous coûter, mais encore par les scènes d'horreur & de dévastation qu'elle occasionnera, & qui seront peut-être sans exemple dans les annales du monde. C'est peu pour nous d'enlever aux Américains leurs biens, & de forcer ceux qui tombent entre nos mains de combattre avec nous contre leurs freres, leurs parens & leurs amis : nous voulons leur faire la guerre d'une maniere qui révolte jusqu'aux Nations les plus barbares, en brûlant leurs villes sans aucune compassion pour leurs malheureux habitants qui, nuds & affamés, périssent de froid & de misere. Et ce n'est point contre des ennemis, c'est contre nos meilleurs amis, contre nos freres que nous nous permettons de tels excès. Quelle preuve affreuse les dernieres nouvelles nous en ont apportée ! avez-vous pu apprendre, sans frémir d'horreur, l'incendie de la *fidele* ville de Norfolk dans la Virginie, (car c'est ainsi que le ministere lui-même l'a souvent appelée) qui vient d'être réduite en cendres par un des Commandans de notre marine, qu'aucun acte d'hostilité n'y avoit provoqué ? A-t-on oublié à ce point & les principes de la saine politique & les droits de l'humanité ? Une exécution aussi barbare ne doit-elle pas aliéner pour toujours les cœurs de ceux qui pouvoient nous conserver quelque affection, & porter au dernier excès de rage & de désespoir l'animosité de nos ennemis ? Elle

5 Mars.

flétrit la gloire de nos armes ; elle nous rendra un objet de mépris & d'horreur aux yeux de l'Univers ; & sera pour la Nation Britannique une tache qui ne s'effacera jamais.

Si vos cœurs, Milords, ne s'ouvrent pas à la pitié, pour les torrens de larmes que versent l'innocent & le foible dont je viens vous tracer le déplorable sort, je vais essayer d'y porter quelque émotion par l'aspect d'un intérêt plus prochain & plus direct. Seroit-il possible qu'on me sût mauvais gré de dévoiler ici, j'ose dire, notre nudité nationale ? Non sans doute, s'il est vrai, comme j'ai lieu de le croire, que la France connoît, jusques dans les plus petits détails, ce qui nous reste de forces dans le royaume. Je n'ai donc aucun motif qui puisse exiger ou justifier mon silence sur un article aussi important à notre sûreté, & qui puisse nous astreindre à la moindre gêne dans nos délibérations. Notre état actuel de défense permet-il qu'on envoie à une distance si éloignée l'élite de nos troupes ?

A peine reste-t-il en Irlande six mille hommes.

Les troupes actuellement en Angleterre consistent :

Premièrement dans les gardes à pied, formant soixante-quatre compagnies, & montant à deux mille cinq cents hommes.

2°. En trois régimens de Cavalerie, & les Gardes à Cheval d'environ quinze cents hommes.

3°. En quatre bataillons revenus de l'Amérique, chacun, avec les Officiers, d'environ mille hommes.

4°. En dix régimens de Dragons de deux cents hommes chacun, & en trois bataillons complets d'Infanterie, ce qui donne un total de sept mille hommes, dont il faut retrancher mille hommes des gardes destinés pour l'Amérique.

Je suppose que des six mille hommes on en prenne trois mille pour les garnisons de Plimouth, Portsmouth & Chatham ; le restant, y compris la garde de la ville de Londres, sera au plus de trois mille hommes. Seroit-ce avec une telle armée que nous résisterions à la France ou à l'Espagne si ces Puissances jugeoient à propos de profiter de notre foiblesse ?

Il est vrai qu'on doit mettre la milice sur pied pour remplir le vuide. Mais quoique cette méthode de pourvoir à la défense de l'État soit très-constitutionnelle, je soutiens que la milice ne serviroit jamais à repousser un ennemi puissant, tant qu'elle sera aussi mal composée qu'elle l'est, tant qu'on la remplira d'Officiers qui n'ont point les qualités; c'est-à-dire, les fonds de terre requis par la loi, & de mercenaires payés pour représenter les vrais miliciens. D'ailleurs, quand même la milice seroit mieux composée en Officiers & en Soldats, peut-on se flatter qu'elle feroit face à de vieilles troupes supérieures en nombre & en discipline? Quant aux invalides, tous les hommes en état de porter les armes ont déjà été tirés de ce corps; desorte que le tableau de notre foiblesse intérieure, joint au petit nombre de vaisseaux qui nous restent, & qui ne sont qu'à moitié équipés, est vraiment effrayant. J'ai cru cependant devoir l'esquisser devant la Chambre, afin de voir si quelque chose pouvoit exciter nos Ministres à s'occuper de la sûreté du Royaume, pour le garantir de devenir la proie de nos dangereux voisins.

5 Mars.

### *Le Duc de Manchester.*

COMME Milord Duc de Richmond a discuté très-amplement l'affaire des Traités, je crois, Milords, que vous me dispensez de vous faire les mêmes observations. Il est d'ailleurs assez inutile de s'élever contre quelques clauses d'un acte que l'on juge répréhensible en sa totalité. Je vais mettre sous vos yeux des objets de la dernière importance, & des inculpations contre nos Ministres, dont il leur sera difficile de se laver.

Dans le discours de l'ouverture de la Session, le Roi nous a annoncé que des troupes étrangères formeroient les garnisons de Mahon & de Gibraltar. Cette opération, qui n'avoit point eu l'aveu préalable du Parlement, m'a causé, je vous l'avoue, les plus vives alarmes. La doctrine *inconstitutionnelle* adoptée par cette Chambre, & qui met le pouvoir de la prérogative au dessus de celui du Parlement; la proposition d'intro-

5. Mars. duire des troupes étrangères en Irlande, sans demander l'avis de la Grande-Bretagne, tout concourt évidemment à prouver que le projet de réduire la liberté Angloise comme la liberté Américaine, seroit du goût de quelques-uns de nos Ministres. Il y a déjà long-tems que notre nation a vu s'anéantir en Europe le précieux avantage de la liberté. Elle a pu regarder cette révolution avec indifférence ; mais devoit-on s'attendre que, menacée du même danger, elle y seroit tout aussi peu sensible, & que notre passion pour l'aisance & les plaisirs nous détacheroit de ces droits inestimables, dont le maintien a coûté si cher à nos ancêtres ?

Je ne suis pas assez vain pour me flatter que ma foible éloquence puisse ranimer dans la Nation le zèle du bien public ; mais permettez moi, Milords, de vous représenter que la guerre contre les Américains se poursuit avec trop d'acharnement.

Quelle que soit la première cause de cette guerre ; quelques prétentions que nous ayons mises en avant, ou même quelque condamnable que puisse paroître la résistance des Colonies, est-il un homme sensé qui affirme que l'Angleterre n'a eu rien à se reprocher ?

Les événemens de la dernière campagne nous annoncent qu'il ne sera point facile de terminer cette guerre. Il est vrai que les troupes Britanniques ont eu l'avantage à l'attaque des hauteurs de Charles-Town ; mais ce succès a été bien balancé par la perte de la plupart de nos postes extérieurs. Je dirai plus, il nous a enlevé des nations entières qui ont abandonné le parti du Gouvernement ; car à l'exception de la malheureuse ville de Boston, cette triste prison des troupes Britanniques, & de la ville d'Halifax que nous tenons en respect par une forte garnison, que nous reste-t-il du vaste continent de l'Amérique ? Le mal s'est étendu encore bien plus loin ; les conquêtes de la dernière guerre, que nous n'avons arrachées à la France que par le plus grand épuisement de nos forces & de nos facultés, s'échappent de nos mains ; & quoique, d'après les bruits publics, les Insurgens ayent



manqué leur entreprise sur Quebec, une grande partie du Canada reconnoît aujourd'hui un autre maître. 5 Mars. Comment pouvons-nous donc nous résoudre à continuer une guerre d'invasion contre un ennemi qui a de fortes armées de terre à nous opposer (a), & sur qui nous n'avons d'avantage que par nos escadres?

Et avec quels moyens se poursuivra cette guerre? Les Anglois, qu'on ne peut pas accuser de manquer de courage, montrent tous de la répugnance à s'enrôler pour aller combattre leurs concitoyens. Dans l'embarras où notre Ministère s'est vu, il n'a point hésité à demander des secours à l'Allemagne, d'où nous venons enfin de tirer dix-sept mille hommes. Avec ces mercenaires, & une petite armée Britannique, dont quelques régimens sont entierement composés de misérables recrues ramassées dans toutes les prisons; c'est, dis-je, avec de pareilles troupes que nous allons attaquer des peuples qui sont enthousiastes de la justice de leur cause: qui n'ont plus de ressource que dans la victoire: qui sont unis par tous les liens d'intérêt possibles, & dont le courage est sans cesse aiguillonné par tous les sentimens que l'honneur ou l'ambition peuvent inspirer à une armée de freres.

Les mercenaires (car je puis leur donner ce nom, puisqu'il faut regarder comme des mercenaires ceux qui se battent pour de l'argent & pour une cause où ils n'ont nul intérêt.) Les mercenaires, dis-je, sont encore en Allemagne & ils ont encore à traverser l'Océan Atlantique. Les uns (b) désertent avant

---

(a) Les dénombremens qui ont été faits par ordre du Congrès général, ont fait voir que les Colonies étoient en état de mettre sur pied 428,400 combattans.

(b) Les papiers publics d'Allemagne & de Hollande ont fait mention de divers soulevemens parmi ces troupes, & de beaucoup de désertions. Mais il a paru une lettre de M. Fautit, colonel Anglois, qui a négocié les traités, au chevalier Yorke, dans laquelle il étoit dit que tous ces bruits étoient faux. Voici comme ce Colonel s'exprime: » loin que les soldats marquent le moindre chagrin, ils témoignent tous la plus grande

5 Mars.

l'embarquement, les autres périront en route. Mais je suppose qu'il en arrive en Amérique; s'en suivra-t-il pour cela une conquête prompte & certaine du pays? Si les Généraux savent leur métier, ce dont je ne doute pas, leur premier soin doit être de prendre des postes, d'établir des places d'armes, de former des magasins. Mais d'où cette armée tirera-t-elle ses provisions? Ce sera sans doute d'Angleterre ou de la flotte Angloise. A la bonne heure: si on suppose pourtant que les escadres puissent pénétrer dans l'intérieur des terres, ou remonter les rivières; autrement l'armée ne pourra presque jamais quitter la côte & la plus grande partie de la campagne se passera en préparatifs.

Oui, Milords, cette guerre est une guerre de conquête. Cessons de voir dans les Américains des rebelles qu'il faut punir pour venger l'honneur du Gouvernement; c'est une Nation puissante, ce sont de formidables ennemis. Il faudra que nos troupes se partagent, car elles auront plus d'une armée à combattre. Et nos corps divisés n'auront-ils pas en tête partout des corps qui leur seront biens supérieurs en nombre? Pouvons-nous croire qu'une campagne suffira pour terminer cette guerre?

Permettez-moi, Milords, de vous faire une autre observation très-essentielle, mais sur laquelle je ne m'étendrai point de peur de trop multiplier vos inquiétudes. Je voudrais savoir si nos Ministres sont certains de pouvoir faire face aux frais de cette guerre? Nos grandes dépenses annuelles, nos dettes publiques furent regardées à la fin de la guerre dernière comme un motif plus que suffisant pour accepter une paix qui certainement ne répondoit pas aux succès brillans de nos armes. Dans le cours de

---

joie d'aller combattre les Américains, & il n'y a de mécontents que ceux que nous laissons dans leur pays.

Un Gazetier Anglois a accompagné cette lettre de l'observation suivante: après le mot *Américains* ajoutez, *qu'ils ne peuvent ni connoître ni haïr*, & après les mots *leur pays*, ajoutez *qu'ils connoissent & qu'apparemment ils n'aiment guerres.*

treize années de cette paix on a fait quelques épargnes, qui selon toutes les apparences, vont être entièrement dissipées par les seules dépenses de la campagne prochaine. Ainsi, sur l'article des facultés, nous sommes précisément au même point où nous avons trouvés le retour de la paix, avec ce désavantage de plus que nous avons perdu le commerce de l'Amérique sans avoir obtenu aucun équivalent de cette perte. Les envois que nous avons faits l'année dernière pour la flotte Espagnole & ceux qui nous ont été demandés de Russie, n'étoient que des ressources passagères. L'une n'existe plus, & je fais que l'autre tombe insensiblement.

5 Mars.

Il est à présumer que la taxe additionnelle d'un quatrième sou (a) sur les terres ne payera pas seulement les frais du transport des troupes. Si les Ministres sont obligés d'anticiper les revenus, si la banque continue à prêter ses anciens secours, si les impôts ne répondent pas à leur estimation, s'il survient des calamités imprévues, le crédit public ne pourra-t-il pas éprouver la même secousse que la Compagnie des Indes a reçue il y a quelques années?

Je ne dirai que ce seul mot sur vos auxiliaires. Les Saxons appelés dans notre Isle en cette qualité s'y sont établis, & en peu de tems sont devenus les maîtres de ceux qu'ils étoient venus servir.

Je crois aussi appercevoir dans les Traités le symptôme le plus effrayant de cette influence perfide & ténébreuse, qui depuis quelques années semble être devenue l'ame de nos Conseils. L'Amérique doit être assujettie, n'importe comment. Il faut sacrifier à cet objet le sang & les trésors de la Métropole. De chetifs Princes Allemands doivent recevoir de doubles subsides pour faire réussir un plan aussi extraor-

---

(a) Chaque sou devoit rendre 500,000 l. Mais ce qui justifie assez les combinaisons des calculateurs politiques sur l'impôt: le second sou rend moins que le premier: le troisième moins que le second, & le quatrième encore bien moins que le troisième de quatre: de sorte qu'à proprement parler on ne tire guère plus que la valeur pécune de trois.

5 Mars.

dinaire. Mais ce n'est pas encore tout. Le Commandant général, de ce corps de mercenaires sera revêtu d'une autorité suprême indépendante du Roi & du Parlement. S'il s'élève quelque contestation, à qui les parties s'adresseront-elles? Ce ne sera point au Roi, car il n'a pas de pouvoir sur ces Etrangers; ni au Parlement, car cette assemblée n'en peut prétendre aucun. Vers qui donc prendrons nous notre recours? Ce sera sans doute vers les Princes mêmes de qui ces troupes dépendent, puisque le Traité ne statue rien à cet égard. Ainsi, vous aurez un corps de douze mille Hessois, commandés par un vieux Général qui n'aura aucun compte à vous rendre. Supposons qu'il survienne des démêlés entre vos Commandans & ceux des Etrangers, quelle autorité les terminera? Le Général Etranger ne connoît de supérieur que son maître. Toutes les opérations seront donc suspendues jusqu'à ce qu'il reçoive des instructions de sa Cour. Vous manquerez l'objet même pour lequel ces étrangers ont été stipendiés; & la nation aura été constituée dans des dépenses énormes pour rien.

Enfin, Milords, je vois une telle foule d'inconvéniens, de difficultés & de contrariétés à ce que l'on nous fait entreprendre, que je serois tenté de croire que quelque génie malfaisant confond la sagesse de nos Chefs. Je lis dans les Ecritures que lorsque Achab fut voué à la destruction, l'armée céleste s'assembla devant le Seigneur, & que le Seigneur dit: *qui persuadera à Achab de monter & de combattre contre Ramoth Gilead, afin qu'il puisse succomber dans cette entreprise?* Et un mauvais esprit répondit: *je me présenterai à lui & je l'y déciderai.* Je ne crois pas manquer à la Religion en appliquant ce trait de l'Ecriture Sainte à la nation Britannique. On diroit que les Anglois, pour leurs péchés, ont été condamnés à aller faire la guerre à leurs freres en Amérique, parce qu'il est arrêté qu'il doivent y succomber. Je souhaite qu'il n'y ait pas lieu à l'application, quoique tout contribue à la justifier. On ne prend aucunes mesures pour mettre fin à la guerre; on n'ar-

5 Mars,

rête aucun plan pour obliger les Américains à accepter les conditions que nous pouvons avoir à leur prescrire ; on veut leur faire une guerre de partisans qui ne peut conduire à autre chose qu'à fomentier & perpétuer l'animosité des deux partis.

Nous venons d'apprendre de la Virginie que le Lord Dunmore, qui depuis long-tems a quitté sa résidence pour s'établir à bord d'un vaisseau croiseur, s'est distingué par la glorieuse expédition de l'incendie de Norfolk, la plus belle & la plus grande ville de la Province. Je ne doute point qu'il n'agisse en vertu d'une commission, non sans doute de la commission de Gouverneur, car celle-ci lui impose l'obligation de protéger ceux qui sont sous son commandement, mais en vertu de celle qui ordonne de brûler les villes, de ravager les plantations, d'enlever les esclaves, de massacrer tout ce qui résiste. Tels sont les exploits brillans du Gouverneur de la Virginie. Mais comme je suis très persuadé qu'il a des ordres pour se conduire ainsi, à Dieu ne plaise que je condamne un absent. Je dois m'en prendre uniquement à ceux qui ont ordonné d'ici cette dévastation & cette désolation inutiles. Je ne puis pas non plus passer sous silence une particularité bien extraordinaire, c'est qu'on n'ignoroit point qu'il y avoit dans cette Ville beaucoup de partisans du Gouvernement ; ainsi, on est tellement animé de la fureur de la vengeance, qu'on tire même sur les amis, dans l'espérance de frapper les ennemis ; & les uns & les autres sont enveloppés dans le même désastre. Les Ministres s'imaginent-ils qu'après de tels procédés le Gouvernement conserve un seul ami en Amérique ? Peuvent-ils espérer qu'aucun homme sensé épouse leur cause, lorsqu'on verra qu'ils ne protègent pas même ceux qui leur obéissent ? Comment a-t-on pu oublier le tort infini que la destruction du Palatinat fit à la gloire de Louis XIV ?

Tels sont, Milords, les raisons qui me déterminent à appuyer fortement la proposition de Milord Duc de Richmond, que j'approuve d'autant plus qu'elle a

5 Mars. pour objet une paix que nous devons tous désirer. Malgré le mal qui a été fait aux Américains, tous leurs vœux tendent encore à une réconciliation; ils craignent qu'on ne les force de se rendre indépendans: ils iroient même jusqu'à acheter la paix: je ne dis pas que ce seroit au prix de leur liberté, ou en sacrifiant leurs propriétés; mais j'ai tout lieu de croire que s'ils étoient sûrs d'avoir affaire à un Gouvernement qui agit sincèrement avec eux, & auquel ils pussent se fier, ils se soumettroient à tous les réglemens de commerce nécessaires, & même qu'ils donneroient à l'Etat de grands secours en argent. Souffrons seulement qu'ils les levent eux-mêmes, & ne nous obstinons pas à vouloir les taxer. Leurs dispositions étant bien connues, je crois, Milords, que si nous persistons dans la résolution de les abandonner, c'est que nous ne sommes pas capables d'apprécier la valeur de ce que nous voulons perdre.

### *Le Lord Carlisle.*

Je me flatte, Milords, que vous me rendrez la justice de croire qu'aucune considération ne pourroit me porter à combattre l'avis de Milord Duc de Richmond; si je n'étois parfaitement convaincu de la nécessité & de la convenance du plan d'opérations adopté contre l'Amérique. Je ne regarde l'affaire actuelle que comme une pure question de parti: c'est une discussion dont résultera la ruine ou le salut de la Grande-Bretagne. Si nous renonçons à tous les avantages réels que peut nous donner notre souveraineté & notre autorité mercantile sur nos Colonies, la Grande-Bretagne privée des bénéfices d'un commerce immense, perdra insensiblement toute sa considération, & finira par être la proie du premier Etat puissant & ambitieux qui concevra l'idée de l'envahir. Considérez un moment la situation actuelle, la force & les ressources de certaines Puissances de l'Europe: jetez les yeux sur la mappe-monde, & voyez le peu d'espace qu'occupe la Grande-Bretagne: comparez la force des autres Etats avec notre foiblesse dès que l'Amérique

nous sera enlevée ; n'est-ce pas un tableau vraiment effrayant ?

5 Mars.

J'approuve donc les opérations du Ministère relativement aux Traités ; & non seulement je les crois nécessaires au maintien de notre honneur, mais même j'ose affirmer encore que notre existence, comme nation, exige absolument que nous fassions tous nos efforts pour ramener l'Amérique à son devoir, & pour la remettre sous notre dépendance. D'après ce principe, & ce principe seul, je m'élève hautement contre la proposition de Milord Duc de Richmond. Je ne doute point de la nécessité des mesures coercitives, contre les dispositions où se montre aujourd'hui l'Amérique : & plein de cette persuasion, je soutiens que, vu le nombre d'hommes qu'exigent nos Manufactures, le peu de service que nous pourrions tirer des recrues Angloises, du moins pour une première campagne, & les vœux que forme tout vrai Breton pour voir finir promptement les troubles actuels, il est indispensable d'employer des troupes étrangères de préférence aux troupes nationales. D'ailleurs, considérez encore l'énorme étendue de nos possessions, ainsi que les opérations qu'exige seulement une guerre défensive ; & voyez, Milords, si un espace aussi petit que notre île peut fournir le nombre d'hommes suffisant pour l'exécution des mesures que ce service demande nécessairement.

*Le Lord Conventry.*

JE ne puis assez déplorer, Milords, la ruine qui menace l'Angleterre ; mais c'est un malheur que je crois inévitable. Il est de la nature des choses que les Etats finissent aussi bien que les individus. Le corps politique ne peut pas plus prétendre à l'immortalité que le corps physique. Tout ce qu'il pourroit espérer, ce seroit une longue durée. L'enchaînement des causes & des effets a produit une espèce de fatalité que la prévoyance humaine n'auroit pas pu détourner, & toute notre prudence ne nous auroit pas garantis des événements qui devoient en résulter. Les Colonies ne

5 Mars. pouvoient que devenir funestes à leur source, & détruire ceux à qui elles devoient le jour. Sorties de l'enfance & mûries par l'âge, elles secouent toute dépendance. On pouvoit prévoir cette époque fatale. L'Angleterre & l'Amérique, ces deux puissans Etats, ainsi que des bulles d'eau qui flottent sur la surface, se conservoient séparées, & n'attendoient que le premier choc pour que l'une des deux fût détruite.

Nous ne devons rien avoir de commun avec les Colonies que ce qui regardoit le commerce. Si nous avons prétendu les dominer, il ne pouvoit en résulter que notre ruine.

Je n'ai point donné mon aveu au plan d'opérations qui a été suivi jusqu'à ce jour, parce qu'il contrariait mes sentimens. Je ne suis point Philosophe jusqu'à être indifférent sur le bien-être de ma Patrie. Je ne suis point de ces Cosmopolites qui chérissent également tous les coins du globe. Attaché à l'Angleterre, j'ai dû m'affliger d'une contestation qui lui ôtera sa supériorité pour la transporter aux Colonies. L'Angleterre cessera d'être le siège de l'Empire Britannique, & ce sera l'Amérique qui le deviendra. Si la présente querelle ne s'étoit pas élevée, la catastrophe ne seroit pas venue si-tôt. Mais aujourd'hui que l'affaire est entamée, la chute de la Grande-Bretagne ne peut pas manquer d'en résulter.

Permettez-moi de vous ramener aussi à la carte du Globe : comparez l'étendue de la Grande-Bretagne avec celle de l'Amérique septentrionale ; considérez le sol, les ports, les rivières, le climat & la population toujours croissante de cette partie du Nouveau-Monde ; & vous ne pourrez, sans la prévention la plus aveugle & la plus opiniâtre, vous persuader sérieusement qu'une si vaste contrée reste long-tems soumise à la Grande-Bretagne.

Il ne s'agissoit donc pas de vouloir réaliser un vain & illusoire projet de domination, mais de faire en sorte que les Américains trouvassent leur intérêt à être toujours nos fideles alliés & nos meilleurs amis. Certes, c'est ce que nous n'opérerons jamais par nos escadres &



nos armées. Au lieu de méditer la conquête de l'Amérique, & de nous épuiser en efforts infructueux, nous devrions bien plutôt la laisser se conduire elle-même, renoncer à tout système coercitif sur nos Colonies, & travailler à conserver les seuls bénéfices réels que nous pouvons en attendre, c'est-à-dire, les avantages d'un commerce très-étendu, ainsi que le solide appui d'une alliance permanente, & d'un traité de défense & d'assistance respectives.

Je suis fâché que Milord Mansfield ne m'ait pas compris dans une précédente séance lorsque j'ai traité cette matière. Il a supposé que je désirois que nous nous séparassions de l'Amérique, uniquement pour la convaincre de sa foiblesse & de l'impossibilité où elle est de subsister sans nous, & cela dans l'espérance qu'elle retourneroit à son premier état de subordination. Voilà, je n'en doute point, le sens dans lequel ce Lord m'a entendu; mais je le supplie de me rendre la justice de croire que je n'ai jamais imaginé pareille chose. Je regarde comme impraticable une pareille union de la Grande-Bretagne & des Colonies Britanniques: je crois que dans l'événement ce seroit une vraie séparation, quoiqu'il pût être de l'intérêt mutuel des deux pays d'être unis par tous les liens possibles de correspondance amicale, c'est-à-dire en tout, excepté le Gouvernement.

### *Le Lord Effingham.*

JE ne me déciderois pas, Milords, à parler sur une affaire qui a été déjà très-amplement discutée, si je ne l'envisageois sous de nouveaux points de vue qui me paroissent mériter toute votre attention. Je veux vous faire considérer, du côté de l'Amérique, les forces qu'elle est en état de nous opposer, & ses ressources pour les entretenir; & du nôtre les succès que nous pouvons espérer, ainsi que les moyens par lesquels nous résisterions aux entreprises de nos ennemis naturels.

Parlons d'abord du nombre de troupes que l'Amé-

5 Mars. rique peut mettre en campagne , & de ses facultés pour les payer. C'est un article des plus intéressans ; car ceux qui prétendent que la guerre est injuste , y trouveront encore une sorte de preuve qu'elle est impraticable ; & ceux au contraire qui la croient fondée sur la justice , ne pourront se dissimuler qu'il eût mieux valu ne la pas entreprendre.

Par les arrêtés du Congrès du Continent , pour obliger chaque Province à fournir un certain nombre d'hommes & une certaine somme d'argent , il a été ordonné de faire un dénombrement des habitans , sur lequel on pût régler les contingens d'hommes & d'argent. Les états dressés en conséquence ont été , comme on peut bien le penser , fort au dessous du nombre réel ; cependant on a trouvé trois millions cinq cents mille ames , ce qui fait une population presque de moitié plus considérable que ne l'avoient donné jusques là les calculs d'appréciation.

Pour payer ces hommes , le Congrès a fait réparer des sommes considérables en papier monnoye , qui a cours dans les Provinces respectives ; & on reçoit ce papier en paiement de droits & d'impôts. Par ce moyen , quoique le Congrès n'ait que du papier , il paye tout sans contracter de dettes : les subsides se lèvent dans le courant même de l'année , chacun y contribuant pour sa part ; & tout l'état ne formant qu'un seul corps , reste libre de toute dette ou charge quelconque.

Quant au second point , il est clair que les auxiliaires compris & en supposant nos troupes complètes ( & elles ne le sont pas ) il est clair , dis-je , que toutes les forces de la Grande-Bretagne en Amérique n'iront guerre au-delà de quarante mille hommes effectifs. Or , je demande si quarante mille hommes pourront faire en une campagne ou dans aucun tems donné , la conquête entière de trois millions & demi d'habitans , tous jaloux de leur liberté & fermement résolus à se défendre jusqu'à la dernière extrémité ? Si tel est donc l'état des choses , avouez , Milords , que tous les raisonnemens appuyés sur la nécessité

de faire diligence & de mettre promptement fin à la guerre civile actuelle tombent d'eux-mêmes. Je le repete, notre armée sera insuffisante, & telles forces que vous puissiez envoyer, vous ne réussirez pas davantage.

Le point relatif à l'état de défense où nous restons, n'est pas moins intéressant. Peut-on imaginer que les troupes réglées que nous gardons ici composent avec la milice, des forces suffisantes pour assurer notre tranquillité? Celle de l'Irlande est-elle assez établie avec six mille hommes? On a toujours cru qu'il lui falloit au moins douze mille hommes, même en pleine paix, pour y maintenir la sûreté publique. Je demande au Lord Townshend (\*) si dans le cas même où l'on n'auroit rien à craindre d'un ennemi étranger, ce qui restera de troupes en Irlande après l'embarquement, suffiroit pour appaiser seulement les séditions & les troubles domestiques? Que seroit-ce donc si un corps de François & Espagnols faisoit une descente dans ce Royaume? Je suis convaincu que dix mille hommes pourroient traverser l'Irlande d'un bout à l'autre sans être arrêtés par aucun obstacle ni par aucune autre barriere naturelle ou artificielle que la riviere de Shannon. Il est donc bien démontré que les opérations actuelles, sous quelque face qu'on les considere, ne peuvent produire que ruine & calamités, qu'elles sont illusoires & chimériques, & enfin qu'elles ne proviennent que de l'obstination aveugle de nos Administrateurs & peut-être de quelque chose de pis.

5 Mars.

\* Ce Lord a été Vice-Roi d'Irlande.

### *Le Lord Talbot.*

Milord Effingham a certainement saisi un des principaux traits du caractère des Américains. Il vient de nous dire qu'au milieu de l'effervescence de leur zèle pour la liberté & l'indépendance, ils n'ont pas pu dompter leur penchant naturel à la dissimulation & à la perfidie. Pour se soustraire à l'ordre du Congrès de fournir leur contingent en hommes & en argent, ils n'ont pas accusé le vrai nombre d'habitans

5 Mars. de chaque Colonie. Quoique je ne sois par du même sentiment que Milord Effingham, quant à la conséquence qu'il en a tirée, je ne saurois douter un instant du fait, d'autant plus qu'il est rapporté par un Lord dont cela n'affoiblit point la vénération pour les Américains, & qui a la plus haute opinion de leurs vertus privées & publiques.

Mais puisqu'on avance sérieusement que les Américains ne peuvent se laisser astreindre par aucuns liens, pas même par ceux de leurs engagements les plus sacrés & les plus chers dans la cause qu'ils regardent comme essentielle à leur existence en qualité de peuple libre, c'est bien-là, ce me semble, une raison sans réplique pour n'ajouter foi à aucune de leurs protestations de loyauté & de fidélité. Ils ont tous une répugnance invincible pour l'ordre social & pour le bon gouvernement; & je me persuade de plus en plus que c'est un peuple qu'on ne pourra jamais ramener que par la force, à la subordination & à une *soumission absolue* envers la Grande-Bretagne. Les Américains auront beau donner & même tenir les promesses qui pourront leur être suggérées par leur besoin actuel ou par leurs vues d'indépendance pour l'avenir, soyez surs, Milords, qu'ils n'abandonneront jamais leur objet favori tant qu'ils ne seront pas pleinement convaincus de l'impossibilité d'y atteindre. Aucune indulgence de notre part, aucunes voyes de douceur, ni toute la patience possible ne produiront d'autre effet que de nourrir leur insolence & de les encourager à étendre journellement leurs prétentions. Ils se sont montrés obstinés & indomptables depuis qu'ils existent, oui, depuis le premier moment de leur établissement dans cette partie du monde. Ils ont commencé à manifester ces dispositions dès le regne de Charles I. Alors ils nous dispuoient le droit de pêcher sur leurs côtes dans des tems où l'union la plus intime & la plus parfaite harmonie regnoient entr'eux & nous.

Mais avons nous admis leurs prétentions & avons nous abandonné ce privilege de pêcherie attaché inseparablement à notre souveraineté? Non: dans ce

tems-là , comme aujourd'hui , leurs prétentions ont été jugées présomptueuses & ridicules. En effet , le principe de *suprématie absolue & illimitée* étoit si complètement établi sous le regne de Charles II , que ce qui , selon le sentiment de certaines personnes , fondé de notre côté un droit de taxation partielle sur la Province de Pensylvanie , avoit été accordé dans le tems comme une faveur à M. Penn qui se trouvoit alors dans une très-étroite relation d'intérêts personnels avec le Souverain. Penn , homme d'esprit & fort instruit , savoit que le pouvoir de taxer existoit dans le Souverain. En conséquence , il a voulu que ce droit appartint au Parlement , dans la crainte que lui ou quelqu'un de ses successeurs n'eût à souffrir un jour de quelques taxes qu'un autre Souverain pourroit établir arbitrairement. Ce droit a été donné au Parlement alors de la révolution. J'avoue que ce n'étoit pas un vrai Parlement , & que ce fut la *Convention* qui jeta les fondemens des privilèges dont la Nation jouit aujourd'hui. Mais depuis ce tems-là ce droit est resté manifestement au Parlement dans les trois branches de la législation qui le composent ; de sorte que soit qu'on regarde le droit de taxer comme étant dérivé du Souverain , & y ayant passé au Parlement de la manière que je viens de le montrer , soit qu'on l'envisage comme inhérent à la législation & comme faisant une partie de son essence , l'effet en sera toujours le même ; car tout se réduit à ceci : que le pouvoir suprême doit conserver sa souveraineté sur les divers membres qui lui sont subordonnés , & que par conséquent parmi les autres facultés qu'il possède , il est autorisé constitutionnellement à exercer le droit de taxer toutes les fois que l'intérêt commun ou les besoins de l'Etat l'exigent ; d'où je conclus qu'il faut contraindre les Colonies à une *soumission absolue & illimitée*.

Quant aux mesures coercitives , j'ai tout lieu de croire que le Lord (a) Chatham lui-même , quoi-

---

(a) Sous la date du 9 Mars , on verra une lettre attribuée à milord Chatham qui justifieroit cette opinion du lord Talbot , si elle n'avoit pas été hautement délayouée.

3 Mars. qu'anciennement un des zèles partisans des voyes de douceur , seroit aujourd'hui d'un avis contraire & qu'il approuveroit la conduite du Gouvernement.

### *Le Lord Temple.*

Nous avons , Milords , beaucoup d'obligation au Lord Talbot pour les excellentes vues qu'il vient de montrer sur l'objet des débats de ce jour. Pour moi , j'avoue que je ne fais quelle conduite tenir dans les circonstances présentes. Je desirerois pouvoir expliquer ma façon de penser à la Chambre , sans déguisement ; mais j'y vois une foule d'obstacles insurmontables. Si je dis tout ce que je pense , il pourra en résulter des inconvéniens que j'ai fort à cœur d'éviter , & d'un autre côté si je donne un avis vague sur divers points qui occupent aujourd'hui la Chambre , je crains qu'il ne soit mal interprété. Ma position est délicate , mais tout bien considéré , il vaut mieux ne pas développer mes sentimens dans toute leur étendue , parce que je ne doute point que tout ce qui se passe ici ne parvienne sous peu de tems à la connoissance des Américains. Si j'osois déclarer mon opinion librement , il est certain que je vois beaucoup de choses à désapprouver dans la conduite des Ministres ; & par conséquent je serois fâché que tel avis que je pourrois donner aujourd'hui fût regardé comme une approbation de leurs opérations. Cependant , dans la présente crise , où il s'agit de nos plus chers intérêts , je me croirois très-répréhensible si je ne faisois pas connoître au moins mes raisons générales pour voter contre la proposition de Milord Duc de Richmond qui est actuellement sur le tapis.

Je n'ai jamais révoqué en doute l'autorité législative & suprême de la Grande - Bretagne sur l'Amérique , dans tous les cas qui concernent essentiellement les intérêts & le gouvernement de tout l'Empire. Je n'ai pourtant eu aucune part à la confection de l'acte du timbre ; quoiqu'il ait eu pour premier appui & presque pour Auteur un de mes proches parens (\*) dont la mémoire me sera toujours chère. Je n'ai eu aucune

\* M. Grenville son frère.

aucune liaison avec l'administration suivante qui a révoqué cette loi ; & je ne me suis point mêlé de cette révocation , par la raison que je la regardois comme un abandon formel de notre souveraineté constitutionnelle sur l'Amérique. Je n'ai contribué en aucune manière à l'établissement des droits en 1767 , non plus qu'à la révocation d'une partie de ces mêmes droits en 1770 : événemens auxquels il faut rapporter la vraie cause des troubles actuels. Je n'ai point participé davantage aux mesures violentes qu'on a employées par la suite , ni à cette opération fatale , la plus pernicieuse de toutes , l'envoi du thé en Amérique. Mais de tout cela , ce que j'aurois encore le moins approuvé , c'est le plan que je vois suivre aujourd'hui pour la guerre. Peut être même si j'avois à dire tout-à-fait mon sentiment , déclarerois-je que je le regarde comme vicieux en tous points. Mais je reviens au principe que j'ai établi d'abord , c'est que si on ne maintient pas complètement & efficacement la souveraineté de la Grande-Bretagne dans toutes les opérations de gouvernement légales & équitables , l'Amérique nous échappera & la nation Angloise sera ruinée sans retour. La Grande-Bretagne est réellement aujourd'hui dans la situation la plus inquiétante. Tout nous annonce notre destruction. Nous sommes entre Scylla & Charybde. Si nous n'employons point toute notre sagacité à éviter les rochers & les bancs de sable qui nous environnent , je n'hésite pas à dire que notre naufrage sera inévitable. Oui , Milords , la crise est fort embarrassante.

Les personnages les plus distingués & les plus honnêtes sont partagés d'opinion ; soit par esprit de parti , soit par conviction. Sans doute les Ministres du Roi connoissent parfaitement leur propre situation aussi bien que celle du Public. C'est la première chose qui soit nécessaire pour bien agir. Nous sommes dans des circonstances qui demandent les plus mûres réflexions , & où il faut parler peu & faire beaucoup. Je fais bien ce que j'en pense , mais ce n'est pas le moment de le dire , parce qu'au premier vent de l'Est les Améri-

5 Mars. cains en seroient informés; je garderai donc le silence. Je souhaite sincèrement que les Membres de l'administration se consultent bien entr'eux, & qu'ils prennent les avis de tout ce qui compose leur parti; mais ces avis ne doivent point être déclarés dans cette Chambre. En un mot, il faut laisser décider ceux qui sont dans l'administration sur ce qu'il convient de faire. Ils ont les informations nécessaires pour former un plan, & pour choisir les meilleurs moyens de le mettre à exécution. Ils sont instruits de tous les détails: ils ont des connoissances que nous n'avons point; & c'est à eux de prévoir l'avenir. Au surplus, je suis & je serai toujours porté pour les mesures coercitives jusqu'à ce que l'Amérique reconnoisse le pouvoir législatif de la Métropole. Lorsqu'il s'agira de discuter le point de l'utilité, je dirai librement mon sentiment; mais nous n'en sommes pas encore là. La dispute roule aujourd'hui sur une question d'autorité; à cet égard, je me déclare pour le maintien de la suprématie de la législation Britannique; & pour preuve de ma confiance dans l'administration, & de mon désir de l'appuyer dans les opérations nécessaires à la réussite de ses vues, j'opine pour la négative de la proposition de M. le Duc de Richmond.

### *Le Lord Townshend.*

J'AVOUE, Milords, que je n'ai pas toujours été persuadé de la validité des droits de l'Angleterre; mais après avoir médité profondément sur cette matière, après avoir examiné les différentes chartres, étudié les rapports des deux pays l'un avec l'autre, suivi les Colonies depuis leur berceau, je me suis enfin convaincu que toutes les loix de la justice, tous les liens de la reconnoissance, & toutes les convenances politiques, imposent aux Colonies l'obligation de contribuer au soutien commun, & par conséquent que les Américains ont été les agresseurs.

Mais, Milords, quand le droit que je reconnois dans la Grande-Bretagne, de gouverner toutes les parties des domaines de la Couronne, pourroit devenir la



matiere d'un doute ; quand les Chartres des Colonies seroient obligatoires & valides jusqu'au point où on le prétend ; tel est aujourd'hui l'état des choses, qu'il n'y a plus nul fruit à tirer , pour le bien général , d'aucunes recherches dans les causes de la guerre. La voix de la justice est étouffée par le bruit des armes. Le Lord Temple est fondé à soutenir que ce n'est plus qu'une dispute d'autorité. Le sort est jetté , & le seul point qui reste à examiner , c'est celui des moyens les plus propres de continuer la guerre avec efficacité , & de la terminer promptement pour forcer les Colonies à cette *soumission absolue* dont le Lord Talbot a si bien établi la nécessité.

Je n'imagine aucun plan d'opérations préférable à celui que le Conseil du Roi a choisi. Il falloit trouver en ce moment même des renforts de soldats accoutumés aux exercices militaires , & en état de servir sur le champ. C'est un moyen infailible de terminer la guerre dans le cours d'une campagne. Il en résultera donc deux avantages ; les calamités de la guerre cesseront , & on épargnera des dépenses considérables.

Le Lord Effingham en a appelé à moi de ce qu'il a avancé de l'état & de la disposition actuelle de l'Irlande. Tout ce que je puis lui répondre , c'est que s'il s'élevoit quelques troubles dans ce Royaume , il faudroit y mettre ordre : mais je ne vois rien de ce côté-là qui puisse donner la moindre inquiétude.

Ce Lord paroît aussi appréhender une invasion de la part des François ou des Espagnols ; ses craintes à cet égard , sont aussi peu fondées que sur l'autre objet. La France n'a point oublié le sort de l'armement qu'elle avoit envoyé en Irlande sous les ordres de Thurot , & il y a lieu de croire que de long-tems elle ne tentera de semblables entreprises. Mais si les craintes du Lord Effingham étoient raisonnables , ce seroit un motif de plus pour pousser la guerre avec activité , & pour nous engager à la terminer par les opérations les plus vigoureuses & les plus décisives. En effet , si on la laisse traîner en longueur , s'il faut qu'elle dure

5 Mars.

encore plus d'une campagne ; c'est alors qu'on aura lieu de craindre l'intervention de quelque puissance étrangère qui voudroit profiter de nos dissensions.

Milord duc de Richmond prétend qu'on a voulu forcer l'Irlande à recevoir des étrangers & qu'on lui a ôté son établissement militaire. Ce dernier reproche ne peut pas tomber sur les Ministres de la Grande-Bretagne. C'est un acte du Parlement d'Irlande même ; & si le Roi n'étoit pas lié par sa promesse royale , rien ne pourroit l'empêcher d'envoyer la totalité ou une partie des forces militaires qui sont dans ce Royaume , en tel lieu de l'empire que Sa Majesté jugeroit à propos & où le besoin des affaires le requerrait.

Quand aux étrangers, la situation même de l'Irlande, suivant le tableau qu'en fait Milord Duc de Richmond , seroit un motif suffisant pour engager Sa Majesté à faire passer un corps d'auxiliaires pour défendre ce Royaume sans prendre l'avis du Parlement qui y est établi. Je ne crois pas que Milord Duc dispute au Roi le droit de pouvoir , même sans ce consentement , si le cas l'exigeoit , faire arriver des troupes étrangères dans toute partie quelconque des domaines Britanniques pour les défendre & les protéger. Je me permettrai encore un mot pour observer à Milord Duc de Richmond , que si l'Officier Anglois , chargé du commandement en chef en Amérique , venoit à manquer , ce seroit l'Officier Anglois le plus élevé en grade qui lui succéderoit. Chacun peut se rappeler que la même chose arriva pendant la dernière guerre en Amérique. Le commandement en chef fut donné d'abord à un Lord , Membre de cette Chambre ; ( le Lord Loudon ) après ce Lord il passa au général Abercromby , & quoique le Colonel Stanwix fût ensuite l'Officier le plus élevé en grade , cependant , comme étranger , il céda le pas au Chevalier Jeffery Amherst.

### *Le Lord Suffolk.*

Il me paroît , Milords , que M. le Duc de Richmond n'a pas établi une seule objection solide contre

les nouveaux Traités , & qu'il n'a pas montré un seul point en quoi nos anciens Traités aient différé de ceux dont il est question aujourd'hui. Il s'est jetté dans beaucoup de détails qui, selon moi, n'appartiennent pas au sujet, & qui encore ne prouveroient presque rien par rapport à l'avantage ou au désavantage des conditions auxquelles les troupes nous ont été procurées. La teneur des Traités est la même qui a été usitée dans d'autres occasions. Il est vrai que dans les Traités actuels on a inséré quelques phrases d'alliance bien pompeuses & bien sonores; mais j'avouerai tout ingénument à Milord Duc de Richmond qu'elles ne sont exactement que cela. J'irai même jusqu'à convenir que le véritable motif de ces Traités n'est pas tant de former des alliances que d'emprunter un corps de troupes que la rébellion d'Amérique a rendu nécessaires, & je lui répondrai en général, par rapport à la comparaison de la dépense, que si la guerre est terminée dans une année, le marché sera très-avantageux, parce que nous ne payerons qu'une année de double subside, ce qui est égal à deux années d'un simple subside. Si la guerre continue deux ans, nous ne gagnerons ni ne perdrons au marché, parce que deux années de double subside seront égales à quatre années de simple subside, terme ordinairement stipulé dans les anciens Traités. Il est vrai que la guerre pourroit durer plus long-tems, & pour ce cas-là je passe condamnation & je reconnois que nous aurions payé cher.

Mais, Milords, quand même les conditions seroient réellement aussi désavantageuses que M. le Duc de Richmond a cherché à les représenter, s'il est vrai que nous ayons besoin de troupes, n'avons-nous pas été forcés d'adhérer à ces conditions? Voici donc le point de la question, avons nous besoin de troupes? J'affirme qu'oui, & dans cette persuasion, je me félicite de ce que nous avons pu nous les procurer aussi aisément & à un aussi bon compte; car lorsque je réfléchis sur la brièveté du tems, & sur le désagrément du service pour des troupes qu'on transporte si loin de leurs foyers & qui ont à traverser tout l'Océan Atlantique,

je suis toujours étonné que nous ayons pu les obtenir à  
 5 Mars, aussi bon compte.

Milord Duc de Richemond paroît oublier aussi que même en partant de ses principes, les étrangers sont beaucoup plus propres à une pareille guerre que les Anglois, car si la guerre est juste, ce dont je ne doute point, s'il est nécessaire d'employer des troupes, & s'il est plus facile de se procurer des étrangers que des Anglois, l'opération a donc été suggérée par la nécessité, & c'est donc à tort qu'on la condamne.

Milord Duc de Richemond observe, relativement à un article du Traité avec le Landgrave de Hesse, que les troupes étrangères étant commandées par un Officier Allemand d'un grade supérieur à celui de notre Commandant en chef, le commandement général de toute l'armée sera naturellement dévolu à l'étranger. Je ne prétends point parler d'après mes propres notions : j'en appelle à tous les Lords de cette Chambre versés dans les matières militaires ; & je demande si la commission donnée à un Commandant en chef ne prend pas le rang sur toute autre commission, & si un jeune Major-général agissant avec le caractère de chef, n'a pas, en vertu de son titre, un commandement suprême & absolu sur tout Officier au même service, quelque puisse être son grade dans l'armée.

M. le Duc de Richemond nous attaque sur ce que le rebelle Ethan-Allen a été amené ici chargé de Fers, & il prétend que nous avons craint de lui faire son procès de peur qu'il ne fût absous par un Juré Anglois, ou que nous ne fussions pas en état de le convaincre légalement. Milord Duc est dans l'erreur. Nous n'avons point douté que nous ne puissions convaincre légalement Ethan-Allen, nous n'avons pas craint davantage qu'il fût absous par un Juré Anglois. Il y a plus, ce n'est aucun mouvement de compassion qui nous a portés à laisser la vie à un homme qui selon les loix du pays méritoit la mort. Je dirai donc à M. le Duc de Richemond les vrais motifs que l'administration a eus en vue en le renvoyant en Amérique : c'est que nous avons observé que les Rebelles venoient de faire un

grand nombre de prisonniers; & nous avons cru devoir éviter d'instruire ce procès par des considérations de prudence & par crainte de représailles. 5 Mars.

Milord Duc a dit que la dépense des troupes étrangères avoit été augmentée, parce que le nombre de leurs Officiers étoit double. Je ne dirai rien de précis relativement à la nécessité de cet arrangement, mais je ne doute point qu'il ne convienne à l'usage du service Hessois, & comme tel, il ne comporte autre chose que ce qui a été conclu par les anciens Traités.

Enfin, nous sommes engagés dans une guerre qu'il n'est pas possible de continuer sans un nombre considérable de troupes. Les Administrateurs ont mieux aimé recourir à l'étranger que de faire tort aux Manufactures en leur enlevant des hommes précieux aux différentes branches des arts utiles qui enrichissent une Nation commerçante.

### *Le Duc de Grafton.*

M. le Duc de Richemond a exposé la situation des affaires d'une manière si judicieuse & si exacte, qu'il ne me reste que peu de choses à dire sur le même sujet. Je ne puis point cependant m'empêcher de faire connoître mes sentimens sur sa proposition.

Depuis le commencement de ces malheureux troubles j'ai mis la plus grande attention à m'instruire des vraies causes & de la nature de la querelle, & à examiner les prétentions respectives des deux parties. J'ai tâché de me procurer tous les éclaircissemens possibles à ce sujet, & de mettre en état de juger l'affaire sans aucune espèce de prévention & de partialité. Ce travail & ces recherches ont enfin fixé mon opinion. J'ai vu clairement qu'au lieu de protéger les Américains dans la jouissance de leurs droits & de leurs propriétés, on ne leur laissoit plus rien qu'ils pussent dire être à eux, parce qu'il n'y a point de ligne tirée, ni de bornes posées pour limiter l'étendue de nos prétentions. On ne peut pas dire que la suprématie existera pour tel objet, & que l'exercice en sera restreint pour tel autre, parce que du moment où vous

5 Mars. mettez des limites au droit de taxation, vous anéantirez le principe sur lequel ce droit est fondé; & la question restera aussi indécise qu'auparavant.

Pour examiner les choses sous un autre point de vue, admettons avec le Lord Talbot une suprématie indéfinie, comme faisant l'essence du Gouvernement. Les mêmes difficultés subsisteront toujours, excepté seulement qu'elles proviendront de causes différentes. Ce n'est pas assez qu'on soit convaincu de la nécessité & de la convenance des moyens de rigueur, il faut qu'il y ait possibilité à la chose. Il m'a paru qu'on devoit des ménagemens à des peuples qui sont en possession de certains droits depuis plus d'un siècle, & que leur enlever ces droits sans causes & même sans prétextes, étoit un acte cruel & contraire à la politique. J'ai été révolté d'une entreprise impraticable qui alloit nous flétrir & nous rendre méprisables aux yeux de tous les gens sensés & honnêtes.

Mais allons plus loin, & supposons que ce plan soit aussi convenable, aussi praticable qu'on le prétend juste dans son principe, ne devons-nous pas examiner nos moyens & nos ressources, & comparer les inconvéniens avec les avantages? Je suis passablement instruit de la situation des (a) Finances de la Grande-Bretagne; & certainement l'esprit le plus inventif ne pourroit imaginer aucune taxe capable d'augmenter la recette de l'Echiquier. Il est impossible de créer un impôt qui n'en croise quelqu'autre déjà existant. La Nation est chargée de tout le poids qu'elle peut supporter. Qu'allez-vous donc faire, Mylords? Vous engager dans une guerre dont le succès est plus que problématique. Car, pour la continuer, il faudra de nouvelles taxes, & comme vous n'avez point de sûretés à donner, vous serez obligés d'engager les anciens fonds nonobstant la foi publique & contre le droit des créanciers de l'Etat, ou bien vous contracterez de nouvelles (b) dettes qui, pour peu que la guerre

---

(a) Le Duc de Grafton a été premier Lord de la Trésorerie avant Milord North.

(b) M. le Duc de Grafton a en vue les prodigieuses avances

continue, anéantiront le crédit national & consommeront la ruine du Royaume.

5 Mars.

Cette considération en amène une autre de la plus grande importance, c'est l'extrême indifférence pour les intérêts de la Nation que montrent ceux-même sur qui ils roulent.

La corruption de mœurs la plus allarmante, & une passion effrénée pour les plaisirs & pour la dissipation, se sont emparées de toutes les classes de citoyens. On prend les Ministres sans choix & sans examen, le Parlement a abandonné ou vendu son droit de censure, & nos intérêts les plus précieux sont répartis au hasard entre des mains qui ne sont nullement propres à l'emploi difficile & délicat de tenir les rênes du Gouvernement.

Qu'elles seront, Milords, les conséquences de notre conduite ? Les peuples surchargés de taxes ne pourront plus les payer : le crédit public détruit, on n'aura plus que la perspective d'une banqueroute générale : la misère & le désespoir n'offriront plus dans toute l'étendue de ce Royaume que des objets d'horreur ou de compassion ; les peuples succombant sous le poids de tant de calamités, n'attendant plus aucune ressource des moyens que les loix & la constitution devroient leur offrir, ils en chercheront dans ceux que Dieu & la nature indiquent aux opprimés. Les Anglois, n'en doutez point, secoueront le joug d'un Parlement qui les a trahis, de qui leurs prières n'ont pu se faire entendre & qui s'est aveuglé volontairement sur leurs intérêts.

Peut-être, répondra-t-on que le plan actuel est le vœu du peuple, qu'il a eu le suffrage d'une pluralité considérable de la Nation, qui, dans diverses circonstances & par différens moyens, en a témoigné sa satisfaction de la manière la moins équivoque & la plus solennelle. Je nie le fait, & quand même j'admettrois les preuves, elles ne détruiroient aucune

---

que la banque fait au Gouvernement par le moyen de son papier & que M. Wilkes a dit se monter à huit millions sterl.

5 Mars.

de mes assertions. Je dirai que les peuples ont été trompés, ou qu'ils se sont endormis dans une fausse sécurité. Chacun sait apprécier les différens moyens employés par les gens en place pour obtenir cette sanction & cette approbation publiques. On ne me persuadera jamais que des adresses ou requêtes promues de la sorte contiennent les sentimens réels de ceux de qui elles émanent. Dans aucun tems, depuis l'établissement de la Monarchie, ce signe de l'opinion publique ne s'est manifesté avec plus d'éclat que pendant la plus grande partie du regne de Jacques II. Toutes les Provinces, toutes les corporations de son Royaume lui envoyoient des adresses, des félicitations, des promesses de le soutenir au péril de leur vie & de leur fortune. Mais ce Monarque trompé, à dû s'apercevoir que tout cela n'étoit que l'ouvrage de ses Ministres & de l'adulation des gens de sa Cour.

En général, Milord, toutes les opérations des Ministres, sous quelque aspect que je les considère, ne m'offrent que désastre & ruine, & mes yeux ne peuvent s'y accoutumer. Tels ont été mes sentimens depuis le commencement; & j'ai toujours agi en conséquence. Je n'ai cessé de prier, de presser, de conjurer que l'on abandonnât un plan aussi faux & aussi mal combiné.

Je vous supplie pour la dernière fois de délibérer de nouveau sur un objet aussi important. L'arrêt n'est point encore irrévocablement prononcé; l'épée est tirée, mais on peut la remettre dans le fourreau. La motion du Duc de Richmond ouvre une porte à la réconciliation & à la paix. Je crains bien qu'une si heureuse occasion ne se présente plus. Mon avis a été & est encore qu'il faut s'arranger. Quelque chose que puisse dire le Lord Temple pour appuyer l'avis contraire, je soutiens qu'il n'est pas trop tard & que nous pouvons encore détourner toutes les calamités qui menacent la Nation, si chacun veut y concourir avec zèle & en mettant de côté tous les intérêts de parti.

Quant aux Traités avec les Princes étrangers, cette matière a été suffisamment discutée par M. le



Duc de Richemond. Je me bornerai seulement à témoigner ma surprise de la manière dont s'est exprimé, relativement à ces détails, le Secrétaire d'Etat (le Lord Suffolk) qui a dû être chargé de leur négociation. 5 Mars.

Ce Ministre nous a dit qu'il ignoroit si ce devoit être le Général des troupes Britanniques ou celui des mercenaires étrangers, qui auroit le commandement en chef. A-t-il donc pris sur lui d'entamer ce Traité sans avoir aucune des connoissances ministérielles nécessaires pour le négocier & le conclure ? Quoi, il a rendu le Traité obligatoire pour la Nation, & il vient déclarer à la Chambre qu'il ignore s'il a bien ou mal fait ? Il vient demander des instructions à ceux d'entre vous qui connoissent les affaires militaires, & savoir si la totalité des Domaines Britanniques en Amérique, sera ou ne sera pas sous les ordres absolus d'un mercenaire étranger à la tête de douze mille stipendiés ?

Quand ce Ministre nous diroit que le commandement suprême sera entre les mains du Général Anglois, quoique moins ancien, me répondra-t-il que les choses ont été entendues de cette manière par le Landgrave de Hesse, ou que son Général en est instruit ? Peut-on savoir de Milord Suffolk si, en cas de mort ou d'autre accident, on a fait les arrangements nécessaires pour que la place vacante passe à une suite d'autres Officiers désignés, pour être appelés éventuellement au commandement par des commissions expédiées à cet effet ; enfin si le Prince & son Général sont instruits de cet arrangement éventuel & s'ils y ont acquiescé ?

Je ne veux point terminer ce discours sans parler d'un événement auquel j'ai contribué, mais par l'effet d'une surprise bien étrange & bien odieuse. Je veux parler de mon suffrage pour le bill de la Charte de la baye de Massachusset. Pour m'engager à donner ce suffrage, on m'avoit assuré que le changement de cette Charte se faisoit à la demande expresse des Marchands & d'une pluralité considérable des habitans les plus riches & les plus distingués de cette Province. J'ai

5 Mars.

découvert depuis que j'avois été trompé , & que cette assertion étoit directement opposée à la vérité des faits. Il est vrai que dès le commencement de cette malheureuse affaire de l'Amérique , les Ministres ont eu pour méthode constante de donner de fausses informations , ou d'agir sans en avoir aucune.

Tout ce que je puis dire , c'est que cette loi n'auroit jamais eu mon suffrage , si je n'avois été induit en erreur par un faux exposé , & quoique j'aie donné dans le piège , rien ne m'empêche aujourd'hui de déclarer que la loi qui change la Charte de la Baye de Massachusset étoit à tous égards oppressive & contraire à la saine politique ainsi qu'à la constitution. Si à cela on joint la prétention de taxer , il est clair qu'en même tems que l'une de ces loix ne laisse aux sujets aucune propriété , l'autre les dépouille de tous les droits Naturels & politiques , & que ces deux loix sont également destructives de nos privilèges inaliénables & des droits naturels à tous les hommes , qui ne peuvent leur être enlevés que par la fraude , la violence , & l'injustice.

### *Le Lord Suffolk.*

Il faut , Milords , que M. le Duc de Grafton m'ait très-mal compris , car , je ne saurois supposer qu'il ait eu le dessein de dénaturer exprès le sens de mes paroles. Je n'ai pas fait voir le moindre doute sur le passage du commandement en chef à un Général Anglois moins ancien que le Général Hessois. J'ai assuré positivement & sans restriction , que l'Anglois passeroit toujours avant l'étranger ; & je me suis simplement référé au sentiment des Lords qui sont versés dans les affaires militaires.

Loin de vouloir donner à entendre que l'administration eût négligé de prendre les précautions nécessaires pour prévenir les contestations qui pourroient s'élever entre les Officiers Anglois & Allemands , j'ai dit que le Ministère avoit travaillé avec sagesse à prévenir cet inconvénient comme tous les autres , & que le seul intérêt qui nous animoit étoit l'amour du bien public & un attachement sincère & sacré pour les droits constitutionnels de la Grande-Bretagne.

*Le Duc de Cumberland.*

5 Mars.

C'EST avec le plus amer déplaisir que je me vois forcé de prendre la parole ; & il n'y a que mes obligations envers la Couronne & la sincérité de mon attachement pour les intérêts de mon pays qui soient capables de m'y décider. Mais comment puis-je voir un corps de Brunswickois employés à un service que j'ai en horreur , & destinés à aider des Anglois , ces anciens amis & ces zélés deffenseurs de la liberté , dans le projet de détruire & de renverser les droits constitutionnels de l'Amérique ? Je me flatte qu'on ne me reprochera point de manquer ici de respect envers mon Souverain , ou d'oublier l'attachement que je dois à un frere. Je proteste solennellement contre toutes interprétations de cette nature , puisque je ne suis déterminé par aucun autre motif que mon respect & mon dévouement pour ma patrie & pour mon Roi , obligations que je m'efforcerai toujours de remplir avec autant de zele que de fidélité.

*Le Duc de Chandos.*

M. le Duc de Richmond a reproché à ceux qui soutiennent le plan actuel d'opérations contre l'Amérique , de favoriser des vues tendantes à détruire les libertés de leur patrie. Je puis assurer ce Lord que si j'avois pu appréhender un effet pareil , des opérations dont il parle , ni lui même , ni aucun autre Lord n'auroit été plus éloigné que moi de leur donner le moindre appui. Je l'ai fait , parce que je suis pleinement convaincu que ce plan est nécessaire & constitutionnel , & j'ajouterai que je ne suis pas moins persuadé de la convenance du plan , que de l'intégrité & des talens de ceux qui l'ont conseillé.

M. le Duc de Richmond a fait les reproches les plus injustes à tout le corps de la Milice. En ma qualité de Lord , Lieutenant d'une grande & belle province , (\*) \* Le Comté de Southampton.  
je me trouve moi-même compris dans cette censure , & je crois que mon honneur y est essentiellement inté-

5 Mars. réffé. Je puis répondre pour le corps que j'ai l'honneur de commander, & j'ai lieu de croire qu'il en est de même de tous les autres. J'ose donc affurer qu'on n'admet à ce service, en qualité d'Officiers, que ceux qui ont les qualités requises à cet effet. Ce Lord s'est trompé, au moins pour ce qui est venu à ma connoissance, & j'ai lieu de le présumer pareillement dans l'erreur pour ce qui regarde les autres corps de milice au service de Sa Majesté.

### *Le Lord Sandwich.*

JE me vois, Milords, dans la nécessité de vous demander quelques momens d'attention, pour répondre sur des points qui me concernent dans le cours des présens débats. On vous a dit que la ville de Norfolk dans la Virginie, a été brulée & détruite, & on a mêlé au récit de cette affaire divers circonstances exagérées. Je vais avoir l'honneur de vous informer de la vérité: Un de nos vaisseaux de guerre étant dans une grande disette d'eau, s'est rendu à Norfolk, & en a demandé aux Habitans de cette Ville, qui, au lieu de faire à son égard ce que dictent les sentimens d'humanité en pareil cas, ont tiré sur le parlementaire, & lui ont tué ou blessé deux ou trois hommes. Voilà ce qui a causé l'incendie de la Ville, que je ne crois cependant pas encore brûlée. Il est certain que, par le refus barbare des habitans, tout l'équipage auroit péri sans la ressource de la distillation de l'eau de mer. Ce n'est point le vaisseau de guerre qui a brûlé Norfolk (a); ce sont les habitans eux-mêmes; & j'ignore encore si cette Ville est réellement réduite en cendres. Les habitans de Norfolk ont mis le feu à la Ville; c'est-à-dire, le feu du vaisseau de guerre a commencé l'embranchement. & les habitans ont brûlé le reste.

M. le Duc de Richmond, Milords, vous a beaucoup

---

(a) On a vu ci-dessus, sous la date du 4 Mars, une lettre d'un Officier du Sloop l'Otter, dont tous les papiers publics ont opposé le témoignage à cette assertion du Lord Sandwich, & on lui a reproché qu'il ne parloit pas d'après des informations sûres.

parlé de nominations & de remplacements d'Officiers. Il m'a fait l'honneur de m'apostropher plusieurs fois ; 5 Mars.  
 je suis bien-aîsé de lui dire qu'il s'est trompé sur les faits comme dans ses conjectures. L'Amiral Greaves n'a été ni rappelé ni congédié , & on ne lui a pas fait le moindre reproche sur sa conduite en qualité d'Officier : au contraire, Sa Majesté, pour lui marquer la bonne opinion qu'elle avoit de ses services , vient de le faire Vice-Amiral. Quand à l'Amiral Shuldham , il est constant que cet Officier ne s'est jamais attendu à commander en chef ; il a simplement succédé à l'Amiral Greaves , & comme il s'agissoit d'embrasser une croisière d'une bien plus grande étendue , il a fallu employer plus d'un Amiral. Au reste , j'ignore si l'intention de l'Amiral Shuldham n'est pas de conserver sa station en Amérique ; mais je réponds toujours qu'il ne sera pas mécontent de la nomination du Lord Howe. Ce n'est pas que je n'aie une très-haute idée de son mérite & de sa capacité , mais c'est qu'il est faux qu'à son sujet on m'ait forcé la main dans le cabinet. Lorsque j'ai appris que ce Lord faisoit solliciter le commandement , je me suis estimé heureux de trouver une occasion de l'obliger , & je me suis empressé de concourir à sa nomination , connoissant toute son habileté.

M. le Duc de Richmond prétend que les Ministres du Roi qui soutiennent le plan adopté contre l'Amérique , le désapprouvent intérieurement , & en témoignent même leur mécontentement dans leurs sociétés. Je ne fais point quelles sont les personnes que Milord Duc fréquente , & qui lui communiquent si confidemment leurs opinions ; mais j'ose vous assurer que j'ai de très-grandes & très-intimes relations avec tous les Ministres , & que je n'ai jamais entendu aucun d'eux condamner ce plan en la moindre chose.

Suivant M. le Duc de Richmond nous avons des vaisseaux , mais nous manquons de matelots pour les équiper , & ils ne le sont qu'à moitié. Il est encore dans l'erreur à cet égard ; car , sur la quantité de bons matelots , nécessaire pour vingt vaisseaux de garde , & qui peut être de six mille , il ne nous en manque que

5 Mars.

cinq cents ; & bien loin que nos matelots ayent de l'aversion pour le service Américain , c'est que le déficit , dont je viens de parler , provient précisément de leur empressement extrême pour ce même service qu'ils préfèrent à celui des ports.

Au surplus , quelques instants seulement suffiroient pour se procurer les cinq cents matelots qui peuvent manquer , & avec lesquels , ainsi qu'avec les matelots & les gens de terre ordinaires , les vingt vaisseaux de garde , qui sont autant de vaisseaux de ligne , se trouveroient en état d'appareiller en moins de huit jours. Dans le cas même d'une nécessité pressente ; nous ne serions pas embarrassés de trouver un nombre de Matelots plus que suffisant (a) d'un moment à l'autre.

Vous devez savoir aussi , Milords , que tous nos vaisseaux de ligne sont dans nos ports , à l'exception de trois seulement , & qu'on les y gardera pour la sûreté du Royaume. Je ne crois pas que la discrétion permette d'entrer dans de plus grandes explications sur l'objet de la Marine. Il vous suffira d'être assurés que de toute façon nous sommes prêts à faire face à tel événement ou besoin inattendu qui pourroit se présenter.

Quant aux troupes de terre , je sais qu'un régiment entier de cavalerie a présenté un mémoire au Roi pour demander à servir à pied dans cette guerre qu'on dit être si contraire à la nature ; & pour vous faire connoître en un seul mot mon avis sur les Traités , j'estime que comme ils étoient indispensables , on est heureux de les avoir conclus à des conditions aussi avantageuses , attendu la coutume où sont ceux qui prêtent leurs troupes , de tirer tout le profit possible de ces sortes de négociations.

*On donnera incessamment la continuation.*

---

(a) On a demandé dans les papiers publics à Milord Sandwich , pourquoi , si l'espèce des Matelots étoit si abondante , le Roi doubloit l'encouragement accordé à ceux qui s'embarquent volontairement ; & de quelle nécessité étoit la loi dont on s'occupoit dès-lors , pour permettre aux vaisseaux marchands de composer leurs équipages en plus grande partie de matelots étrangers ?

*Lettre d'un Banquier de Londres à M.\*\*\*  
à Anvers.*

De Londres le 4 Mai 1776.

ON a vu ici, Monsieur, le plan que vous avez bien voulu me communiquer. Il me paroît réunir tous les suffrages. L'Angleterre chargée de deux énormes fardeaux, la dette & les possessions, met un trop grand poids dans la balance de l'Europe, pour que même les plus légers intérêts puissent être indifférens pour les autres Etats. On ne sauroit donc avoir un champ trop vaste & trop découvert pour contempler jusqu'aux plus petits mouvemens qui l'agitent. C'est une excellente idée de consacrer une collection à ce seul objet. Vous saisirez les événemens politiques dans leur cours rapide, avant que le tems en ait fait évaporer l'intérêt. Vous en donnerez une suite historique d'autant plus curieuse & intéressante qu'ils y seront placés sous leurs vraies dates. C'est une forme que je crois absolument neuve, au moins relativement à l'Angleterre & aux mémoires du tems. Je ne vois rien de plus convenable au but de l'Histoire; rien de plus agréable pour ceux qui veulent étudier l'enchaînement & le rapport des faits, & pénétrer dans l'avenir par des conjectures.

Vous allez débiter par une affaire bien importante, celle des troubles actuels de l'Amérique. Je conçois que vous désiriez de tracer d'abord un tableau des événemens successifs

qui ont amené cette querelle ; mais que deviendra votre vœu d'impartialité ? vous ne pourrez guère former votre exposé sans embrasser une opinion , ou bien il faudra vous borner à une énumération sèche & ennuyeuse d'actes & de pétitions. Pourquoi d'ailleurs occuper infructueusement l'attention de vos lecteurs ? Tout ce que cette matière peut avoir encore d'intéressant a été discuté très-disertement , dans les débats parlementaires du mois de Mars , qui doivent être les premières pièces de votre dossier. Contentez-vous d'annoncer que les premiers traités subsidiaires offensifs & défensifs , que l'Angleterre ait conclus publiquement , depuis celui dont elle doit encore des arrérages au Roi de Prusse , apportent un changement notable à son système politique ; & que vous choisissiez cette époque pour la base des monumens historiques que vous allez élever. C'est en effet un très-grand événement pour l'Europe. Dès qu'il s'agit de conquérir des sujets , ou bien on les anéantit , ou l'on en fait d'implacables ennemis. Or , si l'Amérique est anéantie , que deviendra l'Angleterre ? Que cette alternative est effrayante ! & combien elle fait d'impression quand on songe que sur ce fatal arrêt se sont réunies les opinions , d'ailleurs très-oppoées , des deux spéculateurs Anglois les plus profonds & les plus instruits ! M. Tucker a démontré les convenances d'une séparation volontaire & amicale ; le Docteur Price a fait voir les plus affreux dangers dans le succès des armes.



Votre projet fera donc assez senti par le moyen d'un simple apperçu des conséquences de ce nouveau système, sans que vous soyez obligé de faire remonter votre lecteur par un sentier tortueux & pénible jusqu'aux sources de la querelle. Vous avez même d'autant plus de droit de vous en dispenser, que les deux Chambres du Parlement ont aussi abandonné la discussion des causes de cette guerre, & qu'on n'y agite plus que la convenance du maintien de la suprématie, & le choix des moyens qu'on pourroit y appliquer.

Je vous ai dit naïvement, Monsieur, les avis que j'ai recueillis sur votre ouvrage. Quant au service que vous me demandez, de vous aider à l'enrichir, je ne puis pas vous promettre des secours bien suivis ; mais comptez sur mon zèle & sur le plaisir que je trouverois à contribuer au succès d'une entreprise si utile. Lorsque mes affaires me le permettront, je vous consacrerai bien volontiers quelques momens de mon loisir pour renouveler vos idées sur l'état des choses : les voyant ici de plus-près que vous.

Pour commencer, je puis vous dire un mot aujourd'hui de la sensation que me paroît faire sur nos négocians, un écrit que l'on vient de recevoir d'Amérique, & qui a, dit-on, la plus grande vogue dans les Colonies.

Il est intitulé le *Sens Commun*, & on l'attribue à M. Adams, fameux pros crit, que le Général Gage a exclu, ainsi que M. Hancocks, de son amnistie. Vous savez que M. Adams est

## 84 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

un des députés de la baie de Massachusets au Congrès général , où on le regarde comme un des premiers pivots de la révolution. Vous allez voir quelques extraits de son Ouvrage. C'est M. Adams qui parle :

» Je suis porté à croire que tous ceux qui adoptent la doctrine de réconciliation peuvent être compris dans les classes suivantes. Ce sont ou des gens intéressés qui ne méritent point de confiance ; ou des gens préoccupés qui s'aveuglent volontairement ; ou enfin quelques bonnes gens qui ont des Européens meilleure opinion qu'ils ne méritent.

En Europe, les Etats sont en trop grand nombre & trop pressés les uns contre les autres pour que cette partie du monde puisse long-tems rester en paix ; & toutes les fois que la guerre s'allumera entre l'Angleterre & quelque puissance étrangère , il s'ensuivra toujours la ruine du commerce de l'Amérique à cause de sa liaison avec la Grande-Bretagne. La prochaine guerre pourroit bien ne pas tourner pour l'Amérique aussi heureusement que la dernière , & ceux qui insistent actuellement sur la réconciliation feront alors des vœux pour la séparation ; car il est indubitable que la neutralité fera pour nos bâtimens une escorte beaucoup plus sûre que celle d'aucun vaisseau de guerre. Séparez vous, séparez-vous : c'est le cri général de la justice & de la raison «.

» Ce n'est ni par orgueil , ni par esprit de parti , ni par ressentiment , que je me déclare

pour l'indépendance & la séparation. Je suis intimement & fortement persuadé que le véritable intérêt de l'Amérique l'exige : que tout autre moyen ne sera qu'un foible palliatif : qu'il n'en résulteroit aucune prospérité durable : que ce seroit mettre les armes à la main de nos descendans ; que ce seroit reculer au moment même où encore un peu de fermeté & de courage auroit fait de ce continent la gloire du monde entier «.

» On dit que le Roi a la négative pour les actes de la législation Angloise, & que par conséquent il doit avoir le même droit relativement à la nôtre. Mais oublie-t-on que l'Angleterre est la résidence du Roi, & que l'Amérique ne l'est pas ? Cette différence change entièrement la nature des choses. La négative du Roi est, par rapport à nous, dix fois plus dangereuse & plus funeste qu'elle ne peut l'être en Angleterre. Il ne lui arrivera jamais de refuser son consentement à un Bill pour mettre l'Angleterre dans le meilleur état de défense possible ; mais si on lui présentait un bill tendant aux mêmes fins pour l'Amérique, il se garderoit bien de l'approuver «.

» Prêcher la réconciliation, c'est prêcher une doctrine dangereuse : non pour la Grande-Bretagne, car au contraire, ce seroit un coup de politique de la part du Roi, dans les circonstances actuelles, de révoquer les actes qui ont occasionné le soulèvement, de chercher par les voyes de douceur à rentrer dans le gouvernement de nos provinces, & de

consacrer encore bien des années pour obtenir, par l'astuce & la subtilité, ce qu'il ne pourra emporter de vive force en un court espace de tems. Mais relativement à nous, réconciliation & ruine sont des mots synonymes «.

Je défie les partisans les plus zélés de la réconciliation, de faire voir un seul avantage pour le continent Américain, dans une liaison avec la Grande-Bretagne. Je défie de prouver qu'il en soit jamais résulté aucun bien pour nous. Nos grains auront toujours leur prix dans tous les marchés de l'Europe; nos denrées, nos provisions, bois, fer, goudron, &c. nous seront toujours payés, n'importe qui les achete. Mais les dommages & les maux qu'une liaison avec l'Angleterre peut nous causer sont sans nombre. L'intérêt de l'humanité en général, autant que notre devoir particulier, nous imposent l'obligation de rompre une chaîne qui engageroit ce continent dans toutes les guerres & dans toutes les querelles de l'Europe. Puisque l'Europe en général est notre marché, quel besoin avons-nous de liaisons politiques avec aucun des Etats qui la composent. Toute liaison Européenne est un joug que l'Amérique ne peut trop-tôt chercher à secouer; mais elle portera ce joug éternellement, tant que, par sa dépendance de l'Angleterre, elle servira à compléter son poids dans la balance politique.

« Il répugne à la raison, à l'ordre universel des choses, à l'expérience de tous les siècles, de supposer que le continent Améri-

cain puisse rester long-tems soumis à aucune puissance étrangere. En Angleterre même nos plus ardens persécuteurs le désirent plus qu'ils ne l'esperent. Sans séparation, je défie que toute la sagacité de l'esprit humain puisse imaginer un plan qui promette à l'Amérique une seule année de sécurité «.

» Quant à notre administration intérieure, il n'est pas au pouvoir de la Grande-Bretagne de l'exercer avec équité. Les affaires deviendront bientôt trop épineuses & trop compliquées pour pouvoir être conduites, même passablement, par une puissance de laquelle nous sommes si éloignés & si peu connus. J'ose avancer que non seulement les Anglois ne pourront pas nous soumettre, mais qu'il leur est tout aussi impossible de nous gouverner. On ne tardera pas à s'ennuyer de faire sans cesse deux ou trois mille lieues pour aller présenter un rapport ou une pétition dont la réponse se fait attendre pendant six mois, & qu'il faut ensuite six autres mois pour expliquer. Il fut un tems où cela pouvoit être convenable : & il en est venu un où cela cesse de l'être «.

» Le privilege de nous gouverner nous-mêmes est de droit naturel. Un moment de réflexion sur la nature des affaires humaines, & chacun se convaincra qu'il est infiniment plus sage & plus sûr de faire nous-mêmes notre constitution d'après de mûres & paisibles délibérations, pendant que nous en avons la faculté, que d'abandonner un ouvrage aussi important au caprice des événemens & du hazard «.

Voilà tout ce que mon tems me permet de vous rapporter du pamphlet Américain. Il vous est aisé de concevoir, Monsieur, quelle cousternation des vérités si effrayantes doivent répandre ici parmi les Commerçans ; mais en revanche, le Ministère ne néglige rien pour raffermir la confiance, & il fait briller dans toutes ses démarches la plus radieuse sécurité. Je voudrois que vous eussiez pû assister à la séance du 24 Avril dans laquelle Milord North a fait l'ouverture du fameux *Budget*. Ce mot Anglois signifie sac, sacoché ou bezace ; mais dans la langue politique de l'Angleterre, c'est le *sac du renard*, de celui à qui la Fontaine a fait dire *j'ai cent ruses au sac*. Milord en a tiré huit articles de moyens pour le service de l'année & pour la guerre actuelle. Tous les objets assignés, il reste pour les extraordinaires & cas imprévus 56,000 l. sterl. Vous trouverez sans doute que c'est bien peu pour faire face au chapitre des événemens dans une guerre où il est impossible de les calculer. Aussi Milord a-t-il annoncé à la Chambre, qui trouve toujours très-juste tout ce que le dispensateur des graces peut annoncer, que le Roi alloit demander un vote de crédit.

Vous aurez appris aussi par les gazettes que l'intérêt de l'emprunt, qui est de deux millions sterl. sera payé par divers droits additionnels ; 1.<sup>o</sup> sur toutes les voitures à quatre roues, ce qui comprend les carosses publics jusqu'ici exempts de cette charge. 2.<sup>o</sup> Sur les Contrôles des Actes. 3.<sup>o</sup> sur les dez & cartes à jouer, & 4.<sup>o</sup> enfin sur les gazettes.

Divers détails, dont Milord North a appuyé sa proposition, nous ont appris des choses assez curieuses. D'abord il a dit qu'on avoit remarqué que le nombre des voitures à deux roues diminueoit, & que celles à quatre roues étoient devenues, en proportion, plus communes. Le nombre de ces dernières est actuellement de 18 mille 600 dans la Grande-Bretagne. A l'occasion du demi-denier sterl. d'impôt additionnel sur les papiers publics, on a fû de ce Lord qu'il s'en débite chaque année douze millions trois cents mille feuilles. On a observé à Milord que le nombre total des sujets Britanniques, (sans doute sur tout le globe) étant de douze millions, ce n'étoit qu'une feuille par personne. L'impôt est déjà d'un denier sterling par feuille; au moyen du demi denier nouveau, il sera désormais d'un denier & demi, ce qui répond à trois sous de France que chaque tête, hommes, femmes & enfans, paye par année au Gouvernement pour les gazettes. La totalité du produit, sur douze millions trois cents mille feuilles à un denier & demi sterl, doit être 76,875 l. sterling, & en argent de France 1,814,754 l.

Le nombre des jeux de cartes controlés dans l'année dernière, a été de cent soixante & quatre mille: celui des Actes de cinq cent mille..

Sur l'article de la-masse des especes en circulation, Milord a démontré qu'elle devoit être de vingt millions sterl. au lieu de douze ou quinze auquel le parti de l'opposition as-

fecte de la réduire ; & il ne voit point que le commerce exporte , comme matiere , une aussi grande quantité de nouvelles guinées qu'on le prétend. On a répondu à Milord que depuis l'automne de l'année 1773 , il étoit passé sur le continent deux millions sterling en guinées Angloises , sur les douze millions qui , dans cet intervalle ont été fabriqués à la Tour , & dont la façon a coûté 468,000 l. st. que les Banquiers de Lille , d'Arras , de Paris & de Lyon , ainsi que ceux des Pays Bas & de Hollande , préféroient la guinée neuve , comme matiere , à toutes les autres especes : qu'ils en donnoient vingt-cinq livres sept sous tournois , ce que certainement ils ne donneroient pas des vingt & un sous d'argent ou shellings qui , en Angleterre , payent la guinée : que les fabricateurs étrangers , lorsqu'elle arrivoit entre leurs mains , trouvoient d'autant mieux leur compte à la prendre , qu'elle ne leur coutoit que sa valeur intrinsèque , sans frais de courtage , d'assurance ou de voiture : que la refonte , en augmentant cette valeur intrinsèque , & par conséquent l'attrait pour l'étranger , avoit porté un vrai préjudice à l'Angleterre , où le peuple paye la fabrication , tandis qu'ailleurs c'est un revenu de l'Etat ; & enfin , qu'outre une diminution de deux millions sterl. dans la masse de la circulation , le peuple Anglois avoit perdu par cette exportation cent mille livres sterling , pour la différence de valeur entre la guinée & les vingt & un shellings , & un sixieme sur la totalité des frais de fabrication. Milord



North a persisté à soutenir que les spéculations de l'étranger sur la guinée ne devoient point le porter à la prendre sur le pied courant & qu'ils n'y gagneroient point à l'acheter à l'once: qu'au surplus il avoit principalement considéré l'honneur de l'empreinte du Roi qui ne devoit pas servir à couvrir une fausseté: que la mauvaise foi circuloit avec de mauvaises especes; & qu'il avoit cru servir la dignité & l'honneur de la nation en faisant cesser de pareils abus.

Il a été question dans ce même discours des fâcheuses nouvelles qu'un certain Capitaine Wheatly vient d'apporter de la Jamaïque. Il sembleroit, d'après la déclaration signée de ce marin, que l'Angleterre a tout lieu de craindre de ce côté là une surprise très-prochaine. M. Weathly a assuré qu'on avoit vu paroître à Saint Domingue une escadre Françoisse de neuf vaisseaux de ligne & de quatorze mille hommes de débarquement, & que le Gouverneur avoit déjà publié la loi martiale (a), & fait toutes les dispositions pour se préparer contre une descente. Ce bruit, comme on peut le croire, a occasionné une baisse de fonds considérable, tout au milieu de l'opération de finances de Milord North, & comme si cela eût été fait exprès pour déranger ses caculs. Mais ce brave financier (car c'est un

---

(a) C'est une loi qui met, pour un certain tems, tout le pays sous la juridiction militaire, ou du moins qui suspend tout ce qui pourroit la gêner.

état où il faut autre chose que de l'habileté) a soutenu fierement le choc : bien plus, il en a tiré avantage pour son opération. d'abord il a fait voir la fausseté de ces bruits par une circonstance bien simple : c'est que la Cour n'a reçu aucunes nouvelles semblables du Gouverneur de la Jamaïque ; & qu'un pareil armement ne seroit pas sorti des ports de France sans être apperçu. Puis, il a ajouté : » en vous détrompant, Messieurs, je travaille contre mes intérêts. Les conditions de l'emprunt sont connues ; on fait le prix auquel je dois livrer les effets. S'ils baissent encore, je les achèterai moins cher, C'est un profit clair ; mais je me garderois bien de vous laisser dans une fatale erreur, quelque avantage que je pusse y trouver.

Milord a cru aussi devoir rassurer la Chambre contre les effrayantes prédictions de certains prophètes, tels que le Docteur Price & d'autres, dont les écrits tendent à répandre par tout le découragement & même le désespoir. Pour prouver combien les conjectures de cette espèce d'écrivains sont hasardées, il a cité un livre du Docteur Brown qui parut vers la fin de la dernière guerre, à peu-près sous ce titre : *Appréciation des mœurs Angloises.* » Cet habile homme (c'est Milord North qui parle) exhortoit la nation à faire la paix à quelque prix que ce fût. Il prétendoit que les mœurs dissolues du peuple Anglois, ses goûts ignobles & fordidés, sa dissipation, sa mollesse, son luxe, ses débauches, sa basse avidité pour les richesses

perdroient infailliblement notre Nation. Eh bien ! a repris Milord d'un air triomphant, comment l'horoscope s'est-il accompli ? Qu'est-il arrivé ? Ce peuple de Marchands avides, cette jeunesse débordée, ces hommes sans principes & sans mœurs ont rempli l'univers du bruit de leurs glorieux exploits : ils ont porté leurs armes victorieuses dans toutes les parties du globe : ils ont battu par-tout des ennemis dont M. Brown avoit voulu leur faire respecter & craindre la sagesse, la science militaire, l'industrie & l'amour loyal pour leur Roi. Milord a ajouté : & prudemment je crois, que la prédiction avoit dû être fautive, parce que le portrait n'étoit pas ressemblant. Pour moi voici la réflexion que j'ai faite. Si Milord North ne croit pas bien fermement que la plus grande pureté de principes & de mœurs regne aujourd'hui en Angleterre, il me semble qu'il auroit pû se dispenser de retracer avec autant de complaisance tous les traits hideux du tableau de M. Brown, & qu'au surplus il n'a pas prêché en apôtre des mœurs.

Milord Sandwich, il y a quelques tems, tint un langage tout opposé dans la Chambre des Pairs. On lui reprochoit d'avoir admis sur les vaisseaux du Roi, attendu le besoin pressant, des vagabonds & des malfaiteurs. Il protesta qu'il n'en avoit aucune connoissance : que rien n'étoit plus contraire à ses principes : qu'il entendoit que le corps des matelots ne fût point souillé par une si mauvaise compagnie : qu'il encourageoit parmi eux le respect

pour la religion , l'amour de la vertu , de la regle & même de la décence. Il s'est bien gardé de qualifier les matelots Anglois de voleurs , de brutes , de brigands , & de trouver cela beau , parce qu'ils se battent comme des forcenés.

Milord North a observé aussi que le peuple Anglois ne se met pas tout d'abord en train : qu'il ne va qu'avec lenteur dans ses premieres opérations ; & même qu'il lui arrive souvent de les manquer. Il faisoit allusion , sans doute , à l'échec de Mahon en 1756. Mais il sembleroit à l'entendre que les vaisseaux Anglois sortissent de leurs étuis. Est ce qu'il n'y avoit pas déjà près d'un an que la flotte royale Britannique étoit en campagne contre les vaisseaux du commerce François ? N'avoit-elle pas , avec les plus redoutables armemens , enlevé vingt mille matelots à la France , & des millions sterling en effets & denrées des Colonies Françaises ?

J'en demande pardon à Milord , mais son observation me paroît de mauvaise augure pour sa nation. Puisque c'est le sort des Anglois d'être battus à la mer dans une premiere action , même après qu'ils s'y sont préparés par les croisières les plus actives pendant près d'un an , jusqu'où les mènera cette destinée , si aux approches d'une nouvelle guerre , on ne leur laisse pas le tems de se mettre ainsi en haleine ?

Milord North a déclaré à la Chambre qu'il mettoit toute sa confiance dans la fierté

du caractère Anglois, qui ne se laisseroit point arracher ses plus importantes prérogatives par la violence ou la rébellion. Enfin il a répété, pour conclusion, qu'il croyoit son opération de finances excellente, malgré le désavantage avec lequel il l'avoit faite, dans un moment où les fonds étoient baissés, & où il a fallu offrir d'autant plus de profit aux prêteurs. On ose pourtant la critiquer, peut-être bien avec un peu trop de rigueur, mais par des calculs si spécieux, que Milord North a cru ne pouvoir point se dispenser d'y faire répondre par M. Moleworth, qui même s'est nommé.

Voici comme raisonnent les censeurs :

» Les souscripteurs ont avancé au Ministère deux millions sterling en espèces ; quoiqu'ils n'ayent pas eu un sou à tirer de leur poche. C'est l'argent de ceux à qui ils ont passé tout de suite & l'annuité & le billet de loterie que le Gouvernement donne pour chaque somme de cent livres sterling prêtée ; & , par parenthèse, le crédit public n'a pû que souffrir de la vente précipitée qu'il a fallu faire des anciens effets, pour avoir cet argent comptant.

Si à la prime de 7 l. 10 s. on joint encore 7 l. 10 s. qu'ils pourront gagner en vendant, aux approches du tirage, le billet 14 l. l'annuité est pour eux de 85 l. ce qui correspond à . . . . 1,700,000 l.

Ils ont de plus trois billets de loterie, évalués par le Ministre à

## 96. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

11 l. 10 s., ce qui fait pour les  
soixante mille ..... 690,000 l.

Le Ministre donne en effets . 2,390,000 l.

Il reçoit en espèces ..... 2,000,000 l.

Le profit des prêteurs est  
donc (& ils ont eu le tout  
entre sept) de ..... 390,000 l.

Mais ce n'est pas encore tout.  
Le marché de Milord North est  
bien éloigné d'être aussi avan-  
tageux qu'ils'en flatte. D'abord  
les deux millions qu'on lui prête  
ne sont réellement que quatorze  
cents mille livres; car il rendra  
en lots les six cents mille livres  
de la loterie. Or, sur ces  
1,400,000 l. fondées en annuités  
à trois pour cent, & qui courent  
dès à présent, il donne outre  
l'intérêt une prime ou douceur  
en annuité à trois pour cent,  
correspondante à ..... 150,000 l.

» Ensuite, en rendant en lots  
600,000 l. il abandonne le profit  
ordinaire qui se faisoit sur une  
loterie de soixante mille billets  
à 10 l., dont on ne rendoit en  
lots que 450,000 l. perte de .. 150,000 l.

» Enfin les six cents mille liv.  
de lots, qui après le tirage, seront  
fondés en annuités à trois pour  
cent, calculés sur le pied de  
65 l. 17 s. 6 d. qui est le prix

d'un

d'un effet à trois pour cent , n'ont de valeur intrinsèque que 395,250 liv. Or cette somme déduite de 690,000 liv. dont le vrai public (& non pas les créatures du Ministère) aura payé les soixante mille billets, il manque, pour que le public fasse le profit qui lui est annoncé, . . . 294,750 liv.

» La perte totale du public sur ce marché , dont Milord North s'est tant applaudi , est donc de 594,750 l. (en livres tournois à peu près 14,040,000 livres). C'est acheter cher un secours de quatorze cents mille livres sterl. (33,049,180 liv. )

Je ne vous garantis point ce calcul. L'ami du Ministre prétend que l'auteur mérite d'être pendu. C'est donc bien le cas , pour moi qui le traduis , de dire *sauf erreur*. Suivant M. Moleworth la valeur intrinsèque du billet n'est que de 8 liv. 10 sols , & le Gouvernement gagne sur l'emprunt 172,500 liv. l'opinion du Censeur pendable est que la Nation perd quatre fois cette somme & que le billet ne vaut que 6 liv. 11 s. Comme le tout peut dépendre de l'état du crédit ; laissons juger la querelle entr'eux par les événemens , & que l'incident soit joint au fonds.

Si c'est là le vrai état actuel du crédit de l'Angleterre : si le Ministère y est réduit à ne pouvoir trouver de l'argent qu'au moyen d'une usure aussi énorme : si la masse de son numéraire diminue journellement par l'expor-

## 98 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tation de ses bonnes especes : s'il ne lui reste que son papier monnoye, richesse idéale, vraie bulle d'eau, qu'au moindre revers on verroit s'évaporer : s'il ne faut voir qu'un prestige trompeur dans l'accroissement de son fonds d'amortissement, que Milord North a fait sonner très-haut, comme une preuve de l'opulence de la Nation en elle-même, indépendamment de l'Amérique : si les recettes des années prochaines ne se trouvent point enflées par un surcroît de profits positifs & négatifs, tels que ceux que la Douane a dû faire aux approches de la rupture avec les Colonies : si l'accise diminue en raison de la réduction de la main - d'œuvre & par conséquent des consommations, nous ne sommes pas loin de l'effet des tristes prédictions du D. Price, je veux dire de cette fameuse banqueroute dont l'Angleterre étoit menacée, même avant que sa dette fût de la moitié de son total actuel. Vous n'ignorez point qu'on la porte à près de cent quarante millions sterl. Les dépenses énormes de la guerre pourront la faire remonter à cent quarante-sept millions sterl. (trois milliards cinq ou six cents millions de France) degré où elle étoit en 1763.

On assure qu'il n'y a pas long-tems que Milord North a fait relever ce qui appartient aux étrangers dans cette dette. Les Hollandois y sont pour plus de cinquante-sept millions : les Suisses pour huit millions : les François pour un million, & les autres Nations ensemble pour environ deux millions.



Reste soixante - douze millions pour les Anglois. La banqueroute n'a qu'à venir quand elle voudra, chacun fait son compte; c'est toujours un agrément.

J'ai rassemblé ici tout ce que je me suis rappelé de la séance du 24 Avril. Elle figurera d'une maniere intéressante dans votre recueil; car elle peut y déposer d'excellentes notions sur la finance Angloise. Je suis de plus en plus satisfait de ce qu'il va exister un registre public où on fera sûr de voir à leur vraie place toutes les pieces de cette nature, qui sont si nécessaires pour l'intelligence des affaires d'une Nation, & que jusqu'ici on ne trouvoit que par lambeaux épars de côtés & d'autres.

J'ai entendu hier la lecture d'une lettre du fameux Colonel Arnold qui commandoit une division de troupes Américaines à l'attaque de Quebec. Vous savez que le Congrès l'a élevé depuis au grade de Brigadier général, ce qui a prouvé la fausseté d'une relation où l'on disoit qu'il étoit prisonnier du Général Carleton. Ce brave homme déplore amèrement la perte de Montgomery dont il a pris le commandement. Il dit que ce Général a reçu le coup fatal en marchant à une batterie de canon dont il étoit sur le point de s'emparer. Pour lui, écrasé par le nombre, après trois heures de la plus vigoureuse résistance, & avec un dangereux coup de feu à la jambe, il a été contraint de se retirer à deux milles de Quebec. Sa lettre est datée du 6 Janvier :

il attendoit un renfort du Général Wofter qui étoit alors à Montréal; & il ne doutoit point que le Congrès ne lui envoyât auffi des troupes. Il se loue du Gouverneur de Quebec qui traite fes prifonniers avec humanité. Il finit ainfi : » quoique la garnifon foit du double plus forte que nous : elle n'ofe pourtant point hazarder de fortir ; nous fommes auffi bien préparés qu'il foit poffible à la recevoir. J'attends des fecours : quoique ce foit une forte place , je compte bien y entrer en triomphe avant de la quitter. Les Chirurgiens me promettent que ma bleffure fera guérie dans deux mois. La providence qui m'a conduit ici à travers tant de dangers , veille à ma confervation , & elle eft mon feul appui. Je fuis à ma place & à mon devoir ; aucune crainte ne m'agite ».

Il court depuis hier un bruit que je ne vous garantirai pourtant pas : c'eft que Quebec étoit encore , le 4 Mars , au pouvoir du Général Carleton ; & que le Brigadier Arnold ne voyant point arriver les fecours du Congrès , s'étoit décidé à lever le fiegé le 27 Février , & à reprendre la route de Montréal qui eft devenu la place d'armes des Infurgens dans le Canada.

On dit auffi que le Congrès a fait des reproches au Général Washington de ce qu'il n'avoit point encore attaqué Bofton ; & on en conjecture qu'avant peu on pourroit recevoir des nouvelles intéreffantes de ce côté-là.

Pour moi je ferois plus porté à croire que

les Infurgens se seront décidés pour une sage défensive, & qu'ils ne risqueront point d'action.

La premiere division des Hessois est arrivée à Portsmouth après neuf jours de navigation. On assure que ces pauvres Allemands ont pris, avant de partir, des lettres de recommandation pour leurs compatriotes en Amérique. Il y a parmi eux des Officiers qui ont fait embarquer leurs berlines : d'autres leurs habits de gala ; presque tous, cela me surprend moins, ont fait de bonnes provisions de vin. En général, il paroît qu'ils ne savent guères où on les mène. Au surplus on assure que cette division refuse de partir pour l'Amérique, car le Traité porte que *le corps des Hessois ne pourra point être séparé*, & les Officiers veulent attendre que le reste soit venu les joindre. Cela embarrasse d'autant plus le Ministère que les bâtimens qui doivent aller chercher le reste sont encore en Angleterre. La Cour a envoyé le Général Harvey à Portsmouth, pour engager cette division à partir, sur la parole que donne le Roi de s'arranger avec le Prince leur maître. On verra si ces Allemands se payeront de cette raison.

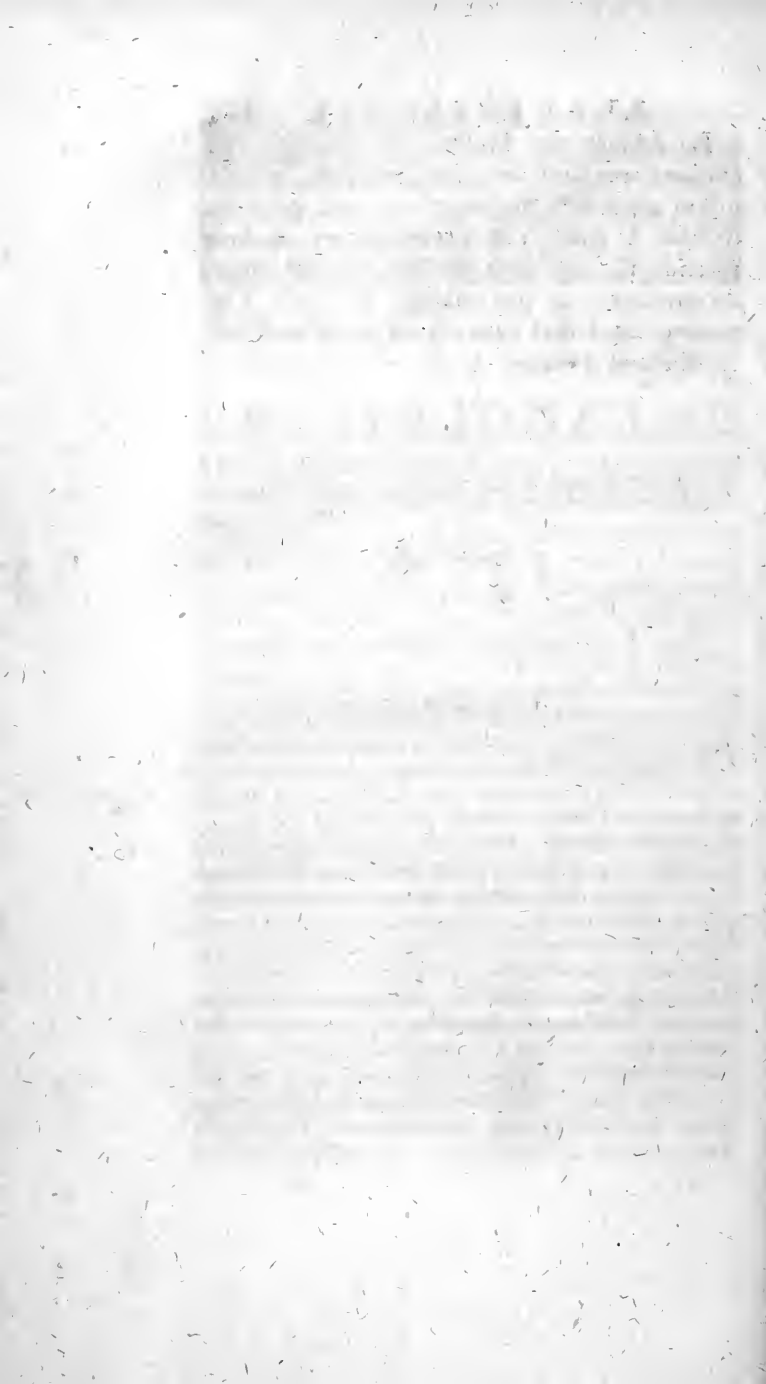
Le Conseil commun de Londres vient d'arrêter qu'il seroit fait une députation au Roi, pour le féliciter sur l'heureux accouchement de la Reine & sur la naissance d'une Princesse. Au milieu de la délibération, un de ces Messieurs a demandé gravement à l'Assemblée,

qu'on inférât dans le compliment la phrase suivante : « le peuple de Londres se félicite avec votre Majesté des bienfaits de la Providence qui vous a donné onze enfans , mais non pas de la conduite de votre Parlement qui va vous faire perdre douze Colonies ».

*J'ai l'honneur d'être , &c.*

P. S. Il est arrivé enfin des lettres du Général Howe , datées du 25 Mars. Boston a été évacué le 24 par les troupes du Roi. Nous aurons sans doute quelques détails de cet événement dans la gazette de la Cour , & elle nous dira que M. Howe n'a fait qu'exécuter ses ordres. Mais en attendant on débite dans la cité qu'il y avoit quinze jours que les Insurgens bombardoient la ville ; qu'un vent contraire a empêché M. Howe de débarquer des troupes pour aller démonter leurs batteries , & qu'il a été obligé de capituler avec le Général Washington , qui ne lui a permis d'emporter ni ses munitions ni son artillerie. On ne fait point quelle route cette armée a prise : les uns croient , & je serois de leur avis , qu'elle aura tourné sur Halifax ; suivant d'autres elle est allée à la Virginie. Dans quelques jours tous ces doutes seront éclaircis , & on saura si cet événement contrarie ou facilite l'exécution des projets de la Cour. Les fonds ont un peu baissé depuis cette nouvelle.

Le départ des Hessois est arrangé ; ils avoient très-bon vent pendant tout le tems qu'on a perdu à négocier avec eux pour les décider à partir : & présentement ils sont retenus par un vent du Sud qui est placé de maniere à ne pas changer de si-tôt. Ces pauvres gens sont tous cruellement tourmentés du mal de mer.





# AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

*Suite des débats de la Chambre des Pairs.*

*Le Lord Sherburne.*

ON a répandu le bruit, Milords, pour donner plus de poids au Ministère, que le lord Chatam avoit changé de sentimens, relativement au plan actuel d'opérations; mais, j'ose affirmer, sans pourtant prétendre y être autorisé, que ce bruit n'est ni fondé ni vraisemblable. Je puis même dire que dans les diverses conversations que j'ai eues avec milord Chatam, il ne lui est jamais échappé un seul mot qui pût être interprété en faveur de ce plan. D'ailleurs, la proposition que ce Lord a faite & qui est consignée sur les registres de la Chambre, ne laisse aucun doute sur sa façon de penser. Son opinion, depuis les premiers instans de notre querelle avec l'Amérique, a toujours été qu'il falloit se reconcilier avec les Colonies, & non les contraindre. Comme on a déjà épuisé la matiere des Traités, je me contenterai, Milords, de vous témoigner mon

---

5 Mars.

N<sup>o</sup>. II. A

— étonnement sur ce que j'entends dire ici du motif qui  
 5 Mars. a fait appeller des troupes étrangères. Le langage qu'on tient à ce sujet me surprend d'autant plus dans la bouche des deffenseurs des opérations actuelles, en ce qu'il contraste de la maniere la plus frappante avec leur ancien systême politique. Leur maxime paroît être aujourd'hui que si nous avons quelques grandes opérations de guerre à exécuter, il faut garder chez nous nos sujets pour vacquer aux manufactures & à l'agriculture, & confier la défenſe de l'empire & le ſoin de pourſuivre nos intérêts les plus eſſentiels à des étrangers. Votre pays, diſent-ils, eſt petit & foiblement peuplé. Vous avez peu de bras, & ſi vous les employez à la guerre, vos charrues & vos manufactures reſteront dans l'inaction.

Eſt-ce là, Milords, un langage ſupportable ? Cette doctrine peut-elle être ſoutenue ſérieuſement dans cette Chambre ? Eſt-ce ainſi que l'on penſoit pendant la dernière guerre lorsque nous avions en même-tems juſqu'à trois cent cinquante mille nationaux en ſervice actuel, & que le total de nos troupes n'étoit pas moindre de quatre cent dix huit mille hommes ? Qui oſera dire que nos manufactures languiſſoient faute de bras, tandis que nos exportations étoient augmentées de deux millions par an, & qu'en général notre commerce actif & paſſif étoit devenu plus conſidérable qu'on ne l'avoit jamais vu auparavant ? Quoi ! nous aurons pu, il n'y a pas plus de treize ans, trouver chez nous-mêmes trois cents cinquante mille hommes pour remplir nos opérations de guerre : ce qui reſtoit aura ſuffi pour étendre prodigieuſement le travail de nos manufactures ; & on oſera ſoutenir aujourd'hui que nous ne pourrions pas lever la cinquieme partie de ce nombre d'hommes ſans ruiner notre induſtrie, & que cet embarras nous oblige de recourir à l'aſſiſtance de quelques chetifs états d'Allemagne, comme le ſeul moyen d'écarter le danger qui nous menace ? Un pareil raifonnement, n'importe qui me l'eût fait, m'auroit toujours beaucoup ſurpris. Combien ne dois-je donc pas être étonné de l'entendre de la bouche d'une eſpece de gens qui n'ont



jamais varié dans leur opposition à toute relation avec le continent, à tous Traités de subsides & à toutes liaisons avec l'Allemagne ? 5 Mars.

Je me rappelle que le Duc de Bedford, qui n'est plus, & que je regardois comme un Lord d'un rare mérite, & le comte de Bute, tenoient pour principe pendant la dernière guerre & à la paix, & pour un principe dont on ne devoit point se départir, que l'Angleterre pouvoit subsister sans avoir aucun allié sur le continent.

Je sais que le Lord Chatam, qui conduisoit cette guerre étoit du même sentiment, & que pour justifier ses opérations, il a déclaré fréquemment, tant en particulier qu'en public, « qu'il ne nous avoit pas menés sur le continent, mais qu'il nous y avoit trouvés ». Personne de nous n'ignore que ce système a enfin prévalu, & qu'on l'a suivi long-tems sous le présent règne. Et les mêmes gens qui se sont conformés à ce système pendant plus de quatorze ans sont ceux qui nous disent aujourd'hui qu'il est absurde : qu'il faut des alliances sur le continent : que nous n'avons pas assez d'hommes pour nous défendre ; & que supposé que nous en eussions en suffisance, nous ne saurions les employer à la guerre sans ruiner nos manufactures !

Je viens de vous faire voir que nous avons mis gratuitement notre foiblesse en évidence par nos nouveaux Traités : indiscretion qui peut produire les effets les plus funestes. Je demande à présent si vous avez songé aux maux que d'autres Etats se sont attirés en admettant des étrangers dans leur sein ? N'est-il pas naturel de s'attendre qu'après avoir obtenu des places dans notre armée, ils finiront par en occuper aussi dans notre établissement civil ? Je ne veux d'autre exemple que le Dannemarc. Le mal y étoit devenu si considérable, que le Roi actuel, déterminé par les plus pressans motifs, vient d'établir une loi fondamentale qu'il a fait approuver par son frere, le Prince Héréditaire, & par laquelle il a défendu expressément

## 4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de donner à des étrangers aucun emploi civil ou militaire dans son Royaume.

5 Mars.

Quant au système militaire de notre Cour, je vous conjure, Milords, de ne point vous en interdire l'examen par la crainte de ne pouvoir entendre la matière. Je vous proteste que les affaires militaires sont à la portée de tout homme de bon sens : & qu'en cinq minutes on peut devenir aussi savant dans le système militaire que le plus habile Général d'Europe. On a agité dans tous les pays pendant une suite de siècles une question qui a été décidée il y a quelques années ; & il est reconnu aujourd'hui qu'il est plus sage de compléter & d'augmenter d'anciens corps de troupes que d'en créer de nouveaux ; mais nos Ministres veulent suivre la maxime contraire, parce qu'ils ont plus d'intérêt à lever de nouveaux régimens qu'à recruter les anciens.

Delà est venu le projet de lever un nouveau régiment de montagnards ; & on a confié cette opération au Général Frazer. Quel crédit naturel cet Officier a-t-il dans les montagnes d'Ecosse, s'il n'a que de foibles relations avec ces Peuples ? Aussi n'a-t-on fait que très-peu de recrues dans ces montagnes, le plus grand nombre des volontaires a été levé à Londres. Plutôt que de faire de nouvelles créations, pourquoi ne pas accorder aux troupes certaines douceurs qui sont très-compatibles avec la discipline militaire ? Qui nous empêche d'engager nos soldats comme on le fait en France pour un tems limité ? Il est singulier que l'Angleterre soit le seul pays où l'armée ne subsiste jamais qu'un an, & où les soldats servent toute leur vie. Quel mal y auroit-il de leur laisser quelques mois dans l'année pour aller vivre au sein de leurs familles & y trouver une subsistance plus douce. Rendons nos soldats heureux : ils seront braves & mériteront mieux notre confiance que des mercenaires étrangers. Je me résume par ces deux mots : man- quions nous d'hommes ? Il falloit en lever en Angleterre pour l'augmentation des vieux corps ; ce qui

devoit être d'autant plus facile, s'il est vrai, comme l'affurent les Ministres, que la nation montre la plus grande ardeur pour la guerre contre l'Amérique. Si nous ne manquions pas d'hommes, les Traités étoient inutiles. Et s'il est permis d'apprécier le mérite de ces mercenaires qu'on préfère aux nationaux, j'oserais vous assurer, Milords, que nous ne gagnons pas au change. Peu d'entre vous, sans doute, connoissent un livre François sur la *Tactique*, qui a paru depuis peu à Paris. C'est-là que vous verriez le pitoyable mécanisme de la discipline militaire des étrangers. Là, vous apprendriez à juger de l'insuffisance d'un pareil secours, par la différence de bravoure qu'il doit y avoir entre des soldats qui combattent pour leur liberté & leurs biens, & des machines dont tout le mérite consiste à manœuvrer & qui se battent sans prendre le moindre intérêt à la querelle du Prince qui les paye.

J'ai démontré que nos alliances avec les Princes d'Allemagne n'étoient ni nécessaires, ni convenables. Il reste à examiner les suites fâcheuses qu'elles peuvent occasionner.

Nous avons promis de protéger le Landgrave de Hesse Cassel. Est-il certain qu'il ne sera pas attaqué? L'effet direct de cette clause ne peut-il pas être de nous engager dans une guerre? Quelles sont à notre égard les dispositions des Puissances d'Europe? Le Roi de Prusse épie l'occasion de se venger du refus de paiement de ses subsides. Il n'est plus tems d'examiner s'il convient de calmer son juste ressentiment. Son animosité est implacable. L'empereur a publié un mémoire où il se plaint amèrement de l'Angleterre. Tout le corps diplomatique convient qu'on n'a jamais vu une piece plus forte. Le Ministère Anglois a fait circuler une réponse; mais on n'a pas encore songé à satisfaire l'Empereur. Ce Prince n'est ni d'un âge, ni d'un caractère, ni d'un sang qui permette d'espérer qu'il digérera patiemment un outrage. Toute l'Europe lui reconnoît de grands talens & un violent amour pour la gloire. Quant à l'Espagne, tous nos ministres

## 6 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

5 Mars.

successifs ont éprouvé combien il est difficile de maintenir la paix avec cette Cour & combien la négociation y est épineuse. On a parlé de faire un établissement aux Isles Malouines. Que ce bruit soit fondé ou non, la jalousie Espagnole lui fera toujours soupçonner que nos expéditions dans la mer du Sud ont un autre but que le plaisir de faire des découvertes. Nous ne pouvons donc nous fier à l'Espagne. Et pour ce qui regarde la Russie, l'Impératrice peut bien être portée à nous favoriser, mais la France se servira toujours de la Suede pour faire avorter l'effet de ses bonnes intentions. On fait très-bien au reste que la Russie n'est plus une puissance si redoutable. La paix étoit aussi nécessaire à la Russie qu'à la Porte. Sa consommation immense d'hommes n'a pas été compensée par ses succès dans l'Archipel. Des trophées Turcs sont de foibles échanges pour de vieilles légions.

La foiblesse de nos amis & la haine puissante de nos ennemis nous menacent de toutes sortes de maux & ne nous laissent que peu de bien à espérer. Est-ce là le tems de nous embarrasser dans des alliances pour soulever une guerre sociale qui fera la perte de l'Angleterre? Que le Landgrave de Hesse reprenne ses troupes; il pourra en avoir besoin pour défendre ses propres états. Peu nous doit importer la dépense. Il vaut mieux perdre pour nous tirer d'un mauvais pas, que d'accélérer notre ruine par une persévérance opiniâtre dans l'erreur.

### *Le Lord Littleton.*

Mes sentimens sur l'objet des débats actuels sont assez connus. Je me bornerai donc à observer que les voyes de douceur avec les Américains n'ont fait qu'augmenter leur insolence; que plus nous leur avons cédé & plus ils ont haussé leurs prétentions. Ils nous ont provoqué de toutes les manieres, en s'emparant de nos provinces, en détruisant nos forces, en brulant nos villes. J'opine donc pour les mesures les plus efficaces & les plus décisives; car il ne nous reste que l'alternative ou d'abandonner l'Amérique pour jamais

ou de la forcer à reconnoître *sans réserve* le pouvoir législatif de l'Angleterre. Je ne prétends point décider jusqu'à quel point il peut être convenable d'insister sur des taxes pour lever un revenu en Amérique, quoique je ne doute nullement du droit que nous avons de les exiger. Mais il est clair que lorsque les colonies rentreront dans l'obéissance, le droit de les taxer nous appartenant, nous pourrons l'exercer selon les circonstances & selon la nature des lieux. Si la querelle se décide en notre faveur, mon avis sera pour maintenir le principe d'une soumission sans conditions, quoique mon idée ne soit point qu'on doive suivre cette doctrine à la rigueur. Je pense que lorsque le droit sera une fois pleinement établi & reconnu, la Grande-Bretagne devra assurer par tous les moyens possibles aux peuples de l'Amérique tous les privilèges & toutes les immunités auxquels tout sujet Anglois libre a droit de prétendre.

Quant à la conduite de l'administration, je dois avouer que la précédente au moins, a eu des torts. La Loi qui a occasionné les troubles actuels est du tems où M. le Duc de Grafton étoit à la tête de la Trésorerie. C'est cet Ex-Ministre qui est le vrai Auteur de la guerre, & on a droit d'être surpris de le voir aujourd'hui s'élever contre les serviteurs du Roi qui mettent toute leur application & tous leurs efforts à procurer une réconciliation solide entre les deux partis, pour réparer tout le mal qu'il a fait.

### *Le Duc de Grafton.*

La loi qui a excité les réclamations des Américains a été portée, il est vrai, dans le tems de mon administration. Mais on m'avoit trompé sur les dispositions des habitans des colonies. Du moment que j'ai connu ma méprise, j'ai travaillé à réparer ma faute en proposant au Cabinet des plans pour révoquer l'Acte.

C'est de la même manière que j'ai voté pour le changement de la chartre de la baye de Massachusset. On m'a induit en erreur pour obtenir ma voix. On

## 8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

5 Mars. — m'a assuré que la majeure partie des habitans de la province désiroient qu'on fit ces changemens à leur chartre. A cet égard ma conduite doit encore mériter les éloges des honnêtes gens. Je suis revenu sur mes pas ; est-il rien de plus digne d'un cœur vertueux ?

Lorsqu'en 1767 on mit sous les yeux de la Chambre l'état des dépenses que l'Amérique avoit occasionnées, toute la Chambre se réunit à dire que l'Amérique devoit supporter une partie du fardeau de son établissement militaire ; & on proposa de dresser un bill à cet effet. Ce fut celui qui imposoit des droits sur divers articles de consommation tirés d'Angleterre. Je m'opposai avec force à un projet qui me paroissoit devoir entraîner toutes les fâcheuses suites que nous voyons. J'en parlai à mes amis : ils me dirent tous que le torrent étoit trop violent pour pouvoir espérer de l'arrêter ou de le détourner ; & ils pensoient que telle proposition qu'on fit à ce sujet, elle passeroit inmanquablement en loi.

Voyant que tous mes efforts avoient été inutiles , je pris le parti de céder ; & en même tems, pour prévenir les terribles effets de la nouvelle loi, je sollicitai la diminution du droit sur le thé. Tandis que ce droit remplissoit l'objet principal de ceux dont l'idée favorite étoit de mettre une taxe sur l'Amérique, il produisoit un bénéfice direct pour les Américains, car on ôtoit un droit d'un sheling pour livre, & on ne mettoit que trois pennys à la place, ce qui faisoit épargner neuf pennys au consommateur de l'Amérique.

Quoiqu'il en soit, les Colonies accueillirent l'opération de la manière que j'avois prévue ; elle causa sur le champ un mécontentement général. Je proposai donc au Conseil, en 1769, de révoquer l'acte ; mais les avis contraires prévalurent sur le mien appuyé du sentiment du lord Cambden, alors Chancelier. Voilà toute la part que j'ai eue dans cette malheureuse affaire. Lorsque le Conseil se décida à révoquer une partie de l'acte, je demandai en grace qu'on renonçât à tout ce misérable revenu ; mais je ne fus point écouté.

*Le Lord Cambden.*

5 Mars.

Vous avez reconnu, Milords, la plus exacte vérité dans l'exposé de M. le Duc de Grafton, de ce qui s'est passé au Conseil concernant l'acte du thé. Je ne rappellerai point ici toute la suite des fatales résolutions qui ont été prises pour taxer les Américains & auxquelles on ne peut point m'accuser d'avoir concouru, puisque je n'ai point assisté aux conseils où on en a délibéré. Je ne ferai qu'une courte observation sur les traités. Le ministère entend-il qu'on les regarde comme des traités d'alliance, ou comme des traités de subsides; ou bien est ce un mélange de ces deux especes? Ils me paroissent renfermer une promesse de payer au landgrave de Hesse, au prince de Hanau & au duc de Brunswick, telle somme d'argent pour tel nombre d'hommes. Il est vrai que le grand mot d'alliance n'y a point été épargné, & qu'il y figure même avec pompe. Mais y est-il question d'un seul motif d'alliance? La Hesse étoit-elle intéressée dans notre querelle avec l'Amérique? Avoit-elle à craindre d'être attaquée par l'Amérique, devoit-elle chercher à lui porter le premier coup; & est-ce cet intérêt-là qui l'a décidée à se joindre à nous? Non certes; & il n'y a personne qui ne sente l'absurdité d'une pareille supposition. Ces clauses d'alliance mutuelle ne s'y trouvent donc que pour faire illusion; & les traités ne sont au fond que des traités de subsides: ce qui décide que les troupes qui nous sont prêtées en vertu de ces traités, sont de vraies troupes mercenaires dans toute l'étendue du terme.

Or, je vous prie de réfléchir un instant, Milords, sur les dangers sans nombre auxquels l'Angleterre sera exposée en employant des mercenaires, espece de troupes qui ne peuvent inspirer aucune confiance, que le chevalier Walter Raleigh, dans son Histoire du Monde, nous a représentées comme séditieuses & infidèles par leur nature, dont on ne doit attendre que de l'indiscipline & des désordres, & qui ne se plaisent qu'à

**§ Mars.** piller & à dévaster. Enfin, ce qui le rend le secours des mercenaires plus redoutable, c'est qu'on les a vus souvent, & dans les circonstances les plus critiques, se révolter contre ceux qui les emploient, passer du côté opposé, ne servir qu'à opérer la ruine entière de leurs états. Vous n'auriez point, Milords, tous ces inconvéniens à craindre de la part des troupes d'un allié qui auroit une portion réelle d'intérêt au succès de vos guerres. De cette considération, passons à celle des richesses de la Grande-Bretagne & de l'Amérique. Est-il nécessaire d'observer ici que l'or & l'argent ne sont que des marchandises à qui le nom de richesses ne sauroit convenir : que leur plus grand mérite est de servir à décorer les palais des rois & des grands : mais que la richesse réelle d'un pays consiste dans ses productions & dans son industrie ? Le fatal système que nous suivons depuis quelque tems a entièrement arraché du cœur des Américains ce luxe qui faisoit notre sûreté & qui nous répondoit de leur attachement. Nous leur avons appris l'industrie & le commerce. Ces arts dont nos aïeux avoient eu la sagesse de chercher toujours à leur dérober la connoissance, nous les avons contraints de s'y livrer. Nous leur avons envoyé la nécessité, cette vraie minerve, cette grande maîtresse de l'invention ; & ils ont fait depuis quelque tems d'excellentes études sous ses auspices. Ils ont appris à vivre avec frugalité, à s'habiller avec les manufactures de leur pays, & à tirer plus de vanité de leurs étoffes grossières que des habits les plus riches dont se pare notre noblesse. En conséquence, ils sont devenus essentiellement riches, & ils auront bientôt autant d'argent en circulation que nous. Cherchons à présent les causes & l'objet de la guerre. Nous trouverons l'un dans le droit de taxation, & l'autre dans la conquête. Si cela est ainsi, tous les traités actuels peuvent-ils produire d'autre effet que notre ruine ? Vous ne vous flattez point, sans doute, que l'Amérique mette bas les armes avant d'avoir été vaincue ? & vous n'ignorez point qu'après, elle ne sera plus que votre esclave. Si vous sentez toute la portée de ce



mot, si vous êtes effrayés des succès mêmes que le secours des mercenaires pourra vous faciliter, hâtez-vous, Milords, de solliciter une réconciliation ; car il est certain que l'arrivée des mercenaires la rendra impraticable. 5 Mars.

Combien n'est-il pas à regretter que des commissaires munis de pouvoirs suffisans n'aient pas été envoyés au Congrès. On auroit su au juste quelles sont les demandes des Américains : elles auroient subi un examen impartial qui auroit étouffé cette querelle fatale dans sa naissance. Mais au point où en sont actuellement les choses, qui peut dire quand elle finira, ou quels moyens nous avons pour la soutenir encore pendant une année ? Car vous ne pouvez point vous dissimuler que les dépenses de la prochaine campagne couleront infiniment plus que les fonds que nous avons amortis en treize années de paix, & que nous touchons peut-être au moment d'une banqueroute nationale ? Je finis, Milords, en vous priant de vous rappeler la conduite de Rome & de Carthage avec leurs Colonies. Leur exemple doit vous prouver qu'on ne peut tirer aucun avantage de colons qui ne connoissent point le bonheur de la liberté & qui gémissent dans les fers du despotisme.

### *Le Lord Weymouth.*

M. le duc de Grafton & le lord Cambden étoient l'un & l'autre dans le ministère lorsque l'on a passé l'acte du thé qui est la cause de tous les troubles actuels. Il est assez singulier qu'ils s'élèvent contre leur propres actes & contre un système qui est autant leur ouvrage que celui des autres membres du Conseil, M. le duc de Grafton me reproche d'avoir opiné pour le maintien du droit sur le thé. J'avoue que ce fut mon avis, mais il me permettra de lui rappeler qu'il n'y a pas eu de pluralité de suffrages & que les voix furent égales. Quant à la manière dont le lord Cambden s'excuse, elle me paroît des plus extraordinaires. Il dit qu'il ne s'est point trouvé présent au Conseil quand l'affaire du thé a passé. Mais pourquoi

5 Mars. a-t-il donné son approbation & son consentement à une résolution qu'il auroit cru devoir être la ruine & la destruction de l'Angleterre ? Pour moi, j'ai opiné & j'ai agi conséquemment à mon opinion. Si on la blâme, j'en suis fâché ; mais je n'en changerai point. Je maintiendrai toujours qu'on a bien fait de ne point révoquer l'acte du thé.

*Le Duc de Richmond.*

Permettez-moi, Milords, de me disculper d'une imputation que je ne crois point m'être attirée. On m'accuse d'avoir parlé de notre milice un peu trop légèrement. Je suis bien éloigné de l'intention de déprimer ce corps, & quoique j'aye toujours servi dans les troupes réglées, j'aime & je revere la milice qui, selon moi, est bien préférable à une armée sur pied en tems de paix. Mais je ne puis m'empêcher d'observer que la milice actuelle s'écarte de l'institution du Parlement, en ce que les Officiers qui y servent n'ont point les propriétés foncières que la loi prescrit, & que ceux dont le sort est d'être miliciens se dispensent du service en le faisant faire par d'autres.

Je vois de même avec peine qu'on choisisse des majors généraux pour commander en Amérique au lieu de lieutenans généraux. La circonstance qui s'y joint de la démission donnée par dix-sept officiers du régiment des gardes me fait craindre que tout notre militaire en général n'ait de la répugnance pour le service de l'Amérique.

*Le Lord Townshend.*

On a tout le tort possible d'imaginer que l'armée se soit prévenue contre le service d'Amérique, & on doit présumer que les deux majors généraux dont parle M. le duc de Richmond, ont été préférés par Sa Majesté à cause de la connoissance particulière qu'ils ont du pays,

Les débats finis, la négative de la proposition du duc de Richmond l'emporte de cent voix contre trente-deux,

ON apprend de Rome que le prince dont la duchesse de Gloucester est accouchée , a été tenu sur les fonds au nom du duc & de la duchesse de Saxe-Gotha , & nommé William Frederic. 6 Mars.

Il y a sur la Tamise une grande quantité de vaisseaux chargés de grains pour lesquels on ne trouve plus de place dans les magasins , & dont les propriétaires paroissent être d'autant plus embarrassés , qu'une loi de la onzieme année de George II ordonne la confiscation , au profit des conservateurs de la Tamise , de toute quantité de grain tenu à bord des bâtimens au-delà du tems prescrit pour leur déchargement , qui ne peut se faire qu'au moyen d'expéditions de la douane.

La formation des corps de milice nationale en Angleterre éprouve des difficultés qui naissent des modifications faites depuis peu à la loi. Les places d'Officiers dédaignées par les riches restent vacantes, ou bien sont données à des gens sans fortune ; & les habitans dont le sort est d'être soldats , se font remplacer pour de l'argent. Au reste , les états estimatifs de la dépense de la milice qui ont été remis au Parlement , ne portent pour la paye que la même somme qu'en 1775. C'est ce qui fait conclure que la milice ne restera pas assemblée cette année plus long-temps que les autres ; c'est-à-dire , qu'elle ne le fera que le mois d'exercice , ou bien qu'on n'en tiendra assemblée qu'une partie , dans les comités de l'Est & du Sud , formant à-peu-près dix mille hommes.

La nouvelle de l'échec des Insurgens devant Quebec, le 31 Décembre, se confirme par une gazette de la Cour qui donne la relation que le Congrès général en a fait publier, & dans laquelle on voit que le général Montgomery a été tué dans cette affaire & son second le Colonel Arnold (a) fait prisonnier. Il y a pourtant des incrédules qui observent que le Congrès n'étoit point assemblé en Janvier, & qu'il n'y avoit qu'un Comité de vacations composé de six députés, au nom duquel il faudroit que cette publication eût été faite; que certainement le Général Woofler, qui commandoit à Montréal, auroit dépêché un exprès à Philadelphie à l'occasion d'une nouvelle aussi importante à tout le continent: que ce ne seroit point simplement par la poste qu'on l'y auroit apprise & encore après un retard de vingt-cinq jours; & enfin que d'après diverses autres circonstances, mal assorties dans la relation, il y a tout lieu de croire que c'est un artifice du Gouvernement pour relever le crédit des fonds publics, & ranimer le courage des troupes qu'on force à s'embarquer. Il est certain que quoique jusqu'ici la nouvelle paroisse constatée, il y a bien des sujets de croire, au moins, que la relation originaire a été altérée & tronquée. Cet événement paroît faire apprehender que les Insurgens ne prennent la résolution de ne plus combattre en corps d'armée & qu'ils ne se

---

(a) Cette nouvelle s'est trouvée fautive.

bornent à une guerre de postes, d'où il résulteroit que la Métropole se consumeroit pendant une longue suite d'années, en vains efforts pour les réduire.

6 Mars.

On voit par une lettre de Philadelphie du 26 Janvier, que le Congrès a fait élever un monument au général Montgomery avec une inscription où il est comparé au célèbre Hambden, mort les armes à la main pour la défense de la liberté dans les guerres de Charles I<sup>er</sup>. Montgomery avoit été Capitaine de grenadiers dans le dix-septième régiment d'infanterie. Il quitta le service en 1772 par une suite du dégoût que lui avoit causé l'ordre adressé quelques années avant au dix-septième régiment de marcher contre les séditieux de Londres, dans l'affaire de Wilkes, service qui fut rempli par le troisième bataillon des gardes. Il fut fort regretté de M. Monkton son colonel avec qui il avoit fait la guerre dans les îles de l'Amérique. Il s'étoit marié dans la Nouvelle-York à la fille d'un des principaux membres du Congrès de cette Colonie. A la nouvelle de sa mort sa femme est devenue folle & son beau-pere s'est tué de désespoir. Voilà ce que portent généralement toutes les nouvelles de l'Amérique.

Une lettre datée du 11 Janvier à la hauteur des ruines de Norfolk en Virginie, porte que la valeur des biens détruits dans cette ville est de 300,000 livres sterling.

Les cens & rentes de ses maisons & magasins se montoient en 1773 à 8,000 l. en 1774

à 9,313 l. & en 1775 à environ 10,000 l. st.  
 6 Mars. Elle étoit aussi grande & aussi peuplée que Bristol, & passoit pour être celle de toutes les villes de la Virginie qui étoit le plus attachée au Gouvernement.

Baisse des fonds. Elle doit provenir, suivant le parti de l'opposition, de ce que bien des Actionnaires, vendent leurs effets, aimant mieux garder leur argent pendant quelque tems, que de courir le risque de le perdre en le plaçant dans des fonds dont la valeur est aujourd'hui si incertaine.

» Dans une guerre étrangère, disent-ils, s'il est vrai qu'une défaite influe défavorablement sur le crédit public; en récompense une victoire le relève aussi à proportion. Il n'en est pas de même de notre guerre actuelle avec l'Amérique. Peu importe de quel côté sera la victoire; elle entraînera également la ruine du crédit public, puisqu'elle aura anéanti notre commerce ».

#### *Chambre des Communes.*

Le Roi fait assurer la Chambre qu'il favorisera toujours les occasions d'encourager, autant qu'il sera possible, les manufactures de la Grande-Bretagne, & qu'il fera ses efforts pour que la Chambre ait toute satisfaction sur l'objet de l'habillement des troupes étrangères prises à la solde de la nation.

Le sieur Sawbridge, lord-maire de Londres, propose, ainsi qu'il s'est engagé de le faire chaque année, de raccourcir la durée des Parlements actuellement fixés à sept ans. Le  
 parti

parti du ministère ne se donne seulement pas la peine de lui répondre; & sa motion est <sup>6 Mars.</sup> rejetée à la pluralité de cent trente-quatre voix contre soixante-quatre.

Le Lord Barrington demande que le Comité soit chargé de délibérer le lundi 11 sur les extraordinaires de l'armée.

Le Colonel Barré observe que la somme totale de ces extraordinaires excède 850,000 l. sterl. dont un article de 21,300 l. regarde M. Harley & Drumond, Banquiers, pour achat des monnoies Espagnoles & Portugaises envoyées à Boston, où en moins de dix mois il s'est fait une remise de 408,000 l. que cette prodigieuse somme ne comprend ni la paye des troupes, ni les frais de transports, ni les subsistances, &c. qu'elle n'est accompagnée d'aucun compte justificatif de l'emploi: qu'il desire qu'on instruisse mieux la Chambre à cet égard; qu'il espère qu'on ne le soupçonnera pas de vouloir élever aucun doute sur l'honnêteté du Général Gage, par les mains de qui cet argent a passé, sachant qu'il est plutôt capable de dépenser son propre bien dans sa place, que de la souiller par aucun profit illégitime.

Le Lord North & le Lord Barrington répondent que toute cette somme a été envoyée par portions successives au Commandant général à mesure qu'il a demandé des secours: qu'au surplus on n'a point encore reçu les pièces qui doivent articuler l'emploi de

6 Mars.

chacune ; que peut-être le tout n'est pas encore dépensé , ni même arrivé à Boston.

Le Colonel Barré réplique que la guerre actuelle commence par des dépenses plus fortes qu'on n'en a jamais faite dans aucune autre ; qu'anciennement l'article des extraordinaires ne passoit gueres 70 ou 80,000 livres : qu'il voyoit 600,000 l. pour Boston seul : que par le calcul le plus modéré chaque individu de la petite armée de six mille hommes qui est bloquée dans Boston , coute à l'Etat cent liv. sterl. par an indépendamment de la paye , &c. que mal-à-propos allégueroit-on les travaux qui ont été faits dans Boston & dehors , puisqu'ils sont très-peu considérables : que s'ils ont couté 400,000 l. sur ce pied , les travaux d'une armée de 40,000 hommes se monteroient donc à plus de quatre millions pour le supplément de paye ; qu'une somme de 200,000 l. sterl. pour des salaisons , des choux-croutes , des patates & des moutons paroît excessive , & qu'il reste à compter de 250,000 liv.

M. Hartley appuye la demande de M. Barré en ajoutant qu'il est impossible de prévoir où ces dépenses s'arrêteront dans une guerre pour laquelle il faut faire voiturier toutes les provisions quelconques d'une armée , excepté l'eau , à plus de douzé cents lieues , ce qui jusqu'ici n'a point eu d'exemple ; qu'avant d'aller plus loin il seroit naturel de demander aux Ministres un apperçu des frais dans lesquels ils comptent engager la nation , &



de mettre en tête les 850,000 l. d'extraordinares de dix mois de l'année 1775. 6 Mars.

M. Cornwall & le Chevalier Gray Cooper défendent l'administration. Ils alléguent qu'on a été obligé d'établir une banque à Boston pour éviter les pertes que l'on pouvoit faire, par inadvertance, sur le change; que dans l'année 1761 le même article d'extraordinaires s'est monté à 400,000 liv. sans qu'il ait été rendu aucun compte à la Chambre des détails du service de l'Amérique.

Le Colonel Barré réplique qu'alors le Commandant en chef n'avoit point négligé de dire quel étoit en gros l'emploi de cet argent : que c'étoit au moins cet apperçu général que la Chambre avoit droit d'exiger; que d'ailleurs en 1761, le théâtre de la guerre étoit beaucoup plus étendu, puisqu'il couvroit le continent de l'Amérique Septentrionale; mais que dans un espace aussi resserré que la ville de Boston, il ne falloit ni autant de tems, ni autant de peines pour recueillir les comptes.

Le Lord North observe qu'il y auroit peut-être de l'imprudence à produire aussi publiquement les motifs dont le Commandant général a pu appuyer ses demandes, & que ce seroit dévoiler d'avance les projets du Gouvernement.

Le Colonel Barré termine le débat par une allusion ironique à des offres de sommes d'argent considérables que l'on fait avoir été faites

6 Mars.

de la part des Ministres à plusieurs Membres du Congrès qui les ont rejetés. » Peut-être, dit-il, le service secret entre-t-il pour beaucoup dans ces monstrueux extraordinaires. Apparemment qu'on aura distribué dans le Congrès une centaine de mille livres sterling. Oh ! si vous avez des mystères de cette nature, gardez-vous de les dire ; on s'en rapporte à vous. Comme tout ce qui paroît au grand jour dans cette guerre n'est qu'absurdité, il faut croire que toute la sagesse gît dans le secret ».

Le Ministère propose une modification à l'avis du Colonel Barré, pour demander une communication des comptes d'emploi : on ajoute, *ceux que l'on pourra se procurer*, & la proposition est admise.

7 Mars.

Le Capitaine Cook fait armer à Deptfort le vaisseau la *Résolution* sur lequel il doit remener le sauvage Omiah à l'Isle de Taity. Il sera accompagné du Capitaine Clarke sur le vaisseau le *Discorvery* ; & on imagine qu'après avoir rempli cette mission ils chercheront sur la mer du Sud un passage par le Nord-Ouest. Cette campagne doit être de trois ans. Un Astronome s'embarquera sur le vaisseau de M. Clarke.

M. Carnac, Brigadier-général, est désigné pour remplacer le Gouverneur de Bombay par le choix des Directeurs de la Compagnie des Indes. Sur la représentation de ces Directeurs, le Gouvernement abandonne le projet d'envoyer dans l'Inde les malfaiteurs que jusqu'ici

on avoit fait passer sur le continent de l'Amé-  
rique; il est arrêté qu'on les transportera dé- 7 Mars.  
formais à la Floride Orientale, puisqu'il n'y a  
plus de communication ouverte avec les autres  
Colonies.

L'équipement de plusieurs vaisseaux de la  
Compagnie est suspendu par la difficulté de  
trouver des matelots. Ils s'enrôlent tous pour  
le service des bâtimens de transport, & ceux  
qui restent demandent sept livres sterling  
d'engagement.

Les vaisseaux le *Prince de Galles* & le  
*Shrewsbury* partent de Spithead pour le Ben-  
gale.

L'*Isis* de 50 canons appareille pour Quebec,  
& le *Greyhound* de 28 pour Boston. Plusieurs  
vaisseaux chargés de provisions & de troupes  
se mettent en route sous leur escorte.

Le Gouvernement, pour parer à tous les  
événemens, se précautionne d'une quantité  
considérable de provisions & autres articles  
qui puissent suffire pendant six mois aux  
besoins des troupes & des vaisseaux employés  
au service de l'Amérique; mais le public paroît  
en concevoir de l'inquiétude parce qu'on fait  
que dans le grand nombre de ces articles,  
il y en a beaucoup qui pourront se vendre  
aux Américains, & que ce seroit une infraction  
à la loi nouvelle qui défend l'envoi de toute  
espèce de marchandises aux colonies rebelles.  
On commence à reprocher aux Ministres  
d'enfreindre eux-mêmes leur loi, & sans  
doute pour favoriser la cupidité de quelques

7 Mars.

uns de leurs adhérents , puisqu'il est sensible que les Américains donneront volontiers aux Officiers & Soldats les marchandises qui leur seront nécessaires pour de l'argent dont ils ont le plus grand besoin & qu'ils doivent préférer à leur papier monnoye.

On distribue trente hommes aux ordres d'un Sergent , sur chacun des vaisseaux qui portent ces provisions , ce qui paroît n'être pas fort agréable aux Armateurs de ces vaisseaux & aux Capitaines marchands qui les commandent.

On voit à Londres un billet monnoye de la Caroline Septentrionale , conçu en ces mots : *monnoye courante de la Caroline Septentrionale* , n<sup>o</sup>. 1. 10 *piastres*.

L'assemblée de cette Province a arrêté le 7 Septembre dernier , de répandre pour cent vingt-cinq mille piastres de ce papier monnoye ; & l'amortissement de cette somme se fera au moyen d'une taxe personnelle de deux shelling d'Amérique par an pendant neuf ans. Les autres colonies ont mis des papiers semblables en circulation , en défendant , sous les plus rigoureuses peines , de les refuser en payement ou de porter le moindre préjudice à leur crédit.

Il se vérifie par les comptes de l'Echiquier , que le fonds d'amortissement s'est trouvé produire au 5 Janvier 1776 , un surplus disponible plus fort de 106,629 l. sterl. qu'à la même époque dans l'année 1775 ; quoique pendant l'année 1774 , le commerce avec

les Américains ait été d'autant plus actif, qu'ils prenoient leurs précautions contre l'acte de restriction dont ils se voyoient menacés, & que pendant une partie de l'année 1775 ce commerce ait entièrement cessé. Il sembleroit d'après ce calcul, que les manufactures Angloises ont acquis un crédit en Europe, qui les dédommage de la perte du marché Américain. Mais ne seroit il pas également possible qu'on se trompât dans cette conjecture ? On fait que la douanne ne solde pas son compte avec l'Echiquier dans l'année de la recette, à cause des déboursés qu'elle est obligée de faire pour les remises de droits, & pour les gratifications d'exportation, &c. Ainsi ce pourroit être la recette de 1774 qui auront occasionné ce merveilleux accroissement de revenu en 1775. Et on n'aura peut-être pas lieu d'être si content au 5 Janvier 1777.

Le Bureau des vivres fait annoncer que le Trésorier de la marine a ordre de payer les billets de marine, tant ceux qui portent intérêt que les autres, dont l'enregistrement est des mois d'Octobre, Novembre & Décembre 1773. On voit par cette publication que le remboursement des billets de marine est arriéré de 27 mois. Avant les troubles actuels il n'y avoit plus sûr (a) la place que

---

(a) Il y a actuellement sur la place pour près de cinquante-six millions tournois de ces billets, & de ceux de transport & de vivres.

ceux des six derniers mois : ceux là ne portent  
 7 Mars. point d'intérêt.

Nouvelle baisse des fonds. Le parti de la cour l'attribue à la manœuvre de ceux qui se persuadent que le Gouvernement fera un emprunt, & qui, pour pouvoir en retirer les avantages, réalisent leurs effets à perte.

Le Juge Fielding reçoit la certitude que les médailles précieuses volées au *museum* d'Oxford seront toutes retrouvées, les Orfèvres qui les ont achetées ayant eu l'attention de les garder & de lui en écrire.

Le Lord Vice-Roi d'Irlande, donne le consentement royal à plusieurs bills, & entre autres à celui en interprétation de la loi qui défend d'importer des galons d'or & d'argent, toiles de batiste & linons d'autres manufactures que de celles de la Grande-Bretagne.

8 Mars. L'Université de Cambridge propose pour sujet d'un des prix fondé par le Chevalier Browne & qui consistent en médailles, une ode latine sur la guerre de l'Amérique.

#### Chambre des Communes.

L'Alderman Olivier demande qu'il soit fait lecture de l'arrêté suivant, du 8 Mai 1775.  
 » Que le sieur Beckford s'est rendu coupable, par le ministère d'un agent, de tentatives pour gagner & (a) corrompre certaines personnes

---

(a) Il peut être amusant pour les lecteurs de trouver ici un petit échantillon de ces manœuvres de

du bourg d'Hindon dans le dessein de se faire élire représentant dudit bourg au Parlement, & qu'il sera ordonné au Procureur général de le poursuivre pour cette prévarication ». L'Alderman propose d'annuler cet ordre. Il s'élève à ce sujet de longs débats dans lesquels M. George Grenville fait la déclaration suivante : » Après le rapport du Comité particulier, les Candidats ayant remarqué qu'ils pourroient être convaincus de corruption, ont fait entre eux un compromis pour éluder l'effet de la loi & se soustraire aux amendes prononcées par les statuts. Si la Chambre désire sur ce fait quelque preuve plus authentique que ma simple dénonciation, je suis prêt à produire la copie du compromis en question, qui est, selon moi, la présomption la plus forte de leur prévarication. C'est pour leur ôter cette ressource que j'ai proposé l'ordre que l'on veut aujourd'hui révoquer, afin de

8 Mars.

---

corruption, dans lesquelles les Emules modernes des Romains ont peut être surpassé leurs modèles. Il circule dans Londres un billet sans adresse ni signature, dont l'écriture est connue pour être celle d'un député du parti de la Cour & qui divertit beaucoup celui de l'opposition. On dit qu'il a été ramassé dans une promenade publique. *Milord sur mon honneur ce que vous m'offrez est trop modique; daignez considérer ce qu'il m'en a coûté pour me faire élire Membre du Parlement. Je ne suis pas déraisonnable. Vous savez ce qu'il me faut, & pour trancher net, si vous ne vous décidez pas à m'accorder la somme entière, je suis décidé, moi, à donner ma voix suivant ma conscience.*

## 26 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

8 Mars. prévenir toutes collusions & compromis, par le moyen desquels on éluderoit les peines portées par les statuts. Je suis résolu à faire enforte que les Candidats réfractaires dans l'affaire de l'élection d'Hindon ne puissent échapper aux poursuites criminelles, en justice réglée. La proposition de M. Oliver n'est point admise.

9 Mars. Le Roi nomme M. Valentine Morris à la place du Gouverneur & Commandant général de l'Isle & des bancs de Saint-Vincent en Amérique, & M. Joseph Montague Vice-Amiral de l'escadre bleue, à celle de Gouverneur & Commandant général de l'Isle & des bancs de Terre Neuve ainsi que des Isles de la Magdeleine.

Il se débite que la banque, effrayée par les calculs du Docteur Price, fait quelques difficultés pour se charger des billets de marine.

Les billets de l'Inde, dont le grand crédit leur faisoit gagner une prime de trois pour cent, ne trouvent plus qu'un & demi.

Les gens de mer continuent à refuser leur service aux Armateurs marchands pour passer sur les bâtimens de transport où on leur donne cinquante sols sterling par mois. Il reste sur la Tamise un grand nombre de vaisseaux qui, par cette raison, sont hors d'état d'appareiller, quoiqu'ils aient toutes leurs expéditions de la Douane.

La lettre suivante, qui se débite comme étant l'opinion par écrit de Milord Chatham, se rapporte aux débats du 5 Mars de la Chambre des Pairs.



*Extrait d'une lettre du Comte de Chatam, datée 9 Mars.  
de Hayes le 9 Mars 1776, (a).*

Retenu au lit par une maladie cruelle, j'ai peu d'espérance de faire entendre ma foible voix dans le Parlement, & d'y exposer mon opinion; cependant pour répondre à vos sollicitations pressantes, je vous dirai que mes sentimens sur la situation actuelle de l'Amérique sont exactement les mêmes que ceux de Milord Temple.

Tant que l'Amérique est restée fidele, j'ai été l'ami de l'Amérique: tant qu'un arrangement honorable m'a paru possible, on m'a vu empressé de proposer des conditions; mais ce tems n'est plus & il est trop tard pour négocier. Vous ne pouvez traiter avec des Rebelles qui ont les armes à la main: votre honneur, votre dignité, votre autorité, votre intérêt, tout s'y oppose; l'état actuel des choses ne permet ni de mollir, ni de céder. Toutes propositions d'accommodement sont puérides & illusoires: leur principe est l'erreur, & notre deshonneur en seroit l'effet. Les Colonies ont déclaré une guerre ouverte à la Métropole; cette guerre doit être continuée avec autant de vigueur que d'efficacité. Voilà le moment de déployer toutes nos forces, & de faire usage

---

(a) On a inséré dans toutes les Gazettes Angloises un discours formel de cette lettre; mais il n'étoit signé ni du Lord Chatam ni d'aucune personne de sa part, quoiqu'il fût annoncé comme très-authentique.

2 Mars.

de toutes nos ressources. La crainte de la dépense n'est qu'un phantôme qui ne doit point nous arrêter. Quand il en coûteroit à la nation cinquante millions sterling, est-ce que l'honneur national n'est pas au-dessus de toute estimation ? Il faut faire rentrer l'Amérique dans le devoir : la Majesté de l'Empire, le poids du nom Anglois dans la balance de l'Europe nous en font une obligation. C'est à l'Amérique à se soumettre à l'autorité constitutionnelle de la Grande-Bretagne ; & sa soumission doit être absolue, illimitée & sans restriction. Alors il sera tems d'allier l'humanité avec la justice, & de dire après le Poète :

*Pacere subiectis & debellare superbos.*

A Dieu ne plaise que j'approuve toutes les opérations de nos Ministres ! Vous savez combien de fois je leur ai reproché de manquer de sagesse & de vigueur ; mais je maintiens qu'ils ont agi avec toute la prudence possible, & selon les règles de la plus saine politique en se servant des troupes protestantes d'Allemagne dans une conjoncture aussi critique. Les Colonies s'abusent : elles courent follement après l'ombre de la liberté, & elles perdent leur liberté réelle. Je suis convaincu que l'armement actuel rendra aux Américains leur liberté, c'est-à-dire, cette liberté que donne la constitution Britannique ; & qu'il les délivrera de la plus humiliante espèce de tyrannie, de la tyrannie républicaine. Toute idée de République doit révolter un Breton ; l'ex-

périence n'a que trop prouvé qu'elle est totalement incompatible avec la splendeur d'un grand Empire. L'idée rétrécie & pitoyable de République ne convient qu'aux citoyens d'un petit état. Je soutiens que la monarchie, c'est-à-dire une monarchie limitée, peut seule conserver la liberté des sujets, & donner de la vigueur au Gouvernement.

9 Mars

*Lettre du Lord Vicomte Mahon, gendre du Comte de Chatham, à l'Auteur, propriétaire de la Gazette de Leyde (a). (On a copié la gazette.)*

Londres ce 5 Avril 1776.

MONSIEUR,

J'AI vu dans le supplément de votre gazette, du 19 Mars dernier, un article de Londres qui pourroit faire croire à des personnes mal instruites, que le Comte de Chatham, mon beau-pere, s'étoit exprimé, dans un entretien particulier, d'une maniere favorable à l'administration; & je n'ai pas de peine à concevoir ce qui peut avoir donné lieu à un bruit aussi faux qu'il est injurieux à l'honneur de milord Chatham. Mais ce n'est pas sans doute parce qu'il avoit été d'avis de rappeler nos troupes de l'Amérique, & qu'il avoit proposé, l'année dernière, à la Chambre des Seigneurs, un plan d'accommodement avec les Colonies, duquel les Ministres n'ont pas voulu même

---

(a) On a rapporté ici cette piece à cause de son étroite liaison avec celle que l'on vient de voir.

9 Mars.

permettre une seconde lecture. Ce n'est pas sans doute, parce que nos affaires empirent à chaque instant, que l'aveugle acharnement de nos Ministres les porte à engager des mercenaires étrangers pour désoler nos colonies, & à rejeter à l'envi toute idée de pacification conditionnelle; ni parce que les Américains, presque poussés au désespoir par l'injuste traitement qu'ils ont reçu, ne respirent que la résistance, & que les dépenses ruineuses de cette guerre civile sont plus qu'énormes.

C'est bien moins encore, parce que le comte de Chatham vient (il y a six semaines) de faire résigner, par milord Pitt, son fils aîné, encore mineur, la commission qu'il avoit dans le quarante-septième régiment actuellement à Boston, afin qu'il ne fût pas dans le cas de servir contre les Américains. Le comte de Chatham va, dans ce moment même, (quoiqu'il ne l'ait jamais fait dans aucune occasion de sa vie, pas même lorsqu'il étoit Ministre) poursuivre en justice l'imprimeur *du public advertiser*, pour avoir inséré dans sa gazette l'extrait d'une prétendue lettre de sa part, dans laquelle on lui prête des sentimens favorables aux mesures fatales que poursuit actuellement le Ministère Anglois. La santé de ce Pair ne lui ayant pas permis d'assister au Parlement cet hyver, on a eu l'audace de lui attribuer des avis qu'il désapprouve & des opinions qu'il abhorre. Et je suis autorisé à vous déclarer, Monsieur, que toutes les lettres, discours, & conseils que les ennemis

de l'Amérique , & les créatures du gouvernement ont attribués & attribuent chaque jour <sup>9 Mars.</sup> au comte de Chatham , ne sont que des fictions scandaleuses pour en imposer au public.

*Signé* MAHON.

Annnonce publique d'une assemblée fixée <sup>10 Mars.</sup> au 26 , des administrateurs & protecteurs de la société, qui nourrit , habille & instruit les enfans des pauvres des deux sexes , & les pauvres valides pour le service de la marine tant militaire que marchande. » Société, porte cette annonce, qui par le principe charitable en vaut beaucoup d'autres : qui par son objet n'est inférieure à aucune ; qui vient au secours de la misère & court au-devant du libertinage ; qui habille les nuds & rappelle les vagabonds de la route de perdition , pour en faire de bons sujets & des membres utiles de l'Etat «.

On embarque pour l'Amérique 5 hommes faits prisonniers à bord d'un corsaire armé par les Rebelles , & qui avoient été amenés en Angleterre , un capitaine , deux lieutenans , un maître & un contre-maître.

M. Wilkes , candidat pour la place de chambellan de Londres , fait sa visite chez tous les bourgeois dont il brigue le suffrage. Dans l'arrière boutique d'un Opticien il trouve Milord Bute qui examinait un instrument de mathématiques. L'alderman, d'un ton courtois & assuré , expose à ce Lord le sujet qui

10. Mars. l'amène & le prie de lui permettre de compter sur sa voix. Milord lui répond : » je n'ai point de voix à donner ; je vous souhaite , Monsieur , le succès que vous désirez ». Nos lecteurs savent par combien de sanglans outrages ce hardi champion de la liberté a persécuté l'instituteur & l'ami de son Roi ; ils apprécieront la conduite de l'un & de l'autre dans cette singulière rencontre.

Plusieurs bâtimens Hollandois & d'autres nations qui s'étoient rendus à Waterford en Irlande pour y charger diverses denrées , sont obligés d'en repartir sur leur lest , attendu l'embargo que la proclamation du Roi a mis sur les ports de ce Royaume.

#### *Chambre des Pairs.*

11. Mars. Sur les objections du Lord Marchmont au sujet du Bill envoyé des Communes pour adoucir la rigueur de la loi de la vingt & unieme année de Jacques I. contre les meres qui détruisent leurs enfans batards , l'examen de ce Bill est renvoyé à six mois , c'est-à-dire , qu'il n'en sera plus question dans la session actuelle. Le Lord Marchmont a tiré un de ses plus forts argumens de la grande réputation de science & de sagesse dont jouissoient les auteurs de cette loi , qui l'ont jugée nécessaire dans des tems où les mœurs étoient bien moins dissolues qu'elles ne le sont aujourd'hui. Il a observé de plus qu'il devoit être extrêmement rare que cette loi fût de véritables victimes.

Chambre

## Chambre des Communes.

11 Mars.

Le Chevalier Grey Cooper apporte des copies des traites d'argent des Généraux Gage & Howe.

*Par le Général Gage.*

1.

Le 7 Février 1775.....	21,500.
Le 17 Avril.....	20,000.
Le 23 Mai.....	10,000.
Le premier Juin.....	20,000.
Le 22 Juillet.....	20,000.
Le 7 Août.....	40,000.
Le 30 Septembre.....	100,000.

*Par le Général Howe.*

Le premier Novembre.....	100,000.
Le premier Janvier.....	100,000.

TOTAL, 431,500.

On propose d'arrêter qu'il sera octroyé une somme de 845,165 liv. 14 sh. 8  $\frac{1}{4}$  d. pour payer les dépenses extraordinaires des troupes de terre & d'autres articles du service public, depuis le 9 Mars 1775, jusqu'au 31 Janvier 1776.

Cette résolution donne lieu à des débats qui se prolongent jusqu'à neuf heures du soir. Les membres de l'opposition représentent que les annales de l'Angleterre ne rapportent aucune circonstance où une prétendue armée de 11,000 hommes qui, encore dans l'in-

tervalle dont il s'agit , n'a jamais été de  
 11 Mars. 8,500 hommes effectifs, aient couté autant  
 d'argent à la nation. Ils comparent ce que ,  
 par dérision , ils appellent la campagne de  
 Bunkershill & de Lexington , avec les glorieuses  
 campagnes de l'immortel duc de Malborough ; la destruction de lignes formées par  
 une vile populace dans l'espace d'une nuit d'été ,  
 avec les victoires de Blenheim & de Schellenburg , avec la conquête de Gibraltar & de Minorque , avec la brillante & longue excursion  
 du lord Peterboroug en Espagne , & avec les  
 glorieuses attaques de Vigo & du port Sainte-Marie par le duc d'Ormond. Ils affectent d'assimiler la riviere Mystic au Danube , & de balancer les opérations d'une campagne qui s'est  
 étendue sur la moitié de l'Europe , & dans laquelle une armée Angloise composée de soixante & dix mille hommes y compris les troupes  
 étrangères à la solde Britannique, s'est couverte de gloire , vis-à-vis de celle où le théâtre des opérations étoit renfermé dans un pays  
 à peine aussi considérable que le terrain occupé par la ville de Londres. Ils font voir que les  
 frais de la premiere n'ont pas été au de-là de deux millions . tandis que les dépenses de celle  
 dont il est question aujourd'hui , y compris l'armement de l'escadre , se sont montées presque à  
 trois millions : l'extraordinaire des troupes & le service de l'artillerie seuls formant une  
 somme de 1,300,000 l. st. Ils font encore diverses autres comparaisons entre les triomphes  
 de milord Pitt & ceux du Lord qui dirige au-



jourd'hui les affaires de l'Angleterre, & ils dé-  
montrent que la campagne qui a valu à la 11 Mars.  
Grande Bretagne la possession de tout le con-  
tinent de l'Amérique septentrionale, quoi-  
qu'elle eût dans ce tems là près de 40,000  
hommes de troupes de terre, a coûté à la na-  
tion beaucoup moins qu'elle n'a dépensé en  
1775, pour l'entretien d'un malheureux corps  
de huit mille hommes bloqués dans la ville  
de Boston, où il a souffert toutes les horreurs  
de la misère & de la faim.

L'administration, pour répondre à ces re-  
proches, fait sonner très-haut les merveilles  
qu'on doit se promettre de la campagne pro-  
chaine. Ses défenseurs rejettent le mauvais suc-  
cès de leurs premières opérations sur la four-  
berie des Américains. » Il n'a pas fallu moins,  
disent-ils, que toute la méchanceté & toute  
la noirceur des Rebelles pour faire échouer  
les excellentes vues du gouvernement.

La proposition est admise à la pluralité de  
cent quatre-vingt voix contre cinquante-sept.

Un des articles les plus vivemens contestés a été celui  
du charbon, porté sur les comptes à 21,000 l. sterl.  
& dont les troupes se font plaintes encore de n'avoir pas  
eu leur suffisance. » Pourquoi ce charbon a-t-il été  
envoyé de Londres & non pas plutôt de Wittehaven,  
ou d'autres ports occidentaux où on l'auroit eu à deux  
guinées le tonneau, au lieu qu'il a coûté à Londres  
dix fois cette somme ? »

Un des membres a demandé permission à la Chambre  
de lui faire remarquer les pertes ruineuses qui résulteront  
des transports de mer pour un pays si éloigné. » Vous  
connoissez tous, Messieurs, ce diction usité dans notre  
langue, cette image en caricature, pour exprimer que

11 Mars.

Les plus grands apprêts ne produisent souvent que de petits effets. Vous avez, dis-je, employé peut-être plus d'une fois, chacun de vous, cette expression triviale, *ils sont venus quatre sur cinq bateaux*; certes vous n'auriez jamais imaginé qu'elle pût être strictement juste & sensée : Eh bien ! c'est ce que je suis en état de vous assurer & de vous prouver par le fait qu'on eu les dernières expéditions de l'année 1775 pour la ville de Boston. J'ai reçu la nouvelle certaine que du nombre de porcs embarqués & qui devoit être considérable, puisque vous voyez ici cet article employé sur les états pour 44,000 l. sterl. (1,038,688 l. de France) il n'en est arrivé à Boston que *quatre sur cinq bâtimens*. Ces quatre porcs ont donc coûté à l'état 1100 l. sterl. la piece. Et il est constant que les autres provisions ont essuyé des avaries tout aussi considérables. Or, je demande si la subsistance d'une armée de cinquante mille hommes, à douze cent lieues de distance, entretenue à ce prix, même en la supposant victorieuse, ne feroit pas acheter infiniment trop cher les plus riches & les plus glorieuses conquêtes. J'ajouterai encore que de compte fait, sous deux mois, le gouvernement sera obligé d'employer cent cinquante mille tonneaux de bâtimens de transport qu'on frettera en Hollande ou ailleurs. En les comptant l'un dans l'autre à deux cents cinquante tonneaux, cette quantité doit donner six cents bâtimens, ce qui est certainement beaucoup plus qu'il n'est possible d'en trouver dans un si court espace de tems ; & voilà ce qui fonde le calcul de ceux, sur-tout parmi les militaires, qui doutent que les troupes Allemandes puissent être toutes rendues en Amérique avant la fin du mois d'Août «.

» Mais laissons de côté les pertes & considérons seulement l'objet de la dépense. Ces cent cinquante mille tonneaux, sur le pied de 13 sh. 4  $\frac{1}{2}$  d. de fret par tonneau pour chaque mois, se montent pour l'année de douze mois à 1,203,750 l. sterl. (28,416,393 l. 10 s. de France) «.

» Donnez-moi encore, Messieurs quelques momens

de votre attention pour entendre la lecture d'un simple  
 apperçu des difficultés énormes & de toutes espèces  
 dans lesquelles vous allez vous engager. Vous en  
 jugerez par l'estimation que voici, *des chevaux, cais-*  
*sons & autres charois, ainsi que de l'artillerie, &c.*  
*nécessaires pour faire entrer en campagne une armée*  
*de trente mille hommes qui doit parcourir un pays*  
*pour en faire (a) la conquête.*

11 Mars.

*Chevaux.*

Chaque régiment a besoin d'un cheval par  
 compagnie pour porter les tentes. Il y a dix  
 compagnies par régiment..... 10.

Les Officiers de chaque régiment doivent  
 avoir pour leur bagage & leur monture soixante  
 chevaux, en supposant qu'il y ait au moins  
 trente Officiers, ci..... 60.

Le Chirurgien & son Aide..... 2.

Le Vivandier..... 4.

Dans ce nombre de chevaux, il y en aura  
 trente-trois de selle, & les autres feront des  
 chevaux de charge ou de trait. Les voitures  
 dont on se sert dans les régimens, étant des  
 charrettes tirées par deux chevaux, il en fau-  
 dra trente-six, & il en restera sept pour porter.

Chaque régiment a deux pieces de campagne,  
 quatre chevaux pour chaque canon..... 8.

Pour chaque piece un caisson de munitions  
 & quatre chevaux..... 8.

Un caisson pour les cartouches des soldats... 2.

Trois chariots de vivres à quatre chevaux... 12.

Un chariot pour les femmes, les enfans &  
 les gens incommodés, les armes de rechange, &c. 4.

Chevaux..... 110.

(a) L'armée Angloise en Amérique fera de quarante - cinq  
 mille hommes; mais sans doute on suppose qu'il y en aura  
 quinze mille dans les garnisons, & auxquels tout cet attirail  
 ne sera pas nécessaire.

# 38 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

11 Mars.

Résumé des chevaux & des voitures nécessaires  
pour un Régiment.

110 Chevaux.

18 Charrettes.

6 Charriots.

1 Caïsson pour les cartouches.

Une armée de trente mille hommes, à raison de sept cents hommes par régiment, donne environ quarante-trois régimens pour lesquels il faut, d'après le calcul ci-dessus, 4,730 chevaux tant de selle que de somme & de trait, sept cent soixante & quatorze charrettes, quarante-trois caïssons, & deux cent cinquante-huit charriots.

*Chevaux.*

Nombre des chevaux pour les quarante-trois régimens..... 4730.

Pour trente mille hommes il faut soixante pieces de grosse artillerie, l'une dans l'autre de douze livres de balle, & douze chevaux pour traîner chaque piece d'artillerie..... 720.

Deux Charriots pour porter les munitions de chaque piece, à quatre chevaux par charriot.. 480.

Deux cent voitures pour quatre cent pontons à cause de la multitude des grandes rivières sur lesquelles il n'y a point de ponts, quatre chevaux par voitures..... 800.

Les voitures pour les outils de tranchées, les forges & instrumens des Maréchaux & des Charpentiers, les charriots pour les bagages de l'artillerie & des Officiers, pour les routes de rechange, &c. formeront en tout cinquante voitures à quatre chevaux..... 200.

L'Hôpital ambulant pour 30,000 hommes, les drogues, les lits, les Employés, les bagages des Chirurgiens & des Médecins employeront à peu-près soixante charriots à quatre chevaux.. 240.

Il faut pour les Officiers généraux de l'Etat-Major environ cent chevaux de selle..... 100.

Chevaux de trait pour environ cinquante voitures..... 200.

Nombre des chevaux..... 1,540.

## TOTAL GÉNÉRAL.

11 Mars.

Chevaux pour l'Infant. & l'Artillerie. 7,470.	} 9,000.
Les corps de Cavalerie..... 1,530.	
Charrettes.....	774.
Caïssons.....	43.
Charriots.....	488.
Voitures pour les pontons.....	200.
Voitures pour l'Etat-Major.....	50.

» On suppose que les charriots sont des voitures légères à quatre roues comme celles dont on s'est servi en Flandres & en Allemagne, & tirés par des petits chevaux mal nourris, & en compte qu'ils ne porteront que de seize cents à deux milliers ».

» Un Régiment de Cavalerie de trois cents hommes (si l'on en excepte l'artillerie de campagne qu'il n'a pas) a besoin d'autant de voitures & d'un plus grand nombre de chevaux, y compris les chevaux de selle, qu'un bataillon d'Infanterie de sept cents hommes.

Le nombre des valets & des employés nécessaires à une armée, avec les femmes & les enfans, est en général égal à celui des combattans; & tous ces gens-là, ainsi que les troupes, doivent en grande partie subsister des magasins de l'armée dans un pays ennemi.

» Cette armée aura sans doute une communication assurée avec quelque rivière navigable sur laquelle lui viendront toutes ses provisions; car les charriots de vivres au nombre fixé ci-dessus ne peuvent suffire que pour conduire les provisions aux différens corps auxquels ils sont attachés. On suppose aussi que le principal Hôpital est établi sur le bord de cette rivière, puisqu'il n'a encore été question que d'un Hôpital ambulans qui n'est en aucune manière proportionné à une armée aussi considérable. Quant à l'artillerie on l'a calculée d'après le système actuel de guerre qui emploie beaucoup de grosse artillerie sans laquelle les progrès d'une armée ne peuvent être que très-lents dans des pays fourrés & difficiles; on l'a mise sur le pied le plus bas où elle ait été en Flandres, où les canaux & les chaussées donnent la plus grande facilité

11 Mars. aux opérations militaires; il est même à croire qu'elle se trouvera trop foible au gré des troupes auxiliaires, qui cependant ont des principes très-sages & très-économés sur ce point. Il ne faut point perdre de vue que cette armée a pour objet de faire des conquêtes, & doit être en état de profiter des circonstances & d'agir à quelques distances des communications des rivières. Sans cela, une armée peut bien couvrir un pays, mais non pas le conquérir ».

» Pour ce qui regarde les subsistances, le pain doit toujours être assuré & prêt. On peut sans doute abandonner le reste à une bonne discipline, à des payemens bien exacts, & au hazard. Mais il faut pouvoir compter sur six mille tonneaux (a) de farine pour la nourriture de trente mille hommes pendant six mois, en y comprenant les dégâts, les déchets occasionnés par le climat, la fourniture irrégulière & les pertes pendant les marches. Dans le tems des opérations on aura besoin de la même quantité de foin & d'avoine pour les neuf mille chevaux, au moins pendant deux mois, en supposant que le reste du tems ils subsistent des herbages des campagnes aux dépens de l'ennemi. Ces deux articles sont de douze mille tonneaux qui emploieront beaucoup de bâtimens pour les transporter, & des bâtimens propres à monter ou à descendre les rivières à mesure que l'armée avance ou se retire. On passe à chaque homme deux livres de pain par jour, & vingt livres de foin & d'avoine pour chaque cheval. Pour les six mois cela doit faire dix millions neuf cents quatre vingt mille livres de pain, & dix millions huit cents mille livres d'avoine & de foin pour les deux mois.

Je laisse de côté, comme un trop petit objet, la somme que le Ministère va faire porter au bureau des assurances, pour deux mille chevaux de remonte, de charge, de trait & autres qui seront embarqués

---

(a) Le tonneau étant de deux mille livres, poids de marc, cela doit faire 12,000,000 livres, c'est pour une armée de trente mille hommes pendant six mois 69994 livres de farine par jour. Il faut encore l'approvisionnement des 15,000 hommes dans les garnisons.

sur les premiers bâtimens , à 8 liv. sterl. par cheval ,  
 ce qui fait pour les deux mille , 60,000 liv. sterling. Et 11 Mars.  
 si tous les neuf mille y sont envoyés d'Angleterre ,  
 le total des assurances sera de 72,000 liv. sterl. Mais  
 il seroit curieux de savoir si les assureurs garantissent  
 aussi ceux qui mourront de soif dans la traversée. Je  
 suis effrayé du calcul de la quantité de barriques d'eau  
 qu'il faudra pour ces neuf mille chevaux dans une  
 traversée de cinq ou six semaines. Il y a apparence  
 pourtant que l'on compte en trouver six à sept mille  
 sur les lieux ; reste à savoir si cela sera très-aisé , &  
 si les Américains n'emmèneront point leurs chevaux  
 avec eux dans leurs réduits , comme ils l'ont déjà de  
 tout le reste du bétail.

Tous ces préparatifs doivent coûter un argent énorme ,  
 Il est vrai qu'avec le secours de la Banque & de  
 son papier intarissable , on se croit en état de tout  
 entreprendre. D'autres Ministres que les nôtres seroient  
 très-embarrassés pour trouver cette immensité de pro-  
 visions & de munitions , & les cent cinquante mille ton-  
 neaux de bâtimens pour leur transport & pour celui des  
 troupes , & pour faire arriver tout cela en Amérique  
 de manière à pouvoir effectuer la conquête entière de  
 ce pays dans le court espace de l'été. Mais ici ce sont  
 de petites affaires qui vont d'elles-mêmes. Tenons  
 nous donc tranquilles puisque ces Messieurs le font :  
 croyons que la fortune secondera leur audace. Autrement  
 la vaine ostentation d'un orgueil fanatique seroit  
 une foible sûreté pour risquer la ruine de l'Etat.

Un autre Député bien instruit des forces de terre  
 & de mer des Américains , a informé la Chambre  
 du nombre des Corsaires avec lesquels ils sont en état  
 de désoler le commerce Anglois dans toute l'Amérique.  
 Il lui a rappelé que dans la guerre dernière la seule  
 Province de Newyork , pendant qu'elle avoit un corps  
 considérable de Soldats en campagne & plus de mille  
 Mariniers sur les rivières , tenoit en outre à la mer une  
 marine de corsaires de quarante-huit bâtimens , six  
 cents soixante-quinze canons & cinq mille cinq cents  
 trente hommes. » Il y a près de vingt ans que cette

## 42 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

**11 Mars.** Province avoit de pareilles forces à ses ordres. N'est-il pas très-vraisemblable qu'aujourd'hui elles peuvent être doublées, & que dans un tems où tout commerce maritime lui est interdit, le nombre de ses matelots peut bien être d'environ douze mille ? Ajoutez à ce nombre tous les matelots, tous les pêcheurs & journaliers que vos actes oppressifs tiennent dans l'inaction, vous verrez que le nombre total des gens de mer des colonies-confédérées, sera au moins de quarante mille hommes qui n'auront d'autre paye que les captures qu'ils feront sur vous, & par là, seront d'autant plus acharnés à la ruine de votre commerce que toute votre armée navale ne pourra garantir. Ce sera sur-tout autour des Isles qu'ils exerceront leurs pirateries, parce que tous les ports étrangers leur seront ouverts pour la vente de leur butin. Bientôt nous serons obligés d'acheter des François & des Espagnols toutes les denrées de nos propres Colonies, sucre, rum, café, &c. «

» Ne vous flattez pas que vos vaisseaux de guerre se rendront maîtres de tous les ports de l'Amérique Septentrionale, & que les corsaires ne pourront pas en sortir. Il y a une infinité de Ports où vos vaisseaux ne pourront pas entrer, & la plupart des autres ont été fortifiés de manière à vous en rendre l'accès impossible. L'artillerie n'y manque pas & elle est disposée dans l'ordre le mieux entendu. Il y a tel Port où de bons canons de vingt-quatre tiendront vos vaisseaux à une distance d'où le feu de vos huniers ne chagrinera gueres les assiégés. Une planche de chêne ne résiste par autant qu'un rempart de dix-huit pieds d'épaisseur. Le Lord Howe, tout brave qu'il est, n'ira pas attaquer de pareilles batteries, qui d'ailleurs sont toutes défendues par des redoutes bien plus formidables que celle de Bunkers-hill qui vous a coûté mille hommes pour l'emporter. Quant aux bombardes du Colonel James, j'ai entendu assurer que les Américains ont pris toutes les précautions nécessaires pour en rendre l'effet inutile par diverses fortes de revêtement & de bastingages dont ils ont couvert leurs maisons, & vous n'en rapporterez que l'opprobre qui a flétri la gloire d'un puissant Monarque



lorsqu'il eut fait brûler le Palatinat , avec cette différence que les Palatins n'étoient point ses sujets » 11 Mars,

» Mais l'hyver mettra nécessairement un terme à vos opérations navales , & ce sera alors que les Américains lâcheront sur votre commerce au moins deux cents cinquante corsaires beaucoup mieux armés en raison de leur grosseur que ne le sont vos frégates ; & malheur à vos Marchands , non-seulement en Amérique , mais sur-tout le globe , peut-être même jusques sur les côtes d'Angleterre & dans la Baltique. Oui dans la Baltique où vous n'avez point d'escadre , où une fiere Puissance vous a une fois défendu d'en envoyer , & où elle vous le défendra encore. Or , comme la Suède est l'alliée de cette Puissance , les prises des Américains se vendront dans ses Ports avec la même facilité que dans les ports François ou Espagnols , de toutes les autres parties de l'Europe ou de l'Amérique. Alors avec quelle sûreté viendront vos munitions navales de vos alliés de Prusse ou de Russie ? Comment en tirerez-vous de Suède si ce n'est sur des vaisseaux Suédois , & au prix qu'il plaira à ce peuple d'y mettre , puisque l'Amérique , qui depuis quelque-tems , a fait perdre à ces étrangers une partie de votre fourniture , vous laisse entièrement à leur merci « ?

» Après avoir ainsi discuté l'objet de leurs forces navales , examinons celles qu'ils pourront mettre en campagne sur terre. Les plus modérés calculateurs , sans y comprendre le Canada , font monter les Milices à quatre cents vingt-huit mille hommes , tous armés pour leurs foyers. Vous direz tant qu'il vous plaira que toutes ces troupes sont sans discipline : pour moi je suis certain du contraire ; & loin que vos cinquante mille hommes puissent réduire dès la première campagne une armée aussi formidable , je soutiens qu'à peine elle sera suffisante pour faire face aux seuls corps qui seront rassemblés dans la Baye de Massachusset.

Je puis vous certifier , Messieurs , qu'outra les lignes de Boston , l'armée du continent a élevé à Cambridge une octogone que cent mille hommes n'investiroient

**11 Mars.** pas. Il est construit suivant les principes du Maréchal de Saxe, fraisé & palissadé, avec fossé, chemin couvert, glacis, abatis devant le glacis, remparts, casemates & une terrible artillerie. De plus, à une portée de canon du chemin couvert est une enceinte de trente-six tours quarrées, du diamètre de trente pieds & à l'épreuve du canon. La distance entre ces tours est de cinq cents pieds & garnie d'abatis; sur chacune de ces tours sont placés cinq ou six fauconnaux carabinés. Il faudra un siège pour chacune, & malheur à ceux qui serviront vos canons lorsque vous en approcherez. Vos batteries seront plongées, & ni mantelets ni frondeaux ne pourront garantir vos Artilleurs. Malgré tous ces désavantages, vous aurez à renverser au moins dix de ces tours, avant de pouvoir ouvrir une seule attaque sur le corps de la place qui sera défendue par dix mille hommes, tandis qu'une armée de trente à quarante mille s'avancera sur vous pour vous forcer à lever le siège. J'ose vous assurer que vous ne prendrez point une pareille place; & si par miracle vous la preniez, ce seroit après vous être tellement épuisés que vous ne seriez pas en état d'en attaquer une nouvelle dans la même campagne.

Je ne dis pas qu'il y en ait encore une de cette force, mais j'en fais beaucoup d'autres qui ne sont pas à mépriser. On m'a assuré que le même Ingénieur qui a conduit en 1745 le siège de Louisbourg, a appris à un corps d'Officiers l'art de construire des redoutes. Il y en a une chaîne dans toute la longueur du continent. Chaque redoute est un quarré qui peut tenir quatre mille hommes avec quatre bastions, fossé, chemin couvert, glacis fraisé, palissadé & entouré d'abatis & de trous de loup. Soyez sûrs, Messieurs, que de pareilles redoutes sont très-difficiles à emporter. J'en appelle au témoignage du Général Haldiman, un des meilleurs & des plus braves Officiers de notre armée. Il commandoit les Grenadiers à l'affaire du Fort Carillon. Il pourroit vous dire ce qu'il en a coûté d'hommes pour l'attaque du parapet & de l'abatis. Un artiste Allemand

a gravé un plan de ces redoutes avec les élévations, & il en a été envoyé des exemplaires dans toutes les provinces pour que les redoutes de la chaîne fussent construites par-tout sur le même modèle. Calculez vis-à-vis de toutes ces difficultés, le court espace que durera la campagne, les maladies des armées, l'excessive chaleur de l'été, le froid rigoureux de l'hiver, la désertion, l'embarras & les frais des transports des vivres & munitions, & jugez-vous-mêmes la probabilité du succès (a).

11 Mars.

(a) Cet intéressant discours a donné lieu à un écrit où la matière est développée dans toute son étendue sous le titre de *Lettre au Lord George Germaine*. On y voit le tableau suivant des forces de terre des colonies rebelles, non compris le Canada.

<i>Provinces.</i>	<i>Combattans.</i>
New-Hampshire .....	18,000.
Massachusetts .....	88,000.
Rhode-Island & la Providence.....	14 000.
Connecticut.....	40,000.
New-York .....	40,000.
Jersey.....	24,000.
Pensylvanie.....	100,000.
Maryland.....	34,000.
Virginie.....	34,000.
Caroline Septentrionale.....	18,000.
Caroline Méridionale.....	12,000.
Georgie.....	2,400.
Nouvelle Ecosse en la supposant aussi soulevée.....	4,000.
<b>TOTAL.</b>	<b>428,400.</b>

Diverses lettres ont apporté la liste suivante des forces maritimes de la seule province de Pensylvanie.

Liste des vaisseaux armés dans le mois de Janvier par ordre du Congrès, & qui sont tous partis pour une expédition très-secrete. Les Directeurs des Indes

## 46 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

**11 Mars.** Dans ces mêmes débats, les membres de l'opposition ont donné les plus grands éloges

craignoient fort que cette expédition n'ait pour objet d'enlever quelques-uns de leurs vaisseaux, ne fût-ce que pour avoir le salpêtre dont ils sont chargés. Quelqu'un leur a observé, pour les consoler, qu'au moins le thé qui s'y trouvera ne sera pas jeté à la mer par les Américains comme celui qui a occasionné la guerre. Le bruit court que cette flotte s'est emparée de l'île de la Nouvelle Providence qui commande le passage de la Jamaïque.

*Hopkins, Commandant en Chef.*

	Capitaines.	Canons.	Hom.
L'Alfred .....	Tallefson, ...	32 .....	300.
Le Colomb, .....	Whipple, ...	32 .....	300.
L'André Doria, ....	Biddle, .....	16 .....	200.
Le Sébastien, .....	Hopkins, ...	14 .....	200.
La Providence, .....	Hafard, ....	14 .....	200.

*Liste des galeres à rame sur la riviere Delavare.*

*Doughty, Commandant en Chef.*

Le Washidgton, cent quatre pieds de quille.  
 Le Dickenfon, ..... Rice.  
 Le Chatham, ..... Alexandre.  
 Le Cambden, ..... Ears.  
 Le Burke, ..... Blear.  
 L'Effingham, ..... Moar.  
 Le Bull-dog, ..... Henderson.  
 Le Franklin, ..... Boyce.  
 Le Congrès, ..... Hamilton.  
 L'Expériment, ..... Thompson.  
 Le Ranger, ..... M. Gomary.  
 Le Hancock & Adams, Moore.  
 Le Warren..... Le Capitaine n'étoit pas encore nommé le 16 Février au départ du Capitaine Meston chargé pour Nantes, & à qui son équipage a ôté le commandement pour amener le vaisseau en Angleterre.  
 Le Congrès a ordonné de construire avec la plus grande diligence, treize autres frégates de trente-six

à la mémoire du Général Montgomery. Les larmes ont coulé des yeux de M. Burke, de 11 Mars;

canons chacune dans les Colonies de Maryland, Pensylvanie & Rhode-Island. Le capitaine Meston en a vu quatre sur les chantiers. Il y avoit aussi une batterie de cent cinq pieds de quille, à cinquante rames, montant du dix-huit & trois cents hommes d'équipage, & trente radeaux-brulots. Enfin on avoit coulé bas dans la rivière Delavare cinquante chevaux de frise pour empêcher les bâtimens Anglois de la remonter.

Voilà quels étoient les préparatifs pour la guerre navale dans la seule Province de Pensylvanie. On peut juger que celles de la Nouvelle-Angleterre, de la Nouvelle York, de la Virginie, de la Caroline, &c. ne sont pas restées dans l'inaction.

On a reçu d'un correspondant digne de foi, l'état suivant des forts, des batteries & des vaisseaux de la ville & du port de Charles-Town dans la Caroline Méridionale, ainsi que des troupes Américaines qui y sont en garnison.

<i>Forts.</i>	<i>Canons.</i>	<i>Calibre.</i>	
L'Isle de Sullivan, . . . . .	26.	32 & 18.	
La pointe de Veddel, ..	6.	6 & 18.	} Sur l'en- trée de la barre.
William Henri, . . . . .	12.	12 & 32.	
Johonson, . . . . .	21.	32 & 18.	
Wilwin, . . . . .	23.	32 18 12 & 9.	
Lyttleton, . . . . .	11.	11 18.	
Craven, . . . . .	7.	32 18	
Granville, . . . . .	5.	12.	
Gaddefsden, . . . . .	7.	32.	
Gibbes, . . . . .	9.	18.	

---

127.

Un vaisseau de . . . . .	26.	
Un brigantin de . . . . .	18.	9.
Un Sloop de . . . . .	12.	6.

#### *Garnison de la Place.*

Deux bataillons de troupes réglées.

11 Mars. M. Fox & du colonel Barré, en parlant des rares vertus de ce héros.

Le Lord North s'est élevé hautement contre l'abus du talent oratoire de la part de ceux qui pouvoient exalter ainsi la mémoire d'un rebelle. » Il ne m'est pas possible, a-t'il dit, de regarder sa mort comme une perte publique. Je conviens que c'étoit un guerrier brave, habile, humain, généreux ; mais avec toutes ces belles qualités, ce n'étoit jamais qu'un rebelle, à qui on peut appliquer ce passage de la tragédie de Caton, *maudites soient ses vertus, elles ont perdu sa patrie.* α.

M. Fox a répliqué que le nom de rebelle ne pouvoit point flétrir la gloire d'un Mont-

---

Six de milices bien armées & bien exercées.

Un de carabiniers, excellens tireurs.

Un d'artillerie.

Dans l'intérieur du pays, six mille hommes enrégimentés, tous bien armés & disciplinés, & par-tout abondance de munitions. La colonie, au départ de l'avis qui a apporté ces détails (ce pouvoit être vers la fin de Février) attendoit de pied ferme l'arrivée de la flotte Angloise, escortée par le chevalier Parker sur le Bristol & des troupes aux ordres du lord Cornwallis, parties d'Irlande le 13 Février, mais dont on fait que les gros tems ont dispersé & fort maltraité les bâtimens. Il en est rentré quelques-uns en Angleterre & en Irlande, qui sont repartis depuis : d'autres ont relâché en Portugal & aux îles.

Quelques mutins, sur les derrières de la Colonie, (c'est-à-dire des amis du gouvernement) avoient été enlevés & amenés à Charles-Town, & depuis ce tems la tranquillité étoit rétablie dans la province, & on y étoit généralement résolu à tout sacrifier pour le maintien des droits constitutionnels.

gommery

gommery ; que des rebelles de son espèce étoient précieux à leur patrie & à l'humanité dont ils étoient les bienfaiteurs, & que c'étoit à une pareille rébellion que la Chambre étoit redevable de son existence.

---

11 Mars.

*Chambre des Communes.*

La Chambre reçoit le rapport du comité des subside, qui s'est tenu la veille concernant les extraordinaires de l'armée d'Amérique.

---

12 Mars.

Sur la proposition d'admettre ce rapport, il s'élève des débats dans lesquels M. Hartley prie la Chambre de considérer que la nation est menacée d'une banqueroute inévitable & très-prochaine, si le Parlement ne fait pas voir bien clairement que le gouvernement est assuré des moyens de faire au moins deux campagnes en Amérique. M. Dempster s'élève contre les marchés pour les subsistances ; & il rappelle à la Chambre les énormes profits d'un Traitant dans la guerre dernière, qui sur des consommations de 1,300,000 l. fit un gain de 800,000 l. ( 18,285;245 l. ) Il donne l'avis de suivre l'exemple de la Compagnie des Indes, qui, pour avoir fait de grosses pertes par ses marchés, adjuge aujourd'hui ses entreprises aurabais.

Le lord Irnham observe qu'il est honteux que la Chambre s'occupe à scruter avec la plus grande rigueur les candidats qui sont soupçonnés d'avoir gagné par séduction une pluralité de suffrages pour arriver au Parlement, tandis qu'on voit les noms de plusieurs

12 Mars.

de ses membres sur la liste des traitans qui s'engraissent des calamités publiques. Il demande que l'état des dépenses extraordinaires dont il s'agit, soit imprimé *in extenso*, sans omettre l'article du vinaigre & des *choucroutes*, qui est si considérable, que quand les sept mille hommes, enfermés dans Boston, n'auroient vécu que de ces drogues pendant les trois mois pour lesquels elles sont employées sur le compte, il devoit y en avoir une fois plus qu'il ne falloit pour tout le tems qu'a duré le blocus.

M. Burke se leve pour faire deux motions qui sont rejetées : l'une portoit que les 849,000 l. d'extraordinaires avoient été principalement employées pour la garnison & la ville de Boston : l'autre que cette somme ayant dû suffire pour procurer subsistance & aisance aux troupes enfermées dans cette ville, il n'y avoit pas lieu à demander de nouveaux subsides pour cet objet.

Le gouverneur Johnstone propose quelques doutes sur l'emploi d'une somme de 9,500 l. pour des travaux de Negres. Milord North les éclaircit en apprenant à la Chambre que cette dépense a eu lieu principalement dans les îles cédées pour défricher des terres du domaine, & ouvrir des communications entre différentes parties de l'île.

Un des membres en prend occasion de reprocher au Ministère, que le marché pour le travail des Negres est devenu une affaire qui se donne à la faveur & dont la Cour fait usage pour augmenter le nombre de ses créa-



tures : que les routes de communication dans les isles cédées ont été construites aux frais des Colons : qu'à la vérité , les Negres du domaine ont pratiqué des sentiers pour l'usage des Arpenteurs chargés de marquer les terrains à vendre pour le domaine ; mais que ce n'est pas là ce qui aura pu consommer les 10,000 l. sterl. octroyés il y a quelques années pour fortifier la Dominique , & y construire des routes : que cependant on va élever plusieurs fortins dans les autres Isles ; mais que les Officiers chargés de conduire les ouvrages , y ont employé leurs propres Negres dont ils se sont faits payer trois shellings par jour aux frais du Roi , tandis que les Negres du domaine restoient oisifs : qu'il en étoit ainsi de tout l'argent octroyé pour les Isles : que la glorieuse campagne contre les pauvres Caraïbes de l'Isle S. Vincent a coûté à l'Etat douze cents braves Soldats & Officiers, & 300,000 l. sterl. sans lui rapporter un sou de profit ; & enfin qu'on pourra bien dénoncer au Parlement le marché défavantageux que la Cour a fait pour les ouvrages de l'Isle de Grenade avec un nommé Durand.

M. Tuffnal assure la Chambre qu'il ne sera rien fait de décisif dans la campagne qui va s'ouvrir , & que les troupes ne pourront point arriver peut-être de six mois à leurs destinations respectives : qu'il faut former des places d'armes & ouvrir des communications ; & que la campagne de 1776 ne servira qu'à préparer les opérations de celle de l'année

prochaine : que chacune de ces campagnes  
 12 Mars. coûtera quinze millions sterl. & qu'en suppo-  
 sant que la seconde se termine par le succès  
 le plus complet, la dette sera augmentée de  
 trente ou quarante millions, que toutes les  
 taxes qu'on pourra jamais imposer à l'Amé-  
 rique ne seront pas capables de rembourser.  
 Il calcule que si les dépenses de l'année pré-  
 sente se montent à onze millions sterling  
 (259,672,131 l. de France) celles de l'année  
 1777 seront beaucoup plus considérables,  
 même quand les affaires s'arrangeroient dans  
 cette campagne, attendu que l'on ne peut por-  
 ter que sur les comptes de l'année prochaine  
 les extraordinaires de l'armée & de la marine  
 qui auront lieu cette année-ci.

Le chevalier Mawbey ayant reproché aux  
 députés, connus dans la Chambre sous le  
 nom d'indépendans ou de propriétaires des  
 terres (ce sont ceux dont le revenu provient  
 uniquement de leurs biens fonds & non du  
 commerce), que c'étoit sous le trompeur &  
 frivole prétexte de les soulager d'une partie  
 du fardeau de la taxe des terres, que le Minis-  
 tere avoit témérairement entrepris la guerre  
 actuelle de l'Amérique. M. Viner répond,  
 qu'en sa qualité de député indépendant, il est  
 bien aise de déclarer que quand la taxe des  
 terres monteroit, pour l'année prochaine, à  
 six shellings ou au double, il persiste à dire,  
 comme il l'a déjà assuré dans un autre débat,  
 qu'il en payeroit sa part avec le plus grand  
 plaisir. » S'il est intéressant, poursuit-il, de

conserver la suprématie de l'Angleterre dans son intégrité constitutionnelle, il n'y a pas de moyens dont on ne doive essayer pour y réussir. J'avoue hautement que je compte bien que l'Amérique sera taxée pour l'objet d'augmenter le revenu national, afin que l'Angleterre puisse retirer les frais qu'elle est obligée de faire pour le maintien de ses droits, & se libérer d'une partie de la dette contractée dans la dernière guerre pour les intérêts de l'Amérique.

12 Mars.

Un Membre du même parti appuie le dire de M. Viner par le discours suivant.

» Le docteur Price, dans son Pamphlet si vanté, propose de diminuer la dette nationale en laissant désormais la taxe des terres sur le pied de quatre shellings par livre sterl. Si le Docteur avoit seulement songé à la nature de cette taxe & à la proportion dans laquelle on la leve : s'il avoit considéré qu'elle est encore aujourd'hui répartie d'après le cadastre des terres qui a été fait en 1692 : s'il avoit fait attention aux millions d'arpens de communes & de terres en friches, mises en culture depuis cette époque, & qui encore aujourd'hui ne sont point taxés : s'il avoit considéré l'accroissement prodigieux du nombre des maisons depuis quelques années, sur-tout à Marybone\* & à Bath, & dans presque toutes les villes du royaume, maisons qui ne payent point la dixième partie de ce qui se leve sur celles de Londres & des autres villes ; je suis certain que le Docteur n'auroit jamais opiné pour la con-

\* Nouveau quartier de Londres.

12 Mars. 

---

tinuation de la levée de quatre shellings par liv. sterl. sur les terres.

Quand je vois Londres & le comté de Middlesex payer (sur le pied de trois shellings par livre) au-delà de 173,000 l. les quatre comtés septentrionaux, malgré l'augmentation du produit de leurs terres depuis 1692, payer moins de 22,000 liv. & l'Ecosse, nonobstant ses prodigieux succès dans l'agriculture & dans le commerce depuis sa réunion avec l'Angleterre, à peine 45,000 l. j'avoue que je ne puis trouver juste la répartition actuelle de la taxe des terres; tandis que toutes les autres taxes levées sur les sujets, excepté l'impôt sur le cidre, ont l'équité pour principe, & que chaque particulier les paye dans une égale proportion «.

» Mais, dit le Docteur, rien n'est si juste que de continuer à lever quatre shellings par liv. puisque les revenus ont presque doublé. Je voudrois que cela fût vrai pour les biens qui m'appartiennent; mais je crois ce calcul très-faux pour la plupart des possesseurs de terres en général. J'en excepte ceux qui ayant obtenu un acte du Parlement, pour enclore leurs communes & leurs friches, ont non-seulement doublé leur revenu, mais l'ont même décuplé, & encore ces nouveaux biens ne payent pas un sou à la taxe des terres.

» Permettez-moi, Messieurs, d'établir ici ce qu'on entend par une taxe juste & équitable sur les terres. Il faut pour cela remonter jusqu'au regne d'Henri IV où les subsides n'é-

toient pas des taxes imposées directement sur les biens, mais sur les personnes en raison des biens qu'on leur croyoit, sur le pied de quatre shel. par liv. sterl. sur les terres, & de deux shel. & demi pour les autres propriétés «.

» A la révolution, le nom de subsides fut changé en celui de taxe sur les terres; & en 1693 le Parlement, dans le même esprit, quoique sous des proportions différentes, imposa une taxe sur les biens personnels, ainsi que sur les biens réels appartenans à tous les sujets du royaume. Il repartit cette imposition sur chaque comté, suivant l'évaluation rédigée l'année précédente, d'après les déclarations des principaux Francs-tenanciers des comtés respectifs, & d'après la fixation par eux faites des sommes qui devoient être imposées sur chaque paroisse en particulier. C'est sur ce même cadastre qu'on leve encore aujourd'hui la taxe des terres.

» Il est donc évident que pour établir une taxe des terres équitables, il faut l'imposer sur toutes les propriétés comme sur les terres. En quelque proportion que les biens personnels aient été imposés jusqu'ici relativement aux terres, j'ose assurer que cette espèce de propriétés, quoique très-augmentée par le prodigieux accroissement du commerce depuis la révolution, ne paye point au prorata de cette augmentation de valeur. Or, est il juste de faire payer à un cultivateur qui possède une terre de 500 l. sterl. de produit annuel le cinquieme de ce revenu, tandis qu'un marchand dont les

12 Mars.

profits montent annuellement à mille liv. sterl. & plus, ne payera que très-peu & quelquefois rien pour soutenir les charges publiques?

» Je demanderai ensuite comment, & par quels moyens les taxes se sont accumulées sur nous jusqu'à l'excès effrayant où elles sont aujourd'hui. Les deux dernières guerres nous fourniront une réponse satisfaisante à cette question. Nous avons entrepris la première sur les plaintes que nos marchands ont faites des déprédations des Espagnols dans l'Amérique méridionale; elle nous a coûté trente millions. La seconde guerre s'est allumée sur les clameurs des colonies au sujet de l'invasion des François du côté de leurs établissemens septentrionaux; elle a coûté soixante & dix millions. Comment donc peut-on trouver injuste que ceux qui ont demandé la danse payent leur part des violons? Seroit-il équitable qu'il n'y eût que les possesseurs de terres d'imposés, tandis que les marchands & les Américains seroient indemnisés de leurs frais? cela répugne à tous les principes. Mais l'équité veut que l'on présente au Parlement un nouveau cadastre des terres, pour que les propriétés personnelles imposées sous Henri IV, le soient aujourd'hui sur un nouveau pied, & dans une proportion plus égale. Il faudroit enfin, qu'en reconnaissance des avantages que les Ecoissois ont retirés de leur union avec l'Angleterre, ils consentissent que la clause de l'acte d'union qui limite leur quote-part dans la taxe des terres fût aujourd'hui annullée,

& qu'ils se soumissent à être taxés de la même manière, & dans la même proportion que les Anglois. 12 Mars

Or, si l'on réduisoit la taxe sur les terres à deux shellings par livre qui seroient également répartis dans la Grande-Bretagne: si les marchands fournissent un contingent proportionné; & si, d'un autre côté, les Américains, après la tentative qu'ils auront faite (vainement j'espère) pour secouer le joug de la Métropole, sont condamnés à l'amende très-moderée de six deniers par livre sur leurs terres & sur leurs possessions, le poids des impôts sera, à mon avis, supporté par tous les citoyens dans une juste proportion; & la nation évitera, par une prompte réduction de son énorme dette, la banqueroute dont elle est menacée ».

Un membre du parti des Négociants, après avoir déclaré qu'il ne peut approuver les états de dépenses qui ont été mis sous les yeux de la Chambre, discute ainsi la matière des finances & de la dette de l'Angleterre. » Qui que soit d'entre vous, Messieurs, n'ignore que c'est aux directeurs de la banque que nous devons attribuer nos malheurs, & que si nous périssions, notre mort politique est leur ouvrage. Le secours qu'ils prêtent actuellement au Ministère, peut être comparé à ces cordiaux qui se donnent aux malades abandonnés des médecins, & qui, en leur rendant quelque vigueur, ne servent qu'à accélérer le moment fatal. Je ne m'arrêterai pas à calculer les sommes dont le gouvernement a besoin, &

12 Mars.

celles dont la banque est déjà en avance ; c'est l'affaire des actionnaires de la banque , & leur intérêt leur crie assez haut de se hâter de régler les comptes «.

» Non seulement les billets de banque se sont multipliés au point qu'il n'y a pas une maison où il ne s'en trouve ; mais aucun paiement considérable de banquier à banquier ne se fait plus que par ce moyen. Dans cet état des choses, qui est-ce qui ne devoit pas redouter une enquête parlementaire sur l'état de la banque , par laquelle on découvreroit qu'elle a prêté au gouvernement pour la valeur de quinze millions sterling de ses billets ? Quelles fatales conséquences ne s'ensuivra-t-il point , si la guerre avec l'Amérique dure encore un an ? Le public étant informé que toutes les espèces monnoyées de l'Angleterre ne se montent pas à quinze millions sterl. & que la banque ne peut avoir la totalité ni même la moitié de ces espèces , on concludroit bientôt qu'elle ne pourra jamais payer la moitié de ses billets avancés au gouvernement , & encore moins la totalité desdits billets. Ceux dont l'argent se trouvera être entre les mains des banquiers , n'en retireront que des billets de banque ; & les porteurs de ces billets se verront à leur grand déplaisir forcés de les regarder comme de bon argent , parce que le gouvernement se mettra vis-à-vis d'eux au lieu & place de la banque. Ils verront qu'ils ne sont créanciers que du gouvernement , & que la banque est le bureau où se font les payemens pour la cour «.

Quelles seront alors les ressources du gou-



vernement? au lieu de rembourser la banque, il tirera d'elle encore un plus grand nombre de ses billets, ce qui ne pourra se faire que par le moyen d'un emprunt au public. Si cet emprunt s'effectue par une émission de billets de marine ou d'autres billets quelconques, par qui seront-ils escomptés, lorsqu'il y aura des billets en circulation pour des sommes déjà si considérables? La banque & le gouvernement ne seront-ils pas alors précisément dans le cas de deux marchands ruinés qui levent de l'argent sur leur crédit respectif, & par un échange de billets l'un sur l'autre? Hélas! voilà déjà où ils en sont réduits; ils ne font plus que renouveler leurs billets pour leur convenance réciproque; & comme tous ceux qui fabriquent du papier nouveau pour en payer d'autre; avant peu ils déclareront leur commune banqueroute.

» Depuis deux ou trois ans l'Echiquier en impose aux ignorans par un remboursement apparent d'une partie de la dette nationale. Comment s'y est-il pris pour cela? Il a annoncé avec emphase un amortissement de huit cents mille livres des annuités à trois & demi pour cent, mais en même tems il a lâché pour dix-huit cents mille livres de billets de marine. N'est-ce pas précisément le cas d'un marchand qui emprunte de l'argent sur ses billets à douze ou dix-huit mois d'échéance pour payer une dette échue, & compte-t-il se libérer en empruntant le double de la somme qu'il paye. Le fait est que le Ministère rembourse avec éclat un vieux créancier, & qu'il engage

12 Mars.

l'Etat pour un million de nouvelles dettes, argent qu'il dépense, & qui bientôt accroîtra encore les charges nationales. «

» Tant que la confiance du public permettra à la Banque d'escompter les billets du ministère avec ses propres billets, à la faveur de ce qu'on est dans l'usage de les garder, & de les faire circuler sans les réaliser, les affaires continueront d'aller passablement. Mais au moment où le public commencera à s'apercevoir que ce n'est entre le Ministre & la Banque qu'un échange de papiers pour des sommes immenses, aussitôt toute la confiance s'évanouira; & cette belle manœuvre ne paroîtra qu'un artifice indigne & ruineux, imaginé pour tromper la nation & tous les autres pays de l'Europe avec lesquels nous sommes en correspondance «.

» Il ne faut pas s'attendre que les porteurs des actions de la banque donneront l'allarme. Il est bien plus vraisemblable que lorsqu'ils seront rassemblés, ils adhéreront à toutes les propositions des directeurs. Ceux d'entr'eux qui voyent le danger, se garderont bien de décrier leurs propriétés; ceux qui ne le voyent pas, se laisseront conduire par une confiance aveugle dans les autres. Ce ne sera pas non plus la Chambre des Communes qui voudra dépouiller la Banque de ses beaux habits de papier doré. Tant que la dorure conservera quelque éclat, elle est trop utile pour couvrir & décorer la corruption parlementaire «.

Le peuple Anglois est dans une grande & funeste erreur relativement à la Banque. On

se flatte que les porteurs d'actions arrêteront le progrès du mal dès qu'il se manifestera. 12 Mars.  
 Ils n'en feront rien. Les actionnaires ne sonneront mot. Car s'ils parlent, ils sont ruinés les premiers. L'actionnaire doit désirer la hausse des prix. Pour se défaire de sa maison prête à l'écraser, il tâche de la faire prendre à un autre; & il est content, pourvu que ce ne soit pas sur lui qu'elle s'abîme «.

» L'intérêt des actionnaires n'est pas non plus le même que celui des directeurs. Il y a autant de différence qu'entre celui des membres de la Chambre des communes & celui de leurs constituans. Un député ne s'aperçoit que peu des charges qu'il supporte avec ceux qui l'ont choisi, si le Ministre lui donne un bon prix de son suffrage. De même le directeur de la banque souffre moins que le simple actionnaire par la baisse des fonds, que la surabondance des papiers occasionne, pourvu que le Ministre lui fasse avoir de la première main une bonne quantité de billets de loterie de nouvelle création «.

» Les mêmes moyens qui procurent à un Chef de la Trésorerie la pluralité des suffrages au Parlement, lui assurent la même pluralité parmi les directeurs de la banque. Maître de l'argent & des grâces, il fait par-tout ce qui lui plaît. «

Le baron de Nolken, envoyé extraordinaire de Suede & de retour de ce royaume, fait sa cour au Roi, ainsi que le prince de Masserant, Ambassadeur d'Espagne, rétabli d'une maladie 13 Mars.

13 Mars.

inquiétante. Le général Ilich , commandant des troupes auxiliaires de Hesse , fait aussi ses révérences à sa Majesté , de qui le général chevalier Wrottesley prend congé étant sur le point de partir pour l'Amérique.

On apprend par des lettres de Dublin, qu'une fièvre maligne cause depuis quelques jours beaucoup de ravage dans cette ville. Les médecins prétendent qu'elle y a été apportée par un criminel amené de la prison devant la cour de justice , & qu'on avoit négligé de faire baigner & changer. Le grand Scherif & plusieurs magistrats sont morts de cette maladie épidémique.

Une grande affluence de peuple se rend à la Grand-salle de Westminster , sur le bruit qui s'étoit faussement répandu que la duchesse de Kingston devoit s'y transporter pour voir les préparatifs qui se font pour la cour des pairs indiquée au 15 Avril à son occasion. On prétend que quelqu'un ayant dit à cette Duchesse qu'une dame offroit vingt-cinq guinées pour être assurée d'une place , la Duchesse a répondu , » la mienne est bien à son service , » je la lui offre pour rien « . Les amis de cette Duchesse observent que les Pairs, en admettant l'instance qui a amené ce jugement , ont exposé l'état de plusieurs d'entr'eux. Voici comme ils envisagent cette affaire : un jugement de la Cour ecclésiastique a déclaré la non-existence d'un prétendu précédent mariage : l'Archevêque de Cantorbery , primat de l'église Anglicane , l'a solennellement autorisé à

se marier par sa *licence* donnée en connoissance de cause & de l'avis du lord Cambden , alors chancelier & chef de la justice. Elle l'a fait avec l'aveu & l'approbation du Roi. Elle a joui , sans trouble, de son nouvel état tant que son mari a vécu. Peut-on la condamner sans mettre les loix en contradiction , sans porter atteinte aux droits de la juridiction ecclésiastique , sans envelopper dans son sort beaucoup de familles nobles qui ne doivent leur existence qu'à des séparations de même nature, également impugnables de collusion dans la vue de frustrer des héritiers légitimes ? C'est un grand procès entre la puissance temporelle & la puissance spirituelle ; & la duchesse de Kingston a droit de récuser comme incompétent le tribunal devant lequel elle va être citée , pour voir annuler une décision d'un autre tribunal dont la compétence est incontestable , & qui juge en définitif.

Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie des Indes, pour décider si la place de second au conseil de Bombay , après M. Hornby, & de successeur désigné à ce Président, gouverneur de l'île , sera donnée au brigadier général Carnac proposé par les Directeurs , ou si on lui préférera son compétiteur le sieur Maguire ; & en général , si dans cette nomination & dans les autres , il est expédient de ne point s'astreindre à l'ordre du tableau.

Le gouverneur Johnstone s'oppose à la nomination de M. Carnac, la qualifiant de passe-

13 Mars.

droit & d'injustice capables d'entraîner les conséquences les plus dangereuses. Il observe qu'en suivant le cours naturel des choses & l'ordre du tableau, on trouveroit des personnages aussi honnêtes qu'intelligens, & notamment à Bombay où il cite Messieurs *Mostyn* & *Gambier* comme des sujets distingués par l'étendue de leurs talens.

Il fait voir le danger & la mauvaise politique de tirer un Officier militaire d'un établissement éloigné pour le charger des affaires civiles d'une compagnie commerçante. Il rapporte les diverses objections que le général Carnac lui-même a faites dans un cas semblable contre la nomination du capitaine Mac-Pherson de Bombay pour passer à une charge de l'établissement de Bengale, & de M. Spencer de Bombay au gouvernement de Bengale. Il rappelle l'affaire de M. Vansittart de Madras qui a causé tant d'altercation, ainsi que les troubles qui désolent aujourd'hui le Bengale depuis que les militaires sont pourvus des offices de Conseillers & de Présidens.

Il expose ensuite les objections particulières qu'on a droit de faire contre le général Carnac personnellement, objections tirées des registres de la Compagnie, & des enquêtes faites par les comités de la Chambre des Communes; & il déclare que ses charges sont appuyées sur des pièces authentiques, ou signées & présentées par le général Carnac lui-même.

*On donnera incessamment la continuation.*

*Lettre*

*Lettre d'un Banquier de Londres  
à M.\*\*\* à Anvers.*

De Londres le 17 Mai 1776.

JE vous avois à peu-près annoncé, Monsieur, dans quels termes la gazette de la Cour parleroit de l'événement de Boston. Elle n'a pas dit tout-à-fait que le Général Howe eût eu l'ordre d'évacuer ; mais qui est-ce qui ne comprendra pas qu'elle desiré qu'on le croye ? C'étoit dès le 7 mars que M. Howe avoit pris la résolution qu'il a exécutée le 17 : les troupes se sont embarquées avec tant d'ordre, si tranquillement, si à leur aise, car c'est ainsi que milord North en a parlé dans la Chambre des Communes : les Rebelles n'y ont pas apporté le plus léger empêchement : au départ de l'exprès il y avoit déjà une partie de l'armée sous voiles ; le reste (on faisoit tout cela si à son aise !) devoit suivre quelques jours après : enfin, l'amiral Shuldam laissoit devant Boston tous les vaisseaux de guerre dont on pouvoit se passer pour l'escorte des transports, & cela, dans la vue de sauver les bâtimens munitionnaires que l'étoile des Insurgens pourroit faire arriver à Boston après le départ de l'armée. Est-ce qu'on auroit pris des mesures aussi sagement combinées dans le tumulte d'une déroute, & au milieu des tourmens de la faim & de la peur ? Ne semblent-elles pas garantir que tout s'est fait d'après la détermination la plus libre

& la plus reposée ? Ce n'est pas ainsi que se feroit conduit un Général dépité contre les Ministres, pour n'avoir point eu depuis cinq mois un mot de leurs nouvelles. Non sans doute, & il faut convenir que toutes ces conséquences dérivent très-naturellement de la relation de la gazette de la Cour ; mais fera-t-elle rejeter le témoignage de trois à quatre cents lettres qui attestent généralement que c'est avec la rage dans le cœur & le feu aux talons, que M. Howes s'est embarqué pour ne pas se voir enseveli sous les ruines de Boston avec une armée expirante de besoin & de fatigues : qu'il est parti en protestant que si quelques semaines encore se passaient sans qu'il entendît parler des Ministres, il sauroit bien, après avoir évacué la ville, évacuer aussi l'armée ? Voilà, Monsieur, ce qui se dit hautement par tout, & dans le Parlement même. Voilà ce que milord Germaine a lui même appris à la Chambre des Communes. Ce lord, le Ministre des Colonies, n'a pû parler de l'événement de Boston, que d'après les lettres écrites à son prédécesseur, qui lui a laissé sa place le 14 Novembre. Il est donc clair qu'au 24 Mars le général Howe l'ignoroit, puisque c'est au lord Dartmouth que sa relation étoit adressée, & que par conséquent il n'avoit eu de tout l'hiver aucune nouvelle des Bureaux. Et comment en auroit-il eu ? Les diverses flottes qui lui portoient instructions & vivres ont été dispersées par les vents ou enlevées par les Américains. Je crois que les Ministres



voudroient bien que toutes les lettres d'Amérique qui roulent aujourd'hui dans Londres eussent eû le même sort. On auroit ignoré pendant quelque tems encore les justes mécontentemens du général, le triomphe de Washington, l'affreuse déresse de l'armée du Roi, son désordre dans sa fuite, ses pertes & son embarras pour trouver un plus sûr azile ; car il y a des gens qui doutent qu'elle puisse se maintenir ou même arriver à Halifax, qui a été épuisé tout l'hiver.

Les Ministres ont voulu soutenir dans la Chambre des Pairs que le Général avoit emporté toute son artillerie & ses munitions, & qu'il n'étoit pas vrai qu'il eût traité avec le Chef des Rébelles. Mais l'opposition leur demande pourquoi la gazette de la Cour a négligé de tranquilliser la nation sur un objet aussi intéressant que l'artillerie, en laissant ignorer si le Général l'a emportée ou s'ils l'a laissée : pourquoi, s'il n'y a pas eu de capitulation, M. Howe n'a pas brûlé Boston, suivant les ordres qui ont été donnés pour toutes les villes rebelles de l'Amérique ? Voilà des questions auxquelles il étoit difficile de répondre autrement que par la communication de la correspondance. Mais c'est à quoi le Ministère s'est refusé dans les deux Chambres, sous le prétexte que le plan des opérations s'y trouvoit mêlé & qu'il ne convenoit point de le mettre au grand jour. Le Duc de Manchester voyant les Ministres inébranlables dans cette résolution, a lû à la Chambre des Pairs une lettre

de bon lieu, où on l'assure que Boston a été bombardé avec un mortier pris sur un vaisseau dont les Insurgens s'étoient emparés ; qu'il y a eu un accord entre les deux Généraux, qui à la vérité n'a pas été signé ; & qu'on attendoit à Philadelphie vingt Commissaires du Roi avec des propositions de paix que le Congrès avoit résolu de ne pas recevoir depuis qu'on savoit que le Ministère faisoit soulever les Indiens & les Negres, & qu'on leur payoit jusqu'à 50 l. st. pour la tête d'un Américain.

Il doit donc passer pour constant, Monsieur, que c'est à l'artillerie des Insurgens & à la disette des subsistances que le général Howe a été obligé de céder. D'autres lettres ajoutent que Washington qui jusques-là n'avoit eu que du petit canon & le fameux mortier en question, a battu aussi la Ville avec du vingt-quatre. Monsieur Howe, après avoir fait une vaine & périlleuse tentative pour enlever une de ces batteries, a avoué qu'il ne devinoit pas d'où les Rebelles pouvoient avoir reçu des pieces de cette force. Le bruit s'étoit répandu dans l'armée assiégée que leurs batteries étoient servies par des Ingénieurs étrangers : sans doute ils seront venus avec leur artillerie.

De tout cela, vous conclurez, Monsieur, que l'interdit du port de Boston a été bien réellement levé le 24 Mars, jour du départ de l'armée du Roi. Ce fameux jour & le lendemain le tems étoit des plus orageux, & sept bâtimens de la flotte d'évacuation ont échoué sur les bancs de Nantasket. A quoi se

trouvoit réduit alors le grand empire des Anglois en Amérique? Il ne consistoit plus que dans une armée, le jouet des vagues, dans les déserts des deux Florides, & peut-être dans la foible garnison de Quebec. Est-ce la valeur d'un pied pour lieue de leurs anciennes possessions?

Vous avez vû, Monsieur, les excellentes raisons qui ont dû empêcher qu'on ne publiât la dépêche de M. Howe à milord Dartmouth, qui a quitté sa place en Novembre 1775. Les partisans du Ministère qui ont affirmé dans le Parlement que l'évacuation avoit été concertée, n'ont pas considéré que la date des ordres remonteroit aussi-haut, & que s'ils ont été envoyés à M. Howe avant que le département de milord Dartmouth eût passé dans les mains de milord Germaine, il étoit impossible qu'ils cadrassent avec une foule de contingences qu'il est plus facile d'imaginer que de décrire. Mais on veut absolument que le public se le persuade ainsi; & l'esprit de parti n'a négligé aucuns moyens pour soutenir sur ce point le crédit de la gazette ministériale? L'opposition en a dépisté un, qui est bien le tour d'adresse le plus fin qu'on pût inventer. : vous allez en juger. C'est un article de gazettes fait pour sceller le triomphe des Américains. L'événement de Boston, si glorieux pour leurs armes, se trouve être encore très-favorable à leur cause. Il leur procure la découverte d'une correspondance perfide de quelques membres du Congrès de New-York avec le Général des

troupes du Roi. Ce que le Gouvernement nie de toutes ses forces, l'abandon de l'artillerie & des munitions, est attesté ici du ton le plus ferme & le plus victorieux. M. Howe a laissé non-seulement canons, munitions, chevaux, habits, &c. &c. mais même ses papiers, tant il étoit troublé ! Enfin, on a trouvé une lettre d'un M. Smit, membre du Congrès de la Nouvelle-York, qui, dans un beau plan de campagne qu'il trace au Général, lui insinue qu'on s'attend bien que *l'armée de Boston aura reçu ordre de quitter cette ville au printemps pour aller s'emparer de New-York, conjointement avec les forces qui seront parties d'Angleterre.* Comme cette lettre a l'air d'être un nouveau trophée pour les rebelles, qui est-ce d'entre leurs partisans en Angleterre qui voudra en révoquer en doute la moindre partie, puisqu'il faudroit renoncer à tout ce qu'on est d'ailleurs si aise d'y voir ? Elle a pourtant trouvé des incrédules, cette charmante lettre. On croit bien que M. Howe n'a pas pu emporter l'artillerie qui fortifioit *Bunkershill*, ni tout l'arsenal de Boston. On est persuadé qu'il a négocié avec Washington pour effectuer son embarquement avec plus de tranquillité, en promettant de ne rien détruire ni emporter ; & que les boulets & les bombes qui lui ont tué quelques hommes après les paroles données, lui ont appris l'indignation avec laquelle les vainqueurs le voyoient manquer à ses conventions. On croit volontiers que des amis du ministère, peut-être sans son aveu, auront imaginé cette jolie ruse pour sauver l'honneur

du parti. On croit tout cela ; mais on ne veut point croire que M. Howe ait oublié ses portefeuilles , ou qu'il ait laissé fouiller dans ses poches.

L'opinion du public est fixée irrévocablement sur les causes de cette singulière évacuation. Elle n'a été rien moins que volontaire ; & elle est l'effet des ordres que le Congrès général a envoyés à Washington de ne plus rien ménager aussi-tôt qu'il a reçu la nouvelle des traités avec les Princes étrangers pour réduire l'Amérique. Les traités sont signés en Europe en Janvier : la nouvelle arrive en Février à Philadelphie : Boston est attaqué & évacué en Mars. Voilà une marche , cela ! Et ce n'est pas ainsi que l'on a servi M. Howe qui ignore peut-être encore que mi-lord Germaine est son Ministre.

Ces mêmes traités, Monsieur, dont le premier effet en Amérique a été si favorable aux Bostoniens, situés à peu-près au milieu de ce continent, ont occasionné à une de ses extrémités un autre événement très-désagréable pour la Métropole. Je veux parler de ce qui vient de ce passer à la Géorgie : ses habitans n'étoient point encore comptés au nombre des Colons réfractaires , mais ils ont arboré l'étendard de la rébellion & du Congrès aussi-tôt qu'ils ont eu connoissance de ces funestes traités. Cinq ou six bâtimens y chargeoient pour l'Angleterre : des Officiers envoyés par M. Howe arrivoient pour se faire donner des provisions pour Boston : ils ont été reçus en

ennemis, & contraints de fuir : le feu a été mis aux vaisseaux Anglois, & il a consumé pour plus de deux cents mille livres sterling de bâtimens & de denrées qui appartenoient à des gens suspects d'attachement pour la Cour. Le 14 Février, M. Wright, gouverneur de la Province, à l'exemple de tous les autres gouverneurs des Colonies rebelles, s'est réfugié à bord du vaisseau de guerre le *Scarborough*, où il a établi le siege de son gouvernement.

Dans les premiers jours d'Avril, sur la nouvelle de l'évacuation de Boston, les habitants de Savannah ont fait couler bas plusieurs bâtimens à l'entrée de leur port, pour s'assurer que les troupes de Boston ne viendroient pas s'établir chez eux, & aussi pour retenir les vaisseaux qui y chargeoient. Pauvre Angleterre ! vous avez fermé tous les ports de l'Amérique, & ce n'est plus que pour vous seule qu'ils ne sont pas ouverts.

Voilà donc la Géorgie au nombre des colonies confédérées ; graces aux vents qui ont dispersé la flotte du Chevalier Parker, que l'on disoit destinée pour les parties méridionales du continent, & qui aujourd'hui se rétablit comme elle peut aux îles, dont sa consommation n'augmentera pas le bien être. Vous savez, Monsieur, que la Georgie est une belle & florissante province située par trente-trois degrés de latitude, & dont le sol est aussi excellent que celui de la Louisiane. Les Allemands de Saltzbourg y ont porté divers genres

de culture à un très-haut degré de perfection. Il y a long-tems qu'ils tirent de ce pays beaucoup plus de grains qu'ils ne peuvent en consommer. Ils sont très-commodément situés pour le commerce des îles qui prennent leur riz, leur merrain & leurs bestiaux. Mais leur position sur-tout est des plus favorables pour les courses contre les vaisseaux qui ont à traverser le dangereux golfe de la Floride. Le commerce de la Jamaïque n'a point d'autre route ; il faut que tous les vaisseaux passent entre cette portion du continent & les îles de Bahama, qui à ce qu'on assure encore, viennent de tomber au pouvoir des Insurgens.

On dit que Hopkins avec deux fortes frégates & trois corvettes parties de la rivière Delawarre en Janvier, a porté tout droit sur l'île de la Providence, & s'est établi à Nassau, autre ville Allemande que M. Monford Brown, qui en est le Gouverneur, a aussi évacuée pour se rendre à Saint-Augustin capitale de la Floride orientale. Il sera difficile aux forces navales de l'Angleterre d'en déloger cette flotte. Les îles Bahama sont un archipel de plus de deux mille îles, grandes & petites, toutes hérissées d'écueils ; c'est un vrai repaire de pirates. Entens de guerre, une escadre en croisière entre cet Archipel & la Caroline, voisine de la Georgie, est sûre d'enlever tous les trésors des Puissances ennemies ; & du côté de Bahama les corsaires ne craignent la poursuite d'aucun vaisseau de guerre. Vous concevez que ces îles, ayant aujourd'hui un chef, vont armer

#### 74 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

jusqu'à leurs plus petites barques contre le commerce Anglois ; & de quelle ressource ne seront-elles pas aux Américains , seulement par la commodité & la sûreté qu'elles offrent pour l'entrepôt de toutes les armes & munitions qui leur seront fournies d'Europe ! Il ne peut pas y avoir d'événement plus affligeant pour les marchands de Londres , & même pour le Gouvernement ; quoique la possession de cette multitude de rochers en tems de paix ne puisse être à son égard qu'un avantage négatif. Les ennemis de l'Angleterre établis sur ces rochers seront une playe éternelle pour son commerce. Elle aura oublié & Boston & Quebec quand elle gémera encore de la perte des îles de Bahama , si la Jamaïque lui reste.

Quoique le sort de Quebec paroisse encore incertain , un marchand de Londres a reçu une lettre de l'armée devant Quebec , & on doute que cette place tienne jusqu'au mois de Mai s'il ne lui arrive pas des secours. Or , vous savez que le général Burgoyne n'est parti avec ces secours que le 4 Avril.

On a vu aussi une gazette de la Pensylvanie du 4 Mars , qui rapporte une lettre de Montréal du 26 Février , où il est dit que le siège de Quebec sera repris avec une nouvelle activité aussitôt que les renforts de la Nouvelle-York & des autres provinces seront arrivés. Mais voici des nouvelles plus certaines. Le général Arnold a écrit à la fin de Janvier à un de ses amis dans la Pensylvanie , que sa blessure seroit



guérie sous quinze jours; — qu'il continuoit le blocus; — qu'il attendoit M. Wooster de Montréal d'où il venoit de lui arriver cent hommes de renfort; — qu'il attendoit aussi plusieurs régimens de la Nouvelle-York, & que quand ces secours seroient venus, il ne doutoit point que la place ne se rendît, puisque l'ennemi, quoique double en forces, n'avoit pas osé se montrer une seule fois hors des murs; & enfin, que la garnison avoit beaucoup souffert de la rigueur du froid. On a eu ces détails par les vaisseaux le *Betsy* & l'*Elisabeth* de Philadelphie, de qui on a appris que le célèbre docteur Franklin en est parti pour le Canada aussitôt qu'on y fut instruit de la mort de Montgomery: qu'un corps de cinq mille hommes s'étoient mis en marche pour joindre Arnold que le Congrès vient de nommer Major Général; & que le général Lée a quitté New-York pour se rendre à la Virginie & défendre cette province que l'on croyoit menacée d'une descente par le général Clinton.

Il y a eu une action à la fin de Février près de l'île de Rhode-Island, entre le capitaine Wallace, de la frégate la *Rose*, qui avoit mis le feu à des maisons de l'îlot de Conicut, & les habitans. Ceux-ci s'étant embusqués, lui ont tué trente hommes de troupes de marine, un Officier & un tambour, qu'on a clairement distingués à la lueur de l'incendie.

Le 19 Février, M. Richard Corbin de Williamsbourg a été, avec l'agrément du Congrès, trouver le lord Dunmore à bord du vaisseau où

il fait sa résidence comme gouverneur de la Virginie. On esperoit qu'ils entreroient en accommodement, d'après certaines insinuations de ce lord ; mais il a refusé de permettre la convocation de l'assemblée, & s'est borné à demander une note des propositions que la Colonie pourroit faire, & qu'il offroit de porter en Angleterre. Le capitaine Hammoud, de la frégate le *Roebuck*, qui s'est trouvé à cette infructueuse conférence, a assuré M. Corbin que ses vaisseaux ne commettraient aucune hostilité sur le territoire, & qu'il se contenteroit de faire observer l'acte de restriction de commerce. Le général Clinton, est parti le 26 Février sur la frégate le *Mercury*, avec son détachement de quatre à cinq cens hommes. M. Corbin auguroit qu'il avoit pris la route de la Caroline septentrionale. Le lord Dunmore a un corps de troupes de 500 hommes, retranché sur le rivage, dans le lieu appelé Portsmouth, & les Insurgens ont leur camp tout auprès.

Il passe pour constant que le vaisseau *la Fleur de Mer* armé à New-York, y est rentré avec plusieurs Ingénieurs Prussiens, qui viennent offrir leurs services aux Colonies confédérées. Vous n'ignorez sûrement pas, Monsieur, que tandis que la plupart des Cours étrangères empêchent leurs sujets, par les plus rigoureuses défenses, de faire aucun commerce avec les Américains rebelles, & à plus forte raison de leur fournir des munitions & des armes, ceux-ci ne manquent pas cependant de ports en Europe, d'où ils tirent même leurs pieces de

24. C'est apparamment dans ces ports que se sont embarqués les Ingénieurs qui ont bombardé Boston , & plus récemment le baron de Woedel, ci devant Général dans les armées du Roi de Prusse, qui est arrivé le 7 Mars à Philadelphie. Je ne quitterai point le continent de l'Amérique sans vous parler d'une nouvelle que l'on paroît croire ici généralement. C'est que les Royalistes de la Caroline septentrionale ont eu une action avec les rebelles de cette province, & leur ont tué beaucoup de monde. Il a péri un vaisseau aux attéragés des Sorlingues , avec des dépêches de M. Martin , gouverneur de cette Colonie , qui sans doute contenoient des détails de cet événement ; mais on dit que les Ministres se consolent de cette perte, parce qu'il y avoit aussi des nouvelles du lord Dunmore , qui étoient de nature à ne se pas faire beaucoup désirer.

Ils en ont reçu de fort tristes des îles de l'Amérique ; & comme la malle des lettres pour le public n'est point submergée , ils ne peuvent point cacher ce qu'ils en savent. Les îles sont affamées depuis que leur commerce avec le continent est interrompu. On ne s'y nourrit plus que par le moyen des prises faites sur les Américains ; & si cette ressource manque , les pauvres Colons seront obligés de vivre de manioc , comme leurs negres , dont la ration de salaisons a déjà été diminuée.

Les agens de la Barbade viennent de présenter une requête au Roi , où ils disent que la population de l'île est de quatre-vingt mille

noirs & douze mille blancs. Ils n'ont plus de saisons que pour quelques semaines, & ils se voyent au moment d'éprouver les horreurs d'une famine. Ils se recommandent, dans une si cruelle détresse, à la commisération du Roi & du Parlement. Cinq cents habitans de la ville de Corke en Irlande, ont adressé une pareille requête au Roi, pour le supplier de faire cesser cette malheureuse guerre, qui ruine leur commerce avec les îles & l'Afrique, & de renvoyer les Ministres.

On parle de faire partir bientôt pour la Jamaïque, un renfort de vaisseaux de guerre, ceux qui s'y trouvent étant à peine en état de prêter le flanc à des corsaires d'une certaine force.

Voilà à peu-près tout ce que j'ai de plus intéressant à vous communiquer sur l'Amérique. Nos dernières lettres de Portsmouth nous annoncent le départ de la flotte, qui y attendoit le vent depuis une quinzaine de jours. Elle transporte en Amérique le bataillon des gardes & la première division des Hessois. Elle a appareillé le 7 sous le convoi du Preston, vaisseau de 50 canons, accompagné des vaisseaux le Jersey de 60 canons, le Rainbow de 44, la Brune de 32, le Strombolo & la Carcasse, brulots; & le 11, le lord Howe est parti sur l'Eagle de 60 canons. On croit qu'il aura pu rejoindre la flotte aux Îles Sorlingues. Au moment où ce lord étoit sous voiles, il a reçu un exprès de la Cour, qui lui a fait savoir qu'on a des avis sûrs que le Congrès a établi une

croisière de vingt corsaires montés de 20 à 36 canons , à l'entrée du fleuve S. Laurent , pour enlever les bâtimens de transport d'Angleterre qui voudroient remonter ce fleuve ; & on le prie de recommander à tous les vaisseaux de sa flotte , de ne point s'écarter de leur convoi. Quelques personnes croient que cet exprès lui a porté la nouvelle de la prise de Quebec le 4 Avril ; on la tiendrait donc encore secrète.

Le reste des Hessois , au nombre de cinq mille hommes , est attendu d'Allemagne. Toutes ces troupes sont embarquées sur des vaisseaux Hollandois qu'on dit très-pesans , & qui vont si lentement à la mer , que pour se conserver bien ensemble , on prétend qu'ils mettront trois ou quatre mois à leur trajet.

Plusieurs de ces bâtimens sont du port de 500 tonneaux , & d'autres de 700. On embarque sur la Tamise 300 chevaux avec deux mille barriques d'eau , & une quantité de foin proportionnée. On dit qu'en général le nombre de vaisseaux de transport frettrés aujourd'hui pour la Cour est de 500. Quelle prodigieuse dépense !

On a calculé le prix des approvisionnemens qui ont été envoyés à Boston pour nourrir la garnison pendant l'hyver. Chaque mouton qui y est arrivé vivant a couté trente guinées : chaque porc , quarante : chaque chou , quinze livres de France : la livre de bœuf , dix livres : la trouffe de foin , une guinée : le baril de biere , vingt guinées ; & le pavillon des Rebelles flotte sur la citadelle de Boston !

J'imagine, Monsieur, que dans le moment actuel, avant l'ouverture de cette intéressante campagne, dont le Ministère Anglois paroît attendre l'issue avec tant de confiance, vous ferez bien aise de trouver ici un Etat que je crois assez certain, des forces de terre & de mer que la Grande-Bretagne a réunies, non sans les plus grands efforts, pour abattre d'un seul coup toutes les têtes de l'hydre de la rebellion. Les deux tableaux que vous allez voir, m'ont été communiqués par un banquier mon confrere, membre d'une compagnie d'assurance, où on a intérêt de tenir avec la plus grande exactitude ces sortes de registres, parce que la cherté des primes se règle sur le degré de sûreté que donnent les forces appliquées à la protection du commerce. Ce Banquier a des amis dans les ports, qui le servent avec la plus grande fidélité.

---

*ETAT des vaisseaux de guerre Anglois qui se trouvent actuellement dans l'Amérique septentrionale, & de ceux qui sont partis depuis peu pour s'y rendre. ( 11 Mai 1776. )*

Vaisseaux de ligne.....	2
de 50 canons.....	8
de 44 .....	3
Frégates de 32 .....	7
de 28 .....	11
de 24 .....	4
de 20 .....	5

Corvettes

# ET DE L'AMÉRIQUE. 81

Corvettes de 18.....	3
de 16.....	3
de 12.....	4
de 10.....	3
de 8.....	2
Chaloupes armées.....	27
Un brulot	
Une bombarde	

Total..... 84

Matelots..... 10578

Soldats de marine.. 2112

Total..... 12690

*ETAT des Troupes, tant Angloises qu'Etrangères,  
qui doivent composer l'armée du Roi dans  
l'Amérique Septentrionale.*

## TROUPES ANGLOISES.

	Hommes.
1 Régiment de Dragons-légers.....	240
1 Bataillon des Gardes-à-pied.....	1,000
1 Régiment de Royal-Montagnards....	1,000
1 Régiment [ Col. Frazer ] composé de deux Bataillons de 1,000h chacun.....	2,000
42 Régimens d'Infanterie de 630h chacun..	26,460
Total des troupes Angloises.....	30,700

## TROUPES ÉTRANGÈRES.

De Hesse.....	12,000
Du Prince hérit. de Hesse...	668
Du Duc de Brunswick.....	4,300
Du Prince de Waldeck.....	600

Total des troupes étrangères..... 17,568

Total général des troupes..... 48,268

*N. B.* Dans le nombre des troupes Angloises, il y a eu un ou deux régimens enlevés par les Provinciaux; mais on doit croire qu'ils ont été recrutés depuis. La différence seroit d'environ mille hommes à rabattre sur ce nombre.

Il y a aussi en Amérique neuf compagnies d'artillerie de 75 hommes chacune, & on parle d'y envoyer un renfort de ce corps, ainsi que le 18<sup>e</sup>. régiment de Dragons. Il faut ajouter au compte des forces Angloises, deux mille hommes des troupes de Marine.

Le total général des troupes de terre, y compris les deux mille hommes des troupes de la Marine, peut être de 51 à 52 mille hommes.

Si on y joint les équipages de 64 vaisseaux de guerre, tant en matelots qu'en soldats de marine, la campagne de l'Amérique occupera environ soixante-cinq mille hommes sur terre & sur mer.

On assure que les divers armées des Américains se montent à cent mille hommes. Leurs principaux corps sont à Montréal sous le Colonel Wooster.

Devant Quebec, sous le Major Arnold.

A Boston, sous le Général Washington.

A la Nouvelle York, sous le Général Schuyler.

A la Virginie, sous le Général Lee.

A la Caroline, sous le Lord Sterling; & les mers de l'Amérique sont couvertes de corsaires.



Le jour du départ du général Howe, un gros détachement de l'armée des rebelles s'est mis en marche vers le nord. On imagine qu'une partie aura pris la route de Quebec, & l'autre celle de Halifax, où on compte que ce renfort arrivera avant la flotte d'évacuation que les vents N. O. de l'équinoxe pourroient bien avoir poussée sur les Isles, ou au Brésil, ainsi que l'escadre du chevalier Parker, ou avoir même été renvoyée en Angleterre. Ce qui fait croire que Washington n'aura pas manqué de faire marcher de ce côté-là une division de son armée, c'est qu'on fait que Halifax n'est nullement en état de défense : que c'est une ville toute neuve, dont les maisons sont de bois, où on n'a formé aucuns magasins, qui est commandée par un poste au pouvoir des rebelles ; & qu'il seroit infiniment plus aisé de forcer l'armée du Roi à l'évacuer, que Boston. En tout cas elle y arrivera bien mal pourvue des choses les plus essentielles. Les royalistes de Boston ont employé les soldats & les matelots à transporter sur les vaisseaux, leurs hardes & celles de leurs femmes, leurs effets & marchandises, leurs malades, leurs enfans, &c. & on a oublié les effets du Roi les plus intéressants, entr'autres les caisses de l'hôpital, avec tous les médicamens & instrumens de chirurgie.

Je finirai par vous rendre compte de l'issue des derniers débats de la Chambre des Pairs. Le lord Effingham a fait passer sa motion pour demander communication des registres de la Douane, où sont portés les articles de com-

## 84 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

merce embarqués pour l'Amérique par certains prête-noms fort suspects, en infraction de l'acte qui défend d'y porter autre chose que des munitions & des provisions. Ce lord a entrepris de faire décider, si des bas de soie, des *pouffes*, des *cherusques*, des *calèches*, des *aigrettes* de plumes, des *gazes*, des *blondes*, des *rubans*, des *dentelles*, des *moeres*, des *pékins* & des *perfes*, sont des munitions de guerre. Si le parti ministériel obtient l'affirmative, il tirera les Publicistes d'un grand embarras. Tout le monde savoit que les plumes & les rubans étoient des armes; mais on avoit toujours cru que ce n'étoit qu'à Cythere. J'attens la solution avec impatience, pour l'envoyer à Pise à mon ami l'avocat Vanuchi, avant qu'il fasse imprimer son traité de la jurisprudence maritime. Elle tiendra bien sa place dans le chapitre de la contrebande & du commerce des neutres.

L'opposition n'a pas eu le même bonheur pour la motion du duc de Manchester, qui demandoit communication de la correspondance de M. le général Howe, au moins relativement aux opérations passées. Son discours est superbe. Il est bien digne d'être conservé dans votre recueil chronologique. J'en ai placé quelques traits dans le cours de cette longue épître. Un, entr'autres, m'a fait une vive impression. Ce seigneur observant que la nécessité fait aussi des héros, a prié la Chambre de remarquer que cet Arnold, si fameux par la prise du fort S. Jean, & par l'attaque & le blocus de Que-

bec, n'étoit, il y a quelques années, qu'un simple *Jackey* (Jaquet); & que le général Warren, tué à la tête de son armée victorieuse, étoit garçon apothicaire.

Il est tard, Monsieur, & j'allois fermer ce paquet; mais je ne puis me refuser le plaisir de transcrire ici la copie d'un placard que tout le monde va lire aux portes de la Douane. Le voici : *Terrains & bâtimens à vendre, connus sous le nom de la Douane de Londres. L'adjudication s'ouvrira le 29 Septembre prochain, si cependant les ministres n'en disposent point dans l'intervalles à titre de pot-de-vin pour quelque marché. L'acquéreur sera mis en possession dès le premier octobre; & les lieux seront débarrassés & vidés en moins de rien. C'est un fonds qui rapportoit ci-devant quelques centaines de mille livres sterl. par année, & dont avec un peu de dépense on feroit de superbes casernes. On peut voir les lieux tous les jours & à toute heure : les curieux seront conduits par tout; les gens qui y demeurent, n'ayant gueres plus que cela à faire. Vous pouvez remarquer que c'est une version du texte de ce marchand de Londres, qui observoit, il y a deux ou trois mois, dans une assemblée du Conseil commun, qu'on pourroit tirer à balle dans la longueur du quai de la Douane, sans risquer de toucher personne.*

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. On a lu aujourd'hui à la bourse des lettres tout récemment arrivées de diverses Colonies. Il se confirme que le *Commodore*

Hopkins a pris possession de la Nouvelle Providence; mais le Gouverneur avoit emporté avec lui toutes les munitions, & il a couru les plus grands risques dans son trajet à S. Augustin. La ville de Charles Town, dans la Caroline septentrionale, est presque entièrement déserte. Toutes les femmes se sont retirées sur les derrières de la colonie, en dedans des lignes, & là elles font de prodigieuses quantités de salpêtre, avec autant de facilité qu'elles faisoient ci devant du savon. On se flatte dans cette colonie, que les mouvemens des Royalistes, excités par le gouverneur Martin, n'empêcheront point qu'on envoie des secours à la Virginie. Le gouverneur Tryon a adressé une exhortation aux peuples de la Nouvelle-York, pour soutenir la fidélité des Royalistes, & engager les Rebelles à profiter du pardon que S. M. daigne encore leur offrir. On croit que l'armée qui se sera trouvée rassemblée devant Quebec vers la fin de Mars, aura pû être de six mille hommes. Montréal a envoyé deux nouveaux députés au Congrès général. Ils sont partis le premier Mars pour la Pensylvanie. Cette province qui n'a pas encore été attaquée se prépare à une vigoureuse résistance. La rivière Delaware est remplie de chevaux de frise, & ses bords sont hérissés de batteries. Les milices & les troupes réglées forment dans cette seule colonie une armée de cinquante mille hommes. La Virginie & les deux Carolines ont quarante mille hommes prêts à entrer en campagne. Ces diverses provinces

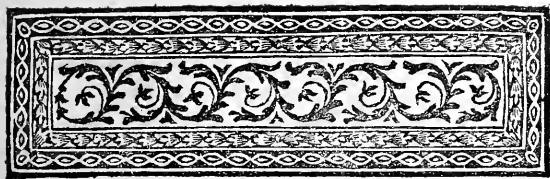
ont reçu des quantités prodigieuses de munitions d'Europe. Il y a une fonderie de canon à la Nouvelle York, qui donne les plus fortes pièces & en quantité suffisante. Cette province fait fabriquer cinquante quinquaux de salpêtre par semaine. A Newbury, dans la Nouvelle Angleterre, on en fait jusqu'à cent livres par jour. Le Congrès général a fait publier une déclaration pour annoncer à tous les Etats de l'Europe, que les ports de l'Amérique leur sont ouverts, & que s'il arrivoit que les Colonies rencuassent avec la Métropole, après que celle-ci auroit révoqué ses loix oppressives, l'Amérique ne poseroit point les armes qu'elle n'eût obtenu que ses ports resteroient ouverts, pendant deux ans, à tous les étrangers, à compter du jour de la révocation des actes. Cette nouvelle, qui se donne pour certaine, est assurément très-intéressante.

On croit avoir rencontré la flotte d'évacuation faisant route vers le Sud. En ce cas, le général Howe, après avoir détaché une partie de ses forces pour Halifax, se seroit replié sur la Virginie, pour agir conjointement avec le lord Cornwallis, & prendre le Congrès à revers. Le bruit court qu'il va partir de Portsmouth plusieurs vaisseaux de provisions & de munitions pour les colonies méridionales, où on croit trouver M. Howe.

Les fonds ont encore baissé. Les rues de Londres retentissent de chansons sur l'événement de Boston. Il n'y a pas de couplet qui ne soit une épigramme contre le parti dominant

& contre les généraux. Le général Burgoyne y est plaisanté pour avoir construit un théâtre à Boston, où il a joué la comédie avec les officiers. On l'avertit que M. Howe a fait embarquer la décoration & qu'il les trouvera toutes dressées à Halifax, & sa troupe exercée à jouer une piece nouvelle appelée l'*évacuation*. Au sujet de l'acte qui a interdit la pêche aux Américains, on dit aux Ministres que malgré cet acte, les Bostoniens s'amusent aujourd'hui à pêcher les canons que M. Howe a jeté dans la mer & dans les puits. On y plaisante sur les Hessois, à qui l'Amérique appartient encore à bien plus juste titre qu'à l'Angleterre; par la raison que si l'Angleterre est la mere de l'Amérique, la Hesse d'où sont venus les Anglois, est sa grand-mere. Au sujet des marchandises de mode, embarquées sur les bâtimens de transports pour l'armée Angloise, la chanson annonce que le général Howe tiendra une foire à Halifax, pour le compte du Ministere ou de ses prête-noms. Et enfin, il y est dit que le gouvernement doit avoir eu bien de la peine à trouver des gens de bonne volonté pour le service d'Amérique, puisqu'on vient de donner des brevets de lieutenants à deux commis de la Gazette de la Cour, qui veulent bien aller essayer s'ils feront autant de mal aux Américains avec leurs épées qu'avec leurs plumes.





# AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

*Continuation du discours du colonel Johnstone  
à l'assemblée de la Compagnie des Indes.*

**M.** Johnstone suit le général Carnac dans tous les détails de sa vie privée, & de sa conduite politique depuis son arrivée dans l'Inde jusqu'à son départ avec le lord Clive. Par ce tableau, qui offre une foule d'inconséquences & de contradictions, M. Johnstone fait voir qu'il ne s'est pas fait dans l'Inde une seule des fausses & funestes démarches auxquelles on a attribué les malheurs de la Compagnie dans laquelle le général Carnac ne se trouve impliqué. 13 Mars.

» Les personnes, poursuit le gouverneur Johnstone, qui ont attribué les malheureuses querelles de la Compagnie aux traverses que M. Vansittart a éprouvées de la part de ceux qui ont voulu maintenir le droit d'un com-

N<sup>o</sup>. III.

A

—merce libre, & les exemptions de droits inté-  
 33 Mars. rieurs en vertu du privilege de la Compagnie, trouveront que le général Carnac a été un de ceux qui ont mis le plus de chaleur & d'animosité dans cette opposition, qui l'a fait révoquer du service de la Compagnie en 1764. Si l'on impute, & sans doute avec plus de fondement, les malheurs de la Compagnie au système arbitraire, à la fausse politique, à la rapacité du lord Clive, ainsi qu'à son esprit de monopole, on est obligé de convenir que le général Carnac s'est montré de la maniere la plus éclatante dans toutes les affaires un peu importantes de cette administration si généralement décriée ».

» Sur l'article de l'insubordination personne n'en a plus souvent que lui donné l'exemple. S'agit-il de présens, il paroît qu'il en a reçus pour plus de 40,000 l. sterl. depuis l'arrivée des conventions prohibitives en Janvier 1765. jusqu'au 9 Novembre suivant, époque à laquelle il y a souscrit. En fait de monopole, on verra que quoiqu'Officier général, il s'est mêlé d'une infinité d'affaires particulieres & oppressives dans le commerce du sel, & qu'il a été le principal intéressé dans le monopole général du sel, du betel & du tabac exercé contre les ordres de la Compagnie. Au mépris des mêmes ordres il a donné sa sanction au droit d'un huitieme pour cent, montant à trente-mille & quelques livres sterl. sur le Dovanny, (sur intendance des revenus royaux) & sur les



revenus de la Compagnie au profit du lord Clive, ordonnant que ce même droit continueroit pendant six mois après que ce Lord eut quitté son gouvernement. Il a signé les accusations les plus fausses & les plus injurieuses contre les soixante-quatre membres du dernier conseil, avec lesquels il avoit vécu dans la plus grande intimité, charges qui ont été reconnues calomnieuses par le témoignage du Général lui même & de ceux qui ont signé la lettre. Enfin il a été obligé de convenir qu'il connoissoit la fausseté lorsqu'il y apposoit sa signature. Il a pareillement signé le fameux acte d'indemnité qui a été mis sous les yeux du comité de la chambre des Communes, au moyen duquel le Conseil s'engageoit envers le comité du commerce à mettre en exécution ce monopole destructif, & à le continuer notwithstanding tous les ordres contraires de la cour des directeurs α.

» M. Johnstone finit par accuser le général Carnac d'avoir fait sortir M. Leicester du conseil sur les prétextes les plus frivoles & les moins fondés; même sans conserver les apparences de la justice. Enfin il proteste que si cette nomination a lieu, c'est déclarer à la nation que toutes les plaintes contre les officiers de la Compagnie dans l'Inde, quoique clairement prouvées, sont absolument inutiles: que c'est publier à son de trompe, à tous les employés dans l'Inde, que la rapine, le pillage, l'oppression, le monopole, la désobéissance

— & l'injustice, sont actuellement autorisés dans  
 13 Mars. toute leur étendue *par ordre du Gouvernement.*

Le général Carnac répond à ces imputations en homme du monde, avec beaucoup d'esprit, de graces & de légereté. Voici à-peu-près la substance de son discours. » Je dédaigne, dit-il, de réfuter aucune des assertions du gouverneur Johnstone. Je suis très-fâché que mes ennemis aient la mémoire meilleure que moi. Mon unique desir est de ne me rappeler jamais de pareils événemens : c'est l'histoire d'un autre monde : je l'ai heureusement ensevelie dans les flots, de l'autre côté du cap de Bonne-Espérance. J'ai servi long-tems la Compagnie dans un emploi civil, comme secrétaire particulier du lord Clive. La Compagnie doit être bien sûre que j'emploierai tout mon zele & tous mes talens pour justifier le choix que les directeurs ont fait de ma personne, si les actionnaires jugent à propos de le confirmer. J'espère faire de Bombay un établissement aussi utile qu'il a été jusqu'ici onéreux. Les charges contre moi sont si nombreuses & si variées, qu'il n'est impossible d'y repondre avec exactitude & précision. Quant aux conventions pour s'abstenir de recevoir des présens, je suis certain qu'elles n'ont été signées ni par moi, ni par le capitaine Swinton mon aide-de camp, dans le tems où je les ai fait exécuter par le reste des officiers de l'armée sous mes ordres. Les quatre-vingt mille roupies du Rajah Bulwantsing ont été payées à mon agent, sans

que j'en aie eu connoissance, & j'ai été obligé, malgré moi, de recevoir les deux cens mille roupies du Grand Mogol Shah Allum, que je ne pouvois refuser sans m'exposer au danger d'encourir la disgrâce de l'Empereur. Je reconnois au surplus que mes droits les plus solides dérivent du choix des directeurs & de la généreuse humanité des actionnaires qui, j'espère, me croiront incapable d'aucune action déshonorante. J'avoue que j'ai signé l'acte d'indemnité ou la convention pour désobéir aux ordres de la cour des directeurs, & que j'ai concouru au monopole du sel; mais j'ai laissé la conduite & l'administration de ces affaires aux officiers civils du gouvernement. Je conviens aussi que mon nom a paru dans les contrats de commerce & autres arrangemens de M. Verelst & Sykes; mais c'est sans mon consentement.

Je regrette la part que j'ai pu avoir au renvoi de M. Leicester, & j'avoue qu'on s'est trop pressé dans cette affaire, & qu'on n'a pas agi envers M. Leicester avec assez de candeur & d'honnêteté.

Messieurs Row, More & Nathaniel Smith, prennent le parti du général Carnac. Messieurs Fitzgerald, Dodwel & Elliot parlent contre l'usage qui s'introduit de nommer des militaires aux présidences & gouvernemens, ainsi que contre les remplacements & adjonctions qui dérangent l'ordre du tableau.

Un autre actionnaire obtient de l'assemblée

13 Mars.

la permission de lui faire l'observation suivante. » Tout le désordre des affaires de la Compagnie provient de deux causes : les liaisons des directeurs avec les employés , & l'ascendant que la direction leur a laissé prendre tant dans l'Inde qu'en Europe. Du premier de ces abus il est résulté que dans les discussions qui se sont élevées au sein de la Compagnie , le Ministère & les actionnaires se sont mêlés de la querelle en prenant parti d'un côté ou de l'autre , & le second a fait passer dans les mains du gouvernement toute l'autorité de la Compagnie. Appuyés du crédit des Ministres , les employés sont devenus les maîtres , & le Ministère a introduit l'usage de nommer des adjoints aux places, nonobstant l'ordre du tableau , ce qui a déjà causé le plus grand préjudice à vos affaires , qui ne se releveront que quand les actionnaires auront repris leur autorité légitime sur la direction , & la direction sur les employés «.

» Je vois s'élever dans l'Inde un empire qui fera la ruine de votre commerce. Pour vous en convaincre, demandez si les dividendes se prennent sur les fruits du commerce où sur les revenus fonciers. Par cette connoissance vous jugerez si le commerce peut se faire indépendamment des revenus; & s'il se vérifie que non , il faudra qu'on examine quel préjudice le défaut de commerce pourra causer aux revenus fonciers , & par quels moyens , autres que le commerce , tous les produits territo-

naux pourront se transporter en Angleterre. Voilà des points qui me paroissent capitaux & qui exigent de vous la plus sérieuse attention. La base principale de votre commerce consiste dans la liaison étroite ( j'entends liaison publique & non privée ) des actionnaires, des directeurs & des employés. L'autorité des deux premiers sagement maintenue , & l'ordre du tableau suivi, hors les cas vraiment faits pour l'exception par rapport aux derniers, vous ne verrez plus s'élever aucunes querelles pour les promotions. Les rappels & les adjonctions ont fait, depuis quelque tems, un tort infini à nos affaires dans l'Inde. Pour administrer un gouvernement mercantile, il ne suffit pas d'avoir des connoissances locales, il faut de plus une pratique du commerce de plusieurs années. Un long séjour dans l'Inde ne donne d'autre avantage que celui de pouvoir, mieux qu'un autre, diriger la besogne à laquelle on a été formé dès le commencement. Ces maximes sont pour les commerçans ; quant aux militaires, en matiere de commerce, ils ne doivent jamais aspirer à rien diriger. La subordination est la sphere d'un homme d'épée. Tirez - le de là, vous le mettrez dans la route de l'égarement. La connoissance que j'ai du mérite de tous les sujets qui composent le conseil de Bombay, me fait desirer qu'on ne leur fasse pas l'injustice d'un passedroit, & que le plus ancien soit celui que la Compagnie désigne pour adjoint & successeur à M. Hornby «.

13 Mars. » Je finis, Messieurs, en vous observant que rien n'est plus ridicule que la déclaration que le lord North a faite qu'il ne se mêleroit point de l'élection des directeurs de la Compagnie des Indes, dont une de nos prochaines assemblées s'occupera, pendant qu'il est notoire que la direction est remplie des créatures du Ministre. Les noms que je vois déjà sur certaines listes pour remplacer ceux qui vont sortir de charge, portent aussi bien que ceux-ci les livrées de la Cour. Quoique les Ministres assurent que leur unique dessein est que la Compagnie gouverne elle-même les affaires en Asie; ils sont aussi absolus dans l'Inde que dans le Nord de l'Amérique. Par le moyen de la direction ils gouvernent la Compagnie en Angleterre: ils donnent la loi au Bengale par une majorité de trois sur cinq dans le conseil de Calcutta; & pour peu que l'on veuille réfléchir sur les affaires mercantiles de la Compagnie, on verra que c'est une folie de la nommer Compagnie de marchands faisant le commerce de l'Inde. Au surplus il a percé dans le public que la direction a reçu des nouvelles très-fâcheuses de l'Inde où le plus grand désordre s'est mis dans nos affaires: & quoique le revenu y soit un peu augmenté, cette augmentation sera balancée de reste par le surcroît de dépenses du nouvel établissement.

L'assemblée s'ajourne au Mardi 19, pour décider son choix par la voix du scrutin.

Assemblée du Conseil commun de Londres

où le sieur Hopkins, nouveau Chambellan de la ville, se démet de sa place d'Alderman, d'a-<sup>13</sup> Mars, près les conseils de ses amis qui sont persuadés qu'il triomphera une seconde fois de la compétition de M. Wilkes à l'élection pour la place de Chambellan qui doit se renouveler vers la fin du mois de Juin.

L'assemblée approuve d'une voix unanime un projet de requête au Roi relativement à la guerre contre les Américains. Les Shérifs sont députés pour aller demander jour à Sa Majesté, qui choisit le Vendredi 15.

Le sieur Saxby, après de violentes déclamations contre le ministère au sujet de la guerre d'Amérique, fait l'éloge le plus pompeux du fameux pamphlet du docteur Price en faveur des Américains; & pour conclusion il demande » que le Conseil commun adresse des remerciemens à Richard Price, docteur en théologie & membre de la Société royale, pour les observations justes, sensées & impartiales dont il a rempli un certain pamphlet de sa composition, intitulé *Observations sur la nature de la liberté civile, &c.* dans lequel il a fait connoître l'état ruineux & déplorable où se trouve la nation, ainsi que l'injustice & la folie de la guerre contre les Américains, & pour le plan équitable qu'il a proposé pour détourner la ruine très-prochaine dont la nation est menacée «.

Un membre de l'assemblée appuie la proposition de M. Saxby, & esquisse l'analyse suivante de la brochure du docteur Price, » Quand on

13 Mars.

a lu, dit-il, cet excellent ouvrage, on ne peut s'empêcher de remarquer que toutes les pétitions & remontrances qui ont été présentées au Roi & au Parlement en faveur des Américains, comparées avec les terribles vérités démontrées par M. Price, ne font qu'un petit bruit de rien mis en parallele avec dix mille coups de tonnerre «.

1<sup>o</sup>. Une dette nationale de près de 140 millions sterl. 3,304,918,033 l. tournois, & que la guerre de l'Amérique peut porter beaucoup plus haut. La dette de l'Irlande aujourd'hui d'un million sterl. n'étoit au commencement de ce regne que de 150,000.

2<sup>o</sup>. Intérêts & annuités en Angleterre près de cinq millions sterl.

3<sup>o</sup>. 300,000 l. de diminution annuelle sur le revenu du tabac, perte qu'il est impossible d'apprécier, à cause de tous les articles qui dépendent du commerce d'Amérique.

4<sup>o</sup>. Toutes les especes d'or & d'argent qui circulent aujourd'hui dans le Royaume, suffisantes à peine pour payer les sommes levées sur le public par les taxes, & qui se montent à plus (a) de quinze millions sterl., sans compter les charges municipales, celles des pauvres & les dîmes.

(a) Voici quelle sera la dépense de 1776 :

Le subside , . . . . .	9,000,000
L'intérêt de la dette fondée , . . .	4,500,000
Les frais extraordinaires y compris le vote de crédit , . . . . .	4,000,000
	<hr/>
	17,500,000



5°. Des millions de millions de papier monnoie qui disparoîtront tous au premier choc 13 Mars.  
que recevra la banque d'Angleterre.

6°. Le danger que les especes d'or soient exportées du Royaume pour payer la balance du commerce qui va être contre nous par-tout où nous commercerons.

7°. Notre affreuse position en comparaison de la France.

N. B. Il y a dans la grande Bretagne environ douze millions d'especes d'or & deux ou trois millions d'especes d'argent (à-peu-près trois cens quarante-cinq millions tournois). En France soixante-sept millions d'especes (quinze cens quarante-un millions tournois) & point de papier monnoie.

Dans la Grande-Bretagne, aucun tems fixé pour le rachat de la dette publique, qui, par conséquent, continuera de peser sur la nation jusqu'à ce qu'elle l'ait écrasée & anéantie.

En France, des dettes publiques d'une nature à diminuer nécessairement avec le temps, & qui probablement seront réduites à très-peu de chose dans quelques années.

Dans la Grande-Bretagne, un capital de près de soixante millions sterl. portant rentes perpétuelles de près de trois millions, dont la dette publique a été augmentée pendant la guerre derniere.

En France, seulement douze millions sterl. de pareille augmentation.

8°. La perte annuelle de trois millions sterl.

13 Mars.

d'exportation à l'Amérique septentrionale, & d'une balance de commerce en notre faveur de près d'un million & demi sterl. par an.

9°. Les billets tirés par les planteurs de nos îles de l'Amérique sur leurs agens & marchands à Londres tous protestés & renvoyés, ce qui ne peut manquer de les mettre au désespoir.

10°. L'énorme dépense d'environ quatre millions sterl. pour près de quatre-vingt mille matelots ou soldats (les étrangers compris) à 50 liv. sterl. par homme.

11°. Dans les diverses manufactures, un nombre immense d'ouvriers sans travail, dont vingt mille dans la seule branche de la clouterie.

12°. La perspective (a) effrayante d'une multitude de banqueroutes à Londres, & une infinité d'autres calamités qui ne peuvent se décrire ni même s'imaginer «.

---

(a) *Calcul propre à égayer la matière. Demandes & réponses entre un maître d'école du parti de l'opposition & son pupile.*

*D.* En supposant que la dette d'Angleterre ne soit actuellement que de cent trente (a) millions sterl. (quoiqu'elle passe de beaucoup cette somme) & qu'elle dût être comptée en shellings, sur le pied de cent shellings par minute pendant douze heures de chaque jour, combien de tems faudroit-il pour compter de cette manière tout le montant de la dette ?

---

(\*) C'est à-peu-près le montant de la dette fondée ; car si on y joignoit la dette non-fondée, milord Stair & le docteur Price font monter l'une & l'autre ensemble à 140,000 l. sterl.

L'assemblée prend deux arrêtés, l'un pour faire au docteur Price les remerciemens proposés par M. Saxby, l'autre pour lui offrir le droit de bourgeoisie de la ville de Londres, dans une boëre d'or de 50 liv. sterl. comme un nouveau témoignage de la reconnoissance de la ville, pour le courage avec lequel, dans un moment si critique, il est entré en lice contre les Ministres, & leur a démontré, par ses argumens irrésistibles, les terribles conséquences qui résulteront nécessairement pour le commerce de l'Angleterre du plan d'opérations qu'ils ont adopté.

Dans les débats qui ont précédé ces réso-

R. 98 ans, 341 jours, 1 heure, 20 minutes, (\*).

D. Le total de cette somme étant de deux milliards six cens millions de shellings, & la livre poids de troye, contenant soixante & deux shellings, combien peseroit toute la masse de la dette nationale ?

R. 41,935,486 livres poids de troye, ou à-peu-près de douze onces.

D. Combien faudroit-il de charrettes pour transporter cette somme à deux millions par charrette ?

R. 20,968 charrettes.

D. La charge d'un homme, supposée de cent livres pesant, depuis Londres jusqu'à York, distance de cinquante lieues, combien faudroit-il d'hommes pour porter tout ce poids de quarante & un milliards neuf cents trente-cinq mille quatre cents quatre-vingt-six livres ?

R. 419,355 hommes.

(\*) On compte les années à 365 jours sans égard aux années bissextiles qui diminueroient le total de 24 jours, 10 heures, & 40 minutes, & le réduiroient à 98 ans, 316 jours, 14 heures, 40 minutes.

13 Mars.

lutions, les mécontents ont observé que la ville de Londres, quand il avoit été question de faire de semblables remerciemens à milord Chatam (alors le célèbre M. Pitt) ne lui avoit donné qu'une boîte d'or, & qu'il étoit singulier que la ville décernât à l'auteur d'une brochure de six den. le même honneur qu'à ce grand restaurateur des affaires de la nation. M. Saxby & son parti ont répondu que le pamphlet du docteur Price se vendoit deux sous, & non pas six den., & qu'au surplus la boîte d'or de M. Pitt valoit cent guinées, & que le prix de celle du docteur n'est que de cinquante. Le poids de ces raisons a décidé en faveur de M. Price une pluralité considérable de suffrages dans un moment, il est vrai, où l'assemblée étoit peu nombreuse, & qu'on a reproché au parti d'avoir choisi exprès.

14 Mars.

Le duc de Cumberland apperçoit dans la

*D.* Si tous ces hommes étoient obligés de marcher sur une ligne à deux verges de distance l'un de l'autre, quelle étendue de terrain occuperoient-ils ?

*R.* 476 miles & demie, & 70 verges. ou 159 lieues de France, à trois milles par lieue.

*D.* Le diamètre d'un shelling étant d'un pouce, si tous ces shellings étoient placés sur une ligne, se touchant les uns les autres, quelle seroit la longueur de cette ligne ?

*R.* 41,035 milles ou 13678 lieues, ce qui est 16,035 milles ou 5345 lieues de plus que la circonférence de la terre.

*D.* L'intérêt moyen de cette dette étant de  $3\frac{1}{2}$  pour cent, à quoi se monte le total des intérêts ?

*R.* A 4,550,000 liv. sterl.

chambre des Pairs le docteur Price qui causoit avec le juge Dunning. Ce Prince quitte sa place pour aller à eux, & adressant la parole au docteur Price : » J'ai passé, dit-il, une bonne partie de la nuit à lire votre excellent pamphlet, & j'en ai eu la vue si échauffée & si fatiguée, que j'ai cru que je n'y verrois plus. V. A. R., reprend aussitôt M. Dunning, auroit-elle certes bien à plaindre si elle eût perdu les yeux à la lecture d'un ouvrage qui est fait pour ouvrir ceux de toute la nation.

Le bureau de la guerre expédie des ordres pour recruter les régimens des gardes, diminués de mille hommes pour le détachement de l'Amérique.

Le colonel Mathews, commandant de ce détachement, remercie le Roi de son élévation au grade de Brigadier général.

Le vice - amiral John Montague, proche parent du lord Sandwich, fait sceller la patente qui le constitue gouverneur de Terre-Neuve, de la côte de Labradore, depuis l'entrée de la

---

*D.* Comment le Gouvernement leve-t-il cette somme ?

*R.* Il la leve sur ceux qui ont prêté le capital comme sur les autres.

*D.* Quand le Gouvernement sera-t-il en état de payer le principal ?

*R.* Lorsqu'il y aura dans la trésorerie d'Angleterre plus d'espèces d'or & d'argent qu'il n'y en a actuellement dans toute l'Europe.

*D.* Et quand cela pourra-t-il arriver ?

*R.* Jamais.

14 Mars,

baye d'Hudson jusqu'à la rivière de St. Jean dans le golfe de St. Laurent, ainsi que des îles de la Magdeleine, & des forts & garnisons desdites îles, à la place de M. Robert Duff dont la commission a été retirée.

Le bruit se répand que cet officier pourra bien être mis au conseil de guerre, pour avoir refusé d'envoyer un vaisseau de sa station au secours du général Carleton à Quebec. On l'accuse dans le public d'avoir répondu à l'express que M. Carleton lui avoit dépêché, *que chacun devoit faire la besogne dont il étoit chargé, & qu'au surplus la saison étoit trop avancée pour qu'un vaisseau pût remonter la rivière St. Laurent.* Mais, malheureusement pour lui, le même express a retourné à Quebec sur le bâtiment qui l'avoit amené, & a rendu sa réponse au général Carleton dans un tems où ce refus lui a été d'autant plus sensible, que le secours lui seroit arrivé tout aussi facilement.

Le Roi donne au sieur Bruce cinq mille guinées pour les desseins originaux de la relation qu'il est sur le point de publier de son voyage en Abyssinie, & dont il a vendu le manuscrit deux mille guinées.

Il s'éleve des murmures sur la trop rigoureuse situation des débiteurs renfermés en si grand nombre dans les prisons de Londres & des environs, qu'on ne peut leur donner qu'un lit pour quatre. Il est à remarquer que la plupart sont des marchands ruinés par l'interruption du commerce avec l'Amérique.

Les

Les marchands de Londres, déjà contrariés par les pertes que souffre le commerce depuis <sup>14 Mars.</sup> que le gouvernement enleve tous les matelots en donnant une forte paye, remplissent les écrits publics de leurs plaintes sur ce que les Ministres ont fretté vingt mille tonneaux de bâtimens à Hambourg, à Brème & en Hollande pour transporter en Amérique les troupes auxiliaires.

Le prix des especes d'or augmente de six deniers par once par l'effet des grands (a) enlevemens d'especes pour la solde des troupes en Amérique.

La nommée Stokes accusée d'avoir eu sept maris vivans, est interrogée par le lord Maire.

---

(a) *L'écrit suivant a été distribué aux portes des deux Chambres du Parlement.*

D'après un compte des services extraordinaires payés par M. Richard Rigby, Trésorier général des troupes de S. M. à compter du 9 Mars 1775 jusqu'au 31 Janvier 1776, & auxquels le Parlement n'avoit point pourvu.

On voit qu'il a été payé entre le 31 Mars 1775 & le 27 Janvier 1776 ( ce qui fait au plus dix mois ) à Thomas Harley & Henri Drummond, une somme de 408,809 l. 5 s. 1 d. sterl. pour être employée par eux à acheter des especes d'Espagne & de Portugal pour l'usage & le service des troupes de S. M. dans l'Amérique septentrionale.

On passe à ces Messieurs cinq pour cent, & il leur reste deux pour cent, déduction faite du fret, de l'assurance, & du courtage. Les cinq pour cent sur les 408,809 l. sont 20,440 l. 9 s. & les deux pour cent qui font leur bénéfice 8,176 l.

14 Mars. Une autre femme affirme qu'un des sept est mort il y a cinq mois en prison, où il avoit été mis par les Créanciers de leur Communauté. Un negre, matelot, demande à être rendu en qualité de son mari depuis dix-sept ans, & ayant à lui reprocher que toutes les fois qu'il revenoit de la mer on l'emprisonnoit pour les dettes de sa femme. Elle est renvoyée en prison, & on ordonne un plus ample informé.

---

Si l'on a eu besoin d'une telle somme pour l'usage & le service d'un corps de troupes qui n'a jamais excédé le nombre de huit mille hommes, dans l'espace de dix mois, combien d'argent faudra-t-il envoyer dans l'Amérique septentrionale, pendant douze mois, pour l'usage & le service de quarante mille hommes que le Ministère Ecoffois a résolu d'y envoyer cet été pour *écraser ces poltrons de rebelles Américains* ?

Réponse. Il faudra 2,453,355 l. sterl. & le bénéfice de Messieurs Harley & Drummond à deux pour cent, sera de 49,067 l.

La dépense n'excéderoit-elle pas de beaucoup cette somme, si ces quarante mille hommes entreprennent d'entrer en campagne ?

Peut-on se flatter qu'une partie de cette somme pourra revenir en Angleterre, & quelle partie ? & quand ?

Pendant combien de tems l'Angleterre peut-elle soutenir une perte annuelle de 2,453,355 l. ?

Les Américains, éblouis par tant de richesses qui vont se verser dans leur pays, ne prendront-ils pas le parti de se tenir sur la défensive jusqu'à ce que l'Angleterre soit tellement épuisée, qu'elle se voye forcée à accepter les conditions qu'ils voudront lui prescrire ?



*Chambre des Communes.*

---

14 Mars.

La Chambre se forme en grand comité sur le bill pour la milice d'Ecosse. M. Townshend demande que les Commissaires qui seront nommés pour l'exécution de la nouvelle loi soient autorisés à lever sur chaque comté d'Ecosse, & par le même procédé que pour la taxe des terres, les sommes nécessaires pour payer cette milice. M. Townshend soutient sa proposition de ce raisonnement. » Si la milice est une sage institution, pourquoi ne pas y faire participer l'Ecosse? S'il est convenable pour l'Ecosse de se mettre en état de défense sur le même pied que l'Angleterre, pourquoi n'adopterait-elle pas l'institution avec toutes ses obligations comme avec tous ses avantages? On ne sauroit blâmer les Ecoissois de demander une milice; mais il faudroit que les Anglois fussent bien dupes s'ils consentoient à la payer.

Milord North répond qu'un pareil établissement ne sauroit être local, puisque la Grande-Bretagne entière en partagera les avantages: Le chevalier Adam Ferguson observe que les Ecoissois consomment en Angleterre & au profit de l'Angleterre la plus grande partie de leur revenu; & que par conséquent ils payent une part suffisante de ses taxes. M. Townshend réplique que sur ce pied-là les griefs des Américains sont très-fondés, puisqu'en leur qualité de consommateurs ils payent leur part des impôts levés sur la Grande-Bretagne; il fait voir d'ailleurs que la taxe étant locale, les

---

 14 Mars.

corps de milice seront beaucoup mieux composés & tenus, puisque ceux sur qui se leveront les fonds verront eux-mêmes l'emploi, & pourront élever leurs plaintes sur les abus qui s'y introduiroient. Enfin, une pluralité de soixante-sept voix contre cinquante-quatre fait rejeter la proposition de M. Townshend.

Celle d'assigner le grade de Lieutenant aux fils aînés des Pairs est admise par une pluralité de quarante & une voix contre trente huit. La Chambre s'ajourne au lendemain sur la même matière.

*Chambre des Pairs.*

---

 14 Mars.

Le duc de Grafton présente la motion suivante dont la Chambre ordonne la lecture. » Qu'il soit adressé une humble requête au Roi, pour obtenir de S. M. que dans la vue d'empêcher toute nouvelle effusion de sang, & de faire connoître combien le Roi de la Grande-Bretagne & son Parlement ont à cœur de rétablir la paix dans toutes les parties des domaines de S. M. & avec quelle sérieuse ardeur ils désirent de redresser tous les justes griefs que les sujets de S. M. pourroient avoir, S. M. ait la bonté de rendre une proclamation où elle déclarera que si dans un intervalle de tems raisonnable, avant ou après l'arrivée des troupes destinées pour l'Amérique, les Colonies présentent une requête, soit au Commandant en chef, soit au Commissaire ou aux Commissaires qui seront nommés, en vertu de l'acte prohibitif de tout commerce & correspondance entre la Grande-Bretagne, & celles des Colonies qui y sont désignées, dans laquelle requête, qui sera envoyée à S. M. lesdites Colonies exposeront ce qu'elles estiment être leurs justes droits & leurs griefs, en ce cas, S. M. consentira à une suspension d'armes, & que S. M. est autorisée par son Parlement

à les assurer qu'une telle requête sera reçue , examinée  
& répondue «

14 Mars.

*Cette lecture faite :*

### *Le Duc de Grafton.*

Avant de vous expliquer , Milords , les effets qui doivent résulter de la motion que vous venez d'entendre , & les principes sur lesquels je compte l'appuyer , permettez-moi de vous rappeler une explication qui a eu lieu dans cette Chambre , la dernière fois que j'eus l'honneur de vous parler de l'acte du thé passé en 1769 , & de ce qui s'étoit dit au Conseil du Roi , sur l'avis de révoquer cet acte , ainsi que les autres taxes établies en 1767. J'ai déclaré que mon avis n'avoit point été écouté au Conseil , lorsque cette affaire y avoit été discutée ; & le lord Weymouth a soutenu le contraire. Comme je parlois de mémoire , & qu'il étoit déjà fort tard , je me suis abstenu ( quoique je fusse bien sûr de mon fait ) de répondre à ce lord , & de soutenir par d'autres détails , ce que j'avois d'abord avancé. Mais je n'ai pu avoir de tranquillité que je n'eusse vérifié la chose par de nouvelles recherches. J'ai donc fouillé dans mes papiers , & j'ai trouvé une note à moi adressée par le lord Hillsborough alors à la tête du département de l'Amérique , laquelle atteste que les avis ne furent point égaux , comme le prétend milord Weymouth , & que le mien tendant à la révocation de la taxe fut rejetté par une pluralité de suffrages , ce qui , dès ce moment-là , me parut devoir entraîner les suites les plus fâcheuses. Ma crainte n'étoit que trop fondée , puisque c'est cette même taxe qui a fait élever les malheureux différends qui menacent aujourd'hui la Grande-Bretagne de sa destruction.

J'ai cru , Milords , qu'il étoit de mon devoir de vous informer de la vérité dans une affaire de cette importance , de peur que quelqu'un de vous , n'imaginât que j'eusse avancé légèrement des faits hazardés , ou que je les eusse déguisés à dessein.

## 22 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mars. 5 Comme tout ce qu'il s'est dit dans les débats du 5 de ce mois a déjà été imprimé, j'ai cru devoir mettre toute l'affaire dans son vrai jour. Si le lord Weymouth me contredit sur ce fait tel que je viens de l'établir, je le prie de se lever à l'instant & de ne pas me laisser aller plus loin ; ou bien il me permettra de prendre son silence pour un aveu de sa part. Je serois fâché, Milords, que dans la suite de ce débat, vous fussiez encore interrompus par quelque discussion qui eût rapport à moi.

Quant à la proposition que je viens de faire, je me flatte que vous sentirez combien il est nécessaire de l'adopter. Je me flatte que vous daignerez croire que les assurances les plus fortes & les plus solennelles de la conviction intime où je suis, que cette résolution ou quelque autre de semblable nature, est peut-être la seule ressource qui nous reste pour conjurer les orages sans nombre qui s'amassent sur tout l'horizon de la malheureuse Angleterre. Ma proposition découle des principes de l'humanité, de la justice & de la saine politique. Elle ouvre une porte à la réconciliation. Elle offre un moyen de terminer les différends de la Métropole avec les Colonies, sous des conditions d'amitié permanente, cimentées par un intérêt mutuel.

Si elle est admise, l'épée rentrera dans le fourreau ; mais si elle est rejetée, ce ne sera que lorsqu'un déluge de sang aura été versé, & lorsque la Grande-Bretagne ou l'Amérique, ou même toutes les deux, ne pourront plus éviter leur destruction particulière ou totale.

Je ne puis, sans frémir envisager les suites de cette querelle meurtrière. A la vue de tant de milliers d'hommes prêts à s'entrégorger, quels sont les vrais amis de la patrie, quelque puissent être leurs sentimens politiques, & pour quelque côté que la victoire se déclare, quels sont, dis-je, les honnêtes citoyens qui n'auroient pas les plus justes sujets de gémir & de se désespérer ?

J'en appelle donc, Milords, à votre humanité dans ce moment de crise ; & j'implore votre concours pour

détourner de si grands maux , & pour empêcher toute nouvelle effusion du sang humain. Considérez que la victoire & les succès les plus soutenus ne produiront d'autre effet que de nous affaiblir ou de nous détruire ; & que le sang qui coulera ne sera point celui de nos ennemis naturels , des seuls ennemis que nous devons craindre , mais celui de nos chers concitoyens , de Bretons nos freres , d'un peuple uni avec nous par tous les liens d'affection fraternelle , par tous les motifs d'intérêt commun , & par tous les principes de défense , de protection & d'appui réciproque.

Depuis que Milord George Germaine a établi dans la Chambre des Communes qu'il n'est possible de s'arranger avec les Colonies que sur le pied d'une soumission sans restriction ( car je maintiens qu'avant que ce lord fût appelé au Ministère , jamais personne n'avoit avancé ou soutenu ouvertement une telle doctrine , ni dans l'une , ni dans l'autre Chambre ) il me semble que l'équité exigeroit de faire savoir aux Américains quels sont aujourd'hui les vrais sentimens de la Grande-Bretagne , afin qu'étant informés de notre *ultimatum* , ils puissent juger s'il doivent y consentir , ou bien courir les risques de la résistance.

Jeme rappelle qu'à l'ouverture de la présente session , on tenoit un langage bien différent de celui d'aujourd'hui.

On se défendoit du dessein de taxer les Américains ; ou au moins on y mettoit des modifications. Milord Darmouth , alors Secrétaire d'Etat au département des Colonies , ( poste où il étoit responsable des événemens ) qui peut-être n'avoit pas été jugé propre à mettre les desseins du gouvernement à exécution , ce Lord , dis-je , vous a assurés à plusieurs reprises *que l'administration n'avoit nullement en vue de réduire l'Amérique.*

Jé vous demande , Milords si le nouveau système qu'on a adopté n'a pas les apparences les plus sinistres , s'il ne nous menace pas des plus grands malheurs , & s'il ne dévoile pas dans toutes ses parties cette secrète & toute puissante influence , ces desseins ténébreux &

14 Mars. — dangereux, qui de tems à autre se manifestent aux yeux du public, & qui font naître les inquiétudes & les soupçons les mieux fondés dans l'esprit de tous ceux qui ne sont point insensibles aux intérêts de notre malheureuse patrie. Lorsque j'ai rédigé la proposition qui est actuellement sous les yeux de la Chambre, je me suis abstenu d'entrer dans aucun détail particulier, parce que j'ai pensé, Milords, que vous la feriez examiner comme une proposition générale par un comité, & que vous pourriez convenir de quelques conditions précises, de quelque *ultimatum* qu'on proposeroit aux Colonies, ou que vous prendriez quelque résolution générale que vous communiqueriez ensuite à la Chambre des Communes, pour servir de base à un accommodement.

Les Américains sauroient à quoi s'en tenir, & pourroient prendre leur parti en conséquence. Vous leur ôteriez le prétexte dont ils couvrent aujourd'hui leur défiance pour les assurances générales, pour les promesses Ministerielles, & pour les prétentions vagues & indéfinies de la Grande-Bretagne: objets relativement auxquels tous ceux qui sont entrés successivement dans l'administration se sont expliqués chacun à sa manière, & sur lesquels il n'y a peut-être pas deux des Ministres actuels qui soient parfaitement d'accord.

Comme la doctrine d'une soumission indéfinie, mise en avant par milord Germaine, a été depuis répétée au milieu de nous, par des Lords, qui sans occuper des places où ils soient responsables, ont néanmoins des liaisons très-intimes avec la Cour, j'ai encore eu pour objet, en faisant cette proposition, d'engager les Ministres à s'expliquer, & à dire clairement si les longues harangues, par lesquelles il ont voulu nous convaincre du desir qu'ils ont d'une réconciliation, & leurs résolutions de céder sur quelque point, sont toutes oubliées ou mises de côté pour ne jamais reparôître, & s'ils ont à proposer quelques autres moyens moins rigoureux que cette soumission indéfinie.

S'ils préfèrent de garder le silence, & qu'en consé-

quence ils rejettent ma proposition, je les entendrai aussi clairement que s'ils parloient. Je serai alors pleinement convaincu qu'ils sont résolus à contraindre les Colonies à une soumission indéfinie : que le parti de faire couler le sang ( qui je crois est pris depuis longtemps ) prévaudra ; & que la dispute actuelle sera enfin décidée par la force des armes.

14 Mars.

Avant de finir sur cet article, je suis bien aisé qu'on sache que je ne donnerai de croyance à aucune de ces explications par lesquelles certaines gens veulent faire entendre que l'administration n'a jamais varié dans son système, depuis le commencement des troubles, & qu'elle est toujours prête à remettre l'épée dans le fourreau & à se prêter à des propositions d'accommodement. Dans la nature des choses, il est impossible de tirer cette conséquence de leur conduite. Je conviens que le discours du Roi renfermoit cette idée. La proposition appelée *conciliatoire* faite par milord North dans la Chambre des Communes, annonçoit aussi quelque chose de moins rigide qu'une soumission indéfinie. Le bill pour interdire tout commerce avec l'Amérique, connu sous le nom d'*acte de capture*, porte une clause qui semble correspondre aux intentions énoncées dans le discours du Roi. Par cette clause on a donné à S. M. le pouvoir de nommer des commissaires pour traiter avec les Colonies, recevoir les soumissions & accorder les pardons. Je n'étois point présent aux débats qui ont eu lieu à la seconde lecture de ce bill. Mais quoique le système que l'administration paroît avoir adopté ne fût point alors avoué ouvertement, il est évident que la personne qui a conseillé ou rédigé cette clause ( & à qui je crois que son influence particulière a donné la principale part aux mesures actuelles depuis le commencement de l'affaire, quoiqu'elle n'eût aucun droit d'y concourir ) a toujours eu en vue cette soumission indéfinie que le gouvernement ose enfin réclamer.

Lorsque je vis cet acte pour la première fois, & que je comparai le discours du Roi avec la clause,

— j'avoue que je fus fort étonné. Que porte la clause ?  
 14 Mars. Que l'on nommera des commissaires, & rien de plus. Que doivent-ils faire ? recevoir des soumissions. Est-il dit dans cet acte à quelles conditions on pourra traiter, ou plutôt l'acte prescrit-il aucunes conditions quelconques ? autorise-t-il les commissaires à se relâcher sur quelques points ? Non. L'alternative est résistance ou soumission indéfinie : guerre & résistance jusqu'à la destruction de l'un ou de l'autre parti ; ou bien les Américains mettront bas les armes sur le champ & se rendront à discrétion. C'est d'après ces observations, Milords, que j'ai cru devoir vous présenter un moyen d'effectuer les gracieuses intentions que S. M. a bien voulu déclarer dans son discours, & de remplir le vœu apparent du *bill de capture*, de ce bill qui a été rendu pour soumettre l'Amérique, en détruisant son commerce, si elle rejettoit avec opiniâtreté les termes d'accommodement que le Parlement Britannique, de concert avec S. M. pourroit croire les plus propres à assurer les prétentions de l'Angleterre & les droits constitutionnels de l'Amérique qui leur sont subordonnés, & à établir pour l'avenir sur une base solide le bonheur & les intérêts des deux pays.

C'est uniquement dans la vue de remplir ces deux objets que je prens aujourd'hui la liberté de vous communiquer mes observations. Si vous ne jugez pas à propos de rien changer à la motion, elle ne peut produire qu'un effet salutaire, puisqu'elle fournira à l'Amérique un moyen de prévenir les calamités actuelles, dont, quel que soit l'événement, elle auroit toujours beaucoup à souffrir ; moyen qu'elle est suffisamment en droit de réclamer, d'après les raisons que vous avez déjà plus d'une fois entendues. Et si l'Amérique refuse de faire aucune proposition, ou si elle en fait qui ne puissent point se concilier avec la dignité & les droits du Parlement Britannique, & avec les intérêts de l'empire en général, il résultera au moins de ma motion, cette conséquence importante & vraiment utile, qu'elle justifiera l'union de nos efforts pour



soutenir des mesures qui sont bien loin d'avoir l'approbation générale, & qu'elle mettra en évidence la justice & l'honneur de la Grande-Bretagne, non-seulement aux yeux de ses sujets, mais aux yeux de toute l'Europe. 14 Mars.

Quant à la politique de la dispute actuelle, c'est un sujet que j'ai déjà traité si souvent que je ne m'y arrêterai point. Je crois que le Ministère auroit dû avoir les preuves les plus satisfaisantes & les moins équivoques des dispositions des Puissances étrangères, avant de se précipiter aveuglément dans une guerre civile. Je me suis longtems occupé des affaires politiques. Je fais le fond que l'on peut faire sur le langage que tiennent ordinairement les Ambassadeurs. Je connois le degré de confiance qu'il faut donner aux assurances générales, relativement à des troupes étrangères. Je suis convaincu qu'on ne doit y compter que très-peu si elles ne sont accompagnées & appuyées d'engagemens particuliers, & d'une connoissance parfaite de la situation où sont des Etats pour nous si redoutables. Enfin nous devons tirer notre sécurité à cet égard bien moins de leurs déclarations que de leur impuissance reconnue de nous faire du mal. Les déclarations peuvent servir à leurrer & tromper; & il est démontré par l'expérience de tous les tems, qu'elles ne produisent jamais d'autres effets. Il n'y a donc que les connoissances de leurs moyens & de leurs facultés qui puissent donner cette espece de sûreté qu'un Ministre sera toujours bien aisé de se procurer avant de faire aucune opération qui puisse exposer sa nation aux insultes de ses ennemis naturels.

Ces Puissances que nous devons craindre, Milords, & que je vous désigne assez sous le nom de nos ennemis naturels, c'est la France & l'Espagne. Personne de vous n'ignore qu'on fait actuellement dans ces royaumes des préparatifs considérables, tant sur mer que sur terre; & il est de mon devoir de vous communiquer un avis, que j'ai reçu depuis peu de l'Amérique. Si cet avis est vrai, comme j'ai tout lieu de

le croire, la nouvelle est très-allarmante, & fait voir  
 14 Mars. la défiance avec laquelle nos ministres devroient recevoir les assurances qu'on leur donne.

Voici ce que porte l'avis dont on m'a fait part :

» Deux François de distinction ont débarqué en Amérique vers la fin de l'été dernier, & ils se sont présentés au général Washington, qui, après leur avoir déclaré qu'il n'avoit pas de pouvoirs pour traiter avec eux, les a renvoyés au Congrès général, où il a été nommé un comité pour écouter leurs propositions ».

Sous quelque point de vue qu'on examine les choses, & soit que l'on consulte l'humanité, la justice ou la politique, je suis persuadé, Milords, que vous conviendrez avec moi que les moyens de conciliation sont toujours entre nos mains ; & qu'il n'y a que la nécessité la plus urgente qui puisse nous forcer à nous souiller du sang de nos freres, au risque de ruiner notre commerce, & de nous engager dans une guerre avec toutes les forces réunies de la maison de Bourbon.

### *Le Lord Darmouth.*

MILORD Duc de Grafton m'ayant cité devant la Chambre, je me vois obligé d'expliquer ici en peu de mots ma façon de penser. Milord-Duc a rapporté les expressions dont je m'étois servi dans un des précédens débats, pour faire voir quelle étoit alors mon opinion, & quel changement il s'est fait dans les sentimens de l'administration depuis que j'ai quitté ma place de Secrétaire d'Etat des Colonies. Je ne prétens point nier que les expressions rapportées par M<sup>le</sup> Duc, ne puissent être sorties de ma bouche, & ce n'est pas non plus mon intention de les défavouer aujourd'hui. J'ai toujours pensé, & je pense encore que la Grande-Bretagne n'a ni intérêt ni desir de faire la conquête de l'Amérique. Si c'est l'idée de conquête que Milord-Duc attache aux mots *soumission sans restriction*, je suis certainement fort éloigné de donner mon approbation à une pareille soumission. Mais si l'on

ne doit voir dans ces mêmes mots qu'une résolution de notre part de ne point cesser les hostilités avant d'avoir réduit les Américains à reconnoître l'autorité suprême de la Grande-Bretagne ; c'est-là exactement l'avis pour lequel je tiens. Je persiste à croire que l'Angleterre ne peut ni ne doit poser les armes, ou suspendre son plan d'opérations, à moins que les Colonies n'aient reconnu sa souveraineté, & que par des actes de soumission & d'obéissance elles n'aient manifesté des dispositions qui les rendent dignes de la bienveillance & de la protection de la Mere-Patrie.

14 Mars.

C'est d'ailleurs, selon moi, un procédé peu honnête & peu conforme aux usages du Parlement que de vouloir mettre un homme en contradiction avec lui-même en lui rappelant les expressions dont il s'est servi, & le sentiment pour lequel il s'est déclaré, dans un tems où l'état des choses étoit très-différent de ce qu'il est devenu depuis. Je me plaisois à supposer que les défordres en Amérique étoient purement locaux, & que le mécontentement ne s'étoit glissé que dans les cœurs d'un petit nombre de gens qu'on ne pouvoit craindre que comme des cabaleurs capables de tromper & de soulever les peuples. J'avois toujours espéré que lorsque les Américains commenceroient à réfléchir mûrement sur les suites de leur rébellion, il seroient bientôt frappés de leur danger, & rentreroient dans leur devoir. Encouragé par cet espoir, je souhaitois qu'on pût les traiter avec indulgence, qu'on leur passât même leurs préjugés autant que cela pourroit se faire sans inconvénient. Qu'en est-il résulté ? Ils ont regardé ces actes d'indulgence comme autant d'indices de notre faiblesse : ils ont abusé de notre douceur à proportion de la générosité & de l'amitié avec lesquelles nous l'avons exercée ; & ils ont attribué notre patience, non à la tendresse & à l'affection maternelle de la Grande-Bretagne, mais à la pusillanimité de ses Administrateurs, & à un défaut absolu de moyens pour soutenir ses droits.

M. le Duc de Grafton appuie sa proposition sur des

14 Mars.

motifs d'humanité, d'équité & de politique. J'ose avancer que ni lui ni aucun autre membre de cette Chambre n'est plus rempli que moi de sentimens d'humanité. Mais l'humanité gagneroit-elle à la proposition de M. le Duc ? Je suis sûr que non. Que de pathétique dans ses expressions ! La pensée seul de l'effusion de sang humain le fait frémir d'horreur. Eh bien ! le moyen le plus sûr que je connoisse de prévenir cette calamité, c'est de faire partir au plutôt les armemens destinés pour l'Amérique. La crainte pourra produire, dans la conduite des Américains, un changement auquel ils ne se résoudroient jamais d'eux mêmes étant bien plutôt portés à secouer toute dépendance. Ils verront par-là que nous avons les moyens aussi-bien que la volonté de les forcer à reconnoître la vraie subordination & la soumission constitutionnelles qu'ils doivent à la Métropole. Je suis donc d'accord avec milord Duc sur les principes d'humanité. Nous différerons seulement quant aux moyens.

Adopter aujourd'hui la proposition de M. le Duc de Grafton, ce seroit vouloir faire manquer le principal & l'unique objet de cette guerre. En effet qu'est-ce que vous propose Milord Duc ? Il veut qu'on supplie sans délai S. M. de rendre une proclamation pour suspendre toutes hostilités, & d'attendre l'effet que cette proclamation produira en Amérique. Ne seroit-ce point là suivre ce plan de fausse modération qu'on a justement accusé d'être une des causes de notre situation présente ? Ne seroit-ce point déclarer nettement que nous avons peur de soutenir nos droits, ou bien que nous sentons l'impossibilité où nous sommes de le faire ? Je suis persuadé que c'est ainsi qu'on regarderoit une pareille démarche de notre part, & que les Américains ne lui donneroient point d'autre interprétation.

Au surplus, Milords, je vous prie de considérer qu'en envoyant, comme j'espère fermement qu'on le fera, les forces destinées pour l'Amérique, les voies de conciliation n'en resteront pas moins ouvertes, & qu'on pourra tout de même écouter les propositions des Colonies.

Comme Milord Duc, pour appuyer d'autant mieux sa proposition a donné à entendre que si on la rejet-<sup>14 Mars.</sup> toît, ce seroit une marque que l'objet de la guerre actuelle est de faire la conquête de l'Amérique, ou de la réduire à une soumission sans restriction, je ne veux point voter négativement contre sa motion; & je me contenterai de mander qu'avant de statuer sur le fond, on délibère s'il y a lieu dans le moment actuel à une motion de cette nature. Ce n'est pas certainement que je convienne avec lui qu'une négative impliqueroit l'intention ou le desir de la Chambre d'insister sur une soumission sans restriction & conforme à la description que Milord Duc en a faite; mais c'est que je serois fâché de voir une pareille idée se répandre & s'accréditer. Malgré cela, Milords, si je savois qu'ou pût donner une autre interprétation à mon suffrage, je le rétracterois sur le champ. Je déclare donc que si pour empêcher que la proposition de M. le Duc ne soit adoptée, il est nécessaire que je vote expressément pour la négative, je le ferai aussitôt sans difficulté. Je suis intimement persuadé qu'elle causeroit beaucoup de mal en interrompant la suite des opérations publiques déjà entamées, & qu'elle ne sauroit produire aucun bien; puisque la voie de la conciliation qu'elle paroît favoriser, sera ouverte tout de même; tandis que d'un autre côté, en donnant, Milords, votre suffrage à cette même proposition, vous feriez croire que vous désapprouvez les opérations adoptées aujourd'hui contre l'Amérique, ou bien que vous êtes dans l'impuissance de les mettre à exécution.

### *Le Duc de Manchester.*

LA situation actuelle des affaires, vues dans leur ensemble, comme dans leurs détails, doit causer les plus vives allarmes à tout Anglois qui s'intéresse à la dignité, à l'honneur ou à la prospérité de son pays. Les grandes dépenses que les opérations actuelles doivent occasionner, l'incertitude de la disposition réelle des Puissances étrangères, l'état présent de notre marine, qui, je

### 32-AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mars. — vous l'assure Milords, n'est pas, à beaucoup près, sur un pied aussi respectable que milord Sandwich le prétend, tous ces objets réunis nous démontrent la nécessité d'avoir égard à la proposition de M. le duc de Grafton, & de réfléchir sur tous les risques que nous courons en la rejetant.

Je suis bien-loin d'imaginer que milord Sandwich ait aucun dessein de vous en imposer. Je ne doute point qu'il ne vous ait rapporté de bonne foi les choses telles qu'elles sont venues à sa connoissance ; mais comme il a été obligé d'en croire le rapport d'autrui sur la plupart des objets dont il vous a parlé, il est vraisemblable qu'il a été trompé. J'ai pris des informations chez des gens du métier qui contredisent formellement les assertions de milord Sandwich sur l'état des vaisseaux de garde, sur le nombre des hommes qu'ils ont à bord, & sur la facilité avec laquelle on peut compléter les équipages. Je sais par exemple que l'*Aigle* qui doit être monté par milord Howe n'a pas plus de quatre-vingt-dix bons matelots à bord ; & que plusieurs des fregates & vaisseaux de guerre destinés ou déjà partis pour l'Amérique, ont été obligés de mettre à la voile assez mal équipés. Cette ardeur pour le service dont Milord a parlé, n'est point fondée en réalité ; car il a fallu tirer de dessus les vaisseaux de garde les hommes nécessaires pour compléter les vaisseaux destinés à un service pressé.

Ceci me conduit à examiner une autre assertion du lord Sandwich, savoir que cette disette de matelots des vaisseaux de garde provient de ce que les matelots ont ambitionné de partir avec les vaisseaux de guerre destinés pour l'Amérique. Comment cela s'est-il pu, si d'abord le complet des équipages pour l'Amérique a dû se former aux dépens des vaisseaux de garde ; & si le déficit trouvé ensuite dans le complet de ces vaisseaux n'a pas été plus grand après ces levées qu'au-paravant ; Mais je pense, Milords, qu'on trouveroit le déficit des vaisseaux de garde beaucoup plus considérable dans la réalité que ce Lord ne l'a annoncé.

Je

Je crois aussi que leurs équipages sont composés d'hommes qui ne devroient point être admis sur nos vaisseaux de guerre. Je suis bien informé que leur petit nombre n'est pas encore ce qu'il y a de plus fâcheux. Ces équipages sont composés d'hommes de terre, sans proportion avec les matelots, de vagabonds, & peut-être même de malfaiteurs. Je souhaiterois me tromper ; mais si le fait est vrai, c'est une circonstance bien propre à nous allarmer.

Nous n'avons point, Milords, de plus sûrs boulevards contre nos ennemis étrangers que notre marine : surtout ayant été obligés d'envoyer en Amérique la meilleure partie de nos forces pour pousser avec vigueur nos opérations actuelles. Si nous étions attaqués dans le moment présent où nos armées de terre & de mer sont si affoiblies, les conséquences en seroient bien effrayantes.

Je suis convaincu que nous ne devons pas nous croire en état de sûreté. Je suis même fondé à penser que la France & l'Espagne méditent de nous porter quelque coup. Les faits que milord duc de Grafton a rapportés ne sont que trop constants : ils étoient déjà venus à ma connoissance il y a un mois ; & je vous en aurois fait part si je n'avois pas voulu attendre que l'administration vous les communiquât d'elle-même. Je comptois qu'en vous en informant, le Ministère vous auroit instruit de ses motifs pour négliger ces bruits, ou vous auroit rendu compte des mesures qu'il auroit prises pour exiger de la France une explication sur cet objet.

Je vous rappellerai encore, Milords, qu'il se fait de grands préparatifs en France & en Espagne, tant sur terre que sur mer. On dira qu'il s'agit d'une nouvelle expédition de l'Espagne contre Alger, ou des querelles qui se sont élevées entre l'Espagne & le Portugal dans l'Amérique méridionale. La première supposition peut être fondée. Mais si les forces qu'on rassemble sont destinées contre le Portugal, rappelez-vous, Milords, ce qu'a dit dans les premiers débats

### 34 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mars.

milord Rocheford, ici présent, qui occupoit alors une place respectable dans l'administration, que si le Portugal étoit attaqué, nous serions forcés de prendre part à cette guerre & de donner aux Portugais toute l'assistance qui seroit en notre pouvoir.

En un mot, Milords, en réunissant toutes les causes, les circonstances & les événemens probables qui sont les sources de la querelle présente, ou qui pourront s'en suivre, je suis absolument de l'avis de milord duc de Grafton. Mon sentiment est de fournir aux colonies un moyen de rentrer naturellement dans leur devoir, tant pour assurer leurs droits constitutionnels, que pour prévenir les malheurs dont chaque partie de l'Empire est menacée, si nous persistons à exécuter des projets aussi ruineux, aussi injustes & aussi oppressifs que ceux que notre ministère a arrêtés.

#### *Le Lord Sandwich.*

Je n'interromprois point, Milords, le cours de ces débats si je n'avois pas été attaqué par M. le duc de Manchester qui, j'ose le dire, s'est trompé essentiellement dans chaque fait qu'il a avancé, ou qui a tiré les plus fausses conséquences de ses assertions les mieux établies. Je suis très-fâché que ce Lord ne m'ait pas consulté avant de hazarder des charges d'une nature aussi grave, parce qu'il m'eût été aussi facile qu'agréable de le désabuser & de lui faire voir combien on lui en a imposé. Je soupçonne, & j'oserois presque dire que je sais l'endroit où il a puisé les informations sur lesquelles il a insisté avec tant de chaleur. Les auteurs sont connus par les écrits qu'ils font

(\*) Milord  
Sandwich a  
eu en vue M.  
Hartley &  
le Capitaine  
Luttrell.

insérer journellement dans les papiers publics, & par leurs harangues dans la Chambre des Communes (\*). Mais il est bon de dire à Milord Duc que ces gens-là sont superficiels & mal instruits, & que tout ce qu'ils ont fait pour décrier la conduite de l'Amirauté à laquelle j'ai l'honneur de présider, n'a servi qu'à mettre en évidence leur ignorance absolue, ainsi que leur animosité personnelle.



Milord Duc prétend que ce sont des gens du même tier qui lui ont donné ces informations. Je leur 14 Mars. aurai bientôt démontré qu'ils n'entendent rien du tout à la chose. On parle de l'*Aréthuse*, du *Romney*, de l'*Aigle*, &c. comme ne pouvant pas être mis actuellement à la mer, parce qu'ils n'ont pas leurs équipages complets. D'après les derniers états que j'ai reçus de la situation de ces vaisseaux, je puis affirmer que rien n'est plus faux. Mais en supposant que les faits fussent vrais que s'en suivroit-il ? que d'après l'usage établi dans le service, les hommes ont passé d'un vaisseau à un autre, selon que les circonstances ont rendu ce changement nécessaire : mais cela prouve-t-il qu'un seul vaisseau, depuis le commencement de nos opérations & de nos armemens actuels, ait été arrêté un seul jour dans les ports, faute d'hommes ?

Suivant milord Duc, l'*Aigle* à bord duquel le lord Howe, commandant en chef de l'escadre, doit arborer son pavillon, manque aussi d'hommes. Quand le fait seroit aussi strictement vrai qu'il le prétend, je ne doute point que la réputation du lord Howe & le desir de servir sous un commandant si habile, & en même tems si doux & si affable, ne lui procurent bientôt assez d'hommes pour que le *déficit* dont milord Duc se plaint, n'ait plus lieu.

Quant à ce que milord Duc avance, qu'attendu le manque de matelots, nous avons été obligés de les suppléer par des vagabonds & des malfaiteurs, je proteste qu'il n'est rien arrivé de semblable, & j'aurois la plus grande répugnance, quelque critiques que les circonstances pussent être, à favoriser aucune maniere d'équiper notre marine qui pût donner du dégoût à une classe d'hommes si utile & si brave. D'ailleurs je crois qu'à bien des égards, il en résulteroit de grands inconveniens ; rien ne seroit plus propre à corrompre les mœurs des matelots, objet très-essentiel & sur lequel je ne cesserai de porter toute l'attention possible, tant que je serai en place.

En général, il n'y a rien à reprocher à nos matelots ;

14 Mars. & leurs mœurs sont honnêtes tout le tems qu'ils restent à bord. Si à terre ils sont plus dissipés, le tout se réduit à de folles dépenses, en parties de plaisir, ce qui n'est nullement contraire au bien du service, & d'autant moins que dès qu'ils n'ont plus d'argent & par conséquent plus de moyens de subsister sur terre, ils retournent gaiement à la mer. Mais si l'on souffroit que les vagabonds & les malfaiteurs s'enrolâssent sur les vaisseaux de Sa Majesté, que s'en suivroit-il? Les plus mauvais sujets d'entr'eux communiquant avec tout le corps des matelots, ils corromproient leurs mœurs sur les vaisseaux, ils les rendroient paresseux & négligens dans leurs devoirs; & à terre, ils leur apprendroient les moyens pervers qu'ils connoissent pour trouver à subsister. C'est ce qu'il n'est pas possible de souffrir, autant pour le maintien des mœurs que pour l'intérêt même du service. Je n'ai jamais perdu de vue un objet de cette conséquence, & je ne crois pas qu'aucun malfaiteur ou homme mal noté ait été enrôlé parmi les matelots. Si cela est arrivé, ce ne peut-être qu'à mon insçu, & ceux qui voudroient le faire trouveroient en moi la plus vigoureuse opposition.

Quoiqu'il en soit, prenons les faits présentés par M. le duc de Manchester sous un autre point de vue. Que prouveront-ils, même en admettant qu'ils soient vrais? Vous n'avez point oublié, Milords, que j'ai affirmé dans un débat précédent que le complet des équipages des vaisseaux de garde montoit à six mille huit cent hommes; qu'actuellement il n'y en avoit que six mille trois cents sur les registres: que par conséquent il y avoit un *déficit* de cinq cents matelots: qu'il étoit aisé de se procurer ces cinq cents hommes; ou que dans une nécessité actuelle ou imprévue ils seroient complétés en un instant, au moyen de la presse. Les faits contredisent-ils ce qu'alors je vous ai exposé sur ce sujet? Je suis convenu d'un *déficit*. Je vous ai informé de la facilité d'avoir des hommes, & j'ai ajouté en même tems que s'il étoit nécessaire

de mettre sur le champ les vaisseaux à la mer, la presse me fourniroit les moyens de pourvoir à tout ce que l'exigence du cas pourroit requerir. 14 Mars.

Quoique je parle de presse, je ne crois pas qu'il se présente d'occasion où nous en ayons besoin. Lorsque j'ai traité cette matiere en dernier lieu, j'ai dit que je croyois qu'on pourroit s'en passer ; & depuis ce tems là, je n'ai point eu de raisons pour changer d'opinion. Mais je n'ai point donné ma parole positive qu'on ne seroit pas obligé d'y avoir recours. Je suis toujours bien loin d'imaginer qu'elle aura lieu. Cependant je n'en réponds pas. Je répète encore ce qu'on m'a souvent entendu dire, que la seule nécessité pourra m'y forcer, & que cette nécessité me paroît aussi éloignée que jamais. D'ailleurs, c'est une opération que je voudrois qu'il fût possible d'éviter. La presse entraîne beaucoup d'actes de rigueur & de cruautés. Rien n'est plus affreux que d'arracher un membre utile de la société à sa famille & à ses parens les plus chers, dans le moment peut-être où ils ont le plus besoin de son industrie & de sa protection. J'ai réfléchi sur cette matiere, & j'espère pouvoir perfectionner quelque projet qui rendra la presse des matelots absolument inutile.

Je suis bien convaincu que le moyen ordinaire de se procurer des matelots est défectueux ; & je saisis avec plaisir cette occasion de parler de deux Officiers très-méritans, dont l'un est proche parent du lord Abercorn. Ces deux Officiers sont les capitaines Hamilton & Pownal ; le dernier jouit d'une fortune de cent mille livres sterl. on ne peut donc lui supposer d'autre motif que le sentiment de son devoir & la justice de la cause. Tous les deux ont offert leurs services de leur propre mouvement sans demander aucun secours à l'amirauté : il ont complété leurs équipages, & se sont mis en peu de jours en état d'appareiller. Je crois même qu'un des deux (le capitaine Hamilton) a été prêt en moins de quinze jours. Ces exemples & beaucoup d'autres semblables m'ont suggéré une idée qui pourroit faciliter beaucoup les recrues de matelots.

14 Mars.

Ce seroit de compter moins sur le secours de l'amitié, & de donner tous les encouragemens possibles aux capitaines nommés au commandement des vaisseaux pour qu'ils se chargeassent eux-mêmes de former leurs équipages. Les heureux effets de cette maniere d'accélérer un armement se sont fait sentir dans les deux exemples que je viens de rapporter & dans beaucoup d'autres que je pourrois citer encore.

Je n'ai qu'un mot à ajouter pour faire voir le peu de conséquence des *déficit* que milord Duc se plaît tant à nous reprocher. Supposons qu'un vaisseau soit nommé pour un service quelconque : il peut arriver que son équipage ne soit pas complet tant qu'il est en armement ; mais aussi-tôt qu'il a ordre de mettre à la voile, le *déficit* est bientôt rempli ; ou bien on prend des hommes des vaisseaux de garde ou d'autres bâtimens dont l'armement n'est pas si avancé. Voilà ce qui se pratique journellement sans que le service en souffre en aucune maniere.

Le duc de Grafton appuie sa proposition sur des motifs d'humanité, de justice & de saine politique. Je répondrai d'abord que le meilleur moyen de remplir cet objet d'humanité, & d'arrêter l'effusion du sang, est de persister avec constance & courage dans les mesures actuelles. Quant à la justice, je suis sûr que les raisons pour rejeter la proposition de milord Duc sont également fortes, à moins que nous ne consentions à abandonner les droits les plus essentiels & les plus sacrés de la législation Britannique. Je ne craindrai pas même d'affirmer que milord duc de Grafton s'est également trompé relativement à la politique. En effet, de même que nous avons le droit, je présume aussi que nous avons le pouvoir d'assurer ce droit, & que nous serons en état de convaincre les Américains que nos moyens ne sont pas moins certains que la justice de nos prétentions & que notre humanité, dans la maniere dont elles ont été soutenues.

*Le Duc de Richemond.*

14 Mars.

Milord Darmouth chicanne sur les expressions rapportées de lui par M. le duc de Grafton. Je me les rappelle très-bien ; j'en ai pris note dans le tems. Elles portoient que l'intention du Ministère étoit de se relâcher , de concilier , & de n'employer jamais la force des armes pour soumettre l'Amérique.

Telle étoit , Milords , l'idée jettée dans le discours du Roi : tel étoit l'objet apparent de la clause de l'acte de *captûre* à laquelle milord duc de Grafton a fait allusion ; & je suis entierement de son avis lorsqu'il dit que cette clause ne servoit que d'enveloppe au projet de la guerre pour soumettre l'Amérique. Car c'est ce que l'événement justifie.

Que porte la clause ? énonce-t-elle quelques dispositions pacifiques ? n'est-ce pas un assemblage de mots vagues & louches qui ne veulent rien dire , ou du moins qui ne présentent d'autre vue que d'investir la couronne du pouvoir de disposer des droits du Parlement , d'en rejeter tout l'odieux sur le Parlement ; & si le projet de soumettre l'Amérique se trouve impraticable , de donner à S. M. l'honneur de toutes les facilités auxquelles le Parlement pourroit par la suite se prêter.

Je vous prie, Milords, d'examiner cette clause & les conditions sur lesquelles toute mesure de conciliation doit porter. *Dès qu'une province quelconque &c. se montrera disposée à retourner à son devoir.* Comment connoitra-t-on les dispositions ? Ce n'est point par le Congrès , car , vous avez refusé de traiter avec lui. Ce ne sera pas non plus par aucune classe de particuliers , puisqu'il ne peut y en avoir aucune autorisée légalement à répondre d'autres personnes que de celles qui la composent. Il n'y a point actuellement d'assemblées avec qui vous puissiez traiter. Ce sont donc les individus que vous voulez détacher de leurs compatriotes dans le dessein de créer des divisions, en annonçant des offres de pardon , & d'avancer par ce moyen

— vos projets, soit de simple conquête ou de soumission  
14 Mars. indéfinie.

Mais je puis vous assurer que ce plan, si bien concerté qu'il puisse être, aura le même sort que tous les autres. Les peuples ne se laisseront jamais duper à ce point. Il sera reçu comme l'a été la proposition faite au Congrès de la part de milord North. Il ne fera jamais ce que n'a pu faire la somme de cent mille l. sterl. offerte au Congrès pour lui faire accepter la proposition conciliatoire. L'objet de toute proposition, avec quelque soin qu'on le cache, sera toujours découvert à la fin. Telle est la constitution du Congrès. Les membres ont été obligés de faire part à leurs Electeurs de l'offre des cent mille livres. Ils ont refusé l'argent des Ministres & leur proposition infidieuse, quoique bien différente du système actuel de soumission indéfinie, a été rejetée avec tout le mépris qu'elle méritoit.

Mais supposé que le Congrès eût accepté l'offre, pensez-vous, Milords, que les peuples eussent souscrit à des conditions aussi ignominieuses. Je suis persuadé du contraire. Le Congrès est un corps momentané, variable, dont les membres sont choisis pour un certain tems ; & comme les peuples, dans le cas où le Congrès auroit accepté l'offre, n'auroient pas pu manquer de prendre une pareille condescendance pour un abandon implicite de l'objet en contestation, ils auroient nommé aussitôt d'autres Délégués qui auroient cassé toutes les opérations de leurs prédécesseurs. Certainement les Américains n'acquiesceroient jamais à une loi conçue en ces termes : » vous vous taxerez vous-mêmes ; vous recueillerez vos taxes, & vous en enverrez le montant en Angleterre pour être versé dans le trésor de la Grande-Bretagne. En même tems nous nous réservons non-seulement la négative pour désapprouver le *quantum* de ces taxes, mais aussi le droit de vous taxer nous-mêmes, de telle manière & pour telle somme que nous pourrons le juger à propos par la suite ».

Milord Sandwich s'est servi, en répondant à milord duc de Manchester, d'une expression qui, selon moi, décele une présomption extraordinaire de sa part. Ce Lord non content d'avoir dit au duc de Manchester qu'il étoit mal informé & entièrement dans l'erreur, a ajouté, que comme il présuinoit que milord duc tenoit ses informations de gens du métier, il le prioit de les lui envoyer, & qu'il leur feroit voir qu'ils n'étoient que des ignorants & n'avoient aucune connoissance de la chose. 14 Mars.

Voilà, je l'avoue, un langage tout nouveau pour moi. J'avois toujours cru que des gens du métier étoient réputés s'entendre à leur profession : je croyois que dans des entreprises d'une nature importante & difficile, on avoit soin de les consulter. Je ne me serois jamais attendu à voir condamner en bloc un corps aussi respectable que celui de la Marine, & l'envelopper dans un reproche général d'ignorance & d'incapacité. Si l'affertion de milord Sandwich doit être prise au pied de la lettre, ce seroit une raison, ce me semble, pour abandonner notre plan actuel. Car, qui aurions-nous pour le mettre à exécution si cette imputation d'ignorance & d'incapacité étoit fondée ? Mais j'envisage les choses sous un autre point de vue, & j'ose dire que s'il est vrai qu'on fasse si peu de cas des talens & des connoissances des gens du métier, & que milord Sandwich se soit reposé uniquement sur ses lumières, peut-être bien transcendantes à tous autres égards, mais qui ne sauroient, selon moi être mises en parallèle avec celles de personnes qui ont consacré toute leur vie à l'étude de leur métier, je ne suis nullement surpris que jusqu'à ce jour toutes nos opérations aient avorté.

Milord Sandwich soutient qu'il n'est pas vrai qu'on ait enrôlé & reçu des vagabonds ou des malfaiteurs pour servir sur les vaisseaux de guerre. Je puis cependant prouver ce fait, en partie, par des anecdotes qui sont à ma connoissance. En qualité de lord lieutenant du comté de Suffex, j'ai reçu un ordre du

14 Mars. Conseil privé, signé du lord Gower, président de ce Conseil, par lequel il m'a été enjoint de tenir la main à l'exécution effective des loix portées contre les vagabonds, &c. Je pense, Milords, qu'il n'est aucun de vous qui ne sache quel étoit l'effet qu'on attendoit de cet ordre, ou qui puisse supposer que la proclamation dont il s'agit, ait été rendue dans aucune autre vue, que celle de remplir l'objet de la loi, en faisant mettre à bord des vaisseaux en armement les vagabonds qui seroient arrêtés, & qui, malgré tout ce que peut dire milord Sandwich, n'ont pas été envoyés aux prisons, mais sur les vaisseaux où on manquoit d'hommes.

Ce Ministre parle avec beaucoup d'emphase du pouvoir, des forces & des ressources de l'Angleterre. Il peut avoir raison, mais je n'en vois des preuves que dans l'extravagante profusion de nos octrois. Il prétend que nous n'avons pas encore fait jouer tous les ressorts de notre puissance, & que nous sommes en état d'employer & d'entretenir *dix fois plus de forces que nous n'en avons pour le présent*. Milord Sandwich a sans doute un génie très-fécond en expédients; mais je crains fort qu'il n'ait avancé beaucoup plus qu'il ne pourra prouver.

Par les votes de la Chambre, je vois qu'il a déjà été accordé pour le service de l'année courante environ six millions, y compris à-peu-près un million de frais extraordinaires pour l'année dernière. Or, sans supputer à combien pourront se monter les frais extraordinaires de cette année, dans laquelle on doit employer quatre fois plus de forces de terre, indépendamment d'une formidable armée navale, je suppose que les dépenses n'excéderont point les six millions déjà accordés, & je demande à milord Sandwich, s'il croit sincèrement que nous soyons en état de lever soixante millions qu'il faudroit tout juste en adoptant son assertion. Supposé que nous le pussions, la sagesse, la prudence ou la politique nous permettroient elle de faire de a reils efforts ?

Le manque de moyens pour nous défendre chez nous :



les dépenses énormes qu'entraînera la poursuite d'une guerre dans un si grand éloignement : les torrens de sang que cette guerre va faire couler : la crainte d'une attaque de la part de nos voisins ; mais sur tout l'injustice de notre cause : Voilà , Milords , les motifs qui me font approuver du fond de mon cœur la proposition de milord duc de Grafton comme un moyen de nous préserver de tous les malheurs dont nous sommes menacés. Je suis persuadé , Milords , que si vous adoptiez sa proposition , elle produiroit tous les effets heureux que son auteur vous a présentés ; & je vous déclare franchement , que si après cela les colonies persistoient dans le refus d'entrer en accommodement : si elles reclamoient des droits préjudiciables à la souveraineté de l'empire Britannique , avec laquelle elles ne doivent former qu'un seul & même grand corps politique , je cesserois dès ce moment-là de parler en leur faveur , & j'insisterois avec autant de chaleur que qui que ce fût , pour qu'on réduisît les colonies à l'espèce de soumission d'où dépend le plus essentiellement la force & le pouvoir de la Grande-Bretagne & de toutes ses possessions.

Comme je n'aurai peut-être plus occasion de parler devant les Seigneurs spirituels ( les Evêques , ) sur la matière que je viens de traiter , je prendrai la liberté de leur adresser quelques mots. Je n'ai gueres eu le bonheur jusqu'à présent de mériter leur suffrage , mais lorsque les motifs d'humanité & les sollicitudes de l'amour de la paix & de l'horreur pour l'effusion du sang de nos semblables , seront fortifiées de la considération des intérêts personnels de ces Seigneurs , je me flatte que ce corps respectable m'écouterà avec un peu plus d'attention.

*( Il se tourne vers le banc des Prélats. )*

Il est possible , Milords , que par l'événement de la crise actuelle la constitution soit détruite , que les droits & les libertés du peuple soient anéantis , ou que nous éprouvions une nouvelle révolution. Ce cas

## 44 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mars. arrivant, à quel sort Messieurs du haut Clergé pourrout-ils s'attendre ? Ne peut-il pas leur arriver de devenir une seconde fois la victime de la fureur des peuples ? Croyent-ils qu'on leur (a) laisseroit leurs excellentes prébendes , leurs riches doyennés , leurs beaux évêchés

a, Cette apostrophe de M. le duc de Richemond aux prélats Anglois sur leur attachement pour le temporel , a donné lieu à un Gazetier de remarquer que l'avarice , la vénalité , l'orgueil , le luxe & l'indolence de quelques membres du haut Clergé d'Angleterre , font plus de tort à la Religion que tous les écrits des Catholiques Romains. Ce Gazetier appuie son observation de l'exposé suivant :

» Il existe dans notre Eglise un Evêque qui entre lui ; ses deux gendres & son chapelain , possède près de quatorze mille livres sterl. de rente des biens de l'Eglise.

Les revenus de son Evêché sont de ..... 7,000 l.

Le mari de sa fille aînée , outre un bien propre qui rapporte net 1500 l. par an, jouit encore des places suivantes, savoir :

	<i>Livres par an.</i>	
Un Doyenné de .....	900.	}
Une Prébende de .....	500.	
Un Canoniat de .....	400.	
Deux Rectories faisant .....	1200.	
Un Bénéfice simple consistant dans les dîmes d'une Paroisse dont le Défer- vant n'a que 50 l. par an .....	300.	
		Total 3,300.

Le mari de sa seconde fille possède ,

Une Canoniat de .....	500.	}	Total 2,100.
Une Prébende de .....	400.		
Deux Rectories faisant .....	1200.		

Les deux gendres ci-dessus ont encore des rentes à vie appartenantes au siege , des places , & des dîmes dont personne ne fait le nombre ni la valeur.

Le Chapelain de l'Evêque qui n'est pas encore assez riche pour quitter cette place , & pour la laisser à un autre , possède deux sortes de Rectories & une Prébende , le tout faisant ..... 1,000.

» Ainsi, l'Evêque & les siens jouissent d'un revenu ecclésiastique de ..... 13,400.

& qu'on ne les sacrifieroit pas plutôt, pour appaiser & gagner les esprits du parti dominant? Voilà pourtant ce qui arriveroit si notre constitution venoit à être renversée. Des événemens de cette sorte ont toujours été dans la Grande-Bretagne les suites d'une mauvaise administration. 14 Mars.

Ceux qui tenoient les rênes du Gouvernement commençoient par soulever les esprits des peuples, ils violoient la constitution, ils faisoient des tentatives pour soutenir leurs infractions, & l'événement a toujours été que le peuple est rentré dans ses droits, de sorte que toutes les fois qu'il s'est vu réduit à la nécessité de les défendre, le Gouvernement a été dissous. Je prie Messieurs les Prélats de réfléchir sur leur position, & d'examiner les suites qu'une révolution pourroit entraîner, relativement à eux.

### *Le Lord Sandwich.*

Permettez-moi, Milords, de me disculper des imputations de M. le duc de Richemond. Je n'ai jamais attaqué les talens des gens du métier en général. Je n'ai jamais demandé qu'on me les envoyât pour les instruire. Ce que j'ai dit & ce que je pense en effet, Milords, c'est que M. le duc de Manchester étoit mal informé : que s'il prétendoit tenir ces renseignemens de gens du métier, je devinois qui étoient ces gens là : c'est-à-dire, des hommes superficiels. J'ai prié M. le Duc de m'envoyer ces gens du métier, m'engageant à leur faire voir qu'ils étoient des ignorants, & qu'ils

---

« Que pouvoit-on reprocher de pire au Clergé Romain lorsqu'il fut expulsé? Ces Messieurs ont acquis tous ces Bénéfices par une infinité de tours d'adresses & d'échanges avec le Ministre. Le but de Monseigneur est de procurer à ses gendres une si grande quantité de places que le Ministre soit obligé de leur donner des Evêchés, pour avoir de son côté la disposition de leurs nombreuses dignités, dînes, &c. »

» Entre ces trois Ecclésiastiques il n'y en a pas un qui se soit distingué ni par sa piété, ni par sa science, ni par son talent pour la chaire, ni enfin par aucun succès dans la Littérature.

14 Mars. n'avoient pas la moindre connoissance de la chose. Je vous demande , Milords , si l'expression dont je me suis servi , admet l'interprétation que milord duc de Richemond lui a donnée ? Je ne le crois nullement. On ne sauroit avoir une plus haute idée que moi de la profession des marins. Personne ne peut être plus parfaitement convaincu de la solidité & de l'étendue des connoissances de plusieurs braves officiers de ce corps , qui même seroient en état de remplir avec distinction tout autre service ou profession quelconque.

*Le Lord Darmouth.*

Je ne puis croire que M. le Duc de Richemond ait eu l'intention de dénaturer rien de ce qui a été dit dans les derniers débats. Milord duc est en général assez exact dans ses rapports. Cependant , Milords , je puis vous assurer qu'il m'a prêté des sentimens que je n'ai jamais eus , & dont je suis uniquement redevable à l'adresse avec laquelle il a su donner à mes paroles une signification toute différente de ce que j'ai eu intention de dire.

*Le Lord Hillsborough.*

Je n'étois pas présent lorsque milord duc de Grafton m'a cité relativement aux décisions prises dans le cabinet en 1769 , c'est-à-dire à l'époque où il a été proposé de révoquer l'acte pour imposer des droits de port en Amérique. Je viens d'apprendre que milord Duc a avancé que son avis n'avoit pas prévalu dans le cabinet & que je lui avois envoyé une note de ce qu'on y avoit arrêté. Je ne prétens point dire que milord Duc n'a pas reçu une pareille note , mais je nie qu'elle lui ait été remise soit directement ou indirectement de ma part.

Milord duc de Grafton a rappelé plus d'une fois ma malheureuse lettre qui a donné lieu à tant de discussions dans l'une & l'autre Chambre ; & il a soutenu qu'elle avoit été écrite pour amuser les colonies

& les tromper. Je n'ai jamais eu recours à aucune imposture pour faire réussir quelque entreprise que ce pût être. J'en appelle à la teneur de la lettre , & tout ce que je desiré , Milords , c'est que ceux d'entre vous qui pourront la juger digne de leur attention , aient la bonté de demander qu'il en soit fait lecture afin que la Chambre puisse elle-même l'apprécier , & qu'elle ne soit point induite en erreur par aucune interprétation partielle. Ce sera là un procédé honnête & conforme aux usages du Parlement. Le passage de la lettre qui a rapport à l'objet dont il s'agit aujourd'hui , portoit : *que les Ministres de S. M. ( alors en place ) protestoient pour eux-mêmes & prioient les Gouverneurs des Colonies d'assurer leurs assemblées respectives que l'Angleterre n'avoit pas l'intention d'établir aucune taxe en Amérique , dans la vue de lever un revenu.*

Supposé donc que cette promesse dût lier les mains à tous les Ministres suivans , ce que je ne crois pas cependant qu'on ose soutenir , est-il un seul des Lords de la Chambre qui puisse citer une seule circonstance où cette promesse ait été violée ou perdue de vue ? A-t-on imposé aucune taxe ou levé aucun droit depuis cette époque ?

Je n'entrerais ici , Milords , dans aucune discussion particuliere sur le droit de l'Angleterre de taxer les colonies. On connoît déjà ma façon de penser à ce sujet. Si la souveraineté renferme tout ce qui est essentiel au pouvoir qui lui est inhérent & à l'exercice de ce pouvoir , il est ridicule & absurde de vouloir que le droit législatif général de gouverner , d'ordonner & de censurer , soit distingué des objets partiels & limités de taxations qui sont compris évidemment dans ce même droit & en forment nécessairement une partie. Il seroit superflu , Milords , de détailler les conséquences qui résultent de ce principe : quant à l'avantage qu'il peut y avoir pour l'Angleterre d'établir des taxes en Amérique , c'est une affaire qui auroit peut-être mérité d'être mieux discutée avant

le commencement des troubles actuels. Mais dans  
 14 Mars. l'état des choses on ne peut plus & on ne doit plus  
 s'occuper de cette question. Feu M. Grenville, qui  
 le premier proposa l'acte de timbre, croyoit la chose  
 également juste & praticable, & vouloit concilier  
 par cet expédient le maintien du droit de l'Angleterre  
 avec la nécessité où elle se voyoit d'obliger les colo-  
 nies à la soulager du fardeau de ses dettes qu'elle avoit  
 contractées en partie à leur occasion. Ce Ministre étoit  
 un homme de mérite, & même un grand homme à bien  
 des égards. Cependant j'ai de fortes raisons pour croire  
 qu'il auroit abandonné son dessein s'il avoit pu prévoir  
 tout ce qui est arrivé depuis.

Ceux qui lui ont succédé étoient des gens fondés  
 en principes, & qui avoient les meilleurs motifs pour  
 se comporter comme ils l'ont fait. Ils ont trouvé  
 l'Angleterre dans une situation qui la menaçoit d'une  
 guerre civile. Jaloux de conserver la paix de l'empire,  
 ils ont consenti à la révocation de la loi qui avoit  
 amené de si malheureuses circonstances; mais ces  
 même Ministres ont reconnu le principe établi par  
 leurs prédécesseurs, puisqu'il ont accompagné la ré-  
 vocation de l'acte du timbre d'une loi interprétative  
 qui maintenait la suprématie législative de la Grande-  
 Bretagne dans tous les cas quelconques.

Lors de l'imposition des droits en 1767, je n'ai  
 point assisté aux séances de la Chambre, & je n'ai  
 eu aucune part à cette imposition. Cependant dès  
 que les Américains nous ont contesté le pouvoir  
 d'imposer ces droits (& voilà, Milords, ce que je  
 vous prie sur-tout de bien remarquer) j'avoue que  
 mon sentiment a été de ne consentir en aucune manière  
 à une révocation totale, à moins que nous ne fussions  
 résolus à abandonner entièrement notre souveraineté  
 sur les colonies. J'ai vu la nécessité qu'il y avoit de  
 laisser subsister une partie des droits en question jus-  
 qu'à ce que les Américains eussent reconnu que nous  
 sommes fondés à les imposer. Conséquemment à ce  
 principe, j'ai voté contre la révocation totale, & j'ai

encouru

concouru par mon conseil & par mon approbation à l'expédition de la lettre dont il s'agit. Il falloit, selon moi, que les Américains reconnussent complètement, clairement & expressément notre droit. Ce point une fois solidement établi, j'aurois pu me relâcher sur l'objet de la convenance. 14 Mars.

Je suis encore aujourd'hui dans les mêmes sentimens; & je continuerai toujours de m'opposer, autant que je le pourrai, à toute espece d'accommodement, n'importe sous quelle forme on pourra le présenter, qui n'aura pas pour base la soumission des Américains, & un aveu du droit que nous avons de les taxer tel que je viens de le définir. C'est que je suis intimement persuadé que si nous abandonnions le droit de taxation, nous ne tarderions pas à perdre tous les autres droits lucratifs de notre souveraineté; & que l'Amérique finiroit par se séparer entièrement de la Grande-Bretagne.

Milord duc de Grafton a désapprouvé hautement dans une autre occasion la loi modificative de la chartre de la baye de Massachusett, passée il y a deux ans. Pour moi je pense qu'elle étoit extrêmement nécessaire à tous égards. D'abord je la crois juste par la raison que toute chartre, vu la nature même de la concession, est susceptible d'être réformée & dissoute par la législation suprême. Considérez un moment, Milords, ce qu'il y auroit à craindre si cela n'étoit pas ainsi. Le Roi pourroit accorder des privilèges exclusifs par des chartres: il pourroit les qualifier de manière à les rendre entièrement indépendans du Parlement; & par ce moyen morceler tout l'empire & le diviser en autant de communautés indépendantes que bon lui sembleroit. Certes, Milords, ce seroit là une absurdité révoltante. Je maintiens que toutes les corporations sont sous l'inspection du Parlement, & qu'il appartient au Parlement de modifier, de rectifier ou de supprimer les privileges accordés de la sorte, toutes les fois qu'il voit que les intérêts de l'empire l'exigent.

14 Mars. Pour appuyer ce principe général, faisons-en l'application particulière à la baye de Massachusett. Vers la fin du règne de Charles second la politique des Ministres ( & je la désapprouve tout autant qu'aucun de vous, Milords ) étoit de dissoudre les chartres sans autre raison que le seul bon plaisir de la couronne, ou du moins d'une manière qui n'étoit gueres plus légitime. Cependant ce qui se passa à l'égard de la baye de Massachusett ne peut pas être qualifié d'abus. On découvrit que sa chartre n'étoit autre chose qu'une incorporation de certaines personnes réunies, seulement pour affaires de commerce, sous la dénomination d'un président ; & la place de président étoit donnée à la pluralité des suffrages des assesseurs. Ce corps d'assesseurs usurpoit tous les pouvoirs du gouvernement civil ; & au lieu de se regarder comme une compagnie commerçante, il s'étoit érigé en une espèce de petite république : désavouant presque toute relation politique avec la Métropole.

Guidés par ces principes républicains qui ont plus ou moins prévalu parmi ces peuples depuis leur premier établissement en Amérique, le président s'arrogea bientôt le titre de gouverneur : ses assesseurs prirent celui de conseil ; & sur ce conseil le Roi n'avoit aucun pouvoir, attendu qu'il n'avoit la permission de nommer ni le président ni les assesseurs.

Le chartre fût donc dissoute, & quoique les habitants de cette province aient fait tout au monde après la révolution pour en obtenir le renouvellement, leurs efforts furent infructueux.

Les Ministres du Roi Guillaume avoient pourtant exposé leurs vies & leurs fortunes pour le maintien des libertés constitutionnels de leur pays ; & malgré cela on ne put jamais gagner sur eux d'établir ou de renouveler des prétentions si déroatoires aux droits législatifs, à l'autorité souveraine & aux intérêts essentiels de la Grande-Bretagne. Enfin, le peuple de la Nouvelle Angleterre fut obligé de se soumettre. Cette province fut divisée en gouvernement distincts



les uns des autres ; & le Roi se réserva le pouvoir de nommer le gouverneur dans la Province de Massachusset & pourvut d'une autre manière à l'élection du Conseil. 14 Mars.

Telle étoit la constitution de ce gouvernement au commencement des troubles actuels , lorsqu'on s'aperçut qu'il restoit un vice qui occasionnoit une interruption continuelle dans la marche des affaires. Le voici. En vertu de la chartre du Roi Guillaume , le Conseil étoit choisi par le peuple ; quoique la nomination du gouverneur fût réservée à la couronne. Le gouverneur se voyoit continuellement traversé & dominé dans le Conseil. Ainsi , toutes ses propositions étoient sûres d'échouer , & en général le gouvernement étoit sans activité. C'est pour remédier à ce mal que le bill qui modifie la chartre a été passé en loi. Je suis fâché qu'on n'y ait pas pensé plutôt ; car je ne doute point que si cette loi eût existé auparavant , il ne seroit arrivé aucun des malheurs qui nous donnent aujourd'hui tant d'inquiétudes & dont nous nous affligeons à si juste titre. Le gouvernement auroit déployé ses forces : les partisans de la paix & de l'obéissance auroient eu la liberté de se montrer : on n'auroit vu aucun de ces procédés violens qui ont occasionné des bills de punition : ou s'il y eût eût quelque soulèvement , le mal auroit été arrêté dans sa source ; & la Colonie , & par conséquent tout le continent , seroient aujourd'hui dans un état de tranquillité parfaite & de soumission entière.

D'après toutes ces considérations, Milords, loin de désapprouver avec M. le duc de Grafton le bill de la chartre , ou désirer que le gouvernement n'eût jamais adopté cette mesure , tout ce que je regrette aujourd'hui , c'est qu'on n'ait pas pensé à la mettre en exécution dans un tems où j'ose assurer qu'elle eût produit les effets les plus heureux & les plus salutaires.

*Le Lord Shelburne.*

Je suis venu aujourd'hui avec le dessein d'appuyer

D ij

14 Mars. la proposition de milord duc de Grafton , parce que je crois que dans ce moment-ci il ne nous reste pas d'autre expédient , pour éviter la destruction qui nous menace , que d'abandonner un système extravagant & romanesque de conquête & de coercition : système adopté , je ne le vois que trop , par des personnes qui veulent faire aux dépens de la nation le dangereux essai de leur pouvoir. Dès l'origine de cette malheureuse dispute , j'ai toujours pensé qu'il y avoit des tempérammens à prendre , à la faveur desquels l'Angleterre pourroit se tirer avec honneur de cette affaire , & en même tems répandre sur ses sujets Américains les avantages du gouvernement Britannique autrefois si doux , si heureux. Je n'entends point par-là que l'Angleterre doive sacrifier ses intérêts auxquels je suis tout aussi attaché qu'aucun des Lords de cette Chambre , & que je soutiendrai & défendrai toujours avec tout le zèle possible. Mais je suis persuadé que le pouvoir de taxation qui réside dans les Colonies , & que les privileges dont elles jouissent en vertu de la Charte doivent leur être inviolablement conservés. Je croirai toujours que toute entreprise tendante à les priver de l'un ou de l'autre de ces avantages , sera aussi injuste dans le principe qu'impraticable dans l'exécution.

Je fais bien que , même après que de notre côté nous nous serons beaucoup relâchés , & que les Colonies auront donné des marques de soumission & de fidélité , il restera encore beaucoup à faire. Mais reposons-nous sur la sagesse , l'intégrité & la modération des Ministres , & sur l'habitude qu'ils auront acquise de surmonter de grandes difficultés. Ils vont en rencontrer de bien des especes & de nature très-singuliere. J'en prévois même quelques-unes. La distribution de l'armée , par exemple , occasionnera beaucoup d'incertitudes , de contrariétés d'avis , tant ici qu'en Amérique. Pour moi , Milords je défendrai toujours le droit inhérent à la Couronne de commander , d'envoyer & de stationner une armée dans telle partie que ce soit de cet Empire ; & j'avoue que j'ai été aussi sur-

pris que fâché d'entendre une doctrine contraire, enseignée dans cette Chambre par plusieurs Lords qui sont spécialement chargés de maintenir la juste prérogative de Sa Majesté dans sa plus parfaite intégrité. 14 Mars.

Ici je fais allusion particulièrement à ce qui s'est passé en Irlande, & au langage tenu par le Parlement de ce royaume. Je possède des biens considérables en Irlande, & j'ai sincèrement ses intérêts à cœur ; mais je ne chercherai jamais à les soutenir aux dépens de l'Angleterre. D'ailleurs je suis persuadé qu'à la fin l'Irlande ne tireroit pas un bénéfice réel de toute grace particulière qui lui seroit accordée, si ce n'est sur des avantages locaux qui ne blessent point l'autorité & la suprématie de l'Angleterre.

Si les loix contre les Catholiques sont cruelles & contraires à la politique, ainsi que le monopole réclamé par la Grande-Bretagne dans quelques circonstances : si on a besoin de loix qui puissent encourager l'industrie domestique, & avancer la culture ; personne ne sera plus empressé que moi à concourir à toutes les mesures qui pourront conduire à des objets aussi salutaires & aussi désirables. Mais lorsque j'entends affirmer que la force militaire de cet Empire doit être divisée en établissemens séparés qui ne soient pas immédiatement sous la main du Souverain : que Sa Majesté n'a pas le droit d'envoyer des étrangers avec l'attache d'un Parlement Britannique, dans une partie quelconque de l'Empire, pour la défense particulière de ce pays ; ou pour la sûreté de tout l'Empire : lorsque j'entends parler d'un établissement militaire fixe ; & pour ainsi dire cloué à l'Irlande, au point qu'on ne puisse pas l'en détacher dans le plus grand besoin des affaires ; il m'est impossible de garder le silence, & de ne point exprimer toute mon aversion pour une doctrine si destructive des prérogatives de la Couronne & du pouvoir suprême du Parlement Britannique.

Quant à la proposition sur laquelle on délibère,

14 Mars. — elle me paroît l'unique moyen qui nous reste de sauver la Nation. Je n'y vois qu'une seule objection plausible, c'est que si nous reculons dans ce moment-ci, une pareille conduite encouragera les Américains à faire de nouvelles demandes ; & que cette complaisance de notre part, dans un tems de crise, pourra être attribuée par eux à la timidité & au sentiment de notre foiblesse plutôt qu'à un amour réel de la justice. En accordant aux conséquences de cet argument toute la force qu'on leur suppose, je me contenterai de lui opposer l'observation de milord duc de Grafton, c'est qu'en supposant que cette démarche du Gouvernement ne produisît pas d'autre effet sur les Américains, elle donneroit au moins une telle supériorité à ses partisans, elle opéreroit en sa faveur une telle réunion d'esprit & de force, que ces avantages seroient plus que suffisans pour contrebalancer tous les inconvéniens qui pourroient résulter de la suspension d'armes proposée.

En général, je ne vois aucune objection solide contre cette proposition qu'une foule de raisons impérieuses doit au contraire vous porter à accepter. Sur-tout vous ne devez point dissimuler que rien n'est si possible, ou plutôt si probable qu'une guerre étrangère même très-prochaine. Je suis convaincu d'ailleurs que les projets actuels de conquête & de réduction sont aussi contraires à l'équité qu'à la politique ; & d'après cette persuasion je conclus que tous les principes d'humanité, de justice & de politique concourent à soutenir la proposition de milord duc de Grafton,

*Le Lord Littleton.*

Je ne pense point que les Lords qui ont appuyé la proposition, ni aucun autre membre de cette Chambre aient aucun droit de demander des explications aux Ministres sur des objets qui tiennent aux affaires de leurs départemens. Cependant, comme le parti de l'opposition les a pressés vivement à ce sujet, je serois bien-

aise de savoir d'eux si les Cours de Versailles & de Madrid les ont assurés d'une manière à leur ôter toute inquiétude, que la Grande Bretagne ne sera pas troublée dans ses opérations pour réduire ses sujets rebelles en Amérique. C'est moins par un motif de curiosité que pour fortifier le courage du Gouvernement que je fais cette demande. Je suis convaincu que ni menaces, ni intrigues ne doivent nous empêcher de tirer l'Amérique de l'état de trouble & de confusion où elle est actuellement, & de nous assurer pour l'avenir sa dépendance & sa soumission constitutionnelles. Mon principal objet est donc de rappeler aux Ministres ce qui s'est passé dans le cours de ces débats, de peur que leur silence ne soit interprété comme un aveu positif.

On avoit reproché au lord Hillsbroug de n'avoir écrit sa lettre circulaire que dans l'intention de tromper les Colonies. Ce Lord s'est très-bien justifié de cette imputation. Mais je suis fort éloigné d'être de son avis sur quelques autres points. Il a dit que depuis on n'avoit imposé aucune taxe, ou que s'il en avoit été mis quelque'une, c'étoit sous une administration différente, & que ceux qui la composoient dans le tems où cette lettre a été écrite, étoient pour la plupart retirés, si même ils ne l'étoient pas tous. Tout cela me semble absolument étranger à l'affaire & très-inutile, si ce n'est pour servir à la justification personnelle de ce Ministre. Je ne puis convenir Milords, qu'aucune promesse ou aucun engagement d'une administration précédente puisse être réputée obligatoire pour les Ministres actuels. En ma qualité de membre de cette Chambre, je ne consentirai jamais à être lié par une telle obligation. Je ne puis concevoir qu'il soit à la disposition d'aucune classe de Ministres, quelque habiles qu'on les suppose, de faire les honneurs des droits inhérens au Parlement Britannique. C'est une prérogative que leur place ne sauroit leur donner. Si le pouvoir réside dans le Parlement, comme j'en suis convaincu, le Parle-

ment lui-même n'a pas le droit de s'en désaisir sans  
 14 Mars, manquer ouvertement à ses obligations. Je maintiens  
 que c'est un droit inhérent au Parlement, originel &  
 inaliénable, & qui ne peut être ni abandonné, ni trans-  
 mis. Si cela est ainsi, des engagements de cette na-  
 ture, contractés par des Ministres, doivent encore  
 moins lier le Parlement & la Nation en général.

J'admets que le droit de taxation, qui est l'objet de  
 la dispute actuelle, pour des raisons de convenance par-  
 ticulière, puisse être suspendu ou non exercé ; mais je  
 soutiens qu'il ne peut jamais être entièrement abandon-  
 né, parce qu'il est essentiel à la nature même & à l'exer-  
 cice du gouvernement civil.

La proposition sur laquelle on délibère est, à la vérité,  
 d'une nature très-extraordinaire. Quel est son objet ?  
 Après les actes de violence les plus caractérisés de  
 la part de l'Amérique, après les preuves multipliées  
 que le gouvernement a données de sa patience, de sa  
 modération & de sa condescendance, on nous prie de  
 suspendre toutes opérations ultérieures. Une telle  
 conduite est-elle compatible avec la sagesse & la  
 dignité d'une grande & puissante nation ? Considérez,  
 Milords, quelle figure vous ferez aux yeux de toute  
 l'Europe, aux yeux même des sujets pour l'intérêt  
 desquels on fait cette proposition. Toutes les voix ne  
 se réuniront-elles pas pour déclarer que c'est le com-  
 ble de l'extravagance, de la lâcheté & de la foiblesse,  
 & non l'ouvrage de la modération & de l'humanité ?

Je suis étonné d'entendre les Lords de l'opposition  
 réclamer avec tant de chaleur les droits de l'humani-  
 té pour vous déterminer en faveur de leur propo-  
 sition. Est-il peuple sur la terre qui ait agi avec plus  
 de barbarie que celui en faveur duquel ils plaident ?  
 Les rebelles n'ont-ils pas déjà détruit jusqu'à la moindre  
 apparence de gouvernement ? N'ont-ils pas ruiné,  
 banni & pros crit tout homme qui a osé se montrer  
 d'un sentiment différent du leur ? N'ont-ils pas foulé  
 aux pieds tous les droits de la liberté personnelle  
 & de la propriété particulière ? N'ont-ils pas empêché

de publier par l'impression, des discussions libres, & n'ont-ils pas renversé ce puissant rempart de la liberté dans la personne de M. Rivington dont le seul crime étoit d'avoir imprimé les opinions de ceux qui avoient osé désapprouver leur conduite ?

14 Mars.

Soyez sûrs, Milords, que j'ai des informations sûres pour appuyer ces assertions générales qui m'ont été données par des personnes d'une probité reconnue, de qui j'ai appris nombre de particularités qui vous étonneroient si on les publioit. Mais abstraction faite de la grande question entre les deux pays, je me bornerai à vous demander quel effet peut résulter de cette motion ? Elle ne servira qu'à donner aux Colonies le tems de se préparer à une résistance plus vigoureuse & plus efficace ; & si ce qui a été dit ici aujourd'hui relativement à la disposition réelle des puissances étrangères a quelque fondement, nos ennemis naturels, ainsi que nos sujets rebelles, pourront faire plus à leur aise des préparatifs qui nous mettront hors d'état de réduire les Américains à l'obéissance.

*L'Évêque de (\*) Peterboroug.*

(\*) Le docteur  
Hinchcliffe.

Je ne vois rien dans tout le discours de milord Littleton qui puisse m'empêcher d'appuyer la motion de milord duc de Grafton. Tout ce qu'on a dit en faveur des mesures coercitives peut se réduire à deux points. C'est que les Colonies visent à l'indépendance, & que nous ne devons pas suspendre nos opérations que nous ne les ayons réduites à une soumission sans restriction. D'abord l'intention qu'on prête aux Colonies ne me paroît pas prouvée d'une manière satisfaisante. On prétend que l'esprit républicain regne sur toute l'Amérique. Si cette accusation est fondée, on n'a jamais prétendu que cet esprit s'étendit au-delà des limites de la Nouvelle-Angleterre ; & conséquemment on n'a prouvé par aucun fait que cette accusation pût regarder tout le Continent de l'Amérique septentrionale. Dans le cours de ces débats on a fait plusieurs beaux raisonnemens pour

14 Mars. appuyer cette opinion , mais je ne conviendrai jamais que les troubles qui éclatent dans un état d'anarchie ou de confusion , soient des signes certains du caractère d'un peuple. On peut faire & on peut permettre bien des choses qui ne ressemblent guere aux sentimens réels & moins encore aux dernières intentions du plus grand nombre.

Mais quand les Colonies viseroient à l'indépendance , est-ce une raison pour nous plonger dans toutes les horreurs d'une guerre ? En serons-nous beaucoup mieux quand nos armées les auront réduites à la soumission & que nous les aurons convaincues que nous avons des forces supérieures aux leurs ? L'Histoire prouve l'inefficacité des loix lorsque le gouvernement cesse d'être fondé sur l'opinion publique. Les états éclairés ont toujours prêté attention à la voix du peuple ; sans cela il ne leur eût pas été possible de maintenir longtems leur domination. Et quand même on le pourroit , en retireroit-on un fruit proportionné aux peines & à la dépense ? Rome , au faite de la grandeur , sentit le poids de cette objection , & son gouvernement n'étoit pourtant fondé que sur ses forces , en cela bien différent d'un gouvernement qui porte sur l'affection des peuples. Elle céda sagement en se désistant de ses demandes , en changeant de système , en redressant les griefs & en admettant même quelquefois les prétentions de ses sujets quoiqu'elles fussent mal fondées. Je dis donc , Milords , que soit qu'on envisage la question sous le point de vue de l'indépendance de la part des Américains , ou celui de la convenance de notre part , je ne crois pas que l'une ait été plus prouvée que l'autre , quand on seroit satisfait des allégations faites sur ces deux points , cela ne m'empêcheroit pas de regarder le projet d'arracher aux Américains une soumission sans restriction , appuyée par la plupart des Lords qui ont parlé contre la motion , comme un projet aussi injuste que contraire à la saine politique , & je me déclare en faveur de la proposition de milord duc de Grafton.



*Le Lord Gower.*

14 Mars.

J'a été un des membres du Cabinet qui ont conseillé la lettre circulaire écrite en 1769 par le lord Hillsboroug. Mais pour justifier cette lettre, en voici une autre écrite en 1765 par le général Conway aux Gouverneurs de l'Amérique. Elle renferme la même doctrine défendue par les Lords qui ont parlé contre la motion. L'Amérique, disoit ce Ministre, avant que de pouvoir attendre quelque grace ou quelque indulgence de la part de la métropole, doit reconnoître sa souveraineté & la suprématie de sa législation. Vous voyez donc bien, Milords, que le Ministère n'a point varié dans ses principes.

*Le Lord Abingdon.*

Je me contenterai de vous observer en peu de mots, Milords, que le droit réclamé par la métropole évincera l'Amérique de ses propriétés, & qu'en lui enlevant ses chartres vous l'avez dépouillée de tous ses droits municipaux. Ainsi la guerre que vous allez lui faire pour la réduire à une soumission sans restriction, est une guerre de conquête qui en cas de succès doit se terminer par l'esclavage absolu des vaincus.

*Le Lord Cambden.*

J'ai déclaré assez souvent que nous ne pouvions pas, sans injustice, forcer les Américains à payer des taxes tant qu'ils ne seront pas représentés dans notre Parlement, & que ce seroit violer non seulement tous les principes fondamentaux de notre constitution, mais encore les privilèges auxquels les habitans des colonies ont droit de prétendre comme sujets de la Grande-Bretagne & les droits inaliénables de l'humanité. Ainsi, Milords, je ne reviendrai pas sur ces objets, à moins qu'ils ne se présentent naturellement dans ce qui nous reste à discuter, & je me bornerai

à l'examen de la proposition de milord duc de  
14 Mars. Grafton.

J'observerai d'abord que quand il y auroit quelque prétexte de taxer les Colonies, la forme qu'on prétend suivre pour exercer ce droit seroit de la plus grande absurdité. Si l'on veut soutenir le droit de les taxer, il faut que ce soit comme un acte de puissance souveraine émané de la législation. Mais d'aller imaginer qu'un Parlement qui ne tient le pouvoir d'octroyer les subsides que de ses constituans, puisse accorder l'argent & les propriétés des autres peuples, c'est un follécisme en politique & en législation, réservé pour notre siècle : c'est une idée qui paroîtra ridicule à tout homme impartial & éclairé. Si nos ancêtres revenoient au monde, & qu'ils eussent connoissance de ces prétentions risibles & injustes, ils auroient peine à croire qu'une telle chimere fût entrée dans la tête de quelqu'un.

J'examinerai donc la proposition actuelle avec le dessein de voir comment on pourroit remédier à cet acte extraordinaire, appelé l'*acte de capture*, passé à la fin de l'année dernière. J'avoue que je suis étonné comment vous avez pu, Milords, approuver une telle loi. Je n'entreprendrai point de vous en faire remarquer la cruauté, l'injustice & l'abus même en politique. Ce n'est point là mon objet. J'étois incommodé à Bath lorsqu'elle a passé. Je voudrois demander à ceux d'entre les Lords qui l'ont approuvée, comment il ont pu admettre la clause par laquelle on règle la manière dont le pardon s'accordera aux Colonies. Comment ont-ils pu permettre qu'on en imposât à la Chambre, au point de vouloir lui persuader que cette clause déléguoit un pouvoir quelconque d'ouvrir un accommodement avec les Colonies ? Que porte cette fameuse clause ? *que S. M. sera autorisée à faire grace & à recevoir les soumissions de ceux qui voudront rentrer dans leur devoir.* Or, je demande si, en vertu de cette clause, S. M. peut autoriser des Commissaires à accorder le pardon à

des provinces entières & à des corps d'hommes réunis, ainsi qu'à traiter sur les droits du Parlement. Si l'on me répond affirmativement, je m'engage à prouver que cela ne se peut pas, & que celui qui agiroit en vertu d'un tel pouvoir ne le pourroit faire qu'à ses propres risques. Si même S. M. transféroit ce pouvoir jusqu'à ce point, cela rempliroit-il l'objet qu'on s'est proposé par cette clause? Le commandant en chef ou les commissaires pourroient-ils en conséquence entrer en négociation ou convenir de quelques conditions? Je maintiens que non. Celui qui voudroit traiter avec des rebelles autrement que sur le pied d'une soumission sans réserve, risqueroit sa tête.

---

14 Mars.

A quoi bon envoyer des commissaires pour traiter, puisque le Parlement a déclaré que tout traité, communication ou commerce quelconque avec les Colonies seroit un crime de trahison non seulement contre la personne du Roi, mais même contre l'Etat & les droits de législation du Parlement. Les Américains ont été déclarés rebelles. L'acte même dont il est question les qualifie également de rebelles. Comment donc y auroit-il quelqu'un d'assez hardi pour entreprendre un accommodement n'ayant en main qu'une autorité inférieure à celle qui a déclaré les Américains rebelles, à moins que, comme on l'a déjà observé, l'Amérique ne soit censée devoir se soumettre sans conditions? C'est la preuve la plus évidente qu'une soumission totale & sans condition est le vrai objet que le gouvernement a eu en vue, & qu'il s'est efforcé de déguiser sous le pitoyable pretexte dont je viens de parler. C'est principalement par cette raison que je voudrois qu'on adoptât la proposition de milord duc de Grafton afin de connoître les vraies intentions de la Cour, & de savoir si les Ministres prétendent renoncer à la totalité de ce qu'ils demandoient, ou s'ils veulent tout risquer & continuer la guerre dans l'esperance ou de remporter une victoire complete, ou d'obtenir une soumission absolue & sans conditions. Leur refus ne nous laissera pas longtems ignorer leurs

14 Mars.

dernieres intentions. Ces mots vagues, *concession*, *traité*, *negociation*, auroient précisément la même force que le mot *accommodement* dans une comédie de *Shakespear* où le soldat, lorsqu'on le presse d'expliquer ce que signifie le mot *accommodement*, répond *accommodement veut dire accommodement*.

Mais, Milords, on insiste beaucoup sur ce que les Américains se sont emparés des châteaux, des forts, des munitions appartenants à Sa Majesté. C'est-là, dit-on, une rebellion bien caractérisée. S'il y a en cela quelque chose de vrai, l'imputation ne peut regarder que le Canada. Quoiqu'il en soit, si nous consultons la loi, qui peut être notre seul guide, je révoquerai en doute la vérité de cette assertion. Avant le regne d'Edouard VI. ces hostilités n'étoient point regardées comme crimes de trahisons. Pendant le regne de ce Prince il fut publié une loi qui statuoit que quiconque s'empareroit des châteaux du Roi, de ses forteresses, &c. seroit puni comme coupable de haute trahison. Sous le regne suivant, celui de Marie, cette loi fut abolie, ainsi que quelques autres passées depuis la vingt-cinquième année du regne d'Edouard I I I. Je n'ai pas connoissance qu'on l'ait renouvelée depuis; & je ne vois pas, si l'on n'étoit accusé que de ce seul délit, qu'il y eût lieu à la punition.

Je remarque dans cette étrange clause qu'il s'y est glissé une singuliere expression; &, sans l'odieuse tournure de toute cette unique affaire, j'aurois pu croire qu'elle se trouvoit-là par une bévue de copiste, puisqu'elle est de la plus grande absurdité. C'est la condition sur laquelle le pardon s'accordera, aussi tôt; dit-on, que la province sera dans *la paix du Roi*. Cette phrase n'a aucun sens. *La paix du Roi* ne signifie rien qu'autant qu'elle feroit allusion à l'ancienne coutume du tems où les feudataires se faisoient réciproquement la guerre, soit en voulant se faire justice eux-mêmes des insultes qu'ils recevoient, soit par voie de représailles. Et lorsque le Roi vouloit mettre fin à ces sortes de querelles, il faisoit publier que les dis-

tricts respectifs où regnoit la guerre étoient *dans la paix du Roi.*

14 Mars.

A force de méditer sur cet objet , je crois avoir enfin découvert le vrai motif pour lequel on a fait revivre ce terme suranné. C'est que tout va de pair dans l'intrigue par laquelle on a voulu dès le principe , aggrandir le pouvoir de la Couronne sous le spécieux prétexte d'assurer le droit du Parlement. A tout événement on veut déshonorer le Parlement ; & quand les Ministres auront éprouvé l'impossibilité de réussir dans leurs projets , ils n'auront plus qu'une chose à faire , ce sera de déclarer que la *Province est dans la paix du Roi.* Les hostilités cesseront , & comme on vous l'a déjà dit, Milords, le Parlement sera chargé , tant ici qu'en Amérique , de tout l'odieux d'un tel procédé , & particulièrement d'avoir violé les libertés de ses concitoyens. Alors les Ministres , comme on dit , s'en laveront les mains , & pourront se retirer avec la conscience nette d'une mauvaise affaire , dont cependant ils auront été les vrais moteurs.

LE LORD CAMPDEN ayant cessé de parler , le lord Mansfield demande la permission de dire quelques mots pour sa justification personnelle , relativement aux griefs allégués contre lui dans le cours du débat. Il fait voir ensuite que dans le principe les Américains n'ont eu d'autre vue que celle de l'indépendance. Pour appuyer cette assertion , il lit à la Chambre une piece tirée du journal du Congrès , qui porte en termes clairs & précis que le Parlement de la Grande-Bretagne n'a point de pouvoir législatif sur les Américains , & qu'ils ne connoîtront en aucun cas d'autres loix que celles qu'ils auront faites eux-mêmes , ou celles qu'ils auront adoptées.

Le Lord Cambden réplique au lord Mansfield que les clauses susceptibles d'objections dans l'acte de capture , ne donnent à la Couronne aucun nouveau pouvoir. Il convient que le pouvoir de faire grace aux coupables est inséparablement attaché à la Couronne ; mais non pas relativement aux objets dont il a été question dans le discours du Roi , & dans la clause de l'acte de capture actuellement en discussion.

## 64 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mars. Le lord Weymouth observe qu'en la qualité de membre de la Chambre, il n'est obligé de répondre à aucune question sur ce qui est parvenu à sa connoissance comme Secrétaire d'état. Mais pour rassurer les Lords que l'avis donné par M. le duc de Grafton pourroit inquieter, & pour tranquiliser en particulier milord Littleton, il déclare à la Chambre qu'en aucun tems la cour de Londres n'a eu moins de motifs de se défier des cours de France & d'Espagne qu'à présent. Il ne conteste pas les faits concernant les François qu'on a vus en Amérique; mais il observe qu'il pouvoient y avoir été pour leur amusement, ou pour quelque affaire particuliere.

Le duc de Grafton termine le débat en répliquant au lord Mansfield sur l'inculpation qui lui a été faite d'inexactitude dans ses assertions.

La motion du duc de Grafton ne passe point, n'ayant été appuyée que de trente & une voix contre soixante & une.

*La suite au N°. IV.*

### ERRATA.

N°. II, p. 27, lign. 2 de la note, *un discours formel*, lisez *un désaveu formel*.

*Lettre*

*Lettre d'un Banquier de Londres  
à M. \* \* \* , à Anvers.*

De Londres le 4 Juin 1776.

Vous savez, Monsieur, que le Parlement s'est séparé le 23 du mois dernier. Après le discours ordinaire de clôture, le Roi a fait proroger l'assemblée au premier du mois d'Août prochain. M. Hartley avoit proposé la veille, dans la chambre des Communes, de supplier le Roi de différer cette prorogation, & de permettre que les Chambres restassent assemblées, par ajournement, pendant le cours de l'été. Ses motifs étoient que, dans la situation actuelle des choses, il pouvoit survenir tout-à-coup des événemens relativement auxquels la facilité de réunir le Parlement d'un moment à l'autre feroit peut-être le salut de la nation. Mais le Ministère ne la croit point dans un si grand péril; & ces considérations ne lui ont point paru devoir retarder le repos, qu'il juge nécessaire aux Députés, après une session si longue & si orageuse.

Du côté de l'Amérique, le Roi se repose entièrement sur les grandes forces qui lui ont été confiées; & quant au dehors, Sa Majesté montre la même sécurité d'après les assurances qu'elle a reçues des dispositions des différentes puissances de l'Europe, ce qui n'en excepte

N. III. E

aucune. Cette sécurité est fondée aussi sur ce qu'il n'est survenu *aucun changement*, c'est-à-dire, d'aucune espece, dans la situation des affaires étrangères, depuis que S. M. avoit assuré, à l'ouverture de la session, que les opérations du Parlement ne seroient interrompues par des différends avec *aucune* puissance étrangere. Vous observerez, Monsieur, que le Roi, en rendant ces assertions si générales, a eu en vue les inquietudes que M. le duc de Richmond avoit montrées sur l'effet des Traités avec les princes d'Allemagne. Il a voulu faire entendre à ce seigneur & à son parti, qui, la veille encore, avoit touché cette corde dans la chambre des Communes, qu'il régnoit en Europe un calme si général & si heureux, que même *les orangers du Landgrave* seroient en sûreté, & que l'Angleterre ne seroit point obligée d'effectuer à son égard les engagements de secours réciproque qui ont excité tant de rumeurs dans le parlement.

Dans ce discours, le Ministre. . . je veux dire le Roi, répond aux critiques sanglantes que l'opération de finances de milord North a essuyées, lorsque S. M. félicite ses fideles Communes sur l'attention égale qu'elles ont montrée pour les besoins du service & pour *le soulagement* de ses peuples. Ainsi Sa M. déclare qu'elle ne croit point ses peuples foulés par les nouveaux impôts sur les cartes, sur les gazettes, sur les voitures & sur les actes. Il y a des gens qui sont persuadés que cette



opinion du souverain n'est que trop fondée ; relativement aux intérêts de l'Echiquier. En effet, s'il résulte de la surcharge des impôts qu'il se fasse une plus grande fraude sur les cartes & sur les voitures, qu'il y ait un plus grand nombre d'actes sous feing privé & d'associations pour la lecture des gazettes, certainement on aura travaillé pour le soulagement des peuples.

Le Roi fait aussi considérer à son Parlement que les droits & les *intérêts* essentiels de *tout* l'empire sont étroitement liés à l'issue de la grande affaire de l'Amérique. Par le mot *intérêts*, qui est de conséquence dans cette phrase, S. M. cherche à nourrir l'espoir dont on a flatté les propriétaires de terres, que l'Amérique supporteroit sa part du fardeau national ; & l'adjectif *tout* associe l'Irlande à ces avantages, en reconnaissance des facilités que la condescendance de son Parlement vient de donner pour l'exécution du plan ministériel.

Le Roi ajoute. « Ces droits & intérêts essentiels de tout l'empire, ne peuvent trouver de *permanence* & de *sécurité* que dans cette subordination constitutionnelle que nous *cherchons à soutenir* ». Les mots *permanence* & *sécurité* signifient que les droits du Parlement & les intérêts des propriétaires de terres doivent être plus solidement établis que sur un simple arrangement de convenance entre les Colonies & la Métropole. Ils prouvent l'existence

du plan de milord Germaine , de les réduire à l'alternative ou d'une destruction totale , ou d'une soumission indéfinie.

Remarquez aussi combien est mesurée cette expression , » la subordination constitutionnelle *que nous cherchons à soutenir* «. Le Roi ne dit point pour laquelle nous portons par-tout le fer & la flamme. Cet aveu , ou l'équivalent , ne pouvoit sortir de la bouche d'un Monarque qui parle en pere , & dont l'unique vœu est de ramener à son sein des enfans qui s'égarerent. Enfin il fait observer à son Parlement que la *conservation* de ces droits & intérêts essentiels est un bien qu'on ne sauroit acheter à un trop haut prix. Le mot *conservation* établit l'ancienneté de ces droits & intérêts , & ferment la bouche à ceux qui qualifient de nouveautés les prétentions actuelles du Ministère.

Le Roi termine ainsi cet intéressant discours : » Si de tels motifs & de *telles dispositions* ( il parle de ses sentimens paternels ) n'operent point du côté des Américains une soumission convenable , je crois être certain ( ce mot est bien remarquable , & je l'adoucis peut-être mal à propos ; car l'Anglois *I trust* signifie exactement je suis certain ) de pouvoir , avec le secours de la providence , obtenir d'eux cette soumission , en faisant un *plein usage* des grandes forces que vous m'avez confiées « , *Le plein usage* des forces vous donne à entendre qu'on pourra charger les canons aussi

avec des guinées , & que les Hessois , qui sont encore chez eux , arriveront assez tôt pour participer aux opérations de la campagne.

Les discours des Rois d'Angleterre portent souvent un très-grand sens dans des termes qu'on croiroit amenés uniquement pour arrondir la phrase. Ils demandent à être étudiés & médités comme les oracles des anciens. On y trouve des allusions fines à l'état actuel des affaires , qui aident à débrouiller le cahos des événemens , & quelquefois à démêler les intentions cachées des Ministres , ou les ressources secrètes qu'il se ménagent pour leur justification.

Cette observation me ramene , Monsieur , à l'expression du Roi, *je suis certain*. Combien n'est elle pas importante au repos de tous les Ministres responsables qu'on a tant de fois menacés du ressentiment de la nation ? Ici le Roi se montre à la breche pour eux. C'est sa certaine science , après Dieu , qui le détermine , & qui fera agir les grandes forces qu'on lui a confiées , dont il est content , & avec lesquelles *il compte sans aucun doute* obtenir la soumission constitutionnelle. Après cela , chicanez les Ministres sur l'insuffisance des forces.

Ce discours du Roi a été précédé d'une courte harangue de l'orateur des Communes à S. M. Il y rappella les diverses loix salutaires passées dans le cours de la session , &

fit un éloge particulier de celle qui interdit tout commerce & correspondance avec l'Amérique. Il renouvela au Roi l'assurance du plaisir avec lequel ses Communes lui avoient octroyé d'abondans secours , parce qu'elles étoient convaincues de la nécessité d'établir sur une base solide la subordination & la dépendance des Colonies. Il protesta aussi que les Communes ne desiroient point la réduction, mais le retour volontaire des Américains.

La veille on avoit discuté vivement dans la Chambre des Communes l'objet des commissions conciliatoires données au lord Howe & au général son frere. Le général Conway fit une motion pour qu'on demandât au Roi communication de leurs instructions. Cette motion a passé à la négative de cent soixante & onze voix contre quatre-vingt cinq. M. Conway, ci-devant secrétaire d'Etat, est revêtu de plusieurs charges importantes qui dépendent de la Cour. Il est l'ami particulier du Roi, & tous ses parens occupent des postes de distinction dans le Gouvernement. Aucune de ces considérations n'a empêché ce député d'insister sur la nécessité d'informer la Chambre des dispositions des Américains, ainsi que des conditions dont la Cour ne vouloit point se départir. Il fit les plus piquans reproches aux Ministres sur la mobilité de leurs résolutions, & sur la conduite de la guerre. Il soutint que les Américains ne méritoient point le nom

de rebelles , & qu'ils étoient visiblement aidés par la Providence. » Vous avez dédaigné, dit-il , en s'adressant aux Ministres , de traiter avec trois millions de sujets, maîtres d'un pays où la population double tous les vingt-cinq ans. Les Romains ne se sont pas crus avilis pour avoir cédé sur quelques points dans la première guerre sociale. Charles premier a traité avec des rebelles. Louis XIV lui-même a écrit de sa propre main au maréchal de Turenne , alors en rébellion. L'histoire de tous les peuples , & la nature de la société civile, attestent la convenance autant que la nécessité de traiter avec des rebelles qui ont quatre cents mille combattants , & huit cents soixante & deux bâtimens à la mer , ou prêts à y aller. Je vous cite le dénombrement qui en a été fait par ordre du Congrès , & qui lui a été apporté le premier du mois de Mars dernier. M. Conway menaça les Ministres de tout le ressentiment de la nation , & leur présenta les changemens survenus dans le ministère de France comme un événement des plus inquiétans pour eux & pour l'Angleterre. A l'appui de cette menace , il les pria d'observer qu'il y a cette différence entre la France & l'Angleterre , que celle-ci en changeant les hommes ne change point les mesures , au lieu qu'en France c'est communément un changement de système qui fait changer les Ministres.

Le lord Cavendish a rappelé à la Chambre

qu'il lui avoit prédit que les divers armemens des années dernières seroient insuffisans pour la réduction de l'Amérique ; & il a annoncé le même sort pour celui de l'année présente.

Le lord North a soutenu qu'on ne devoit point donner la communication demandée , & qu'une telle condescendance porteroit préjudice au succès de la négociation. Il s'est seulement permis de déclarer à la Chambre que l'objet réel de la commission expédiée aux deux Commandans généraux de terre & de mer étoit moins d'arrêter aucuns termes spécifiques d'accommodement , que de *sonder* les dispositions réelles des Américains , pour savoir quels sont les objets de leurs prétentions.

Cet aveu a mis en gaieté le parti de l'opposition. » Pour le coup, s'est écrié un membre de ce parti, le mystère est dévoilé. Quarante-huit-mille hommes de troupes sont allées *sonder* les Américains. Le calcul est simple. Il y a cinq cens mille chefs de famille en Amérique : nos troupes ont ordre de leur demander le *oui* ou le *non*. Chaque soldat en aura dix à confesser. C'est l'affaire d'une nuit , & encore sans qu'on soit embarrassé pour la confession des Allemands , puisque nos vaisseaux en portent dix-sept mille. Le lendemain tous les *oui* passeront d'un côté : tous les *non* resteront de l'autre : on releguera ceux-ci dans les Apalaches & sur les lacs , où les sauvages nous en déferont peu-à-peu ; & voilà la querelle finie. Oh rare sagesse de nos Ministres ! «

M. Burke a plaisanté aussi sur l'idée d'envoyer cinquante mille hommes pour *tâter le poulx* des Américains, ce qui lui auroit paru incroyable s'il ne l'eût entendu de la bouche du Ministre. Il a demandé comment on s'y prendroit vis-à-vis de *Hancox* & de *Adams*, ces deux fameux proscrits de la façon du général Gage ; & si sérieusement on prétendoit exiger des Américains une soumission indéfinie ?

Le Ministre a répliqué qu'il ne pouvoit rien dire que l'on ne sût les dispositions des Américains. M. Fox a parlé avec beaucoup de véhémence contre le lord North. » Il n'est pas vrai, a-t-il dit, que les instructions portent de *sonder* les cœurs ; c'est plutôt d'y enfoncer le poignard, & de tout mettre à feu & à sang «. Il a rappelé toutes les cruautés inutiles exercées depuis deux ans sur les pauvres Américains, l'incendie de leurs villes, la ruine de leur commerce, &c. &c, & aujourd'hui, dit-il, on parle de les *sonder* ! Enfin, ce député a déclaré hautement que milord North seroit responsable de la criminelle persévérance avec laquelle il poursuit l'exécution des projets détestables que lui ont suggérés des traîtres qui se gardent bien de paroître.

M. Adam s'est montré persuadé que la nouvelle commission n'auroit pas plus d'effet que l'ancienne proposition conciliatoire de milord North, quoiqu'appuyée d'une offre de cent mille livres sterl. pour le Congrès. Il a opiné

pour qu'on abandonnât l'Amérique, ou que l'autorité législative de la Métropole fût maintenue dans son intégrité.

Le lord Germaine a protesté à l'Assemblée qu'on ne négocieroit que pour recevoir des soumissions, & que c'étoit une épreuve qu'il falloit tenter même quoiqu'elle pût être infructueuse.

Le colonel Barré ne s'est point contenté de cette interprétation du mot *sonder*. » Tenons-nous à cette expression, a-t-il dit : elle est heureuse. Le terme est bien choisi pour la chose. Il annonce & explique toute la destinée de l'expédition ; c'est-à-dire, que le général Howe & son frere le Marin vont *sonder* les côtes de l'Amérique ». ( Cette saillie fit partir un éclat de rire général dans toute la Chambre ). M. Barré a d'ailleurs assuré la Chambre que, d'après la connoissance très-particulière qu'il avoit des deux freres, il ne les croyoit nullement propres pour une si délicate commission, quoiqu'habiles & excellents militaires chacun dans son genre. Enfin, il a présenté à la Chambre un tableau affreux de la situation des affaires. » Dans l'Inde, a-t-il dit, tout est confusion au-dedans, & foiblesse au-dehors. Une cruelle famine désole nos îles de l'Amérique. Les revers les plus terribles nous menacent de toutes parts. Que fera-ce si la France veut tirer avantage du délabrement où nous sommes ? Notre situation n'est-elle pas bien propre à réveiller l'ambi-



tion ou le ressentiment de ces turbulens voisins?

Le colonel Johnstone a terminé ces intéressans débats par une vive sortie contre les moyens infâmes que l'administration ne cesse de mettre en œuvre pour s'assurer la pluralité des suffrages. Il a fait voir dans les papiers apportés à la Chambre à l'occasion de la recherche des permissions accordées pour commercer avec l'Amérique, un marché passé avec le chevalier James Cockburne, un des membres de la Chambre, pour une fourniture de deux cents mille gallons de rum, à quatre shillings le gallon, sur laquelle il a prouvé que M. le Chevalier & son Associé gagneroient vingt-deux mille liv. sterl. M. Johnstone, à l'appui de son assertion, a produit sur le champ le calcul suivant devant la Chambre :

Deux cents mille gallons de rum,  
à 16 d.  $\frac{1}{3}$  sterl., coûteront aux îles 13,750 l.

Le fret des îles à l'Amérique sera  
de 3 d, par gallon, ..... 2,500 l.

Les barriques, si encore elles  
sont comprises dans le marché,  
ce qui est fort douteux, revien-  
dront à ..... 1,666 l.

Total des déboursés & frais du  
Chevalier ..... 19,916 l.

Déduisez cette somme de 40,000 l.  
qui est le prix de son marché,  
il lui reste un produit net de... 22,084 l.

Marché ..... 40,000 l.

Est-il étonnant que le Ministère ait toujours une pluralité considérable de son côté , & que la guerre civile de l'Amérique , qui fait horreur à tout vrai & honnête Anglois , paroisse être l'objet favori de la pluralité du Parlement ?

Un autre membre , pour faire voir que la mauvaise économie des Ministres se ressembloit en tout , a appris à la Chambre que ce n'est que le 20 du mois de Mai que sont arrivés à Portsmouth les bâtimens Hollandois qui doivent transporter en Amérique quinze cents chevaux que le Gouvernement a achetés il y a quatre mois , & qui depuis ce tems-là lui coûtent douze mille guinées , sur le pied d'une demi-guinée par semaine pour chaque cheval. Il a ajouté qu'on pouvoit compter que tous ces chevaux périroient ou de soif dans la traversée , ou de faim au débarquement , parce que les Américains brûleront tous les fourages qu'on leur porte d'ici à grands frais , & que le reste sera mangé des moustiques dans les chaleurs. Dans un autre discours , le harangueur opposant a trouvé le moyen de placer une imputation contre le corps de l'artillerie qui a dû causer une grande surprise à la Chambre. Il a assuré que dans

(\*) A Bun- une (\*) action de l'été dernier entre l'armée du  
ker's-hill. Roi & les Insurgens , lorsque les artilleurs  
avoient voulu charger leurs canons , il s'étoit  
trouvé que les boulets étoient de dix - huit &  
les pieces de douze. En effet la méprise est  
forte !

Cette remarque a fait sensation. On vient d'ordonner à l'arsenal de Woolwich de fondre très-promptement plusieurs milliers de boulets, parce qu'on a reconnu en effet que tous les boulets envoyés par les derniers bâtimens pour l'Amérique sont de douze, tandis que les pièces ne sont que de six & de neuf.

C'est ainsi, Monsieur, que l'Opposition a fait ses adieux au Ministère chez les Communes la veille de la séparation de l'assemblée. Il n'avoit été rien agité de nouveau dans la Chambre haute depuis la motion du lord Effingham concernant les divers effets de luxe embarqués sous le nom de munitions. Les Ministres lui ont répondu que ces effets étant pour les femmes des Officiers, ils faisoient une partie nécessaire de l'attirail de l'armée. Mais milord Effingham que cette décision ne satisfait point, compte bien reprendre l'affaire à l'ouverture de la prochaine session.

Vous avez pu observer, Monsieur, dans ces derniers débats & dans quelques autres, que la terreur des armes de la France & de l'Espagne tourmente furieusement certaines têtes Angloises. Comment ne s'est-il pas trouvé dans le Parlement quelque franc & honnête Breton qui ait rassuré ses compatriotes sur des appréhensions plus capables de nourrir leur fol orgueil, que d'opérer leur sécurité ? La France & l'Espagne profiteroient de leurs dissensions & de leur misère pour les écraser ! Ah, la plupart des Anglois savent bien peu ce que c'est

qu'une grande nation ! Les puissances de Bourbon se respectent , & se font respecter ; c'est tout ce qu'on en doit dire. Je trouverois plus pardonnables ceux qui prétendoient que la France donneroit des secours à la Grande-Bretagne pour l'aider à rentrer dans ses droits envahis. Au moins ceux-là parloient de la France comme d'une nation protectrice ; & si je ne croyois pas son Ministère trop sage & trop sensible pour s'exposer aux fluctuations & aux orages d'un Parlement Britannique : si j'avois vu les droits des Anglois , dans la querelle présente , clairement déterminés à leurs propres yeux : s'il n'étoit pas connu généralement qu'un respectable Lord a entraîné la pluralité des suffrages pour la guerre, par le grand argument *qu'il falloit la faire , quoiqu'on ne sût pas trop qui avoit tort ou raison* ; je me serois aisément persuadé qu'une Puissance imposante , qui ne se fait point stipendier , pouvoit prêter un appui généreux & salutaire au Parlement & au Roi de la Grande-Bretagne , pour leur conserver des millions de sujets victimes d'un égarement bien constaté.

J'ai aussi entendu des gens , à la Bourse , assurer , avec le ton de mystère , que le grand armement des Anglois fonderoit sur les possessions des François & des Espagnols , ou lorsque l'entreprise contre l'Amérique aura échoué , ou avant cette entreprise , ou enfin lorsqu'elle aura réussi. Si c'est avant , le coup est porté ;

& peut-être la flotte d'évacuation est-elle déjà à Saint-Domingue, où sûrement elle se trouveroit mieux qu'à Halifax. Après le succès ; fort bien vu sans doute. Mais l'ivresse du bonheur leur fera-t-elle oublier qu'il n'y a pas actuellement quatre mille bons matelots, pas dix mille hommes effectifs de vieilles troupes dans les trois Royaumes ? &c. — Ce sera, direz-vous, après l'Amérique perdue & un coup de désespoir. — Soyons donc tranquilles pour cette campagne, au moins ; car je crains fort que l'Angleterre, si elle doit perdre l'Amérique, n'ait pas même le bonheur que ce soit cette année-ci. Et d'ailleurs *Anglica gens optima flens*, disoit Barclay dans son *Euphormion*.

D'autres se figurent que les îles Françaises & Espagnoles seront envahies par la Puissance naissanté sur le continent Américain, ou que d'elles-mêmes elles solliciteront l'honneur de lui être soumises. Moi, je n'appréhenderois point de semblables usurpations de la part des descendans de ceux qui ont chassé de la Nouvelle-York les Hollandois usurpateurs ; & je ne me figure point que des îles qui, dans tous les pays, ont toujours redouté par-dessus tout de dépendre d'un continent républicain, iront baisser leur tête sous le joug d'une jeune démocratie, la pire espece de tous les tyrans ? Si le cas de la séparation arrivoit, l'Angleterre seule auroit perdu l'Amérique. La France & l'Espagne garderoient leurs Colonies ; & les Américains, émules dans le Nouveau-Monde de

la sagesse actuelle des Hollandois, chercheroient dans une paisible neutralité les vrais moyens de s'assurer une opulence & une prospérité permanentes. Je concluerai, en vous assurant que la baisse considérable survenue depuis quelques jours dans les fonds Anglois, n'a rien de commun, comme on se plaît à le croire ici, avec les événemens de la Cour de Versailles qui ne variera jamais dans le sentiment de ce qu'elle se doit à elle-même; quoique M. Conway ait pu dire, comme vous venez de voir, que le changement des Ministres y étoit toujours amené par un changement de système. Vous avouerez que cette assertion doit surprendre de la part d'une faction qui dans le même instant a reproché aux Ministres Anglois que milord Hilsborough avoit eu sa retraite, parce que le Conseil n'avoit pas voulu soutenir la lettre circulaire qu'il lui avoit fait écrire pour la pacification des Colonies. Il y a souvent de l'incohérence dans les discours de ces Messieurs. C'est tout simplement l'évacuation de Boston qui a fait baisser les fonds; & ils ne se sont pas relevés depuis, parce qu'on tremble toujours qu'il ne soit arrivé quelque catastrophe à l'armée de M. Howe.

Je crois que le ministère Anglois donneroit bien de l'argent, & de bon cœur, pour apprendre qu'enfin M. Howe est arrivé à Halifax, ou qu'il a trouvé quelque autre azile. Indépendamment du préjudice que le crédit souffre

souffrir de l'incertitude où l'on reste à cet égard, il n'y a pas de jour que les papiers publics ne régalent les Ministres de quelque nouveau sarcasme sur ce pauvre gazetier de la Cour, comme s'il avoit fait si mal de passer un léger vernis sur l'évacuation.

Un bon apôtre s'avise d'écrire à milord North pour l'informer des bruits méchants qu'on répand sur le sort de cette armée Angloise. » Il se fait, lui dit-il, des paris de dix contre un, qu'une partie échouera sur diverses côtes, & que ceux qui échapperont aux orages périront de besoin à Halifax, parce que les habitans de ce pays n'ont pas eux-mêmes la moitié des subsistances qui leur sont nécessaires. Le desir de vous rendre un bon office, car je compatis sincèrement à votre anxiété, Milord, m'a inspiré l'idée de rédiger d'avance un article pour la gazette de la Cour qui annoncera les nouvelles que vous devez attendre si impatiemment. J'ai fait ce que j'ai pu pour saisir votre manière. Voyez si j'ai réussi «.

De Whitehall le 1778. (La date est un peu reculée, mais c'est pour avoir de la marge. ) Le général Howe ayant jugé qu'il étoit essentiel aux intérêts du service de S. M. que son armée quittât Boston pour se rendre à Halifax, est parti de cette ville le 17 Mars 1775, & est heureusement arrivé à Halifax le sans le moindre accident, & sans avoir perdu un seul vaisseau ni un seul

N. III. F.

## 82 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

homme. Il y avoit dans ce port une telle abondance de provisions de toutes especes , que l'armée ne peut desirer aucune sorte de rafraîchissements & de douceurs qui ne s'y trouvent avec profusion. L'ardeur & le contentement des troupes est plus aisé à imaginer qu'à décrire. Les forces du Roi sont si considérablement augmentées par le prodigieux nombre d'amis du Gouvernement qui sont accourus de toutes parts , que le Général comptoit pouvoir commencer sous peu de jours ses opérations contre les Rebelles.

En attendant l'arrivée des vaisseaux d'Amérique que le vent d'Est écarte depuis quelques jours de nos côtes , en même tems qu'il porte chez les Américains avec une merveilleuse rapidité les Hessois & les pardons , je veux vous amuser , Monsieur , d'une couple de productions du génie vainqueur des Bostoniens. Ils ont délibéré d'élever dans la plus belle place de la Ville un obélisque à l'instar du fameux monument de Londres , construit en mémoire de l'incendie & du rétablissement de cette Ville , & en haine de ceux que les Anglois de ce tems-là appelloient la faction papiste. Voici l'inscription destinée pour l'obélisque de Boston :

Après deux longs hyvers  
de prison  
en cette ville,  
un million sterling  
de dépense ,  
& la perte de plusieurs milliers de soldats ,



l'armée Angloise  
forte de huit mille hommes ,  
quoiqu'à la veille de recevoir un renfort  
de troupes & d'argent ,  
a été contrainte  
de se rembarquer sur ses vaisseaux  
le Dimanche 17 Mars 1776 ,  
par le fer , par la faim  
& par la terreur de notre bombardement ,  
laissant son ancienne réputation  
& son artillerie  
derrière elle.

Il faut bien peu compter sur la bravoure des meilleures troupes , quand on veut la faire servir à opprimer l'esprit de liberté.

Cet obélisque a été élevé par les Provinciaux victorieux, sous le commandement du Major-Général *Washington*.

L'autre morceau est d'un ton plus jovial. Aussi je l'ai gardé pour le dernier , parce que dans tout il faut faire en sorte de finir par rire. Vous saurez que les Bostoniens ont célébré leur rentrée dans Boston par des fêtes , & qu'entr'autres il y a eu , dans le palais que venoit de quitter le général Howe, un concert d'amateurs. On y a exécuté une piece de chant à grande symphonie sur le sujet de la joie publique. La voici. Vous trouverez le copiste bien aimable de n'avoir omis aucunes des indications de mouvement pour chaque phrase de chant.

# 84 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Les Planettes forment leur danse ,  
 le Soleil s'élève pour les regarder. (*maestoso*)  
 Oh merveilleux changement !  
 Disparoissez , neige & frimats ,  
 l'ardeur du Soldat Anglois s'enflamme.  
 Il est agité par le démon des batailles. (*furiosissimo*)

§

Quel bruit de guerre ! Le tambour raisonne ,  
 la trompette sonne ; le fracas des armes ,  
 le bruit du canon ébranle la voûte azurée.  
 Marchez , brillante jeunesse , au coup d'œil du co-  
 lonel, au mouvement de tête du Général.  
 Remplissez l'air de blasphêmes tout rouges encore  
 des forges de l'enfer. (*Strepitoso*)

§

Ecoutez la harangue de votre Chef : faites si-  
 lence.

Allons, mes amis, mes dignes camarades, (*piano*)  
 cette journée fera le terme de nos travaux guer-  
 riers.

envain nos cœurs se sont attendris  
 sur l'aveuglement de ces malheureux. (*affettuoso*)

Il faut écraser d'audacieux

Rebelles.

(*fortissimo*)

nous en avons pris la résolution. (*adagio*)

§

Voyez leurs tentes, leurs misérables chaumières ;  
 ils sont gelés, dépenaillés ; leurs boyaux crient ,  
 & nous avons le ventre plein. (*mezza voce*)

Il n'y a point de châtiment trop sévère  
 pour cette canaille.

Nous aurons la gloire, le pays & les femmes. (*allegro*)

Digne prix de notre résolution ! (*con brio*)

Mais qu'entens-je ? Un bruit éloigné !

Aide-de-Camp, eh vite, mon télescope ! (*presto*)

Quoi ces coquins de Rebelles....

Il faut être bien insolent !

Interrompre ainsi notre harangue.

Courage, enfans, nous les tuerons ; (*andantino*)

nous les ferons pendre

par une louable résolution. (*grazioso*)

§

Mais je crois que les marauts s'avancent.

Marchons à eux, au pas de la cavalerie

Angloise à Minden. (*lento*)

Nous ne les joindrons que trop tôt

pour leur salut.

Il s'approchent !

Les voilà bientôt maîtres de la ville.

Oh, il est tems de songer à la retraite. (*tempo giusto*)

§

Les boulets roulent sur nos têtes... (*pizzicato*)

Courons au plus vite nous embarquer.

Ils font un vacarme d'enfer.

Sauve qui peut... ; me voilà à bord. (*vivace*)

Ainsi finit la harangue. Un cri général s'élève. (*crescendo*)

Sauve qui peut, fauve qui peut. (*chorus*)

§

Dansez, foldats Anglois, sur les vagues soulevées :

dansez au bruit de nos huées & de nos sifflets (*rinforzando*)

## 86 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Notus garderons notre pays, nos libertés & nos femmes. (*amoroso*)

Reprenez votre courage (*sofienuto*) pour affronter les périls des mers. Et sur-tout ne murmurez que tout bas (*pianissimo*) de la courageuse résolution de votre Chef qui vous emmene (*prestissimo*) à jeun & sans le fou, il ne fait où.

Vous ne direz sûrement pas, Monsieur, comme *Bartholo*, mais quel radotage me faites-vous donc là, *Basile*? Et quel rapport ce *piano crescendo* peut il avoir à la politique?

Je vais vous en faire voir un bien plus étrange, vraiment ! Ici, Monsieur, tout se rapporte à la politique. Cela doit-il vous surprendre dans un pays où des chiffons de modes sont donnés pour des munitions de guerre? Mais allons au fait. Je vis, il y a quelques jours, je ne fais plus dans quels papiers publics, l'annonce suivante que je copie ici de mémoire.

### Affaire de Mariage.

*Un Anglois d'environ cinquante ans, de bonne compagnie, ayant vu le monde & riche, desire de se marier dans sa patrie. Il lui faut une femme jeune, aimable & honnête : peu importe qu'elle ait du bien, pourvu qu'il ait la certitude d'être bientôt pere. Il arrivera incessamment de ses voyages, & se mariera aussitôt. On s'adressera, &c.*

Je vous avoue, Monsieur, que je pris cette

affiche pour une bouffonnerie qui même me paroissoit blesser la bienséance publique. Mais quelle est aujourd'hui ma surprise ! J'apprens, & tout Londres l'atteste , que rien n'est plus sérieux que l'intention de cette annonce ; & bien plus , que c'est un trait d'animosité de parti , pour priver d'une grosse succession le second fils d'un des Lords les plus en crédit à la Cour. L'épouseur est ce fameux M. Edouard Wortley Montague , fils de Milady Montague si célèbre par ses lettres & dans l'histoire de l'inoculation. C'est enfin le propre frere de Milady Montague , Comtesse de Bute.

Vous l'avoir nommé , c'est avoir tout dit. Il est mort sur la route de Venise à Londres où il se hâtoit d'arriver pour effectuer ce bizarre mariage. Sa vie , qui n'a cessé d'être singulière , devoit finir par une singularité. Il n'y avoit point de métier qu'il n'eût fait , même dès son enfance. Il s'étoit échappé trois fois de l'école de Westminster. Il gagnoit sa vie à ramoner des cheminées dans Londres. Il y a crié & vendu du poisson. Il a été garçon de muletier en Espagne , où il étoit passé en qualité de mousse. Il a servi sa patrie dans deux Parlemens. Ses dettes l'ayant obligé à voyager , il s'est fixé dans le Levant. Il y adopta la maniere de vivre des Orientaux dont il possédoit les diverses langues. Il portoit une grande barbe , & ne pouvoit plus s'asseoir que sur des carreaux : il a été aussi

Visir d'Aly-Bey. On a de lui divers ouvrages de littérature & de physique. Depuis son retour en Europe il avoit embrassé la cause des Américains. On assure même que son dessein étoit d'aller terminer parmi eux sa carrière , & de partir aussi-tôt qu'il seroit pere. C'est par pur esprit d'opposition , & pour signaler son patriotisme , qu'il avoit résolu de frustrer son neveu de ses biens , par la seule raison qu'il est fils de celui qu'on s'obstine à regarder comme l'auteur des troubles actuels.

Plusieurs jeunes personnes conditionnées ainsi qu'il le desiroit , s'étoient présentées à l'adresse indiquée. Son correspondant en avoit choisi une qui l'attendoit , comme on peut croire , avec grande impatience , & que sa mort doit affliger d'autant plus que des occasions pareilles ne se trouvent pas tous les jours.

J'ai l'honneur d'être , &c.

P. S. Un paquebot de la Nouvelle-York, d'où il est parti le 3 Mai , vient de verser ici. Monsieur , un torrent de nouvelles. Il y en a & de Quebec , & d'Halifax , & de Boston , & de la Virginie , & de la Caroline. Pour éviter la confusion , j'en ferai deux classes. Commençons par celles qui , de l'aveu général ,

ral ; ont besoin de confirmation. C'est d'abord une seconde tentative manquée sur Québec le 27 Avril : ensuite une action dans la Virginie où le général Lée auroit été fait prisonnier : puis le général Washington destitué du commandement par le Congrès : puis enfin l'heureux débarquement de l'armée de Howe à Halifax d'où il auroit repoussé les Rebelles. Les Ministres , eux-mêmes , que chacune de ces nouvelles doit beaucoup réjouir , conviennent qu'ils n'en ont aucune certitude. En effet la gazette de la Cour n'en dit mot , & les fonds ne haussent point. M. Tryon , gouverneur de la Nouvelle-York , a mandé l'événement de Québec , mais en observant qu'il ne le savoit que sur oui dire. Quant à celle de la défaite du général Lée , on l'attribue à ses ennemis personnels en Angleterre , qui débitent en même tems qu'il a trahi son parti pour une moitié environ des cent mille livres sterling que le Congrès avoit refusées. On trouve trop ridicule celle de la disgrâce du vainqueur de Boston ; & comme celle d'Halifax n'est venue que pour le Ministre , on la suspecte fort.

Voici à présent ce qui se débite comme très-certain. La gazette de la Nouvelle-York a donné une relation authentique d'une action importante du 27 Février dans la Caroline Septentrionale, entre un corps d'Insurgens & un corps de Royalistes, M. Macdonald, général de ceux-ci , a été fait prisonnier : deux capi-

taines ont été tués avec environ cinquante officiers , & les Insurgens ont fait huit cents cinquante prisonniers. Depuis ce succès ils se sont encore fortifiés considérablement , & les Royalistes étoient entièrement dispersés. Ils ont laissé deux mille fusils , quantité de munitions & leur caisse militaire où il y avoit quinze mille livres sterl. Milord Sandwich avoit bien raison , lorsqu'il a dit dans la Chambre des Pairs , qu'il ne comptoit pas beaucoup sur l'expédition du gouverneur Martin dans les parties du Sud.

On a une lettre du général Washington au lord Sterling , l'un des commandans des Insurgens à la Nouvelle-York. Elle confirme les détails que vous savez déjà , Monsieur , de l'évacuation de Boston. Il paroît très-content de toutes les munitions & provisions que le général Howe lui a laissées , & du bon état dans lequel il a trouvé la ville. M. Washington annonce à ce Lord qu'il lui a détaché cinq bataillons de son armée pour l'aider à mettre la Nouvelle-York en état de défense , & que bientôt il lui en enverra d'autres. Il ajoute qu'il ne doute point qu'avec ces forces , & celles qu'au besoin on pourra encore rassembler, on ne puisse empêcher l'ennemi de prendre la ville , ou de s'y faire un logement , en attendant que le corps de l'armée (de Washington) arrive. Cette lettre est datée de Cambridge le 19 Mars.

Le grand Congrès a publié le 23 Mars un *acte*



de capture & de représailles contre tous les vaisseaux Anglois ennemis, du produit desquels il s'adjuge les deux tiers, laissant l'autre tiers pour l'équipage preneur, après que le vaisseau aura été jugé de bonne prise, aux cours Américaines, suivant les loix & usages de la guerre.

Il se débite encore que le commodore Américain Hopkins, de retour de la Nouvelle-Providence, a rencontré la frégate du Roi le *Glasgow*, & qu'il y a eu un combat très-vif entre leurs deux escadres. Suivant les uns deux vaisseaux de Hopkins lui ont été enlevés. Suivant d'autres le *Glasgow* a été obligé de fuir : il n'y a pas plus de certitude d'un côté que de l'autre sur cet événement.

Ce 7 Juin.

J'ai manqué, Monsieur, le dernier courier.

L'arrivée de M. Howe à Halifax paroît constante. Mais presque tous les malades qu'il avoit enlevés précipitamment de Boston sont morts dans la traversée ; & il a perdu encore beaucoup de monde dans une tempête qui l'a séparé de l'Amiral. Quoiqu'il n'ait point trouvé de résistance à Halifax, il ne s'y croit point en sûreté : le défaut de subsistances l'a même obligé de faire partir un régiment pour Quebec. Il garde les vaisseaux pour se rembarquer, s'il est attaqué. — La frégate le *Glasgow* est partie d'Halifax le 12 Mai. Elle a eu en effet une action avec Hopkins, qu'elle n'a pas pu empêcher de débarquer à New-

London tout le butin qu'il avoit enlevé de la Providence, de Bahama, d'où il a emmené le Gouverneur prisonnier. Sa prochaine expédition sera pour les îles Bermudes. Il a débarqué beaucoup de munitions.

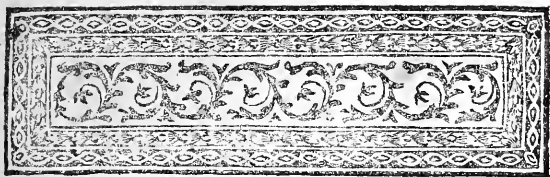
On parle toujours fortement de l'échec des Insurgens devant Quebec. Deux Canadiens, dit-on, en ont confirmé hier la nouvelle au Roi.

Une lettre de Philadelphie, du 15 Avril, assure que le grand Congrès attend l'arrivée des commissaires pour voir si l'Amérique peut compter sur un accommodement honorable. Dans le cas contraire, le Congrès est décidé pour l'indépendance. — Depuis ces nouvelles les fonds sont un peu haussés.

Il n'est point question du général Lée. On a la certitude qu'il étoit encore le 4 Mai à New-York avec quinze mille hommes. Le chevalier Parker a débarqué à la Virginie le général Cornwallis & ses troupes. Les milices se sont retirées de James-Town à son approche.

Dans une de mes prochaines lettres, je tâcherai de vous faire bien connoître un pamphlet Américain, intitulé *le Sens commun*, qui fait ici la plus grande sensation. Vous en avez vu un petit échantillon dans ma lettre du 4 Mai. L'auteur prouve par une multitude de raisons, que la séparation est inévitable & nécessaire, & ne peut pas se différer.





# AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

LE baron de Schlieffen, Lieutenant-général  
au service du Landgravé de Hesse - Cassel ,  
& son Ministre plénipotentiaire auprès du Roi,  
a une audience particulière de S. M. à qui  
il a l'honneur de remettre ses lettres de  
créances.

15 Mars.

Le lord Edouard Smith, comte de Derby,  
prête serment pour la place de Lord-lieutenant  
du comté de Lancaster, devenue vacante par  
la mort de son père, & à laquelle le Roi a bien  
voulu le nommer.

La veuve du général Scot accouche d'une  
filles. C'est la troisième née de ce mariage ,  
& toutes trois sont vivantes ; mais, d'après  
le testament du père , la totalité des biens

N<sup>o</sup>. IV.

A

## 2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

15 Mars. doit appartenir à l'aînée, puisque l'enfant posthume se trouve être une fille. Mademoiselle Scot l'aînée sera le plus riche parti de l'Europe, elle aura en mariage un million sterl.

Une des causes qui rallentit l'équipement des vaisseaux de guerre, c'est que les matelots aiment mieux s'embarquer sur les bâtimens de transport, fretés par le Gouvernement, où ils reçoivent quarante-cinq shellings par mois, que de s'enrôler, presque pour leur vie, sur les vaisseaux du Roi où on ne leur donne par mois que vingt-deux shellings & demi. Les hommes de terre sont moins rares parce qu'on les remet en liberté après la campagne; mais ils ne rendent pas à beaucoup près le même service.

Il n'y a encore qu'un très-petit nombre d'Allemands embarqués: en Allemagne le manque de futailles pour leur provision d'eau retient le reste sur les côtes. L'ordre a été envoyé à Amsterdam d'en faire passer sans délai trois mille à Stade, & il a été question, dans le Conseil d'envoyer à Hambourg cent tonneliers pour accélérer cet ouvrage.

Les Brunswickois, actuellement à Spithead, manquent des choses les plus nécessaires: la plupart n'ont pas de souliers; ce sera un article de plus pour l'entreprise de Mrs Harlay & Fordice. Ces Brunswickois passent pour d'assez mauvaises troupes.

Les bâtimens de transport destinés pour les gardes, ne sont pas en fort bon ordre. Le sieur

John Wrottesléy en avoit monté un qu'il a été obligé d'abandonner , & qui depuis a été condamné comme hors d'état de servir. Plusieurs autres sont très-mauvais. 15 Mars.

*Chambre des Pairs.*

Le duc de Manchester demande à s'expliquer sur un point des débats de la veille.

Milords , je vous demande pardon si je m'écarte de l'usage pour revenir sur quelques assertions hasardées hier par le lord Sandwich ( qui vient d'entrer ) & qui m'ont paru jetter des nuages sur ma véracité , ou du moins sur ma délicatesse dans ce que j'avance. J'ai dit que l'équipage de *l'Aigle* n'étoit pas complet : qu'il n'avoit à son bord que quarante hommes ; & le lord Sandwich a assuré que ce vaisseau en avoit cent , & qu'il étoit prêt à descendre la Tamise. Il est bon que vous sachiez qu'on a tiré soixante hommes de dessus les Yachts , pour les mettre sur ce vaisseau ; & voilà comment de quarante hommes le lord Sandwich fait en faire cent. Mais mon objet principal est l'article des vagabonds & des gens repris de justice , au sujet desquels le lord Sandwich nous a dit si positivement qu'on n'en avoit reçu aucun à bord des vaisseaux du Roi. Voici , Milords , un ordre des juges d'Hampshire sur lequel sept hommes , accusés de vol & d'autres crimes , ont été soustraits au châtiment qu'ils méritoient , à condition qu'ils serviroient sur les vaisseaux du Roi. ( *Le duc de*

#### 4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

15 Mars. *Manchester* fait lecture de l'ordre avec le nom des hommes) Je me flatte actuellement, Milords, qu'on ne me reprochera plus de m'être trop avancé, & que je n'ai guere mérité une leçon de cette nature.

*Le Lord Sandwich.*

Je suis très-obligé à M. le duc de Manchester de me fournir l'occasion d'éclaircir, même à sa satisfaction, les deux points dont il s'agit. S'il m'eût averti de son intention, j'aurois apporté des papiers qui me mettroient en état de prouver la chose plus complètement. Quoiqu'il en soit, Milords, je proteste que je n'ai eu hier aucune intention d'apostropher M. le duc de Manchester, & que je n'ai point cherché à lui faire une leçon. Personne au monde ne l'estime plus que moi, & je serois au désespoir de me permettre un seul mot qui pût me faire soupçonner de vivacité ou de manque de respect à son égard. S'il m'est échappé quelque propos qui ait laissé cette impression, je suis sûr que ce n'a été que parce que je supposois que M. le Duc avoit reçu ces informations d'un (a) certain Officier de marine qui ne cesse d'outrager le Ministère dans les papiers publics ; mais je me

---

(a) L'écrit suivant, contenant des observations sur l'état de la marine, en réponse aux assertions des Ministres, passe pour être de M. Luttrell que milord Sandwich a désigné clairement dans la chambre

soucie fort peu de tout ce que lui & d'autres peuvent dire.

15 Mars.

A l'égard de l'*Aigle*, M. le Duc est fort

*des Lords comme de ceux qui s'attachent à décrier la marine sans avoir aucune connoissance de la chose. Il est daté du 30 Mars.*

Les Ministres ont assuré le Parlement que la marine étoit en bon état par rapport aux hommes, & que les matelots s'enrôloient avec plaisir pour le service actuel. — De deux choses l'une : ou cela est, ou cela n'est point. — Les faits parlent deux-mêmes : En voici.

Il doit y avoir vingt vaisseaux de garde. Leur équipage est réglé en tems de paix pour les vaisseaux de soixante & quatorze canons à trois cents cinquante hommes y compris les Officiers, les matelots & les soldats de marine ; pour les vaisseaux de soixante & quatre canons à trois cents hommes au moins, dont le tiers est composé d'Officiers, de valets & de soldats de marine ; de sorte que les vaisseaux de soixante & quatorze canons ne se trouvent avoir que deux cents cinquante matelots environ, & ceux de soixante & quatre canons n'en ont que deux cents.

Il est certain que le *Raisonné* de soixante & quatre canons, qui est à Plimouth, à cent hommes de moins qu'il ne doit avoir, de même que l'*Exéter* de soixante & quatre à Portsmouth, & l'*Edmont* de soixante & quatorze à Spithead. En déduisant ces cent hommes qu'ils ont de moins, & qui sont tirés du nombre des matelots, (car celui des Officiers & des valets est toujours complet,) il s'en suit que les deux premiers vaisseaux qui sont de soixante & quatorze canons, n'ont que cent hommes qui peuvent être ou ne pas être matelots, selon que cela se trouve ; & que le dernier n'en a que cent cinquante. Or, l'équipage complet en tems de guerre ou de service actuel pour un vaisseau de

15 Mars. dans l'erreur. Le dernier état de son complet étoit de soixante-dix-neuf hommes appartenans à ce vaisseau ; mais sur l'état des hommes

soixante & quatorze canons , est de six cents cinquante hommes , & pour un vaisseau de soixante & quatre , de cinq cents vingt hommes. Je demande donc si on peut dire qu'aucun de ces trois vaisseaux soit en état de servir.

S'il ne se trouve pas sur les autres vaisseaux de garde un déficit tout-à-fait aussi considérable ; malgré cela ils n'ont pas leur nombre complet ; ainsi ils ne sont pas en état de rendre à la nation le service qu'elle a droit d'en attendre.

Quant aux vaisseaux en armement , je soutiendrai , & je puis affirmer avec vérité , qu'ils n'ont jamais été aussi mal montés en matelots. Leur équipement se fait par entreprise , méthode que je ne condamne point quoiqu'elle ait été convertie en affaire qui se donne à la faveur. Il est pourtant vrai qu'il n'y a aucun des vaisseaux qui ont appareillé auquel il ait fallu moins de trois mois pour son équipement , à compter du moment où il avoit été nommé , & la plupart sont sortis dans un état pitoyable. Le *Boreas* a échoué faute d'hommes pour le manœuvrer : l'*Alceon* a beaucoup souffert par la même raison.

Je soutiens & je prouverai que le Capitaine aux cent mille livres sterling , M. Pownal , commandant la frégate *la Blonde* , ne l'a pas encore équipée , quoiqu'elle soit en commission depuis plus de trois mois. Je sais qu'il ne s'en est jamais vanté ; c'est un homme d'honneur incapable de rien hasarder , & il ne le diroit pas plus à présent qu'il n'a pu le dire jusqu'à cette heure. Je sais , & j'ose soutenir , qu'il n'y a pas une des frégates qui ont mis à la voile pour l'Amérique , qui ait été équipée si mal qu'elle ait pu l'être , en moins de trois mois ; & je sais que l'*Aigle* , que doit monter le



payés, il n'est pas fait mention de furnuméraires, puisqu'ils n'appartiennent pas absolument à ce vaisseau. Si on les comptoit, le nombre seroit de cent. Quant aux hommes qu'on prend sur les Yachts, ce n'est que passagèrement & selon les diverses occasions où l'on en a besoin. Quelques-uns ont été employés dernièrement à faire sortir d'Harwich un vaisseau de soixante - dix canons; mais ils retourneront bientôt sur leur Yacht. Ces changemens sont inévitables, ils l'ont toujours été, & ils doivent toujours l'être. Si j'avois imaginé qu'il dût être question de cet objet, j'aurois apporté ici le registre de revue pour faire voir à M. le Duc à quel point il s'est trompé.

Quant aux malfaiteurs, je suis surpris, je l'avoue, que pareille chose soit arrivée; mais je suis porté à croire que ce n'est qu'une offre faite par les juges, & qui n'a pas été acceptée par la marine. M. le Duc ne peut pas affirmer qu'on les ait acceptés: s'il veut me laisser ce papier, je me ferai informer du fait, & je le satisferai sur ce point. J'ai déclaré bien posi-

---

lord Howe, n'a pas quarante hommes, si on en excepte les Officiers & les valets. Le *Rainbow* qui a été mis en commission il y a plus de trois mois, n'a pas encore vingt matelots.

Si j'avance une fausseté, tout le monde a le droit de me contredire; mais j'en appelle au témoignage des Commandans même de ces vaisseaux, & de plusieurs autres qui sont instruits de la vérité.

*Signé*, un marin qui se croit digne de porter ce nom.

15 Mars. — tivement qu'on ne doit point recevoir des mal-  
fauteurs dans la marine du Roi.

Il ne me reste, Milords, qu'à m'excuser de paroître dans l'habillement où vous me voyez. Je n'étois jamais venu dans cette chambre en *fraque*, & je ne crois pas que cela m'arrive jamais. Je suis fâché de l'importunité que je vous cause. J'ai été obligé de quitter mon dîner; & encore je crains d'avoir abusé de votre complaisance.

*Le Lord Suffolk.*

Pour moi, je diffère absolument de l'avis de milord Sandwich. J'entens qu'on reçoive sur nos vaisseaux des vagabonds & des gens repris de justice, & je ne conçois pas comment ce Lord peut assurer qu'il ne s'y en trouve pas. Dans une disette d'hommes, qu'est-ce qui empêche qu'on ne se serve de gens à qui on ne peut reprocher que des fautes légères? La vertu des matelots de l'équipage d'un vaisseau de guerre, est-elle assez intacte pour qu'on la puisse croire souillée par le commerce d'un polisson qui aura commis quelque faute dont huit jours de prison feroient toute la punition? Pendant que je suis levé, permettez-moi, Milords, de vous rappeler qu'on a osé dire à la Chambre que les Hessois avoient été presque jusqu'à Stade, & qu'ils avoient rebroussé chemin, parce que les vaisseaux de transport n'étoient pas prêts. D'abord il est faux qu'ils se soient mis en marche pour Stade;

& certainement ce n'est pas là qu'ils iront, —  
puisque Brême est le port de l'embarquement. 15 Mars.

Ensuite il n'est pas vrai qu'ils aient été aussi loin, car ils n'ont fait de fausse marche qu'un seul jour, ce qui est tout-à-fait différent de ce qui a été avancé sur des informations très-peu sûres & qui ressemblent aux nouvelles que les Lords de l'opposition reçoivent de la mer.

La Chambre se sépare à cinq heures & un quart, & s'ajourne au lundi 18.

#### *Chambre des Communes.*

Grand comité sur la milice d'Ecosse. Certaines clauses du Bill occasionnent encore de longs débats, ce sont celle du nombre d'hommes qui le fixe à six mille, celle qui règle les conditions auxquelles le milicien pourra se faire remplacer, & enfin celle qui fixe les propriétés en terres qui donneront le droit aux places d'Officiers. — La discussion se termine par une sorte de compromis entre les deux partis qui conviennent de reprendre cette matière après que des copies imprimées du Bill auront été distribuées à la Chambre.

Une lettre de Jersey donne les connoissances suivantes sur l'état de cette île :

» Toutes les affaires languissent tellement ici que les marins y périssent de besoin, depuis que le Ministère a arrêté leur commerce. Il n'y a pas un des habitans qui ne soit disposé à rendre toutes sortes de service

15 Mars. aux Colonies, parce qu'ils détestent l'esclavage, parce qu'ils se croient dans la même position que les Américains, & parce qu'ils espèrent que la destinée des uns reglera celle des autres «,

La frégate *le Triton*, de vingt-huit canons, appareille de Spithead pour Boston avec six bâtimens de transport sous son escorte.

*Chambre des Communes.*

Lecture d'une motion de M. Wilkes pour qu'il soit ordonné de dresser un bill par lequel la représentation du peuple Anglois au Parlement seroit assujettie à des regles plus équitables & plus égales.

*M. Wilkes.*

Tous les Gouvernemens, & tous les états sages & bien réglés se sont attachés à observer & à corriger les diverses abus qu'un laps considérable de tems doit nécessairement engendrer. Il en existe un de la plus grande conséquence en Angleterre, c'est l'inégalité de la représentation du peuple au Parlement. Avec le tems cette représentation est devenue si inégale que je ne doute point qu'un grand nombre de membres de cette Chambre ne reconnoisse la nécessité de s'occuper très-sérieusement de cette matiere, & de chercher à remedier à un mal dont chaque jour voit croître les dangers.

Je voudrois avoir assez de talens pour discuter à fond une affaire de cette importance; mais au moins je ferai tous mes efforts pour la reprendre dès sa premiere origine, & pour ne rien omettre de ce qui peut l'éclaircir.

L'idée la plus naturelle & la plus parfaite d'un

gouvernement libre , est , selon moi , celle d'un peuple ———  
 qui s'assemble pour déterminer par quelles loix il pré- 15 Mars.  
 fere de se gouverner , & pour établir les réglemens  
 qu'il croit nécessaires à la protection de sa propriété  
 & de sa liberté contre toute violence & toute fraude.  
 Chaque membre de cette communauté doit se soumettre  
 avec joie à l'observation de ce qui a été ordonné par  
 lui-même , & aider volontiers à donner de l'efficacité  
 & de la vigueur aux loix & ordonnances qui ont  
 tiré leur autorité de son approbation & de son con-  
 cours.

Des états peu considérables ont suivi avec succès  
 cette forme de législation dans les tems passés & dans  
 les tems modernes ; mais l'étendue & la population  
 d'un grand empire ne pourroient en écarter le désordre  
 & le tumulte. Aussi nos ancêtres , plus sages en cela  
 que les anciens Romains , ont-ils adopté la représen-  
 tation de tout le corps par quelques membres, comme  
 répondant plus parfaitement aux véritables vues du  
 gouvernement. Rome fut asservie pour n'avoir pas  
 fait cette observation & pour avoir laissé trop long-  
 tems le pouvoir entre les mains des mêmes personnes.  
 De-là , il arriva que les armées de la République  
 devinrent les armées de Sylla , de Pompée & de César :  
 leçon terrible pour un peuple , & qui doit lui inspirer  
 la même défiance contre ses représentans. Lorsque  
 tous les bourgs de l'Italie participèrent aux privilèges  
 de Rome , & qu'ils voterent dans les assemblées pu-  
 bliques, leur grand nombre ne permit plus de distin-  
 guer les citoyens d'avec les étrangers. Le désordre &  
 le tumulte présiderent aux assemblées & aux délibéra-  
 tions. Des hommes pervers & ambitieux trouverent  
 le secret de faire servir ces assemblées à la ruine de  
 la liberté romaine & de la République. Parmi nous  
 ce mal est prévenu par la représentation , & la jus-  
 tice du principe est conservée. Tout Anglois est sup-  
 posé assister au Parlement , soit en personne , soit par  
 un député de son choix. La résolution du Parlement  
 est censée être celle de chaque individu. Elle est censée

donner aux délibérations publiques le consentement &  
 15 Mars. l'approbation de chaque agent libre de la communauté.

Dans cette première formation de cette excellente constitution qui fut si long-temps & à si juste titre notre héritage le plus beau & le plus précieux, nous voyons que le peuple eut soin qu'on ne fit aucune loi & qu'on ne levât aucune taxe sans son consentement énoncé par ses représentans dans le Grand-Conseil de la nation. Comme dans les anciens tems la représentation étoit égale & proportionnée, l'opinion du peuple étoit connue par celle du Parlement. Sa portion de pouvoir dans la législation étoit maintenue & établie sur une juste & égale distribution. Aujourd'hui ce pouvoir est devenu insuffisant, partial & injuste.

Quand on a considéré le tableau si agréable du juste pouvoir que nos ancêtres avoient assuré avec tant de sagesse & de soin aux Communes de ce Royaume, on trouve que l'état actuel des choses ne nous offre pas des ruines bien respectables de cet édifice superbe & majestueux, la constitution Angloise. Le désordre & la confusion y percent de toutes parts, & on ne retrouve plus de traces de l'ancienne harmonie de ses parties. Dans les archives de l'Echiquier on voit qu'il n'y a pas moins de vingt-deux villes qui, dans la vingt-troisième, la vingt-cinquième & la vingt-sixième année d'Edouard I. envoyoit des députés au Parlement, & qui depuis long-tems ont cessé d'être représentées. A peine connoissons-nous le nom de quelques unes, comme *Cambrig* & *Banburg* dans le Northumberland : *Pershore* & *Brem* dans le Comté de Worcester : *Jarvail* & *Tyckhul* dans le Comté d'York. Les bourgs de *Gatton* & du vieux *Sarum* ont eu un sort plus heureux. Quoiqu'on puisse dire de ces villes *ipsæ periere ruinæ*, leurs noms nous sont tout aussi familiers que si elles existoient encore. Le Clerc de la Chambre ne manque jamais de les nommer dans l'appel : quatre respectables personnages représentent leur grandeur passée, de même qu'au sacre du Roi, des

Chevaliers représentent l'Aquitaine & la Normandie.

La petite ville de Bambury (petite ville, grand renom, comme dit Rabelais en parlant de Chinon) n'a, je crois, que dix-sept Electeurs; cependant elle nous donne en la personne de son représentant, ce qui est de la plus haute importance pour la pluralité des suffrages dans le Parlement, un premier Lord de la Trésorerie, & un Chancelier de l'Echiquier (a). Combien de fois n'ai-je pas vu dans nos délibérations son crédit l'emporter sur la force réunie des représentans de Londres, de Bristol & de plusieurs autres des comtés les plus peuplés? *Last Grinstead* n'a guere, je crois, que trente Electeurs; & ce bourg donne une place parmi nous à ce brave, cet héroïque Lord, chef d'un grand & aujourd'hui très-militaire département, & qui a si fermement résolu de *conquérir l'Amérique*, à l'exemple de milord Chatham, mais non pas comme lui en Allemagne.

15 Mars.

(a) Milord  
Nort réunit  
ces deux  
Charges.

Mon dessein n'est pas d'abuser de la patience de la Chambre par des recherches fastidieuses sur l'ancien état de notre représentation, & sur ses variations à différentes époques. Je me contenterai de faire de courtes observations sur ce qui s'est passé sous le regne de Henri VI, & de quelques-uns de ses successeurs.

Le chevalier John Fortescue, chancelier de Henri VI, nous apprend que de son tems la Chambre des Communes étoit composée de plus de trois cents Députés élus. Divers changemens furent faits à ce nombre sous les regnes des Rois suivans, jusqu'à Jacques II. mais depuis ce regne il ne s'en est plus fait. Il faut convenir que nos anciens Souverains commirent de grands abus en donnant le droit de représentation à plusieurs petits bourgs, en considération de ce que ces lieux étoient pauvres, & qu'ils dépendoient d'eux ou de quelque grand Seigneur. Les limites de la constitution ont été souvent reculées. La partialité pour la province de Cornwall est frappante. Cette province envoie autant de membres, à un seul près, que tout le royaume d'Ecosse. Cela est venu de ce qu'elle ren-

## 14 AFFAIRES DE L'ANGLÈTERRE

15 Mars.

doit à la Couronne , en étain & en terres , un revenu héréditaire plus considérable qu'aucun autre comté Anglois , & de ce que le duché , appartenant à la Couronne , augmente prodigieusement son pouvoir & son crédit. Ces procédés de la part de nos Princes ont porté les atteintes les plus funestes à la constitution. Henri VIII rétablit deux Membres : Edouard VI, vingt : la reine Marie , quatre : la reine Elisabeth , douze : Jacques premier , seize : Charles premier , dix-huit ; en tout soixante & douze. Dans le même période les changemens par création furent plus considérables : Henri VIII créa trente trois Membres : Edouard VI, vingt-huit : la reine Marie , dix-sept : la reine Elisabeth, quarante huit : Jacques premier , onze : en tout cent-trente-sept. Charles premier ne fit aucune création de cette espèce. Charles II ajouta deux Membres pour le comté de Durham , deux pour la ville du même nom , & deux pour Newarke-sur-Trente. Cette Chambre est aujourd'hui composée du même nombre de représentans qu'à la mort de ce Prince ; quoique d'ailleurs elle ait éprouvé depuis cette époque bien des changemens essentiels. Mon objet est d'examiner si dans l'état actuel de la représentation , on peut être fondé à dire que l'opinion du Parlement est celle de la nation comme du tems de nos ancêtres. Pour moi je suis persuadé que les sentimens du peuple ne peuvent être véritablement connus par les résolutions d'un Parlement tel que nous le voyons aujourd'hui composé , même fût-il vrai qu'il ne se pratique aucune manœuvre illégitime après l'installation des membres dans la Chambre , & que tous les infâmes moyens de corruption ne soient plus mis en usage , ce que néanmoins je ne puis pas croire de la part d'une administration perverse , comme celle qui est aujourd'hui à la tête des affaires. Examinons donc de bonne-foi & sérieusement les parties qui constituent cette Chambre , & le poids qu'elles doivent avoir dans la grande balance du peuple d'Angleterre qu'elles sont censées représenter.



La partie méridionale de cette île (l'Angleterre) à laquelle je me restreins, est composée d'environ cinq millions d'habitans, d'après les calculs les plus généralement reçus. Je veux établir par quel nombre d'Electeurs la majorité de cette Chambre est choisie, & je suppose le plus grand nombre de députés présens en même-tems à la Chambre dont il soit fait mention dans nos journaux. Ce fut dans l'année 1741: les journaux de cette fameuse année font mention des trois plus grands nombres de Députés rassemblés en même tems dans la Chambre.

Le premier est du 21 janvier: ce jour-là il y eut une pluralité de deux cents cinquante-trois contre deux cents cinquante. Le second est du 28 du même mois où la division fut de deux cents trente-six contre deux cents trente-cinq. Le troisième, du 9 mars, où elle fut de deux cents quarante-quatre contre deux cents quarante-deux. Dans ces divisions les Députés de l'Ecosse sont compris. Mais je n'établirai mes calculs que sur l'Angleterre, pour donner plus de force à mon raisonnement. Ainsi le nombre que j'adopte est celui du 21 janvier, jour auquel il se trouvoit à la Chambre cinq cents trois Députés. Supposons que la majorité de deux cents cinquante-quatre soit le plus grand nombre de Membres qui ayent pû occuper leurs places. Je l'établis aussi fort à cause des absences pour cause de maladie, de service dans les pays étrangers, de voyages & d'affaires indispensables. Or, d'après le plus grand nombre d'Electeurs dans les bourgs qui élisent les membres de cette Chambre, il est visible que ce nombre de deux cents cinquante-quatre membres constituant la majorité de la Chambre, toujours donnée par les bourgs, n'est réellement élu que par cinq cents soixante & douze personnes qui en général sont habitans des bourgs de Cornouailles & d'autres, & qui sûrement ne sont pas la partie la plus respectable de la nation. Est-ce par ce petit nombre de personnes que notre Souverain doit connoître les sentimens de tout son peuple? Est-ce à ces gens-là à

## 16 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

donner des loix à ce vaste empire , & à taxer cette  
15 Mars. opulente nation ? Je passe tous les calculs fastidieux  
parce qu'on les trouve détaillés dans l'ouvrage de  
l'incomparable docteur Price , dans Postlethwaite &  
dans les recherches politiques de Burgh. Les chiffres  
démontrent la chose plus clairement , & ne prétend ni  
à la chicane , ni au sophisme. Depuis les calculs de  
Burgh il n'est arrivé qu'un changement de consé-  
quence : je parle du bourg de Shoreham dans la pro-  
vince de Suffex ; car , par l'acte de 1771 , tous les  
Franc-tenanciers possesseurs d'un revenu de quarante  
sous par an , dans la centaine de Bramber , voisins de  
Shoreham , ont été admis à voter pour ce bourg ;  
mais plusieurs des anciens Electeurs avoient perdu leurs  
privileges. Il y a trente-six de nos membres qui sont  
élus par des bourgs qui entr'eux tous ne contiennent  
que trois cents soixante & quatre Electeurs. Le chan-  
celier Talbot a supposé que la majorité de cette  
Chambre étoit élue par cinq mille personnes , & il se  
récrioit contre une représentation aussi inégale. Des  
calculs plus exacts que ceux de ce lord , & les regles  
infaillibles de l'Arithmétique politique ont fait voir  
une injustice beaucoup plus étendue que celle qu'il  
soupçonnoit.

Lorsque nous considérons que les pouvoirs les plus  
importans de cette Chambre, ceux de lever des taxes  
& de faire des loix pour cinq millions d'hommes sont  
ainsi usurpés & exercés contre le vœu de la constitu-  
tion par le petit nombre dont je viens de parler ,  
ne devons-nous pas convenir que le peuple a le droit  
de demander à être réintégré dans ses privileges in-  
contestables , dans sa portion primitive de la législa-  
tion ? Nous voyons que l'ancienne représentation de  
ce Royaume fut fondée par nos ancêtres , sur la jus-  
tice , la sagesse & l'égalité. Il y auroit donc autant de  
folie & d'opiniâtreté que d'injustice à vouloir main-  
tenir les choses dans leur état actuel. Nos patriotes  
les plus sages ont déclamé souvent contre ces abus.

Qu'on me permette de citer les expressions du cé-  
lèbre

lebre M. Locke dans son *Traité du gouvernement civil*. » Les choses ne changeant pas également, & 17 Mars. l'intérêt particulier soutenant souvent des usages & des privilèges lorsque leurs motifs ont cessé, il arrive que dans les Gouvernemens, où une partie de la législation est composée de représentans choisis par le peuple, cette représentation à la longue ne répond plus dans une proportion égale aux motifs sur lesquels elle a été établie. Nous pouvons nous convaincre des absurdités énormes que peuvent entraîner les suites d'un usage, après que son motif n'existe plus, lorsque nous voyons que le simple nom d'une ville dont les restes ne sont que des ruines où à peine on trouveroit une cabane pour un berger, & une étable pour ses moutons, envoie à la grande assemblée des législateurs autant de représentans que tout un Comté très-riche & très-peuplé. Y a-t-il rien de plus étonnant que cet abus ; & peut-on disconvenir qu'il ne soit nécessaire d'y remédier « ?

Après une autorité aussi imposante que celle de M. Locke, je me flatte qu'on ne me traitera pas de visionnaire, & qu'il n'y aura pas de dispute sur la convenance de la proposition que j'aurai l'honneur de soumettre à la Chambre. Je suis même persuadé que les membres pour le vieux *Sarum* & *Gatton*, dont on peut bien dire *Stant nominis umbræ*, sont trop généreux & trop honnêtes pour réprouver l'avis de transporter au Comté le prétendu droit du petit nombre de leurs constituans, si tant est qu'ils aient des constituans, & si ce n'est pas par eux-mêmes qu'ils sont créés, élus & existans. Par un tel arrangement, les villes de Birmingham, de Manchester, de Leeds, de Sheffield & d'autres villes recommandables par leur population, leurs richesses & leurs manufactures auront enfin une juste part à la formation des loix par lesquelles elles sont gouvernées. Je demande qu'on retranche en général les villes & les bourgs qui sont pauvres & dépeuplés ; & je dirai avec Horace, *Inutiles ramos amputans feliciores inserit*.

17 Mars. Ce n'est point la première entreprise de cette espèce qui ait été faite pour apporter du remède à ce mal. Nous en avons des exemples qui remontent à plus d'un siècle. Le Clerc de la Chambre va vous lire, dans les journaux, ce qui a été fait le 26 mars 1668, à l'occasion d'un bill pour autoriser le comté Palatin de Durham à députer deux Chevaliers pour le Comté, & deux Bourgeois pour la ville de Durham. (*Le Grefrier lit*) On trouve dans un Recueil authentique (les débats d'Anchitell-Grey) des détails plus particuliers de ce qui s'est passé dans la Chambre à cette occasion. » Le chevalier Thomas Macs proposa, dit-il, de donner plus de Chevaliers aux Comtés, & de retirer le droit de députer à quelques petits bourgs où il n'y avoit que peu d'Electeurs; & il demanda qu'il fût fait un bill à ce sujet ». Sa notion fut rejetée à la pluralité de soixante-cinq voix contre cinquante. Mais ceci ne regarde que le bill relatif au comté & à la ville de Durham. Je rapporterai encore à ce sujet quelques expressions remarquables employées dans ces débats par le chevalier Thomas Strickland, & qui me paroissent offrir une application frappante à nos querelles avec l'Amérique. » Le comté Palatin de Durham n'a jamais été taxé au Parlement, ayant un ancien privilège qui remonte par de-là le regne du Roi Jacques, & ainsi il n'avoit pas besoin de représentans. Mais aujourd'hui qu'il est taxé, il est raisonnable qu'il en ait ». Tels sont les principes qui étoient suivis dans cette Chambre dès le tems de Charles I I.

Je fais bien qu'on me demandera si la législation a le pouvoir d'oter la franchise à des bourgs, sous prétexte d'améliorer la constitution; & si le représentant a celui de détruire son constituant immédiat? On ne peut mieux répondre à cette question que par celle-ci, comment le droit de représentation a-t-il pris naissance, & sur quel fondement a-t-il été accordé? Le vieux *Sarum* & *Gatton* étoient des villes considérables quand le droit de représentation leur a été donné. Elles sont actuellement désertes; elles ne doivent donc point con-

server un privilège qu'elles n'avoient obtenu qu'en considération de leur étendue & de leur population. 17 Mars. Nous devons autant qu'il est possible faire cadrer ensemble la théorie & la pratique de la constitution ; & ce pouvoir doit être inhérent au corps législatif d'un Etat. Il a été exercé récemment dans toute son étendue , & avec l'approbation universelle lors de l'affaire de *Shoremham* , puisque la franchise a été ôtée à environ cent personnes de ce bourg , convaincues de corruption en même-tems qu'on a admis à voter cent francs-tenanciers du comté de Suffex.

On m'objectera encore que , pour proposer des réglemens intérieurs de cette importance , il faudroit attendre que ce vaste Empire fût dans un état parfait de calme & de tranquillité : On me dira que la discorde & la guerre civile exercent leurs ravages dans tout le continent septentrional de l'Amérique : qu'un objet aussi allarmant doit fixer seul toute notre attention ; & que nous devons appliquer tous nos efforts à arrêter les progrès de cet incendie. Mais au contraire il me paroît que la guerre d'Amérique , dans cette époque vraiment allarmante , est un des argumens les plus victorieux pour nous décider à remédier aux abus de notre représentation par les reglemens que j'ai l'honneur de proposer à la Chambre. Je puis prédire que cette querelle n'est pas une affaire du moment : qu'elle sera la grande affaire de l'Angleterre dans tout ce siècle ; & qu'elle occupera toute la génération actuelle.

Dans nos derniers démêlés avec l'Amérique nous avons toujours regardé comme une chose convenue que les procédés iniques, cruels, arbitraires & extravagans de l'administration étoient approuvés par les peuples, parce qu'ils l'étoient par la pluralité des membres de cette Chambre. L'absurdité de cet argument est palpable ; car la pluralité de cette Chambre ne parle que pour 5723 personnes , même en supposant que d'après la coutume constitutionnelle de nos ancêtres , les constituans aient été consultés ainsi qu'ils

17 Mars. auroient dû l'être sur un point intéressant pour la nation. Nous savons de quelle manière on se procure cette pluralité. Les habitans de la partie méridionale de cette île montent à plus de cinq millions. Il est donc impossible d'attribuer à cinq millions d'hommes une opinion qui n'est pas celle de six mille ; même en supposant qu'on eût recueilli en effet les suffrages de ces derniers. Les Américains prétendent avec grande raison que la guerre actuelle est suivie contre le vœu de la nation par une *junte* ministériale , & une faction arbitraire également ennemis des droits des Anglois , & des prétentions de l'Amérique. Cette assertion est confirmée par les diverses adresses présentées au trône par des corps plus nombreux , pour prier le Roi de faire cesser les hostilités. Cette capitale même a déclaré par plusieurs actes publics son aversion pour la guerre civile actuelle : guerre contre nature & fondée sur des principes qui renversent totalement notre constitution. Notre histoire fournit une foule d'exemples où le sentiment du Parlement a été directement contraire au sentiment de la nation. C'est ce qui a eu lieu notoirement dans l'affaire de l'élection de Middlesex. Je crois le fait également démontré dans la grande dispute d'Amérique , au moins relativement aux hostilités actuelles contre nos frères & co-sujets. Ma proposition fera décider la question ; & par une représentation impartiale & égale des peuples , l'Amérique pourra distinguer à l'avenir les sentimens réels des citoyens libres & vraiment Anglois.

Je ne prétens point entrer dans le détail de toutes les propositions qui ont été faites pour remédier à cette irrégularité dans la représentation du peuple. Je n'abuserai point de l'indulgence de la Chambre que j'ai trouvée si favorable à mon égard. Lorsque le Bill sera dressé & examiné en comité , il sera tems de discuter toutes les parties de ce grand projet. Les journaux du Parlement de Cromwell prouvent que la représentation étoit alors établie sur un pied plus égal , & que ce bienfait fut son ouvrage. Ce génie vaste & vrai-

ment étonnant a embrassé l'ensemble de ce puissant Empire dans sa totalité. L'Irlande fut mise de niveau avec l'Ecosse, & chaque Royaume envoyoit trente membres au Parlement qui étoit composé de quatre cents députés tant d'Angleterre que du pays de Galles, & devoit être triennal. Nos Colonies n'étoient alors qu'un point sur la surface du Globe : Elles couvrent à présent la moitié du Nouveau-Monde. 17 Mars.

Tout agent libre de ce royaume doit être selon moi représenté au Parlement. La Métropole qui contient la neuvieme partie des peuples du Royaume, & les comtés de Middlesex, d'York & autres qui fourmillent d'habitans, doivent envoyer un plus grand nombre de représentans. On en retranchera le droit aux bourgs pauvres & dépeuplés, & leurs Electeurs voteront parmi ceux des provinces. Les villes riches, populeuses & commerçantes, telles que Birmingham, Manchester, Sheffield, Lecds & autres, acquerront le droit d'envoyer des députés au grand conseil de la nation.

La vénalité, la corruption, la dépendance, suites trop communes de la misere, disparaîtroient de ce Senat auguste avec les représentans de ces pauvres bourgs; & ce seroit le coup le plus efficace que l'on pût porter à l'influence de la trésorerie, ainsi qu'à la tyrannie Aristocratique. Nous devons également nous méfier & de ceux qui se vendent eux-mêmes, & de ceux qui sont vendus par leurs maîtres. Les dépendances féodales, & les propriétés particulieres dans le partage de la législation, sont des absurdités monstrueuses dans un Etat libre. Elles font une insulte à la raison. Je voudrois qu'un Parlement Britannique fût l'organe libre & indépendant des sentimens du peuple Anglois en général, & de chaque individu qui peut justement être compris dans une pluralité légale. Le dernier des artisans, le plus pauvre des paysans & des journaliers a des droits importans relativement à sa liberté personnelle, à celle de sa femme & de ses enfans, à ses propriétés quelconques, à ses salaires, à ses gains, au prix & à la valeur du labeur pénible de chaque jour.

17 Mars. toutes choses qui dans divers branches de commerce & de manufactures sont réglées par l'autorité du Parlement. Toutes les loix relatives au mariage , à la protection d'une femme , d'une sœur ou d'une fille , contre la violence & la brutalité de la débauche , à tout contrat , à toute convention avec un maître usurpateur & injuste , intéressent le manufacturier , le payfan , le domestique autant que les riches sujets de l'Etat. Cette classe de citoyens , la dernière pour le rang , mais non pas pour l'utilité dans la chaîne sociale , doit donc participer pour quelque chose au pouvoir de faire ces loix qui l'intéressent si essentiellement , & auxquelles elle est obligé de se soumettre. C'est une vérité reconnue par tout Etat libre que le gouvernement est institué pour le bien-être général des peuples , qu'ils sont la source primitive du pouvoir & même du revenu , & à tout événement sa dernière ressource.

Différens usages fondés sur l'injustice & la partialité fourniront aussi matière à nos recherches. On pourra examiner pourquoi un grand nombre de francs-tenanciers de la ville de Londres ne sont point représentés dans le Parlement. Ces francs-tenanciers étant sous la juridiction particulière de la cité , sont exclus du droit de donner leur suffrage dans le comté de Middlesex , & par acte du Parlement il n'y a que les membres des Corps & Métiers ( Liverymen ) qui puissent élire les membres du Parlement pour la ville de Londres.

Je borne mes recherches à la partie méridionale de cette île. J'abandonne l'Ecosse au soin de ses enfans dont on connoît l'affection filiale. J'espère qu'ils déroberont quelques momens aux affaires critiques de l'Angleterre & de l'Amérique , qui occupent si utilement leur tems pour méditer sur l'état de la représentation parmi leurs propres concitoyens , supposé qu'ils n'ayent pas tous quitté leur stérile & rude climat pour venir partager les douceurs & l'abondance du nôtre. Je suis effrayé de voir que les quarante-cinq députés



d'Ecosse dans cette Chambre se représentent eux-mêmes. Peut-être dans mon plan pour l'amélioration de la représentation en Angleterre, presque tous les naturels d'Ecosse se trouveront-ils y être compris. Je remarquerai seulement qu'on ne peut point changer la proportion de la représentation entre les deux royaumes. Dans l'article XXII du Traité d'union, le nombre de quarante-cinq est fixé pour composer le corps représentatif dans le Parlement de la Grande-Bretagne pour la partie septentrionale de cette île. Augmenter les membres pour l'Angleterre & le pays de Galles, & en porter le nombre par de-là celui dont le Parlement Anglois étoit composé à l'époque de ce Traité en 1706, ce seroit enfreindre la foi publique, & violer un Traité solennel entre deux Etats indépendans. Ma proposition a pour base la conservation de ce contrat, & le maintien de la part proportionnelle de chaque royaume dans le corps législatif, suivant son établissement actuel.

Je crois avoir bien établi l'injustice & la partialité monstrueuses de la représentation actuelle des Communes d'Angleterre. Ces vices sont presque aussi généralement reconnus que la nécessité où nous sommes de recourir au grand principe de notre libre constitution, qui déclare que cette Chambre du Parlement est la seule puissance déléguée du peuple en général. La politique autant que la justice nous font un devoir de nous occuper de cet objet. C'est à la raison & non à l'usage à nous guider dans une affaire aussi importante qui intéresse directement les droits d'un peuple libre. Sans une vraie représentation des Communes, notre représentation est essentiellement défectueuse : notre Parlement n'est qu'un vain nom, un vrai phantôme. Tous les autres remèdes pour rendre à la forme de gouvernement établie par nos ancêtres, son ancienne pureté seroient inefficaces même quand on abrégeroit la durée des Parlements, & quand on restreindroit le nombre des pensionnaires & des gens en place dans le Parlement, quoique ce soient des

opérations qui d'ailleurs me paroissent extrêmement nécessaires. J'ose donc me flatter que la Chambre secondera par son concours ma proposition, » pour qu'il soit permis de dresser un Bill aux fins d'une représentation juste & égale du peuple d'Angleterre dans le Parlement ».

LE LORD NORTH répond, que M. Wilkes, quelque peine que puisse lui faire d'ailleurs l'état actuel de la représentation en Angleterre, doit pourtant se trouver assez bien des effets de la constitution par rapport à lui, dans le succès dont ses brigues ont été couronnées tant dans Londres où on l'a vu Lord-Maire que dans le comté de Middlesex qui l'a choisi pour son député au nouveau Parlement : qu'il ne croit pas que M. Wilkes se soit sérieusement flatté que la Chambre pût consentir à se former en comité pour délibérer sur sa proposition : que si elle étoit admise à l'examen, elle éprouveroit les plus vives contradictions de la part de ceux à la disposition de qui sont les bourgs qu'il a traités si durement, & qui ne sacrifieroient pas aisément à une chimère de réformation les avantages réels qui sont attachés à cette espèce de propriété : que l'amputation n'est pas toujours salutaire, & qu'il ne faut pas la risquer légèrement, soit en politique soit en chirurgie : que les épreuves de cette nature sont quelque fois très-fatales aux constitutions des corps naturels ou des Etats ; & enfin qu'il voit tout le mal que la proposition de M. Wilkes peut faire, mais nul bien qui en puisse résulter.

M. WILKES réplique en peu de mots sur le même ton de plaisanterie, & sa motion est rejetée sans qu'il soit nécessaire d'aller aux voix.

---

18 Mars. On reçoit au palais de Glocester des nouvelles satisfaisantes de Rome sur la santé du duc & de la duchesse de Glocester, ainsi que du prince leur fils,

Le duc de Wirtemberg, accompagné du

lord Barrington, secrétaire de la guerre, & des principaux officiers du corps de l'artillerie, se rend au parc de Woolwich, pour être présent à une épreuve de plusieurs pieces de canon, ensuite il parcourt avec le lord Sandwich, premier lord de l'Amirauté, les chantiers de Woolwich, de Greenwich & de Deptford.

18 Mars.

Mort du lord Jean de Courcy, baron de Kinsale. Ce lord avoit passé toute sa jeunesse dans une classe obscure du service de la marine. Lorsqu'il hérita du titre, ce ne fut qu'après beaucoup de tems & de peines qu'il parvint à faire reconnoître ses droits. Il jouissoit d'une pension de 400 l. sterl. sur les fonds de l'Irlande, & il l'avoit obtenue en considération du délabrement dans lequel il avoit trouvé les affaires de cette ancienne & illustre maison. Le Ministère ne s'y étoit porté que pour empêcher que la demande en fût faite en plein Parlement. Ceux qui soutenoient ce lord reprochoient à la Cour la profusion avec laquelle se donnoient les pensions même à des Princes étrangers, pour liquider leurs prétentions déraisonnables à la suite de la dernière guerre, tandis qu'un des plus nobles d'entre les Lords se trouvoit dans le plus pressant besoin.

Cette famille est très-ancienne. Le privilege de son chef, de se couvrir & de rester couvert devant le Roi, dont ne jouit aucune autre

18 Mars.

famille de pairs des trois royaumes , a été accordé à un de ses ancêtres par le Roi Jean , pour récompenser , suivant l'usage de ce tems-là , la bravoure qu'il avoit montrée dans un combat singulier avec un champion François. Tous les nouveaux titulaires ne négligent aucunes des précautions nécessaires pour maintenir leur droit. Un de ces Barons qui venoit d'hériter du titre , ayant été présenté à George I. un jour de gala , il assista , le chapeau sur la tête , au bal paré où il y avoit une prodigieuse affluence de seigneurs & de dames de la Cour. Non content de s'être couvert , & voulant jouir de sa prérogative dans toute son étendue , il gardoit toujours son chapeau. Le Roi , qui trouva ce procédé peu honnête , voulut lui faire une leçon. Le Baron passant près de lui , il l'appelle , lui ôte son chapeau , le lui met à la main , & lui dit avec bonté & en souriant : » Milord Kinsale , je ne vous conteste pas le droit d'user de votre privilege en ma présence ; mais je vous demande à vous-même s'il est honnête de rester le chapeau sur la tête devant les dames «.

Le *Swift* , vaisseau munitionnaire , parti de Portsmouth pour Boston le 16 , avec plusieurs autres bâtimens de transport , sous le convoi de la frégate de guerre le *Triton* , prend feu à la mer , & saute en l'air devant le port de Torbay. Quelques officiers du vingt - neuvième régiment d'infanterie périssent par ce désastre.

Ils s'étoient jettés dans une chaloupe qui a <sup>18 Mars.</sup> chaviré. Le vaisseau a été consommé avec toutes les provisions. On a sauvé la plus grande partie des passagers & de l'équipage. A quatre heures du matin l'explosion de la soute aux poudres termina cette scene affreuse. Il n'y avoit pas deux ans que le vingt-neuvieme régiment étoit de retour en Angleterre, & c'est par le fatal crédit de ses commandans qu'on l'a fait passer avant quatorze autres pour l'embarquement.

La frégate le *Seaford*, de vingt canons, & le *Dealcastle*, de vingt-quatre, appareillent de Plimouth, la premiere pour l'île d'Antigoa, & l'autre pour Terre-Neuve, & la *Perle*, de trente-deux, pour Corke.

On tire des détachemens de l'hôpital des Invalides de marine, pour remplacer sur les vaisseaux de gardes les hommes qu'on a fait passer sur les vaisseaux en armement.

Les hommes sont aussi rares pour le service de terre que pour celui de mer. A la fin de la guerre derniere le Gouvernement gardoit la paie des hommes non effectifs, & il n'y a pas fort long-tems encore qu'on ne donnoit que trois guinées & demie d'engagement; mais les officiers recruteurs ont ordre aujourd'hui d'offrir jusqu'à six guinées par homme.

On apprend par une lettre de Dublin qu'au lieu de six régimens qui composoient ci-devant

18 Mars.

la garnison de cette ville, il n'y a plus que deux régimens avec la compagnie d'artillerie : la lettre finit par un de ces traits qui sont connus en Angleterre sous le nom de sel hybernois. » Les commissions d'officiers qui coûtoient très-cher il y a deux ou trois ans, sont aujourd'hui si décréditées, que celui qui en auroit eu une pour rien n'en retrouveroit pas son argent α.

On apprend que les Insurgens ont pris dans le Canada pour plus de 40,000 l. sterl. de peaux de castor & autres pelleteries.

*Chambre des Communes.*

M. Hartley demande que le Ministère produise un état des dépenses de la marine. Il observe que les estimations ou apperçus sont communément d'un bon tiers au-dessous du vrai montant des articles : que sous le titre de dette de la marine, de services auxquels on n'avoit point pourvu & d'extraordinaires, il s'est introduit peu à-peu une habitude de confiance dans les Ministres qui les rend maîtres absolus de la bourse du public ; & que dans le moment actuel il faut que le Parlement redouble d'attention sur la conduite des Ministres qui pourroient, à la faveur de cet abus, dépenser des sommes immenses, sans que la Chambre en eût la moindre connoissance. Il avoue que si le Ministère s'obstine à faire un mystère de sa conduite à cet égard, on feroit des efforts inutiles pour triompher

de sa résistance ; mais il presse les Ministres ,  
 par la considération de leur propre honneur ,  
 de donner un compte des dépenses de l'année  
 dernière , qui comprenne les sommes em-  
 ployées pour les transports , ainsi que la dette  
 de la marine.

---

 18 Mars.

Le lord North répond que l'administration  
 ne voudroit ni ne pourroit faire aucun mystere  
 à la Chambre : que dans tous les tems il a fallu  
 faire des dépenses dont il étoit impossible de  
 rendre un compte précis : qu'on ne peut pas  
 prévoir ce que feront des extraordinaires , ni  
 à quoi ils se monteront : que les états viennent  
 toujours dans leur tems sous les yeux de la  
 Chambre qui peut alors juger si l'on a abusé  
 de sa confiance , & punir les prévaricateurs ;  
 qu'au surplus il offre de mettre sous les yeux  
 de la Chambre les comptes qui se trouveront  
 être prêts.

M. Hartley insiste pour avoir celui des billets  
 de marine pour vivres & transports au 29 Fé-  
 vrier 1776 ; & celui de l'augmentation de la  
 dette de la marine dans l'intervalle du 31 Dé-  
 cembre 1774 au 31 Décembre 1775 , avec la  
 spécification des articles.

Le Roi passe en revue , dans la plaine de  
 Wrinbledon , les détachemens des trois régi-  
 mens des Gardes , dont les officiers ont pris le  
 même uniforme que les soldats. Sa Majesté a  
 paru très-contente des exercices & évolutions.  
 Parmi une foule immense de spectateurs , on a  
 remarqué un chef de Sauvages vêtu dans le

---

 19 Mars.

19 Mars.

costume de son pays, le visage bariolé de rouge, & une hache de guerre à la main. On assure qu'après avoir admiré la vivacité & la précision des manœuvres, il s'est écrié : » Tout cela est fort beau ; mais il faudra voir en Amérique « . Le prince de Galles à cheval & en uniforme a assisté à cette revue ; ainsi que le duc régnant de Wirtemberg.

Quelques soldats de ces détachemens ont eu recours à diverses ruses pour se dispenser de marcher. Les uns se sont fait arrêter pour dettes ; mais le corps a payé, & on les a retirés de prison. D'autres ont mis en gage des effets ou marchandises qu'on leur avoit confiés pour y travailler, délit pour lequel ils étoient sûrs d'être condamnés à un mois de prison ; mais le juge, démêlant la connivence, les a remis au sergent qui les réclamoit. D'autres enfin ont insulté les passans, pour avoir occasion de se battre & de mériter la prison. Un de ceux-ci, bien étrillé par un domestique, a fait l'aveu de son dessein devant le peuple attroupé pour juger le combat. — Le parti de l'opposition augure de ces divers événemens, que le gros de ces troupes ne secondera pas d'un cœur bien joyeux les vues de conquête du Gouvernement. Il croit voir dans ces gens-là autant de martyrs de la bonne cause, qui sacrifient leur liberté individuelle à l'intérêt de la liberté Américaine.

Assemblée générale de quartier des actionnaires de la Compagnie-des-Indes. — Le Vice-



Président produit les comptes ordinaires de profit & de perte, d'où il résulte que la créance du Gouvernement s'est trouvée, au premier Mars, réduite de 1,400,000 livres à 420,000 livres, & qu'à tous autres égards les affaires de la Compagnie sont en très-bonne posture.

M. Fitzgerald demande qu'il soit pris jour pour délibérer sur le tonnage des vaisseaux employés par la Compagnie, déclarant qu'il a sur cet article d'importantes améliorations à proposer. Il appuie sa motion sur un arrêté de l'Assemblée générale de l'année 1774, qui recommande aux Directeurs de s'occuper de cet objet. Il se plaint de quelques persécutions que son zèle lui a attirées, & de l'indifférence avec laquelle la Compagnie paroît l'accueillir.

Le Vice-Président répond sur l'objet du tonnage que c'est une matière qui demande les plus mûres réflexions, & par rapport à laquelle il faut d'autant moins se presser de prendre une résolution définitive, que les gens les plus éclairés sont bien loin de convenir ensemble dans leur opinion; & il justifie la direction des reproches que lui a faits M. Fitzgerald pour ce qui lui est personnel.

M. Maclean observe que mal-à-propos on veut faire juger cette affaire par une assemblée générale, puisque c'est accuser de négligence le Conseil de direction, & par une assemblée générale de quartier où il semble

19 Mars.

qu'on ait voulu la rapporter par surprise , puisque , suivant l'usage de tous les tems , on auroit dû en prévenir l'assemblée , qui alors seroit devenue spéciale pour cet objet. Il avance que peut-être le tonnage a-t-il déjà souffert de trop fortes diminutions, puisqu'une grande partie des produits de l'année dernière est restée dans l'Inde faute de bâtimens pour les charger.

M. Fitzgerald est soutenu par plusieurs actionnaires qui cependant le décident à retirer sa motion , en recommandant d'un autre côté aux Directeurs de donner à cet objet important la plus sérieuse attention.

M. Elliot exhorte l'Assemblée à s'occuper de la situation critique des affaires dans l'Inde, & sur-tout à Bombay. » J'avoue , dit-il , que l'intérêt de la Compagnie exige qu'elle y étende son territoire ; mais il me paroît que cela auroit dû se faire plutôt par la négociation que par les armes ; & que si une guerre étoit indispensable , on a mal pris son tems pour la faire, & aussi mal choisi les moyens ». Il parle aussi des intérêts de la Compagnie sur la côte de Coromandel , touche légèrement le caractère & les sentimens du Nabob d'Arcot , & l'état actuel du Tanjour. J'attens d'excellentes choses , dit-il , du lord Pigot ; mais je crois qu'il est de la plus grande nécessité de lui nommer un successeur pour le cas de mort ou d'autre accident.

*La suite au N° V.*

*Lettre*

*Lettre d'un Banquier de Londres ,  
à M\*\*\* à Anvers.*

De Londres le 15 Juin 1776.

JE me suis engagé, Monsieur, à vous faire bien connoître le fameux Pamphlet Américain, le *Sens commun*, attribué à un fameux proscrit, M. Adams, un des Députés de la Nouvelle-Angleterre au Congrès général. Il ne faut point se dissimuler que les fâcheuses circonstances où M. Adams se trouve doivent avoir allumé sa bile républicaine. J'ai donc cru devoir méditer sur quelques-unes de ses assertions, pour ne pas m'égarer en le suivant dans ses emportemens. Je suis bien aise de savoir par quelles raisons il prouve que la séparation est nécessaire & indispensable, & ne peut pas se différer; mais quand je verrai ce nouvel Ajax saisi par son accès, je m'écarterai de lui pour discuter tranquillement avec vous le point sur lequel il m'aura paru se répandre en vaines déclamations. Il s'en est permis de violentes contre la Royauté. J'espère pourtant vous faire voir que ce n'est pas la forme de gouvernement qu'il abhorre le plus dans son cœur; & que dans la fureur qui le transporte, il s'est trompé sur le véritable objet de sa haine. Vous me rendrez sûrement la justice de croire que je l'ai traduit avec une fidélité scrupuleuse. Les lacunes que vous

*Mr J. Paine  
is the author of  
corn Sense.*

### 34 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

trouverez font ou des redites , ou des amplifications dont je vous aurai donné le texte , ou des morceaux que vous avez déjà vus dans ma Lettre du 4 Mai , & que je n'ai pas jugé très-essentiels dans cette nouvelle traduction.

M. Adams va parler.

» Suivant quelques Ecrivains la Société &  
 » le Gouvernement seroient une seule & même  
 » chose. Il est pourtant vrai que non-seulement  
 » il y a une grande distance de l'un à l'autre ,  
 » mais encore que leur origine n'est pas la  
 » même. Nos besoins ont produit la société ,  
 » & nos vices le gouvernement. La société  
 » fait notre bonheur *positivement* en unissant  
 » nos affections : le gouvernement le fait *né-*  
 » *gativement* en mettant un frein à nos vices.  
 » La communication résulte de l'une , & les  
 » distinctions naissent de l'autre. Punir & pro-  
 » téger sont les fonctions des deux , & assuré-  
 » ment de nature très-distincte «.

» Telle qu'elle soit , la société est un bien ;  
 » & le gouvernement dans sa plus grande per-  
 » fection n'est qu'un mal nécessaire «.

Vous reconnoissez , Monsieur , dans ces pre-  
 mieres idées sur le gouvernement , celles de  
 tous les peuples policés. Il est constant que  
 l'administration la plus parfaite n'est qu'un mal  
 nécessaire , puisque c'est la foiblesse de notre  
 nature qui lui donne l'existence. L'Auteur  
 ajoute que , » lorsqu'un gouvernement est dé-  
 » térioré autant qu'il soit possible , il devient  
 » intolérable , & qu'il vaudroit autant retom-

» ber dans l'anarchie «. On voit jusqu'où le  
 » menera cette opinion. Il est inutile de le suivre  
 » quand on est persuadé que le plus mauvais  
 » gouvernement est préférable à l'anarchie qui  
 » est essentiellement le despotisme de tous. Ce  
 » qu'il dit de la formation & de l'accroissement  
 » des sociétés pour arriver à la nécessité d'un gou-  
 » vernement, se trouvant par tout, je me suis  
 » dispensé de le traduire. » C'est, dit-il, dans  
 » la nature qu'il prend l'idée d'un gouverne-  
 » ment. En conséquence il doit y régner une  
 » grande simplicité, par la raison que plus une  
 » machine est simple, moins elle est sujette à  
 » se déranger «. Voilà un principe dont il faut  
 » se souvenir; il me paroît convenir merveilieu-  
 » sement à la monarchie illimitée & héréditaire,  
 » & nullement au plan que l'Auteur proposera  
 » pour l'Amérique. D'après cette maxime, il exa-  
 » mine la constitution Angloise qu'il met au-  
 » dessous même des gouvernemens absolus.

» La constitution de l'Angleterre fut sans  
 » doute quelque chose de sublime pour les  
 » tems de ténèbres & d'esclavage qui la virent  
 » naître. Lorsque le despotisme subjugoit  
 » tout, le plus léger effort pour s'en affranchir  
 » étoit une entreprise hardie & glorieuse. Mais  
 » il est aisé de démontrer que cette constitu-  
 » tion est imparfaite, qu'elle est sujette à des  
 » convulsions, & incapable de produire ce  
 » qu'elle paroît promettre. Elle est si singulière-  
 » ment compliquée, que la nation pourroit être  
 » malade pendant une suite d'années, sans

### 36 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» qu'on pût découvrir à quelle partie le mal se  
» seroit attaché. Les uns diront d'une façon ,  
» ceux là d'une autre ; & chaque Médecin po-  
» litique prescrira un régime différent.

» Je fais qu'on extirpe difficilement un pré-  
» jugé inhérent au sol , & que le tems y a vu  
» vieillir ; mais examinons les parties consti-  
» tuantes du gouvernement Anglois , & nous  
» trouverons qu'elles sont les méprisables  
» restes de deux anciennes tyrannies où entrent  
» quelques nouveaux matériaux républicains.  
» Ce sont les restes d'une monarchie tyran-  
» nique dans la personne du Roi.

» Les restes d'une tyrannie Aristocratique  
» dans la chambre des Pairs.

» Les nouveaux matériaux républicains dans  
» celle des Communes , de la vertu desquelles  
» dépend la liberté de l'Angleterre.

» Le Roi & les Pairs , comme héréditaires ,  
» sont indépendans du peuple ; ainsi , *dans un*  
» *sens constitutionnel* ils ne contribuent en rien  
» à la liberté de l'Etat.

» Dire que la constitution de l'Angleterre  
» est l'*union* de trois pouvoirs qui se balancent  
» réciproquement , c'est une puérilité dont les  
» termes se contredisent.

» Dire que l'autorité des Communes tempère  
» celle du Roi , c'est supposer deux choses.

» Premièrement , qu'il ne faut mettre de  
» confiance dans le Roi qu'en le surveillant ,  
» ou , en d'autres mots , que la soif du pou-  
» voir absolu est une maladie propre à la Mo-  
» narchie.

2°. » Que les Communes étant chargées de  
 » surveiller le Roi, sont ou plus sages que lui,  
 » ou plus dignes de notre confiance.

» Mais, comme la même constitution qui  
 » donne aux Communes un pouvoir de con-  
 » trainte sur le Roi, en faisant dépendre d'elles  
 » les subsides, donne ensuite au Roi le même  
 » pouvoir de contrainte sur les Commu-  
 » nes, par la faculté qu'il a de rejeter tous  
 » leurs autres bills, il doit en résulter que le  
 » Roi est plus sage que ceux qu'on a déjà sup-  
 » posé être plus sages que lui. Quelle absur-  
 » dité ! «

Arrêtons-nous un moment, Monsieur, sur  
 ce que l'Auteur dit de la soif du pouvoir ab-  
 solu. Vous mettez sûrement une grande diffé-  
 rence entre *gouvernement illimité* & *gouverne-  
 ment absolu*. Ce dernier doit être un gouver-  
 nement où il n'y auroit de loi que le caprice  
 du Souverain. J'appellerois illimité celui dont  
 le Souverain est chargé seul de maintenir la  
 loi & de la perfectionner. Je voudrois donc  
 que M. Adams eût dit que la soif du pouvoir  
*illimité* est une maladie propre à la monarchie  
*limitée*.

» Plusieurs Auteurs ont donné l'explication  
 » suivante de la constitution Angloise : Le Roi,  
 » disent ils, est une chose, le peuple en est une  
 » autre. Les Pairs composent une Chambre  
 » en faveur du Roi, & les Communes en com-  
 » posent une autre en faveur du peuple. Tous

### 38 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» cela ressemble bien à une maison divisée  
 » d'avec elle-même . . . Cette explication  
 » de la constitution Angloise suppose cette  
 » question préliminaire ; *comment le Roi est-il*  
 » *parvenu à un pouvoir que le peuple craint de lui*  
 » *confier , & que ce même peuple est toujours*  
 » *obligé de retenir ?* Un tel pouvoir n'a pas pu  
 » être donné par un peuple sage ; & tout pou-  
 » voir *qui a besoin d'être retenu* ne peut prove-  
 » nir de Dieu. Cependant l'établissement que  
 » forme la constitution Angloise suppose que  
 » ce pouvoir existe.

» Mais cet établissement ne remplit pas son  
 » objet : les moyens n'y conduisent pas ; &  
 » toute l'affaire se détruit elle-même. Comme  
 » le plus grand poids entraîne toujours le plus  
 » léger : & comme toutes les roues d'une ma-  
 » chine sont mises en mouvement par une  
 » seule roue ; il s'agit uniquement de savoir  
 » quel est le pouvoir qui , dans la constitution,  
 » a le plus de poids : c'est celui-là qui gouver-  
 » nera. Quoique les autres roues ou une partie  
 » puissent gêner & ralentir la rapidité du mou-  
 » vement de la machine ; néanmoins , tant  
 » qu'elles ne pourront pas l'arrêter, leurs ef-  
 » forts seront inefficaces. La première force  
 » motrice aura définitivement son effet ; & le  
 » tems suppléera au défaut de célérité.

» Tout le monde fait que la couronne est  
 » cette partie prépondérante dans la constitu-  
 » tion Angloise, uniquement parce qu'elle est



» la dispensatrice des places & des pensions,  
 » Ainsi, quoique nous ayons été assez prudens  
 » pour fermer la porte à la monarchie abso-  
 » lue, nous avons en même tems été assez fous  
 » pour mettre la couronne en possession de la  
 » clé.

» C'est le préjugé national bien plus que la  
 » raison qui nourrit l'affection des Anglois pour  
 » leur gouvernement, réparti entre le Roi,  
 » les Pairs & les Communes. La liberté indi-  
 » viduelle est sans contredit plus en sûreté en  
 » Angleterre que dans quelques autres Etats;  
 » mais la *volonté* du Roi est tout autant la *loi*  
 » du pays dans la Grande-Bretagne qu'en  
 » France, avec cette différence qu'au lieu d'é-  
 » maner directement de sa personne, elle ar-  
 » rive au peuple sous la forme terrible d'un  
 » acte du Parlement. Je suis étonné que l'Au-  
 » teur Américain n'ait pas ajouté, *qui n'écoute*  
 » *point de remontrances.* » Le sort de Charles pre-  
 » mier n'a fait que rendre nos Rois plus avisés,  
 » mais non pas plus justes.

Le seconde section de cet Ouvrage traite  
 de la monarchie & de la succession hérédi-  
 taire. Après avoir établi que l'anarchie est  
 préférable à la constitution Angloise, l'Au-  
 teur entreprend de faire voir que la royauté  
 est un abus par deux raisons : 1°. parce que  
 la nature n'a point distingué les hommes en  
 Roi & en sujets, comme elle les a distingués  
 en mâles & femelles : & 2°. parce que dans les  
 tems très-anciens il n'y avoit point de Rois.

Sa première raison est pitoyable, puisque la royauté, comme tout gouvernement quelconque résulte évidemment des propriétés pour lesquelles la nature n'a pas marqué plus de distinctions. Quant à l'autre raison, l'Auteur oublie le principe qu'il a établi, que c'est l'imperfection de notre nature qui a donné l'être aux gouvernemens. Tout ce qu'il avoit droit de dire, pour être conséquent, c'est que la royauté est un gouvernement moins parfait que celui de Dieu même, auquel elle a succédé. Il observe qu'elle a attiré la malédiction de Dieu sur les enfans d'Israël. Mais est-ce que l'homme n'aura pas toujours lieu de redouter son changement de condition, quand son cœur pervers lui fera quitter le mieux pour le pire ? Les mêmes anathêmes menacent ceux qui préféreroient l'anarchie : fût-ce au plus mauvais gouvernement. Il attaque avec aussi peu de raison la succession héréditaire qui assure la permanence de tous les Etats où elle est établie, & qui, en somme, est un bien si précieux pour l'humanité, tels & si grands que puissent être ses inconvéniens relativement à quelques individus ou à quelques points dans l'espace. C'est ce que justifie l'histoire d'Angleterre, puisque nonobstant huit guerres civiles, & dix-neuf rébellions qui ont eu lieu sous trente-deux regnes & deux minorités ; cet état se soutient encore malgré toutes ses imperfections : graces à ce que le droit héréditaire y a été respecté même dans les révolutions.

Tout ce que vous venez de voir, Monsieur, fait la matiere d'une très-longue dissertation dans ce pamphlet Américain, où je soupçonne par la foiblesse des raisons contre la royauté, qu'on n'a pas eu intention de lui porter des atteintes sérieuses. Vous trouverez l'Auteur bien plus fort sur les vices de la constitution Angloise & sur les intérêts de l'Amérique.

» On a écrit des volumes sur la querelle de  
 » l'Amérique. Des gens de toute espece s'en  
 » sont mêlés d'après divers motifs, & dans  
 » des vues très-différentes. Tout ce qui s'est  
 » dit de part & d'autre n'a servi à rien. Le  
 » tems de discuter est passé. Le Roi a mieux  
 » aimé en venir à un défi, & notre continent  
 » l'accepte.

» M. Pelham, ( Ministre habile, quoiqu'il  
 » eût ses défauts ) étant attaqué dans la cham-  
 » bre des Communes sur ce que ses opéra-  
 » tions étoient d'une nature à ne pouvoir du-  
 » rer, répondit : *qu'elles durent autant que moi,*  
 » *& je suis content.* Si dans ce moment-ci  
 » les Américains pensoient d'une maniere  
 » aussi dangereuse & aussi basse, leurs descen-  
 » dans ne se souviendroient d'eux qu'avec  
 » horreur.

» Le soleil n'a jamais vu les hommes occu-  
 » pés d'un plus grand intérêt. Ce n'est point  
 » ici l'affaire d'une ville, d'un comté, d'une  
 » province, d'un royaume ; il s'agit d'un im-  
 » mense continent, il s'agit au moins de la hui-  
 » tieme partie du globe habité. Ce n'est point

## 42 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» l'affaire d'un jour , d'une année , d'un siècle :  
» la postérité est virtuellement enveloppée dans  
» la querelle ; & ce qui se fait aujourd'hui  
» l'affectera plus ou moins , même jusqu'à la  
» fin des tems. C'est dans ce moment ci qu'il  
» faut faire germer l'union , la foi & l'honneur  
» du continent Américain. La moindre inci-  
» sion à cette jeune plante s'agrandira avec le  
» tems , & la postérité lira notre lâcheté en gros  
» caractères.

» Du moment où l'on a laissé la dispute  
» pour en venir aux armes , une nouvelle  
» époque a commencé ; une révolution s'est  
» faite dans les esprits. Tous les plans , toutes  
» les propositions antérieures au 19 Avril  
» 1775 , jour mémorable de l'affaire de  
» Lexington , ne sont plus que de vieux al-  
» manachs. Nous respirons dans un autre  
» siècle...

» Comme il a été dit beaucoup de choses  
» sur les avantages d'une réconciliation , &  
» qu'elles n'ont abouti à rien , il est juste que  
» nous examinions le côté opposé , & que nous  
» fassions observer quelques-uns des torts réels  
» que les colonies souffrent & souffriront tou-  
» jours , tant qu'elles seront unies avec la  
» Grande - Bretagne ou qu'elles dépendront  
» d'elle. Discutons donc cette union & cette  
» dépendance d'après les principes de la nature  
» & du sens commun. Voyons ce qui nous  
» arrivera si nous nous séparons , ou si nous  
» restons dans la dépendance.

» J'ai entendu assurer que comme l'Améri-  
 » que a prospéré sous son ancienne liaison avec  
 » la Grande - Bretagne , cette même liaison  
 » étoit nécessaire pour sa prospérité future , &  
 » qu'elle produiroit toujours les mêmes effets.  
 » Rien n'est plus illusoire que cette manière  
 » de raisonner. Nous pouvons tout aussi bien  
 » assurer que parce qu'un enfant a profité avec  
 » du lait , il ne doit jamais prendre d'autre  
 » nourriture , ou que les vingt premières an-  
 » nées de notre vie doivent servir de modèle  
 » aux vingt années suivantes. Mais je ne con-  
 » viens pas même du bien que ce régime passe  
 » pour avoir fait à l'Amérique ; & je n'hésite  
 » point à déclarer que l'Amérique auroit prof-  
 » péré tout autant , & probablement bien da-  
 » vantage si aucune puissance Européenne ne  
 » s'étoit mêlée de ses affaires. Le commerce par  
 » lequel elle s'est enrichie consiste dans les  
 » choses de premier besoin ; & elle trouvera  
 » toujours de quoi vendre , tant que l'Europe  
 » conservera l'usage de manger.

» D'autres disent : l'Angleterre nous a pro-  
 » tégés. Moi , je leur demanderai , comment ?  
 » Qu'a-t-elle fait de plus que de défendre le  
 » Continent à nos dépens comme aux siens ?  
 » N'auroit-elle pas protégé de même la Tur-  
 » quie pour aggrandir son commerce & sa do-  
 » mination ?

» Que la Grande - Bretagne renonce à ses  
 » prétentions sur le Continent, ou que le Con-  
 » tinent secoue le joug de la dépendance, nous

#### 44 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» aurons la paix avec la France & l'Espagne  
» quand ces deux Puissances seront en guerre  
» avec elle. . . .

» Mais , dit on , la Grande-Bretagne est la  
» Mere-Patrie. Eh bien , sa conduite en est  
» d'autant plus blâmable. Les animaux les plus  
» féroces ne dévorent point leurs petits ; & les  
» sauvages ne font point la guerre à leurs fa-  
» milles. . . . C'est l'Europe , & non pas l'An-  
» gleterre qui est la Mere-Patrie de l'Amé-  
» rique. Ce nouveau monde a été l'asile des  
» malheureux qui ont été persécutés dans tou-  
» tes les parties de l'Europe , pour avoir voulu  
» conserver leurs libertés civiles & religieuses.  
» C'est ici qu'ils se sont réfugiés , non pas pour  
» se dérober aux tendres embrassemens d'une  
» mere , mais pour échapper aux cruautés d'un  
» monstre impitoyable. Cela est si vrai relati-  
» vement à l'Angleterre , que la même tyran-  
» nie , qui a chassé de chez elle les premiers  
» émigrans , est encore celle qui ne cesse de  
» poursuivre leurs descendans.

» Dans cette vaste partie du globe , à peine  
» appercevons-nous le cercle étroit de trois  
» cens soixante mille ( l'étendue de l'Angle-  
» terre ) : notre amitié se déploie sur une  
» échelle bien plus grande. Nous voulons être  
» les freres de toute la Chrétienté.

» C'est une chose plaisante que la gradation  
» bien compassée par laquelle on parvient à  
» surmonter la force du préjugé national à  
» mesure qu'on voit du pays. Demeure-t-on

» dans la même rue, si on se trouve ailleurs on  
 » se traite de voisins : un peu plus loin , on  
 » est de la même paroisse : à quelques lieues  
 » de chez soi , de la même ville : hors de la  
 » province , on est *Yorkshire-man* , *Cheshire-*  
 » *man* , *Londoner*. Si dans leurs excursions  
 » étrangères deux Anglois se rencontrent, tous  
 » ces petits souvenirs de rue , de paroisse , de  
 » ville & de province se confondent dans le  
 » nom d'*Englishmen*. Par une juste parité de  
 » raisonnement tous les Européens qui se ren-  
 » contrent en Amérique, ou dans quelque autre  
 » partie du globe , sont *Countrymen* ( Compa-  
 » triotes ). L'Angleterre , la Hollande , l'Alle-  
 » magne ou la Suede , vis-à-vis du globe en-  
 » tier , sont comme les divisions de rue , de  
 » ville & de province sur de plus petites échelles ;  
 » distinctions trop limitées pour les esprits du  
 » continent Américain. Dans cette province  
 » de Pensilvanie , il n'y a pas un tiers des ha-  
 » bitans qui soit d'origine Angloise. J'ai donc  
 » raison de rejeter le titre de Mere - patrie ,  
 » appliqué à l'Angleterre , parce qu'il présente  
 » une idée fausse , petite & indigne de l'une &  
 » de l'autre . . . .

» On a avancé que les forces réunies de la  
 » Grande Bretagne & des Colonies pouvoient  
 » défier toutes les autres puissances de la terre.  
 » Premièrement c'est avancer beaucoup ; car  
 » le sort de la guerre est incertain. Ensuite ,  
 » c'est une assertion vuide de sens. Jamais  
 » l'Amérique ne souffrira qu'on lui enleve une

## 46 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» partie de ses habitans pour soutenir les  
» armes Britanniques en Asie, en Afrique ou  
» en Europe.

» Qu'avons-nous besoin de faire la guerre  
» à toute la terre ? Notre plan est le com-  
» merce, & ce commerce bien suivi nous affu-  
» rera la paix & l'amitié de toute l'Europe,  
» parce qu'il est de son intérêt que le conti-  
» nent de l'Amérique soit pour elle un  
» port franc. Ici le commerce sera toujours  
» protégé ; & , comme nous n'avons ni or  
» ni argent, notre sol sera à l'abri des inva-  
» sions....

» L'Europe étant notre marché pour le  
» commerce, nous ne devons point nous lier  
» exclusivement avec aucune de ses parties.  
» Il est du véritable intérêt de l'Amérique de  
» décliner toutes les querelles Européennes.  
» C'est ce qu'elle ne pourra jamais faire, tant  
» que par sa dépendance de l'Angleterre, elle  
» servira à compléter son poids dans la balance  
» politique.

» Il y a trop d'Etats en Europe pour que la  
» paix y subsiste long-tems. Dès qu'une guerre  
» se déclare entre l'Angleterre & quelque Puif-  
» sance étrangère, le commerce de l'Amérique  
» est ruiné à cause de ses liaisons avec la Grande-  
» Bretagne....

» L'autorité de la Grande-Bretagne sur l'A-  
» mérique, est une forme de gouvernement  
» qui tôt ou tard doit avoir une fin, & qui ne  
» nous donne qu'une constitution passagère.



» Comme peres, cette vérité est affreuse pour  
 » nous, puisque nous ne pouvons rien laisser  
 » de certain à nos enfans. Or, puisqu'ils seront  
 » chargés de nos dettes, travaillons au moins  
 » à leur assurer leur existence. Autrement,  
 » nous les traitons indignement & en peres  
 » barbares. Anticipons sur l'avenir : prenons  
 » ces enfans par la main, montons avec eux  
 » sur le faite du temple : de-là contemplons ce  
 » que quelques craintes & quelques préjugés  
 » cachent aujourd'hui à nos yeux : prome-  
 » nons nos regards sur la désolation répandue  
 » dans nos villes & dans nos campagnes par  
 » les armes Britanniques, sur Boston, sur Nor-  
 » folk, &c. &c.

» Il n'est pas au pouvoir de la Grande-Bre-  
 » tagne ou de l'Europe de conquérir l'Améri-  
 » que, si l'Amérique ne leur facilite pas cette  
 » conquête ou par irrésolution, ou par timidité.  
 » L'hiver actuel vaut un siecle ; mais il faut le  
 » mettre à profit. Si l'occasion est manquée,  
 » tout le Continent partagera le malheur des  
 » Bostoniens ; & il n'y a point de trop rude  
 » châtiment pour l'homme de quelque classe  
 » ou condition qu'il soit, & en quelque lieu  
 » qu'il habite, qui fera cause de la perte d'un  
 » moment si précieux. . . .

» Puisqu'il n'y a que les armes qui puissent  
 » décider la question ; pour l'amour de Dieu  
 » hâtons une séparation définitive, & ne souf-  
 » frons point que la génération prochaine s'en-  
 » tregorge sous les noms de peres & d'enfans,

» noms qui ne seront plus sacrés , & qui n'au-  
 » ront plus aucun sens.

» Il est absurde & ridicule de dire que l'An-  
 » gleterre se conduira mieux à notre égard.  
 » On s'étoit flatté de cet espoir à la révocation  
 » de l'acte du timbre. Deux années au plus  
 » nous ont détrompés. C'est comme si on di-  
 » soit que des nations qui ont été une fois bat-  
 » tues ne se rebattront jamais.

» Quant à ce qui regarde l'administration ,  
 » il n'est pas possible que la Grande-Bretagne  
 » se charge de celle de l'Amérique. C'est une  
 » affaire trop importante & trop embrouillée  
 » pour qu'elle puisse être menée avec quelque  
 » sorte de convenance par une Puissance si  
 » éloignée de nous , & qui nous connoît si peu.  
 » De même qu'elle ne peut pas nous conqué-  
 » rir , il lui est impossible de nous gouverner.  
 » Etre toujours dans l'obligation de traverser  
 » quinze ou dix-huit cents lieues de mer avec  
 » un rapport ou une pétition à la main : at-  
 » tendre pendant quatre ou cinq mois une ré-  
 » ponse , & cinq ou six autres pour son inter-  
 » prétation , c'est en vérité un état de soumis-  
 » sion & de perplexité qui , dans quelques an-  
 » nées , sera regardé comme la plus grande des  
 » extravagances & des puérités. . . . Il fut un  
 » tems où cela étoit convenable ; mais voici  
 » le moment où cela doit cesser «.

Je suis fâché , Monsieur , que l'Auteur ait  
 dit plus haut qu'il ne croyoit point que la  
 protection de la Grande-Bretagne eût jamais  
 été

» été nécessaire & avantageuse à l'Amérique ,  
 » & que même elle lui avoit fait tort. Pour  
 » quoi, dit-il ici, *il fut un tems où cela étoit con-*  
 » *venable?*

» Que de petites îles qui ne peuvent se dé-  
 » fendre elles-mêmes, soient protégées par des  
 » royaumes, cela est tout naturel; mais il  
 » est absurde de vouloir qu'un continent soit  
 » éternellement gouverné par une île. La na-  
 » ture n'a point fait le satellite plus grand que  
 » sa planète. Comme l'Angleterre & l'Améri-  
 » que, l'une à l'égard de l'autre sont l'inverse  
 » de l'ordre de la nature; il est évident qu'el-  
 » les appartiennent à des systèmes différens,  
 » l'Angleterre à l'Europe, & l'Amérique à elle-  
 » même. . . .

» Puisque la Grande-Bretagne n'a point  
 » montré le moindre desir d'entrer en arran-  
 » gement; nous pouvons être sûrs de n'obte-  
 » nir aucunes conditions que le Continent  
 » puisse honorablement accepter, ou qui nous  
 » dédommagent en aucune manière, du sang  
 » & de l'or que cette contestation nous a dé-  
 » jà coûté.

» L'objet sur lequel nous insistons doit tou-  
 » jours être en proportion avec la dépense.  
 » Les trois millions que nous avons sacri-  
 » fiés ne peuvent pas se racheter par l'ex-  
 » pulsion du lord North, ou de la détestable  
 » *Junte*. Une suppression passagère de com-  
 » merce a produit un mal, qui eût peut-être  
 » été suffisamment réparé par la révocation

» de tous les actes dont on se plaignoit, si on  
 » eût obtenu cette révocation. Mais puisqu'il  
 » faut que tout le Continent prenne les armes,  
 » & que tout Américain soit soldat, en vérité  
 » c'est bien perdre notre tems de ne com-  
 » battre que pour renverser un méprisable mi-  
 » nistère : c'est acheter trop cher la révocation  
 » des loix oppressives. N'est ce pas assez du  
 » sang que nous avons versé pour conserver  
 » notre pays ? Faut-il encore payer nos loix  
 » au même prix ?

» Remettez-vous, ont crié quelques-uns de  
 » nos compatriotes, sur le pied où nous étions  
 » en 1763. Mais est il aujourd'hui au pouvoir  
 » de la Grande-Bretagne de faire ce qu'ils de-  
 » mandent, & pense-t-on que ce soit son in-  
 » tention ? En supposant qu'elle rétablît  
 » les choses comme elles étoient à la fin de  
 » la guerre, comment pourrions-nous comp-  
 » ter sur les engagements d'une Cour aussi cor-  
 » rompue & aussi fautive ? Un autre Parlement,  
 » que dis-je ? celui-ci même peut revenir  
 » contre ce qui aura été fait sous le prétexte de  
 » violence ou de légèreté. Alors, où sera notre  
 » recours ? Il n'y a point de Tribunal pour les  
 » nations : les canons sont les avocats des Cou-  
 » rones ; & l'épée, non de la Justice, mais de  
 » la guerre, juge leurs procès.

» Pour être remis dans l'état où nous étions  
 » en 1763, il ne suffit pas de rétablir les loix  
 » qui existoient alors ; il faut encore que les  
 » circonstances soient les mêmes : il faut que

» nos villes brûlées ou détruites soient rebâ-  
 » ties : que les particuliers qui ont fait des  
 » pertes en soient indemnisés en entier :  
 » qu'on paye les dettes publiques que nous  
 » avons contractées pour notre défense; autre-  
 » ment nous serons bien loin de cette époque  
 » vraiment digne d'envie. Il y a un an que  
 » l'accomplissement de cette demande auroit  
 » comblé les vœux des Américains; mais au-  
 » jourd'hui il est trop tard : *le Rubicon est passé.*

» Considérons la chose sous un autre point  
 » de vue. L'action de prendre les armes, uni-  
 » quement pour obtenir par la force la ré-  
 » vocation d'une loi pécuniaire, semble aussi  
 » contraire aux préceptes de Dieu & aux droits  
 » de l'humanité, que celle de prendre les  
 » armes, pour faire exécuter de force une  
 » pareille loi. L'objet dans l'un & l'autre cas  
 » ne justifie pas les moyens; car la vie des  
 » hommes est trop précieuse pour être sacri-  
 » fiée à de telles misères. Ce sont les menaces  
 » & les violences qui nous ont été faites; c'est  
 » la destruction de nos propriétés : c'est la dé-  
 » vastation de notre patrie par le fer & par  
 » le feu; ce sont tous ces excès qui nous au-  
 » torisent à prendre les armes. Nous aurions  
 » dû cesser d'être sujets de la Grande-Bre-  
 » tagne du moment où cette défense est de-  
 » venue nécessaire. *Le premier coup de fusil tiré*  
 » *contre l'Amérique* étoit l'époque précise d'où  
 » l'on auroit dû dater l'indépendance de cette  
 » belle partie du Monde.

» J'ai toujours regardé l'indépendance de  
 » ce continent comme un événement qui de-  
 » voit arriver tôt ou tard. Or d'après les pro-  
 » grès rapides que l'Amérique vient de faire  
 » pour porter la chose à sa maturité, il est im-  
 » possible que la révolution ne soit pas pro-  
 » chaine. Il étoit donc inutile, lorsqu'une fois  
 » l'épée a été tirée, de disputer sur un point que  
 » le tems devoit résoudre, si nous n'étions  
 » pas déterminés à le décider plus prompte-  
 » ment. Ce seroit ruiner un bien par de longs  
 » procès pour réprimer les écarts d'un fermier  
 » dont le bail est prêt d'expirer. Personne n'a  
 » désiré aussi vivement que moi une réconci-  
 » liation avant l'époque fatale du 19 Avril

(\*) Jour de la  
 Bataille de  
 Lexington.

» 1775 (\*) ; mais dès la première nouvelle  
 » que j'en ai eue ; j'ai dit adieu à l'Angleterre.  
 » Si les choses s'arrangent aujourd'hui, qu'en  
 » résultera-t-il ? Le voici : la ruine de l'Amé-  
 » rique.

» D'abord le pouvoir de gouverner rési-  
 » dant toujours dans la personne du Roi, il  
 » aura toujours voix négative dans la législa-  
 » tion de ce Continent. S'y trouve-t-il un ha-  
 » bitant assez ignorant pour ne pas savoir que  
 » suivant ce qu'on appelle la constitution ac-  
 » tuelle, nous ne pourrons jamais faire de loix  
 » que celles qu'il plaira au Roi de nous per-  
 » mettre de faire ? Y en a-t-il d'assez inéptes  
 » pour ne pas voir, qu'après tout ce qui s'est  
 » passé, le Roi ne permettra pas qu'on fasse  
 » d'autres loix que celle qui conviendront

» à ses desseins. De-là il résulte qu'on nous  
 » laissera manquer des loix qui nous sont le  
 » plus nécessaires. Or, on est aussi effective-  
 » ment esclave faute de loix, qu'en se sou-  
 » mettant à des loix qu'on n'a pas faites soi-  
 » même. Quand les choses seront arrangés,  
 » qui peut douter que la Couronne ne fasse  
 » en sorte de laisser ce continent dans l'état le  
 » plus abject qu'il sera possible ? Au lieu d'a-  
 » vancer, nous reculerons; ou bien nous per-  
 » drons tout notre tems à disputer & à redi-  
 » ger des pétitions ridicules

» Une autorité jalouse de notre prof-  
 » périté est-elle faite pour nous gouverner ?  
 » Quiconque répond *non est indépendant*; car  
 » notre indépendance ne consiste que dans la  
 » liberté de faire nos loix....

» La négative du Roi seroit dix fois plus  
 » dangereuse en Amérique qu'elle ne peut  
 » l'être en Angleterre, où il refuse rarement  
 » son consentement à un Bill pour mettre  
 » l'Angleterre dans le meilleur état de défense  
 » possible; au lieu qu'en Amérique il ne don-  
 » nera jamais son consentement à un pareil  
 » Bill....

» Comme les meilleures conditions que  
 » nous puissions attendre, ne peuvent produire  
 » qu'un accommodement passager, ou une es-  
 » pece de gouvernement de tutelle jusqu'à ce  
 » que les Colonies soient majeures; les affaires  
 » dans cet intervalle resteront toujours dans  
 » le désordre & le délabrement. Les Emigrans

#### 54 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» aisés ne viendront point s'établir dans un  
 » pays où la forme de gouvernement ne tient  
 » qu'à un fil, & est sans cesse agitée de troubles  
 » & de dissensions. La plupart des habitans  
 » profiteront de l'intervale pour disposer de  
 » leurs effets & quitter l'Amérique.

» Mais le plus victorieux de tous les raisonne-  
 » mens, c'est qu'il n'y a que l'indépen-  
 » dance, c'est-à-dire, une forme de gouver-  
 » nement propre à l'Amérique qui puisse assu-  
 » rer la paix de notre continent, & le préser-  
 » ver absolument des guerres civiles. Je re-  
 » doute une reconciliation, parce qu'il est plus  
 » que probable qu'elle fera suivie d'une ré-  
 » volte en quelque endroit de l'Amérique, dont  
 » les conséquences peuvent nous être plus fa-  
 » tales que toutes la méchanceté de la Grande-  
 » Bretagne....

» La disposition générale des colonies en-  
 » vers le gouvernement Britanique sera comme  
 » celle d'un jeune homme qui est sur le point  
 » de devenir majeur, c'est-à-dire, qu'elles  
 » s'en moqueront. Un gouvernement qui ne  
 » peut pas maintenir la paix, n'est nullement  
 » un gouvernement. Nous donnerons donc  
 » notre argent pour rien ! Que pourroit faire  
 » la Grande-Bretagne dont les forces n'existe-  
 » ront plus que sur le papier, s'il éclatoit une  
 » révolte le lendemain de la réconciliation ?

» J'ai entendu dire que l'indépendance étoit  
 » à redouter, parce qu'elle ameneroit des  
 » guerres civiles. Rarement nos premières idées



» sont-elles bien justes ; & c'est ce qui arrive  
 » ici. Il y a dix fois plus à craindre d'une  
 » mauvaise réunion que de l'indépendance.  
 » Je me mets à la place de ceux qui ont  
 » souffert , & je proteste que si je me voyois  
 » expulsé de chez moi , si ma propriété &  
 » tous mes biens étoient détruits : je proteste ,  
 » dis-je , que comme homme , sensible à une  
 » offense , jamais je n'adhérerois à une recon-  
 » ciliation , ni ne me croirois lié par elle . . .

» S'il existe un juste motif de crainte par  
 » rapport à l'indépendance , c'est qu'il n'y a  
 » encore aucun plan d'arrêté. On ne voit point  
 » par où on sortira de tout ceci. Je vais donc  
 » proposer quelques-unes de mes idées à ce  
 » sujet. J'annonce en même tems que je ne  
 » suis nullement attaché à mon plan , & que  
 » je serois ravi de voir qu'on en imaginât un  
 » meilleur ».

*Projet d'une nouvelle forme de Gouvernement  
 pour l'Amérique septentrionale.*

» Les assemblées de chaque province ou co-  
 » lonie seront annuelles , sous la direction  
 » d'un seul Président . . . . Il y aura une juste  
 » répartition de Représentans. Ces assemblées  
 » ne s'occuperont que de leurs affaires inté-  
 » rieures, sous l'autorité d'un Congrès gé-  
 » néral.

» Chaque province sera divisée en six ,  
 » huit ou dix districts qui enverront chacun  
 » un nombre suffisant de Délégués au Con-  
 » grès général ; de sorte qu'il y en ait au moins

» trente de chacune. Tous ces Députés réunis  
 » en Congrès formeront au moins le nombre  
 » de 390. Chaque nouveau Congrès général  
 » durera. . . . . ; & le Directeur  
 » sera choisi de la manière suivante.

» Lorsque les Députés seront assemblés , on  
 » tirera au sort une des provinces sur toutes  
 » les treize , & ensuite tout le Congrès élira par  
 » scrutin un Directeur dans le nombre des  
 » trente Députés de cette province. Au Con-  
 » grès suivant , la province qui doit fournir le  
 » Directeur sera tirée au sort sur les douze  
 » restantes , en laissant à part celle d'où le Di-  
 » recteur aura été tiré dans le précédent Con-  
 » grès. On procédera de la même manière jus-  
 » qu'à ce que les treize provinces aient , cha-  
 » cune à leur tour, fourni le Directeur ou Pré-  
 » sident. Et afin que rien ne puisse passer en  
 » loi que ce qui sera propre à opérer la satis-  
 » faction générale, il faudra les trois cinquièmes  
 » du Congrès pour faire pluralité. Mais comme  
 » il y a un point délicat qui est de savoir par  
 » qui , ou comment cette affaire doit d'abord  
 » commencer ; & comme il semble plus con-  
 » venable qu'elle émane de quelque corps  
 » intermédiaire entre les gouvernés & les gou-  
 » vernants, c'est-à-dire , entre le Congrès &  
 » le peuple ; il se tiendra une conférence con-  
 » tinentale, pour laquelle on formera un Co-  
 » mité composé de vingt-six membres du Con-  
 » grès actuel , savoir deux pour chaque colo-  
 » nie ou province ; de deux membres de cha-

» que assemblée provinciale, & de cinq repré-  
» sentants du peuple en général, choisis dans  
» la cité ou ville capitale de chaque province,  
» pour toute la province, par tout autant de  
» votans qu'elle jugera à propos d'envoyer de  
» toutes ses parties pour cet objet ; ou, si cela  
» convient mieux, les représentans pourront  
» être choisis dans deux ou trois endroits de  
» cette province, les plus peuplés. Dans cette  
» conférence continentale, qui sera composée  
» de cent quatre-vingt Députés, se trouveront  
» réunis deux grands principes, *connoissance*  
» & *pouvoir*. Les membres du Congrès déjà  
» subsistant, & des assemblées provinciales,  
» au nombre de cinquante-deux, qui ont de  
» l'expérience dans les affaires nationales, de-  
» viendront des Conseillers capables & utiles ;  
» & le tout recevant son pouvoir du peuple,  
» aura une autorité vraiment légale.

» Cette conférence ainsi assemblée, la pre-  
» miere affaire sera de travailler à une char-  
» tre continentale, ou chartre des Colonies  
» unies (répondant à ce qu'on appelle la  
» grande chartre d'Angleterre). Elle prescrira  
» la maniere d'élire les membres du premier  
» Congrès général, & les membres des assem-  
» blées provinciales : elle en fixera le nom-  
» bre ainsi que le tems de la durée de ces  
» assemblées, & elle tirera la ligne de sépa-  
» ration d'affaires & de Jurisdiction entr'elles ;  
» elle se souviendra toujours que notre union est  
» continentale & non provinciale ; elle assure-

## 58 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» rera la liberté & la propriété à tous les in-  
 » dividus , & sur toutes choses le libre exer-  
 » cice de Religion d'après les impulsions de la  
 » conscience ; & elle fera tous les autres régle-  
 » mens qu'une chartre doit contenir. Aussi-tôt  
 » que cette chartre sera rédigée , ladite confé-  
 » rence sera dissoute , & les Corps élus sui-  
 » vant les réglemens de ladite Chartre , seront  
 » pour ce tems , les Gouverneurs & les Légis-  
 » lateurs de ce continent , à qui Dieu veuille  
 » accorder paix & prospérité. Amen.

» Si jamais quelque corps d'hommes est  
 » délégué pour remplir l'objet de cette con-  
 » férence , ou quelqu'autre de cette nature ,  
 » qu'il ait toujours devant les yeux le pas-  
 » sage suivant , tiré d'un Auteur qui a fait  
 » des observations bien judicieuses sur le gou-  
 » vernement. *La science d'un bon politique , dit-*  
 » *il , consiste à fixer le vrai point de bonheur*  
 » *& de liberté. Celui qui pourroit découvrir une*  
 » *forme de Gouvernement contenant la plus*  
 » *grande somme de bonheur individuel , avec*  
 » *la plus petite dépense nationale , mériterait une*  
 » *reconnoissance éternelle de la part des humains.*

*Dragonetti sur la vertu & les récompenses.*

» Mais , dira-t-on , où est le Roi de l'Amé-  
 » rique ? Je réponds : amis , nous en avons un  
 » qui regne là haut , & qui n'extermine point  
 » ses sujets. « Ah , monsieur Adams ; vous avez  
 » oublié les terribles châtimens d'Israël , ses cris ,  
 » ses murmures , & les remontrances de Moïse ,

qui demandoit à Dieu que tout ce peuple ne fût pas exterminé comme un seul homme.

» Cependant pour paroître donner quelque chose à la représentation & aux honneurs terrestres, on marquera un jour pour la proclamation de la chartre. Elle sera posée sur les livres saints, sur la parole de Dieu : & au-dessus on placera la couronne, afin que l'univers apprenne que nous approuvons aussi la Monarchie, mais qu'en Amérique la Loi est le Roi. Car si dans les gouvernemens absolus le Roi est la Loi, de même dans les pays libres la Loi doit être le Roi, & il ne doit point y en avoir d'autre. Mais de peur que par la suite on ne fasse un mauvais usage de cette Couronne, il faudra qu'à la fin de la cérémonie elle soit mise en pieces, & qu'on en distribue les débris au peuple à qui elle appartient.

Jouïssons, M., du magnifique & touchant spectacle que nous offre ici la riche imagination de M. Adams. Je vois ce trône élevé pour la Loi. Je la vois posée sur les livres saints, & couronnée aux acclamations d'un peuple immense. Je vois sa couronne démolie, & chacun des assistans emporter ses débris. Plus de couronne : la Loi seule reste. Sans doute l'œil de l'homme & du philosophe ne peut s'arrêter sur une scène plus intéressante. Approchons pour la contempler dans tous ses détails. — Quoi M. Adams, vous faites voir un trône aux yeux surpris de vos Améri-

cains ! Ne craignez-vous pas le charme de cet objet nouveau sur leurs esprits ? Ne leur offre-t-il pas cette précieuse simplicité que vous estimez tant , & qu'on est si loin de trouver dans vos assemblées & vos conférences compliquées ? La multitude émerveillée ne se dira-t-elle pas à elle-même , voilà un trône , voilà le vrai centre d'une union continentale qui ne doit point être provinciale. C'est-là que viendroient se confondre toutes les différences de mœurs , de religion & d'intérêts de nos vastes contrées. Pourquoi faut-il que tour-à-tour le haut & le bas , le froid & le chaud , l'humide & le sec viennent y regner , après des *filieres* d'élections plus orageuses que le conflit des élémens ? L'éclat dont il brille le rend si semblable au soleil qui répand tout à la fois sa bienfaisance sur la nature entière ! Un trône se rapproche ou s'éloigne , s'élève ou s'abaisse selon les intérêts & les besoins des pays & des peuples. Je le verrai peut-être se promener sur nos lacs , s'écriera l'habitant de Niagara ; & nous dans nos montagnes , répondront ceux des Apalaches. Quand j'en approcherai , dira un autre , je ne serai point humilié par l'orgueil de mes égaux ; je ne fléchirai point le genou devant des gens dont je connois la bassesse & les intrigues. L'élévation d'un trône ne cause aucune altération dans les sens de celui qui est fait pour l'occuper. Ses yeux , ceux de ses enfans y sont accoutumés. L'ordre héréditaire garantit les

Etats des révolutions & assure le repos des individus. Il ne me fera point redouter l'effet des haines personnelles. Si mes foiblesses sont connues à un Roi, je suis bien plus sûr d'en obtenir le pardon. Ses rigueurs ne seront point inflexibles. Qui dit Roi, dit modérateur, dit pere. Où sont les entrailles d'une Loi? Quelques Rois n'en ont point eu, mais la Loi n'en peut jamais avoir. Elle est sourde & aveugle. Sommes-nous d'autres hommes ici qu'en Europe? La sensibilité est-elle retranchée de notre héritage? Ah faisons occuper ce trône qui sera bien plus terrible pour nous vuide que rempli! Que fera-ce si cet Américain se représente la douceur, la sagesse, l'équité & les autres belles qualités de la plupart des Souverains actuels de l'Europe, dont quelques uns sont révéérés & chéris de leurs peuples jusqu'à l'idolâtrie? Telles sont, Monsieur, les idées que l'aspect d'un trône peut très-raisonnablement faire naître dans tous les spectateurs assemblés par M. Adams : sans parler du risque qu'il ne suscite dans quelque'esprit ambitieux le dessein d'y monter. La distribution des débris de la couronne, qui n'est autre chose que celle des membres de Romulus que les Sénateurs emportèrent sous leurs robes, après l'avoir coupé par morceaux, ne produira pas plus d'effet en Amérique que chez les Romains. C'est d'un Senat que le peuple ne veut point, parce que cette forme de gouvernement multiplie trop ses maîtres. Celui de Rome demanda hau-

tement avant l'expiration de l'année que l'on mît fin à l'interregne ; & un nouveau Roi fut choisi. Je dis plus , si les oracles de l'histoire ne sont pas faux , le Congrès subsistant lors de la séparation , prendroit seul le timon de l'Etat & lui feroit une constitution , sans attendre l'issue des tumultueuses diétines de M. Adams. Prétendre annoncer la forme de gouvernement qui seroit préférée , c'est anticiper sur les droits de la Providence. Dire ses rêveries , c'est ce que font le plus volontiers ceux qui y attachent le moins de valeur. Le Congrès , selon que la séparation seroit totale , ou seulement en partie , choisiroit entre les gouvernemens actuels de l'Europe ou des divers âges , celui qui s'adapteroit le mieux à la diversité des climats Américains. Si dans ce moment-là M. Adams n'offroit point aux regards de ces peuples le séduisant aspect d'un trône , peut-être se décideroient-ils pour l'Aristocratie Hollandoise , sous la direction d'un Stathouder héréditaire.

Je suis persuadé , Monsieur , que l'Auteur du *Sens commun* , qui doit connoître la marche du cœur & de l'esprit humain , ne croit point à la possibilité de la Démocratie. Peut-être n'y a-t-il point d'Américain mieux disposé que lui pour la Monarchie même héréditaire. Elle découle naturellement de son principe de simplicité. C'est sa conviction intime , que cette forme de gouvernement est la plus parfaite , qui , sans qu'il s'en doute , aura jeté l'idée



du trône sur son tableau. Ce qu'il déteste, c'est un gouvernement mixte, c'est une monarchie limitée. Il le fait bien voir quand il dit que *tout pouvoir qui a besoin d'être retenu ne peut pas venir de Dieu* : & ailleurs, qu'il faut bien se souvenir que *l'union doit être continentale & non provinciale*. Pouvoit-il rien dire de plus favorable au gouvernement monarchique, & de plus contraire à la *tournelle* de Colonies ? Je ne crois pas que vous vous contentiez non plus de la distinction entre les gouvernemens absolus & les pays libres relativement à la loi. Premièrement, je ne crois point aux *gouvernemens absolus*, c'est-à-dire, où il n'y auroit d'autre loi que le caprice du Souverain. Dans ce sens, qui est celui de M. Adams, il n'y a pas plus de gouvernemens absolus, que de vraie démocratie. Loi & gouvernement sont deux idées inséparables comme démocratie & anarchie. Où la loi manque il ne peut y avoir de gouvernement ; & un gouvernement sans loi est un mot vuide de sens. C'est comme si on disoit un gouverneur sans gouvernés. Dans les *Gouvernemens illimités*, s'il est vrai que le Roi soit la Loi, ce que le vieux François rend en ces mots, *si veut le Roi, si veut la Loi*, c'est une preuve qu'ils n'ont point de Roi sans Loi ; au lieu que le pays libre de M. Adams auroit une Loi sans Roi, mais non pas sans une multitude de Démagogues. Et s'il s'agit du mérite de la place, pour le vrai bonheur de l'humanité, entre

*Roi & Loi*, j'aime mieux le Roi devant qu'après; parce que la Loi étant l'ouvrage périssable des hommes; elle a besoin à tous momens d'une main secourable qui remédie à ses imperfections. Tout l'Orient vit dans la persuasion que Dieu a retouché plusieurs fois l'Alcoran qui est pourtant une loi divine pour les Musulmans. Que de choses il y auroit à dire sur tout ceci, Monsieur, & que de gens les diroient mieux que moi! Je reviens à M. Adams pour ne plus l'interrompre dans les intéressans détails qu'il va nous donner sur les forces actuelles de l'Amérique.

» Nous gouverner nous-mêmes est notre  
 » droit naturel. Tout homme capable de sérieuses réflexions sur l'instabilité des choses  
 » humaines, se convaincra aisément qu'il est  
 » beaucoup plus sage & plus sûr de former  
 » nous-mêmes notre constitution, tandis que  
 » nous le pouvons, que d'en abandonner le  
 » soin au tems & au hazard. Ne laissons point  
 » échapper une occasion aussi favorable; car  
 » il pourra s'élever quelque nouveau *Mazanielle* qui, profitant des inquiétudes populaires,  
 » & après avoir rassemblé les désemparés & les mécontents, partagera avec eux  
 » le souverain pouvoir, & détruira de fond  
 » en comble les libertés de ce Continent.

» Si le gouvernement de l'Amérique retombe entre les mains de la Grande-Bretagne, la situation équivoque des choses  
 » tentera quelqu'aventurier qui, n'ayant plus  
 » rien à perdre, hazardera la conquête des Colonies

» lonies Angloises. Dans une telle circonstance,  
 » que fera la Grande-Bretagne ? Peut-être l'af-  
 » faire sera-t-elle terminée avant qu'elle en ait  
 » eu les premières nouvelles, & nous gémi-  
 » rons sous l'oppression du conquérant.

» Jamais je n'ai entendu personne ici ou en  
 » Angleterre raisonner sur l'Amérique, qui  
 » n'ait dit que tôt ou tard il y auroit sépara-  
 » tion entre ces deux pays.... Comme tout  
 » le monde convient de la nécessité de l'évé-  
 » nement, & que les opinions ne varient que  
 » sur le tems où il doit avoir lieu, exami-  
 » nons, pour assurer la nôtre, l'état des choses  
 » en général ; & tâchons de déterminer ce  
 » tems. Mais nous n'irons pas le chercher  
 » bien-loin, car il nous a trouvés. C'est ce  
 » que démontre le concours général, & la glo-  
 » rieuse réunion de toutes les circonstances.

» Ce n'est point dans le nombre des hom-  
 » mes, c'est dans le bon accord que consiste  
 » notre principale force. Cependant notre po-  
 » pulation actuelle est suffisante pour résister à  
 » tout l'univers. L'Amérique a maintenant sur  
 » pied l'armée la plus considérable & la mieux  
 » disciplinée qui soit dans le monde entier :  
 » elle est parvenue à un point de puissance  
 » qui donnera à l'union de toutes, la force  
 » suffisante pour effectuer ce grand ouvrage,  
 » que la foiblesse particulière de chacune em-  
 » pêcheroit de tenter. Un degré de force de  
 » plus, ou un degré de moins nous feroit éga-  
 » lement funeste dans ses conséquences.

## 66 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» Nos forces de terre sont déjà suffisantes.  
» Quant à la marine nous ne pouvons pas  
» ignorer que la Grande-Bretagne ne souffrira jamais que l'Amérique construise un  
» seul vaisseau, tant que notre continent sera  
» en son pouvoir. Nous ne ferons donc pas  
» plus avancés pour cette partie dans cent  
» ans qu'aujourd'hui. Nous le ferons même  
» moins, parce que nos bois de construction  
» diminuent tous les jours dans le pays, &  
» que ceux qui resteront seront si éloignés,  
» qu'on ne pourra se les procurer qu'avec  
» les plus grandes difficultés.

» Si notre continent étoit couvert d'habitans, la malheureuse situation où l'Angleterre nous a réduits seroit insoutenable.  
» Plus nous aurions de ports de mer, plus  
» aurions-nous aussi de places à défendre & à  
» perdre. Notre population actuelle est si heureusement proportionnée à nos besoins, qu'il  
» y a de l'occupation pour tout le monde. La  
» réduction du commerce nous procure une  
» armée, & les besoins d'une armée donnent  
» l'existence à un nouveau commerce.

» Nous n'avons point de dettes, & toutes  
» celles que nous pouvons contracter pour  
» la guerre actuelle seront un monument glorieux de notre courage... Pourvu que nous  
» remplissions notre objet, ces dettes ne doivent pas nous inquiéter. Nulle nation ne  
» doit être sans dette. Une dette nationale  
» est un lien national; & quand elle ne porte

» point d'intérêt, elle n'est point funeste. La  
 » Grande-Bretagne est chargée d'une dette  
 » de près de cent cinquante millions sterling,  
 » pour lesquels elle paye près de cinq millions  
 » d'intérêt. Elle a une marine considérable  
 » qui compense cette dette. L'Amérique n'a  
 » ni dette ni marine, cependant pour la ving-  
 » tième partie de la dette nationale de la  
 » Grande-Bretagne nous pourrions avoir une  
 » marine deux fois aussi forte que la sienne.  
 » Actuellement la marine Angloise ne vaut pas  
 » plus de trois millions & demi sterling.

» Voici un tableau des frais de construc-  
 » tion d'un vaisseau dans chaque rang, de  
 » ses fournitures de mâts, de vergues & de  
 » voiles avec les munitions du Bosseman &  
 » du Charpentier pour huit mois, suivant le  
 » calcul de M. Burchett, anciennement Se-  
 » crétaire de la marine.

<i>Pour un vaisseau</i>	<i>Liv. sterl.</i>	<i>Liv. tourn.</i>
de 100 canons.....	35,553.....	839,284
90.....	26,886.....	705,505
80.....	23,638.....	558,011
70.....	17,785.....	419,842
60.....	14,197.....	335,142
50.....	10,606.....	250,371
40.....	7,558.....	178,418
30.....	5,846.....	138,004
20.....	3,710.....	87,580

» Il est aisé d'apprécier la valeur ou plutôt

# 68 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» la dépense de toute la marine Britannique ;  
 » qui dans l'année 1757, un de ses plus beaux  
 » momens , étoit de la force suivante.

Vaisseaux.	Canons.	Prix d'un vaisseau, l. st.	Prix de tous Liv. sterl.	Liv. tourn.
6...	100...	35,553	213,318	5,035,704.
12...	90...	26,886	358,932	8,466,060.
12...	80...	23,638	283,656	6,696,132.
43...	70...	17,785	754,755	18,053,206.
35...	60...	14,197	496,895	11,729,970.
40...	50...	10,606	424,240	10,014,880.
45...	40...	7,558	340,110	8,028,810.
58...	20...	3,710	251,180	5,079,640.
85.. Sloops, bombardes & brulots, l'un dans l'autre.		2,000	170,000	4,013,114.
336			3,266,786	77,107,476.
Reste pour les canons		233,214	5,505,380.	
			3,5000,000	82,612,856.

» Il n'y a point dans le monde de pays  
 » à qui sa situation & ses productions don-  
 » nent autant de moyens qu'à l'Amérique de  
 » se faire une Armée navale. Le goudron ,  
 » le merrein, le fer & les cordages sont des  
 » articles qui appartiennent naturellement  
 » à l'Amérique. Nous n'avons pas besoin  
 » d'aller rien chercher ailleurs. Les Hol-  
 » landois qui font de grands profits sur le  
 » fret de leurs vaisseaux aux Espagnols &  
 » aux Portugais sont obligés de tirer du

» dehors la plûpart des matériaux qu'ils  
 » employent. Nous devons regarder la conf-  
 » truction d'une flotte , comme un article  
 » de commerce , puisque c'est la manufac-  
 » ture naturelle de notre Continent. Est-il  
 » un meilleur emploi pour notre argent ?  
 » Un vaisseau quand il est fini , vaut plus qu'il  
 » n'a coûté , & voilà en quoi consiste la vertu  
 » secrete de politique nationale , qui unit en-  
 » semble le commerce & la protection. Occu-  
 » pons-nous donc de la construction des  
 » vaisseaux. Si nous n'en avons pas besoin ,  
 » nous les vendrons , & nous remplacerons  
 » notre papier monnoyé avec de l'or & de  
 » l'argent comptant.

» On est en général dans une grande erreur  
 » sur la maniere d'équiper une flotte. Il n'est  
 » pas nécessaire que le quart des équipages soit  
 » composé de bons matelots. Le Corsaire le  
 » *Terrible* a soutenu pendant la guerre der-  
 » niere les actions les plus vives sans avoir à  
 » bord plus de vingt bons matelots ; quoi-  
 » que le complet de son équipage montât à  
 » plus de deux cens hommes. Quelques ma-  
 » telots habiles & d'un caractère sociable au-  
 » ront bientôt appris le service ordinaire d'un  
 » vaisseau à un nombre suffisant de gens de  
 » bonne volonté. Nous ne pouvons donc trou-  
 » ver de moment plus favorable pour com-  
 » mencer à établir notre marine , que le mo-  
 » ment présent , où notre bois de construction  
 » est sur pied , où nos pêcheries sont inter-

## 70 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» ceptées , & nos matelots & nos ouvriers sans  
» emploi.

» Il y a quarante ans qu'on a construit  
» dans la nouvelle Angleterre des vaisseaux  
» de guerre de 70 à 80 canons. Est ce que  
» nous n'avons pas aujourd'hui les mêmes  
» moyens ? La construction des vaisseaux fait  
» la gloire de l'Amérique. C'est un art dans  
» lequel avec le tems elle surpassera tous les  
» autres peuples. La plupart des grands Em-  
»pires de l'Orient ne sont point baignés de  
» la mer. Ne craignons point qu'ils deviennent  
» nos rivaux dans cette branche d'industrie.  
» L'Afrique est encore plongée dans la bar-  
» barie ; & il n'y a point en Europe de Puif-  
» sance qui ait ni une aussi grande étendue  
» de côtes que nous , ni autant de secours in-  
» térieurs pour les matériaux. Celles qui ont  
» l'un , manquent de l'autre ; ce n'est qu'à l'A-  
» mérique que la nature a prodigué tant de  
» rares trésors. Le vaste Empire de Russie est  
» presque entièrement séparé de la mer ; ses  
» immenses forêts , son goudron , son fer & ses  
» cordages ne sont pour lui que des articles de  
» commerce.

» L'intérêt de notre sûreté même nous im-  
» pose l'obligation d'avoir une flotte. Nous  
» ne sommes plus ce que nous étions il y a  
» soixante ans. Alors nous pouvions laisser  
» sans crainte nos effets dans les rues ou dans  
» les champs. Nous pouvions dormir avec  
» sécurité sans ferrures & sans verroux à nos



» portes ni à nos fenêtres. Les choses sont  
 » bien changées actuellement, & nos moyens  
 » de défense doivent changer avec l'accrois-  
 » sement de nos propriétés. Il y a un an qu'un  
 » mince Pirate auroit pu remonter la rivière  
 » Delaware, & lever telle contribution qu'il  
 » auroit voulu sur la ville de Philadelphie.  
 » Toutes nos autres villes étoient dans le même  
 » cas. Quelques hardis coquins montant un  
 » Brigantin de 14 ou 16 canons, auroient  
 » pu dépouiller tout le Continent & nous enle-  
 » ver plus d'un demi million en especes. Ce  
 » sont là des considérations qui méritent toute  
 » notre attention, & qui font voir la nécessité  
 » d'une protection navale.

» On dira peut-être qu'après nous être  
 » arrangés avec la Grande-Bretagne, cette  
 » Puissance nous protégera. Serons nous assez  
 » fous pour croire qu'elle entretiendra une  
 » flotte dans nos ports tout exprès pour cet  
 » objet? Le sens commun doit nous apprendre  
 » que la Puissance qui a tenté de nous sub-  
 » juguer est la moins propre de toutes à nous  
 » défendre. La conquête peut s'effectuer sous  
 » le nom d'amitié. Après une longue & va-  
 » leureuse résistance de notre part, il est po-  
 » sible qu'on nous tende ce piège pour nous  
 » réduire à la servitude; mais si l'on ne laisse  
 » point entrer de vaisseaux dans nos ports,  
 » de peur de nous effrayer, je demande com-  
 » ment ces vaisseaux pourront nous défendre.  
 » Une marine à quinze cens ou deux mille

## 72 AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

» lieues de distance ne peut pas nous rendre  
» de grands services; & il est des cas où elle  
» ne pourra nous en rendre aucun. Si nous  
» devons par la suite nous défendre, pour-  
» quoi ne pas le faire pour nous-mêmes?  
» Pourquoi le faire pour d'autres?

» La liste des vaisseaux de guerre Anglois  
» est longue & formidable; mais il n'y en a  
» pas la dixième partie en état de servir en  
» même tems. Nombre de ces vaisseaux n'exis-  
» tent que sur le papier. Cependant leurs noms  
» occupent une belle place sur les tableaux  
» de la marine, tant qu'il en reste une seule  
» planche dans le chantier. L'Angleterre ne  
» peut armer en même tems, pour aucune  
» station, un cinquième de ceux qui sont en  
» état de servir. Les deux Indes, la Médité-  
» rannée, l'Afrique & les autres pays sur les-  
» quels la Grande-Bretagne étend ses préten-  
» tions, occupent une grande partie de sa Ma-  
» rine.

» Un mélange de préjugés & d'inattention  
» nous a donné de fausses idées sur la marine  
» d'Angleterre. On auroit dit que nous avions  
» toute cette marine à la fois à combattre.  
» D'après cela on a supposé qu'il nous en  
» falloit une immense. Comme il étoit impos-  
» sible de lui donner l'existence sur le champ,  
» nos ennemis secrets ont essayé d'arrêter par  
» le découragement les efforts que nous fai-  
» sions pour commencer au moins ce grand  
» ouvrage.

» Rien n'est plus mal fondé qu'une telle  
» opinion. Si l'Amérique avoit seulement la  
» vingtième partie des forces navales de la  
» Grande-Bretagne, sa puissance maritime se-  
» roit bien supérieure à celle de la Métro-  
» pole ; parce que n'ayant aucuns domaines  
» étrangers, ni la prétention d'en avoir, toutes  
» nos forces serviroient à la garde de nos  
» côtes. Il est évident que nous aurons avec  
» le tems l'avantage de deux contre un sur  
» ceux qui auront à faire un trajet de quinze  
» cent ou deux mille lieues, pour venir nous  
» attaquer, ou pour retourner chez eux se  
» rétablir & se recruter. Si la Grande-Bre-  
» tagne, par ses escadres, peut gêner notre  
» commerce avec l'Europe, nous avons le  
» même avantage sur elle relativement à son  
» commerce avec les îles de l'Amérique, qui  
» se faisant dans le voisinage de notre conti-  
» nent, est entièrement à notre discrétion.

» Il est possible de trouver quelques moyens  
» pour entretenir des forces navales en tems  
» de paix. Si nous ne jugeons pas qu'il soit  
» nécessaire d'avoir constamment sur pied une  
» marine militaire, nous pouvons accorder  
» des gratifications à des Marchands, pour  
» construire & employer à leur service des  
» vaisseaux montés de vingt, trente, quarante  
» ou cinquante canons, ( les gratifications  
» étant toujours proportionnées à la diminu-  
» tion de la cargaison de l'Armateur ). Cin-  
» quante ou soixante de ces vaisseaux, avec

## 74 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» quelques bâtimens garde-côtes, dont le ser-  
» vice ne seroit jamais interrompu, nous four-  
» niroient une marine suffisante. Nous évi-  
» terions l'inconvénient contre lequel on mur-  
» mure tant en Angleterre, de laisser en tems  
» de paix les escadres pourrir dans les ports.  
» Serrer dans le même noeud les moyens de  
» commerce & de défense est un chef-d'œuvre  
» de politique. Lorsque nos forces & nos ri-  
» chesses se soutiendront mutuellement, nous  
» n'avons rien à craindre d'aucun ennemi étran-  
» ger.

» La nature nous a donné avec profusion  
» tous les articles nécessaires à notre défense.  
» Le chanvre ne croît chez nous qu'avec trop  
» d'abondance. Nous ne pouvons jamais man-  
» quer de cordages. Notre fer est supérieur à  
» celui des autres pays Il n'y a nulle part de  
» menues armes meilleures que les nôtres.  
» Nous pouvons fondre autant de canons  
» que nous le voulons. Nos fabriques de sal-  
» pêtre & de poudre à canon sont continuel-  
» lement en activité. Nous acquérons tous  
» les jours de nouvelles connoissances. Le ca-  
» ractere de l'Américain est entreprenant ; &  
» le courage ne l'a jamais abandonné. Qu'est ce  
» donc qui peut nous manquer ? Qui peut nous  
» faire hésiter ? Nous n'avons rien à attendre  
» de la Grande-Bretagne que notre ruine. Si  
» on lui permet de reprendre le gouverne-  
» ment de l'Amérique, ce Continent n'aura  
» plus qu'une existence précaire. Il ne mérit-

» tera plus qu'on s'y attache. Il y aura sans  
 » cesse des jaloufies & des divifions : on n'en-  
 » tendra parler que de troubles & de foulè-  
 » vemens ; & qui fe chargera de les appaifer ,  
 » qui voudra hazarder fa vie pour foumettre  
 » fes compatriotes à un joug étranger ? Les  
 » différens furvenus entre la Penfylvanie &  
 » le Connecticut , relativement à quelques ter-  
 » res vagues , font voir l'infuffifance d'un gou-  
 » vernement Britannique ; & ils prouvent dé-  
 » monftrativement qu'il n'y a que l'autorité  
 » du Continent qui puiffe regler les affaires  
 » du Continent.

» Une autre raifon qui doit faire choifir le  
 » moment actuel de préférence à tout autre ,  
 » c'eft que moins nous fommes nombreux ,  
 » plus il refte de terre à concéder. Ces terres  
 » au lieu d'être donnés par le Roi aux mau-  
 » vais fujets qui l'entourent , pourront dans  
 » la fuite être appliqués non feulement à l'ac-  
 » quittement de la datte actuelle , mais au fou-  
 » tien confiant du gouvernement. Il n'y a  
 » pas de nation qui ait d'auffi précieux avan-  
 » tages.

» L'enfance des Colonies , au lieu de nous  
 » éloigner de l'indépendance , eft au contraire  
 » un argument en fa faveur. Nous fommes  
 » affez nombreux ; & fi notre population étoit  
 » plus confidérable , nous ferions peut-être  
 » moins unis. C'eft une chofe digne de remar-  
 » que que plus un pays eft peuplé , moins fes ar-  
 » mées font fortes. Les armées des anciens

## 76 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» étoient beaucoup plus considérables que les  
 » nôtres; & la raison en est sensible, car le  
 » commerce étant la conséquence de la po-  
 » pulation, il absorbe entièrement l'esprit des  
 » habitans qui se trouve trop occupés de  
 » ses intérêts pour suivre d'autres goûts. Le  
 » commerce énerve l'esprit de patriotisme &  
 » de défense militaire. L'histoire nous prouve  
 » assez que les plus grands faits de guerre ont  
 » toujours été l'ouvrage des nations qui étoient  
 » dans leur adolescence. En augmentant son  
 » commerce, l'Angleterre a perdu son éner-  
 » gie. La ville de Londres, malgré sa grande  
 » population, se laisse journellement insulter  
 » avec une patience, ou plutôt une lâcheté  
 » inconcevable. Plus les hommes ont à perdre  
 » moins ils osent hazarder. Les riches en gé-  
 » néral sont les esclaves de la peur.

» J'ai souvent entendu dire que si cette  
 » rupture fût arrivée dans quarante à cin-  
 » quante ans d'ici, nous aurions été plus en  
 » état de secouer le joug de la dépendance.  
 » Je pense tout le contraire; car dans un demi-  
 » siècle nous aurons entièrement perdu nos  
 » connoissances militaires qui sont le fruit de  
 » l'expérience que nous avons acquise dans la  
 » guerre dernière. Il ne resteroit plus alors au  
 » Continent un Général, ni même un seul  
 » Officier; & ses habitans seroient aussi no-  
 » vices dans l'état militaire que l'étoient les  
 » anciens sauvages. Cette considération seule,  
 » si l'on y prend bien garde, suffit pour dé-

» montrer que le moment actuel est préfé-  
» rable à tout autre. A la fin de la guerre  
» dernière nous avions l'avantage de l'expé-  
» rience ; mais notre population n'étoit pas  
» assez considérable : dans un demi siècle, nous  
» aurions assez de monde ; mais nous man-  
» quions d'expérience. Le point convenable  
» est trouvé : c'est celui qui tient le juste mi-  
» lieu entre les deux extrêmes : c'est le moment  
» où l'on conserve assez d'expériences , & où  
» l'on a acquis assez de forces ; c'est l'époque  
» actuelle. Si nous ne profitons pas d'une cir-  
» constance aussi favorable & aussi encoura-  
» geante pour établir notre indépendance ;  
» & qu'elle vienne ensuite à s'opérer par d'au-  
» tres moyens, nous ne devons nous en prendre  
» qu'à nous mêmes, ou du moins à ceux dont  
» les âmes étroites & stupides s'opposent con-  
» stamment sans examen & sans réflexion à  
» tout ce qui leur paroît nouveau.

» La jeunesse est le tems de faire germer  
» les bons principes, & cela est vrai des nations  
» aussi-bien que des individus, Dans un demi  
» siècle il sera d'une difficulté extrême, & peut-  
» être impossible de faire de ce Continent un seul  
» Gouvernement. La variété immense d'in-  
» térêts , occasionnée par un accroissement de  
» commerce & de population , y amenera la  
» confusion. On verra les provinces armées  
» les unes contre les autres ; celles qui se croi-  
» ront assez fortes mépriseront l'assistance des  
» foibles ; & tandis que chez les unes la vanité

## 78 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

« se glorifiera follement de ses petites distinc-  
 » tions; les autres plus sages gémiront de  
 » ce que l'union n'aura pas été formée plutôt.  
 » Voilà pourquoi le tems actuel est le vrai  
 » moment de la séparation. L'intimité con-  
 » tractée dès l'enfance ou dans l'adversité laisse  
 » des traces durables dans les esprits. Notre  
 » union actuelle porte ces deux caractères.  
 » Nous sommes jeunes & nous avons été persé-  
 » cutés; la concorde aura fait cesser ces trou-  
 » bles; elles auront formé une époque mémorable  
 » qui fera la gloire de nos descendans. Un peu-  
 » ple qui est dans la dépendance étrangère, dont  
 » le commerce est limité, & pour lequel sa  
 » propre législation est un tissu d'entraves, ne  
 » peut jamais s'élever à un degré considérable  
 » de puissance. L'Amérique ignore encore ce  
 » que c'est que l'opulence, & quoique les pro-  
 » grès qu'elle a faits soient sans exemple, ce  
 » n'est qu'une enfance en comparaison de ceux  
 » qu'elle auroit pu faire, si jusqu'ici elle eût  
 » été, comme elle devoit l'être, la maîtresse  
 » de sa législation.

» Le moment où nous sommes ne s'offre  
 » pas deux fois à une nation. Elle ne trouve  
 » pas deux fois l'occasion de se former un  
 » gouvernement. La plupart des peuples l'ont  
 » laissé échapper, & par cette négligence, il  
 » se sont vus forcés de recevoir les loix d'un  
 » vainqueur, au-lieu qu'ils auroient pû se  
 » faire leurs loix eux-mêmes. Ils ont commen-  
 » cé par avoir un Roi, & ensuite une forme



» de gouvernement. Ce devrait être le con-  
 » traire. On devrait d'abord dresser les ar-  
 » ticles ou la chartre du gouvernement, &  
 » ensuite nommer des Délégués pour les faire  
 » exécuter. Que les méprises des autres peu-  
 » ples nous servent d'instruction pour pro-  
 » fiter de l'occasion actuelle, *en commençant*  
 » *par où il convient l'édifice du gouvernement.*

» Nous devons penser que notre indépen-  
 » dance peut s'effectuer de trois manieres, &  
 » que l'une des trois fixera un jour ou un  
 » autre le destin de l'Amérique. Ce sera ou  
 » par le vœu légal des peuples représentés  
 » dans un congrès général, ou par les forces  
 » d'un conquérant, ou par un soulèvement.  
 » Qui nous répond que nos soldats seront  
 » toujours citoyens, & la multitude toujours  
 » raisonnable? La vertu n'est ni héréditaire,  
 » ni perpétuelle. Si notre indépendance est  
 » l'effet du vœu général, nous aurons tou-  
 » tes les facilités & tous les encourage-  
 » mens nécessaires pour établir la conf-  
 » titution la plus noble & la plus pure qui  
 » existe sur la face du globe. Il sera en notre  
 » pouvoir de renouveler le monde une se-  
 » conde fois. Depuis Noë aucun peuple ne  
 » s'est trouvé dans une situation comme la  
 » nôtre. La naissance d'une nouvel ordre de  
 » choses est prochaine, & l'événement de quel-  
 » que mois va donner la liberté à une race  
 » d'hommes dont le nombre égalera peut-être  
 » celui de tous les peuples de l'Europe. Une

## 80 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» méditation profonde doit suivre une telle  
» idée ; & il faut avouer que les sophismes  
» de quelques hommes foibles & intéressés pa-  
» roissent bien petits, bien misérables, bien  
» ridicules quand il sont ainsi mis en balance  
» avec le destin d'un monde entier.

» Lorsque Guillaume le Conquérant sub-  
» jugua l'Angleterre, il lui donna des loix à la  
» pointe de l'épée. Jusqu'à ce que le siège du  
» gouvernement soit par nous-mêmes légale-  
» ment établi en Amérique nous aurons tou-  
» jours lieu de craindre l'audace de quelque  
» heureux brigand qui nous traitera comme  
» Guillaume a traité l'Angleterre. Et alors où  
» sera notre liberté ? Où seront nos pro-  
» priétés ?

» Quant à la religion, je regarde comme le  
» devoir indispensable de tout gouvernement  
» de protéger ceux qui la professent selon leur  
» conscience ; & c'est, selon moi, la seule ma-  
» nière dont il doive s'en occuper . . . . Les di-  
» verses communions sont à mes yeux des  
» enfans de la même famille qui ne diffèrent  
» entre eux que par leurs noms de baptême.

» J'ai déjà dit un mot de la manière dont  
» il faut dresser une chartre du Continent.  
» Je reviens sur ce sujet pour observer qu'une  
» chartre doit être considérée comme un pacte  
» d'obligation solennelle contracté par le corps  
» entier, pour soutenir les droits de chaque  
» partie séparée, relativement à la religion ,

à

» à la liberté personnelle & aux propriétés. Les  
 » bons comptes font les bons amis.

» J'ai parlé aussi de la nécessité d'une repré-  
 » sentation considérable & égale. Il n'y a point  
 » d'objet politique qui mérite davantage notre  
 » attention . . . .

» La nécessité du moment rend convenables  
 » beaucoup d'opérations, qui, à la longue dé-  
 » généreroient en oppressions. La convenance  
 » & le droit sont deux choses très-différentes...  
 » Je demande à tous ceux qui étudient l'his-  
 » toire de l'humanité, *si la représentation &*  
 » *l'Election* ne forment pas ensemble un trop  
 » grand pouvoir pour être possédé par un seul  
 » & même corps d'hommes ? Lorsque nous  
 » travaillons pour la postérité, nous devons  
 » nous souvenir que la vertu n'est point héréditaire.

J'avois promis de ne plus interrompre M. Adams ; mais voilà la seconde fois qu'il affecte de remarquer que la vertu n'est point héréditaire ; & il me paroît qu'il en tire un trop grand avantage en faveur de l'Election. Son axiome a heureusement souffert de fréquentes exceptions. En voici un qui n'en connoît presque point ; c'est que les Elections ont ouvert la porte à tous les vices, à tous les abus & à tous les désordres.

» C'est souvent à nos ennemis que nous  
 » sommes redevables de notre sagesse. Il n'est  
 » pas rare que leurs méprises nous mettent  
 » dans le droit chemin. M. Cornwall, un des

## 82 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» lords de la Trésorerie, a traité avec le plus  
» grand mépris la pétition de l'assemblée de  
» New-York, parce que cette Chambre, di-  
» soit-il, n'étoit composée que de vingt - six  
» membres : ce qui étoit un trop petit nombre  
» d'hommes, pour qu'on pût regarder leur avis  
» comme celui de tout le peuple. Nous lui de-  
» vons des remerciemens du service involon-  
» taire qu'il nous a rendu.

» Enfin, quelque'étrange que cela puisse pa-  
» roître à certaines personnes aveuglées par la  
» prévention ou la mauvaise volonté, il n'est  
» pas moins vrai qu'il existe une foule de rai-  
» sons également frappantes qui démontrent  
» que la voie la plus courte pour l'arrangement  
» de nos affaires est la résolution de déclarer  
» ouvertement notre indépendance. Voici les  
» principales de ces raisons.

» 1<sup>o</sup>. C'est un usage reçu parmi les nations  
» policées, lorsque la guerre s'est allumée  
» entre deux peuples, que quelque Puissance  
» neutre propose sa médiation, & mette en  
» avant des préliminaires de paix. Mais tant  
» que l'Amérique se dira elle-même sujette  
» de la Grande-Bretagne, aucune Puissance,  
» quelque bien disposée qu'elle puisse être,  
» ne pourra se rendre médiatrice dans la que-  
» relle. Nous aurons donc la guerre éternel-  
» lement.

» 2<sup>o</sup>. Il n'est pas raisonnable de supposer  
» que la France & l'Espagne nous donnent  
» aucune espece d'assistance, si nous ne vou-

» lons faire usage de ce secours que pour répa-  
 » rer la breche & resserrer le nœud qui unissoit  
 » la Grande-Bretagne à l'Amérique, parce que  
 » les conséquences d'une patelle réunion ne  
 » pourroient être que préjudiciables aux inté-  
 » rêts de ces deux Puissances.

» 30. Tant que nous parlerons en sujets de la  
 » Grande-Bretagne, nous devons nous attendre  
 » à être regardés comme des rebelles par les  
 » Puissances étrangères. L'exemple a quelque  
 » chose de dangereux pour leur tranquillité ;  
 » & elles verront toujours de mauvais œil des  
 » sujets armés contre leur Souverain. L'u-  
 » nion de la résistance & de la dépendance  
 » est un paradoxe aux yeux de tous autres  
 » que les Américains. C'est une idée trop  
 » subtile pour être sentie par le commun des  
 » hommes.

» 40. Si notre Congrès publioit un mani-  
 » feste pour les Cours étrangères où il expo-  
 » sât tous les maux que nous avons soufferts ,  
 » & tous les moyens pacifiques que nous avons  
 » inutilement employés pour obtenir le re-  
 » dressement de nos griefs : si nous y déclai-  
 » rions que , ne pouvant plus supporter l'ad-  
 » ministration cruelle de la Cour Britannique  
 » qui ne nous permet plus d'attendre ni bon-  
 » heur ni sûreté sous son gouvernement , nous  
 » avons été forcé de briser tous les liens qui  
 » nous attachoient à cette Puissance ; & si nous  
 » assurons en même tems ces Cours de nos dis-  
 » positions favorables à leur égard, & de notre

## 84. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» desir d'établir entr'elles & nous un commerce  
 » réciproque ; certainement un tel Mémoire  
 » produiroit de meilleurs effets que l'envoi  
 » d'un bâtiment avec une cargaison de péti-  
 » tions pour la Grande-Bretagne.

» Sous notre dénomination actuelle de su-  
 » jets Britanniques, nous ne pouvons être re-  
 » çus ni écoutés nulle part. Le système de  
 » toutes les Cours est contre nous, & il le sera  
 » toujours jusqu'à ce que notre indépendance  
 » nous ait fait prendre un rang parmi les autres  
 » nations.

» La séparation est même le seul état dans  
 » lequel nous puissions traiter avec la Grande-  
 » Bretagne ; car il y a lieu de croire que l'or-  
 » gueil de cette Cour sera moins choqué de  
 » négocier pour la paix avec les *Etats Amé-*  
 » *ricains, que pour un accommodement avec ceux*  
 » qu'elle appelle des *sujets rebelles*. C'est notre  
 » irrésolution qui lui fait espérer de nous con-  
 » quérir, & notre lenteur ne sert qu'à prolonger la guerre. Jusqu'à présent nous n'avons  
 » retiré aucun fruit d'avoir interrompu notre  
 » commerce pour obtenir le redressement de  
 » nos griefs. Il est tems d'essayer l'alternative  
 » en les redressant nous-mêmes par l'*indépen-*  
 » *dance*, & en offrant ensuite la liberté du com-  
 » merce. Tout ce qu'il y a en Angleterre d'hom-  
 » mes raisonnables & de commerçans, sera tou-  
 » jours pour nous, parce que la paix avec le  
 » commerce, est préférable à la guerre sans  
 » commerce. Si cette proposition n'est pas

» acceptée par la Grande-Bretagne, on pourra  
 » s'adresser à d'autres Puissances.

» Ces moyens paroîtront d'abord étranges  
 » & difficiles ; mais il en fera comme de toutes  
 » les autres démarches que nous avons déjà  
 » faites : en peu de tems nous y serons accou-  
 » tumés ; & ils nous paroîtront tout naturels.  
 » Jusqu'à la déclaration de l'indépendance le  
 » Continent sera comme un homme qui remet  
 » de jour en jour quelque opération désagréable.  
 » Il fait cependant qu'il faut la faire ; il craint  
 » de s'y mettre : il voudroit qu'elle fût faite ; &  
 » il est continuellement obsédé par le senti-  
 » ment de sa nécessité.

» Ainsi donc, au lieu de nous observer tous  
 » avec une curiosité inquiète & soupçonneuse,  
 » il faut que chacun de nous tende à son voi-  
 » sin la main secourable de l'amitié : il faut  
 » d'un commun accord tirer une ligne qui ,  
 » comme une amnistie , fasse perdre le souve-  
 » nir de toutes les dissensions précédentes. Il  
 » faut supprimer les noms de *Whigs* & de *To-*  
 » *rys*, & qu'il n'en existe plus aucun autre par-  
 » mi nous que ceux de *bon citoyen*, d'*ami véri-*  
 » *table* & de *vertueux défenseur des droits de l'hu-*  
 » *manité* & de *Etats libres & indépendans de*  
 » *l'Amérique* «.

Vous avez vu, Monsieur, tout ce qu'il y  
 a de vraiment intéressant dans le pamphlet du  
*Sens commun*. On assure que le célèbre docteur  
 Franklin y a travaillé avec M. Adams, ainsi  
 qu'un autre écrivain de grande réputation en

Amérique, nommé M. Dickenson, qui donna, il y a quelques années, des Lettres politiques très-curieuses sous le nom d'un fermier de Pensilvanie. Si vous êtes surpris que de si grands noms ne m'en aient pas imposé, & que j'aie hasardé de lutter d'opinion avec des fondateurs d'Empires, considérez, je vous prie, pour première raison, que ma lettre est datée d'un pays où l'on ose tout. Je vous avouerai ensuite que je n'ai jamais été plus Royaliste que depuis que je vis au milieu de ceux qui ne cessent de vanter une prétendue liberté qui tient les plus honnêtes gens dans un frissonnement continuel pour leur réputation, & qui met très-souvent en danger les biens & la vie. Ils disent que la licence est le rempart de la liberté : moi, je pense qu'une liberté toujours inquiète est un triste avantage. Si sous un gouvernement monarchique la liberté n'a pas besoin d'un rempart tel que la licence, il me semble qu'il est préférable à tout autre, & surtout au système que M. Adams & compagnie veulent bâtir pour les Américains. Au surplus, en prenant celle de croiser les idées de ces Messieurs, je n'ai fait que ce que d'avance ils ont promis de trouver bon de la part de quiconque voudroit s'en amuser.

Quant aux raisons dont M. Adams soutient son opinion sur la séparation & sur la nécessité de saisir le moment actuel pour l'effectuer, j'ai dû me contenter de vous les exposer dans toute leur ingénuité. Toute dis-



cussion de cet objet feroit remonter à celle des causes. Il faudroit reprendre l'examen de la question de droit : c'est ce que je ne me sens point la force de faire ; c'est-à-dire, que je n'en ai pas plus le courage que le talent. D'ailleurs , étranger parmi ce peuple , il ne m'appartient point de juger sa querelle. Comme homme je compatis au sort déplorable où elle a réduit les Américains. Comme négociant je gémis de l'interruption du commerce & de toutes les fausses opérations qui ont amené ce désordre. Pour le surplus je me borne à dire avec milord Mansfield , *je ne sais point qui a tort ou raison*. C'est dans ces sentimens que j'attens avec impatience l'issue de la commission des deux généraux.

Voici sur la même matière , un autre Ecrit d'un ton plus modéré que le *Sens commun* , & qui offre une solution plus consolante pour les bonnes gens dans les deux partis.

## LA RÉCONCILIATION,

Dialogue entre la Mere & la Fille.

---

*Honni soit qui mal y pense.*

---

Ma mere, vous avez l'air bien triste aujourd'hui. Vous pleurez ?

Hélas , ma fille , j'ai une si pauvre santé ! Voyez la foiblesse & le dépérissement de ma constitution. Je n'ai pas long-tems à vivre.

F iv

Mais ce qui m'afflige le plus, c'est l'ingratitude de quelques - uns de mes enfans , de vous en particulier , ma fille ; & quand je vous vois , puis-je retenir mes larmes ? Vous savez tout ce que m'a coûté ma nombreuse famille. Il a fallu s'endetter pour vous élever , vous entretenir & vous mettre à l'abri de tout danger ; & aujourd'hui je ne puis pas me libérer. Mes deux filles aînées veulent bien m'aider à sortir d'embarras ; mais toutes mes filles cadettes , & vousêtes du nombre, ne m'assisteroient pas d'un denier. Laissez-moi , ma fille , c'est plus que je ne puis supporter.

Ma mere , je vous en prie pour mes sœurs comme pour moi , daignez m'écouter. Vos cadettes ne laissent pas d'être éloignées de vous : ne peut-on pas les avoir desservies dans votre esprit ? On nous a reproché l'ingratitude & la désobéissance ; c'est en vérité bien à tort. S'il est vrai que vous n'avez contracté ces dettes énormes *que par rapport à nous seulement* , nous ne demandons pas mieux que de contribuer à votre soulagement. Mais il s'en faut bien que vous vous soyez endettée pour notre seul intérêt , ou que votre revenu soit insuffisant pour votre dépense. C'est que vos gens d'affaires vous pillent. Non contents de cela , ils vous font voler par leurs amis & par leurs créatures ; & ils refusent de rendre leurs comptes aux tems ordinaires , ce qui étoit , comme vous savez , l'ancien usage de notre famille. Vos meilleurs amis vous ont

souvent priée de faire maison nette ; ils vous ont avertie qu'on vous ruinoit. C'est par une suite de cette mauvaise conduite que des conseillers perfides vous ont brouillée avec vos enfans. Ils comptent si fort sur votre foiblesse, qu'ils vous font rejeter toutes nos remontrances avec dureté. Ils ont poussé l'audace jusqu'à nous menacer de nous battre & de nous mettre à la porte, si nous osions souffler. Ma mere, la plupart de vos domestiques ne vous rendent aucun service réel. Vous feriez de grandes épargnes en renvoyant tous ceux qui sont inutiles.

Je conviens, ma fille, qu'il y auroit de l'économie. Mais revenons à vous. Comment pouvez vous refuser de m'aider ?

Vous refuser, ma mere ! Vous ne nous avez jamais fait de demandes relativement à vos dettes. On nous a signifié de votre part une saisie réelle ; &, parce que nous n'avons pas voulu laissé entrer votre huissier, vous nous avez fait attaquer par des gens armés qui ont environné notre maison & notre ferme, qui ont tout ravagé, & qui, non contents de mettre le feu à nos granges, ont encore brûlé notre habitation, dont il n'est pas resté pierre sur pierre. En vérité, ma mere, nous avons plus sujet de pleurer que vous.

Mais ce malheur, ma fille, a été la suite de votre obstination & de votre refus. Si vous vous étiez soumise, si vous aviez envoyé l'argent que je demandois, rien de tout cela ne seroit arrivé.

Oui, ma mere, cela peut bien être. Mais n'avez-vous pas envahi injustement & illégalement nos propriétés ? N'avez-vous pas excédé vos droits de mere ?

Mes droits de mere ! Vous mettez donc en question le droit que j'ai sur vous, Mademoiselle ? Vous êtes un enfant rebelle. Mais je vous ferai bien voir que mon autorité est suprême, incontestable & toute puissante dans tous les cas quelconques.

Fort bien, ma mere : voilà d'excellente politique. C'est le langage du parlement d'Angleterre avec l'Amérique. Mais vous me pardonnerez si je pense & si je dis que votre droit de mere ne s'étend pas à tous les cas quelconques. Il est vrai que, lorsque j'étois enfant, j'étois traitée en enfant ; & alors votre pouvoir s'étendoit sur tout. Mais aujourd'hui que j'ai atteint l'âge de discrétion, je ne puis vous accorder que votre autorité soit aussi illimitée. J'aurai soin de ne rien faire qui blesse le respect que je vous dois comme ma mere : vous me trouverez toujours disposée à vous consulter, à vous remercier de vos sages conseils, & à faire tout mon possible pour devenir l'appui & la consolation de votre vieillesse. Cependant je ne puis m'empêcher de croire qu'il n'y ait bien des cas où votre autorité n'est nullement compétente. Par exemple vous ne pouvez pas m'obliger de vivre & mourir vieille fille, ni m'astreindre à rester perpétuellement dans une société stérile avec vous.

Vous n'avez pas le droit de me forcer à un mariage mal assorti , ou contre mon inclination. Si j'entre en service, vous ne pouvez pas réclamer l'argent que je gagne à la sueur de mon front : cet argent est à moi. Ainsi les loix divines & humaines mettent des bornes à votre autorité de mere ; par conséquent cette autorité ne s'étend point à tous les cas quelconques.

Ce que vous dites , ma chere fille , paroît assez raisonnable. Je commence à sentir en effet que je n'ai point le droit de prendre le bien de mes enfans, à moins que par un consentement unanime , ils ne m'en aient donné la faculté , & qu'ils ne m'aient autorisée à envoyer quelqu'un pour leur demander ce qui m'est nécessaire. Je conviens que j'ai abusé de mon autorité. J'ai agi avec vous trop durement , trop précipitamment ; mais la nécessité m'y forçoit.

Cela n'est malheureusement que trop vrai , ma mere. Est-ce que vous n'auriez pas obtenu davantage en demandant qu'en exigeant ? Il n'y a pas une de nous qui vous eût refusée. Et encore , avant de nous appeller ingrates , vous auriez dû vous souvenir qu'il s'en faut bien que nous ayons reçu de vous une égale portion de fortune. Quelques-unes de nous ont des biens qui leur ont été laissés par des parens ; ainsi , ma mere , nous ne vous avons pas toutes été également à charge. Cependant, puisque vous avez assez de générosité pour

## 92 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

reconnoître que vous ne vous êtes pas bien conduite envers vos filles cadettes, nous allons vous faire voir que malgré la rigueur de vos procédés , nous vous portons toujours une vraie affection , & que nous n'oublions point les obligations que nous vous avons comme mere. Ainsi nous qui sommes vos plus jeunes enfans , nous convenons & consentons , de notre volonté libre , de vous accorder tous les ans des secours proportionnés à nos facultés respectives, pour vous soulager dans votre détresse, pourvu qu'à l'avenir on n'use d'aucune violence à notre égard.

Ma chere fille , mes chers enfans , je vous remercie de cette preuve de votre tendresse pour moi. Je vois que j'ai obtenu en reconnoissant mon erreur , ce que j'aurois certainement perdu en persistant à suivre de mauvais conseils. Me préserve le ciel de jamais rien faire qui m'ôte votre affection !

L'HUMANITÉ entiere , Monsieur , verroit sans doute avec grand plaisir un aussi heureux dénouement. Dieu veuille que les commissions conciliatoires ne servent pas plutôt à le reculer qu'à l'avancer.

J'ai l'honneur d'être, &c.

*P. S. du 22 Juin.* Les nouvelles publiques, Monsieur, vous ont confirmé la levée du siege de Quebec ; mais non le bruit qui avoit couru de la défaite des assiégeans. La Cour a fait imprimer la lettre de M. Carleton, que la gaz

zette a copiée , dit - on , avec une fidélité trop scrupuleuse pour l'honneur de ce Général. En vérité ceux qui dirigent cette gazette doivent être bien embarrassés ; on lui trouve toujours quelque tort. L'amiral Byng se plaignit qu'elle avoit tronqué sa relation du combat devant St. Philippe. Seulement depuis cette époque jusqu'à l'évacuation de Boston , on feroit un gros & intéressant recueil de toutes les pieces que le parti de l'opposition l'accuse d'avoir altérées & dénaturées. Aujourd'hui encore elle donne une relation curieuse du combat de la frégate le Glasgow avec l'escadre du rebelle Hopkins, & notez qu'elle annonce que le Glasgow arrive en droiture d'Halifax où s'est retiré le général Howe : Eh bien , elle a rapporté tous les détails du combat , sans parler de la navigation de l'armée de Boston , & de ce qui s'est passé à son arrivée dans le port d'Halifax. » Que nous importent, disent les mécontents, toutes les particularités d'une affaire d'où une seule frégate s'est échappée , tandis qu'on nous laisse à deviner si toute une armée Angloise sur plus de cent trente bâtimens de transport est heureusement entrée dans le port qui lui devoit servir d'azile. Des choses pareilles doivent-elles se supposer dans les circonstances où l'on fait cette armée & dans la saison où on l'a fait embarquer ? On gronde cette pauvre gazette & de ce qu'elle dit & de ce qu'elle ne dit pas. On voudroit qu'elle eût changé plusieurs ex-

pressions de la relation de M. Carleton qui est un brave officier, un homme de mérite, & beau-frere de milord Effingham, si généralement aimé & estimé. On fait le plus mauvais gré au gazetier de ce qu'il a plu à ce Général de qualifier de *fanfarons* & de *pillards* des gens qui l'ont bloqué ou assiégé en bonne regle pendant cinq mois d'un rigoureux hiver, en renouvelant à chaque instant des tentatives qui ont fait briller ce *courage*, ce *zele*, cette *fermeté*, cette *persévérance*, cette *patience peu commune*, cette *vigilance*, cette *activité enfin* de la garnison Angloise, dont M. Carleton a fait les plus grands éloges. On trouve singulier que n'ayant parlé d'aucune sortie de cette garnison, depuis le 5 Décembre, où la ville fut *étroitement investie*, ce sont ses termes, intervalle dans lequel il dit qu'on lui a livré un assaut : qu'on a brûlé tous les faux-bourgs & une partie de ses vaisseaux : qu'on a écarté tous les secours qui lui arrivoient par terre : qu'on a battu la place de plusieurs batteries, & même à boulets rouges : qu'on l'a bombardée, qu'on lui a lâché un brulot ; & enfin que son artillerie avoit endommagé les batteries des assiégeans, il ait pu employer des expressions comme celles-ci, *les troupes marcherent pour aller voir ce que faisoient ces redoutables fanfarons, & la plaine fut bientôt nettoyée de ces pillards*. Ne croiroit-on pas que ce n'étoit qu'une bande de malfaiteurs qui avoient paru de la veille seule-



ment devant Quebec , où ils auroient pris quelques choux , & tué quelques dindons ? Ces pillards là avoient réduit en cendres la plus grande partie des fauxbourgs de S. Roch & de S. Jean : le reste avoit servi de chauffage à la ville, où l'on en avoit grand besoin. C'est un aveu ingénu de M. Carleton. S'il ignoroit *ce que ces fanfarons faisoient* , il favoit bien au moins de quel bois ils se chauffoient.

Nous ne pouvons parler , Monsieur , de cet événement , que d'après les lettres de ce Général , ou d'après les rapports des vaisseaux arrivés de Quebec. Quelque jour nous aurons les relations des généraux Arnold & Thomas qui commandoient l'armée Américaine. Nous saurons par eux en quoi consistoit *toute leur artillerie, leurs munitions, leurs échelles, leurs pétards, &c.* qu'ils ont abandonnés aux assiégés , & dont il semble que M. Carleton auroit dû envoyer un état à sa Cour. Nous saurons comment il s'est fait qu'il n'y ait eu ni tués ni blessés , *lorsque la ligne s'avança, après quelques coups tirés de part & d'autre.* Nous saurons dans quelle intention l'arriere garde des Américains s'est arrêtée à *Déchambault*, en face des régimens devant qui ils sembloient fuir , & que leur ardeur n'a point emportés de ce côté - là , quoique quelques - uns de ces corps fussent tout frais sortis des vaisseaux, quoiqu'ils fussent soutenus *de la plus grande partie de la garnison qui se trouvoit fort augmentée & pleine d'ardeur* , mais non de la curiosité

96 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
d'aller voir de plus près ce que *faisoient ces*  
*fanfarons.*

La relation même du Général vainqueur nous fait connoître que la retraite, loin d'avoir été précipitée, s'est faite avec beaucoup d'ordre, & sans qu'il y ait eu un seul traîneur : que l'armée Américaine s'est retirée bien saine & bien entiere, en laissant seulement quelques effets de siege qui ne pouvoient que lui causer de l'embarras & de la fatigue dans sa marche : qu'elle s'est déterminée à la retraite, plus par la raison que la saison étoit trop avancée pour qu'on pût espérer de prendre une place de la force de Quebec, que par la frayeur qu'aura pu lui causer un débarquement de deux cents hommes. Nous devons donc croire, Monsieur, que les généraux Américains auront pris cette résolution dans la vue de ménager toutes leurs forces pour se maintenir avec avantage dans les parties du Canada qu'ils espèrent conserver, & pour tenir en échec au moins dix mille hommes de troupes Angloises qui vont s'y trouver réunies.

Le général Burgoyne a ordre, dit-on, de marcher avec une partie de l'armée Angloise vers les lacs, pour redescendre de-là sur la Nouvelle-York, & l'attaquer par les derrieres en même tems que d'autres corps y entre-roient du côté de la mer. Voilà, sans doute, un beau projet de campagne ; mais cette même armée Américaine souffrira-t-elle qu'il  
ait

ait son exécution ? Ne doit-on pas croire qu'elle se distribuera en divers partis qui détruiront toute l'armée Angloise dans une marche de plusieurs mois par des bois & des montagnes dont on n'a point d'idée , & où , dans la guerre derniere , les troupes Européennes, quoiqu'occupant les meilleurs postes, ont presque toujours été défaites ? Telle est pourtant la vraie position des Anglois dans le Canada ; & j'ose redire encore telle est le fruit de l'invasion de cette Province , qu'on prétend que le Congrès n'avoit pas trop approuvée. Ne vous paroît-il pas comme à moi , Monsieur , que si les Américains n'eussent pas pris dès l'automne derniere les forts de Chambli & de S. Jean , où ils ont fait deux régimens prisonniers , & où ils ont trouvé une immense quantité de munitions de guerre : que s'ils n'eussent pas occupé & exercé pendant tout l'hiver un gros corps de volontaires devant Quebec , non-seulement ils n'auroient point actuellement plusieurs excellentes places d'armes & une armée aguérie prête à repousser l'ennemi par-tout où il se présentera ; mais que les troupes Angloises pourroient parcourir tout ce pays sans trouver aucune résistance ? Est-ce que même , dès avant l'hiver , M. Carleton n'auroit pas formé des corps de Canadiens qui auroient été attaquer les Américains à Cambridge , & dans les autres postes qu'ils occupoient autour de Boston , d'où enfin ils ont chassé l'armée du Roi ? Cela n'est

## 98 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

point arrivé parce que M. Carleton avoit à peine les forces nécessaires pour se défendre ; & cette nouvelle campagne pourra être tout aussi infructueuse pour l'Angleterre , par la raison que la même armée traversera par-tout la marche de ses forces.

J'irois même jusqu'à dire que c'est pour mieux servir la cause Américaine que M. Arnold s'est retiré de devant Quebec , quand il a vu les vaisseaux Anglois arriver avant la jonction du renfort qu'il attendoit. D'abord il ne l'eût pas pris sans une grande perte ; & comme il n'auroit pas eu le tems de le démanteler , il auroit eu de la peine à défendre une place de cette étendue. L'armée Angloise dont il croyoit voir la tête , l'auroit tout au moins bloqué à son tour, & dans une saison où cela est bien plus facile. Son renfort seroit venu inutilement , & auroit été dispersé ; & M. Burgoyne choisissant sa route pour gagner la Nouvelle-York , auroit fait cette expédition avec une aisance qu'aujourd'hui il n'est pas si sûr d'avoir.

Tout cela n'empêche point que le Ministère ne montre le plus grand contentement de la retraite des *fanfarons* & des *pillards*. L'Amirauté a donné le commandement d'un vaisseau de soixante & quatre canons à l'Officier qui en a apporté la nouvelle. Elle avoit promis deux cents guinées à chacun des pilotes de l'escadre de M. Douglas , s'ils arrivoient à Quebec avant que la ville fût prise

par ces *fanfarons*. Les vaisseaux ont fait à l'envi des efforts prodigieux pour remonter le fleuve Saint - Laurent au milieu des monceaux de glace qu'il commençoit à charier. Vous pouvez vous souvenir que dans la guerre dernière le capitaine Swanton sur le *Vanguard*, vaisseau de ligne, triompha des mêmes obstacles ; & que le Roi d'Angleterre lui fit le compliment à son retour que Wolfe avoit pris Quebec, mais que Swanton l'avoit sauvé.

J'ai observé, Monsieur, que la relation donnée par la Cour, de la défense de Quebec, a plutôt ranimé que détruit les espérances de tous ceux qui ont épousé la cause des Américains. Il n'y a point de prodiges de valeur & de science militaire que l'on n'attende aujourd'hui d'une armée qui a suivi un siège de cette importance avec autant d'intelligence, d'activité & de persévérance que le fait entendre M. Carleton dans sa relation qui, après avoir réjoui la Cour pendant quelques momens, lui donnera autant à penser sur l'espece d'hommes qu'elle a entrepris de soumettre, qu'elle inspirera de confiance à leur parti, aussi bien ici qu'en Amérique. C'étoit le bruit général à la Bourse, le 17, que les Américains s'étoient retranchés à quelques lieues de Quebec, & que leur armée venoit de recevoir un renfort considérable.

Les Ministres se félicitent, Monsieur, de la belle navigation que le lord Howe doit avoir eue depuis son départ de Portsmouth ; mais

quel bien produira sa prompte arrivée à sa destination, s'il est vrai que la division de Hessois qu'il transporte est résolue de ne point agir que tous le corps ne soit réuni? Il passe pour certain que le général Harvey, que le Roi avoit envoyé exprès à Portsmouth, a eu toutes les peines du monde à décider le commandant Hessois à partir, & que cet Officier a déclaré bien positivement que ses troupes ne feroient pas un pas, & ne tireroient pas un seul coup de fusil, que le corps entier ne fût assemblé. Or, vous savez que le 9 de ce mois le défaut de bâtimens de transport en retenoit encore une partie en Allemagne. Le bon vent qui aura procuré à la première division une traversée si rapide, ne servira donc qu'à faire connoître aux Américains l'endroit par lequel on veut les attaquer, deux ou trois mois au moins avant qu'on puisse engager aucune action sérieuse; de sorte qu'ils pourront enfermer & détruire leur ennemi pendant qu'il aura, pour ainsi dire, les bras liés, en attendant le reste de ses forces. Ce sont des conjectures que le parti de l'opposition appuie sur la connoissance bien certaine qu'il prétend avoir des dispositions du commandant Hessois.

La nouvelle du débarquement des troupes aux ordres du lord Cornwallis à la Virginie, étoit fautive. On a certitude que cette flotte; commandée par le chevalier Parker, étoit le 17 Avril par 29 latitude septentrionale, 61

longitude occidentale de Londres , & le 18 devant la Barbade , avec vingt compagnies seulement , & que le reste avoit été dispersé dès la baye de Biscaye. Une partie a relâché à l'île d'Antigoa. L'artillerie étoit aux îles Madere. La destination de ces troupes est toujours pour la Virginie.

Du côté de l'Amérique , on paroît persuadé que le Congrès s'est attaché le fameux major Rogers , qui , tour à tour , a été maltraité & caressé de la Cour , & qui a un grand crédit sur les Sauvages. On dit que cet Officier , qui jusqu'ici ne s'étoit déclaré ni pour ni contre les Américains , a tout-à-coup pris la hache en leur faveur , & qu'il amene au Congrès cinq Chefs de nations qui ont rejeté des offres qu'on leur avoit faites de la part du Gouvernement. J'ai vu une lettre de Philadelphie où on assure que le Congrès a fait présent à cet Officier d'une épée où sont gravés ces mots : *Vaincre ou mourir.*

Quelques-unes des tribus de Sauvages se sont déclarées pour les Américains. Il n'y en a point encore qui ait accepté les offres du Gouvernement. Les Onéidas ont juré qu'ils resteroient neutres. Ils ont envoyé cette parole aux quatre provinces de la Nouvelle-Angleterre : » Votre querelle est contre nature , vous êtes deux freres du même sang que nous aimons également. Si le grand Roi nous fait demander de nous joindre à ses troupes , nous ne le ferons pas , & nous refuserons de même

les Colonies. Il est nouveau pour nous que deux freres se fassent une guerre cruelle. Nos peres ne nous ont point laissé le souvenir d'un si étrange événement. Freres, ne soyeز point surpris que les Onéidas s'abstiennent de prendre part à cette guerre. Si c'étoit une nation étrangère qui vous eût attaqués, nous verrions de quoi il s'agiroit. — Freres, nous tenons pour la paix ; ne demandez point aux Sauvages nos freres, qui sont parmi vous, leur secours. Que les Sauvages vivent en bonne union entr'eux, & vous autres blancs, arrangez les querelles que vous avez ensemble. Freres, voilà notre résolution, faites-nous savoir la vôtre. — Nous Sachems, guerriers, & *Femmes Gouvernantes* d'Onéida, à nos affectionnés Freres le Gouverneur. & tous les Chefs de la Nouvelle-Angleterre. Voilà des Sauvages, Monsieur, qui ont des mœurs bien douces ; mais cela peut-il être autrement, puisque le beau-sexe les gouverne ? Je suis pourtant fâché pour cette raison-là même que les Onéidas se refusent au soutien de la cause Américaine. Il est bon sans doute de n'avoir pas les dames contre soi ; mais il vaut encore mieux les avoir de son côté.

Le bruit court que l'Américain Hopkins, avec neuf vaisseaux, a fait une descente aux îles Bermudes d'où il a enlevé un butin considérable. Il a donné chasse à un bâtiment de S. Vincent pour Liverpool.

Les habitans de la Jamaïque ont mis en

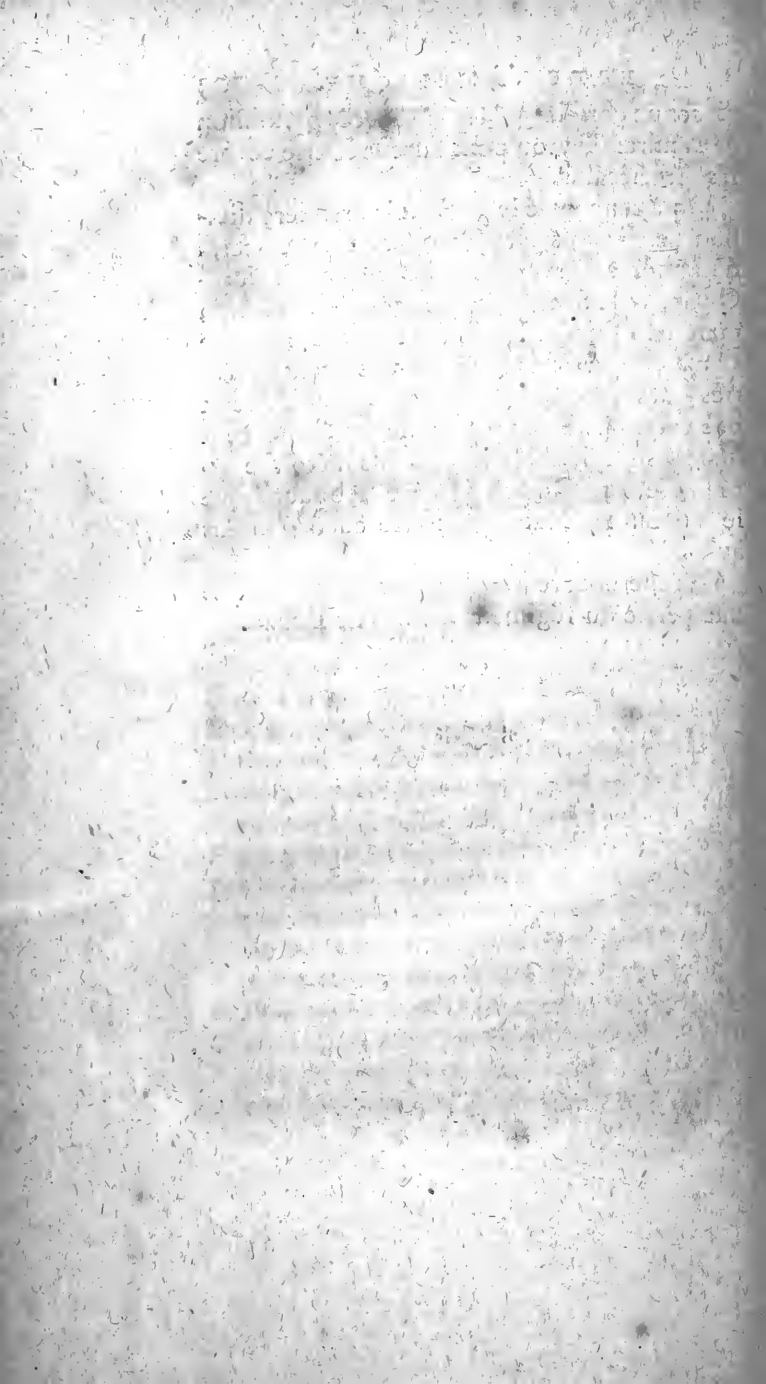


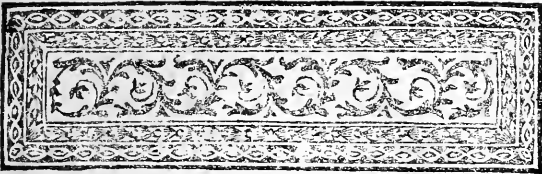
pieces un corsaire qui armoit avec la permission de l'amiral Gayton pour faire la course contre les Américains.

On a rencontré le 30 Mai la premiere division des Hessois par 29 degrés de long. occid. de Londres. Le vent a aussitôt tourné au Nord-Ouest, & la flotte a été obligée de ralentir sa marche. Depuis ce jour-là il a dû toujours être Ouest, le bâtiment qui l'a vue étant arrivé très - promptement à Bristol. On en conclut que cette flotte devoit être le 15 Juin à cent lieues plus loin d'Halifax qu'elle n'étoit le 30 Mai. Le lord Howe, qui n'a débouqué que le 16 ou 17 Mai, doit être encore moins avancé.

Il reste encore à embarquer en Allemagne une partie du régiment Hessois de Bunau.







# AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

*Suite des débats de la Compagnie des Indes.*

**M.** Elliot insiste pour qu'on travaille à un plan de réconciliation entre les Employés. Il prend de-là occasion de dire un mot des dissensions qui désolent les établissemens Anglois dans le Bengale, & des maux qu'elles peuvent amener. Il propose de présenter requête au Parlement, pour faire rappeler un des trois Officiers principaux qu'on y a envoyés, ou pour augmenter leur nombre de deux autres. « Si l'on ne fait point attention à cela, conclut-il, la Compagnie sera perdue; mais au moins j'aurai rempli mon devoir, & satisfait ma conscience ». 19 Mars.

La nomination du Brigadier général Carnac, à l'adjonction au gouvernement de Bom-  
N<sup>o</sup>. V. A

## 2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— bay, est confirmé par une pluralité de 577  
19 Mars, contre 91. L'assemblée s'ajourne *sine die*.

### *Chambre des Communes.*

On remet au 27 à délibérer sur une pétition de plusieurs marchands qui sollicitent la permission d'exporter du grain à Terre-Neuve.

La Chambre délibère de nouveau sur la milice d'Ecosse. Les partisans du Bill proposent d'examiner les modifications. M. Burke & d'autres membres de l'opposition demandent que cet examen soit renvoyé à quatre mois, ce qui signifie, dans le style du Parlement, qu'on ne s'en occupera plus dans la session actuelle. Ce dernier avis l'emporte, après de longs débats, à la pluralité de 112 voix contre 93.

M. Townshend a fait remarquer dans le Bill une clause qui seule lui paroissoit suffisante pour le faire rejeter, en ce qu'elle mettoit au pouvoir de la Couronne un moyen dont les dépositaires de l'autorité pourroient faire le plus pernicieux usage, & qui sembloit dévoiler en eux le dessein secret de soumettre bientôt aux mêmes conditions la milice d'Angleterre. Cette clause porte que le Lieutenant pour le Roi dans chaque Comté, ou trois de ses Subdélégués, pourroient faire enlever, par qui & quand il leur plairoit, les armes, habits & equipemens appartenans audit Comté, & les faire remettre sous la garde

de qui il leur conviendrait : le tout ainsi qu'ils jugeroient nécessaire pour le plus grand bien du Royaume. 19 Mars.

M. Powis a observé , pour appuyer la motion de M. Townshend , que l'Ecosse ne paie pas une quarantieme partie de la taxe des terres de la Grande Bretagne , quoique le revenu de ses terres soit d'un sixieme de celui de l'Angleterre : que dans le présent-Bill , en fixant à six mille hommes la milice d'Ecosse , on paroît avoir eu en vue cette derniere proportion , puisqu'il la milice d'Angleterre est à peu près de 36,000 hommes ; qu'ainsi l'Ecosse doit avoir l'option , ou de contribuer pour un sixieme dans le total de la taxe des terres , en considération de quoi , on lui paieroit une milice sur ce produit , ou de payer elle-même cette milice par une taxe locale.

Le lord Mounstuart , auteur de la motion , a allégué qu'une milice nationale étoit le rempart constitutionnel de la Grande Bretagne , & que l'Ecosse devoit participer à tous ses avantages : que les Anglois sont exercés aux armes , tandis que les Ecoissois restent dans un état de foiblesse qui doit donner les plus grandes inquiétudes ; que le gouvernement y manque même des moyens de faire respecter les loix. Il a apporté en preuve l'arrivée d'un canot contrebandier armé , qui , en plein jour , a débarqué , dans le détroit de Froth , toutes ses marchandises. Les Officiers de l'Accise ont demandé un renfort d'un sergent & de douze

#### 4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

19 Mars.

hommes, qui sont enfin arrivés, mais de si loin, que les contrebandiers avoient eu tout le tems nécessaire pour achever leur opération, & se retirer.

M. Turner a répondu à ce dernier article qu'il savoit une province maritime d'Angleterre où il n'y a pas de plus grands contrebandiers que les miliciens, si ce n'est cependant les commis même de la Douane.

M. Stanhope a insisté sur le danger de laisser aux Ministres le pouvoir de désarmer à leur gré des corps de milice : ce qu'ils feroient peut-être dans les momens où le secours de cette milice seroit le plus nécessaire. « Comment le Ministre des finances, a-t-il dit, peut-il prêter son appui à un Bill qui augmenteroit si considérablement nos dépenses, tandis qu'il assure au Roi que nous ne pourrions pas soulager sa liste civile d'une dette de 5,000 liv. sterling ? Se figure-t-il que la clause qui autorise à donner pour chaque homme trois guinées d'enrollement, suffira pour recruter notre armée, & qu'elle nous fera éviter l'embarras & la dépense d'envoyer en Amérique un corps de mercenaires étrangers, avec la commission infernale d'égorger nos freres & nos concitoyens ? » Il a fini par une énumération des énormes dépenses de l'année 1775, & il a fait voir la nécessité indispensable, ou d'imposer de nouvelles taxes, ou de donner des primes de 50 pour cent à toute la clique des entrepreneurs, courtiers, &c. qui sont les sangsues de l'Etat.

M. Sawbridge, Lord-Maire de Londres, s'est déclaré l'ennemi de toute espèce de milice constituée d'après les modifications agréées pour celles d'Angleterre au commencement de la session actuelle. » Je ne vois plus, dans notre milice, a-t-il dit, une vraie sûreté constitutionnelle dépendante du corps de la nation, puisqu'on la convertit en armée subsistante que le Roi peut mettre sur pied arbitrairement, & employer ensuite à tout service quelconque. Nous ne pouvons point ignorer que les principes des Ecoissois en matière de gouvernement, sont en général assez tournés au despotisme. Si on leur confie une milice, leurs intérêts secondant leurs dispositions naturelles, je vois aussitôt en eux les plus dévoués serviteurs d'une administration ennemie de nos libertés. J'appelle ici en témoignage les adresses qui sont venues d'Ecosse en plus grand nombre qu'il n'y a en Ecosse de villes & de corporations, & dans lesquelles, si ces bons Ecoissois n'ont pas articulé expressément qu'ils étoient prêts à massacrer tous les Américains, ils ont au moins fait entendre assez clairement qu'ils égorgeroient, quand il plairoit au Roi, leurs compatriotes en Angleterre. Cependant, ajoute M. Sawbridge, ceci n'est qu'une assertion vague & générale. Il y a de dignes & honnêtes citoyens dans les pays les plus infectés des principes du despotisme «.

19 Mars.

Le lord North assure la Chambre que les

19 Mars.

adresses d'Ecosse ne sont pas susceptibles d'une si noire interprétation, & qu'apparemment mi-lord Maire les a lues en courant, ou qu'il n'auroit pas pu en parler de la sorte.

M. Grenville, en parlant sur la dépense du corps en question, dit que pour vingt-huit jours il coûteroit 34,970 livres, & que si on l'enrégimenteroit, ce qui suppose qu'on le tiendrait assemblé toute l'année, la dépense pour treize mois monteroit à 104,440 livres : que cette somme ne pouvoit être prise que sur une taxe des terres produisant, à 4 sh. pour livre, la somme de 47,959 liv. 1 s. 2 d. (C'est la portion de l'Ecosse dans les deux millions réputés être le produit de la taxe des terres de la Grande Bretagne, à 4 sh. pour liv.) En réponse à quelques assertions relatives aux revenus d'Ecosse, il a produit divers papiers originaux, d'après lesquels il a fait voir que, par une estimation moyenne de dix années, le revenu d'Ecosse ne montoit qu'à 97,945 livres, déduction faite des droits des Barons, des remises de droits, & des frais d'administration; que sur cette somme il falloit prendre la taxe des terres pour 47,959 livres, la dreche pour 19,280 l., la douane & l'accise pour 13,555 liv., le papier timbré, les faïfies, les rentes de la couronne & autres articles pour 14,156 l. Ensuite il a fait l'énumération des articles de dépenses que cette modique somme devoit supporter avant que d'arriver à l'Echiquier, telles que la dépense pour l'entretien des routes,



pour les fortifications, l'artillerie, l'Etat major & l'établissement militaire. Enfin il a assuré la Chambre que loin d'avoir évalué trop bas les revenus d'Ecosse, il les avoit même portés trop haut dans plusieurs articles, en prenant des époques où ces revenus avoient dû monter le plus haut, & en mettant la taxe des terres, qui en fait le principal objet, à 4 s. pour livre.

19 Mars.

Un autre membre a développé le meme compte de la maniere suivante :

L'accise sur toute la nation Ecoissoise monte par une estimation moyenne de dernieres années, à . . . . . 95,222 l.

Les Douanes à . . . . . 68,369 l.

La taxe des terres est fixée par le traité d'union, & quand elle est à quatre sols par liv. l'Ecosse doit rendre . . . . . 47,954 l.

Desorte que les Ecoissois ne paient dans les dépenses publiques que . . . . . 211,545 l.

Pendant qu'on a levé sur la Grande-Bretagne, y compris cette petite portion de l'Ecosse, & quand la taxe des terres étoit seulement à trois shel., la somme de . . . . . 10,000,000 l.

Mais comme cette taxe est pour l'année 1776 à quatre sols pour livre; si les autres impôts ne donnent point de

# 8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

~~19 Mars.~~ *deficit*, le montant des taxes  
fera de..... 10,500,000 l.

Si l'on déduit de cette  
somme la part de l'Ecosse  
qui est de ..... 211,545 l.

La somme qu'on levera  
cette année sur l'Angleterre  
fera de ..... 10,288,455 l.

Des calculateurs ont porté à 1,500,000  
le nombre des habitans de l'Ecosse. Si on dis-  
tribue 225,000 l. sur eux tous, on verra qu'ils  
ne paient que trois sous par tête, & cette somme  
de 225,000 l. se trouvera complétée par le  
produit des droits intérieurs qui se lèvent en  
Ecosse indépendamment de l'accise ; car ces  
droits intérieurs ne peuvent guere être por-  
tés qu'à 13,500 l., qui, joints aux 211,545 l.  
ci-dessus, donnent les 225,000 l., & forment  
exactement la somme par laquelle ils paient  
trois sous par tête.

Or, si de celle de..... 10,5000,000 l.

On ôte ..... 225,000 l.

L'Angleterre & le pays de  
Galles paieront ..... 10,275,000 l.

Supposons que le nombre des habitans de  
l'Angleterre & du pays de Galles soit de 6,  
000,000, les taxes seront supportées par eux  
sur le pied de 34 shel. par tête, tandis que les  
Ecossois n'en paient que trois.

D'après ce calcul, il est évident que les  
Ecossois ne paient que la quarante-neuvieme  
partie des taxes, & cependant ils recueillent

une partie des émolumens de l'Etat. Le docteur Price porte les seuls frais de la perception des droits dans la Grande-Bretagne à 1,166,334 l., & les Ecoffois en ont une grande partie. Outre ces places, ils sont employés dans les troupes & dans la marine; ils ont des gouvernemens, des ambassades, &c., peut-être jusqu'à la concurrence du tiers; mais au moins de la moitié.

---

19 Mars.

Il résulte de-là que les Ecoffois emportent une somme plus considérable que celle que leur nation paie pour supporter les charges publiques. Si nous ajoutons leur commerce, qui est considérablement accru depuis quelque tems, la perte que nos liaisons avec l'Ecosse nous occasionne peut à peine être évaluée.

Examinons maintenant la situation des Américains. Ils paient leurs Gouverneurs; & s'ils ne supportent qu'une médiocre partie des charges publiques, cependant comme ils souffrent de grandes restrictions dans leur commerce, & que la Grande-Bretagne en fait le monopole de la manière que le Parlement juge la plus avantageuse, leurs contributions quoique moins directes, doivent être très-considérables, puisqu'on a vu que les exportations de la Grande-Bretagne pour l'Amérique ont été en 1773 de trois millions. Combien de milliers de personnes de tout rang, depuis le plus petit manufacturier jusqu'au plus gros marchand, un commerce aussi étendu ne doit-il pas soutenir?

12 Mars.

Il est donc prouvé que les Ecoffois emportent de l'Angleterre par leurs pensions, leurs émolumens & leur commerce, plus qu'ils ne contribuent. Au contraire les Américains, en se soumettant au monopole de leur commerce, contribuent considérablement aux dépenses publiques ; & il n'y a rien à en rabattre pour les pensions & emplois, car il n'y en a point pour eux.

En tems de guerre les Ecoffois levent des hommes, mais les Anglois les paient. Les Américains en levent davantage, & ils les entretiennent.

Si les Ecoffois, par une éducation plus soignée, & par une plus grande application aux affaires, se sont rendus plus propres que d'autres pour les places que l'intérêt public a fait créer, je ne prétends point qu'ils en soient écartés par la raison qu'ils sont Ecoffois. Mon objet est de faire voir la partialité & l'injustice de ceux qui voudroient encore que l'Angleterre leur payât une milice, & qui condamnent les Américains, sur le prétexte de leur refus de contribuer aux charges publiques, tandis qu'ils y contribuent infiniment plus que les Ecoffois qui se soumettent à la taxation du Parlement.

AINSI se termine l'affaire du Bill de la milice d'Ecosse, dans laquelle les Ecoffois ont succombé faute d'uniformité dans les opinions de leur parti, & celui de l'opposition en célèbre sa joie comme d'une victoire remportée sur les Ministres, jusqu'à l'année prochaine.

Le gouvernement fait demander aux marins de la Tamise le nombre d'hommes qu'ils sont obligés de fournir, en vertu de leur chartre, pour le service de la marine. 20 Mars.

Des gens en place, inquiets sur le bruit qui se répand que le lord Effingham doit faire une motion à la chambre des Pairs concernant les dispenses accordées pour l'Amérique, font donner l'ordre de remettre à terre toutes les marchandises embarquées sur les bâtimens qui transporteront des troupes aux colonies.

Le bureau de la guerre & celui des vivres font suspendre pour vingt jours l'embarquement de toutes les provisions, ainsi que celui des soldats qui sont à Portsmouth & à Chatam.

Plusieurs vaisseaux d'Ostende, & d'autres ports étrangers, chargés de froment & divers autres grains, arrivent à Londres; mais tous les magasins étant remplis, ils seront obligés de garder leurs cargaisons pendant quelque tems.

On publie une liste de vaisseaux munitionnaires chargés à Corke pour Boston depuis le 10 Septembre jusqu'au 7 Mars, & dont la plupart ont été enlevés par les Insurgens. 21 Mars.

Le paquebot de la Jamaïque apporte la nouvelle de la prorogation de l'assemblée de cette île du 30 Décembre au 30 Janvier, après un discours du Gouverneur qui a remercié l'assemblée du zèle avec lequel elle s'est prêtée à toutes les vues de l'administration. On apprend

21 Mars.

en même tems que les frégates du Roi dans ces parages, ont pris beaucoup de bâtimens chargés de denrées & d'argent pour le compte des Infurgens.

Ouverture de la navigation sur le fameux canal du duc de Bridgwater, qui établit une communication entre la ville manufacturiere de Manchester & le port de Liverpool.

*Observations sur la Canaomanie.*

» Les grandes surfaces d'eau rendent l'air humide & froid. Du tems de Jules-César cette température empêchoit le grain en Angleterre de venir à maturité. On s'est occupé pendant une suite de siècles à corriger le climat par des desséchemens. Ils semble que les grands seigneurs, faisant ouvrir des canaux de tous les côtés, veuillent ramener les jours malheureux de nos barbares ancêtres. L'indemnité d'une demie guinée par acre aux propriétaires, ne rend point le sol à la nation qui perd un revenu de trois demi-guinées pour chaque acre. Un canal de vingt lieues de longueur sur cinquante pieds de largeur, occupe cent vingt acres de terrain. Tous nos canaux, étangs & pieces d'eau équivalent aujourd'hui en superficie à une grande province; & le préjudice qui en résulte pour le royaume est de 200,000 l. sterl. par année. Si l'on continue à percer par-tout des canaux comme on le fait depuis vingt ans, avant peu la perte nationale sera par an d'un demi-million sterl «.

*Chambre des Communes.*

---

21 Mars.

M. Joliffe expose que la taxe des pauvres se monte aujourd'hui à près de trois millions sterl., & que le seul moyen de la diminuer seroit une taxe sur les chiens dont le trop grand nombre, dit-il, commence à devenir incommode à la société. Il assure que ces animaux consomment une partie de la subsistance des pauvres; & que la folie du siècle paieroit par leur moyen un tribut considérable aux besoins de l'Etat. Sa proposition est appuyée par le chevalier Young qui assure la Chambre que dans le Devonshire depuis sept ans la taxe des pauvres s'est augmentée d'un tiers.

M. Rigby, pour faire abandonner cette idée qui paroïssoit avoir assez de partisans dans la Chambre, demande qu'on ajoute ces quatre mots, *& sur les chats*, attendu, poursuit-il, que toutes les objections de M. Joliffe contre les chiens pouvant s'appliquer aux chats également, il est convenable qu'on ne fasse pas plus de grace aux uns qu'aux autres. La proposition de M. Joliffe passe à la négative de 24 voix contre 19.

La Chambre se forme en comité sur le Bill proposé pour recruter avec plus de célérité les troupes de marine destinées à servir à bord des vaisseaux de guerre, & pour faciliter aux bâtimens marchands la formation de leurs équipages.

#### 14 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.

21 Mars.

M. Luttrell propose une modification qui, dit-il, empêcheroit que la loi ne fût exécutée d'une manière cruelle & oppressive. Il est secondé par M. Townshend qui censure avec beaucoup de liberté & de force les procédés de l'administration.

Le chevalier Grey Cooper observe qu'il a été passé un pareil Bill en 1775, au moment où a éclaté la dernière guerre, & qu'il n'en étoit résulté aucun des inconvéniens que MM. Luttrell & Townshend affectoient de craindre.

M. Hartley, en parlant à l'appui de la clause de M. Luttrell, entre dans la discussion de l'état allarmant & dangereux où se trouve aujourd'hui l'Angleterre. Nous avons déjà, dit-il, voté vingt-huit mille matelots, & il nous en faudroit encore le double, tant pour la garde & la défense de l'Angleterre, que pour assurer la propriété des marchands, qui certainement demanderont des convois. Si tel est l'état des choses, comment les Ministres peuvent-ils soutenir les regards de la Chambre? Comment se laveront-ils du juste reproche d'avoir fait dépendre l'honneur, peut-être même le salut de l'Etat du succès d'une seule campagne, sans avoir pris les précautions nécessaires pour pousser les opérations d'une guerre maritime qui seule pouvoit assurer ce succès? Car, ajoute-t-il, qui est-ce qui seroit assez borné pour prétendre que, si l'Amérique trouve le moyen d'entretenir une correspon-



dance avec l'Europe , il sera possible à la <sup>21 Mars,</sup> Grande-Bretagne de la forcer d'y renoncer ; ou que , si nous ne portons pas un coup décisif à l'Amérique la campagne prochaine , nous pourrons également par la suite espérer d'en triompher ? La dépense de cette année montera au moins à douze millions , & celle de la suivante sera du double plus forte , sans qu'on puisse prévoir quelles seront les suites d'une aussi grande profusion de sang & de trésors.

M. Hugh Palliser , en réponse à plusieurs allégations de M. Luttrell , observe qu'elles pourroient être vraies sans que le service en souffrît : qu'il avoit été mis des vaisseaux en commission dont on avoit nommé les Officiers à différentes époques ; mais qu'on ne leur donnoit leurs matelots qu'au moment où ils recevoient l'ordre d'appareiller : que dans l'intervalle de la nomination des Officiers & de l'équipement , on pouvoit croire qu'ils n'étoient pas complets , quoique par l'événement ils se trouvaient l'être : qu'il s'agit de savoir si quelques vaisseaux après avoir reçu ordre de mettre à la mer , ont été retenus faute de matelots pour les manœuvrer ; qu'il est certain que M. Luttrell n'en pourroit donner aucune preuve.

M. Burke parle en faveur de la modification , & le lord North ne dit que très-peu de chose pour la combattre. La modification est rejetée à la pluralité de 51 voix contre 20. On

ordonne que le Bill sera rapporté le Lundi 25  
 21 Mars. Mars.

M. Lutrel avoit fait lecture dans ces débats d'un état des forces navales actuelles de la France & de l'Espagne, tant en Europe que dans les Indes orientales & occidentales; &, pour convaincre la Chambre que le lord Sandwich avoit trompé les Pairs en niant qu'il eût été admis des vagabonds tirés des prisons de Hampshire à bord des vaisseaux de guerre à Portsmouth, il a produit un certificat du Geolier de Gosport, qui atteste que le premier Janvier on a tiré de sa prison des malfaiteurs qui ont été embarqués sur la corvette de guerre le *Greyhound*.

Proclamation du Roi, qui porte à la somme  
 22 Mars. de trois livres sterling pour les bons matelots, & de deux livres pour les matelots ordinaires, la gratification pour ceux qui s'enrôleront de bonne volonté jusqu'au 30 Avril.

Le Lord-Maire, les Aldermans & le Conseil commun de Londres, présentent leur requête au Roi.

### TRÈS-GRACIEUX SOUVERAIN.

Nous les Lords-Maire, Aldermans & Communes de la ville de Londres, assemblés en Conseil commun, demandons la permission d'approcher de votre trône, & de supplier votre Majesté de nous honorer de votre attention dans ce moment où, en sujets fideles & soumis,

22. Mars.

Soumis, nous prenons la liberté d'exposer à votre Majesté l'impression que font sur nous l'intention & l'objet des opérations actuelles, les alarmes que nous cause l'état d'abandon où se trouve ce pays, dégarni de troupes nationales, ainsi que le danger & les calamités dont nous menacent les traités pour des mercenaires étrangers, traités dont l'extension va jusqu'à pourvoir aux moyens d'introduire une armée étrangère, même dans ce Royaume.

Nous ne pouvons, Sire, voir sans horreur le démembrement qui menace cet Empire : l'accroissement énorme de la dette nationale & des taxes ; la perte de nos ressources les plus profitables : l'état de détresse où se trouvent nos marchands & nos manufactures : les *deficit* des revenus publics : l'effusion du sang de nos compatriotes & de nos frères : la décadence du crédit ; enfin les calamités & les convulsions qui doivent résulter d'une guerre civile, commencée & suivie, comme celle-ci, & dont la prudence humaine ne peut prévoir la suite.

Nous pensons qu'aucun peuple ne peut être contraint à abandonner ses droits & ses libertés en retour de la protection qu'on lui accorde. Les Colonies ont toujours combattu pour nous, & dans la dernière guerre, leurs efforts ont tellement surpassé leurs facultés, que la Grande Bretagne a cru qu'il étoit juste & nécessaire de leur accorder une indemnité annuelle ; & même que le besoin de leur propre

22 Mars.

défense les a entraînés dans une guerre ouverte. Si on leur assure la jouissance paisible de leurs chartes, elles consentent à nous continuer tous les avantages d'un commerce exclusif & régulier, auquel nous avons été long-tems redevables de notre opulence & de notre prospérité. Toutes les assurances que peuvent donner, sans danger, des hommes dans leur situation, nous garantissent que, s'ils sont requis comme hommes libres, ils sont disposés à faire de nouveaux sacrifices; & à venir au secours de l'état d'épuisement où sont les finances de ce pays, par des contributions volontaires & conformes à leurs facultés, pourvu que ces contributions soient fidelement & uniquement appliquées à remédier à la détresse qui peut seule être le fondement raisonnable & politique de la réquisition qui leur seroit faite, & pourvu que l'argent qu'ils donneront & nos propres fonds d'amortissement ne soient plus distraits du bénéfice public, & appliqués, par un emploi coupable, à des essais de corruption, au lieu de racheter la dette de la nation, conformément à la sagesse & à la justice de leur institution.

Daignez, très-gracieux Souverain, vous abandonner aux mouvemens de la bonté & de l'humanité qui vous sont naturelles, & nos vœux seront exaucés. Nous conjurons votre Majesté d'étendre jusques sur l'Amérique les mêmes sentimens de justice & de clémence qui ont prévalu dans le cœur de votre Ma-

jesté, lorsqu'elle étoit l'arbitre des conditions de la paix, sur tous les droits qu'elle avoit à exercer pour s'indemniser des dépenses de la guerre.

Nous demandons humblement & instamment à Votre Majesté de faire que les opérations effrayantes de votre armement soient précédées de la spécification la plus authentique, la plus claire, la plus distincte & la moins équivoque des justes & honorables conditions que Votre Majesté, avec les deux chambres du Parlement, est dans l'intention d'accorder aux Colonies. Alors la conduite de la métropole, bien connue, ne sera plus exposée aux moindres soupçons d'injustice & d'oppression; & si les Colonies n'acceptent point ces justes & honorables conditions que Votre Majesté sera certainement autorisée à leur proposer, quelle résistance la rébellion pourra-t-elle opposer au courage & à la vigueur d'un peuple fidele & uni ?

Sa Majesté a fait à cette requête la réponse suivante : » Je vois avec la douleur la plus amere les maux qu'une grande partie de mes sujets dans l'Amérique Septentrionale se sont attirés par une résistance inexcusable à l'autorité constitutionnelle de ce Royaume, & je serai toujours empressé & satisfait d'adoucir ces maux par des actes de bonté & de clémence, lorsque l'autorité sera rétablie, & que la rébellion sera éteinte. J'emploierai invariablement les moyens les plus convenables &

les plus efficaces pour remplir ces objets salutaires «.

22 Mars.

Le parti de l'opposition croit entendre que cette réponse signifie que l'on poursuivra la guerre à toute outrance jusqu'à ce que les Américains aient mis bas les armes, & qu'ils se soient soumis absolument & sans réserve; & de-là on augure que Carthage sera détruite.

Il y a tant de vaisseaux de transport occupés pour les troupes, que les Commissaires des vivres ne peuvent en trouver pour les munitions de toute espèce qu'on envoie en Amérique. Ils font publier qu'ils prendront des bâtimens au-dessous de trois cens tonneaux.

Plus de vingt vaisseaux marchands destinés pour l'étranger se trouvent arrêtés dans la Tamise, par la raison que leurs équipages refusent d'aller en mer; à moins de cinquante shellings par mois.

Les vaisseaux de la Compagnie destinés pour l'Inde, sont retenus à Gravesend, parce que les matelots les ont abandonnés, & qu'ils refusent de venir, à moins que les Capitaines ne leur paient sept guinées d'avance.

Le munitionnaire du vaisseau de la Compagnie des Indes le *Nottingham* arrive à l'hôtel de la Compagnie avec la nouvelle que ce vaisseau est entré heureusement à Plymouth, venant de Madras. Il avoit appareillé des Dunes pour l'Inde, le 14 Mars 1775. On

apprend par ce vaisseau que le *Salisbury*, parti de Londres, est arrivé dans la rivière de Bengale, le *Godfrey* à Madras, & le *Talbot* à Bombay : ces deux derniers étoient partis pareillement de Londres. Le *Nottingham* a quitté Madras au commencement d'Octobre, sans avoir fait voile pour le Bengale. Il a appareillé du cap de Bonne-Espérance le 11 de ce mois, & il a laissé le *Colebrook*, qui devoit partir pour l'Europe douze heures après le *Nottingham*. Le *Calcutta* se trouvoit en bon état à la hauteur de Ceylon, au commencement de Novembre, & le *Granville*, à bord duquel étoit embarqué le lord Pigot, est arrivé à Aujengo, au commencement du même mois.

Le Gouvernement ordonne que, comme il n'est plus possible d'envoyer les malfaiteurs aux Colonies septentrionales ; la chaîne, actuellement embarquée sera transportée à la Floride Orientale, dont la capitale est la ville de S. Augustin.

On lit dans la plupart des gazettes l'article suivant : « Nous sommes autorisés à prévenir le public que l'extrait d'une prétendue lettre du Comte de Chatam datée de Hayès le 9 Mars 1776, & insérée, comme authentique, dans diverses gazettes est entièrement supposée, & que c'est un artifice grossier, imaginé pour tromper le public ».

On apprend de la Jamaïque que le biscuit s'y vend cinq l. quinze s. sterl. le quintal, &

## 22 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

23 Mars.

que toutes les denrées y sont cheres en proportion , dequis l'interruption du commerce avec l'Amérique Septentrionale , de sorte qu'un grand nombre de pauvres familles de cette île a été obligé de passer dans les îles étrangères.

24 Mars.

M. Harrison , inventeur du *mesure-tems* pour trouver la longitude de la mer , & mécanicien très-habile , que la nature seule avoit enrichi de ses dons , meurt à Londres , âgé de quatre-vingt-quatre ans.

La premiere division du détachement des Gardes part de Winbledon pour Portsmouth. On distribue aux Officiers & aux soldats des bonnets de feutre ornés d'une plume noire.

On reçoit de la Grenade le détail de l'incendie arrivé le premier Novembre au bourg de S. George , & qui l'a consumé en entier. On estime la perte 500,000 l. sterl. & elle est tombée principalement sur ceux que l'incendie du mois de Décembre 1771 avoit déjà ruinés. Tous les habitans & negres ont eu le bonheur de se sauver. Le Conseil de l'île & les habitans ont fait des remerciemens publics des secours qui leur ont été donnés au sieur Young , Commandant en chef, ainsi qu'au quarante-huitieme régiment d'infanterie , & à un Lieutenant d'artillerie nommé *Ross* , qu'ils ont supplié le Gouverneur de recommander au Roi. Cette île a exporté dans l'année derniere 17,500 barriques de sucre, 6,350 poinçons de rum , & 14,812 sacs de coton.



Le docteur Rowley présente au Roi un ouvrage de médecine de sa composition, intitulé *Avis aux troupes de terre & de mer, employées à l'expédition d'Amérique, sur leur santé.* 25 Mars.

Incendie d'une maison située sur les bords de la Tamise, au-dessous du pont de Londres, où le Consul de Dannemarck perd une partie de ses effets & papiers, après avoir échappé lui-même aux plus grands risques pour sa vie. Il s'y étoit établi pour veiller de plus près au maintien des privilèges de sa nation, sur le bruit qu'on alloit presser des matelots avec la plus grande rigueur.

Le lord Lieutenant d'Irlande donne le consentement royal à un Bill pour mieux assurer la perception des revenus du Roi, & à divers autres.

Les frégates le *Boréas* & le *Seaford* partent de Falmouth pour l'Amérique.

*Chambre des Pairs.*

Une commission du Roi composée de l'Archevêque de Cantorbery, du Lord-Chancelier & du lord Gower, donne dans la chambre des Pairs, en présence des Communes, le consentement royal à plusieurs Bills, dont un a pour objet le maintien de la discipline de l'armée en Amérique, & un autre supprime pour un certain tems les droits qui se paient sur les suifs importés.

25 Mars.

*Chambre des Communes.*

Il est arrêté que le projet de taxe sur les chiens ne lui sera plus présenté dans la session actuelle.

Rapport du grand comité sur le Bill pour permettre aux matelots étrangers ( dont le nombre n'excéderoit pas les trois quarts de l'équipage d'un vaisseau , ) de servir à bord des bâtimens marchands. M. Luttrell & le chevalier George Young font diverses objections contre ce Bill. Le premier prétend qu'il entraînera la ruine des pépinières Angloises , ( déjà renfermées depuis quelques années dans des bornes fort étroites par les actes du Parlement ) & qu'il en formera de nouvelles pour les étrangers , & pour ceux qui jaloufent le commerce des Anglois , & la souveraineté qu'ils exercent sur les mers. Il insiste sur le danger de former les Russes au métier de la mer , de donner une connoissance parfaite aux ennemis naturels des Anglois , de leurs ports & de leurs arsenaux dans la Grande-Bretagne , & dans ses colonies. Il dit que ce Bill , joint à l'affretement des vaisseaux étrangers , pour transporter les troupes mercenaires Allemandes en Amérique , annule absolument tous les actes de navigation , à moins qu'on ne convienne que ces vaisseaux étrangers seront saisissables & regardés comme de bonne prise : qu'il est directement

contraire aux traités de l'Angleterre avec les Régences d'Afrique , & aux passeports pour la Méditerranée , & pour le commerce du Levant , lesquels portent que les deux tiers de l'équipage seront composés de sujets naturels ou naturalisés de la Grande-Bretagne : qu'en entretenant une communication continue avec les pirates de Barbarie ; ce qui doit être la conséquence naturelle de ce Bill , & en admettant des matelots du Levant , on court le plus grand danger de la peste , le seul malheur qui manque pour mettre le comble à la détresse actuelle : » Nos armées en Amérique , poursuit-il , seront composées d'étrangers : la plupart de nos garnisons en Europe seront confiées à la garde des étrangers ; les deux tiers de nos bâtimens de commerce seront équipées par des étrangers ; & ils auront en leur possession les ports de Portsmouth , de Plimouth , & le centre même de votre Empire.

Le chevalier George Young combat aussi ce Bill , par des observations sur la nature de la guerre actuelle , si différente de toutes les guerres étrangères , où il a pu être jugé nécessaire d'adopter un semblable projet : il dit qu'il regarde comme une suite nécessaire de l'état actuel des choses qu'on ordonne une presse dans peu de jours , & il ajoute que , si , dans d'autres occasions , les moyens violens employés pour équiper une escadre ont répugné aux honnêtes gens , il seroit sur-tout au-

## 26 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— 25 Mars. — jourd'hui de la plus grande injustice & de la plus grande cruauté d'en faire usage.

Le Bill passe à une grande pluralité de voix, les circonstances où se trouvent les affaires publiques exigeant un prompt secours de matelots.

M. Luttrell propose d'y faire une modification, en y insérant ces mots : » excepté les sujets naturels & naturalisés de la France & de l'Espagne.

*M. Luttrell.*

Je désapprouve hautement ce Bill. Je le regarde comme une suite du système ministériel à l'égard de l'Amérique. On charge de tout les étrangers. Ce sont eux qui massacreront nos freres en Amérique. Ils livreront bataille pour nous : ils garderont nos côtes : ils détruiront nos ennemis : ils protégeront notre commerce : ils défendront nos forteresses. Guerre sanglante & barbare qui révolte & fait frémir les Anglois ! L'Anglois est trop noble, trop généreux, trop brave, trop humain pour égorger son compatriote. Les armées de l'Angleterre seront composées d'étrangers : leurs Commandans seront étrangers ; &, pour comble de maux, la marine d'Angleterre ( l'objet de la jalousie & la terreur de l'Europe, la force & la gloire de la Grande-Bretagne ) sera commandée par des étrangers. Dans toutes nos grandes guerres maritimes, depuis un siècle, les sujets de la France & de l'Espagne ont tou-

jours été exclus du service sur nos escadres, & sur-tout dans la dernière guerre, lorsqu'on passa un Bill de même nature que celui-ci. Mais aujourd'hui vous appelez sur vos vaisseaux de guerre les François & les Espagnols; vous les mettez à portée de connoître vos ports, vos havres, vos chantiers, vos arsenaux. Vous allez les former à votre discipline navale, & les instruire sur toutes les matieres qui peuvent servir à en faire des ennemis formidables pour la Grande-Bretagne, sans considérer que chacun de ces François ou Espagnols peut être rappelé chez lui au premier moment; que nos vaisseaux se trouveront dégarnis, & notre commerce arrêté ou considérablement diminué faute de matelots. Mais ce qu'il y aura de plus fâcheux, c'est que nous aurons à nous reprocher d'avoir formé une pépinière de matelots François & Espagnols qu'on emploiera contre nous, aussitôt que la France & l'Espagne croiront trouver l'occasion de se venger des prétendus outrages qu'elles ont soufferts au commencement & dans le cours de la dernière guerre.

*Le Chevalier George Young.*

Je me proposois de m'étendre sur cette matiere; mais j'ai été prévenu par M. Luttrell. Je suis cependant frappé de deux choses que je ne puis m'empêcher de faire observer, quoiqu'il y en ait une qu'on a déjà très-disertement discutée. Je vois d'abord que c'est la nécessité qui

25 Mars.

force l'administration d'adopter l'expédient actuel , & ensuite que cet expédient tend à affoiblir cette espece de force qui faisoit notre seule protection assurée contre tous les projets d'ambition ; de vengeance ou de jalousie nationale qui peuvent être formés sur le continent. Quant à la premiere , elle prouve non-seulement que la guerre actuelle contre nos freres de l'Amérique est une guerre qui déplaît à la nation ; mais elle démontre que le peuple condamne cette guerre , & qu'elle n'est pas accompagnée de ce degré de conviction & d'approbation capable d'échauffer le peuple Anglois qui demande toujours à être convaincu de la justice de la cause qu'il doit soutenir , avant de s'y engager avec autant de plaisir que de zele. A l'égard de l'autre , je maintiens que , dès que nous dépendrons des nations rivales pour avoir des gens de mer qui servent sur nos vaisseaux de guerre , & des matelots qui montent nos bâtimens marchands , aussitôt notre pouvoir maritime , & , par conséquent , tout le crédit que nous tirons de notre commerce sera perdu pour nous. Je ne puis que déplorer la situation de nos affaires , & les opérations imprudentes du ministère à l'égard de l'Amérique. Des deux côtés la destruction me paroît inévitable. Une foible lueur de conciliation s'étoit montrée au commencement de la session ; mais les intrigues de quelques esprits dangereux , pervers & tout puissans , l'ont fait évanouir , & il n'y a plus lieu d'espérer aucune sorte d'accord modement.

Les partisans du Bill se contentent de répondre qu'une loi semblable a été passée au commencement de la dernière guerre , & qu'on en a tiré de forts grands avantages pour la force maritime , & les intérêts mercantiles du Royaume. 25 Mars,

La modification de M. Luttrell est rejetée à la pluralité de cinquante-trois voix contre vingt-deux.

Le Roi fait une promotion dans ses troupes, les Majors-Généraux Guy Carleton & William Howe sont nommés Généraux. Les Majors-Généraux Henri Clinton, John Burgoyne, Hughes, Comte de Percy, Charles, Comte de Cornwallis, Lieutenans-Généraux : les Colonels Eyre Massey, John Vaughan, Robert Pigot, Valentine Jones, James Grant, William Philips & Richard Prescott, Majors-Généraux, & tous ne jouiront de leurs nouveaux grades respectifs qu'en Amérique seulement. Cette réserve de la jouissance du grade seulement en Amérique constitue le gouvernement, suivant des calculateurs, dans un surcroît de dépense de soixante livres sterling par jour. 26 Mars.

#### *Chambre des Communes.*

Troisième lecture du Bill pour mieux fournir de matelots les vaisseaux, tant de guerre, que de commerce, il est ordonné de le porter aux Lords pour avoir leur concours.

M. Burke propose un Bill pour garantir du

26 Mars.

pillage les vaisseaux naufragés , en portant de nouvelles peines pécuniaires & corporelles contre ceux qui commettroient de pareils attentats , dont l'infâme barbarie les pouffoit quelquefois jusqu'à couper les cables des vaisseaux pour les faire échouer.

M. Burke observe à la Chambre qu'il n'y a pas d'hiver dans lequel il ne se commette nombre d'excès de cette nature sur les côtes d'Angleterre , & sur lesquels , à la honte de la nation , il semble qu'on ferme les yeux. — Le lord Maire , soutenu de Messieurs Rawhleigh & Rice , & du chevalier Young , lui répond que le remède seroit pire que le mal , si on ne rend pas la loi coactive contre les juges de paix : que les loix déjà portées à cet effet doivent être suffisantes , ou que les nouvelles ne seront pas plus respectées , si les gens aisés & les juges de paix voisins des côtes négligent de tenir la main à leur exécution. — Le chevalier Grey Cooper déclare qu'il trouve la motion de M. Burke inutile ; mais que , pour qu'il ne soit pas dit qu'un Bill , ayant pour objet les droits les plus sacrés de l'humanité , ait été rejeté par la Chambre , sur son simple titre , il appuyoit la motion , sous la réserve d'opiner contre , dans la suite de la discussion. M. Burke prie la Chambre de prendre plutôt le parti de le rejeter que de l'admettre à une pareille condition , puisque ce seroit faire perdre inutilement à la Chambre un tems précieux.



Le lord Maire observe qu'il avoit été question d'un pareil Bill dans la dernière session ; mais que la Chambre avoit très-judicieusement pris le parti de le rejeter. La motion est admise à la pluralité de cinquante - six voix , contre trente-une.

26 Mars.

On augmente de huit Officiers le corps du génie , qui jusqu'ici n'étoit que de soixante.

27 Mars.

L'Amirauté fait doubler en cuivre plusieurs frégates neuves , pour préserver leurs bordages de toutes les saletés qui s'y attachent & retardent la marche du bâtiment.

On reçoit ordre à Sheerness d'armer une frégate , dont la destination doit être de croiser devant les îles Françoises & Danoises , pour enlever les vaisseaux des Rebelles qui espéreroient de tirer des secours de ces îles. — Les Lords de l'Amirauté , accompagnés de Messieurs Bancks & Solander , examinent dans le même port le vaisseau le *Strombolo* , armé en brûlot , & ils admirent l'art avec lequel les matières combustibles y sont disposées.

#### *Chambre des Pairs.*

Les gens de loi donnent leurs conclusions sur l'affaire portée au tribunal de la Chambre par appel de la Cour des sessions en Ecosse contre Dunbar , comte de Selkirck , appellant , & Archibal Douglas , & autres intimés. La succession , qui donne lieu à ce procès , est réputée un objet d'environ 7,000 liv. sterl. par an. C'est enfin le fameux procès des Douglas

27 Mars.

renouvelé sous une autre forme. Dans cette première affaire, le duc d'Hamilton réclamoit une portion des biens du dernier duc de Douglas, comme son héritier mâle général : dans celle-ci, Dunbar, comte de Selkirck, appelant, fonde ses droits comme héritier par substitution des biens de la famille, en vertu des dispositions faites par le marquis de Douglas, pere du dernier Duc. Archibal Douglas oppose à l'un & à l'autre son titre de plus proche héritier, & une substitution du même Marquis.

La requête porte que, depuis que la cause actuelle étoit pendante devant la Cour d'Ecosse, le frere du duc mineur Georges James, duc d'Hamilton & de Brandon, étoit mort. Que le mineur, héritier le plus proche de son frere, n'avoit pas été appelé en cause devant la susdite Cour ; mais qu'au préjudice de ses droits, ce Tribunal avoit rendu, le 19 Juillet 1769, le jugement interlocutoire dont il a été interjetté appel. Que c'étoit contre ce jugement que les conseils de la tutelle demandoient à être entendus, pour prévenir le tort que ledit jugement pourroit faire aux droits du mineur, à la succession du feu duc de Douglas, comme héritier mâle général de tous les biens.

Le lord Effingham informe la Chambre qu'il compte faire, après les vacances de Pâques, une motion concernant l'Amérique ; mais que, pour cet effet, il est nécessaire qu'on remette à la Chambre des copies des permissions.

missions accordées par les lords Commissaires de l'Amirauté, depuis le 23 Décembre dernier, pour l'exportation des provisions & autres articles pour l'Amérique, depuis qu'on a passé l'acte pour rompre toute liaison de commerce avec les Colonies; & en même tems des copies exactes de tous les enregistremens relatifs à ces mêmes permissions, & une notice des droits payés à la Douane. Il déclare qu'il formeroit dès à présent sa motion, si la Chambre étoit suffisamment garnie de membres; mais qu'un des Ministres à qui il s'est ouvert de son projet, l'a assuré qu'il n'éprouveroit aucune difficulté sur l'article des registres. Il explique ainsi ses motifs:

» En vertu de l'acte de capture, tout commerce & toute communication ont dû cesser entre la Grande-Bretagne & ses Colonies d'Amérique. Cependant, comme les troupes employées à Boston ont tiré d'ici leurs subsistances, & qu'il a fallu y envoyer divers bâtimens chargés de provisions, je serois curieux de savoir quelles précautions on a prises pour faire passer ces secours à nos troupes, sans violer l'acte en question.

» Je demande donc qu'il soit ordonné que les Commissaires des Douanes mettent sous les yeux de la Chambre des copies fidelles de toutes les permissions accordées par les Commissaires de l'Amirauté, pour exporter des provisions & d'autres articles pour l'Amérique, & qui auront été présentées aux Com-

— missaires des Douanes depuis l'acte intitulé :  
 27 Mars. *Acte pour défendre tout commerce & toute communication avec les Colonies de New-Hampshire, &c.* ainsi que des copies fidelles des déclarations & enregistremens faits aux Douanes, en vertu de ces permissions &c.

Cette motion du lord Effingham est fondée sur le fait suivant, bien connu de ce Lord & de plusieurs Lords du parti de l'opposition. Nonobstant l'acte en question, des personnes en place ont procuré des permissions à leurs amis, que l'on croit être des Ecoissois, de commercer avec les Colonies dans tels articles qu'ils jugeroient à propos. En conséquence de ces permissions, plusieurs vaisseaux ont chargé différentes marchandises pour les Colonies, & il y en a déjà un au moins qui a mis à la voile.

— Le général Carnac prend congé du Roi pour  
 28 Mars. se rendre à Bombay.

Edouard Barry, Docteur en Médecine, & de la Société royale, meurt aux eaux de Bath. Il étoit premier Médecin des armées du Roi en Irlande, & avoit été pendant plusieurs années député au Parlement de ce Royaume.

#### *Chambre des Pairs.*

Le comte de Derby présente requête aux Pairs aux nom des tuteurs du duc d'Hamilton en minorité, pour prier les Pairs de ne point rendre de jugement dans la cause d'entre le comte de Selkirck & M. Douglass au préjudice

des droits du mineur. Les Pairs demandent aux Avocats de l'appellant & de l'intimé, si <sup>28 Mars,</sup> la Cour des sessions d'Ecosse recevroit le mineur partie dans l'appel, en cas que ledit appel fût renvoyé à ce tribunal. Les avis de ces deux Jurisconsultes, ne pouvant se concilier, les Pairs, informés que les Avocats de la tutelle étoient en route pour venir soutenir leur requête, s'ajournent sur cette cause au Mercredi 3 Avril.

*Chambre des Communes.*

La Chambre, informée de la grande augmentation de la consommation des plumes, devenues une partie essentielle de la parure des femmes, observe que ces plumes s'introduisent dans le Royaume en paquets ferrés & cousus comme celles qui sont destinées à former les lits, &, par conséquent ne paient que le droit très-modique assigné sur cet article. En conséquence elle arrête qu'à l'avenir les paquets cousus paieront les mêmes droits de six liv. sterl. par quintal que les plumes non-cousues.

Le général Burgoine prend congé du Roi, <sup>29 Mars,</sup> ainsi que le colonel Philips, Commandant de l'artillerie.

L'Amirauté est obligée de distribuer un grand nombre de lettres de protection, parce que divers vaisseaux, que la crainte d'une presse de matelots retient à l'entrée de la Tamise, menacent de repartir sans apporter leurs chargemens à Londres. — La corporation des

29 Mars. mariniers de la Tamise fournit à l'Amirauté cinq cens matelots qui lui sont demandés pour son contingent.

Le Corps des Marchands de drap , déterminé par l'exemple du Conseil commun de la ville de Londres , & voulant marquer au Docteur Price combien les Marchands croient lui être obligés de l'excellent écrit qu'il a fait paroître sur les troubles actuels , arrête que les franchises de la Communauté lui seront présentées.

On parle beaucoup de paix. Il paroît que ces bruits sont fondés principalement sur deux faits auxquels on a donné une fausse interprétation. Un ordre a été envoyé dans les ports de différer de trois semaines le départ des bâtimens qui doivent transporter des troupes en Amérique , & , en même tems , on a fait vendre une certaine quantité de chevaux des régimens de cavalerie & de dragons. Mais c'est mal-à-propos que le public en a inféré qu'il étoit venu des propositions d'accommodement de la part des Rebelles. L'ordre a été donné de retarder le départ des bâtimens de transport , parce qu'on avoit permis inconsidérément aux capitaines & aux propriétaires des bâtimens , destinés au seul transport des troupes , de prendre , au lieu de lest , des marchandises dont on jugeoit que les troupes pourroient faire usage pour acheter en Amérique à un prix modéré les articles qui leur seroient nécessaires. Lorsque les déclarations sont ve-

nues à la Douane, les permissions se sont trouvées contrarier directement les termes du dernier acte de Parlement qui défend d'introduire, par le moyen des vaisseaux Anglois ou de tous autres vaisseaux, aucune espèce de marchandises dans tel port que ce soit des Colonies confédérées. Ces marchandises ne pouvant donc être expédiées, il a fallu donner le tems nécessaire pour les remettre à terre & pour prendre du lest. Voilà l'unique cause du retardement du départ de ces vaisseaux. Ceux dont la destination étoit pour le Canada ou pour Halifax, sont déjà partis ou partiront bientôt, la restriction n'ayant point lieu pour ces colonies.

29 Mars

Quant à la vente d'un grand nombre de chevaux de cavalerie, on fait qu'il s'en fait une tous les ans dans ce tems-ci, conséquemment à la réforme des chevaux qui ne peuvent plus servir. Le public voyant tout-à-coup les marchés garnis de tant de chevaux dont le nombre étoit encore augmenté par ceux qui, après avoir été essayés, avoient été rendus aux marchands, n'a pas compris que ces marchands devoient cacher la vraie cause de cette surabondance, & il a reçu trop légèrement celle que leur intérêt leur a fait imaginer.

Le parti de l'opposition présente l'événement des marchandises embarquées sous un point de vue qui rend les marchands moins blâmables que les Ministres. Il prétend que les permissions ont été données à des favoris de la Cour, & notamment à des Ecoissois, &

### 38 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

29 Mars.

qu'au moins un des vaisseaux ainsi chargés est parti pour les Colonies réfractaires. Le comte d'Effingham, par la motion qu'il a faite dans la chambre des Pairs le 27 Mars, a été cause que cette manœuvre ne s'est pas effectuée dans sa totalité.

30 Mars.

Dernière revue du bataillon des gardes aux ordres du colonel Matheus, qui doit s'embarquer pour l'Amérique. Elle se fait auprès de Kingston sur la Tamise. Dans ses diverses manœuvres le bataillon exécute un rembarquement qu'il plaît à quelques spectateurs d'appeler méchamment une répétition de *Saint-Cas*.

Promotion d'officiers généraux en Irlande: Le chevalier John Irwin, Lieutenant général, est nommé commandant général, ayant trois majors généraux sous ses ordres, le comte de Cavan, le colonel Johnston & le colonel Cuninghame. Le Roi reçoit enseigne dans le vingt-sixième régiment d'infanterie, M. Peter Johnson, jeune officier qui s'est distingué par sa bravoure & ses sentimens d'humanité dans la dernière campagne en Canada. Ce fut lui qui fit prisonnier le fameux colonel Allen, dans un combat où celui-ci venoit de blesser mortellement le major Carden. Allen tire sur M. Johnson, le manque, & s'écrie : *Voilà la première fois que cela m'arrive !* Johnson lui présente son fusil, & le fait prisonnier. Les Sauvages veulent l'arracher des mains de son jeune vainqueur pour l'immoler sur le champ.



aux manes du Major ; mais M. Johnson leur ré-  
fiste, & rend une seconde fois la vie qu'il avoit  
déjà accordée à ce même Allen qui avoit mon-  
tré tant de dépit de l'avoir manqué. 30 Mars

Ce beau trait du jeune M. Johnson nous  
invite à en rapporter quelques - uns qui ne  
font pas moins d'honneur au parti des In-  
furgens.

Les soldats Américains ont donné les plus  
grandes preuves d'humanité aux prisonniers  
Anglois blessés dans l'affaire avec le lord Dun-  
more. Plusieurs d'entr'eux , l'action durant  
encore , se font précipités au milieu du feu ,  
pour porter des secours à des Anglois blessés.  
Les prisonniers s'attendoient à avoir la che-  
velure enlevée , & leur crioient , *pour l'amour*  
*de Dieu ne nous massacrez pas.* L'un d'eux , hors  
d'état de marcher , ayant adressé cette priere  
à un Américain , celui - ci lui répond : *Passe*  
*tes bras autour de mon cou , & laisse - moi faire.*  
Le prisonnier obéit. L'Américain le souleve  
avec précaution , & le porte doucement jus-  
qu'au parapet. Le capitaine Leslie , qui avoit  
observé cette action , & qui vit sauver de la  
même maniere plusieurs autres de ses soldats ,  
que les sauvages auroient massacrés , s'avance  
jusqu'auprès du glacié , bat des mains , s'in-  
cline très - profondément , & remercie les  
Américains de leurs procédés humains & gé-  
néreux.

L'arrêté suivant sur le traitement des pri-

sonniers avoir été pris par le Congrès le 2 Janvier dernier.

30 Mars.

» Et d'autant que l'exécrable barbarie avec laquelle nos ennemis se sont conduits jusqu'ici dans cette malheureuse guerre en brûlant nos villes & villages qui étoient sans défense : en exposant ceux qui les habitoient, sans distinction ni d'âge ni de sexe, à toutes les calamités que peuvent entraîner la perte de tout ce que l'on possède, la rigueur de la saison, & une dévastation cruelle & générale : en excitant des soulèvemens & des meurtres parmi nous : en engageant les Sauvages à répandre la désolation sur nos frontières : en jettant dans des cachots, & y laissant languir dans les fers & dans le besoin ceux d'entre nous qui ont eu le malheur de tomber entre leurs mains : en tenant, au mépris de leurs promesses, les habitans de Boston renfermés dans la ville, où ils sont exposés à l'insolence de la soldatesque, & à d'autres horreurs qui feront rougir à jamais l'humanité, attendu que toutes ces abominations pourroient à juste titre porter les habitans des colonies à user de représailles, nous avons résolu de leur recommander de ne point se relâcher dans leurs principes de douceur & d'humanité qui doivent être le caractère distinctif de la bravoure : toute cruauté devant être bannie des actions d'un peuple libre, & de faire en sorte qu'aucune page des annales de l'Amérique ne

puisse être souillée par le récit d'un seul fait que la justice ou le christianisme pourroient désavouer : leur promettant d'un autre côté que, si, jamais, cependant, il devenoit indispensablement nécessaire d'avoir recours au *talion*, & qu'il fallût le faire pour la sûreté des colonies, le Congrès, malgré toute la répugnance pour un pareil moyen, se croira obligé de le mettre en usage «.

Si des exhortations dictées par une si sage humanité sont capables d'adoucir les ames les plus féroces, elles y fortifient en même tems l'attachement pour la cause générale, & produisent des exemples extraordinaires de courage & de fermeté.

Deux soldats provinciaux, blessés & pris dans quelque escarmouche, ayant été conduits à l'hôpital, avoient refusé de laisser panser leurs plaies, pour sauver leur vie qui étoit en danger. On leur lia les mains jusqu'à ce que les chirurgiens eussent mis l'appareil; mais à peine eurent-ils les mains libres, qu'ils arracherent les bandages, & moururent ainsi, en déclarant qu'ils étoient trop heureux de perdre la vie pour la glorieuse cause de la liberté Américaine.

La corvette *le Ranger*, de huit canons, appareille de Plimouth avec cinq bâtimens de l'escadre du chevalier Parker qui avoient été séparés de la flotte après leur départ de Corke pour l'Amérique.

Vingt vaisseaux chargés de grains arrivent

## 42 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

30 Mars.

devant Londres de la mer d'Allemagne & de la Baltique. Leur chargement ne trouvant pas de place dans les magasins, on espere que le prix du bled diminuera.

31 Mars. Le général Burgoine & plusieurs officiers s'embarquent à bord de la frégate *la Blonde* de trente - deux canons, pour faire voile par le premier bon vent pour Boston.

### *Lettre écrite de Dublin.*

» Tout le monde attend ici avec impatience l'issue du procès que M. Ogle vient d'intenter à nos officiers de douane, pour avoir arrêté la cargaison de deux bâtimens que ce membre du Parlement avoit chargés pour Bordeaux, dans le dessein de mettre à l'épreuve l'efficacité de la proclamation du Roi. Nos meilleurs Jurisconsultes pensent qu'il lui sera accordé un dédommagement considérable; c'est ce que chacun verra avec un grand plaisir. On n'a pourtant ici aucun penchant secret à s'opposer à toutes les proclamations en général, moins encore à celles que la crise actuelle des affaires peut rendre nécessaires au salut de la nation; mais c'est que dans celle dont il s'agit il y a un abus visible, & que la religion du Roi a été surprise. Comment est-il possible que dans un tems d'abondance de grains reconnue, on ait fait rendre une proclamation qui en défend l'exportation, non pour l'avantage du royaume, mais pour faire la fortune de quelques favoris de la Cour, aux dépens

d'un peuple qui n'est déjà que trop maltraité par le Gouvernement ? Un député de la nation qui a le courage d'opposer l'autorité des loix à l'exécution d'un ordre partial & abusif non revêtu de la sanction Parlementaire, mérite les applaudissemens, non-seulement de tous ses compatriotes, mais de tout le genre humain.

31 Mars.

Il s'élève des contestations à Portsmouth entre les officiers du Roi & les maîtres des bâtimens pour le transport de l'artillerie. Ceux-ci refusent de recevoir sur leur bord des officiers d'artillerie pour les commander, & les officiers prétendent qu'ils doivent suivre les munitions confiées à leur charge. La même chose est arrivée à Grenock en Ecosse il y a quelques jours, & les équipages qui insistoient sur une augmentation de salaires, n'ont consenti à s'embarquer qu'à l'arrivée des troupes qu'on avoit mandées pour les y contraindre.

1. Avril.

On voit paroître une lettre du lord Dunmore, Gouverneur de la Virginie, apportée par la corvette de guerre le *Kings-fisher*. Cette lettre a été écrite le 27 Janvier, à bord du vaisseau le *Dunmor*, sur la riviere Elisabeth, au sieur Corbin, un des principaux habitans de la Province. Milord Dunmore, qui n'a plus aucune correspondance avec son Gouvernement, s'adresse à ce particulier pour le prier de faire connoître à la Colonie le plaisir avec lequel il exécuteroit la commission qui lui est

1. Avril.

annoncée par le discours du Roi à la rentrée du Parlement , pour effectuer une heureuse réconciliation. — Le comité de sûreté, à qui M. Corbin avoit communiqué cette lettre, lui fait réponse qu'il n'a point les facultés nécessaires pour entrer en négociation avec le Gouverneur : que sa lettre sera remise à l'assemblée qui doit se tenir le 7 Mars, & qu'en attendant la réponse que le Roi pourra faire à la dernière supplique qui lui a été adressée par le Congrès du Continent, après laquelle il est douteux que les Ministres trouvent une nouvelle occasion d'entrer en accommodement ; on espéroit de l'humanité du lord Dunmore, & de l'affection dont il se dit rempli pour la Colonie, la cessation de tous les actes d'hostilité qui pourroient rendre la réconciliation encore plus difficile. Cette réponse est signée *Edmond Penderton*.

*Chambre des Pairs.*

On discute un Bill agréé & envoyé par les Communes, aux fins d'accorder au sieur Liard une prolongation de son privilège pour composer & débiter seul pendant vingt-cinq ans un ciment de son invention, appelé *pierre artificielle*, sa patente actuelle devant expirer dans onze ans. Le lord Chancelier assure la Chambre que c'est une découverte très-intéressante pour l'architecture, tant civile que militaire, ainsi que pour l'ornement des édifices. Le duc de Chandos se déclare contre

tout espece de monopoles, en vertu de chartres, de patentes ou d'acte du Parlement. Le lord Catheart insiste sur la justice & la nécessité de récompenser, par des privileges exclusifs, ceux qui rendent des services essentiels à la société par des inventions utiles, le fruit de leurs veilles & de leurs sueurs, & souvent qui ont occasionné le dérangement de leur fortune. Il invite le lord Chancelier à répondre à la direction du Comité, où cette affaire sera examinée.

1. Avril

*Chambre des Communes.*

LE LORD NORTH propose un Bill pour modifier la loi qui ordonne de transporter certains malfaiteurs en Amérique.

M. JOHNSTONE observe qu'il ne voit pas pour quelle raison les malfaiteurs ne seroient pas envoyés aux Indes occidentales, ou à l'île Falkland; mais j'oublie, dit-il, qu'une administration pusillanime qui a vendu l'honneur & la dignité de l'Angleterre à tous les plus petits Etats de l'Europe, & qui n'a conservé de la force que pour opprimer & massacrer ses compatriotes en Amérique, aura abandonné cette île qui nous coûte plusieurs millions, par un arrangement avec l'Espagne. La proposition du lord North est admise, & il est ordonné de dresser un Bill en conséquence.

M. HARTLEY fait les motions suivantes, qui, après un débat de trois heures, sont toutes rejetées.

## 26 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1. Avril.

Qu'il sera mis sous les yeux de la Chambre :  
Premierement un état estimatif de la dépense probable de la marine pour l'année présente.

2°. Un état de la dépense des bâtimens de transport, & des vivres aussi pendant l'année.

3°. Un état de la dépense probable des troupes de terre pendant une année, à commencer du 9 Mars 1776.

4°. Un état de la dépense probable de l'artillerie pendant l'année présente, en sus de l'octroi passé par le Parlement.

Il demande aussi qu'il soit arrêté qu'il paroît à la Chambre que les subsides déjà votés pendant cette session, se montent à 6,157,000 l. sans y comprendre les services auxquels il n'a pas encore été pourvu.

Que la Chambre pense que la dépense de la marine pour l'année 1776, pourra excéder les octrois du Parlement de 2,500,000 l.

Que les extraordinaires des troupes de terre se monteront probablement à 2,500,000 l.

Que l'extraordinaire de l'artillerie pourra être de 300,000 l.

Qu'il existe des billets de l'Echiquier, dus par la nation, pour la somme de 1,250,000 l. dont le paiement est affecté sur les premiers subsides qui seront octroyés dans cette session.

Que la dette de la marine au 31 Décembre dernier, se montoit à 2,698,000 l.

Et enfin, qu'il seroit à propos de pourvoir au paiement des billets en circulation de la



marine, des vivres & de transports, dont le montant au 9 Février 1776, étoit de 2,300,000 l. 1. Avril.

M. Hartley observe qu'il est nécessaire que le lord North fasse connoître à quoi peuvent se monter les dépenses probables, afin que le Parlement soit en état, d'après l'exposé clair & fidele qui lui en sera fait, de juger de leur nécessité. Par exemple, dit-il, si, à l'ouverture de la session, les députés indépendans avoient été informés que les frais de la campagne de 1776, se monteroient à la somme immense de dix millions, sans y comprendre toutes les autres especes de dépenses intérieures : si on leur eût dit que la guerre, si heureuse qu'elle pût être, ne seroit pas terminée dans une campagne : si on leur eût dit tout cela lorsque cette guerre cruelle, & dont l'unique but est de réduire les Américains à l'esclavage, fût décidément résolue, & si on eût ajouté que probablement la campagne de 1777 coûteroit quinze ou vingt millions : Messieurs les indépendans, avec toute leur ardeur pour cette guerre, se feroient sûrement donné le tems de balancer les désavantages certains contre les avantages probables ; &, avant de consentir à se charger d'un surcroît de dette de trente millions, ils auroient d'abord comparé leurs facultés avec la nature de l'entreprise, & auroient ensuite calculé ce qu'ils pourroient attendre en retour.

1. Avril. Mais quelle a été au contraire la conduite du Ministère ? Il a d'abord parlé de paix & de réconciliation : ensuite il a procédé à des estimations nominales, en cachant l'énormité des dépenses réelles ; lorsqu'on a jugé que le Parlement s'étoit trop avancé pour pouvoir reculer, il a déclaré que la paix ne pouvoit plus se faire que sous la condition d'une soumission absolue. On a pris des étrangers à la solde de la Grande - Bretagne. On a marqué la plus grande répugnance pour mettre les dépenses extraordinaires de Boston sous les yeux de la Chambre. Toutes les opérations ont été couvertes du voile le plus épais ; & on a trouvé moyen de faire voter aveuglément, jour par jour, des sommes qui, prises ensemble, se montent déjà à plus de six millions sterl.

Mais ce n'est pas là le pire encore. Car, quoique le Ministère eût en partie développé son plan : quoiqu'il fût résolu qu'on n'admettroit d'autres conditions que celle d'une soumission absolue & une reconnoissance du droit de taxation : quoiqu'on voulût obtenir ces deux points à tel prix que ce fût, on a toujours usé de la même mauvaise foi, & on ne s'est point départi du principe de tromper la Chambre. On lui a dissimulé la moitié des dépenses. Or, puisqu'on refuse tout éclaircissement, c'est ce qui me décide à proposer les motions qu'on vient d'entendre, afin que la nation puisse être amplement informée

formée de tout ce que les Ministres cherchent à lui cacher. 1. Avril.

J'ai le droit de calculer les dépenses probables, & si mon calcul est faux, je somme l'administration de le réfuter. Je me crois très-fondé à supposer qu'outre les six millions déjà accordés, la campagne actuelle en coûtera cinq de plus. J'ai droit de supposer que l'armée coûtera deux millions & demi : la marine deux millions & demi : l'artillerie & les extraordinaires deux millions & demi ; & les bâtimens de transport, vivres, &c. deux millions & demi.

M. Hartley entre ensuite dans les calculs des dépenses de la guerre actuelle comparée avec celles de la dernière guerre.

« Je soutiens, dit-il, qu'il y a actuellement plus de billets de marine en circulation qu'il n'y en avoit à la fin des cinq premières années de la dernière guerre : que les dépenses de la marine pour les années 1756, 1757 & 1758, ne se sont jamais montées à plus de cinq millions par an ; & qu'elles étoient bien moins considérables que ne seront celles de l'année 1776.

On fait outrage à la Chambre, & on se moque de la nation, quand on présente de fausses estimations, & que l'on cache les vraies : quand la banque qui a été établie dans les vues les plus sages & les plus utiles, devient le vil instrument d'une Cour & de son parti : quand on contracte sous main des dettes énormes

1. Avril.

pour lesquelles la banque se laisse persuader de donner une garantie chimérique. Mais, pour-  
suis-je, un tems viendra où toutes les iniquités  
seront exposées au grand jour. Alors tous ces  
comptes seront produits au Parlement tels  
qu'ils existent en effet dans leur honteuse dif-  
formité : alors le gouvernement exigera de  
nous non seulement d'assurer le principal,  
mais même de faire honneur aux engagemens  
privés : de payer les douceurs accordées aux  
prêteurs, aux contractans, aux agioteurs : &  
jusqu'aux présens donnés à ceux qui ont abusé  
de la foi publique & exposé la nation aux hor-  
reurs d'une banqueroute.

LE LORD NORTH ne répond que foible-  
ment à ces imputations. Suivant lui, M. Hart-  
ley demande l'impossible ; comment deviner  
à combien se montera la dépense de la cam-  
pagne ? On ne peut rien dire qu'elle ne soit  
faite ; & sur plusieurs articles ce ne sera encore  
que longtems après. Les comptes envoyés aux  
bureaux respectifs sont mis régulièrement sous  
les yeux de la Chambre ; & c'est tout ce qu'on  
peut faire. » J'opine, dit ce Lord, contre la  
motion, parce que je ne puis pas y acquiescer.  
Les sommes pourroient être justes ; mais la  
Chambre ne peut avoir aucunes des pieces  
nécessaires pour établir l'examen proposé par  
M. Hartley α.

M. HENRI LUTRELL s'explique en termes  
très-forts sur la cruauté & l'injustice de la  
guerre d'Amérique, & sur la manière de la

faire, & il prétend qu'il ne peut en résulter que la ruine de la nation, si l'on s'obstine à la poursuivre. 1. Avril.

LE LORD JOHN CAVENDISH parle en faveur de la proposition de M. Hartley. Il demande qu'on fasse connoître les sommes dont on a besoin, afin que la Chambre puisse être en état de juger de la convenance de l'entreprise, & il exhorte les Ministres à se désister de leur pitoyable manie, de produire leurs comptes piece par piece. Il les presse de parler ouvertement comme des gens qui n'ont rien à craindre ou à dissimuler, & qui sont prêts à soumettre leurs opérations avec toutes leurs conséquences à l'examen du Parlement.

M. HARTLEY se leve une seconde fois pour dire que telles choses qui puissent résulter de sa proposition, il est en partie satisfait, puisque le lord North a reconnu la vérité de son assertion, ne l'ayant pas contredite. » Nous pouvons donc, poursuit-il, calculer les dépenses de la guerre d'Amérique pour l'année 1776, sur le pied de dix millions sterling : somme beaucoup plus forte que celle qui a été votée dans les quatre premières années de la dernière guerre, lorsque presque toutes les grandes puissances de l'Europe étoient liguées, & agissoient contre nous, soit directement, soit indirectement.

M. JAMES LUTREL observe que les informations demandées par M. Hartley seront en-

1. Avril.

core très-infuffifantes, fi elles reffembloit aux eftimations tronquées & apprêtées qu'on a mifes fous les yeux de la Chambre, & qui tendent plutôt à l'abuser qu'à l'inſtruire. » Ces eftimations, ajoute-t-il, ont été dreſſées avec tant d'adreſſe & d'une manière fi embrouillée, qu'elles paroiffent indéchiffrables. Mais on a pris une peine inutile pour dégôûter la Chambre de les examiner. Dans l'état où elles font, je vais faire voir qu'elles ne contiennent que fraude & impoſture, & que les ſommes votées n'ont pas été employées aux divers objets de leur deſtination. C'eſt une pratique trop ordinaire ici de lever de l'argent fous de faux prétextes. Le Parlement a voté 60, 000 l. ſt. expreſſément pour réparer deux vaiſſeaux de ſoixante & quatorze canons & une frégate, & pas un denier de cette ſomme n'a été employé à ces objets. Cela eſt ſi vrai, que les deux vaiſſeaux ſe ſont pourris depuis faute de réparation, & que la frégate a été déchirée au même moment où l'argent a été demandé.

Je prouverai, quand on voudra, que les ſubſides conſidérables que le Parlement octroie tous les ans, ſ'ils étoient bien adminiſtrés, ſeroient ſuffiſans pour faire face à toutes les dépenses néceſſaires de la marine.

Ce ne peut être que par ignorance ou par mauvaſe foi que la dette de la marine eſt devenue auſſi énorme qu'elle l'eſt aujourd'hui ; mais je ſuis sûr que la Chambre n'a jamais

été informée des vrais objets qui ont donné lieu à cette dette ; & si le gouvernement ne craint point le ressentiment que devroient lui attirer les stratagèmes par lesquels il trompe le public & outrage cette Chambre , c'est uniquement parce qu'il connoît l'indolence du Parlement , & qu'il est persuadé que les estimations sont arrangées de manière que personne ne sauroit y démêler la vérité.

1. Avril.

Je pose en fait que depuis 1771 il a été voté plus de cinq cens mille livres sterl. pour les munitions navales non compris les deux livres sterl. sur quatre qui se prennent sur la paie de chaque mois du matelot pour l'usée , ce qui est assurément beaucoup : que depuis quelques années seulement divers articles ont été portés dans les estimations des dépenses ordinaires presque au double de leur évaluation antérieure à cette époque : que le prix des munitions navales que l'Amérique nous fournissoit avant la guerre actuelle , avoit baissé d'un tiers pendant les dernières années qui ont précédé cette guerre : que les amarres dans les ports royaux , qui n'excédoient pas il y a quelques années 20,000 l. st. par an , en coûtent aujourd'hui 50,000 au gouvernement , quoiqu'on le change moins souvent qu'autrefois ; & que diverses circonstances qui en augmentoient ci-devant le prix , n'existent plus présentement : qu'il a été accordé annuellement pour les réparations de notre flotte une somme de 400,000 l. st. , ce qui est plus que

1. Avril. le double de la somme votée pour cet objet l'année d'après la guerre, quoique plusieurs vieux vaisseaux aient été remplacés dans cette année-là par des vaisseaux neufs; & enfin que le service auquel notre marine a été employée pendant la paix, n'a pas été de nature à pouvoir entraîner de fréquentes réparations «.

M. Luttrell fait ensuite plusieurs observations sur divers autres articles portés dans l'état de la marine, entr'autres de 264,795 l. sterl. accordées pour améliorer les chantiers: sur celui de 400,000 l. sterl. pour réduction de la dette de la marine, &c.» Que sont devenues toutes ces sommes? A quel usage ont-elles été employées? C'est ce qu'il m'est impossible de voir par les estimations & les autres comptes qui ont été présentés jusqu'à présent au Parlement. Ce qu'il y a de certain, continue-t-il, c'est que depuis le 31 Décembre 1775, la dette de la marine (en comptant les 400,000 liv. sterl. octroyées pour la réduction,) a monté de 1,179,375 l. 12 s.  $\frac{1}{2}$  d. à 3,098,579 l.  $\frac{3}{4}$  d. «

M. Luttrell forme diverses objections contre les estimations de la marine qui ont été mises sous les yeux du parlement: entr'autres sur le nombre des matelots qui se trouve sur les états de dépense, plus considérable que celui qui a été voté: sur un compte mutilé concernant la construction de vaisseaux de Roi dans des chantiers particuliers, dont la dépense ne paroît se monter qu'à 20,096 l.



12 f. 8 d. tandis que, pour cet objet, il a été accordé 17,574 l. de plus, qu'on a fait entrer adroitement dans une autre estimation de la même année; & enfin sur l'emploi d'une somme de 91,524 l. 9 f. 10 d. dont on ne voit point l'objet, & que le bureau de l'Amirauté ne peut justifier, qu'en supposant qu'il y ait à bord des vaisseaux plus de provisions, & qu'elles soient plus chères cette année que l'année dernière.

1. Avril.

M. Luttrell soutient que les 96,291 l. 5 f. 5 d. portés pour la subsistance des troupes de terre, ne devoient point paroître sur l'état de la marine. A l'appui de cette assertion, pour faire voir combien il est nécessaire que le Parlement examine à fond toutes ces malversations, & pour indiquer le remède qu'il convient d'y apporter, il demande que le Greffier fasse lecture d'une adresse de la chambre des Communes au Roi du 31 Mai 1711, dans laquelle cette Chambre a déclaré qu'il appartenoit à elle seule de déterminer la proportion des sommes qu'elle octroie, ou qu'elle est obligée de fournir pour les besoins de l'Etat : que lorsque les sommes sont fixées & accordées, ceux qui sont chargés de l'emploi de ces sommes ne doivent point avoir la liberté, sous quelque prétexte que ce soit, de les changer ou augmenter : que lorsqu'on trouve des emplois d'argent pour lesquels la Chambre n'a ni voté ni été requise, ce sont de faux emplois de l'argent public. » Dans

1. Avril. la même adresse , poursuit - il , la chambre des Communes s'éleva contre l'abus de divertir les diverses sommes de leurs objets , & de les employer à d'autres objets auxquels elles n'ont pas été destinées. Elle soutint que de pareilles pratiques sont des entreprises qui different peu d'une levée d'argent qu'on feroit sans aucune espece de consentement du Parlement : que la somme de 660,800 l. 7 s. 7 d. imputée sur la dette de la marine ayant été employée à l'avitaillement des troupes de terre employées en garnison à Gibraltar , sans qu'il parût , qu'en compensation de cette somme , il eût été fait aucune déduction de la paie de ces troupes , ou qu'aucune partie de cette somme eût été réassignée à l'avitaillement de la marine , c'étoit une infraction de divers actes du Parlement. » Comme cette adresse , poursuit M. Lutrell, fait mention d'abus exactement semblables à ceux que j'ai rapportés concernant l'Amérique , je suis d'avis que la Chambre supplie le Roi, pour l'honneur de Sa Majesté & pour l'intérêt public , d'avoir la bonté de retirer sa confiance aux personnes qui ont été trouvées coupables de pareilles malversations , & je demande que ces mêmes personnes soient ensuite traduites en justice pour répondre de leur conduite α.

La motion de M. Hartley est rejetée , sans qu'on aille aux opinions.

DANS CES DÉBATS un membre de l'opposition a produit le calcul & les observations sui-

vantes, sur les dépenses qui seront indispen-  
sables pour la marine dans l'année présente, 1. Avril.  
d'après les comptes actuellement sous les yeux  
de la Chambre.

Dette de la marine au 31 Déc- 1774.....	<i>Argent sterling.</i>	<i>Argent de France.</i>
D. <sup>o</sup> au 31 Déc. 1775.	1,886,100 l.. 8 s. 3 d.	44,524,337 l.. 10 s. 0 d.
Accroisse- ment dans l'an 1775.	2,698,579 l.. 0 s. 0 d.	63,704,160 l.. 1 s. 0 d.
	802,478, l.. 11 s. 9 d.	19,179,822 l.. 11 s. 0 d.

Etat des billets de marine, de vivres & de transports  
qui restoit dus au 18 Mars 1776.

Pour le service de la marine..	<i>Argent sterling.</i>	<i>Argent de France.</i>
Pour le service de transport..	1,287,938 l.. 15 s. 11 d.	30,403,,801 l.. 1 s. 0 d.
Billets de vivres....	139,722, l.. 17 s. 11 d.	3,281,851 l.. 19 s. 0 d.
	880,684 l... 7 s. 8 d.	20,789,926 l.. 8 s. 0 d.
	<u>2,308,345, l.. 11 s. 5 d.</u>	<u>54,505,579, l.. 7 s. 0 d.</u>

Il résulte que la dépense des trois derniers  
mois, c'est-à-dire, depuis le 31 Décembre jus-  
qu'au 18 Mars, seulement en billets de marine  
& de vivres, s'est montée à 452,567 l. 15 s. 7 d.  
(10.683,567, l. 5 s.), de sorte que cet objet  
doit aller, pour l'année 1776, à 1,810,271 l.

# 58 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1. Avril. 2 f. 4 d. (42,734,268 l. 19 s.), Encore faut-il observer que la dépense de ces trois derniers mois ne renferme pas celle des vaisseaux de transport, ni celle des vivres pour les troupes étrangères à qui on doit envoyer régulièrement, à la distance de 1200 lieues, des provisions & tout ce qui leur sera nécessaire. Sans comprendre cette dépense additionnelle, voici l'estimation de la marine pour l'année 1776 :

28,000 hommes à 4 livres par mois.....	<u>Argent sterling.</u>	<u>Argent de France.</u>
Ordinaire de la mari- ne suivant l'estimation remise au Parlement.	1,456,000 l.. 0 s. 0 d.	34,371,147 l.. 11 s. 0 d.
Contruc- tions & ré- parations..	431,904 l.. 0 s. 0 d.	10,195,676 l.. 17 s. 0 d.
Accroisse- ment de la dette de la marine ain- si qu'on l'a vu plus haut.	339,151 l.. 0 s. 0 d.	8,006,187 l.. 11 s. 0 d.
Intérêts sur 2,308, 346 liv. de billets de marine ay- ant plus de six mois de date à 2 &	1,810,271 l.. 0 s. 0 d.	42,734,266 l.. 4 s. 0 d.

1. Avril.

demi pour  
cent.

57,707 l. o f. o d. 1,362,106 l. 12 f. o d.

Dépense  
de la ma-  
rine pour

l'an 1776.

4,005,033 l. o f. o d.99,669,384 l. 15 f. o d.

Le même député a fait observer à la Chambre que les vivres pour les soixante mille hommes de terre & de mer , coûteront , pour l'année 1776 , un million quatre-vingt-quinze mille liv. sterl. (environ vingt-quatre millions tournois) à raison d'un shil. par homme pour chaque jour , sans compter ceux qui se rangeront dans le parti du Ministère , & qu'il faudra pareillement faire subsister.

Il ne comprend point dans les soixante mille hommes les équipages du nombre immense de bâtimens de transport qui ont porté les troupes en Amérique , & dont la plupart y seront retenus par les mouvemens perpétuels des divisions & des détachemens.

LE ROI confère la dignité de Chevalier à M. Trevot Corry , Commissaire de Sa Majesté à Dantzig. 2 Avril.

Le comte de Brealdalbane , un des seize Pairs d'Ecosse , a l'honneur de faire ses révérences au Roi pour la première fois depuis son élection , & il prête serment dans la chambre des Pairs où il prend séance.

Le Roi signe la commission qui établit le lord Chancelier grand Sénéchal d'Angleterre

---

 2 Avril.

pour le jugement de la duchesse de Kingston. Cette commission est couchée en lettres d'or sur une grande feuille de parchemin dont les bords sont ornés de superbes vignettes.

Les jugemens rendus par les Pairs sont fort anciens : sous Guillaume le Conquérant , le comte de Héreford fut jugé par ses Pairs pour être entré dans une conspiration dont l'objet étoit d'introduire les Danois en Angleterre. Il fut déclaré coupable de haute trahison. On lui fit cependant grace de la vie ; mais il garda prison pour le reste de ses jours.

Le lord grand Sénéchal n'a point de voix dans les jugemens *par commission* , il n'en a que dans les procès qui se jugent dans la chambre des Pairs pendant une session régulière du Parlement. Dans tous les procès qui se jugent par les Pairs du Royaume , en cour de pairie, il faut que la pluralité soit au moins de douze Pairs. Ce grand Officier avoit autrefois la principale autorité après le Roi en tout ce qui concernoit l'administration de la justice & des autres affaires du Royaume , civiles ou militaires , en guerre comme en paix. Les Jurisconsultes lui donnoient le titre de *magnus anglia senes calcus*. Mais , comme on a trouvé cette autorité trop étendue pour un sujet , elle ne se confère plus depuis quelques siècles que *pro hac vice*, pour l'occasion , soit pour le jugement d'un Pair du Royaume, accusé de crime capital , soit pour décider sur les prétentions de ceux qui réclament , par *grande sergenne*.

le droit de remplir quelque fonction honorable au couronnement du Roi. Dans ces deux cas le grand Sénéchal tient le tribunal, & juge la question suivant les loix & les coutumes d'Angleterre. 2 Avril.

Cet office a été héréditaire dans la famille des comtes de Leicester jusqu'au tems de Henri III. Ils le perdirent sous ce regne. Depuis on n'y a nommé que par occasion. Le premier grand Sénéchal qui a été nommé ensuite pour une solennité de couronnement, a été Thomas second fils de Henri IV ; & le premier pour un jugement de Pair, a été Edouard comte de Devon, dans le procès fait à Jean Holdernefs comte d'Huntington sous le même regne.

Un grand Sénéchal reçoit 1000 l. sterl. par jour pendant la durée de son office. Le signe de sa dignité est un bâton blanc ; & quand le procès est terminé, il le rompt en présence de la Cour, & de ce moment sa commission cesse.

ON LIT les observations suivantes dans un écrit public de ce jour.

» Ce sera à-peu-près sans fruit qu'on aura éventé la manœuvre que les Ministres mettoient en usage pour favoriser leurs créatures en leur donnant des permissions d'équiper des bâtimens pour les colonies proscrites, au mépris d'un acte récent du Parlement. La proposition du lord Effingham à ce sujet a produit l'expédient curieux que nous allons rapporter. On prétend que la destination des vaisseaux

2 Avril.

est changée, & on laissera faire les expéditions des bureaux avec l'endossement suivant sur les acquits de douane en vertu desquels les marchandises avoient été originairement enregistrées & embarquées pour Boston. *Les effets ci-dessus mentionnés sont embarqués sur le même bâtiment & capitaine pour la Nouvelle-Ecosse & le Canada, le* Mars 1776. C'est par ce tour d'adresse que nos sages & vertueux Ministres ont cru colorer leur infraction compliquée de la loi : car il est clair que toutes les marchandises & tous les bâtimens sur lesquels elles étoient chargées, devoient être confisqués en vertu de l'acte, pour interdire tout commerce avec les Colonies. C'étoit donc une obligation indispensable pour les Ministres de les faire saisir & de les condamner conformément aux dispositions dudit acte. Il s'est trouvé cependant un armateur qui n'a pas voulu se reposer sur eux de l'événement. Avec celui-là ils ont tenu une autre conduite en permettant le débarquement de ce qui étoit déjà chargé, & en le lui faisant rendre : ce qui est une nouvelle insulte de leur part aux loix de la Grande-Bretagne, qu'ils se prétent à rendre utiles, tandis qu'il est de leur devoir de les faire exécuter «.

*Chambre des Pairs.*

LA CHAMBRE renvoie au 19 à juger définitivement l'instance du duc de Saint-Albans en rémeré de biens-fonds considérables dans



la ville de Londres , que dans le mauvais état de ses affaires , & pendant son séjour en Flandres , il s'est vu forcé de vendre à un prix trop au-dessous de leur valeur , quoiqu'il eût été autorisé à cette vente par un acte du Parlement. Les Juges prennent des conclusions en sa faveur ; mais le lord Cambden observe qu'il est à craindre que la grace qui lui sera faite ne soit d'un dangereux exemple pour l'intérêt même de la constitution , & qu'il n'y a que l'excessive misère à laquelle ce seigneur est réduit qui puisse la justifier , mais sans tirer à conséquence pour d'autres , vu que l'acte dont il demande la rescision , avoit été sollicité par lui-même.

2 Avril.

La Chambre arrête que lorsque les cautions de la duchesse de Kingston l'auront remise devant ses Juges , l'Huissier de la chambre des Pairs à verge noire sera chargé de la garde de cette Duchesse. Cette question a donné lieu à de grands débats dans plusieurs séances de la Chambre , parce qu'il n'y avoit point d'exemple d'après lequel on pût se régler. Quelques Lords vouloient qu'on enfermât la Duchesse à la Tour, sous le prétexte que l'Huissier à verge noire devant assister à la procession, il ne pouvoit pas répondre de la Duchesse, & qu'elle pourroit donc s'enfuir. On leur a représenté qu'elle étoit venue de Rome exprès pour se faire juger , & qu'une pareille action ne pouvoit point se supposer de sa part. Enfin on s'est décidé pour le dernier parti , afin de

remplir un usage indispensable qui est de pure  
2. Avril. forme à son égard.

Il y a un principe constant : c'est que lorsque la caution l'aura remise devant le Tribunal , il faut qu'elle soit constituée prisonniere pour pouvoir être jugée ; la formule du serment des témoins portant expressément que le personnage que l'on va juger , & qui est à côté d'eux à la barre de la Cour , est un prisonnier. La question roule donc sur ces deux points : Sera-t-elle constituée prisonniere d'Etat à la Tour ? ou bien sera-t-elle mise sous la garde de l'Huissier à verge noire ? ou enfin , comme le délit qu'on lui impute est susceptible du privilege clérical , & qu'elle a déjà été admise à donner caution pour se présenter , la Chambre ne pourroit-elle pas se contenter de lui enjoindre de comparoître tel jour à telle heure ? Car il est difficile que l'Huissier , étant nécessaire au cérémonial de la procession , se charge de sa personne. — Le lord Mansfield observe que la chambre des Pairs , en qualité de Juré , ayant le droit que n'ont pas les autres Jurés , de s'ajourner , il faudroit , pendant toute la durée du jugement , que la Duchesse renouvelât chaque jour sa caution : que d'ailleurs être sous la garde de l'Huissier n'est point un emprisonnement : que l'Huissier peut vaquer à ses autres fonctions , ayant des substituts , ainsi que les Sherifs qui sont proprement les geoliers de chaque province.

*La suite au No VI.*

*Lettre*

*Lettre d'un Banquier de Londres ,  
à M\*\*\* à Anvers.*

De Londres le 15 Juillet 1776.

Le parti Américain se persuade , Monsieur , & non sans fondement peut être , qu'on ne laisse arriver jusqu'à lui aucune des nouvelles qui pourroient soutenir ou ranimer ses espérances. Mais il ne croit point , pour cela , que son courage doive l'abandonner. Dans tous ce qu'on lui cache il veut trouver matiere à de nouveaux triomphes. Son dépit l'échauffe & l'éclaire : il brise tout , écarte tout , pénètre tout. La curiosité poussée par l'intérêt est un vaisseau qui fend les glaces à l'aide d'un vent furieux. Au défaut de lettres & de relation des armées Américaines , il analyse , discute & retourne de cent manières celles que le Gouvernement fait publier pour annoncer ses succès. Je ne finirois point , si je vous rapportois tous les commentaires de ce Parti sur les dernières gazettes de la Cour. J'aime mieux ne vous apprendre que des faits certains , & sur lesquels on puisse établir de solides conjectures. Au reste la scène ne demeure jamais vuide sur le théâtre politique de l'Angleterre ; il y a toujours quelque intermede , quelque passe - tems. Ceux que donne l'opposition actuelle sont très - gais. Elle a un sel piquant qui me divertit , quoique peut-

être on pût lui dire comme aux colimacons d'Esopo. » Vos maisons brûlent & vous chantez. » Mais ne moralisons point ; amusons-nous.

L'objet de la satire que vous allez voir est la Gazette de la Cour. On l'appelle ici la cigale qui chante l'été, plaisir que la fourmi sa voisine lui envie encore. Les passages latins vous paroîtront suffisamment traduits par quelques vers de Boileau & d'autres dont j'ai eu le bonheur de me souvenir.

Avant de commencer il me vient un scrupule. Je ne vous ai peut-être pas fait assez entendre qu'en Angleterre la Gazette de la Cour est aussi une Gazette de parti. C'est un caractère qui est singulièrement à elle, parce qu'il n'existe gueres qu'ici une sorte de confédération, toujours subsistante sous le nom d'opposition, que cette gazette fait attaquer & combattre d'une manière qui lui est propre. Ainsi la gazette de la Cour de Londres étant une arme offensive à la main d'un parti qui s'en sert contre le parti contraire, la guerre qu'on lui fait ne porte aucune atteinte à l'autorité souveraine sous laquelle la constitution unit & confond les deux partis. Cette différence peut venir encore de ce qu'ici les Ministres sont responsables à la Nation, tandis qu'ailleurs tout doit se rapporter au Souverain.

---

ENTRETIEN

*D'un Lord avec un Gazetier, l'un  
& l'autre Anti-Américains.*

La Scène est dans une Taverne retenue pour le  
Parti dominant.

---

M. SCOT.

Milord m'a fait demander ?

LE LORD.

Oui, M. Scot : c'est pour causer avec vous  
sur la lettre du général Carleton que vous avez  
copiée dans votre feuille.

M. SCOT.

J'en ai fait l'extrait le plus concis qu'il m'a  
été possible.

LE LORD.

Eh bien ; vous en avez encore trop dit.  
Que voulez-vous qu'on pense du déplaisir que  
montre Carleton de ce que les amis du Gouver-  
nement se sont pressés d'agir plutôt qu'il n'auroit  
souhaité ? Chacun croira que nous avons reçu  
quelque mauvaise nouvelle à laquelle on aura  
voulu finement préparer la nation. Dites-moi,  
M. Scot, avez-vous lu l'Art poétique d'Horace ?  
Je parierois au moins que vous ne l'entendez  
pas.

E ij

*M. SCOT.*

En vérité , Milord , vous m'embarrassez.  
Seroit-il possible.....

*LE LORD.*

Vous croyez bonnement qu'Horace enseignoit à faire des drames , n'est-ce pas ? Eh bien , c'est une vieille erreur. Voici le vrai. Le projet de Mécène étoit qu'il fût secrétaire d'Etat. Pendant que cela s'agitoit , il s'amusoit à composer des instructions pour faire une gazette. Et c'est ce que vous & tant d'autres avez toujours pris pour un art poétique. Un Romain qui avoit commandé les légions & qui s'étoit distingué à la guerre , se seroit-il amusé à tracer des regles d'opéra ? Non , Monsieur. Ainsi qu'Adisson , milord Charham & le cardinal de Richelieu , Horace écrivoit & montrait à écrire la gazette. Or , comment auriez vous pu le comprendre , si vous avez toujours ignoré son intention ?

*M. SCOT.*

Ainsi , Milord , quand je me suis essayé dans ma jeunesse à quelques légères compositions dont je puisois les principes dans cet arbitre du goût , j'apprenois à faire une gazette ! En vérité je ne m'en doutois gueres. Oserois je vous prier.....

*LE LORD.*

Vous allez être satisfait. Par exemple , si

vous aviez entendu ce prétendu Art poétique, auriez vous fait mention de l'inquiétude du général Carleton ? Non sans doute : voici le précepte qui vous en auroit empêché :

*Ut nunc dicat jam nunc debentia dici  
Plèraque differat & præsens in tempus omittat.*

C'est-à-dire, qu'il faut

Renvoyer ailleurs plusieurs événemens  
Qu'ailleurs on fait paroître avec plus d'agrémens.  
Y êtes-vous ?

M. SCOT.

Mais, Milord, est-ce que jamais on ne montrera un peu d'ingénuité ? Vous avez vu comme on nous a tanfés sur la relation de la levée du siège de Quebec & sur celle de l'évacuation de Boston. Et comment a-t-on pris encore la conquête de ce poste perdu au fort des Cedres, dont un partisan s'est emparé, & qu'il a sans doute abandonné de même ? On en a ri : voilà tout. Il ne suffit pas de dire au public que les choses vont au mieux ; il faut qu'il le croye.

LE LORD.

A merveille pour votre crédit, Monsieur ; mais non pas pour le nôtre. Les deux canons trouvés dans le poste des Cedres & la réduction de quatre à cinq cents Rebelles qui se sont rendus à discrétion devoient faire haus-

ser les actions de quatre pour cent au moins. Vous êtes cause qu'elles restent encore au-dessous du taux où elles étoient quand on a fait l'emprunt. Nous faisons notre moisson. Monsieur, l'hiver viendra ; il est bon d'y songer d'avance. Profitons de tout, s'il vous plaît. Et puis, il y a une manière de présenter les choses.

D'un pinceau délicat l'artifice agréable,  
Du plus affreux objet, fait un objet aimable.

*M. SCOT.*

Affurément, Milord, on n'a rien à me reprocher à cet égard. Est-ce que je n'avois pas fait la plus pompeuse relation des exploits de milord Dunmore dans la Virginie ? Ne sembloit-il pas qu'il ne lui restât qu'à recevoir les soumissions d'une province désarmée ? Je l'avois immortalisé. Est-ce ma faute s'il a été le premier des Gouverneurs en Amérique qui ait jugé à propos de quitter sa résidence pour se réfugier sur les vaisseaux du Roi ?

Ai-je manqué de dire le plus grand bien du Major Fordyce & de ses valeureux grenadiers que milord Dunmore avoit détachés pour une expédition secrète de la plus grande importance ? Elle s'est trouvée être impraticable ; & quand même elle eût réussi, elle n'auroit été d'aucune utilité : le Major Fordyce y a été tué ; tous les grenadiers ont été



taillés en pieces ou faits prisonniers; peut-on s'en prendre à moi?

Vous parlez de préceptes d'Horace, je les ai suivis au pied de la lettre.

*Desperat tractata nitefcere possè quæ relinquit.*

Il laisse ce qu'il croit ne pouvoir être aimable, Quelque soin qu'il eût pris pour le rendre agréable.

J'en'ai pas dit un mot en l'honneur du pauvre Fordyce que j'avois annoncé comme un des plus braves & des plus habiles officiers que le Roi eût dans ses armées.

Quand les forts de Saint Jean & de Chambly ont été pris par les Américains avec cinq cents hommes de vieilles troupes qui s'y trouvoient, j'ai parfaitement compris qu'il falloit être serré & laconique sur cet événement. J'ai laissé de côté les canons & les munitions.

J'ai fui d'un Gazetier l'abondance stérile, Craignant de me charger d'un détail inutile.

Le brigadier général Arnold après une marche des plus savantes & des plus hardies dont l'histoire fasse mention, est venu mettre le siege devant la plus forte place de l'Amérique. Voici comme j'en ai parlé : » Un certain Arnold a paru à la pointe Levi «.

Quand les Rebelles sont entrés dans Montréal, place qui a valu anciennement au lord Amherst sa renommée & sa Pairie, j'ai gardé le silence. Quand le colonel Prescott a été

pris sur les lacs avec les bâtimens , ses soldats & ses munitions : silence encore ; pour qu'on ne dise pas de moi *tacenda locutus*.

D'après le même principe , je me suis gardé de dire que les Rebelles de la Caroline Méridionale avoient fait prisonnier notre brigadier général Macdonald : qu'ils avoient tué Macleod , défait quinze cents de nos montagnards & désarmé tout le parti : toutes choses qui ne pouvoient pas se dire dans notre gazette. Je n'ai point parlé de l'heureuse expédition du rebelle Schuyler dans le pays des sauvages , qu'on affecte d'appeller les alliés naturels de l'Angleterre : ni de la capitulation accordée au chevalier John Johnson : ni de la grace qu'on lui a faite de le laisser aller sur sa parole ; ni du désarmement de six cents Ecois & Torys.

N'ai-je pas soigneusement conservé aux Rebelles de l'armée d'Arnold les épithètes de fanfarons & de pillards ? N'ai-je pas tourné en dérision le secours qu'ils attendent de Cambridge , quoique je sache très-bien que ce secours est conduit par le brigadier général Thomson qui dans la dernière guerre a servi avec la plus grande distinction sous le lord Amherst & sous le général Monkton ? C'est que je n'ai point oublié le *perfidus Ixion* ,

Qu'on nous peigne Ixion perfide & criminel.

Il ne venoit point de nouvelles de l'échec des Rebelles devant Quebec le 31 Décembre

& de la mort de Montgomery. Toutes les lettres de l'Amérique l'annonçoient, mais c'étoit sur la foi d'une relation publiée par le Congrès même. Je crois avoir fait voir en cette occasion, ce dont je suis capable. Voici comme j'ai raisonné. Le Congrès est un gouvernement novice que l'adversité n'a point encore instruit. Il n'est point exercé dans l'art de colorer un revers. Il aura donné une relation simple & naïve de la défaite de ses troupes. Faisons en notre profit. Il est pourtant singulier que notre gazette tire ses documens de celle des Rebelles, & qu'on y lise : *par ordre du Congrès, signé Charles Thompson.* Mais qu'importe.

Battons nos ennemis avec leurs propres armes.

*Danaümque insignia nobis*

*Aptemus.*

Du côté de la Marine, je crois ne mériter pas moins d'éloges. Paroit-il une de mes gazettes où il n'y ait une longue liste de vaisseaux Américains pris par les escadres du Roi? Je fais pourtant très-bien que nos Amiraux comptent jusqu'aux chaloupes; mais c'est pour nous, cela. Quel curieux détail n'ai je pas donné du combat du rebelle Hopkins avec la frégate le *Galsgow* qui s'en est retirée criblée de coups à son arriere, & à qui l'ennemi a enlevé son convoi d'une bombarde & de trois alleges?

*Ita mentitur, sic veris falsa remiscet*

*Primo ne medium, medio ne discrepet imum.*

Mélant si fagement le vrai, la fiction,

Qu'ils s'accordent toujours dans toute l'action.

A la faveur de tous les détails nautiques dont j'ai embrouillé la relation de ce combat, j'ai évité de parler de la victoire remportée par Hopkins, & des grandes quantités de munitions & d'artillerie qu'on fait qu'il a débarquées heureusement à la Nouvelle-Londres.

Permettez moi de vous dire, Milord, que j'ai lu mes auteurs.

*LE LORD.*

Oui, mais à la suite de cette relation, vous avez donné une liste de tous les vaisseaux de l'escadre d'Hopkins qui a produit le plus mauvais effet. Vous savez qu'on nous a demandé dans le Parlement un état de la marine Britannique & que nous l'avons refusé. N'est il pas étrange qu'après cela ce soit notre gazette qui produise une liste des vaisseaux de l'escadre d'Hopkins, l'état de ses canons, de ses hommes, avec autant d'exactitude que le feroit le bureau de la marine de Philadelphie?

*M. SCOT.*

J'ai déjà eu l'honneur de vous dire, Milord, que de tems en tems il faut avoir l'air de commettre une petite indiscretion pour donner de la confiance. Tout le monde savoit ici la force de l'escadre d'Hopkins.

Sur un fait averé la fiction s'étaye.

*Ex noto fictum carmen sequar.*

Cela m'a aidé à faire passer le reste.

Vous n'imagineriez pas combien notre gazette est décriée par toutes les réticences. Il n'y a pas de jour que je ne reçoive quelque billet anonime; & sous mille formes diverses on me lâche sans cesse des épigrammes. Puisque vous ne nous apprenez rien par votre gazette, m'écrit l'un, mettez-y au moins l'affiche de ma maison qui est à louer. Un autre veut que je lui fasse retrouver son petit chien. En sortant pour venir ici, j'ai reçu une annonce qu'on me prie d'y insérer, dont je voudrois bien, Milord, vous faire la lecture.

( Scot lit. )

## L I O N P E R D U.

» Un vieux lion qui depuis plusieurs siècles habitoit l'Angleterre, & dont les ennemis de cette nation avoient grand peur, a disparu tout-à-coup; il y a près de dix-sept ans, du palais de Saint James où on l'avoit toujours nourri & soigné avec la plus grande attention. Il y a apparence qu'il a été volé par le moyen de quelque appât & transporté furtivement en Ecosse où on l'a tenu étroitement enfermé dans le dongeon d'une certaine Ile. Mais comme on ne lui donnoit pour litiere que des chardons : ce qui est presque l'unique production de ce pays; & qu'il étoit étouffé

## 76 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

par les fumigations de souffre dont le maître du château fait un continuel usage pour sa maladie cutanée, il a brisé ses liens & s'est sauvé de cette prison infecte où on vouloit lui faire perdre sa force & son instinct pour le brider, le sangler, & le bâter. Toutes les nouvelles qu'on reçoit depuis quelque tems d'Amérique feroient penser que c'est dans ce pays que s'est réfugié ce terrible animal. Comme il ne se croit point fait pour porter des choux, il est douteux qu'un Ministère Ecossais parvienne à s'en ressaisir. Si les prodigieuses forces, qui sont parties pour le prendre ne le mettent pas en pieces, on doit craindre qu'il ne passe chez des voisins dont tout le bonheur seroit de nous l'enlever. Ci-devant il venoit au nom de George ; & celui de France le mettoit en fureur. Peut-être aujourd'hui est-ce tout le contraire. Il est très sensible aux caresses & on n'en vient à bout que par la douceur. On promet pour récompense à ceux qui le ramèneront à son ancien domicile, l'estime & la reconnoissance des vrais amis de la Maison d'Hanovre & de tout l'empire Britannique.

## LE LORD.

Bêtise ! Déchirez , déchirez ; que personne ne....

M. SCOT.

Oh ! Milord , soyez sûr que cela paroîtra ce soir dans les trente six *Evening-post*.

## LE LORD.

Mon cher Scot : je fais cas de vous. Je vous ai toujours distingué. Ne changez point de principes. Nous ferons votre fortune.

( *Milord prend encore un ton plus amical.* )

Si tu as quelque grace à demander , adresse-toi à moi. Je suis ami chaud , & je ne te ferai pas attendre.

M. SCOT.

Milord , puisque vous avez tant de bonté.... Si j'osois.... Il y auroit un moyen. Ma Gazette ne me vaut que trois cents guinées : c'est bien peu. Il seroit possible d'augmenter mon revenu par une réunion. J'en fais une des plus convenables.

( *Scot fixe Milord qui le regarde aussi sans lui répondre. Scot a le courage de continuer.* )

La fiction est la base du métier que je fais. Celui du Poëte de la Cour n'en a point d'autre. Il n'invente que trois ou quatre fois l'année ;

& moi toutes les semaines deux fois ; avec cette différence encore que je rends des services beaucoup plus essentiels que lui. Je crois donc pouvoir demander , sans injustice , qu'on le supprime , & qu'on réunisse sa place à la mienne qui alors vaudra cent livres sterl. de plus. J'ai trop de délicatesse pour prendre son titre ; mais il faudra donner aux deux places de Gazetier & de Poëte , réunies en ma personne , le titre de *Fablier d'Angleterre* ?

LE LORD.

On verra ça . . . Adieu M. Scot.

AINSI finit ce curieux entretien. On m'assure qu'il est copié presque mot pour mot d'une feuille du parti de l'opposition. Le Gazetier avoit en effet lû Horace ; & on peut bien dire de lui qu'il faisoit de la prose sans le savoir.

La fameuse affaire de M. Sayre avec le lord Rocheford vient d'être jugée. Il demandoit trente mille livres sterl. de dédommagement pour avoir été mis au secret à la Tour , sans qu'on eût voulu recevoir de caution , & pour les visites faites chez lui & dans ses papiers. Il paroît que ce négociant , qui est Américain , s'étoit en effet permis des propos très-condamnables ; mais on n'a pu le convaincre d'aucun des faits portés dans l'accusation. Il a pu nier les ouvertures que l'En-



seigne aux Gardes, Américain aussi, assure qu'il lui avoit faites, puisqu'ils étoient seuls. Il est convenu seulement de lui avoir exprimé assez vivement son chagrin des fausses mesures de l'administration & du déplorable état des affaires en Amérique. Au reste l'Enseigne s'est contredit dans plusieurs points de ses allégations. D'abord M. Sayre étoit son intime ami ; ensuite il ne le connoissoit que pour l'avoir souvent rencontré dans les rues, & parce que M. Sayre le saluoit toujours comme compatriote. M. de Grey, Chef de la justice du Plaid commun, a fait une observation qui me paroît très-juste & qui aura décidé le Juré à n'allouer à M. Sayre que de modiques dédommagemens, quoiqu'il soit avéré que cette aventure a mis dans le plus grand danger le crédit de ce négociant. L'Avocat de M. Sayre soutenoit que l'idée, ce qui est bien éloigné de l'intention ou du dessein, d'enlever le Roi, de l'enfermer à la Tour, & de le transporter à Hanovre, étoit une extravagance. M. de Grey a répondu que sans doute il n'y avoit rien de plus insensé ; mais que si on examinait toutes les malheureuses idées de la même nature qui ont été mises à exécution, on verroit que la plupart ne paroissent être que des extravagances. Il n'a pû que louer les précautions, quoique rigoureuses, que le lord Rochford a prises pour assurer la tranquillité de l'Etat. Le dédommagement qui est seulement de mille livres ster-

ling, n'est accordé que sous la condition que deux questions de loi, relatives à l'offre & au refus de caution, seront décidées en faveur de M. Sayre.

M. Hopkins conserve la place de Chambellan ou Trésorier de Londres. Le fameux Wilkes a mis en œuvre inutilement tous les ressorts de son esprit & de son patriotisme pour la lui enlever. Cette place est élective tous les ans à la fin de Juin, en même-tems que celle des Sheriffs; mais son activité cessant au moment de l'élection, il en résulte des inconvéniens pour la police de la ville qui faisoient desirer que le citoyen qui en étoit pourvû la conservât pour sa vie; & on s'y étoit accoutumé. Comme cette place est d'un gros revenu, & n'oblige presque à aucunes dépenses, M. Wilkes, dont les affaires ne se sont pas raccommodées dans celles de Shériff & de Maire, en avoit grande envie; quoiqu'il eût promis de ne jamais rechercher de place lucrative. Mais c'est par honnêteté qu'il a manqué à sa parole, & pour se liquider. Lorsqu'il a eu occasion d'en parler en public : *Donnez-moi la préférence*, disoit-il, & *je vous payerai mes dettes*. Il ne l'a point eue; prendra-t-il cela pour une quittance? Il a essuyé les sarcasmes les plus piquans & les plus amers sur sa vie passée & sur ses principes. On lui a demandé comment il pouvoit se présenter pour être le conservateur des mœurs parmi les apprentifs de Londres, dont le

Chambellan

Chambellan de la ville a la police. Il n'a point hésité de répondre que les plus grands hommes avoient fait des extravagances dans leur jeunesse : que Titus avoit été si libertin que le peuple Romain ne s'étoit décidé qu'avec peine à le nommer Empereur : que le Roi Henri V. d'Angleterre avoit volé sur le grand chemin ; & qu'il avoit frappé un juge sur son tribunal : qu'Olivier Cromwell, dans sa fougue de jeune homme , étoit la terreur de tout ce qu'il y avoit de gens tranquilles & honnêtes. On a vu qu'il savoit son histoire, mais cela ne lui a pas valu un suffrage de plus. Il a protesté qu'il abhorroit les Ministres : qu'il ne cesseroit de signaler son zèle avec le plus grand courage pour l'intérêt de la liberté : qu'il étoit plus anti-gallican que jamais ; qu'il ne buvoit ni ne faisoit boire du vin de France. Malgré tout cela on lui a donné le *déboire* de choisir M. Hopkins & il est vraisemblable qu'il ne songera plus à cette place. Il s'en est vengé le jour de l'élection dans un véhément discours qu'il a adressé de la tribune aux harangues aux Bourgeois de Londres. Il leur a dit des duretés que les Gazetiers Anglois, toujours si hardis, ont avoué qu'ils n'osoient pas répéter. Je crois qu'après cela je puis me dispenser d'en charger mon papier. Vous pouvez tout imaginer. Son auditoire, comme vous le jugez bien , n'étoit pas fort tranquille. Mais ce héros anti-gallican est doué d'une assurance & d'un

courage qui ne brille jamais plus qu'au milieu des huées & des sifflets. Il leur a tout dit : heureusement pour lui ils n'ont pas tout entendu. On m'a assuré, mais je ne vous le garantirois pas, qu'il lui étoit échappé cette plaisante boutade, dont apparemment les épousailles de la mer par le Doge de Venise lui auront fourni l'idée : *ingrate Cité, Babylone infecte, je t'avois épousée, je te répudie !*

Que ce mot soit de lui ou non, il est toujours certain qu'il a fait divorce avec la ville de Londres ; & par une bizarrerie du sort assez singulière, son antagoniste, le colonel Luttrell, faisoit dans le même tems en Irlande un mariage très-riche & très-agréable. C'est ce même M. Luttrell dont Wilkes disoit qu'il étoit venu s'asseoir sur ses genoux dans le Parlement.

Quoique M. Hopkins reste en possession de sa place, M. Wilkes a fait encore une nouvelle tentative pour l'en faire déchoir. Il a déterré une vieille loi municipale qui exclut de la charge de Chambellan tout bourgeois de Londres qui n'aura pas gagné les franchises de la ville par apprentissage, ou pour qui elles ne seront point un droit de naissance. Son exclusion ne tourneroit point au profit de M. Wilkes ; car les qualités lui manquent comme à M. Hopkins ; mais cela lui est égal. L'affaire a été très-sérieusement discutée dans le Conseil de la ville, qui presque unanimement a été d'avis que, dans les circon-

tances actuelles , cette loi ne pouvoit plus être d'aucune valeur. On croit pourtant qu'elle sera portée au banc du Roi. Si cela est, & que M. Hopkins soit destitué ; la moitié des Aldermans & M. Wilkes dans le nombre perdront leurs places. Que la société civile est heureuse d'avoir un défenseur aussi désintéressé que M. Wilkes ! Vive Wilkes & la liberté !

Mais parlons sérieusement : le Gouvernement le plus arbitraire seroit il aussi redoutable que l'intérêt privé de M. Wilkes pour les franchises d'une corporation ? Pour venger sa cupidité frustrée & son amour propre humilié , il suscite à sa chère cité de Londres un procès capable de porter une atteinte funeste à sa chartre & à ses privileges. Ah ! pour le coup le masque est tombé ; & on ne peut plus voir dans ce champion redoutable des libertés Angloises , qu'une ame venale qui attend l'acheteur. Je ne fais que répéter , Monsieur , le jugement que la ville entiere a porté sur M. Wilkes. Ce qui me confirmeroit dans cette opinion , c'est qu'au lieu d'avoir quitté sa robe d'Alderman , par le généreux dépit d'une vertu, *repulsæ nescia sordidæ* , & après le divorce qu'il venoit de faire , il trouve encore assez de justes dans Sodome pour ne pas l'exterminer. » Il lui reste , dit-il , quelques amis choisis , quoiqu'en petit nombre , avec lesquels il continuera de s'opposer au torrent de la corruption ministériale & d'applaudir aux nobles efforts des braves Américains ; qui seuls peuvent sauver

## 84 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

l'Angleterre «. Mais c'est que s'il quittoit sa place d'Alderman de Londres, il seroit réduit au rôle ; aujourd'hui stérile , d'anti - Ecoïlois dans la Chambre des Communes , & qu'il perdrait tout espoir de se faire acheter par les Ministres présens ou futurs.

En attendant que son logis , s'il lui en reste un , soit marqué à la craie ministeriale , le petit nombre des justes se cottise pour lui faire une pension alimentaire. Où est le tems où toutes les femmes portoient ses couleurs : où son nom retentissoit dans toute l'Europe : où le peuple dételloit sa voiture pour le traîner ? Il est livré aujourd'hui à l'oubli le plus humiliant : c'est qu'il faut à la popularité une autre base que l'ambition. C'est que *l'audace & le mépris sont d'infideles guides* ; c'est qu'il vaudroit mieux , qu'à l'exemple d'Aristide , dont un ostracisme tout différent lui fait éprouver le sort , il eût plus rempli l'Angleterre de ses vertus que de ses pasquinades , contre les plus respectables personnages.

M. Hopkins, dont le Conseil des Aldermans de Londres a pris le serment , malgré la protestation de deux de ses membres , & la menace d'une action au banc du Roi , d'après un reglement fait en 1572 , sous le règne d'Elisabeth , a reçu les honneurs d'une espece de triomphe. Tous ses amis en ordre processionnel , précédés & accompagnés des Officiers de Ville , l'ont conduit à la taverne de Londres où ils lui ont donné une superbe

fête aux acclamations d'un peuple nombreux, qui n'ont été troublées que par les plates insultes de quelques mercénaires du Chambellan manqué. Deux drapeaux marchaient devant M. Hopkins, sur l'un desquels on lisoit en gros caractères, *vive Hopkins & les mœurs*, & sur l'autre, *point de despote sous le nom de défenseur. Vraie liberté & indépendance.*

On a des nouvelles de Boston du 28 Mai & du 3 Juin. Tous les habitans valides s'étoient engagés volontairement à travailler deux jours de la semaine aux fortifications. A cette date divers ouvrages considérables étoient déjà achevés. Le Congrès de Boston s'étoit assuré de plusieurs habitans qui, après avoir refusé de signer une association pour défendre par les armes les Colonies unies contre les entreprises hostiles des flottes & des armées Britanniques, avoient refusé de remettre au comité, sous serment, leurs armes, munitions & équipemens de guerre.

Le Roi vient de récompenser M. le général Carleton de sa belle défense de Quebec, en le décorant de l'ordre du Bain. On croit que les marques de cet ordre lui seront portées par Madame Carleton qui va le trouver à Quebec avec sa sœur & ses enfans, sans doute sous une plus sûre escorte que celle qui avoit été donnée au fameux mortier de Boston & à tant d'autres munitions d'artillerie que les Rebelles ont enlevées. M. Carleton, officier recommandable par ses services & ses talens,

est né dans le Comté de Tipperary en Irlande. Il est beau-frere de milord Effingham qui a si généreusement refusé de suivre son régiment en Amérique, pour y verser le sang de ses compatriotes.

On apprend par les lettres du 3 Juin que la province a adressé des instructions à ses représentans à l'assemblée générale, pour les prier de faire connoître au grand Congrès de Philadelphie que le vœu de cette province étoit pour la séparation; & que si le Congrès, trouvant les autres Colonies dans les mêmes dispositions jugeoit à propos de l'ordonner, la Nouvelle Angleterre lui répondoit du zele & du plaisir avec lesquels ses habitans sacrifieroient leurs vies & ce qui leur restoit de biens pour contribuer à l'effectuer & à la soutenir. Sans doute le Congrès aura reçu les mêmes assurances de la part des autres Colonies. Il a pris le 15 Mai un arrêté dans lequel, (après avoir dit que la Grande-Bretagne, par l'acte de capture du mois de Décembre, ayant retiré aux Colonies sa protection, & ayant fait au contraire les plus grands & les plus détestables efforts pour les exterminer, l'intérêt de la paix & de la sûreté intérieur des Colonies exige que la Grande-Bretagne n'y conserve aucune espèce d'autorité,) il recommande aux assemblées & conventions respectives des Colonies unies, dans lesquelles on n'a pas encore établi de gouvernement, de choisir telle forme de



gouvernement qui leur paroitra la plus convenable pour leurs intérêts particuliers & pour ceux de l'Amérique en général.

Dans cette même résolution les peuples sont relevés de leur serment, attendu la nécessité reconnue de supprimer toute autorité de la Couronne dans les Colonies. Elle est signée du proscrit *Hancock*, Président du Congrès : à la différence des autres actes où il ne paroïsoit que le nom de *Charles Thomson*, Secrétaire. Je ne sais si c'est pour la rendre plus imposante. Quoiqu'il en soit je ne regarderois cet arrêté que comme un acte préparatoire, & j'imagine que pour effectuer solennellement la séparation s'il y a lieu, le Congrès en publiera une où le vœu de chaque Colonie sera énoncé, & qui sera signée, non du seul Président, mais encore de tous les membres de l'Assemblée. Le Congrès a procédé jusqu'ici trop régulièrement pour manquer à la moindre formalité dans l'acte qui fera la clôture d'une scène si généralement intéressante.

L'Assemblée de l'île de Rhode-Island a passé un acte pour relever ses habitans de leur serment de fidélité envers le Roi, & pour changer les formules des sermens & actes de Justice.

A Water-Town tous les habitans se sont promis de soutenir le Congrès de tous leurs efforts s'il déclaroit l'Amérique indépendante de la Grande-Bretagne.

De gros détachemens des troupes de la Pen-

sylvanie & de la Nouvelle-York sont partis pour renforcer l'armée Américaine dans le Canada, à son quartier général sur la rivière Sorrel. Ce renfort doit la mettre en état d'occuper l'Armée Angloise pendant tout l'été, & opérer par ce moyen une diversion favorable aux autres Colonies.

Voilà tout ce que l'on fait de certain du Canada. Soyez sûr, Monsieur, que depuis la levée du siège de Quebec, & la surprise du poste des Cedres, les gazettes n'ont publié aucune nouvelle qu'on puisse croire de ce qui se passe dans cette Colonie. Ne donnez point de foi aux lettres particulieres, fussent elles mêmes écrites de Quebec, quand elles annonceront que les troupes du Roi ont remporté des avantages que la Gazette de la Cour n'aura point publiés. M. Scot a des cousins à Quebec, c'est tout vous dire.

Je suis fâché du bruit qui se repand que les sauvages du parti Anglois ont massacré 390 des Américains qui s'étoit rendus à discrétion au poste des Cedres. C'est une nouvelle dont on doit souhaiter de ne jamais avoir la confirmation. Si malheureusement elle se trouve vraie, l'Officier Anglois qui a surpris ce poste écarté n'aura donné lieu qu'involontairement à cette affreuse catastrophe, & il n'est sûrement pas à se repentir d'avoir fait ce coup de main avec un détachement trop foible pour contenir la fureur de ses forces auxiliaires. Je ne me résoudrai jamais à croire que

les agens du Ministère Anglois parmi les fauvages du Canada leur aient fait boire dans une de leurs assemblées le sang d'un Bostonien. Les rébellions de tous les tems ont enfanté de pareils bruits, dont le nôtre ne verra point l'horreur se réaliser.

Le général Washington est parti de Boston pour la Nouvelle-York, où on assure qu'il n'y a pas moins de dix-huit mille hommes prêts à faire la plus vigoureuse résistance.

Les bruits qui avoient couru de sa défection étoient très-mal fondés. Il ne pouvoit pas être vrai qu'il se fût séparé de la cause Américaine, quand il a vu que le Congrès vouloit se séparer de la Grande-Bretagne. C'est parce que l'Angleterre exigeoit une *soumission absolue* qu'il a pris les armes; & la separation étoit une suite nécessaire de la persévérance de la Métropole dans cette résolution. Washington n'a pas plus abandonné le parti Américain, qu'il n'est vrai que le général Lée a été enlevé. Vous pouvez vous rappeler que, dans le tems, j'ai apprécié ces deux nouvelles à leur juste valeur,

On équipe en toute diligence sur la riviere de la Vare une escadre qui sera composée de plusieurs vaisseaux de force que le Congrès a, dit-on, fait acheter chez l'étranger, & qui seront commandés par un nommé *Green*, que le Congrès vient d'élever à la dignité d'Amiral.

Vingt-quatre Chefs de Nations sauvages

sont arrivés d'Albany à Water-Town le 27 Mai, sur leur route, pour se rendre auprès du Congrès, & régler avec lui leurs opérations.

L'Assemblée de la Caroline méridionale a arrêté le 6 Avril, que le Congrès général ayant déclaré qu'il feroit très-dangereux qu'aucune Colonie adressât séparément des requêtes ou propositions au Roi ou au Parlement; en conséquence, & pour garantir les libertés de l'Amérique de toutes entreprises artificieuses pour triompher d'elles par la négociation; il étoit ordonné qu'on ne traitât avec qui que ce soit que par le canal du Congrès général; que s'il arrivoit dans la Colonie quelque plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, il ne lui seroit donné que quarante-huit heures de délai pour se rembarquer, sans que qui que ce soit pût l'entretenir ou l'approcher; & que s'il venoit par terre, on le feroit sortir sur le champ de la Province sous escorte.

Il se débitoit ici depuis quelques jours, d'après plusieurs lettres arrivées d'Halifax, & dattées du 10 Juin, que l'armée qui y est rassemblée s'étoit embarquée en plus grande partie pour la Nouvelle-York où le lord Howe devoit la joindre; & qu'au moment présent la Nouvelle-York étoit soumise, ou bien qu'elle étoit réduite en cendres.

La Cour vient de publier des lettres du général Howe, du 7 & du 8 Juin qui confirment la nouvelle de cet embarquement, Il

est dit que l'armée n'attendoit qu'un vent favorable pour appareiller. M. Howe ajoute que le vaisseau de munitions d'artillerie nommé le *Hope* a été pris (par les Américains) dans la baie de Boston. Voilà une nouvelle fâcheuse dont le Gazetier de la Cour qui fait son *Art poétique* fait l'aveu ingénu. Mais il ne dit pas tout, & le parti de l'opposition a achevé la phrase, donnant la liste des munitions qui étoient sur ce vaisseau, & la relation du terrible combat que l'Américain, qui l'a enlevé, a soutenu contre les chaloupes des vaisseaux de guerre qui l'assailloient de toutes parts, & dans lequel ce brave homme a perdu la vie. Il a pris ce vaisseau à l'abordage sans tirer un seul coup, & avec bien moins de forces, car sa prise étoit montée de six canons. Il s'appelloit le capitaine Muggford. Le corps de ce rebelle qui a été recueilli à *Marblehead* y a été enterré avec les honneurs militaires par un détachement du quatorzième régiment des troupes du Roi. Le chargement de sa prise consistoit en quinze cents barrils de poudre cerclés en cuivre, mille carabines avec leurs bayonnettes, baguettes, cartouches, &c. des affûts de campagne pour le gros canon; & toutes sortes d'outils de fer propres à l'artillerie & à l'armée. Son chargement est estimé 50,000 l. sterl. Les Bostoniens en ont pris encore deux autres qui étoient remplis de diverses provisions.

## 32 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Il circule une lettre dont rien ne garantit l'authenticité. Mais le silence de la Cour sur les nouvelles qu'on suppose qu'elle vient de recevoir de ses généraux, invite à croire que cette lettre contient quelques vérités. Elle porte que l'Amiral Howe, après une navigation très pénible, a tenté de faire exécuter le débarquement à New-York ou auprès, mais que ses troupes étoient si fatiguées qu'elles n'ont pû soutenir le choc des Américains, qui leur ont tué beaucoup de monde. Elle ajoute que l'armée, après s'être rembarquée, a été faire la même tentative à l'île de Rhode-Island, d'où elle a été pareillement repoussée avec une perte considérable, & qu'enfin l'amiral avoit pris le parti de la conduire à Halifax, d'où l'armée du général son frere a dû appareiller le 9 Juin pour aller aussi débarquer à New-York. J'ai l'honneur de vous répéter, Monsieur, que cette nouvelle, quoique généralement répandue ici, me paroît avoir besoin de confirmation.

Le parti de l'opposition prétend être sûr que l'Américain Hopkins s'est emparé d'une bombarde & d'un vaisseau chargé de bombes & de munitions d'artillerie à bord duquel étoit un beau mortier de douze pouces de calibre. On ne peut donc que lui savoir gré d'avoir préféré à la gloire de prendre la frégate le *Glasgow*, l'avantage infiniment plus précieux de mettre en sûreté une capture qui doit être d'une grande ressource pour la cause Améri-

taine. Si ce fait est vrai, ajoute-ton, comment milord Sandwich se justifiera-t-il d'avoir laissé aller encore ce mortier sans convoi? Toutes ces nouvelles, qui sont désagréables pour la Cour, restent sur le *taccenda* de M. Scot.

Il est arrivé un vaisseau des îles Bermudes qui assure que tout y étoit parfaitement tranquille; ainsi il ne se confirme pas que Hopkins y ait tenté une expédition, comme le bruit s'en étoit répandu.

La flotte partie de Portsmouth le 18 Juin étoit encore à Plymouth le 12 de ce mois. Elle a été neuf jours en mer avant de pouvoir entrer dans Plymouth. Elle est de 72 voiles, sous le convoi de la frégate le *Diamand*, Capitaine Sieling. Cette flotte transporte 4500 Hessois, 1000 hommes de Waldeck, quelques centaines d'hommes levés sur tous les régimens de la Grande-Bretagne qui étoient déjà assez réduits, & deux mille chevaux pour les bagages. C'est sur le *Diamand* que s'est embarqué le jeune comte de Winchelsea, qui n'étoit venu à Portsmouth que pour embrasser M. Fielding son beau-frere. Les uns prétendent que ce Lord ne veut faire qu'un voyage de curiosité: d'autres se plaisent à donner un motif plus relevé à la soudaine résolution qu'il a prise de s'embarquer; d'autres encore veulent qu'il y ait un mystère concerté avec le Gouvernement. Dans tout ce qui tient à cette malheureuse affaire d'Amérique il n'y a que doutes & incertitudes. Comment

seroit-on d'accord sur les vues secrettes de ce jeune Lord, ou sur la nature de l'affaire que peut-être son caprice apparent ne fait que voiler, tandis qu'il n'y a pas deux têtes angloises où les causes bien plus manifestes des troubles de l'Amérique se représentent sous le même aspect. On compte déjà cent dix-neuf brochures qui ont paru sur cette querelle depuis deux à trois ans, & qui toutes la font envisager sous un point de vue différent.

P. S. du 18 Juillet. On a, Monsieur, des nouvelles d'Halifax du 22 Juin. L'armée, avec le général Howe, en avoit appareillé le 10 pour la Nouvelle York, suivant toutes les conjectures. On n'avoit point encore vû l'Amiral Howe que vous savez être parti des ports d'Angleterre le 12 Mai. Comme le vaisseau par lequel on a prétendu savoir qu'il avoit manqué son débarquement à New-York est arrivé en Angleterre le 9 Juillet, on juge qu'il est impossible que cette nouvelle soit vraie. Mais d'un autre côté on paroît surpris de voir que le 22 Juin il ne fût pas encore arrivé à Halifax. On assure que lorsque l'armée du général Howe s'est embarquée, il y avoit beaucoup de murmures parmi les officiers & les soldats, qui ont montré les plus vives inquiétudes sur les mines & les embuscades sans nombre dont ils savent que toutes les côtes sont garnies; mais principalement sur le danger de mourir de faim si les subsistances n'arrivent pas d'Angleterre en quantité suffisante, où si elles se font trop attendre.



On croit avoir remarqué que le 14 & le 15 toute la Cour étoit dans la même agitation que s'il fût arrivé quelque nouvelle très-fâcheuse. C'est ce qui a soutenu le bruit qui commençoit à se répandre que l'amiral Howe avoit été repoussé & même tué. D'autres ont prétendu que les mauvaises nouvelles venoient de Quebec, & même aussi des Colonies Méridionales. Ces inquiétudes subsistent depuis trop long-tems pour qu'on n'ait pas droit de conclure que les choses ne vont pas au gré de la Cour. Car sûrement son chagrin & ses allarmes ne viennent point des fâcheuses nouvelles que l'on reçoit sur l'état de milord Chatham que l'on dit être très-mal à sa terre de Haies dans le comté de Kent.

Suivant une lettre arrivée de New-York par Rotterdam, on y attendoit avec la plus fiere résolution l'armée du Roi; & les Américains avoient résolu de bruler la ville, plutôt que d'y laisser entrer les troupes Angloises. Les Membres du Congrès général de Philadelphie qui avoient opiné contre l'envoi d'un secours au Canada, & à qui il paroissoit répugner qu'on se déclarât si tôt pour l'indépendance, se sont joints à l'avis des autres, & la plus parfaite unanimité régnoit dans les délibérations,

Il est constant que le Chevalier Parker est arrivé au Cap Féar; où il a été joint par le général Clinton & le Lord Cornwallis. M. Clinton a envoyé un détachement du qua-

torzieme régiment aux ordres du Capitaine Dalrymple pour s'assurer de Saint-Augustin dans la Floride Orientale.

Dans une lettre du 13 Mai, de la Nouvelle Providence, on paroît craindre que les Américains ne fassent une seconde expédition aux îles de Bahama. On désire que l'Angleterre y envoie au plutôt un vaisseau de guerre & des troupes; ce poste étant de la plus grande importance parce qu'il commande le commerce de la Jamaïque. La flotte de Hopkins qui a enlevé de la Providence le Gouverneur & son Secrétaire, étoit composée de sept voiles, dont deux de trente canons & deux de quatorze. Leur pavillon représentoit l'union des treize Colonies, avec un serpent à sonnettes & ces mots, *ne marchez point sur moi.*

Milord North commence à dire confidemment à ses amis qu'il n'est absolument pas possible que l'affaire de l'Amérique soit terminée plutôt que l'année prochaine.

J'ai l'honneur d'être, &c.

# TABLE RAISONNÉE

*Des Cahiers I, II, III, IV & V,*

Formant le Tome premier  
des Affaires de l'Angleterre & de  
l'Amérique.

**L'**INTENTION de ce Recueil Chronologique ne seroit qu'imparfaitement remplie s'il y manquoit une table, c'est-à-dire un fil pour se retrouver dans le labyrinthe de faits & de discussions qui le composent. Il ne suffit point que tous les événemens y soient narrés fidelement & jour par jour, sous leurs vraies dates. Il faut qu'on puisse saisir d'un coup-d'œil les rapports qui les lient ensemble, & que rendus chacun à leurs différentes classes, il offrent un autre espece de tableau qui facilite l'étude & les combinaisons de ceux qui veulent trouver dans l'histoire plus que de l'amusement. On y joindra un Index des noms des principaux personnages. C'est une petite recherche qu'on n'a pas voulu négliger, à cause de l'utilité dont on imagine qu'elle pourra être pour faire connoître & juger les acteurs : ce qui n'est point indifférent dans l'histoire politique d'un peuple sujet à de grands mouvemens.

E R R A T A.

IL a échappé à l'impression une faute qu'il  
N<sup>o</sup>. V. G

est essentiel que chacun corrige pour pouvoir se servir de la Table & de l'Index. Il faut changer les chiffres des 16 premieres pages du troisieme Cahier, & substituer 1 jusqu'à 16 aux chiffres 65 jusqu'à 80.

Nº. V. p. 54, ligne 20, au lieu de *Décembre* 1775, lisez *Décembre* 1773.

# TABLE RAISONNÉE

## DES MATIÈRES.

### A

**A**MÉRIQUE SEPTENTRIONALE. M. Johnstone assure que la dette des Américains ne doit point les inquiéter; 29 Février, *p.* 6. — Dépense de guerre, jusqu'au 25 Avril, arrêtées au Congrès, 29 Février, *p.* 7. — Incendie de Norfolk dans la Virginie, 4 Mars, *p.* 26. — Forces de terre de l'Amérique, 5 Mars, *p.* 51. — La G. B. ne devoit point prétendre dominer les Colonies, 5 Mars, *p.* 58. — L'Amérique est trop puissante pour lui rester longtems soumise, *ibid.* — La G. B. ne devoit s'attacher les Colonies que par le Commerce, 5 Mars, *p.* 59. — Leur population, 5 Mars, *p.* 60. — Leurs finances *ibid.* — Première nouvelle de l'évacuation de Boston, N<sup>o</sup>. I., *p.* 102. — Echec des Américains devant Quebec, 6 Mars, *p.* 14. — Monument élevé à Montgommery, & son histoire. 6 Mars, *p.* 15. — Finances d'Amérique, 7 Mars, *p.* 22. — Détail curieux de ses forces de terre & de mer, & de ses préparatifs de défense sur terre, & de guerre offensive sur mer, 11 Mars, *p.* 41. — Les Américains molesteront le commerce Anglois dans la Baltique, *p.* 43. — Leurs vaisseaux prennent l'île de la Nouvelle-Providence, 11 Mars, *p.* 46. — Etat de la Georgie, N<sup>o</sup>. II, *p.* 72. — Conditions auxquelles les ports de l'Amérique sont ouverts pour tous les peuples de l'Europe pour leur sûreté, N<sup>o</sup>. II, *p.* 87. — Inscription d'un monument à Boston sur l'évacuation, N<sup>o</sup>. III, *p.* 82. — Divertissement à Boston sur cet événement, N<sup>o</sup>. III, *p.* 83. — Avantages remportés par les Américains dans la Caroline, N<sup>o</sup>. III, *p.* 89. — Arrêté du Congrès

sur le traitement des prisonniers, 30 Mars, *p.* 40.  
— Tentative inutile du lord Dunmore pour dis-  
poser les Américains à la réconciliation, 1<sup>er</sup> Avril,  
*p.* 43. Voyez l'EXTRAIT DU SENS COMMUN;  
N<sup>o</sup> IV,

B

**B**AHAMAS (Iles de). De quel avantage elles feroient  
pour des ennemis de l'Angleterre, N<sup>o</sup>. II *p.* 73.

**B**ALTIQUE (Mer). L'Angleterre ne peut pas envoyer  
d'Escadre dans la Baltique, & son commerce y se-  
ra molesté par les Américains; 11 Mars, *p.* 43.

**B**ANQUE. Son papier fera la ruine de l'Angleterre, 12  
Mars, *p.* 58. — Elle escompte les billets du Minis-  
tere avec ses propres billets, 12 Mars, *p.* 60. —  
Elle est dans la dépendance de la Cour, 12 Mars,  
*p.* 61. — Voy. FINANCES.

**B**UDGET. Ce que c'est, N<sup>o</sup>. I, *p.* 88.

C

**C**ANAUX. Leurs inconvénients, 21 Mars, *p.* 12.

**C**ARNAC (le Général) est accusé de malversations  
dans l'Inde, 13 Mars, *p.* 1. — Il se justifie leste-  
ment de ces imputations, 13 Mars, *p.* 4. — sa no-  
mination est confirmée, 13 Mars, *p.* 2. —

**C**ARTES. Nombre de jeux de cartes dans la Grande-  
Bretagne. N<sup>o</sup>. I, *p.* 89

**C**HATAM (Lord). Son opinion sur la querelle avec  
les Colonies, 5 Mars, *p.* 1. — Prétendue lettre  
de ce Lord dans les papiers publics, & par une  
lettre du Vicomte Mahon son gendre, 9 Mars,  
*p.* 27 & 29. — *Ibid.* 23 Mars *p.* 21.

**C**LERGÉ. Le Duc de Richemond fait connoître au  
Clergé l'intérêt qu'il auroit à s'opposer à la guerre,

14 Mars, p. 43. — Exemple de la cupidité de quelques-uns de ses Membres, 14 Mars, p. 44.

## D

**DETTE NATIONALE.** Voyez *FINANCES*.

## E

**ECOSSE.** Bill pour une milice en Ecosse où l'Oposition veut qu'elle soit payée par l'Ecosse, 5 Mars, p. 34. — Proportion de l'Ecosse dans la représentation, *ibid.* — Raisons en faveur du Bill, 5 Mars, p. 35. — Débats sur le projet de milice, 14 Mars, p. 19. — Discussion sur une milice pour ce Royaume, 15 Mars p. 9. — Affaire de la Milice, 19 Mars, p. 2. — Le Bill est rejeté, *ibid.* — Danger de ce Bill, *ibid.* — Son injustice, 19 Mars, p. 3. — Ce que la milice coûteroit, 19 Mars, p. 6. — Revenu de l'Ecosse, 19 Mars, p. 6. — Sa population, 19 Mars, p. 8.

**ELECTIONS.** Discours de M. Wilkes, dans la Chambre des Communes, sur l'inégalité de la représentation du peuple au Parlement, 17 Mars, p. 10.

## F

**FINANCES.** Wilkes accuse les Directeurs de la Banque d'avoir avancé huit millions sterling à la Cour, 1.<sup>er</sup> Mars, p. 17. — Etat de la dette nationale par le Comte de Stair. 3 Mars, p. 23. — Danger du papier de crédit, 3 Mars, p. 25. — Le quatrième sou sur les terres ne payera pas les transports des troupes, 5 Mars, p. 53. — L'impôt sur les terres diminue en proportion de son accroissement, *ibid.* — L'état des finances ne permet point que l'on continue la guerre, 5 Mars, p. 72. — Secours que donne la Banque au Gouvernement, 5 Mars, p. 73. — Moyens du subside pour l'année 1776, N<sup>o</sup>. I.

- p. 88. — Nombre d'espece en circulation, No. I. p. 89. — Vraie valeur de la guinée, No. I. p. 90. — Critique de l'opération de Milord North, No. I. p. 95. — Dette nationale. Créances des Etrangers, No. I. p. 98. — Combien le discrédit est fatal dans la guerre actuelle, 6 Mars, p. 16. — Discussions chez le Communes sur les extraordinaires de l'armée, 6 Mars, p. 16. — Sur les dépenses des Généraux Gage & Howe dans la campagne de 1775, comparée aux plus glorieuses campagnes de l'Angleterre dans d'autres guerres, 11 Mars, p. 33 & 34. — Bon état du fonds d'amortissement au 5 Janvier, 7 Mars, p. 22. — Billets de la Marine arriérés de vingt-sept mois, 7 Mars, p. 23. — Leur montant, *ibid.* — Discussions sur les dépenses de 1775, 12 Mars, p. 49. — L'opposition fait voir que les dépenses de 1776 seront encore plus fortes, 12 Mars, p. 52. — L'accroissement énorme des taxes, causé par les deux dernières guerres, 12 Mars, p. 56. — Danger des secours que la Banque fournit aujourd'hui au Gouvernement par le moyen de son papier, 12 Mars, p. 57. — L'opposition prétend que la masse du numéraire n'est que de quinze millions, 12 mars, p. 58. — Système trompeur pour la liquidation des dettes, 12 mars, p. 59. — Précis du tableau des finances donné par le Docteur Price, 13 mars, p. 10. — Calculs amusans sur la dette nationale, 13 mars, p. 12. — Augmentation du prix des especes d'or, 14 mars, p. 17. — Marché avec des Banquiers pour des especes d'Espagne & de Portugal, *ibid.* — Débats chez les Communes sur les dépenses de la Marine & sur sa dette, 18 mars, p. 28. — Frais de perception des droits, 19 mars, p. 9. — Projet sérieux d'une taxe sur les chiens, 21 mars, p. 13. — Les Ministres n'ont pas le droit de changer les destinations des sommes votées, 1. Avril, p. 55. Voyez BANQUE, TAXE DES TERRES, MINISTRE, & OPPOSITION.



**FRANCE.** L'opposition montre de l'inquiétude sur les changemens survenus dans son Ministère, No. III. p. 71. — Ses dispositions ne doivent point inquiéter les Anglois, No. III. p. 77. — Et elle n'a rien à craindre de leur part, p. 78.

## G

**GRAINS.** Police des grains, 6 mars, p. 13. — 19 mars, p. 2. — 21 mars, p. 11. — 30 mars, p. 31.

**GAZETTES ANGLOISES.** Leur nombre, No. I. p. 89.

## I

**INDÉPENDANS.** Qui sont les Députés à qui on donne ce nom. Leur système, relativement à l'Amérique & la taxe des terres, 12 mars, p. 52.

**INDES** (Compagnie des). Ses débats sur la nomination du Général Carnac à la Présidence de Bombay, 13 mars, p. 63. — Tous les abus de cette administration sont autorisés par le Gouvernement, 13 mars, p. 3. — Le désordre des affaires de la Compagnie provient de deux causes : le crédit des employés, & leurs liaisons avec les Directeurs, 13 mars, p. 6. — Danger des adjonctions au préjudice de l'ordre du tableau, *ibid.* — Il faut une longue pratique du commerce pour administrer un gouvernement mercantile, 13 mars, p. 7. — Le Lord North a déclaré qu'il ne se mêlera point de l'Élection des Directeurs. On le soupçonne de n'avoir pas tenu parole, 13 mars, p. 8. — Assemblée de quartier, 19 mars, p. 30. — Discussion sur le tonnage de la Compagnie, 19 mars, p. 31. — Dissensions dans le Bengale, 19 mars, p. 1<sup>er</sup>.

**IRLANDE.** M. Ogle, lutte contre les proclamations royales, 5 mars, p. 32. — Elections pour le Parlement, 8 mars, p. 24. — La garnison de Dublin.

# 104 TABLE RAISONNÉE

n'est plus composée que de deux régimens & une compagnie d'artillerie, 18 mars, *p.* 27. — Entreprise de M. Ogle pour mettre à l'épreuve la force des proclamations, 31 mars, *p.* 42.

**ISLES ANGLOISES.** Abus qui s'y fait des deniers publics, 12 mars, *p.* 51. — Disette extrême à la Barbade, No. II. *p.* 77.

**JAMAÏQUE**, 23 mars, *p.* 21.

**GRENADE**, 24 mars, *p.* 22.

## J

**JERSEY** (Isle de). Le commerce y languit : elle est toute Américaine, 16 mars, *p.* 9.

## L

**LOI MARTIALE.** Ce que c'est, No. I. *p.* 91.

**LONDRES.** Brigues pour la place de Chambellan, 1. mars, *p.* 18. — La Ville fait ses remerciemens au Docteur Price de son Pamphlet sur la liberté. Requête au Roi par les Lord-Maire, Aldermans & Conseil commun, 22 mars, *p.* 16. — Réponse du Roi, 22 mars, *p.* 19. — Election du Chambellan & portrait de M. Wilkes, L. du B. No. V.

## M

**MARINE.** Le lord North assure que la Cour n'enverra pas un seul vaisseau de ligne en Amérique 29 Février, *p.* 9. — Les vaisseaux de guerre sont équipés avec peu de soin, 2 mars, *p.* 21. — Il y en a trop pour le service d'Amérique, *ibid.* — Il faudra plus de vingt mille hommes pour ce seul service. Cela peut être vrai en complétant les transports, *ibid.* — Il restera trop peu de Matelots en Angleterre, 2 mars, *p.* 22. — Bon état de la Ma-

rine suivant les Ministres, 2 Mars, p. 23. — On rejette l'avis d'examiner son état actuel, *ibid.* — Le lord Sandwich assure qu'elle est sur un pied respectable, & qu'elle a suffisamment de Matelots, 5 Mars, p. 79. — Opinion de ce Lord sur le Matelot Anglois, No. I, p. 93. — Société de Marine, 10 Mars, p. 31. — Dispersión de la flotte du chevalier Parker partie de Corke le 13 Fév., 11 Mars, p. 48. — Départ de la flotte des Hessois le 7 Mai, & du lord Howe le 11, No. II, p. 78. — Etat des vaisseaux de guerre en Amérique, No. II, p. 80. — Assertions du duc de Manchester sur le mauvais état de la Marine, 14 Mars, p. 32. — Les équipages sont composés de vagabonds & de malfaiteurs, 14 Mars, p. 33. — Milord Sandwich combat les assertions du duc de Manchester, 14 Mars, p. 34. — Il proteste qu'on n'a reçu ni vagabonds ni malfaiteurs, 14 Mars, p. 35. — Eloge des Matelots Anglois, p. 36. — Etat d'équipement des vaisseaux de garde, *ibid.* — On évitera la presse autant qu'il sera possible, 14 Mars, p. 37. — Ce Lord est d'avis qu'il faut laisser aux Capitaines le soin de former leurs équipages, 14 Mars, p. 38. — Le duc de Richemont soutient qu'on a reçu des malfaiteurs, 14 Mars, p. 41. — Les Matelots ont une paye trop modique, & leurs engagements sont trop longs, 15 Mars, p. 2. — Difficulté de trouver des Matelots, 15 Mars, p. 3. — Le duc de Manchester produit une preuve que les malfaiteurs ont été admis sur les vaisseaux, *ibid.* — Détails fournis par l'opposition sur l'équipement des vaisseaux, 15 Mars, p. 5. — Milord Sandwich explique la manière dont se forment les équipages, 15 Mars, p. 6. — Les équipemens se font par entreprise, *ibid.* — Milord Sandwich déclare qu'il ignoroit qu'on eût reçu des malfaiteurs, 15 Mars, p. 7. — Milord Suffolk soutient qu'on peut se servir des malfaiteurs, 15 Mars, p. 8. — Frais de construction d'un vaisseau dans chaque rang, No. IV, p. 67. —

La Marine est beaucoup moins forte qu'elle ne paroît, No. IV. p. 72. — Contingent de la Tamise en hommes, 20 Mars, p. 11 — Bill pour la formation des équipages, en admettant des étrangers, 21 Mars, p. 13. — Ses grandes dépenses, 21 Mars, p. 14. — La modification de M. Luttrell est rejetée, 21 Mars, p. 15. — Il prouve qu'on a reçu des malfaiteurs, p. 16. — Gratification pour les enrôlemens, 25 Mars, *ibid.* — On manque de bâtimens & de Matelots, 22 Mars, p. 20. — Affaire de la formation des équipages, 25 Mars, p. 24. — Inconvéniens d'admettre des Etrangers, 25 Mars, p. 24. — On double des fregates en cuivre, 27 Mars, p. 31 : — L'Amirauté distribue des lettres de protection, 29 Mars, p. 35. — Les Mariniers de la Tamise fournissent leur contingent de cinq cents matelots, 29 Mars, p. 36. — Les sommes votées pour les réparations n'y sont pas employées, 1<sup>r.</sup> Avril, p. 52. — Détail de diverses malversations dans cette partie, 1<sup>r.</sup> Avril, p. 53. — Prodigieuse augmentation de sa dette & ses accroissemens, 1<sup>r.</sup> Avril, p. 57. — Etat de ses billets, *ibid.* — Ses dépenses probables en 1776, 1<sup>r.</sup> Avril, p. 59. Voyez *MINISTERE & OPPOSITION.*

*MILICE.* Vices actuels de sa discipline, 5 Mars, p. 12. — Les modifications en ont fait un établissement dangereux, 19 Mars, p. 5 : Voyez *MINISTERE & OPPOSITION.*

*MINISTERE.* (parti du). Motion du Lord North sur les Traités, 29 Février, p. 3. — Les troupes auxiliaires étoient nécessaires, 29 Février, p. 4. — Elles coutent peu, *ibid.* — Elles sont suffisantes, *ibid.* — Le lord North annonce que tout le commerce de l'Amérique va être arrêté, 29 Février, p. 7. — Le lord Barrington convient que les Traités auroient pû être plus avantageux, 29 Février, p. 8. — Le lord North prétend n'être pas responsable de ce qui s'est fait avant qu'il fût en place, 29

Février, *p.* 11. — Il explique sa proposition conciliatoire du 20 Février 1775, *ibid.* — Mobilité du parti de l'opposition censurée par M. Rigby, 29 Février, *p.* 13. — Comment le lord Northentend qu'il est responsable, 4 Mars, *p.* 31. — La Grande-Bretagne ne peut renoncer à sa suprématie sans les plus graves inconvénients, 5 Mars, *p.* 56. — Les Traités étoient nécessaires, vu la position actuelle de l'Angleterre, 5 Mars, *p.* 57. — La suprématie doit être appuyée sur une soumission absolue & illimitée des Colonies, 5 Mars, *p.* 62. — Elle doit être maintenue sous peine de perdre l'Amérique, 5 Mars, *p.* 65. — Le plan des Ministres fera terminer la guerre en une campagne, 5 Mars, *p.* 67. — Elle ne peut pas durer plus long-tems sans danger, 5 Mars, *p.* 68. — Le Roi n'a pas besoin du concours du Parlement pour appeller dans les états Britanniques des troupes étrangères, *ibid.* — Les Traités ne seront point trop chers, si la guerre est finie en une campagne ou en deux, 5 Mars, *p.* 69. — Ils étoient nécessaires, parce qu'on avoit besoin de troupes, & ils ne sont pas chers vû la nature du service, *ibid.* — Ils n'auront aucun inconvénient, relativement au commandement, 5 Mars, *p.* 70. — La milice est injustement décriée par le Duc de Richmond, 5 Mars, *p.* 77. — Le lord Sandwich assure que Norfolk a été brûlée par les Rebelles, 5 Mars, *p.* 78. — Opinion du Lord North sur la Nation Angloise, relativement à la guerre, *Nº. I.* *p.* 93. — Il dit que le peuple Anglois manque souvent ses premières opérations, *p.* 94. — La Cour fait embarquer, nonobstant la loi, beaucoup de marchandises pour l'Amérique, 7 Mars, *p.* 21. — Elle se promet tout de la campagne actuelle, 11 Mars, *p.* 35. Sa gazette dénature l'évacuation de Boston, *Nº. II.* *p.* 65. — M<sup>r</sup> lord Darmouth explique le plan actuel des Ministres, 14 Mars, *p.* 28. — Le Lord Hillsborough explique lui-même sa lettre, 14 Mars, *p.* 46. —

Il fait voir qu'on n'a point varié sur ce qu'elle annonçoit , 14 Mars, *p.* 47. — Ce Lord croit qu'on auroit dû mieux examiner la question des taxes avant de vouloir y soumettre l'Amérique, 14 Mars, *p.* 48. — Les principes de M. Grenville ont été adoptés par ses successeurs, même dans la révocation de la taxe, *ibid.* — En conséquence il s'applaudit d'avoir voté contre la révocation totale, 14 Mars, *p.* 49. — Il remonte aux causes originaires du changement de la chartre de Massachusset, 14 Mars, *p.* 50. — Le lord Littleton ne croit point que les promesses d'un Ministre engagent ses successeurs, 14 Mars, *p.* 55. — Le Lord Gower prouve l'uniformité du Plan Ministeriel par une lettre du général Conway en 1755, 14 Mars, *p.* 59. — Voyez *ECOSSE. FINANCES. FRANCE. PUISSANCES ÉTRANGERES. AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE.*

## O

**O**PPPOSITION (Parti del'). Les Traités sont attaqués par le lord Cavendish, 29 Février, *p.* 4. — Vices de certaines clauses des Traités, 29 Février, *p.* 5. Les Hessois ne seront point sous l'autorité du Roi, *ibid.* — Les Traités sont attaqués par M. Hartley, *ibid.* — M. Luttrell fait voir le danger d'envoyer des Allemands en Amérique, 29 Février, *p.* 6. — M. Fox demande si on a des sûretés de la part des Puissances Etrangères, 29 Février, *p.* 8. — M. Barré voit du danger à l'introduction de tant de troupes étrangères, 29 Février, *p.* 9. — Le Conseil du Roi est accusé d'instabilité, *ibid.* — Le général Conway attaque vivement les Ministres sur leur instabilité, 29 Février, *p.* 10. — Mobilité des Ministres détaillée par M. Burke, 29 Février, *p.* 12. Le Colonel Barré accusé d'avoir varié dans ses sentimens, 29 Février, *p.* 14. — Il en rejette la faute sur les Ministres auxquels il ne donnera plus

de croyance, *ibid.* Objections du Colonel Barré contre les Traités, 4 Mars, p. 28. — Variations des Ministres. Lettre du Lord Hillsborough à laquelle est contraire l'affertion du Lord North, 4 Mars, p. 29. — Le général Conway impute la guerre à la cupidité des propriétaires des terres, 4 Mars, p. 30. — Dilemme contre le Lord North à l'occasion de la lettre du Lord Hillsborough, 4 Mars, p. 31. — Le Duc de Grafton est accusé d'être l'auteur de la guerre, 5 Mars, p. 7. Il se justifie en faisant voir que ses collègues l'ont trompé, *ibid.* — On n'a pas voulu suivre son conseil en 1769 & révoquer l'Acte du Thé, 5 Mars, p. 8. — Motion pour une cessation d'hostilités contre les Américains, 5 Mars, p. 36. — On ne peut mettre aucune confiance dans les auxiliaires, 5 Mars, p. 37. — Danger de la clause du Traité qui permet d'employer les auxiliaires en Europe, *ibid.* Les Traités irriteront les Américains, 5 Mars, p. 38. — Danger d'une autre clause des Traités qui les rend très-onéreux à la Grande-Bretagne, *ibid.* — Défauts des Traités, dans le principe d'alliance, 5 Mars, p. 40. — Ils sont trop chers, 5 Mars, p. 41. Les dangereuses conséquences des Traités, 5 Mars, p. 41. — Les Traités coûtent trop chers, 5 Mars, p. 42. — Dépense que les Traités occasionneront, 5 Mars, p. 43. — Les Traités sont difficiles à concilier avec les droits des Commandans Anglois, 5 Mars, p. 44. — Ils ont stipulé que les auxiliaires pourront être employés en Europe. Danger de cette clause, *ibid.* Les compagnies des Allemands ont les Officiers doubles, *ibid.* — Est-ce pour recruter en Amérique, 5 Mars, p. 45. — Il n'y a point de cartel pour échanger les prisonniers. Danger de cette omission, *ibid.* — Instabilité des Conseils dans les nominations des Commandans, *ibid.* — Pourquoi a-t-on préféré un très-jeune Major général à des Officiers plus anciens? 5 Mars, p. 46. — La cause de la Cour est soutenue par des

gens intéressés, 5 mars, p. 47. — État actuel des troupes dans les trois Royaumes, 5 mars, p. 48. Insuffisance de la milice pour repousser un ennemi. Ses défauts, 5 mars, p. 49. — La campagne de 1776, en Amérique, se passera en préparatifs, 5 mars, p. 52. — Elle absorbera toutes les épargnes de la paix, 5 mars, p. 53. — Les Traités sont destructueux. Ils ne disent point à qui les parties s'adresseront en cas de contestation. Le commandant Hessois n'a de compte à rendre qu'au Landgrave, 5 mars, p. 54. — Troupes Angloises en Angleterre insuffisantes pour sa sûreté ainsi qu'en Irlande, 5 mars, p. 61. — Le lord Temple est d'avis que le plan de la guerre actuelle est vicieux, 5 mars, p. 65. Suivant ce même Lord, il faut parler peu & faire beaucoup, *ibid.* — Il n'est pas possible de maintenir la suprématie indéfinie : il y a du danger, 5 mars, p. 72. — Les adresses à la Cour ne prouvent point que les peuples soient disposés pour elle, 5 mars, p. 74. Le Duc de Grafton déclare que les Ministres l'ont trompé, 5 mars, p. 76. — L'opposition fait voir quelle sera l'énormité de la dépense pour la guerre, en subsistance & en transport, & de tout l'attirail d'une armée agissante, 11 mars, p. 36 & 37. — Tableau curieux de dépenses de campagnes & des consommations, *ibid.* — La mémoire du général Montgommery outragée par Milord North est défendue par M. Fox, 11 mars, p. 48. Motion du Duc de Grafton pour qu'on donne la facilité aux colonies d'exposer leurs griefs, 14 mars, p. 20. — Le Duc de Grafton se justifie d'une imputation faite contre lui, 14 mars, p. 21. — Milord Germaine est l'auteur du projet de réduire les Colonies à une soumission absolue, 14 mars, p. 23. Milord Darmouth n'avoit point les mêmes vues, *ibid.* Il est convenable de proposer un *ultimatum* aux Colonies, 14 mars, p. 24. — L'acte de capture, le discours du Roi & la proposition conciliatoire de Milord North annonçoient autre chose que le plan



actuel de réduction, 14 mars, p. 25. — On voit pourtant que l'auteur de l'acte de capture avoit ce plan en vue, *ibid.* — Précis de cet acte, 14 mars, p. 26. — Le Duc de Grafton, déclare aux Pairs qu'on a vu deux François de distinction en Amérique, 14 mars, p. 28. — L'acte de capture enveloppoit le plan de réduction que jusques-là les Ministres n'avoient point formé, 14 mars, p. 39. Le plan des commissions échouera comme la proposition conciliatoire appuyée d'offres pécuniaires, 14 mars, p. 40. — Le Lord Shelburne est d'avis qu'il ne faut point reculer vis-à-vis des Américains, mais qu'il faut les mettre dans leur tort, d'après la motion du Duc de Grafton, 14 mars, p. 54. Le Parlement ne peut octroyer l'argent que de ses constituans, 14 mars, p. 60. — Défauts de l'acte de capture relativement aux pardons, *ibid.* Elles prouvent qu'une soumission absolue est le vrai objet d'un gouvernement. L'enlèvement des châteaux du Roi n'est point rébellion, 14 mars, p. 62. — On vise à charger le Parlement de tout l'odieux de la réduction de l'Amérique, 14 mars, p. 63. Fâcheuse situation de l'Angleterre au dedans & au dehors, No. III. p. 74. — L'opposition fait voir les moyens de corruptions employées par le Ministre, No. III. p. 75. — Les quinze cents chevaux achetés par le Gouvernement, pour être transportés en Amérique, sont embarqués le 20 Juin, No. III. p. 76. — Bizarre mariage d'Edouard Wortley Montagu, par esprit d'opposition, No. III. p. 86. — Voyez ECOSSE. FINANCES. FRANCE. MARINE. MILICE. PUISSANCES ÉTRANGERES. AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE.

## P

**P**ARLEMENT. Clôture de la session, & observations sur le discours du Roi, No. III. p. 95.

**P**RICE (le Docteur) reçoit les complimens de la ville

## 112 TABLE RAISONNÉE

de Londres pour son Pamphlet sur la liberté, 13 mars, p. 9. — Analise de cet Ouvrage, p. 10.

**PUISSANCES ÉTRANGERES.** Position de l'Angleterre à leur égard, 5 mars, p. 5. — Les Ministres se fient trop à leurs protestations, 14 mars, p. 27. — On doit être effrayé des préparatifs de la France & de l'Espagne, 14 mars, p. 27. — Milord Rocheford est cité comme ayant dit que si le Portugal entroit en guerre avec l'Espagne, l'Angleterre seroit forcée d'y prendre part, 14 mars, p. 34. — Milord Littleton somme les Ministres de déclarer s'ils sont tranquilles sur les dispositions des Cours de Bourbon, 14 mars, p. 55. — Le lord Weymouth assure que jamais on a eu plus lieu d'être tranquille à cet égard, 14 mars, p. 64 : Voyez *MINISTÈRE, OPPOSITION & TRAITÉS.*

## S

**SENS COMMUN.** Pamphlet Américain. Extrait, N<sup>o</sup>. II, p. 83. — Traduction par extrait de ce Pamphlet, N<sup>o</sup>. IV, p. 33.

**SÉNÉCHAL** (grand). Détails historiques sur cette charge, 2 Avril, p. 59.

## T

**TAXE DES TERRES.** Comment elle est levée, 12 mars, p. 53. — Combien le Docteur Price a tort de desirer qu'elle reste sur le pied de quatre sous, *ibid.* — Énormes disproportions dans sa distribution, 12 mars, p. 54. — Historique sur la taxe des terres, *ibid.* — Elle devoit porter sur toutes les propriétés, 12 mars, p. 55. — Nécessité d'un nouveau Cadastre, 12 mars, p. 56. Voyez *FINANCES.*

**TRAITÉS.** Subsidés pour les Auxiliaires, 4 mars, p. 27. Opinion du feu duc de Bedford & du comte de Bute

Bute sur les alliances, & du comte de Chatam, 5 mars, p. 3. — Dangers des Traités relativement à la paix, 5 mars, p. 5. — Ils sont discutés par le lord Cambden qui n'y voit aucun motif d'alliance, 5 mars, p. 9. Voyez *TROUPES ÉTRANGÈRES*.

*TROUPES ANGLOISES*. Tableau de comparaison de ce que coutent les Auxiliaires avec ce que coutent les Anglois, 29 Février, p. 15. — Vices de la constitution militaire d'Angleterre, 5 mars, p. 4. — Etat de ces troupes en Amérique, No. II, p. 81. — Promotion d'Officiers généraux, 26 mars, p. 29.

*TROUPES ÉTRANGÈRES*. Précis des Traités pour des Auxiliaires Allemands, No. I, p. 1. — Ce qu'il en coutera pour le service d'une campagne des étrangers, 29 Février, p. 16. — Les Troupes étrangères ne doivent pas être reçues dans les Etats Britanniques sans l'aveu du Parlement, 5 mars, p. 43 & 49. — Caractere des mercenaires par Walter-Raleigh, 5 mars, p. 9. — Ils rendront la réconciliation impraticable, 5 mars, p. 11. — Le lord Shelburne soutient que le Roi, de sa seule autorité, peut faire venir des Troupes étrangères dans ses Etats, 14 mars, p. 53. Voyez *TRAITÉS*.

## V

*VOITURES*. Leur nombre en Angleterre, No. I, p. 89.

## I N D E X.

## A

ABINGTON (le Lord). *Nº. III. p. 59.*

ADAMS, *Nº. IV. p. 33.*

ARNOLD (le Colonel). *Nº. I. p. 99.*

## B

BANKS (M.) *Nº. V. p. 31.*

BARRÉ (le Colonel). *Nº. I. p. 9; Nº. II. p. 16.*

BARRINGTON (le Lord) *Nº. I. p. 8; Nº. II. p. 17.*

BREADALBANE (le Comte de) *Nº. V. p. 51.*

BURGOINE (le Général) *Nº. V. p. 35.*

BURKE (M.) *Nº. I. p. 12; Nº. II. p. 15.*

BUTE (Milord) *Nº. II. p. 31.*

## C

CAMDEN (le Lord) *Nº. III, p. 53.*

CARLISLE (le Lord) *Nº. I. p. 56.*

Carnac (M.) *Nº. II. p. 20; Nº. III. p. 1; Nº. V. p. 1.*

CAVENDISH (le Lord John). *Nº. V. p. 51.*

CHANDOS (le Duc de) *Nº. V. p. 77.*

CHATAM (le Lord) *Nº. II. p. 1.*

CLARE (le Lord) *Nº. I. p. 29.*

CONWAY (le Général) *Nº. I. p. 10.*

COOK (le Capitaine) *Nº. II. p. 20.*

COCFER (le Chevalier Grey) *N. V. p. 14.*

# INDEX:

115

CORNWAL (M.) *Nº. I. p. 5.*

COURCY , Baron de Kinfale (le Lord Jean) *Nº. IV. p. 25.*

CONVENTRY. *Nº. I. p. 57.*

CUMBERLAND (le Duc de) *Nº. I. p. 77.*

## D

DARMOUTH (le Lord) *Nº. III. p. 28.*

DEMSTER, *Nº. II. p. 49.*

DUNMORE (le Lord) *Nº. V. p. 43.*

## E

EFFINGHAM (le Lord) *Nº. I. p. 59.*

ELLIOT; *Nº. IV. p. 32. Nº. V. p. 1.*

## F

FERGUSON (le Chevalier Adam) *Nº. III. p. 1.*

FOX (M.) *Nº. I. p. 8.*

FRANKLIN, *No. IV. p. 85.*

## G

GOWER (le Lord) *Nº. III. p. 59.*

GRAFTON (le Duc de) *Nº. I. p. 71. Nº. III. p. 20.*

GRENVILLE (M.) *No. V. p. 6.*

## H

HARRISSON (M.) *Nº. V. p. 22.*

HARTLEY (M.) *No. I. p. 5. No. II. p. 49. No. 4. p. 28; Nº. V. p. 14.*

H ij

HILLSBOROUGH (Milord) *Nº. I. p. 29. Nº. III. p. 46.*

HORNBY (M.) *Nº. II. p. 62.*

## I

IRNHAM (le Lord) *Nº. II. p. 49.*

IRWIN (le Chevalier John) *Nº. V. p. 38.*

## J

JOHNSON (M. Peter) *Nº. V. p. 38.*

JOHSTONE (le Gouverneur) *Nº. I. p. 6. Nº. II. p. 50. Nº. III. p. 1; Nº. V. p. 45.*

JOLIFFE (M.) *Nº. V. p. 13.*

## K

KINGSTON (la Duchesse de) *Nº. II. p. 62; Nº. V. p. 63.*

## L

LESLIE (le Capitaine) *Nº. V. p. 39.*

LITTLETON (le Lord) *Nº. II. p. 6.*

LUTTREL (James) *Nº. I. p. 6. Nº. V. p. 51.*

LUTTRELL (M. Temple) *Nº. I. p. 21.*

## M

MANGLEAN; *Nº. IV. p. 31.*

MAGUIRE (le fleur) *Nº. II. p. 62.*

MANCHESTER (le Duc de) *Nº. I. p. 59.*

MARCHMONT (le Lord) *Nº. II. p. 32.*

MAWBEY (le Chevalier) *Nº. II. p. 52.*

## I N D E X.

MONTAGUE (Joseph) *Nº. I. p. 26; Nº. III. p. 15.*

MONTGOMERY, *Nº. II. p. 14.*

MORRIS (Valentine) *Nº. II. p. 26.*

MOUNTSTUART (le Lord) *Nº. V. p. 3.*

MULGRAVE (le Lord) *Nº. I. p. 22.*

## N

NORTH (Lord) *Nº. I. p. 3. Nº. II. p. 17. Nº.*

*III. p. 8. Nº. IV. p. 29. Nº. V. p. 5.*

## O

OGLE (le fleur) *Nº. I. p. 32. Nº. V. p. 42.*

## P

PALLISER (M. Hugh) *Nº. V. p. 15.*

PHILIPS (le Colonel) *Nº. V. p. 35.*

## R

RICE (M.) *Nº. V. p. 30.*

RICHMOND (le Duc de) *Nº. I. p. 36. Nº. II. p. 11.*

*No. III. p. 39.*

RIGBY (M.) *Nº. I. p. 12. Nº. V. p. 13.*

## S

SANDWICH (le Lord) *Nº. I. p. 78. Nº. III. p. 34.*

*No. IV. p. 4.*

SAWBRIDGE (le fleur) *No. II. p. 16. Nº. V. p. 4.*

SHELburnE (le Lord) *Nº. II. p. 1. Nº. III. p. 11.*

SOLANDER (M.) *Nº. V. p. 31.*

STAIR (le Comte de) *Nº. V. p. 23.*

STANHOPE. *Nº. V. p. 4.*

SUFFOLK (le Lord) *Nº. I. p. 68. Nº. IV. p. 8.*

## T

TALBOT (le Lord) *No. I. p. 61.*

TEMPLE (le Lord) *No. I. p. 64.*

TOWNSHEND (le Lord) *No. I. p. 66. No. II. p. 12.  
No. III. p. 19. Nº. V. p. 14.*

TUFFNAL (M.) *Nº. II. p. 51.*

TURNER (M.) *Nº. V. p. 4.*

## V

VINER (M.) *No. II. p. 52.*

## W

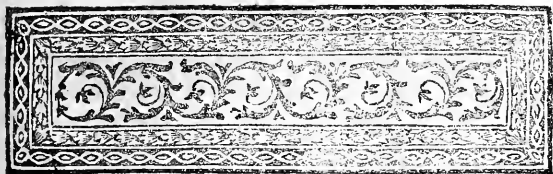
WEYMOUTH (le Lord) *Nº. II. p. 11. Nº. III. p.  
64.*

WILKES (l'Alderman) *Nº. I. p. 17. No. II. p. 31.  
Nº. IV. p. 10. L. du B. Nº. V.*

## Y

YOUNG (le Chevalier) *Nº. V. p. 13.*





# AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

*Suite des débats de la Chambre des Pairs.*

**L** LE LORD MANSFIELD déclare que son avis est que la duchesse de Kingston doit être remise à la garde de l'Huissier ; mais qu'il convient que la Chambre attende, pour décider cette question, que le moment du jugement soit arrivé : ce qui est agréé par la Chambre.

2 Avril.

Le Roi se rend à la Chambre, & les Communes y ayant été appelées, sa Majesté donne son consentement au Bill pour procurer des Matelots plus facilement à la marine tant marchande que militaire, & à plusieurs autres Bills.

Cette loi ordonne qu'à compter de ce jour  
N°. VI. A

## 2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— jusqu'au 25 Mars 1777, & non pas plus long-  
2. Avril. tems ( excepté pour les vaisseaux marchands &  
autres bâtimens qui auront fait voile avant le  
25 Mars 1777, lesquels auront la liberté de  
revenir en Angleterre avec l'équipage men-  
tionné ci après ) ; il sera permis à tout vaisseau  
marchand, &c. de former son équipage de ma-  
telots étrangers, mais de maniere que ces ma-  
telots n'excèdent pas en un même-tems les  
trois quarts des matelots employés sur ce vais-  
seau ; & qu'un quart au moins de la totalité  
devra en tout tems être formé de sujets natifs  
ou naturalisés de la Grande Bretagne ( excepté  
dans le cas de mort subite ou d'autres accidens )  
non obstant l'acte de la douzième année de  
Charles II, pour l'encouragement & l'augmen-  
tation de la navigation, & tous autres actes qui  
pourroient y être contraires. Mais cet acte ne  
portera aucune restriction aux proclamations  
royales que sa Majesté est autorisée à publier par  
l'acte de Georges II, pour se procurer avec  
plus de facilité des matelots pour servir à bord  
des vaisseaux de guerre de sa Majesté.

### *Chambre des Communes.*

M. WALDEN HAMMER propose un Bill aux  
fins d'obliger les Inspecteurs des pauvres dans  
les provinces qui ne sont, en ce qui concerne  
les pauvres, sous le régime d'aucun acte du  
Parlement, de répondre sur serment à certaines  
questions qui leur seront faites concernant l'état

de leurs pauvres , & de charger les Juges de  
paix de recevoir ces réponses , & de les faire 2 Avril.  
parvenir au Clerc de la Chambre. Il est arrêté  
qu'on fera une seconde lecture du Bill.

La Chambre arrête qu'elle se formera le 22  
en comité, pour délibérer sur un acte de la  
treizième année du regne actuel, relatif aux  
ports ou autres lieux dans lesquels les grains  
peuvent être débarqués sans payer de droits.  
Elle ordonne qu'il sera dressé un Bill pour dé-  
clarer les sujets natifs du Royaume d'Ecosse,  
habiles à hériter des biens de leurs ancêtres  
en directe comme en collatérale dans ledit  
Royaume, quoique leur pere ou leur mere  
n'aient pas été eux-mêmes sujets natifs de la  
Couronne, (*quoiqu'ils fussent aliens.*)

Le Bill proposé aux Communes par M.  
MACKWORTH en faveur des débiteurs insolv-  
bles, porte une grace plus ample qu'aucun  
autre Bil précédent de même nature. Non-seu-  
lement les débiteurs actuellement en pays  
étrangers, ou ceux qui sont dans les prisons  
du Royaume pourront en profiter; mais il  
s'étendra jusques sur ceux qui feront l'aban-  
don de leur personne & de leurs biens avant  
le premier Juin prochain.

Deux vaisseaux chargés de grains étrangers  
arrivent à Londres. Il y a long-tems qu'on n'a 3 Avril.  
vu une aussi grande quantité de grains sur la  
Tamise.

Une allee part du quai de la tour de  
Londres avec vingt-deux volontaires pour

#### 4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

3. Avril. les remettre à Lenore , sur le vaisseau de ligne le *Conquistador*. On prétend que c'est tout ce qui s'est présenté pendant quinze jours aux divers lieux assignés dans Londres pour les enrôlemens des matelots. S'ils ne se font pas ailleurs avec plus de succès , le service de la marine du Roi ne doit pas être des mieux assurés.

On apprend de Glasgow que tous les bâtimens qui faisoient avec cette ville le commerce du tabac de l'Amérique , sont frettés par le Gouvernement pour y transporter des troupes. Ce sont les focs de charrues convertis en lances & en boucliers.

Il se tient à Portsmouth un Conseil de guerre sur le *Barfleur* pour juger un Lieutenant de marine qui a quitté son vaisseau aux îles , & est revenu sans congé en Angleterre. On le trouve coupable de désertion , & il est cassé.

#### *Chambre des Pairs.*

La Chambre des Pairs entend les Avocats duduc d'Hamilton. Le lord Mansfield demande que ce mineur puisse se pourvoir devant les Tribunaux inférieurs ; mais que s'il ne se déclare point partie intervenante dans la cause , ou que par des délais inutiles il élude les fins de sa propre requête , alors le comte de Selkirk & de M. Douglas seront admis à demander à la Chambre de les juger après les causes actuellement au rôle. La Chambre adhère à cet avis.

Les Pairs accordent à M. Liardet le privilege qu'il a sollicité pour le nouveau ciment de son invention. 3 Avril.

Le Roi fait distribuer les charités ordinaires du Jeudi-saint à trente pauvres des deux sexes. Ces charités consistent pour chacun en trois aunes de toile d'Hollande, une piece d'étoffe de laine, une paire de souliers & de bas, trente shellings dans une bourse, avec trente pieces de deux deniers, un pain & un plat de poisson. 4 Avril.

James Gibson, ancien marchand d'eau-de-vie à Londres, meurt en Essex âgé de quatre-vingt-trois ans. Il faisoit un commerce si étendu que dans le cours de quarante années il a payé pour la valeur de deux millions sterl. de droits au Gouvernement. Dans sa jeunesse il avoit été pris par des pirates, & s'étant échappé de leurs mains il avoit passé quatre ans sur une île déserte.

Assemblée des Juges de paix du comté de Middlesex au sujet des *Resusciteurs*. C'est le nom sous lequel sont connus à Londres les gens qui se chargent de procurer des sujets pour les amphithéâtres de chirurgie. Il y a quelque tems qu'un de ces malheureux fut cruellement fouetté autour du cimetiere d'Islington. Après avoir subi la prison pendant un mois aux termes de la loi, il fut rendre visite aux chirurgiens qui l'employoient. Un d'eux lui ayant témoigné qu'il étoit vraiment touché de la rigueur des Juges de paix à son

— égard : oh ! pour ce qui est de cela , lui répondit  
 4 Avril. le *Resusciteur* , je le leur rendrai bien : vous  
 pouvez être sûr d'avoir le corps du premier  
 Juge de paix de Middlesex qui sera enterré « .  
 Cette réponse n'ayant pas tardé à se répandre ,  
 ces juges ont arrêté qu'ils présenteroient requête  
 au Parlement pour que la peine du fouet por-  
 tée par la loi contre les *Resusciteurs* fût changée  
 en celle de transportation outre mer.

Soulevement des ouvriers des mines d'étain  
 dans la province de Cornouailles , sur ce  
 qu'ils apprennent que quelques marchands  
 du pays ont fait venir de la porcelaine de  
 Staffordshire. Ils vont en troupe à Redruth &  
 brisent toute la porcelaine & fayance qui  
 étoit exposée sur le marché. De là leur fureur  
 ne faisant que s'accroître , ils courent à Fal-  
 mouth : la halle s'y trouvant fermée , ils me-  
 nacent d'y mettre le feu. Les principaux de  
 la ville ne parviennent à les calmer qu'en les  
 assurant qu'on persuadera aux habitans de ne  
 plus se servir d'autres vases que d'étain ; &  
 pour preuve de leur sincérité , ils en font acheter  
 sur le champ des quantités considérables en  
 présence de ces soulevés. L'étain trouve au-  
 jourd'hui si peu de débit que ces journaliers  
 manquent absolument d'ouvrage.

Le *Romney* de 50 canons & la corvette le  
*Cignet* commandés par l'amiral Montagu appa-  
 reillent de Spithead pour Terre-neuve. Ils sont  
 suivis de douze bâtimens de transport , char-  
 gés des troupes de Brunswich au nombre de

4.300 hommes & d'un détachement de l'artillerie Angloise destinés pour Quebec. Les 4. Avril.  
frégates *la Blonde* & *la Junon* meurent aussi à la voile, ayant à bord le général Burgoyne & le colonel Philipps.

Le vaisseau *le Duc de Cumberland* appareille pour Madraff.

La corvette *le King'sfisher* expédiée de la 5. Avril.  
Virginie le 2 Mars par le lord Dunmore, arrive à Spithead. On apprend que le général Clinton, détaché de l'armée de Boston, est arrivé à la Virginie : qu'il ne reste plus aucune maison sur pied à Norfolk ; que les Américains se sont retirés à neuf milles dans les terres, & qu'ils ont détruit tout ce qu'ils ne pouvoient pas emporter.

Des nouvelles de Philadelphie portent que les Américains y ont établi une fonderie de grosse artillerie, & qu'ils mettent sur leurs canons l'inscription suivante : *Domine labia mea aperies & os meum annuntiabit laudem tuam.*

La Compagnie des Indes apprend que son vaisseau *le Northumberland* a été contraint de relâcher à Lisbonne, ayant été très-fatigué dans sa navigation. On l'attendoit depuis plusieurs mois ; il étoit parti des Dunes le 8 Mars 1774. Il ne ramene que dix matelots de son équipage ; tous les autres sont morts de fatigue après avoir travaillé nuit & jour pendant tout le voyage. Lorsqu'il est parti de Bengale on y avoit commencé le procès criminel d'un riche marchand accusé de par-

## 8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

5 Avril.

jure , & les juges paroiffoient déterminés à le traiter avec la même rigueur que le Raja Nuncomar , qui a été condamné à mort & exécuté comme coupable de faux & de parjure , & pour avoir répandu plusieurs accusations calomnieufes contre le fieur Haftings , Gouverneur général. On affure que cet Indien avoit commis , il y a dix ans , le délit pour lequel il a été condamné , & qu'on a donné un effet rétroactif à la loi paffée il y a trois ans.

On apprend auffi qu'il y a eu un duel au Bengale entre le général & le fecond affeffeur : qu'ils fe font battus au piftolet : que le général ayant tiré le premier & manqué , l'autre avoit tiré fon coup en l'air & que les feconds avoient réuffi à les reconcilier.

Il ne refte plus à Gravesend de vaiffeaux pour l'Inde , ils font tous partis au nombre de quinze. Le général Carnac fe difpofe à s'embarquer fur l'*Hector* qui l'attend à l'entrée de la Tamife.

On double en cuivre à Deptford le vaiffeau de guerre le *Persée*.

Suivant diverfes lettres d'Amfterdam le gouvernement Anglois y a frété vingt vaiffeaux fur le pied de trois mille fix cens florins par mois.

6 Avril.

Le Roi donne fon approbation au Bill paffé en Irlande pour réprimer les excès des enfans blancs. Cette loi défend les attroupe-  
mens , le port d'armes & les vêtemens finguliers fous peine d'amende , de prifon ou de



fouet , & les voyes de fait sous peine de mort , ~~ainsi~~ <sup>6 Avril.</sup> ainsi que les menaces par lettres anonymes. Elle assure le pardon pour tous délits de cette espèce , commis avant la fin de Décembre dernier , excepté le meurtre , l'incendie , &c. à tout enfant blanc qui avant le premier Août prochain sera venu faire sa confession aux Magistrats.

La frégate du Roi le *Greyhound* , capitaine Dikson , part du port de Cork pour se rendre à Boston , ayant sous son convoi dix bâtimens avec des troupes & des munitions.

Les gazettes donnent une lettre du S. Wallace commandant la frégate la *Rose* à l'île de Rhode-Island. Voici un précis de ce qu'elle contient :  
 » J'ai eu ordre de l'amiral de prendre ici des bestiaux. Les Rebelles ont prétendu m'en empêcher. J'ai tiré un certain nombre d'hommes de mon vaisseau , & sous le feu de son canon j'ai livré l'assaut à un petit fort où ils s'étoient retranchés. Je l'ai pris & il y en a eu quatre-vingt passés au fil de l'épée. Tout le peuple du pays est venu fondre sur nous. J'ai soutenu un combat sanglant dans lequel j'ai perdu seize hommes & je me suis retiré sur mon vaisseau «. On assure que le gouvernement avoit reçu cette lettre il y a déjà quelque tems ; mais qu'on l'a tenue secrète de peur d'effrayer les matelots qui n'ont pas déjà trop de volonté pour le service contre l'Amérique , & qui ne savent pas qu'on les mène se battre dans un pays où il ne faut point attendre de quartier.

7. Avril.

Les payemens des gages de la maison du Roi sont arriérés de cinq quartiers ; il n'est rien dû à celle de la Reine que le courant.

L'amiral Montagu sur le *Romney* accompagné du *Cycnet* , relâche à Plimouth.

*Lettre à milord Sandwich sur les explications données à la Chambre des Pairs touchant l'état de la marine dans les débats du 5 & du 14 Mars.*

» Tout ce qui s'est dit , Milord , dans la Chambre des Pairs sur l'état de la marine , doit inquiéter les Anglois qui ne sont pas instruits du vrai état des choses & qui jugent par les circonstances actuelles qu'on devroit donner la plus grande attention à un objet de cette importance. On s'est beaucoup étendu sur l'article des vaisseaux de garde «.

» Est-ce qu'ils ne devroient pas toujours être en état de servir ; de sorte qu'on n'eût que la peine d'y faire embarquer le nombre suffisant de matelots ou soldats , ou d'autres gens de terre bien portans ? Vous avez dit , Milord , qu'il manquoit cinq cents hommes pour compléter leurs équipages sur le pied de paix ; vous pouviez ajouter qu'il en faudroit cinq mille pour les mettre en état de servir. Il n'est pas même vrai qu'on n'ait eu besoin que de cinq cents hommes pour le pied de paix ; il en manquoit cinq cents parce que cinq est compris dans sept , & c'étoit réellement sept cents qu'il falloit ; non pas d'hommes ordi-

naires , mais de bons matelots pour faire un fonds d'équipage à ces vaisseaux qui auroient été ensuite complétés par des hommes de terre «.

7 Avril.

« S'il falloit actuellement mettre nos vaisseaux de garde en état de servir , comment y parviendriez - vous ? Les soldats de marine qui font partie des équipages servent comme troupes de terre en Amérique. Ils ne pourroient donc pas équiper vos escadres comme cela devroit être suivant leur institution. Avez-vous des soldats ? non ; pouvez-vous lever cinq mille matelots ? non. Le pourriez-vous dans un besoin urgent ? l'expérience du passé vous démontre que non. Vos équipemens se font toujours faits avec lenteur ; & aujourd'hui ils seroient plus longtems à se former que jamais. N'a-t-on pas enlevé à notre marine plusieurs milliers d'hommes , en faisant partir , sans discontinuer , des soldats pour la Compagnie des Indes & des recrues pour l'armée d'Amérique ? N'avez vous pas fait passer toutes vos troupes de marine en Amérique ? N'avez vous pas perdu plusieurs milliers de matelots Américains qui aidoient à faire votre commerce en tems de guerre ? Toutes ces circonstances ne nuiroient-elles pas infiniment à l'équipement d'une escadre « ?

« Qu'avez - vous fait pour les contrebalancer ? quelle précaution avez - vous prise pour écarter les embarras qui ont toujours accompagné les équipemens ? A-t-on pris

7 Avril.

quelques mesures pour adoucir le sort cruel des enrôlés dans les barques employées à la presse ? a-t-on désigné quelques vaisseaux dans les ports pour recevoir les matelots ? non ; bien loin de cela ; tous les vieux vaisseaux qui auroient pu y servir ont été vendus au profit du bureau de l'amirauté , & c'est un fait généralement reconnu que dans ce nombre ils en trouvoit plusieurs sur la Tamise qu'on auroit très-bien pu réparer « ?

Pendant la durée de la paix a-t-on donné quelque encouragement aux matelots pour servir à bord de nos vaisseaux ? Ne les a-t-on pas au contraire congédiés dans les ports extérieurs d'où on les a laissés retourner chez eux comme ils ont pu ? Les talens supérieurs de nos Ministres se sont-ils manifestés par aucun acte d'utilité ? a-t-il été adopté quelque plan pour mettre la marine sur un meilleur pied ? aucun. Si c'est par des assertions hardies que l'on équipe une flotte , la nôtre le fera bien sûrement «.

» Dans un tems où tout ce qui nous environne n'annonce que la guerre : où notre foiblesse invite les puissances jalouses de nos forces maritimes , à nous attaquer ; n'est-on pas impardonnable de négliger nos vaisseaux de garde dont le complet des équipages devrait augmenter plutôt que de diminuer ? Il ne s'agit pas ici d'examiner combien il y a d'hommes sur tel ou tel vaisseau ( quoiqu'il soit essentiel de veiller à ce que le déficit ne soit pas

trop fort) mais il faut s'assurer s'ils sont ou s'ils peuvent être mis en état de servir au premier ordre : je prétends que cela n'est pas possible, & que par conséquent ils ne peuvent pas nous protéger aussi efficacement qu'ils sont destinés à le faire. Je ne demande pas qu'on m'en croye sur ma parole. Il y a peu de personnes en Angleterre qui ne connoisse quelque officier de marine ou quelque matelot intelligent ; que chacun interroge son ami ; car l'objet en mérite la peine, & je suis sûr qu'on ajoutera foi à ce que j'ai avancé, & qu'on sera convaincu que je ne me suis pas écarté de la vérité ».

De Portsmouth ce 7 Avril.

*Signé* un Officier de Marine.

Fête annuelle du lendemain de Pâques dans le palais du Lord-Maire de Londres. Milady Mairesse en fait les honneurs ; le duc de Manchester ouvre le bal avec la comtesse d'Essex. Tous les membres du parti de l'opposition dans les deux Chambres y avoient été invités.

8. Avril.

Le bureau de la guerre reçoit de l'adjudant général d'Irlande un état des corps de troupes qui sont dans ce Royaume. Leur montant est de dix mille deux cents trente hommes dont quatre mille sont commandés pour l'Amérique. Il n'est pas question ici de l'effectif.

La frégate l'*Allarme* arrive de Gibraltar à Spithead avec des sommes considérables d'argent pour la banque.

8 Avril,

On apprend à Londres que le comte de Strathmore, un des seize Pairs d'Ecosse, est mort le 7 Mars sur le vaisseau qui le transportoit à Lisbonne où il alloit pour le rétablissement de sa santé. Il laisse deux fils & plusieurs filles de son mariage avec miss Bowla plus riche héritière qu'il y eût en Europe. Il avoit succédé à son pere en 1755, & s'étoit marié en 1767.

Suivant les nouvelles arrivées de Lisbonne, la frégate l'*Active*, partie de Portsmouth le 27 Janvier, a été obligée d'y relâcher en très-mauvais état après vingt-un jours d'une pénible navigation. Les papiers publics se remplissent de murmures contre l'administration de la marine. On lui reproche la perte récente d'une corvette de guerre & les dangers auxquels a été exposé le *Triton* de vingt-huit canons & divers autres bâtimens de l'expédition d'Amérique. On prétend que ces malheurs viennent de l'obstination des Commissaires de la marine, qui malgré tout ce que les pratiques ont pu leur représenter, persistent à n'observer aucune proportion entre la mâture & le corps du vaisseau. On se plaint de la confiance aveugle que l'administration met dans leur théorie. On observe que plusieurs frégates de vingt canons construites à Deptford & actuellement en armement, étant d'un moindre port en tonneaux & plus foibles que les anciennes, si elles sont mâtées suivant le système actuel, périront toutes de

la même maniere avant la fin de la guerre d'Amérique. Enfin , on exhorte les Capitaines à élever leurs plaintes sur ce qu'il est arrivé à beaucoup de vaisseaux qui ont mis depuis peu à la mer de chavirer ou de perdre leurs mâts.

8 Avril.

De Bristol le 8 Avril.

Le senaut le *Dickenson* , ci-devant commandé par le Capitaine W. Meston , est arrivé ce matin en cette ville venant de Philadelphie. Ce bâtiment , destiné pour Nantes , devoit y décharger sa cargaison , & prendre en retour des armes & des munitions de guerre pour le service de l'armée des Américains. Il a été construit & frété par ordre du Congrès , & adressé à Messieurs Montandouin & freres , Marchands à Nantes , ainsi qu'il appert par l'ordre que le Capitaine avoit reçu , & dont on donnera ci-après un copie littérale.

Le pilote & l'équipage apprenant qu'ils alloient charger des munitions de guerre pour le service des Américains , & ayant été forcés , ainsi qu'ils l'ont déclaré , de prendre service , se sont rendus maîtres du navire ; & au lieu de continuer leur voyage , ils résolurent d'entrer dans le premier port Anglois qu'ils pourroient atteindre. En conséquence ils ont conduit le navire dans notre port après avoir lutté , pendant une quinzaine de jours , contre les vents contraires à l'embouchure du canal. Dès que le vaisseau a eu pris fond à notre quai , le pi-

8. Avril.

lote a pris la route de Londres pour aller remettre au Gouvernement les papiers qui se trouvoient à bord. Le navire, qui est très-bien construit, peut contenir environ 250 tonnaux, & restera ici jusqu'à ce qu'on sache la résolution du Gouvernement. C'est le premier navire Américain qui ait été conduit dans ce Royaume depuis l'acte parlementaire, par lequel on a promis certaines récompenses aux équipages qui s'empareront d'un bâtiment Américain.

La charge de ce bâtiment consiste en deux milles deux cents vingt & un barrils de farine, 260 boîtes de chandelles de cire, 13 caisses & un sac de cire, & 5,600 pieces de futailles, le tout évalué à environ 6,000 livres sterl., & le bâtiment à 1,500 liv. Suivant les lettres particulières les marchands François devoient fournir en échange 1,500 fusils complets, avec des bayonnetes & baguettes d'acier, quinze barrils de la meilleure poudre à canon; mais s'il ne leur étoit pas possible de fournir ce dernier article, ils devoient livrer une pareille quantité de salpêtre & quinze livres de soufre par chaque centaine de livres de salpêtre; enfin, s'ils étoient dans l'impossibilité de fournir le salpêtre, le Capitaine devoit rapporter en especes la valeur de la cargaison.

L'équipage de ce navire a rapporté qu'indépendamment du Dickenson, il étoit parti dans le même tems du port de Philadelphie plusieurs autres navires destinés & chargés pour



pour différens ports de la France , entr'autres le *Sully* , le *Neptune* , l'*Aurore* commandés par les sieurs Rowland , Collins & Chechg ; de plus trois brigantins aux ordres des Capitaines Montgomery , Bethel & Martin. L'équipage a oublié les noms des autres navires & ceux des patrons. Comme le Dickenson est un très-bon voilier , il les avoit tous devancés. L'équipage a ajouté que trois semaines avant son départ un François de distinction , qui , avec un autre étranger de la même nation , a eu pendant quelques tems des conférences avec des membres du Congrès-général , & a visité le camp général à Cambridge , dans la Nouvelle-Angleterre , s'étoit présenté pour retourner en France sur le Dickenson ; mais ayant vu que le bâtiment étoit trop chargé , il a fait reconduire à terre ses bagages qui étoient déjà embarqués , & les a fait charger sur un autre navire qui venoit d'arriver en lest , & devoit aussi être employé à un semblable voyage , & qu'il le croyoit actuellement en route vers les côtes de France. Enfin , qu'au moment que le Dickenson descendoit le Delaware , un bâtiment François chargé de poudre , de balles & de petites armes , remontoit ce fleuve pour se rendre à Philadelphie.

Les ordres que le Capitaine Meston avoit reçus étoient conçus en ces termes :

*A Philadelphie le 13 Janvier. Au Capitaine Will-Meston.*

MONSIEUR , notre senaut Dickenson ayant  
N<sup>o</sup>. VI.

B

— 8. AVRIL. — la cargaison prête pour la mer ; nous vous chargeons de procéder le plus promptement qu'il sera possible à votre départ de ce port pour celui de Nantes en France : vous ferez votre trajet autant que le vent & le tems le permettront , avec la plus grande diligence afin de l'abreger ; & vous éviterez soigneusement de vous aboucher avec aucun bâtiment. A votre arrivée à Nantes vous irez trouver MM. Montaudoin & freres , Négocians dans cette ville , à qui vous êtes adressé ; ils recevront votre cargaison que vous leur délivrerez sans perdre de tems. Vous prendrez à bord les marchandises qu'ils ont ordre de vous donner en échange ; après quoi vous remettrez sur le champ à la voile , en observant exactement les instructions que l'on vous a prescrites ci-dessus. De retour à la hauteur de nos caps , vous vous y tiendrez à une certaine distance , & donnerez le signal en hissant la banderolle jusqu'au haut de la hune de votre mât de misaine. Alors on répondra du fanal ou du cap Mai en faisant flotter un étendard blanc. A la vue de ce signal , vous pourrez conclure que vous n'avez rien à risquer dans votre route , & que vous pourrez vous avancer dans la baie. Mais si , après avoir fait le signal convenu , on ne vous répond pas dans l'intervalle de sept à huit heures , ni du cap Mai , ni du fanal , alors vous longerez la côte jusqu'au cap de la Virginie , & vous ferez votre possible pour débarquer votre cargaison de la manière la

plus sûre, la confiant aux soins du comité du lieu où vous aborderez, ou à des personnes qui occupent des magasins à l'usage du Congrès; & vous expédieriez immédiatement un exprès pour nous annoncer votre arrivée. Nous mettons la plus entière confiance dans la vigilance & l'activité que vous mettrez en usage pour faire ce trajet. Si vous réussissez, ainsi que nous prions Dieu qu'il vous en fasse la grace, non-seulement vous aurez acquis un droit sur notre attention pour la suite; mais vous serez considéré comme ayant rendu un service essentiel à votre patrie. Vous devez être persuadé que le bon succès de ce voyage dépend en grande partie de votre conduite; nous ne doutons nullement que vous ne vous en acquittiez d'une manière convenable. En vous souhaitant un heureux & agréable voyage & un prompt retour; nous sommes &c,

8. Avril.

» P. S. Acceptez les marchandises que MM. Montaudouin & freres, vous donneront pour les prendre en échange de votre cargaison. Vous embarquerez aussi autant d'armes & de munitions de guerre que vous pourrez, & qui pourroient vous être présentées pour le compte du Congrès par telle personne que ce puisse être. Nous sommes, &c.

*Bayard, Jackson & Compagnie.*

Le lord Stormont, Ambassadeur d'Angle- 9. Avril.

B ij

— terre en France , de retour par congé , a une  
9. Avril. audience du Roi.

Le comte de Sandwich informe le Roi que les différends qui s'étoient élevés entre les maîtres des bâtimens de transport & les officiers de la marine , se sont terminés par un arrangement qui satisfait les deux parties.

On se plaint dans la marine que les pensions de veuves d'officiers sont mal payées ; tandis que le fonds en est prélevé rigoureusement sur la paye. On demande ce que devient l'argent retenu , même sur les matelots pour le payement des Chapelains , puisqu'il est notoire qu'il n'y a point de Chapelains sur les vaisseaux au-dessous de soixante canons.

La souscription ouverte , sous le bon plaisir du Roi , à la taverne de Londres , le 16 Octobre dernier , en faveur des soldats employés en Amérique pour le maintien des constitutions Britanniques & pour assister leurs veuves & leurs orphelins , se monte jusqu'ici à 16,412 l. sterl. Les contributions pour le Clergé d'Amérique se montent à 4,044 l.

Le lord Maire ordonne que le prix du pain sera diminué d'un denier sterling par peck de dix-sept livres.

Le droit sur le Houblon , qui dans l'année 1773 n'a rendu que 45,737 l. 18 s. 10 d. s'est monté en 1774 à 138,878 l. 1 s.  $\frac{3}{4}$ . Le seul article de la différence entre ces deux années a porté au surplus du fonds d'amortissement une somme de 93,140 l. 2 s. 2 d.  $\frac{3}{4}$ .

On apprend par une lettre d'un officier du quatorzième régiment dans la Virginie, que ce régiment, ainsi que le reste des troupes du Roi, avoit reçu ordre de s'embarquer & de joindre la flotte & les troupes aux ordres du général Clinton qui étoit alors dans le voisinage, & que ces corps étant réunis devoient tenter une expédition secrète.

9. Avril.

Il paroît par cette lettre que le général Clinton n'a pas eu dessein de s'établir dans la Virginie. On en infere qu'il est allé à la Caroline méridionale. On croit que le Gouvernement a beaucoup de partisans dans les parties les plus reculées de cette province qu'on fait d'ailleurs être moins en état de défense que la Virginie.

*Extrait d'une Lettre d'un particulier de Norfolk à son ami à Glasgou , datée de dessus le brigantin le Betsey dans le havre de Norfolk , du 13 Février 1776.*

« Le 6 de ce mois notre ville a été entièrement détruite par les Rebelles. On assure qu'ils sont dans le dessein de dévaster les comtés de Norfolk & de la Princesse Anne , & de se retirer sur les derrières de la Colonie. Leur armée porte la ruine & la désolation avec elle en tous lieux ».

« 16 Février. Une grande partie de ceux qui étoient sur la flotte avec quelques soldats ont débarqué à Mill-point. Ils sont occupés à s'y retrancher , sans être interrompus en

9 Avril. aucune façon par les Rebelles, & leurs travaux seront bientôt achevés «.

» 17 Février. Nous voyons à quelque distance du port un vaisseau de guerre avec plusieurs bâtimens de transport. Nous présumons que c'est le général Clinton, & qu'il relâchera ici «.

*Extrait d'une autre Lettre du même lieu.*

» Les Rebelles après avoir brûlé plusieurs villes du comté de Norfolk, d'où ils s'étoient retirés, sont revenus & ont détruit le peu de maisons qui leur avoient échapé. Ils ont gagné ensuite leurs retranchemens, en chassant devant eux les habitans & le bétail. Ils ont aussi brûlé plusieurs plantations dans les comtés de Norfolk & de la Princesse Anne, & menacé de destruction les comtés qui sont dans la partie basse du pays «.

Tous les habitans affectionnés au Gouvernement ont gagné les vaisseaux où ils sont en toute sûreté & ne manquent de rien. Le lord Dunmore ayant prévu l'événement y avoit amassé toute sorte de provisions. Il a donné ordre de fortifier Tuckers Point où on construit beaucoup de fours & de moulins. On a pris aux Rebelles plusieurs vaisseaux venant du Nord & chargé de sel, de farine & de grain. La frégate le *Ræbuck* vient d'amener ici le général Clinton. Elle est accompagnée d'une allege qui doit aller jusqu'au cap Fear, dans la Caroline Septentrionale, pour y lever

un corps de volontaires. Elle y trouvera mille hommes tout prêts à joindre les troupes du Roi & convenablement équipés. Les Rebelles sont réduits à la plus grande détresse. Ils manquent d'habits, de munitions & de logement. Leur malpropreté est cause qu'il sont couverts de vermine, ce qui en Eté leur occasionnera bien des maladies. Ils ont déjà beaucoup des leurs à l'hôpital : l'on en compte pour le moins sept cent tant tués que blessés, malades & prisonniers, Ils sont malgré cela résolus à tout & se retranchent sur les derrières pour assurer leur retraite. Les Colons des plantations les plus reculées consentiroient bien à fournir au lord Dunmore des provisions fraîches, mais ils ne peuvent envoyer que ce que les negres fouragent pendant la nuit. Tous les Emigrans montagnards tiennent pour le Gouvernement «.

On apprend par l'équipage le *Dickenson* qu'en effet, ainsi que M. le duc de Grafton l'a annoncé le 14 Mars dans la Chambre des Pairs, deux Voyageurs François ont conféré avec les membres du Congrès après avoir été à l'armée de Washington à Cambridge, & qu'ils se sont embarqués sur un autre bâtiment aussi pour le port de Nantes. On trouve parmi ses papiers des états des forces navales de la province de Philadelphie & d'une escadre de cinq frégates partie vers le milieu de Février sous le commandement du sieur Hopkins pour

## 24 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

une expédition secrète (*Voyez ces états ci-*  
10 Avril. *dessus n°. 2. pages 46, 47 & 48.*)

A l'occasion de la rumeur que la nouvelle concernant les deux François paroît causer, un anonyme observe dans une gazette, qu'aucune loi n'a défendu aux étrangers de promener leur curiosité dans les colonies Angloises; & quant à M. de Montaudouin, que si ce négociant a payé les droits de son prince pour ce qu'il a reçu ou expédié, il semble que personne n'a le droit de raisonner sur ses correspondances.

Voici quelques uns des raisonnemens du parti anti-Américain sur la commission du vaisseau le *Dikenson*.

» Notre Royaume déchiré comme il l'est par des factions opposées, tirera beaucoup d'avantage de la capture du vaisseau le *Dickenson*, qui a été conduit à Bristol. On peut juger actuellement de la force & de la foiblesse des Américains. On a la preuve que le Congrès s'étoit déterminé à commencer les hostilités avant d'avoir eu connoissance de l'acte de restriction passé dans la présente session du Parlement. D'après la connoissance des liaisons des Rebelles, notre Gouvernement se plaindra certainement à la Cour de France, qui malgré tout ce qu'on peut en dire, n'est pas en état, quand elle le voudroit, d'agir offensivement pour les soutenir. Les Princes qui voudront suivre une saine politique évite-



10 Avril.

ront toujours d'exciter des troubles dans les états des autres Princes voisins, devant bien sentir que bientôt l'état offensé trouvera toujours à prendre sa revanche. C'est pourquoi, la découverte du nom des François avec qui le Congrès a traité secrètement est incontestablement un coup de parti. On voit aussi que les Américains manquent de poudre & de munitions de guerre. On a connoissance de leurs signaux; & l'empressement avec lequel il ont recommandé au capitaine de leur rapporter de l'argent, fait voir combien ils font peu de cas eux-mêmes de leur papier monnoye «.

Le parti de l'opposition se félicite de son côté d'avoir appris par ce même brigantin qu'aussitôt que le Congrès a été informé de la mort du général Montgomery, un renfort de troupes étoit parti pour le Canada : que lorsque le général Clinton a paru devant New-Yorck, le général Lée en avoit donné avis au Congrès qui avoit fait marcher mille volontaires pour New-Yorck : que le Congrès avoit envoyé à la Caroline un vaisseau chargé de canons, & que la plus parfaite union regnoit dans cette assemblée.

Le *Latham*, vaisseau de la Compagnie des Indes, appareille de Spithead pour Bombay, ayant à bord le général Carnac.

Les lettres apportées de l'Inde par le *Northumberland* sont du 19 Mai 1775 : elles parlent de grandes dissensions entre les membres

10 Avril.

du Conseil de Bengale. M. M. Hastings & Barwell sont à la tête du parti populaire contre le général Clavering, le colonel Monson & M. François qui font tout ce qu'ils veulent, ayant une voix de plus de leur côté.

Le Gouverneur & le Conseil de Madraff ont ouvert une souscription au profit de la société de marine. Il y a quelques années que cette société a reçu du même pays des secours abondans. On assure qu'on va établir une pareille souscription dans le Bengale & à Bombay.

11 Avril.

L'amirauté fait doubler en cuivre les frégates la *Daphné*, la *Licorne* & le *Perfée*. On suppose que c'est pour une campagne dans l'Inde.

Six vaisseaux chargés de grains de Dort & de Groningue arrivent à Londres; mais faute de place dans les magasins, on ne peut point mettre leur chargement à terre.

*Extrait d'un discours prononcé par le docteur Franklin en l'honneur du Major-Général Warren, tué le 17 Juin 1775, dans un combat près de Boston.*

» Waren a déployé dans le cours de trente trois années de vie tous les talens & toutes les vertus d'un grand homme, d'un patriote, d'un sénateur & d'un héros : Il ne lui a manqué que de mourir dans les bras de la victoire.

» Si nos jouissances sont précieuses en raison de notre amour pour les hommes, comment dépeindre la volupté du héros qui donne le

témoignage le plus éclatant de ce sentiment ~~en mourant pour défendre la liberté de son~~ 11 Avril.  
pays ? «

» Apprends nous, ombre illustre ! qu'elle nouvelle ardeur s'est allumée dans ton sein lorsque tu as vu l'instant où tu allois tirer vengeance des ennemis de la liberté ? Quels ont été les transports de ta joie , *lorsque l'ennemi repoussé deux fois a fui devant tes armes victorieuses* ? Mais hélas lorsqu'écrasé par le nombre tu as été forcé de te retirer & que tu t'es senti atteint du trait fatal , dis nous si dans ce moment encore tu n'as pas tressailli de plaisir à l'aspect de la couronne du martyr patriotique qui descendoit sur ton front glorieux ? Et vous braves Américains qui avez vu tomber votre héros , dites nous si les dernières paroles n'ont pas été l'expression de sa fidélité constante pour la Couronne Britannique & de ses vœux accoutumés pour la prospérité de son pays ? Les accents de sa voix expirante n'ont ils pas été des prières à ses soldats d'oublier sa mort & de ne venger que les outrages faits à sa patrie ? Mais hélas ! il rend les derniers soupirs ! saints Ministres du ciel qui vous pressez autour de son ombre, ne l'environnez pas entièrement ; laissez approcher d'elle cet autre esprit céleste : c'est celui de l'illustre Hampden qui vole pour l'embrasser. Il y a plus d'un siècle qu'il a perdu la vie en combattant vaillamment contre le pouvoir arbitraire. Il montre à Warren sa

1. Avril.

blessure ; c'est son titre pour obtenir l'honneur de conduire notre héros aux Régions de la liberté & de la prospérité parfaite «.

« Quel noble spectacle offre le corps d'un héros qui a donné sa vie pour servir de rançon à son pays ! Approchez , Ministres de la vengeance & contemplez les premiers fruits de vos édits sanguinaires. Quelle satisfaction pourrez vous donner aux enfans de Warren pour la perte d'un tel pere ! Comment rendrez vous au Roi & à votre patrie un tel sujet , un tel citoyen « ?

Venez aussi , ô vous Sénateurs Américains assemblés pour la sureté & la liberté des colonies unies ! Il me semble l'entendre vous adresser ces mots. *Gardez vous , ô mes concitoyens , de prêter l'oreille à aucune offre d'accommodement avec la Grande-Bretagne , tant que vous ne conserverez pas tout les privilèges de Citoyens Anglois . . . . . J'écouterai avec ravissement vos sages délibérations , mais je troublerai dans le silence de la nuit le sommeil du traître qui sous le tranchant de l'épée , osera parler de paix & de liberté , ou suspendre pour un instant les effets de votre vengeance contre les ennemis de votre patrie «.*

Venez braves défenseurs de la liberté & de la gloire de l'Amérique , venez contempler un spectacle qui vous inspirera de nouveaux sentimens de courage & d'ambition . . . . N'oubliez jamais que l'ombre de Warren , qui erre parmi nous , n'a point encore été vengée. Nos

ennemis ont osé tremper leurs mains dans son sang. C'est un attentat que la mort de dix mille hommes des troupes ministérielles ne pourroit pas expier. Que le souvenir de vos anciennes liaisons avec eux n'énervé point votre courage ; qu'il n'étouffe point dans vos cœurs le cri de la justice qui demande des victimes. Les ennemis de la liberté cessent d'être les freres des hommes libres α.

» Venez enfin, vous peres & meres de famille, & voyez l'ouvrage du pouvoir arbitraire . . . . Mais ne vous arrêtez pas trop long-tems à baigner de vos pleurs ce corps inanimé. Retournez chez vous raconter à vos enfans les circonstances de ce douloureux spectacle. Peignez leur la cruauté des tyrans & les suites affreuses de l'esclavage, & qu'en vous écoutant leurs cheveux se dressent sur leurs têtes. Montrez leur l'ancienne chartre de leurs privilèges, la maison où ils ont passé leurs premiers mois, & soudain donnez leur des armes & tout l'équipage militaire; & que votre dernier vœu pour eux soit qu'ils reviennent victorieux, ou qu'ils meurent comme Warren dans les bras de la gloire & de la liberté α.

Proclamation du Roi concernant la mon-  
noye d'or. Elle fixe le poids de chaque piece d'or frappée avant le premier Janvier 1772, savoir, des guinées à cinq pennys, huit grains, & des demi guinées & quarts de guinées à proportion; elle décrédite toutes les pieces d'or d'un poids inférieur, & elle autorise les seuls officiers

11 Avril.

12. Avril.

### 30 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

12. Avril.

de la banque & des revenus du Royaume à recevoir les pieces inférieures jusqu'au 19 Août prochain, pourvu qu'elles ne soient pas respectivement au-dessous de 5-6-2-14 & 1-7 avec quelques délais pour les receveurs dans la province & en Ecosse.

Une seconde proclamation contient les mêmes reglemens pour le Royaume d'Irlande avec quelques différences aussi pour les délais.

Les vaisseaux de guerre le *Romney* & le *Cygnat*, partent de Plymouth pour Terre-Neuve.

Environ vingt vaisseaux chargés de grains arrivent à Londres des Ports de la mer d'Allemagne. Ils resteront chargés quelque tems, tous les magasins étant remplis.

Le port de Londres arme vingt-fix vaisseaux pour la pêche de la balaine en Groënland. C'est un effet de la continuation de la gratification que le Parlement a assignée à cette branche de commerce.

13 Avril.

Diverses gazettes rapportent les adresses des deux Chambres du Parlement d'Irlande au Lord Lieutenant de ce Royaume, & le discours de ce Seigneur pour la clôture de la session.

La Chambre des Pairs du Parlement d'Irlande ayant résolu de témoigner sa reconnoissance de la sage administration de Simon, Comte Harcourt, Lord Lieutenant-général de ce Royaume, lui présenta, le 30 Mars dernier, l'adresse suivante.

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE;

13. Avril.

» Nous les très-fidéles & humbles sujets de Sa Majesté, les Lords spirituels & temporels, assemblés en Parlement, demandons la permission de féliciter V. E. sur la prochaine & heureuse clôture de la présente Séance du Parlement, & de faire à V. E. nos remerciemens sinceres de son administration constamment active pour le bien-être de ce Royaume «.

» Nous ne pouvons jouir de notre satisfaction, en voyant le retablissement du crédit, l'augmentation des revenus, la sûreté ultérieure de la liberté publique par la franchise des Elections, les canaux de notre commerce étendus & encouragés par le Parlement Britanique, & l'assistance donnée par ce pouvoir législatif pour prévenir tout risque que pourroit courir notre manufacture d'Etape, sans réfléchir en même-temps combien à tous ces égards nous sommes redevables à la sagesse de V. E. & à ses puissantes représentations «.

» Dans le temps que nous faisons mention des actes publics de votre administration, n'oublions point la justice due à cette candeur & à cette honnêteté de caractère, que Votre Excellence a uniformément montrées avec la persévérance & la modération les plus distinguées, ni celle que nous devons à ces autres aimables vertus, qui vous ont rendu cher aux citoyens de tous les rangs «.

» Nous nous assurons que la reconnoissance de ce Pays lui conservera constamment l'affection de votre Excellence, & que nous trouverons toujours dans le comte d'Harcourt un ami constant qui représentera à S. M., sous les plus vives couleurs, la loiauté inébranlable & l'attachement de son fidele peuple «.

Le Comte d'Harcourt répondit en ces termes :

MILORDS,

» Je n'ai pas moins agi par inclination que par devoir, en faisant tout ce qui étoit en mon pouvoir pour avancer le bien-être général & la prospérité de

13 Avril. ce Royaume; & si ma conduite à mérité le glorieux témoignage que vous venez de me donner de votre approbation, j'ai droit de regarder cette époque comme une des plus heureuses de ma vie «.

» Les preuves aussi nombreuses que distinguées que vos Seigneuries ont données de leur attachement au Roi, & de leur zèle pour le maintien de son Gouvernement dans les tems les plus critiques, sont déjà trop connues à Sa Majesté pour quelles ne tendent pas à cultiver & à raffermir cette confiance mutuelle, qui, à ce que j'espère, subsistera toujours entre Sa Majesté & vos Seigneuries «.

» Je serai toujours prêt à m'employer de toutes mes forces pour le service de ce Royaume, comme l'unique retour que je puisse vous donner, Milords, de l'opinion favorable que vous voulez bien avoir à mon sujet «.

M. FRENCH, qui avoit proposé, le 2 de ce mois, dans la Chambre des Communes, de présenter aussi une adresse au Vice Roi, pour le remercier de la justice, de la sagesse & de la douceur de son gouvernement, n'ayant pu se trouver à la Séance du 3, à cause de la mort de son fils, arrivée la veille au soir, le Chevalier Lucius O'Brien se chargea de remettre cette affaire sur le tapis: il dit: » que la Chambre étoit obligée, par le devoir de la reconnoissance, à témoigner à milord Harcourt sa gratitude pour la manière dont il s'étoit employé en faveur de ce pays, en lui procurant nombre de loix excellentes, qui avoient servi à raffermir la constitution, à encourager la navigation & les manufactures, à étendre le commerce, & à lui ouvrir des canaux qui lui avoient été inconnus jusqu'à présent ». Il fit une mention circonstanciée de chacun de ces actes, s'étendit sur leur utilité, & conclut en disant que: *rien n'étoit plus juste que de louer ce qui effectivement méritoit des éloges.* Après ce discours, il lut l'adresse telle qu'il l'avoit projetée.

M. Bushé convient du respect qu'il portoit avec tous les



les citoyens, au caractère particulier du comte d'Har-  
court; &, d'après ce sentiment pour ses qualités per-  
sonnelles, il consentit volontiers à lui faire des re-  
mercimens généraux dans les termes d'usage; mais  
il s'opposa au projet de M. O'Brien comme trop par-  
ticularisé. MM. Yelverton & Barry soutinrent son avis :  
ils récapitulèrent les actes auxquels on applaudissoit  
avec tant d'emphase dans leur adresse, & leur oppo-  
sèrent, par contraste, d'autres mesures qui ont été l'ob-  
jet de leurs plaintes, & de celles des autres membres  
de l'opposition dans les deux dernières Séances. M.  
Grattan poussa la sévérité de ses réflexions encore  
plus loin : il les porta sur les actes même qu'on venoit  
de louer : il en déprima la valeur, prétendit que c'é-  
toient des faveurs trompeuses, & appuya sur les torts  
que, selon lui, le Gouvernement avoit faits à l'Ir-  
lande; enfin, il traça tous ces griefs dans un para-  
graphe qu'il proposa d'ajouter à l'adresse.

M. PROVOST répondit à ces trois Membres, & ob-  
serva que c'étoit à l'administration actuelle que l'on  
étoit redevable de l'accroissement du crédit public &  
particulier : ajoutant que, » quand même les faveurs  
accordées par la Grande-Bretagne au commerce de  
l'Irlande, ne seroient pas aussi immédiatement utiles  
qu'on le croyoit, elles méritoient de la reconnois-  
sance, comme des preuves que la Grande-Bretagne  
commençoit à regarder ce pays sous un point de vue  
plus avantageux que ci-devant; que ce n'étoit qu'un  
crépuscule, mais un crépuscule qui annonçoit la fin  
de la nuit, & l'aurore d'un jour serein & brillant ». Malgré ses raisons, MM. Yelverton, Barry & Grat-  
tan n'abandonnerent point leur sentiment : ils entrèrent  
dans de longues plaintes sur les affaires de l'Amérique  
& sur les anciens griefs du Royaume sous l'adminis-  
tration du Vicomte Townhend. M. Provost & le co-  
lonel Brown parlèrent en faveur de ce dernier Sei-  
gneur, & dirent que, malgré les désagrémens  
qu'il avoit essuyés pendant sa Vice-Royauté, il sou-  
tenoit constamment les intérêts de l'Irlande au Par-

### 34 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

lement Britannique. Le chevalier Obrien confirma cette  
13. Avril. affirmation comme témoin oculaire.

Le chevalier JEAN BLAQUIERE prit alors la parole, justifia les mesures du Gouvernement, & combattit le changement proposé par M. Grattan. Le chevalier Edouard *Newenham* voulut lui répondre, en se plaignant de l'état sans défense où le Royaume se trouvoit par le départ des troupes, & le refus de l'établissement d'une milice; mais l'on demanda de toutes parts à en venir aux voix. Le changement fut rejeté, & le projet de M. Obrien approuvé dans toute son étendue, sans même lever les suffrages.

Le chevalier Blaquiere a refusé de s'expliquer avec M. *Ogle* sur les causes qui ont fait échouer le Bill de la milice.

M. *Bushe* a proposé une adresse au Roi, où, après avoir rappelé tout ce qui s'est passé dans cette session & dans la précédente; il faisoit voir qu'il seroit impossible à l'Irlande de se soutenir si on ne diminueoit point les dépenses de son établissement. Le chevalier Blaquiere a fait renvoyer cette motion à huitaine, pour qu'il n'en fût plus question dans la session actuelle.

Le 4, la Chambre résolut, sur la proposition du chevalier Blaquiere, de faire des remerciemens à M. Edmund Sexton *Pery*, son Orateur, pour la conduite prudente & intégrè qu'il a tenue durant la Séance. Ensuite la Chambre se rendit au château pour présenter au Vice Roi l'adresse dont on a parlé, & qui ne diffère en rien d'essentiel de celle des Pairs. Lorsque la Chambre fut de retour, le comte d'Harcourt se rendit à celle des Seigneurs, où ayant mandé les Communes, & donné le consentement royal à vingt-deux Bills, il fit la clôture de la Séance par le Discours suivant.

*Discours prononcé par le Comte d'Harcourt , 13. Avril.  
le 4 Avril à la clôture du Parlement d'Irlande.*

## MILORDS ET MESSIEURS.

Le travail de cette Séance étant terminé, vous devez souhaiter d'être déchargés du devoir d'y assister ; & vous étant acquittés avec tant d'habileté & si dignement de la confiance qu'on a mise en vous , vous pouvez retourner avec d'autant plus de contentement aux devoirs & aux jouissances de la vie privée.

Les preuves multipliées que vous avez données de votre inébranlable fidélité au Roi , de votre zèle ardent pour l'honneur & la dignité de ce Gouvernement dans chaque partie de l'Empire Britannique , & de votre attention non interrompue au bien-être de votre Patrie , sont très-agréables à Sa Majesté , & vous donnent droit à l'approbation & au respect de tous vos Concitoyens.

La bonté & la sagesse de vos délibérations ont assuré ce succès signalé , par lequel vos efforts courageux pour le bien public ont été récompensés , & distingueront honorablement cette Séance dans les Journaux du Parlement.

Messieurs de la Chambre des Communes,

JE dois vous remercier au nom de S. M. des subside que vous avez accordés si libéralement , & d'une manière si bien réfléchie , qu'elle augmente le crédit de la nation , & qu'en même temps elle est avantageuse aux créanciers du public.

Milords & Messieurs ,

DANS la situation où se trouve actuellement l'Empire Britannique , votre fidélité & votre dévouement inviolable à votre Souverain , ainsi que votre attachement vif & affectionné à l'honneur & aux intérêts de la Grande Bretagne , ont éclaté avec un

### 36 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

13. Avril. lustre distingué, & ont donné une exemple aussi louable que digne d'être imité. Tout ami de sa Patrie doit trouver un plaisir sincere à réfléchir que tandis qu'une grande partie des domaines de S. M. en Amérique est déchirée & ébranlée par la rébellion la plus dénaturée, ce Royaume persévérant avec sagesse & avec affection dans son devoir, jouit des bénédictions de la tranquillité & de l'abondance, cultivant les arts de la paix, & s'appliquant à l'accroissement du Commerce, de l'Agriculture & des Manufactures.

Ces malfaiteurs cruels, qui ont commis tant d'excès barbares dans un petit nombre de Comtés (les Enfans blancs) ont été intimidés efficacement, à ce que nous espérons, & réprimés par la vigueur par laquelle on a poursuivi leurs délits; & par les exemples qui ont déjà été statué. Je m'assure que la loi passée aujourd'hui, préviendra de pareils crimes à l'avenir, si vous continuez votre conduite sage, courageuse & vigilante à cet égard, en qualité de Magistrats.

Je ne puis prendre congé de vous dans cette dernière session de Parlement, sans reconnoître, dans les termes de l'approbation la plus vive, les grands objets que vous avez remplis pour l'accroissement du bonheur & des avantages de votre patrie, & pour le maintien du gouvernement de Sa Majesté. Les reglemens sages & bien réfléchis que vous avez faits pour la levée des revenus publics; & la maniere dont vous avez éteint les arrérages onéreux sur les établissemens de S. M.; le retranchement généreux de vos propres privilèges pour l'avantage de vos concitoyens, la perfection que vous avez donnée au système d'une durée limitée des Parlemens, par les différentes loix utiles, faites pour expédier, regler & décider les élections; les arrangemens pris pour rendre les loix, pour l'encouragement de l'agriculture, plus étendues & plus complètes, votre attention pour la manufacture d'étape de ce Royaume, par un reglement prudent concernant les primes, qui lui ont été accordées; votre sage concours avec la politique généreuse de la Grande-

Bretagne, pour encourager les pêcheries de ce Royaume; ce sont là autant d'acquisitions importantes que l'Irlande doit à la faveur de S. M. & à la bonne conduite de ce Parlement. 13. Avril.

Enfin, je ne puis finir sans vous remercier avec la plus grande cordialité, de la bonté & des égards que vous m'avez témoignés constamment & sans interruption, particulièrement de vos adresses qui me font autant d'honneur que de plaisir. En justice, je suis obligé dire que si le crédit public, l'amélioration du revenu, & la liberté des Elections ont été avancés par mes soins, si durant mon administration, il a été ouvert quelques nouvelles sources pour étendre votre commerce & encourager vos manufactures; les succès de ces soins sont dûs principalement à vous, qui m'avez mis en état d'envoyer à la Cour les représentations les plus pressantes en votre faveur. Je trouverai dans tous les tems le plus grand plaisir à exposer au meilleur des Rois la loyauté & l'attachement de ses sujets très-fidéles & affectionnés en Irlande, & d'avancer de tout mon pouvoir tout ce qui pourra contribuer à l'honneur, au bien-être & à la prospérité de ce Royaume.

Après ce Discours, le Chancelier a prorogé le Parlement jusqu'au 7 Mai. Mais par une proclamation rendue le 5, le Vice-Roi a dissous cette Assemblée & déchargé les Membres de l'obligation de se rassembler audit 7 Mai.

Hier à la salle de spectacle de Covent Garden à Londres où on représentoit *l'Amour à la mode*, farce de Macklin, lorsque le petit maître Mardochee se moque d'Obrallaghan sur ce qu'il a dit : *les héros vivent après leur mort*, Obrallaghan reprend la parole & dit ; *oui ils vivent & de la vie la plus glorieuse. Ce vaillant Général ainsi que tous ceux qui viennent de périr devant*. 14 Avril.

14 Avril. *Quebec vivront dans notre mémoire, tant que l'amour de la liberté regnera chez les Bretons.* Ce passage, dans lequel l'auteur avoit en vue le général Wolf & ceux qui ont été tués à la prise de Quebec sur les François, ayant été appliqué à la mort du général Montgomery, toute la salle a retenti d'applaudissemens.

JACQUES WILSON, membre du Parlement d'Irlande, Capitaine dans les Troupes de Marine, envoie à milord Germaine un mémoire pour le Roi, dans lequel, à l'exemple de milord Effingham, il supplie le Roi de recevoir sa démission, persuadé que sa conscience ne lui permet pas de porter les armes contre les Américains. En 1760 M. Wilson avoit levé cent trente hommes sur ses terres en Irlande, & il a servi avec beaucoup de distinction avec cette troupe jusqu'à la fin de la guerre. Sa lettre à Milord Germaine est datée de Gilgorm en Irlande, le 17 Mars.

*Mémoire au Roi.*

SIRE.

» Le Suppliant a non seulement servi V. M. pendant plus de quinze ans comme Capitaine dans les troupes de la Marine, & il s'est toujours efforcé de remplir son devoir avec fidélité; mais il a eu aussi l'honneur d'occuper une place dans la Chambre des Communes en Irlande pendant la session actuelle. En cette qualité, comme serviteur du peuple, sa con-

duite a toujours eu pour base le bien de ce Royaume qui, selon lui, est très-essentiel à

14 Avril.

l'honneur & au soutien du Gouvernement.

Le Suppliant, par inclination & par devoir ,

fera toujours prêt à risquer sa vie & sa fortune

pour soutenir les principes inestimables qui

ont fait obtenir à l'illustre famille de V. M.

la souveraineté de ces Royaumes. Mais c'est

avec la plus vive douleur qu'il se voit forcé

par les mesures pernicieuses des Ministres de

V. M. & par le cri de sa conscience de vous

demander, Sire; de le dépouiller du rang &

de l'honneur dont il jouit comme Capitaine

reformé. Le Suppliant croit qu'il est incom-

patible avec sa fidélité envers V. M., comme

sujet; & envers le peuple comme représen-

tant, de recevoir des gages qui le soumet-

troient à des ordres de Ministres dont l'exé-

cution seroit pour lui plus affreuse que la

mort, qu'il bravera toujours quand il s'agira

du vrai bonheur & de la véritable gloire de

V. M. La seule récompense qu'il demande

pour ses services, est de supplier très-hum-

blement la clémence royale de V. M. de

prendre en considération ce mémoire respec-

tueux, & de le délivrer de la crainte acca-

blante dont il est saisi en voyant les prépa-

ratifs contre l'Amérique. Il craint d'être ré-

duit à l'horrible alternative de désobéir aux

ordres de son Souverain, ou d'étouffer les

impulsions de l'humanité & de baigner ses

14 Avril. mains dans le sang de ses parens<sup>1</sup>, les concitoyens & ses compatriotes «.

M. Wilson a reçu les remerciemens de ses constituans pour sa conduite patriotique, tant dans le Parlement que dehors. Il a reçu aussi des invitations de plusieurs Bourgs indépendans qui lui ont offert de le choisir pour leur député lors de la prochaine élection.

*Premier séance de la Cour des Pairs pour le jugement de la Duchesse de Kingston.*

15. Avril. Les Pairs se sont rendus vers les onze heures du matin, de leur chambre dans celle de Westminster, où ils sont entrés dans l'ordre & le cérémonial accoutumés.

Les Pairs placés, le Clerc de la Couronne a lu, par ordre du Grand Sénéchal, le *Certiorary* (a) &c.

Le Sergent d'armes a ordonné à l'Huissier à verge noire d'amener sa prisonniere à la barre. La Duchesse est entrée. Elle étoit accompagnée de trois de ses femmes de chambre, de son chapelain, d'un médecin & d'un apothicaire. En s'approchant elle fit trois reverences & se mit à genoux.

Le grand Sénéchal lui a dit: » Madame, vous pouvez » vous lever.

Alors la Prisonniere s'est levée: elle a fait un salut au grand Sénéchal & à la Chambre, tous les Pairs le lui ont rendu ainsi que le grand Sénéchal.

Le grand Sénéchal lui a parlé en peu de mots sur le crime de bigamie dont elle étoit accusée, sur les conséquences qui résultoient de ce crime tant pour les individus en particulier que pour la société en général, & il a fini en l'assurant que quelque alarmante

---

(1) Terme de loi; c'est une lettre de la Chancellerie adressée à une Cour inférieure, pour faire remettre les procédures d'un procès pendant devant cette Cour inférieure.



que fût sa situation elle avoit tout à espérer de l'honneur, de la justice & de l'intégrité de ses juges. 15 Avril.

La Duchesse de Kingston s'est adressée à la Chambre & a lu un écrit dans lequel elle assuroit modestement qu'elle étoit innocente du crime qu'on lui imputoit ; qu'ainsi elle n'avoit d'autre crainte que celle que lui inspiroit la présence d'un tribunal si redoutable ; que si elle manquoit à quelque forme d'usage, elle supplioit qu'on voulût bien l'imputer à sa situation actuelle, & qu'on ne l'interprêtât pas en manque de respect pour l'assemblée la plus auguste qui soit au monde & devant laquelle elle avoit tant d'impatience de paroître, qu'elle étoit venue de Rome en litière, très-dangereusement malade, bien persuadée que sa vie, son honneur & sa fortune ne pouvoient être en des mains plus justes & plus sacrées.

*Le grand Sénéchal* : Madame vous ferez bien d'être attentive lorsqu'on vous interrogera sur votre accusation.

Alors on a fait faire silence ; après quoi la Duchesse, à qui la Chambre avoit donné la permission de s'asseoir, s'est levée & a lu un autre écrit par lequel elle informoit la Chambre qu'il lui avoit été prescrit par son conseil d'alléguer que la sentence de la Cour Ecclésiastique, rendue en sa faveur par le Docteur Bettersworth en 1769, la dispensoit de répondre à toute information intentée contre elle pardevant la Chambre. Cependant le grand Sénéchal lui a déclaré qu'elle devoit répondre à l'accusation, & en conséquence le Clerc de la Couronne lui ayant demandé si elle étoit coupable ou non du crime dont elle étoit accusée, elle a répondu avec beaucoup de fermeté : je ne suis point coupable, Milord.

*Le Clerc de la Couronne*. ---- Comment voulez vous être jugée ?

*Elisabeth Duchesse de Kingston*. — » Par Dieu & par mes Pairs «.

*Le Clerc de la Couronne*. — » Dieu vous donne une heureuse issue «.

15 Avril. *Le Clerc de la Couronne.* — » Sergent d'armes, faites la proclamation «.

*Le Sergent d'armes.* » Oyez, oyez, oyez. Qu'on laisse approcher toutes personnes quelconques qui fourniront preuve du côté de notre souverain maître le Roi, contre Elisabeth, Duchesse de Kingston, prisonniere à la barre, & que ces personnes soient entendues; car elle est aujourd'hui à la barre pour sa justification «.

*Le grand Sénéchal.* — Milords, il y a si loin de ma place à la barre, que je vous prie de me permettre de m'approcher du bureau pour être plus à portée d'entendre «.

M. Dunning a ouvert alors la plaidoyerie & a parlé contre la Duchesse.

Le Docteur Calvert l'a défendue pendant deux heures.

Le lord Gower ayant proposé d'ajourner; le grand Sénéchal est allé reprendre sa place sous le dais & a ajourné la Cour à la Chambre du Parlement où les Pairs sont retournés dans le même ordre qu'ils étoient venus. Aussi-tôt la Duchesse de Kingston s'est retirée avec sa suite, & accompagnée du Sergent d'armes, &c.

La Cour rendue dans la Chambre des Pairs s'est ajournée au lendemain 16.

La Reine, le Prince de Galles & deux des Princes ses freres, ont assisté à cette séance dans une lanterne particuliere.

16 Avril. Le Roi nomme le sieur Horace SAINT PAUL pour être Ministre Plénipotentiaire à la Cour de Versailles pendant l'absence du lord Vicomte Stormont son Ambassadeur extraordinaire & plénipotentiaire à la même Cour.

Il se débite que la Banque a promis au Gouvernement de lui prêter deux millions

sterling sur des billets de l'Echiquier à 3½ pour cent d'escompte. 16 Avril.

*Seconde séance de la Cour des Pairs.*

Le Grand Sénéchal s'étant rendu à la Chambre haute, les Pairs sont allés dans le même ordre que le 15 à Westminster-hall où avec les mêmes cérémonies, le Grand Sénéchal a pris sa place sur le trône. Alors un des Hérauts a ordonné à l'Huissier de la verge noire d'amener sa prisonnière à la Barre. la duchesse de Kingston ayant paru, le Grand Sénéchal a ordonné aux Avocats des accusateurs de répliquer aux moyens que ceux de l'accusée avoient employés la veille pour détruire toutes les preuves sur lesquelles l'accusation étoit fondée.

L'Avocat général s'est levé, & dans un Discours de près de deux heures il a rappelé toutes les raisons alléguées par le Conseil & les Avocats de la Duchesse, faisant voir qu'elles étoient frivoles & mal appliquées.

Le Procureur général s'est levé ensuite, & ayant récapitulé toute l'affaire, il a conclu en disant qu'il étoit d'avis que tout jugement de Cour Eclésiastique étoit sujet à la révision de la Cour suprême de législation.

M. Duning & le docteur Harris ont appuyé cet avis du Procureur général, & ont parlé pour les accusateurs.

Après leurs plaidoyers le Grand Sénéchal a ordonné à M. Wallace de repliquer, mais le lord Grouenor ayant observé que peut-être le Conseil de la Duchesse seroit bien aisé d'avoir du tems pour examiner les moyens fournies contre son attente par ses adversaires.

Le grand Sénéchal s'est adressé à M. Wallace & lui a dit: » M. Wallace, demandez-vous du tems, ou voulez-vous poursuivre. » ?

M. Wallace a répondu qu'il demandoit à parler. Mais le Lord Talbot a représenté à la Cour que si la Séance étoit encore prolongée, il ne seroit pas pos-

#### 44 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

16 Avril. sible de retenir tout ce qui s'y feroit dit, que par conséquent il proposoit que la Cour se retirât à la Chambre du Parlement.

Le Lord Coventry ayant appuyé cette proposition, le Grand Sénéchal est retourné au trône, & a demandé à la Cour si elle étoit d'avis de s'ajourner, ce qui ayant passé à l'affirmative, le grand Sénéchal est retourné avec les Pairs à la Chambre du Parlement où la Cour s'est ajournée au 19 Avril.

Le duchesse de Kingston s'est retirée sous la garde de l'Huissier de la verge noire. Ni la Reine, ni aucune personne de la Famille royale n'ont assisté à cette Séance.

17. Avril. On lit dans la Gazette de la Cour une adresse des Maires, Shériffs, Conseil commun, Marchands, Négocians & principaux habitans de la ville de Corke, au Roi, pour assurer sa Majesté du plaisir avec lequel ils contribueront de tous leurs efforts à la poursuite de la guerre contre les Américains.

On croit avoir découvert que cette adresse à l'appui des mesures prises par le Gouvernement contre les Américains, a été concertée entre les ministres & les Entrepreneurs des vivres de la ville de Corke qui n'ont eû l'entreprise pour l'Amérique qu'à cette condition. Il paroïssoit en effet difficile à croire que cette adresse contînt les sentimens des principaux habitans de cette ville, & même de la majeure partie de ses habitans. Sur quarante mille personnes qui l'habitent on n'a eû que cent cinquante signatures, & ceux qui les ont données sont des Entrepreneurs, des Papistes, des Commis, des Marchands de

bœufs, de beure, de poudre à canon, &c On voit par là combien peu cette adresse est propre à faire connoître les dispositions réelles des habitans d'une aussi grande ville que Corke. Elle rappelle l'idée de ce pédant de l'antiquité qui portoit une brique dans sa poche comme un échantillon de sa maison.

Suivant une lettre de Corke, du 13 Avril, les habitans de cette ville ont résolu de faire connoître leurs sentimens dans une autre adresse absolument contraire à la précédente, & par laquelle ils supplieront Sa Majesté de n'employer que les voyes de conciliation dans l'affaire d'Amérique.

*Avis du comité pour le soulagement des soldats, de leurs veuves & de leurs orphelins en Amérique.*

Le Comité a eu la satisfaction de rendre compte aux souscripteurs de l'emploi qui a été fait de leurs contributions montant déjà à plus de huit mille livres sterling ».

» Après avoir consulté le Lord Mownshen, le Chevalier Jéfféry Amherst, les Généraux Harvey, Gage & Burgoyne & autres qui ont indiqué les secours qu'ils ont jugé les plus nécessaires à nos braves soldats actuellement en Amérique; le Comité a ordonné l'acquisition de différens articles montant à environ 8000 liv. qui ont été adressés au général Howe pour être distribués suivant sa prudence & sa discrétion. Le Comité a en même-tems en-

17. Avril. voyé à ce Général 500 liv. en especes; & il a fait passer une pareille somme de 500 liv. au général Carleton pour la garnison qui a si vaillamment défendu Quebec «.

» On a aussi donné aux soldats qui s'embarquent actuellement pour l'Amérique, les choses dont ils pourroient avoir le plus pressant besoin; & cette fourniture fait un objet d'environ 4000 livres. Il a été pareillement pourvu aux besoins des pauvres soldats malades & blessés, ainsi que des veuves & des orphelins. »

» Le Comité ose espérer que jusqu'à ce que l'Amérique se soit soumise comme elle le doit à la suprême autorité de la Grande-Bretagne, & que les hostilités aient entièrement cessé, les amis du gouvernement légal continueront de soutenir les droits constitutionnels de la Métropole en persévérant dans des actes de bienfaisance fondés sur les principes généraux de liberté, d'honneur national & d'humanité. »

*Par ordre du Comité.*

*Signé Samuel Smith, Trésorier.*

18 Avril. Le prix de l'or de Portugal hausse de six deniers par once.

Le Gouvernement attribue la baisse graduelle des fonds qu'on remarque depuis quelque tems aux reviremens des agioteurs qui ont acheté des billets de marine pour tirer quatre pour cent de leur argent.

D'autres assurent que le Pamphlet du doc-

teur Price a fait retirer de grandes sommes de la Banque, & qu'on place aujourd'hui plus volontiers sur le particulier. L'argent est si commun que les courtiers ont baissé leurs droits de cinq pour cent. 18. Avril.

*Extrait d'une lettre de Portsmouth.*

Il y a eu ici une très vive altercation entre les maîtres des bâtimens de transport de l'artillerie destinés pour l'Amérique, & les Officiers nommés par l'Amirauté pour commander ces bâtimens. Les premiers ont prétendu ne pas devoir être commandés par des Officiers de marine, cette clause n'étant pas dans leurs marchés; & les autres ont soutenu qu'ils y étoient suffisamment autorisés par l'Amirauté. Enfin, les maîtres de bâtimens ayant déclaré qu'ils protesteroient contre leurs marchés, & qu'ils n'iroient plutôt point à la mer; on s'est déterminé à ordonner aux Officiers de revenir à Portsmouth, & ils partiront sur les bâtimens des vivres.

Malgré ce qu'on a dit de la diligence avec laquelle on a équipé l'*Eagle* commandé par le lord Howe; il est cependant certain que ce vaisseau a reçu deux cents matelots des vaisseaux de garde à Chatham, & cent trente soldats de marine de cette même division. Par conséquent il est facile de calculer combien il avoit d'hommes avant de recevoir ce renfort. Son complet étant de cinq cents hommes; il n'en avoit que cent soixante & dix.

18 Avril.

Le Congrès de la Virginie a établi pour cette province une Cour d'Amirauté, & il a nommé Juges de cette Cour les sieurs John Blair & Edmond Randolph. Ils ont déjà condamné plusieurs bâtimens Anglois enlevés par des corsaires Américains, ce qui fait juger que les Américains pensent sérieusement à établir chez eux une nouvelle forme de gouvernement.

*Troisième séance de la Cour de Pairs.*

19 Avril.

Les Pairs assemblés & la Duchesse de Kingston amenée à la barre, le grand Sénéchal a appelé M. Wallace & lui a dit de repliquer en faveur de la prisonnière.

Le lord Ravensworth s'est levé & a dit : » Je demande la permission de proposer une question au Conseil qui est à la barre, avant d'aller plus loin dans cette affaire. La sentence de la Cour Ecclésiastique est-elle ou n'est elle pas définitive & décisive dans ce procès ?

Le lord Mansfield a répondu : le noble lord demande si l'on peut s'appuyer de quelque exemple pour n'avoir pas égard à cette sentence ? Non certainement il n'existe point d'exemple. Quant à la question de ce Lord, elle a été discutée pendant trois jours par le Conseil qui est à la barre, & elle fait encore aujourd'hui le sujet de sa plaidoirie.

M. Wallace étant appelé une seconde fois pour repliquer, il a repris toute l'affaire & l'a traitée beaucoup plus à fond qu'il n'avoit encore fait.

Le Conseil de la Prisonnière ayant terminé sa réplique, le lord Gower a proposé de s'ajourner à la Chambre du Parlement, & le grand Sénéchal a ajourné la Cour à trois heures & demie de relevée. En attendant, la Duchesse a eu la permission de se retirer dans sa chambre.

Les



Les Pairs ayant pris leur place dans la Chambre, le lord Cambden s'est levé & a fait ces questions aux Juges : » pensez-vous que la Cour puisse examiner l'affaire, ou que la sentence de la Cour Ecclésiastique soit définitive & décisive ? Et selon votre opinion le poursuivant peut-il ou ne peut-il pas procéder contre la Prisonnière en cette Cour, pour la faire convaincre de fraude & collusion lorsqu'elle a obtenu cette sentence « ?

Les Juges ont répondu : nous sommes d'opinion que dans les deux cas la Couronne ou le poursuivant est autorisé par la loi à examiner la preuve de l'accusateur. D'après cette réponse la Chambre s'étant retirée pendant une heure, elle est retournée à la Cour où le grand Sénéchal s'adressant à l'Avocat Général, lui dit, qu'il étoit chargé de la part des Pairs de lui ordonner de poursuivre l'affaire.

Alors l'Avocat général a passé en revue tous les faits & circonstances depuis 1742, époque antérieure au mariage supposé de la prisonnière avec Monsieur Hervey, jusqu'à son mariage avec le feu duc de Kingston. Il a insisté sur les moyens de fraude & de collusion dont il présuinoit qu'on s'étoit servi pour obtenir la sentence de laquelle on comptoit tirer un si grand avantage. Il a dit que malgré sa répugnance à supposer que la prisonnière fût la seule personne impliquée dans cette fraude, elle ne pouvoit pas avoir été effectuée sans la participation d'un tiers, qui par conséquent étoit complice du crime, & qu'il ne savoit point si la Cour Ecclésiastique n'abandonneroit peut-être pas ceux de ses membres qui avoient participé à ce fait. Il a conclu, en observant que si le fait se trouvoit tel qu'il venoit de l'établir, comme il avoit raison de le croire, il ne doutoit point que les Pairs ne fussent obligés de rendre leur jugement contre la Prisonnière, quelque inclination qu'ils eussent à la traiter avec douceur.

Le Procureur général s'est levé pour entrer dans l'examen de la preuve.

## 50. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Le comte Derby a proposé à la Cour de s'ajourner  
19. Avril. au 20, & la Chambre a adhéré à cette proposition.

La gazette de Dublin, du 13 Avril, contient une note datée du château de Dublin le 27 Mars 1776, par laquelle il est annoncé que l'intention de Sa Majesté est que dorénavant la gazette de Dublin soit mise, autant qu'il sera possible, sur le même pied que la gazette de Londres, & qu'il n'y soit inséré d'autres articles de nouvelles que ceux qui seront autorisés par le Gouvernement de Sa Majesté en Irlande. Le Lord Lieutenant de ce Royaume a nommé M. W. Roseingrave pour rédiger cette gazette.

En exécution de cet ordre du Roi, à commencer du 6 de ce mois, la gazette de Dublin n'annonce plus d'autres nouvelles que celles qui sont avouées par le Gouvernement à l'instar de celle de la Cour de Londres qui porte pour titre *London Gazette*. A cette occasion, on a beaucoup ri à Dublin de la naïveté d'un Irlandois, qui, en lisant l'ordre du Conseil à ce sujet, s'est écrié, » par Jésus (c'est le juron des Irlandois) si on suit le même plan à Dublin qu'à Londres pour les nouvelles publiques, & que de chaque côté on en supprime la moitié, nous n'aurons plus de nouvelles du tout ».

Les frégates la *Pearl* de trente-deux canons, & le *Carisfort* de vingt-huit ayant sous leur convoi une flotte de bâtimens de transport à bord desquels étoient embarqués les

9.me 20.me 24.me 31.me 34.me 53.me & 62.me  
régimens pour le Canada, ont appareillé le 8 20. Avril.  
de ce mois de Corke en Irlande avec un bon  
vent.

*Extrait d'une Lettre écrite de Madras*  
le 13 Juin 1775,

21 Avril.

» Le Gouverneur & le Conseil de Bengale  
n'ont aucun égard aux derniers reglemens re-  
latifs à la ligne que la Compagnie a tirée entre  
le département civil & le département mili-  
taire ».

» Les membres du Conseil supérieur ne  
s'accordent pas autant qu'on le souhaiteroit.  
Le général *Clavering* & M. *Barwell* ont eu  
une affaire ensemble qui heureusement n'a pas  
été poussée aux extrémités.

*Sentence prononcée par le Chevalier Elijah Impey,*  
*Chef de Justice des assises tenues à Calcutta*  
*dans le Bengale, pour le jugement du Rajah*  
*Nancomar, déclaré coupable par le rapport du*  
*Juré.*

» Vous informerez le prisonnier qu'il a été  
convaincu du crime capital pour lequel la  
Loi le condamne à perdre la vie, & qu'il en  
a été convaincu après un long examen par  
son Conseil, de ses défenses relativement à  
tous les points sur lesquels il croyoit prou-  
ver son innocence, & de ses objections contre  
le decret.

» Le Juré l'a trouvé coupable du crime

— dont il est accusé; & la Cour est d'opinion  
21. Avril. que la Loi est entièrement contre lui : qu'il a  
été convaincu d'un crime très-grave dans  
toutes les circonstances : que son rang & sa  
fortune lui ont inspiré le desir d'extorquer de  
l'argent par des moyens injustes, plus atroces  
de sa part que celle d'un homme qui se  
trouveroit dans l'indigence : qu'il s'est rendu  
coupable de ce crime envers la personne même  
qui lui avoit confié sa fortune : qu'il a voulu  
frustrer les parens & amis de cette personne  
qui, de son vivant s'étoit mise sous sa protec-  
tion, & qui à sa mort, ainsi qu'il conste par  
le procès, avoit imploré, de la maniere la plus  
touchante, ses bons offices pour sa veuve,  
ses parens & tout ce qu'il avoit de plus cher :  
qu'il a fait un scandaleux & infâme usage de  
la fortune que la mort de son ami a fait pas-  
ser dans ses mains; que ce crime très-grand  
en soi, est devenu beaucoup plus grave par  
la maniere dont il a été commis : que le Juré,  
en le trouvant coupable, a déclaré que toute  
sa défense ne portoit que sur les faux témoi-  
gnages de gens corrompus : que non content  
d'avoir cherché à défendre son innocence par  
le parjure, il en avoit accusé ses accusateurs :  
qu'il avoit ajouté crime sur crime, parjure  
sur parjure; qu'en conséquence il devoit en-  
tendre la sentence de la Loi à son égard comme  
une sentence définitive; & qu'il n'avoit point  
de grace à espérer; qu'il y auroit de la cruauté  
de la part de la Cour de le flater de quel-

qu'espérer de grâce, lorsqu'elle n'avoit pas intention de lui en faire. Ainsi je suis dans la triste nécessité de lui prononcer la sentence ».

» *Jugement.* Retournez d'ici au lieu d'où vous êtes venu, d'où vous serez conduit à celui de l'exécution, où vous serez pendu par le cou jusqu'à ce que mort s'ensuive. Et Dieu vous fasse miséricorde ».

Quatrième séance & clôture de la  
Cour des Pairs.

22 Avril.

*Le grand Sénéchal.* — M. Wallace, vous reste-t-il quelques nouveaux moyens à produire.

*M. Wallace.* — Je n'ai plus rien à répondre.

*Le Procureur général.* — Nos preuves sont si claires & si supérieures aux moyens du Conseil de l'Accusée, & la défense qu'elle a lue est si vague & si foible, que je crois inutile de faire aucune nouvelle réplique.

*Le grand Sénéchal.* — Milords, vous plaît-il de vous ajourner à la Chambre du Parlement.

La Cour ayant répondu, oui, la Cour s'est ajournée en conséquence, & peu de tems après la Chambre s'est ajournée de nouveau à Westminster-hall.

*Le grand Sénéchal.* — Milords, vous avez entendu les deux plaidoiries. » La solennité de vos formes exige qu'en l'absence de la Prisonnière, & en commençant par le Baron le plus jeune, vous répondiez l'un après l'autre sur la question de *coupable* ou *non coupable*, & qu'ensuite la prisonnière soit instruite par moi du résultat de vos opinions. Voulez-vous, Milords, commencer à présent à donner chacun votre avis sur la question de coupable ou non coupable ?

Les Lords ayant répondu, oui, le grand Sénéchal s'est levé & découvert, & ayant commencé par le Baron le plus jeune, il dit : Jean lord Sundridge ( duc d'Argyle ) qu'elle est votre opinion ? La Prisonnière est-

— elle coupable du crime dont elle est accusée ?  
 22 Avril. Sur quoi le lord Sundridge, levé & découvert,  
 & portant la main droite sur son cœur, a répondu,  
*coupable, sur mon honneur.*

La même question ayant été faite à tous les autres Pairs (à l'exception des Evêques qui s'étoient excusés de retourner à la Cour, se réservant en même tems leur *salvo jure*) il ont répondu tous de la même manière; excepté le duc de Newcastle qui a dit;  
*coupable par accident, mais non avec intention, sur mon honneur.*

*Le grand Sénéchal.* — Milords, mon opinion est que la Prisonnière est coupable du crime dont elle est accusée, sur mon honneur. Etes-vous d'avis quelle paroisse & qu'elle soit instruite de son jugement?

La Cour ayant répondu affirmativement & la prisonnière ayant été amenée à la barre, le grand Sénéchal lui a dit : » Madame, les Pairs ont examiné les charges & les preuves contre vous, ainsi que tout ce que vous avez allégué pour votre défense, & le tout considéré, les Pairs vous ont trouvée coupable de la félonie dont vous êtes accusée. Qu'avez vous à repliquer contre le jugement qui est prononcé contre vous ? »

Aussitôt la prisonnière a remis au Clerc de la Couronne un écrit qui a été lu par lui & qui contenoit ces mots : *je réclame le privilège de la Pairie.*

L'Avocat général & le Procureur général se sont élevés tour-à-tour contre la réclamation de la prisonnière, prétendant que comme femme elle ne pouvoit jouir du bénéfice du Clergé, & ils citerent plusieurs preuves à l'appui de leur opinion. M. Mansfield a parlé à l'appui de la réclamation & a prouvé clairement qu'elle devoit être admise.

La question ayant été discutée, le grand Sénéchal a ajourné la Cour à la Chambre du Parlement où l'opinion des Juges a été que la réclamation de la prisonnière étoit légale. Sur quoi la Cour est retournée de nouveau à Westminster, & la prisonnière a été amenée à la barre.

Alors le grand Sénéchal lui a dit : Madame, les Pairs ont examiné votre réclamation, & ils consent à l'admettre. Je dois cependant vous avertir que si vous vous rendez coupable par la suite d'un seul crime quelconque, vous ne pourrez plus faire valoir le même privilège, & qu'ainsi le délit sera désormais capital. La loi, Madame, n'ordonne dans ce moment aucune punition; mais les remords de votre conscience suppléeront amplement à son défaut. Vous pouvez, Madame, sortir de prison en payant les droits.

Ensuite le Grand Sénéchal s'adressant à la Chambre, à dit : Milords, cette affaire étant jugée il ne reste plus qu'à dissoudre la commission. En conséquence la verge blanche ayant été posée sur les genoux du Grand Sénéchal par l'Huissier de la verge noire, le Grand Sénéchal s'est levé, & découvert, & prenant la verge des deux mains, il l'a rompue en deux, & a déclaré que sa commission étoit dissoute. Aussitôt il a quitté le fauteuil & a proposé à la Cour de s'ajourner à la Chambre du Parlement.

Alors les Pairs sont retournés à la Chambre du Parlement dans le même ordre qu'ils en étoient sortis, excepté que le duc de Cumberland a pris son rang après le Lord-Chancelier, la commission étant finie.

Pendant toutes ces quatre Séances la duchesse de *Kingston* n'a cessé de montrer une fermeté très décente. Seulement à l'instant où elle a entendu sa sentence, elle est tombée en foiblesse, & l'on a été obligé de la transporter hors de la salle. De ce moment elle a cessé d'être duchesse de *Kingston*; elle reprend le nom de comtesse de *Bristol*. On assure que le Comte son premier & nouveau mari veut faire annuler son union avec elle. Cette Dame nous rappelle l'*Infelix Dido nulli bene nupta marito*,

22 AVRIL.

Tout ce curieux procès avec les plaidoyers, défenses & interrogats a été imprimé en un seul recueil, & se trouve à Londres chez tous les Libraires.

*Lettre du Pilote qui a amené à Bristol le vaisseau le Dickenson destiné pour Nantes.*

» Quoique je ne me croye point obligé de répondre à tous les champions anonymes de la rébellion Américaine, qui pourroient juger à propos de me faire des questions, cependant comme un écrivain dans le *Public Ledger* de samedi dernier, sous la signature d'un Anglois, m'a accusé d'avoir faussé ma parole, je pense que pour me justifier & pour empêcher qu'à l'avenir on ne me fasse plus aucune question à ce sujet, il est nécessaire que je réponde à tout le contenu de sa lettre «.

» Il demande : *si j'ignorois la destination du Dikenson avant son départ de Philadelphie, & si je ne devois pas être payé par les propriétaires de ce vaisseau.* Me demande-t-il si je savois que ce vaisseau fût destiné pour la France ? A cela je réponds qu'oui. Mais si par le mot *destination* il entend aussi le retour de ce vaisseau en Amérique avec des approvisionnemens de guerre, je lui proteste que je l'ignorois totalement, jusqu'à l'arrivée du vaisseau à une certaine hauteur où le Capitaine avoit ordre d'ouvrir ses ordres & où il eut lui même la première connoissance du but de ce voyage. Quant au salaire, je réponds, sans hésiter, que



je m'attendois bien certainement à en recevoir ; & qu'en effet je l'aurois demandé comme m'étant dû, si les sentimens & les résolutions de mes compagnons ne m'eussent pas fourni les moyens de me soustraire au service tyrannique des Rebelles «.

» Je n'imagine pas que ce soit un crime de recevoir le prix de ma peine dans quelque situation où je me trouve ; & je puis vous assurer qu'il y a en Amérique très-peu de volontaires, excepté les Commandans en chef «.

» Après avoir prouvé à l'écrivain de la lettre, signée *un Anglois*, que j'ignorois absolument la destination du Dickenson ( dans le sens où il l'entend ) & après m'être disculpé du crime de trahison, je me flatte qu'il me permettra de lui faire voir que quand même j'aurois su avec quelle intention on avoit armé ce vaisseau, avant mon départ de Philadelphie, je n'aurois pas encore mérité une censure aussi severe. Si j'eusse hazardé de faire des représentations sur la nature de ce service, c'eût été m'exposer à une punition immédiate, aussi bien qu'au ressentiment éternel du peuple. J'aurois été enlevé de mon vaisseau & forcé de servir dans l'armée de terre ; or la profession de soldat ne peut jamais être agréable à un homme de mer. Il y a long-tems que le Congrès a arrêté qu'il n'y a que lui qui ait raison, & nier ou disputer sa sagesse ou son pouvoir, c'est vouloir se faire accuser sur le champ de

12 Avril.

haute trahison. Il n'y a point d'appel des décisions de gens qui se sont mis au-dessus de toutes les loix & qui se vantent de n'avoir d'autre droit que celui du plus fort. Sous un gouvernement ainsi constitué ( si on peut donner le nom de gouvernement à une assemblée comme celle des Américains ) c'eût été le comble de l'extravagance de faire des objections contre le service demandé de moi , même si j'eusse été honoré de leur confiance «.

» Dans cette position où l'on n'a pas même la liberté d'avoir une opinion à soi , j'aurois été très-excusable d'opposer l'artifice à la force. Je suis sujet d'Angleterre & obligé de respecter mon souverain & les loix de mon pays. Je n'ai promis aucune fidélité à M Hancock , & je ne me suis engagé dans aucun acte d'hostilité contre la Grande-Bretagne , C'est par un pur hazard que j'étois à Philadelphie. En général les gens de mer voyagent où ils trouvent à gagner. J'avois préféré le commerce Américain & j'y étois accoutumé depuis six ou sept ans. Devois-je pour cela m'engager avec l'Amerique dans une rébellion contre mon Prince ? Non , assurément. Je devois encore moins m'attendre que la force me feroit oublier tout sentiment moral , & me dispenseroit de toute obligation naturelle & politique «.

» Je n'ai pas cru que je fusse obligé d'obéir aux ordres du Congrès lorsqu'il me forçoit de me mettre en mer pour son service. Je

regarde les Américains comme des rebelles auxquelles je ne pouvois échapper qu'en me sauvant en France. Que tout autre, avant de me condamner, se mette dans ma position & parte des mêmes principes que moi. Heureusement je n'ai point eu occasion de trahir la confiance de ceux qui m'ont employé; ils ne m'ont confié aucun de leurs secrets. J'espère que ceci servira de réponse à toutes les questions qu'on pourroit me faire; du moins voici la dernière & la seule que je ferai «.

22 Avril.

John Sands, Contre-mâitre du vaisseau le Dickenfon.

A Londres le 22 Avril 1776.

Les Ministres & Ecclésiastiques du Synode provincial de Glasgow & d'Ayr en Ecosse ont fait présenter à Sa Majesté par le lord CAMPBELL, Membre du Parlement pour la ville de Glasgow, l'adresse suivante :

23 Avril.

#### TRÈS-GRACIEUX SOUVERAIN.

« Nous les fidèles sujets, &c. prenons la liberté d'approcher de votre trône avec les témoignages de la plus vive affection, & d'une fidélité inviolable pour votre Majesté, & en remerciant le ciel de la liberté, de la paix & du bonheur dont nous & le peuple, confié à nos soins, jouissons sous votre gouvernement ».

« Heureux, comme sujets de la Grande-Bretagne, de vivre sous une constitution admirée des Puissances voisines, & qui à plusieurs

23 Avril.

égards, a été perfectionnée sous votre regne; protégés par des loix sages dans la jouissance, non seulement de nos droits civils, mais encore de notre religion, nous serions indignes de ces avantages inestimables, si nous n'en remercions pas le Dieu du ciel, & si nous n'éprouvions pas en même tems une reconnoissance éternelle pour les bienfaits de votre Majesté que nous considérons comme son ministre placé sur le trône pour notre bien & pour être à jamais le défenseur, le protecteur & le pere d'un peuple immense.

» Pénétrés de ces sentimens, quelle douleur n'avons-nous pas ressentie en voyant l'esprit de rébellion se répandre tout-à-coup dans vos colonies, y conserver sa pernicieuse influence & résister aux sages mesures que votre Majesté, de concert avec votre Parlement, a prises pour l'étouffer? Et comment ne déplorerions nous pas la conduite de quelques uns de vos sujets, assez aveugles pour renoncer aux avantages réels de la liberté, de la protection & du bonheur dont ils ont joui si long-tems sous l'autorité fondamentale du Gouvernement, & pour se soumettre à toutes les miseres d'une tyrannie démocratique? Faut-il qu'encouragés par des factieux dans le sein de ce Royaume, ils soient séduits par des idées de liberté qui nous paroissent être incompatibles avec la soumission due aux loix, & tendre évidemment à renverser toute administration régulière? «

» Nous avons apperçu long-tems avec plaisir la répugnance de votre Majesté à tirer l'épée, <sup>23 Avril.</sup>

à faire prendre les armes à la nation pour le maintien de la loi & d'une autorité légale qui ont été traitées avec tant de mépris dans vos domaines en Amérique. Vous avez souffert ces premiers écarts avec une douceur & une patience qui n'a d'exemple dans aucun regne «.

» Nous partageons avec Votre Majesté les peines que doit éprouver son cœur bienfaisant & compatissant, à la vue des malheurs que se sont attirés ces hommes trompés, & plus encore celles qui occasionnera la perte de tant de braves sujets qui tomberont peut-être en sacrifice avant que la paix & l'ordre puissent être rétablis «.

» Nous croirions manquer à notre devoir envers Votre Majesté, à la justice que nous devons au peuple que nous dirigeons, si nous ne profitions pas maintenant de l'occasion de vous assurer de sa fidélité à la Personne & au Gouvernement de Votre Majesté, de son attachement inviolable à notre heureuse constitution, & de son horreur pour la rébellion présente. La plus importante de nos occupations a toujours été & sera toujours d'inculquer dans l'esprit du peuple de notre congrégation, les principes & les devoirs du Christianisme, le respect pour les Loix de notre Patrie, & une affection sans bornes pour le meilleur Souverain «.

» Nous implorons l'Etre suprême qui dispose

de tous les événemens. Puiffe-t-il dans sa grande  
 23. Avril. miséricorde abrégér ces cruelles calamités !  
 Puiffe-t-il diriger nos conseils, favoriser vos  
 entreprises dans le cours de sa Providence,  
 & couronner par un succès éclatant, les des-  
 feins généreux que vous avez formés pour éta-  
 blir l'harmonie, la liberté & le bonheur dans  
 toutes les parties de votre puissant Empire !  
 Tels sont les vœux des sujets très-fidéles &  
 très-obéissans de votre Majesté, les Ministres  
 & Ecclésiastiques assemblés dans le Synode  
 provincial de Glascow & d'Ayr ».

» Signé en notre mon, en notre présence &  
 par notre ordre ; Jacques Baillet, Directeur,  
 à Glasgow le 10 Avril.

Le baron de Juel, nouveau Ministre de  
 24 Avril. Dannemark, présente au Roi ses Lettres de  
 créance.

Le baron Diede de Furstenstein, son pré-  
 décesseur, prend congé de Sa Majesté pour re-  
 tourner à sa Cour.

Le Commodore Hotham arrive à Portf-  
 mouth pour prendre le commandement des  
 bâtimens destinés à transporter les troupes  
 Hessoises en Amérique. Il arbore son pa-  
 villon sur le *Peston* de 50 canons,

Plusieurs circonstances se réunissant avec  
 le rapport d'un vaisseau de l'Inde qui a vu  
 des signaux de détresse dans une des îles de  
 Madagascar, & qui n'a pu, à cause du mau-  
 vais tems, donner aucun secours aux malheu-  
 reux qui le demandoient, il y a tout lieu de

croire que c'est l'équipage de la frégate l'*Aurore* perdue il y a cinq à six ans. En consé- 24. Avril.  
quence, le Gouvernement a ordonné, dit-on,  
d'équiper un sloop de guerre chargé de provisions, pour aller au secours de ces infortunés.

*Extrait d'une Lettre du Colonel ( aujourd'hui  
Brigadier général ) Arnold , datée du camp  
devant Quebec , le 6 Janvier 1776.*

» JE ne doute pas qu'avant de recevoir la présente, vous n'ayez appris notre malheureuse aventure du 31 du mois dernier, & que vous ne soyez fort inquiet sur mon sort. Je vous aurois écrit plutôt sans le tourbillon d'affaires qui m'a entraîné. Je me trouve chargé du commandement de l'armée par la mort de mon intime & respectable ami le général Montgomery. Cette tâche me paroît bien forte dans les circonstances actuelles. A moment que j'emportoïis la batterie de la basse ville, je fus blessé à la jambe gauche par une balle, & la quantité de sang que je perdois m'affoiblit extraordinairement. Aussitôt que le principal corps de l'Armée fut arrivé, je m'en retournai à l'hôpital, traînant la jambe, & je fis ce trajet sous le feu continuel de l'ennemi qui tiroit sur nous, des murailles à la distance de cinquante verges. J'échappai heureusement, tandis que plusieurs de ceux qui étoient au même rang que moi furent tués. J'appris aussitôt la mort de notre Général qui avoit attaqué la ville du côté opposé. Il s'étoit comporte en Héros, il avoit marché droit au canon de l'ennemi, & il venoit d'emporter le passage lorsqu'il reçut le coup fatal. Sans cet événement, la ville étoit à nous. C'est ce qui a aussi occasionné le désastre arrivé à mon détachement, qui, après la déroute générale de l'autre corps, eût à combattre toute la garnison avec le désavantage du terrain. Il nous étoit impossible de re-

24 Avril. venir sur nos pas, puisqu'il nous auroit fallu passer à cinquante verges de l'ennemi, & que nous aurions été exposés au feu de toute la garnison qui avoit fait sortir quelques pieces de campagne par une des portes devant lesquelles nous devions passer. Malgré cela, mon détachement se soutint pendant trois heures; mais enfin, accablé par le nombre, il fut obligé de mettre bas les armes. Il y eut environ 300 hommes faits prisonniers, entre lesquels le capitaine Lamb de la Nouvelle York, & soixante tant tués que blessés, autant que j'ai pu en juger. Partie de notre artillerie a été prise. Le capitaine Oswal est aussi du nombre des prisonniers. Il faisoit avec moi partie de vingt-cinq hommes choisis qui avoient attaqué la premiere batterie. Il a montré beaucoup de bravoure, & s'est singulierement distingué. L'ennemi a fort bien traité ceux des nôtres qu'il a faits prisonniers, & la garnison leur fournit tout ce qu'elle peut. Le gouverneur Carleton m'a fait savoir que je pourrois, si je le voulois, leur envoyer leur bagage, & c'est ce que je ferai incessamment. Quoique les ennemis soient le double de nous en nombre, ils n'ont cependant point encore tenté de sortie. Je ferai en sorte de les recevoir d'aussi bonne grace qu'il nous sera possible dans notre présente situation, étant séparés les uns des autres par la distance de deux miles. J'attends dans peu de jours le général Wooster qui doit venir de Montreal avec un renfort. J'espère aussi que le Congrès nous enverra des troupes. Je suis déterminé à ne point quitter ces fiers habitans sans en triompher. Ma plaie a été fort douloureuse : elle va beaucoup mieux à présent, & les Chirurgiens me répondent que je serai tout-à-fait guéri dans deux mois. Je sais que vous devez être fort allarmé sur mon compte. Mais la Providence qui m'a soutenue parmi tant de dangers, me protégera toujours. Je fais mon devoir, & je ne connois point la crainte».

*La suite au N°. VII.*

*Lettre*



*Lettre d'un Banquier de Londres  
à M. \*\*\*, à Anvers.*

De Londres le 2 Août 1776.

Le gouvernement a fait annoncer, Monsieur, qu'il avoit des avis certains que l'amiral Howe étoit arrivé le 23 Juin devant Halifax, d'où le général son frere avoit appareillé le 10 avec son armée, & qu'il alloit aussitôt se remettre en route pour le joindre. Comment ce Lord parti d'Angleterre le 12 Mai n'a-t-il pas atteint Halifax avant le tems même où son frere en étoit parti? C'est une navigation très-courte & qui se fait communément en moins de trois semaines. Si ce n'est pas pour s'être inutilement présenté devant quelques parties des côtes de l'Amérique, qu'il a mis un tems si long à cette traversée, on a droit d'augurer qu'elle aura été des plus fatigantes, & qu'il lui auroit été difficile d'agir avec efficacité, si la descente devoit s'exécuter dans quelque lieu important pour le succès futur des opérations.

L'Amiral étoit donc le 23 Juin dans le port d'Halifax. Vous savez que sa flotte transporte la première division des Hessois & le bataillon des gardes, & qu'elle étoit sortie le 6 Mai de Portsmouth sous l'escorte du Commodore *Hotham*. Elle avoit au 23 Juin quarante-sept jours de route depuis l'Angleterre.

N°. VI.

E

Ajoutez-y pour les Hessois le tems qu'ils ont passé à bord devant Portsmouth, & leur voyage depuis le Weser, & vous trouverez qu'ils comptoient le 23 Juin deux mois & demi de navigation, & qu'il leur restoit encore une campagne à faire pour joindre l'armée partie d'Halifax le 10 Juin. Or, cette armée, à compter du jour de l'évacuation de Boston, avoit mis près d'un mois pour gagner Halifax, à la vérité, vers le tems de l'équinoxe. Mais dans une saison plus favorable cette navigation ne peut être moindre de quinze jours : ce qui le prouveroit, c'est qu'on assure que la flotte du général Howe a été vue portant sur *Long - Island* près de *New-York* le 26 Juin. Voilà donc trois grands mois de traversée pour les troupes Allemandes, desquelles on attend de si grandes choses, qu'on les a forcées de partir, contre la lettre des Traités, avant que le reste de leurs corps eût pu les joindre.

Songez, Monsieur, aux incommodités sans nombre que ces pauvres Hessois ont dû souffrir dans de mauvais bâtimens de transport, pris sans choix, parce qu'on en manquoit, équipés & approvisionnés à la hâte, & où on a été obligé d'entasser les hommes les uns sur les autres. Que votre imagination vous les représente au moment de prendre terre dans les chaleurs excessives des mois de juin & de juillet, soupirant après les douceurs dont une côte amie s'empresse de prévenir

le navigateur altéré. Où sont les bras secourables qui soutiendront leurs pas chancelants sur une grève brûlante ? Sont-ils descendus auprès de quelque grande ville ? il faut livrer un assaut , il faut escalader , tandis qu'à peine leur reste-t il assez de forces pour s'élancer à terre de dessus le bateau. Que dis-je ! la rive est peut-être bordée d'ennemis furieux qui massacrent tous ceux que le flot y apporte.

Est-ce sur quelque plage écartée que cette armée souffrante veut d'abord essayer de se refaire & de se former , son camp n'est qu'un grand hôpital d'où s'écartent tous les secours. Des légions d'insectes viennent aussitôt l'assaillir. Ordonne-t-on une marche ? point d'animaux pour les charrois. Il faut que les hommes portent & traînent tout. L'ennemi ne paroît point & le sang coule de toutes parts. Point de combats & l'armée se fond. Que sera-ce si un coup de vent écarte les vaisseaux de la côte , où si un corps d'Américains se met entre deux ? Les horreurs de la faim peuvent donc se joindre encore à celles de la plus cruelle guerre. Quelles incertitudes , quelles allarmes confondent sans cesse les desseins des chefs & énervent tout le courage qui pourroit rester aux troupes !

Voilà , Monsieur , l'affreux tableau que se font faits , au moment de leur embarquement , les officiers & les soldats de l'armée d'Halifax , lorsqu'ils en sont partis le 10 juin , pour

l'opération, dont nous ne devons point tarder à apprendre la nouvelle, mais qui n'aura pu que difficilement se combiner, avec l'amiral Howe, arrivé à Halifax treize jours après, avec des troupes qui doivent être si fatiguées de leur longue navigation.

L'armée partie d'Halifax le 10 juin, que l'on dit forte de huit mille hommes, est celle qui a évacué Boston, renouvelée en partie par quelques corps venus d'Angleterre, mais considérablement diminuée par la désertion. Si cette armée a sur les Hessois l'avantage d'être plus fraîche & plus en état d'agir, il faut lui croire aussi un sentiment plus vif du danger, par les épreuves qu'elle a déjà faites de la bravoure des Américains : par la connoissance qu'elle doit avoir de leur résolution & de leurs préparatifs de défense : par le souvenir de toute la misère qu'elle a soufferte pendant deux ans dans la ville de Boston : par l'affreux spectacle enfin qui a frappé sa vue au moment même où elle s'embarquoit, la mer ayant englouti aux yeux de toute la flotte deux bâtimens de transport chargés de plus de trois cens hommes, officiers & soldats, dont il ne s'en est pas sauvé un seul. Tout cela rend très-croyable les murmures qui se sont fait entendre au milieu de ce rembarquement & dont la Cour a fait contredire les bruits autant qu'il lui a été possible.

Je fais que les deux généraux doivent se montrer d'abord la branche d'olivier à la main ;

mais si l'épée qu'ils tiendront de l'autre n'est qu'un tronçon de lame sans tranchant & sans pointe, de quel poids sera leur mission ? Jusqu'ici les Américains ont trop bien fait voir qu'ils connoissoient le prix des instans , pour qu'ils s'exposent à perdre en négociations infructueuses un tems dont leurs ennemis tireroient avantage pour se rétablir. Jugeons les d'après tout ce que nous savons de leurs résolutions antérieures à ce moment de crise. Est-ce toujours une *soumission absolue* qu'on nous demande , diront-ils ? Nous sommes résolus à n'y point consentir. Ils s'interdiront toute espèce de pourparlers , avant qu'on les ait satisfaits sur ce préliminaire ; & c'est ce qu'un quart d'heure doit décider.

On assure que la Grande-Bretagne a compté qu'un parti nombreux se déclareroit pour elle aussitôt que ses armées paroîtroient , & que la proposition de *soumission absolue* serviroit à justifier une guerre de conquête. Son unique ressource est donc dans l'espoir dont elle se flatte que ses desseins seront fortement secondés par une considérable défection dans le parti Américain. Je n'alléguerai point pour l'affoiblir les récentes assurances qui sont venues du Congrès général ainsi que de la Nouvelle York , & de diverses autres Colonies , de la parfaite unanimité des Conseils Américains ; mais j'observerai que déjà plus d'une fois le ministère s'est trompé dans de semblables calculs , & notamment pour la Nou-

velle York qu'il avoit exceptée des premiers châtimens infligés aux Colonies réfractaires, se fiant sur le grand nombre des amis qu'il croyoit y avoir, & qu'il a été obligé ensuite de comprendre dans l'anathème général.

Encore une conjecture & je finis. Le Général Howe avoit attendu l'Amiral jusqu'au 10 Juin & il est parti à cette époque sur la connoissance qu'il a eue que son frere l'Amiral étoit à une certaine hauteur où il l'alloit joindre. C'est ainsi que les Ministres ont fait présenter la nouvelle autentique de son départ. Aujourd'hui ils nous apprennent que l'Amiral est arrivé le 23 Juin à Halifax, & que trouvant son frere parti, il alloit remettre en mer sur le champ pour le joindre. Voilà d'abord deux freres & deux armées qui courent l'un après l'autre, dans le moment le plus précieux de la campagne. Si l'Amiral n'eût pas cru son frere encore à Halifax, la Gazette nous fait entendre qu'il n'y auroit pas été. Leurs opérations étoient donc combinées. L'étoient-elles ? leur coup est manqué ; car le Général n'aura pas pu effectuer seul ce qu'il ne devoit tenter qu'avec l'assistance de son frere. S'il a proposé la *soumission absolue* avec son armée de mécontents, on se fera moqué de lui. S'il a voulu attaquer il se sera trouvé trop foible. Il se consomme peut-être sur quelque côte écartée en attendant l'armée de *majesté* de son frere, dont on ne nous annonce point le départ d'Halifax.

Mais voulez-vous une solution plus claire & plus propre à justifier le plan des Ministres? La voici : c'est qu'il n'est pas vrai que l'Amiral ait remonté à Halifax, dans l'espoir d'y trouver son frere ; & qu'il faut croire plutôt qu'il a cherché un asile pour reposer & rafraîchir sa pauvre armée, dont on aura voulu nous déguiser le triste état. Mon opinion s'appuie sur ce que l'on vient d'apprendre de la flotte du Chevalier Parker. Elle a débarqué le 2 Mai au Cap-Féar, où le général Clinton l'attendoit. Elle étoit partie de Corke le 13 Février. C'est un peu plus de deux mois & demi de navigation. Les troupes embarquées sur les quatorze bâtimens qui s'y étoient rejoints (du nombre de cinquante) étoient encore si fatiguées le 15 Mai, que le général Clinton n'a pas voulu permettre qu'on les débarquât pour venir renforcer son camp, quoiqu'il eût journellement des affaires avec des partis Américains. La lettre que je vous cite, Monsieur, porte que la flotte n'avoit souffert du gros tems que dans le golfe de Biscaye, & que depuis l'île de Madère sa marche n'avoit été retardée que par des calmes. Concluons-en que la flotte des Hessois devant être au moins aussi fatiguée, l'amiral Howe n'aura pas pu remettre sur le champ à la mer, comme on nous annonce qu'il en avoit le dessein ; & qu'il sera resté à Halifax peut-être une grande partie du mois de Juillet. Si contre tous mes calculs il a ap-

pareillé fut le champ pour *New-York*, il n'aura pu y arriver que vers le 12 Juillet, à en juger par le tems que son frere a mis à cette traversée qu'il doit avoir faite en très bon ordre, puisqu'on prétend l'avoir vu le 26 Juin dans ce parage avec toute sa flotte. Au reste les Ministres disent eux-mêmes que ce n'est pas de l'expédition de l'amiral Howe qu'ils comptent recevoir le plutôt des nouvelles, mais que les prochaines seront vraisemblablement du camp du général Clinton au cap *Féar*, & de l'armée du général Howe.

Ces détails, & ces combinaisons vous rendent compte, Monsieur, de l'appréhension où les Ministres commencent à être que leur opération ne soit manquée pour cette campagne. Leurs inquiétudes à cet égard doivent les tourmenter d'autant plus que les moyens de poursuivre la guerre n'augmentent pas à beaucoup près en raison de l'ardeur qu'ils y ont mise. On assure que le produit du dernier quartier du fonds d'amortissement est de deux cents quatre-vingt mille livres sterling au-dessous des précédens. Si le revenu souffre d'aussi fortes diminutions dans les trois autres quartiers, la taxe du cinquième des biens, celle de la dreche, & le produit total du fonds d'amortissement, objets qui ont été octroyés pour fournir environ cinq millions six à sept cents mille livres sterl. ne rendront pas quatre millions, ce qui fera considérablement au dessous & de l'accroissement de la dette de la Marine.



& des dépenses excessives de l'Amérique pour l'année 1776. Vous avez annoncé, Monsieur, cette diminution du fonds d'amortissement, sous la date du 7 Mars, dans votre Recueil chronologique; & vous y avez fait voir comment le bon état apparent de ce fonds, au commencement de cette année, pouvoit avoir donné un faux & trompeur espoir. Il se vérifiera pareillement que les dépenses de l'année 1776, ainsi que l'ont calculé MM. Hartley, Price & autres, seront de quinze millions sterling, sans compter l'intérêt des dettes & la liste civile, objets qui feront monter la dépense totale à vingt millions sterling.

Les pertes que vient d'essuyer le commerce de la Jamaïque, par les riches captures que lui ont faites les Américains, portent aussi un coup fatal aux finances & au crédit. Les fonds sont baissés depuis cette affligeante nouvelle. Les assureurs refusent leur signature même à quarante & cinquante pour cent, tant on est effrayé ici du nombre presque infini de corsaires qui courent les mers d'Amérique. Le Corps des Marchands demande à grands cris que le commerce soit plus efficacement protégé, & des vaisseaux s'arment pour aller faire la course, vers les îles de Bahama & les Bermades. Tout cela doit se compter en perte pour l'Echiquier. Et je ne vous parle point de la détresse affreuse des autres îles Angloises, où les magasins sont fermés, où les espèces ne circulent plus, où les subsis-

## 74 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tances manquent , ainsi que les bois , les bestiaux , &c. &c. depuis l'interruption du commerce avec le Continent.

Les chargemens des neuf bâtimens de la Jamaïque qui ont été enlevés , sont estimés trois cents mille livres sterling , & il y en aura bien d'autres qui auront le même sort avant la fin des troubles. Il y avoit sur ces vaisseaux dix neuf passagers très-riches , dont les Américains ont tiré une rançon en proportion de leur fortune qu'ils connoissoient à merveille. Tout ce mal a été fait par deux Corsaires , l'un nommé la *Revenge* & l'autre le *Montgomery*. Le Capitaine de l'un d'eux , en montant sur sa prise , a dit à l'équipage ; » mes amis , j'en suis bien fâché pour vous , mais les troupes du Roi ont brûlé ma maison. J'ai voulu faire le commerce , les loix prohibitives me l'ont interdit. Ma famille étoit ruinée si je n'eusse pris le parti de la course. Si je rentre heureusement mes prises , ma fortune est faite. Quantité d'autres , ruinés ainsi que moi par les troupes , ou par les prohibitions , ont armé de petits bâtimens , & sont répandus dans le passage au vent , & dans le golfe , où ils attendent les vaisseaux de la Jamaïque pour la Grande-Bretagne. Je vous répons qu'il ne leur en échappera gueres «.

Ajoutez , Monsieur , à cette fâcheuse perspective les nouvelles désagréables qu'on ne cesse de recevoir des diverses colonies du

Continent. On apprend de la Virginie que cent douze des principaux habitans s'y sont assemblés le 15 Mai, & ont dressé de nouvelles instructions pour les Délégués de la province au Congrès général. Ils y recommandent à ces Délégués de proposer au Congrès de déclarer que les Colonies unies sont des Etats parfaitement libres, & hors de toute dépendance de la Couronne ou du Parlement Britannique. Ils ajoutent qu'ils donnent le consentement de leur Colonie à cette déclaration & à toutes les mesures que le Congrès pourra prendre pour former des alliances étrangères & une confédération des Colonies. Du côté de la Georgie, les Américains font filer des corps de troupes pour empêcher l'armée du Roi d'y pénétrer; & ils ont, dit-on, envoyé quinze cents hommes jusques dans la Floride Orientale, pour s'assurer de la ville de Saint-Augustin. Il est toujours constant, & il se confirme par toutes les lettres du pays, que les forces des Américains à New-York sont de 20,000 hommes bien armés & bien disciplinés, avec une nombreuse & forte artillerie, dont les munitions s'augmentent tous les jours par les prises que font les Corsaires. Putnam occupe la ville & les fauxbourgs avec douze mille hommes & les milices. Le lord Sterling commande un camp de six mille hommes, sans compter les milices, l'un & l'autre sous les ordres du général Washington.

Vers le 10 Mai, le général Clinton, qui est toujours au cap Féar, a fait une tentative infructueuse sur le camp Américain à Brunswick, où la Virginie vient d'envoyer un renfort de 1,200 hommes. Le Général avoit formé son attaque avec deux régiments. Tout le camp Américain a disparu, après un feu très-vif qui a fort maltraité le quarante-quatrième régiment. Voilà un échantillon de la guerre qui se fera cette année en Amérique.

Le Congrès de la Virginie a fait imprimer plusieurs lettres du Lord Germaine, Secrétaire d'Etat des Colonies, au sieur Eden, Gouverneur de la province de Maryland, qui ont été interceptées par les Américains. Ils ont appris par ces lettres le projet de l'expédition du Chevalier Parker avec le Général Cornwallis pour la Caroline, conjointement avec le Général Clinton, qui en conséquence y ont fait jusqu'ici très-peu de progrès. Le Secrétaire d'Etat remercioit dans une de ces lettres M. Eden des portraits qu'il lui avoit faits de plusieurs des principaux habitans, surtout de ceux qui étoient passés en Angleterre en même tems que ses dépêches, & il lui promettoit le plus grand secret sur cette confidence. D'après ce tableau général de la situation des choses en Amérique, jugez, Monsieur, si les esprits peuvent être disposés autant que le Gouvernement paroît s'en être flatté, à accueillir la proposition de *soumission indéfinie* dont les deux Généraux sont chargés.

Quant aux embarquemens qui continuent de se faire en Europe, on est fort impatient ici d'apprendre le départ des quatre mille Hefsois. Leur flotte où sont embarqués aussi deux mille chevaux de trait, est partie de Portsmouth le 27 Juin, sous le convoi de la frégate le *Diamant*. Elle a été neuf jours contrariée par les vents, & obligée de rentrer le 6 Juillet à Plimouth. Depuis ce tems là elle a fait plusieurs tentatives pour en sortir. On croit qu'elle étoit encore rentrée à Torbay le 30 Juillet, après avoir appareillé de Plimouth le 27. Elle est de 60 voiles : la plupart sont de lourds vaisseaux Hollandois qui n'arriveront en Amérique que dans la saison des orages, ainsi que le Régiment de cavalerie du Général Burgoyne, qui étoit parti sous le convoi de la *Daphné*, & qui est rentré à Falmouth après avoir fait 40 lieues.

Les chevaux, que les chaleurs étouffent, sont assurés sur le pied de 8 l. sterl. la piece. On en a déjà jetté à la mer un si grand nombre, qu'on croit que les assureurs seront ruinés. On parloit ces jours-ci de faire débarquer ce qui en restoit, pour les revendre. On a fait une remarque très-singulière, c'est qu'il y a deux mois que sont partis le charrois pour lesquels ces chevaux étoient destinés. Si jamais charue a été mise devant les bœufs, c'est bien en cette occasion.

La consommation de la poudre est immense. On assure que les quantités qui viennent

encore d'être commandées , excèdent tout ce qui a été consommé dans sept années de la dernière guerre. Les marchés extraordinaires qui se sont faits jusqu'ici pour le service de l'Amérique , se montent déjà à deux millions six cents mille livres sterling , & l'article des bâtimens de transport excède les plus fortes années de la guerre dernière. Tous ces marchés sont extrêmement défavantageux pour la nation. Le colonel Johnstone mettra sous les yeux du Parlement , dans la prochaine session , un ca'cul par lequel il fera voir que les profits sont de plus de cinquante sept pour cent ; & que la plupart des entrepreneurs sont des membres du Parlement. Au milieu de tant de pertes & de contrariétés comment le parti de la Cour ne perdrait-il pas tout courage , si de tems à autre quelque heureux événement ne lui fournissoit la matiere d'une longue & pompeuse relation pour sa gazette ? C'est le général Carlton , qui jusqu'ici a semblé destiné à soutenir par quelque lueur passagere de bonne fortune l'espoir des Ministres & la confiance de leur parti. Malheureusement pour son crédit on observe que le Canada est la partie de l'Amérique dont il est le plus facile au Gouvernement d'intercepter toute les nouvelles. En effet , il n'en est pas encore venu de directes de la levée du siège de Quebec. C'est par une relation apportée par un capitaine le Maître , & publiée dans la gazette des Ministres du 27 Juillet , qu'on apprend

ce qui est arrivé depuis le 6 Mai à l'armée Américaine. Voici en substance le contenu de cette relation qui est très-longue & très-embrouillée, & dont divers papiers publics ont fait aussitôt d'assez plaisantes parodies, mais dont le fonds tiré des marches & manœuvres de la milice de Londres, n'est gueres susceptible de traduction.

Cette relation est une lettre du général Carlton à Milord Germaine. Elle est datée de Montréal le 20 Juin. Ses troupes y étoient parvenues après avoir soutenu le 8 Juin aux Trois Rivières une attaque très-vive des Américains. Voici ses termes : *le 8 de ce mois les Rebelles hazarderent un coup bien hardi, ils partirent de Sorel à bord de cinquante bateaux, au nombre de deux mille hommes & prirent terre avant le jour à la pointe du Lai. De là ils marcherent pour attaquer nos troupes aux Trois Rivières, bravant le vaisseau le Martin, quelques autres bâtimens armés & des bateaux de transport qui étoient couverts de troupes, & se tenant seulement hors de la portée du canon, ils mouillèrent à trois miles au-dessus de la ville & ils essayèrent de forcer le soixante-deuxième régiment. Il ajoute que tout-à-coup ils se retirèrent dans les bois, & qu'il ne fut pas possible de leur couper la retraite, ni de prendre leurs bateaux. Il ignore, dit-il, combien les Rebelles ont eu de tués & de blessés, mais environ deux cents se sont rendus ou ont été faits prisonniers, & de ce nombre sont deux chefs MM. Thompson &*

Irwin. Le nombre des tués ou blessés dans l'armée du Roi ne s'est monté qu'à douze ou treize soldats. Comme il paroissoit, poursuit le chevalier Carleton, de la plus grande importance dans le cours de cette malheureuse guerre, de déloger le plutôt possible les Rebelles de la partie supérieure de la Province, le vent étant devenu favorable, la flotte a mis à la voile & est arrivée le 14 Juin près de Sorel d'où les Rebelles s'étoient retirés quelques heures auparavant. Le général Burgoyne eut ordre de remonter jusqu'à Saint Jean, mais sans rien hazarder. Le reste fit voile pour Longueil à quatre lieues de Chambly (ce poste est à quinze lieues de Sorel, sur la rivière de ce nom) mais le vent ayant manqué à cette colonne de la flotte elle ne put arriver que le soir à Longueil, en même tems que M. Arnold se retiroit de Montreal. Le 15 Juin les troupes marcherent par la prairie vers Saint Jean. L'avant garde commandée par le Major général Philipps, & suivie de deux régimens de Brunswick & de celui de Hanau, aux ordres du Major général Riedsed, arriva le 19 Juin auprès de Saint Jean où elle apprit que la tête de la colonne, aux ordres de Burgoyne, s'étoit emparée des redoutes le 18 au soir. Mais M. Burgoyne avoit trouvé tous les édifices embrasés, & tous les vivres & provisions consumés, ainsi que les bateaux de toute grandeur auxquels les Rebelles n'avoient pas pu faire remonter le courant

de



de Chambly. J'entens dire, ajoute ici le chevalier Carlton, qu'il ont laissé vingt-deux pieces de canons dans les bois. Il dit quelques mots de l'effroi qu'il croit leur avoir causé, & il finit par ce singulier éloge des troupes nationales & étrangères. *Je ne doute pas, dit-il, qu'elles n'eussent donné toutes les preuves possibles de fidélité & de valeur, si l'ennemi eût un peu différé sa retraite.* Il se loue beaucoup aussi du corps de l'artillerie, sans oublier le porteur de sa lettre.

Au moyen de l'abattis que j'ai fait dans cette relation, je crois l'avoir un peu éclaircie, & vous pourrez suivre plus facilement sur la carte les mouvemens des deux armées. Il est visible que celle des Américains n'ayant plus aucun poste assez sûr dans ces parties, a dû se replier en détruisant tout ce qui pouvoit servir d'asile à l'ennemi. Elle ne l'a fait qu'après un *coup hardi* sur l'événement duquel vous aurez observé que M. Carleton ne s'est pas expliqué bien clairement. Enfin elle se rapproche d'Albany, des Sauvages ses alliés, & du centre des forces Américaines. C'est jusques-là qu'il doit être très difficile à l'armée Angloise de parvenir. Le projet de la campagne est de pénétrer par Albany jusqu'à la ville de New-york. C'est une route d'environ cent trente lieues. Je ne me permets pas aisément de prédire, mais je crois ne rien hasarder en vous assurant que la campagne pourra se terminer avant que vous appreniez que l'armée du Roi a fait des progrès

ulterieurs bien considérables dans ces parties. Nous verrons ce que l'hyver amènera. Les Américains paroissent persuadés que quand on leur prendroit la Nouvelle-York & dix autres grandes villes (ce qui ne pourroit être que par stratagème, car vous voyez qu'ils sont décidés à tout bruler) les troupes du Roi seroient obligées de les évacuer.

J'apprends dans le moment de la Pensylvanie, qu'on n'y fut pas plutôt informé que les deux vaisseaux de guerre le *Roebuck*, Capitaine Hammond, de 44 canons & le *Liverpool*, Cap. Bellew, de 20 canons, étoient arrivés à la Riviere de Christiana, éloigné d'environ dix lieues de cette ville; que les treize chaloupes provinciales armées en guerre à *Fort-Isl-land*, avoient eû ordre d'aller attaquer ces vaisseaux, ce qu'elles ont exécuté ainsi le 8 Mai. L'attaque commença vers trois heures après midi, & fut suivie d'une forte canonnade de part & d'autre qui dura trois ou quatre heures. Le *Roebuck* n'ayant pû éviter de s'échouer, le *Liverpool* vint jeter l'ancre devant lui pour le couvrir. Le feu n'a cessé qu'à l'entrée de la nuit, dont le *Roebuck* a profité pour se relever. Pendant le combat le *Wasp*, senaut du Roi commandé par le Cap. Alexandre, est sorti de la Crique où ils s'étoit réfugié la veille. Le 9 à cinq heures du soir, les chaloupes armées ont renouvelé leur attaque avec tant d'adresse & de vigueur, que les vaisseaux qu'elles poursuivoient ont été obligés de descendre la riviere à

six milles au dessous de Newcastle où les chaloupes ont passé la nuit. Les vaisseaux de guerre ont continué depuis à descendre la rivière, & les Charpentiers ont travaillé pendant deux jours à les rétablir.

La Gazette de la Cour a publié le 30 une lettre du Capitaine Douglas, Commandant de l'*Isis*, qui explique de quelle maniere les troupes se sont portées aux Trois Rivières & à Montréal. Ces détails manquoient à la relation du Chevalier Carleton, d'après laquelle on se demandoit si les troupes avoient remonté le fleuve à gué ou à la nage, en volant ou en courant. M. Douglas articule bien clairement qu'il y avoit des frégates, des vaisseaux armés & des pilotes, placés dans les lieux convenables pour transporter les troupes & les escorter. Plus discret que le Chevalier Carleton, il évite de parler du dessein qu'on avoit de couper la retraite des Américains. Il ne dit mot non plus du *coup hardi* que ces *fanfarons* ont osé tenter aux Trois Rivières, ni des 22 pièces de canons que le Chevalier Carleton avoit *entendu dire* qu'il avoient caché dans les bois, & qu'il paroît qu'il auroit bien voulu tenir. Il ne fait point l'aveu, comme le Chevalier Carleton, que faute de vent, on a manqué le moment de joindre Arnold à Longueil lorsqu'il se retiroit de Montréal. Ces divers détails dans la relation du Chevalier Carleton, ont fait dire ici que c'étoit une expédition manquée. Il résulte simplement de la lettre de M. Douglas,

que les troupes du Roi occupent tout les pays au-dessous du lac Champlain & Montréal qui n'est point une place de guerre, mais que Saint Jean, le seul poste important dans cette partie, est brulé. C'est ce qui ne seroit point arrivé si on eût coupé la retraite aux Américains, ou si on eût atteint Arnold à son passage par Longueuil. M. Douglas termine sa lettre en disant qu'il cherche, avec le Général Carlton, les moyens de rétablir la navigation sur les lacs, pour accélérer les progrès de l'armée. On paroît persuadé ici que ces deux officiers écriront encore plus d'une lettre avant qu'il aient gagné la rivière d'Hudson, & que si aux approches de l'hyver ils ne se sont pas rendu maîtres de la pointe de la Chevelure (*fort Frédérik*) ils seront obligés de se rapprocher de Quebec pour les subsistances.

La même Gazette annonce qu'il est très-certain que l'Amiral Lord Shuldham a été vu le 26 Juin avec sa flotte portant ouest-quart-de-sud, sur New-York, à dix-sept lieues de *Block-Island*, & que la veille on avoit rencontré le Général Howe sur la frégate le *Greyhound*.

Voici ce qui se débite aujourd'hui du plan de la campagne : — Le Général Howe débarquera dans la Nouvelle Jersey, province très-fertile, où l'armée subsistera aisément ; & aussitôt il ordonnera de la part du Roi, au Congrès continental de se séparer. Lorsque les Hessois, conduits par l'Amiral, seront venus le joindre, ses vaisseaux couperont la communication de

cette province avec la Pensylvanie , qui , par ce moyen , souffrira une grande disette de provisions. Toutes les forces étant rassemblées , il publiera la Proclamation du Roi , qui enjoint la soumission. En cas de défobéissance , il attaquera l'ennemi avec ses forces de terre & de mer , partout où il pourra , & il s'attachera à soumettre les Provinces du milieu , tandis que le Général Burgoyne , assisté des sauvages du Canada , tâchera de pénétrer dans la Nouvelle-York , dévastant & saccageant tous les lieux où on n'implorera pas la clémence du Roi. — Le Général Clinton est chargé de réduire les parties méridionales qui seront affaiblies par les renforts qu'elles auront été obligées d'envoyer à la grande armée américaine. C'est ainsi qu'on espère de triompher de la rébellion , & de faire rentrer l'Amérique , sans nouvelle effusion de sang , sous l'obéissance , de son légitime Souverain.

Voici , suivant le parti de l'opposition , qu'elle fera l'issue de ce superbe plan.

Le Général Howe exécutera son débarquement à l'aide de ses vaisseaux , qui vont plus vite sur la mer , que les troupes américaines ne peuvent aller sur la terre. Il trouvera quelque coin sans défense , où il placera son camp , & où il sera bientôt environné par une armée double de la sienné. Tandis qu'il nourrira ses troupes , de bœuf envoyé de Londres , à deux guinées la livre , ses auxiliaires désertent par centaines. Lorsque la seconde division , qui est

encore à Torbay, (30 Juillet) arrivera pour le joindre, il sentira déjà les incommodités de l'hiver, & il donnera une seconde représentation de sa farce de l'*Evacuation*. Clinton pillera quelques plantations de tabac sur les rivières de la Virginie, & il enlèvera quelques Nègres au profit du Lord Dunmore. Burgoyne fera le plaisir aux Canadiens de dépenser chez eux une bonne partie du million sterl. de vote de crédit : il s'avancera bravement jusqu'au lac du S. Sacrement ; & là les bateaux lui manqueront pour continuer sa route ; mais la vraie raison sera, parce que les forces de la Nouvelle Angleterre lui auront dit : *jusqu'ici, & pas plus loin*. Il posera en cet endroit là les limites de la domination britannique, & il écrira aux Ministres des dépêches, où on lira cette phrase usée : *Il faut encore des Troupes ; vous ne nous avez pas envoyé des forces suffisantes*. Et on lui répondra : *redde mihi legiones, Vare ; Varus, rends-moi mes légions*.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. Voici, Monsieur, une proclamation du général Carlton à la suite de l'affaire du 8 Juin aux Trois Rivières, qui mérite d'être rapportée en son entier : » D'autant que je suis informé que plusieurs des sujets abusés de S. M. des provinces voisines, souffrant de leurs blessures & de diverses maladies, sont dispersés dans les bois & paroisses des environs, & en grand

danger de périr, faute des secours nécessaires; il est enjoint par la présente, à tous les Capitaines & autres Officiers de milice, de faire de promptes & exactes recherches pour trouver tous ces *pauvres blessés*: de leur donner l'assistance dont ils ont besoin; & de les faire transporter à l'hôpital général, où on aura le plus grand soin d'eux. Toutes les dépenses raisonnables qui auront été faites pour remplir le présent ordre, seront rendues par le Receveur général.

» Si le reproche de leurs consciences pour leurs fautes passées, détournait ces malheureux de profiter des secours dont leur triste situation peut avoir besoin, je leur fais savoir par les présentes, qu'aussitôt que leur santé sera rétablie, il leur sera libre de retourner dans leurs provinces respectives.

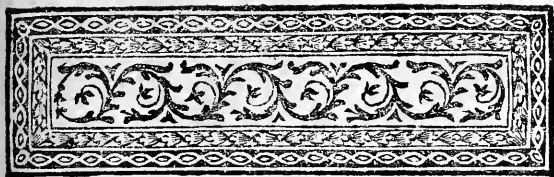
» Donné sous mon seing & cachet de mes armes, au Château de Saint Louis de Quebec, ce 10 Juin 1776. *Signé* Guy CARLTON.

Sans doute cette généreuse attention du Général fait le plus grand honneur à ses sentimens. On doit être surpris qu'elle n'ait pas produit le moindre effet: qu'elle ne lui ait pas fait retrouver un seul blessé; car il avoue dans sa lettre du 20 Juin, *qu'il ne fait pas le nombre des tués & des blessés du côté des rebelles*, & il ne dit point qu'on lui en ait ramené aucun. Mais son bon cœur ne sera pas rebuté pour avoir eû si peu de succès; & il ne faut pas douter que

depuis il ne lui ait suggéré encore une proclamation charitable pour faire retrouver ces vingt-deux pauvres canons qu'*il a entendu dire que les Rebelles avoient laissés dans les bois.*

N. B. Il y a des éditions de cette proclamation où la date est du 10 Mai, mais ce doit être une faute d'impression copiée sur la gazette de la Cour, qui n'est pas plus qu'une autre exempte d'erreurs. Car la relation envoyée par le même général Carlton, de la retraite des Américains, lorsqu'ils ont abandonné Quebec, le 6 Mai, atteste qu'on ne s'étoit point approché & qu'il n'y avoit eu ni tués ni blessés en cette occasion. Les Ecrivains Anglois qui ont copié cette proclamation, la jugent relative au *coup hardi* frappé le 8 Juin par les Américains, & dans lequel il doit y avoir eu des tués & des blessés du côté des Rebelles, puisque le général Carlton a dit *qu'il n'en savoit pas le nombre.*





# AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

*Extrait d'une Lettre de la Virginie du 6 Mars.*

Nous apprenons de Cross-creek que deux milles Montagnards du Cap Feare ont joint le Capitaine Martin qui s'avançoit avec environ trois mille hommes des derrieres de la Virginie. On attendoit cette jonction depuis long-tems, & le bruit court qu'il y a déjà eu deux ou trois escarmouches dont on ne fait pas encore les détails.

24 Avril.

*Chambre des Pairs.*

On propose de demander au Roi de faire mettre sous les yeux de la Chambre les vraies

N°. VII.

A

## 2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— 24. Avril. copies des certificats accordés par les Commissaires de l'Amirauté pour l'exportation des provisions, & d'autres articles en Amérique, depuis l'acte pour défendre tout commerce & toute communication avec les Colonies mentionnées dans l'acte. Cette motion est admise.

### *Chambre des Communes.*

LE LORD NORTH développe son plan de finances pour l'année présente, & pour la poursuite de la guerre en Amérique. — Après avoir lu un état des subsides déjà octroyés qui se montent à 9,097,000 liv.

Voici, dit il, comme je calcule les moyens. La taxe des terres 2,000,000. La drèche 750,000 liv. Les épargnes sur l'ordinaire des guerres 23,000 liv. La vente des terres dans les îles cédées 30,000 livres. Cet article ne peut être porté à cette somme que par supposition. Nous y avons souvent été trompé; mais comme on vend les effets du dernier Receveur, pour payer ses dettes, il y a lieu d'espérer que nous saurons plus positivement désormais à quoi nous en tenir. La gomme de Sénégal 2,000 livres, & quelques autres petits droits 11,444 livres. Il y a dans l'Echiquier 2,000 livres des droits levés sur l'Amérique. Il poursuit ainsi.

» Jamais le fond d'amortissement ne s'est trouvé dans un état aussi florissant qu'aujourd'hui. Dans la

session précédente ce fonds avoit été chargé de 2,800,000 l. indépendamment des 100,000 l. octroyés à Sa Majesté pour l'achat du Palais de Sommerfet, ce qui montoit à la somme prodigieuse de 2,900,000 l. Malgré cette charge, la plus considérable qui ait jamais été mise sur ce fonds, il restoit dans l'Echiquier à la fin du quartier de Noel dernier un surplus de 17,000 l. qui entrera aujourd'hui dans le compte des moyens. On ne manquera pas d'observer, relativement à cet état de prospérité, que les troubles actuels en Amérique ayant été prévus, les importations de l'Amérique peuvent avoir été plus fortes que de coutume dans le cours de l'année dernière, ce qui aura produit une augmentation surnaturelle de douanes; mais j'assure tout le contraire à la Chambre. Dans le cours du dernier quartier, quelque étonnant que cela puisse paroître, le produit du fonds d'amortissement se montoit le 4 du présent mois à 960,000 l. de sorte que le produit des cinq derniers quartiers ensemble a été de la somme presque incroyable de 4,000,000 l. ou de 3,877,000 l. «

» Quoique cet état du fonds d'amortissement puisse faire croire que le commerce avec les Colonies n'est de nulle importance, je ne prétends point tirer de ce que je viens d'exposer aucune conséquence de cette nature. Je suis convaincu de la grande importance de cette branche très-précieuse de commerce, mais en même tems cet état florissant du fonds d'amortissement m'autorise à en tirer une autre induction très-intéressante, c'est qu'il prouve l'opulence, la grande consommation privée, la prospérité publique & les ressources immenses de l'Angleterre. J'avoue que j'en ai été moi-même très-étonné. J'ai soupçonné que les importations de l'Amérique devoient avoir été beaucoup plus considérables qu'en tout autre tems, du moins au commencement de l'année dernière; mais j'ai vérifié, à mon grand étonnement, que cela n'étoit pas, & j'en suis convaincu par le produit du dernier

#### 4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— quartier. J'ai fait des recherches pour savoir si cela  
24. Avril. ne provenoit point de ce que la douane paye beaucoup moins de gratifications & de remises de droits, mais j'ai encore été désabusé, car quoique les gratifications & les remises aient éprouvé une diminution, ces articles n'ont point diminué en proportion suffisante pour compenser la perte de notre commerce Américain. Mais d'après d'autres informations j'ai découvert bien autre chose : ce n'est pas par les douanes seulement que le fonds d'amortissement s'est enrichi; mais par les accises sur la consommation intérieure, ce qui est la preuve la plus incontestable de l'opulence propre du peuple qui est le consommateur des articles sujets à l'accise «.

A l'égard des fonds & de la dette, nous ne sommes donc pas dans une situation aussi déplorable que quelques personnes le veulent faire croire. Sans la malheureuse guerre des Colonies, je ne doute pas que je n'eusse payé cette année encore un million de la dette nationale «.

» D'après ces apparences flatteuses, je me crois autorisé à charger le fonds d'amortissement de la somme de 2,900,000 l. que je propose d'autant plus volontiers que ce fonds me paroît accroître avec une merveilleuse rapidité. En prenant le terme moyen des deux dernières années, le produit de ce fonds a été de 2,800,000 l. & celui des trois dernières années de 2,700,000 l. au lieu que l'année moyenne des cinq années précédentes a été à peine de 2,500,000 livres. Avant le commencement de la dernière guerre il ne produisoit tout au plus que la moitié de cette somme. Je répète donc ce que j'ai déjà dit que notre commerce est immense, que nous avons les plus grandes ressources & que notre opulence intérieure ne se peut presque pas imaginer. Quoique la dette nationale soit considérable, & nos charges énormes, les commerçans, les artisans & les cultivateurs dans la Grande-Bretagne vivent d'une manière tout-à-fait

inconnue à tout autre pays. Voyez le genre de vie d'un laboureur, examinez sa nourriture, ses habits, & même le luxe qui lui est propre, & comparez cet homme avec les hommes de la même classe en Irlande, dans toute autre partie de l'empire ou en Europe, & vous ferez dans la plus parfaite conviction que malgré l'énormité de nos taxes & de nos charges, il n'y a point d'endroit sur la terre où l'on puisse se procurer aussi aisément que dans la Grande-Bretagne les nécessités & même les douceurs de la vie.

« Je vais présentement expliquer une autre opération qui consiste en 1,500,000 l. de billets de l'Echiquier. Elle a beaucoup de rapport à un objet qui n'est pas immédiatement sous les yeux du comité, c'est l'état actuel de la Compagnie des Indes & ses arrangemens avec la banque. En 1772 le Gouvernement prêta à cette Compagnie 1,400,000 l. en billets de l'Echiquier pour la tirer de l'état de détresse où elle se trouvoit : depuis ce tems là cette Compagnie en a remboursé 1,100,000 l. il ne reste donc de ces billets que 300,000 l. Rien n'empêche par conséquent qu'on ne puisse mettre en circulation 250,000 l. de plus de ces billets que l'année dernière, sans courir le risque d'une surcharge. C'est d'après ces principes que je porte les billets d'Echiquier de 1,250,000 l. à 1,500,000 l. Vous voyez, Messieurs, par ce détail des moyens, qu'il restera un vuide d'environ deux millions. Je proposerai de le remplir par un emprunt sous hypothèque d'une somme de 2,000,000 l. & par ce moyen il se trouvera un surplus de moyens de 56,000 l. Voici de quelle manière on leverá cet argent. Pour chaque 100 l. souscrite on donnera au souscripteur une action de 70 l. dans les annuités consolidées à 3 pour cent, ce qui fera une somme de 1,400,000 l. & trois billets dans une loterie de 600,000 l. à 10 l. le billet avec une prime de 7 l. 10 s. sur chaque 100 l. souscrite. La somme hypothéquée fera de 2,150,000 livres. & les intérêts se monteront à 64,500 l. par an. Dans cette opération j'ai deux points de vue, le pre-

## 6 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

—mier de faire le meilleur marché possible pour la nation,  
24. Avril. & l'autre de donner aux Actionnaires un profit raisonnable pour les encourager à souscrire. Je me flatte de pouvoir remplir l'un & l'autre objet. Il est vrai qu'il y aura une perte évidente de 15 pour cent pour la nation, mais il n'est pas possible de faire autrement ; car le souscripteur n'aura pas un gain réel , attendu le très-bas prix des fonds , puisque la prime & le bénéfice qu'il fera sur les billets de loterie ne lui produiront d'autres avantages que la sûreté de placer sa souscription sans y perdre «.

» Les intérêts de ces nouveaux fonds monteront à 64,000 l. par an , & comme je ne prétens par morceler le fonds d'amortissement, il faut qu'ils soient levés par de nouvelles taxes «.

» Dans tous les pays où la nécessité ne fait pas loi , il faut , autant qu'il est possible , que le luxe porte les taxes , sur-tout lorsque le crédit & la force d'une nation dépendent principalement de son commerce. Dans les moyens que je vais proposer au Comité je ne perds point de vue ce grand objet. Il y a des circonstances où ce genre d'impôt ne seroit pas convenable. Lorsqu'il faut se procurer de grandes sommes, le fardeau doit être réparti généralement sur toute la masse du peuple qui seul est capable de le supporter. Dans une opération comme celle dont il s'agit ici , c'est le luxe qu'il faut taxer , d'abord parce que le premier poids doit tomber sur l'opulence , & ensuite parce qu'il faut éviter autant qu'il est possible toute taxe , qui dans ses conséquences peut tendre à affecter nos manufactures au point de rencherir leur prix pour l'acheteur étranger «.

» La taxe sur les voitures à quatre roues porte sur une chose qui , quoique commode & utile , peut être d'un autre côté regardée comme un objet de luxe , parce qu'il n'y a que les gens réellement riches qui aient équipage. La taxe sur les voitures à deux roues est dans le même cas , quoiqu'au second degré. En examinant le produit de cette dernière taxe , on

voit qu'elle décroît tandis que l'autre augmente tous les ans. Le nombre des voitures à quatre roues qui payoient la taxe l'année dernière étoit de 18,600 l. Mais comme il peut arriver que les particuliers qui en ont plusieurs en suppriment une à cause de la taxe, ou que d'autres causes fassent diminuer le nombre des voitures à quatre roues ; admettons cette supposition & fixons le nombre de ces voitures à 17,000. A 1 l. chacune de droit nouveau , elles produiront une somme de 17,000 l. «

24. Avril.

» Les voitures publiques me paroissent un autre objet susceptible de taxe. Les particuliers qui en payent pour leurs voitures trouvent un peu étrange que celles de louage en soient exemptes sur-tout lorsqu'ils se voyent tous les jours dépassés sur les routes par des voitures chargées d'une quinzaine de passagers en dedans ou en dehors sans qu'elles contribuent en rien aux dépenses publiques. Je porte le nombre de ces voitures à quatre cents , quoique je le croye beaucoup plus considérable. Or , à 5 l. chacune elles produiront environ 2,000 l. par an «.

On a déjà mis des taxes sur les actes & sur le papier pour les affaires ; mais la facilité avec laquelle se fait la perception de ce droit & les avantages que les parties retirent de leurs transactions , permettent , je crois , qu'on charge les actes d'un contrôle additionnel. Ce contrôle , établi en 1736 , a produit l'année dernière 32,000 l. Je suppose qu'il ne rende année moyenne que 30,000 l. & je demande qu'on mette une taxe additionnelle d'un shelling sur les 30,000 actes , ce qui produira de plus 30,000 l. sterling «.

» Les cartes & les dez sont des objets réels de luxe ; & en conséquence ils doivent être taxés. On a timbré l'année dernière cent soixante-quatre mille jeux de cartes qui ont rendu entre trois & quatre mille livres ; un nouveau droit de six deniers produira une pareille somme , le droit d'un demi-écu sur les dez , environ quatre cent , & la totalité de ces deux nouveaux impôts montera à plus de 4,000 l. «.

## 8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Je regarde les gazettes en général, comme un objet très-susceptible de taxation. Plusieurs personnes pensent qu'elles font plus de mal que de bien, tandis que d'autres y voient un grand avantage pour le public. Je ne prétends point décider cette question, mais je ne puis m'empêcher d'observer que toutes ces gazettes répandent des bruits qui ne méritent aucune créance. Suivant elles des Ministres cruels, ambitieux & tyranniques mettent dans le plus grand danger les libertés de l'Angleterre; & cependant c'est sous ce gouvernement despotique qu'on laisse impunément les Gazetiers calomnier tous les jours les opérations & les personnes de ces mêmes Ministres, qu'ils représentent comme les ennemis de la liberté. Je suis en état de vous apprendre que ces calomnies & ces faussetés circulent & sont répétées au moins dans douze millions deux cents trente mille gazettes pendant le cours d'une année. Il est difficile de déterminer d'où peut provenir une si grande avidité pour la lecture des gazettes. On ne peut certainement pas l'attribuer au desir de se rendre plus savant ou meilleur. L'ennui de soi-même, le besoin de se débarrasser du poids d'un quart-d'heure, une curiosité vague & puérile, telles sont, je crois, les véritables causes de cet inconcevable attrait. Mais quoiqu'il en soit, les gazettes sont toujours une sorte de luxe, & d'après le goût du public pour leur lecture, il n'est pas douteux qu'elles ne soient très-susceptibles d'une taxe. On voit par les derniers états que le produit de la taxe d'un denier de timbre s'est monté à 50,000 l. Je propose de taxer cet article d'un demi denier additionnel, lequel, si la vente se soutient au même taux, produira 25,000 l. Mais comme il est possible qu'il y ait quelque diminution dans la vente qui en occasionnera dans la recette de l'impôt, je ne porterai le produit de l'augmentation qu'à 18,000 l. par an. Ces différentes sommes réunies font environ celle de 70,000 l. par an. Cette somme sera appliquée au paiement de l'intérêt de 2,150,000 l. lequel est de 64,000 l. Il restera donc sept à huit mille livres



par an pour le fond d'amortissement, j'entends toujours —  
pourvu que le produit de ces différentes taxes soit tel 24. Avril.  
que je viens de le faire voir ».

» Il est à propos de parler ici du crédit public ; il y a des politiques chagrins & mal informés qui se le représentent dans l'état le plus dange-reux. Sans doute la dette est beaucoup plus considé-rable qu'on ne voudroit ; mais je ne conviens nulle-ment qu'il doive en résulter les funestes effets qu'on se figure. La partie de cette dette , qui appartient aux étrangers , est une charge très-onéreuse pour nous , & il est constant que l'accroissement des dettes entraîne celui des impôts qui écrasent celui de l'in-dustrie : ce sont de grands maux ; mais ils ne sont pas encore ce qu'on les croit ; & tant que le Parle-ment soutiendra la confiance des créanciers , le credit national fleurira ».

» On ne peut pas nier que la nation ne soit dans la situation la plus riante ; elle supporte des fardeaux considérables avec beaucoup plus d'aisance qu'elle ne supportoit les plus légers, il y a une centaine d'années. Ne regardons point les taxes comme oppressives ; mais arrêtons plutôt nos regards sur les richesses qui nous restent après les taxes payées , & nous aurons de quoi nous convaincre de l'état florissant de la nation. Parcourez tout le Royaume ; où trouverez-vous les mar-ques de la pauvreté ? Dans quelle partie l'Etat panche-t-il vers sa ruine ? Dans la décadence d'une nation chacun cherche à se retirer. Mais voyez-vous des riches prendre ce parti ? Les voyez-vous se retrancher les moindres plaisirs ou superfluités pour embrasser une vie plus frugale ? Comparez le paysan de l'Angleterre avec celui de toutes les autres nations du monde ; où en trouverez-vous de plus heureux ? Où les pauvres sont-ils mieux nourris , mieux vêtus ? Ne leur comparez pas au moins ceux d'Irlande. En général, Messieurs, soyez certains, d'après la richesse & la propriété de la nation , que si des taxes encore plus fortes sont nécessaires , l'état y suffira ».

24. Avril. » On veut encore donner une fausse idée du résidu du fond d'accroissement. On a prétendu qu'à peine il excédoit 2 à 300,000 l. par année ; mais, Messieurs, c'est une assertion fausse & ridicule , qui ne peut être que l'effet de l'ignorance. Si la paix eût duré & qu'on n'eût levé que seize mille matelots , ce qui est l'établissement de paix , je suis certain que le Gouvernement auroit été en état de continuer à rembourser un million par année du capital de 3 pour cent «.

» La petite quantité des espèces en circulation & la surcharge du papier monnoye inquiètent encore beaucoup certaines gens. Ils affirment que les especes ne montent qu'à douze millions ; mais la refonte a prouvé clairement leur erreur. Les seules espèces d'or montent à plus de douze millions que ces calculateurs nous donnent pour être la totalité. Mais toutes leurs conjectures sont mal fondées. On a frappé depuis 1772 pour 13,194,215 l. d'espèces qui certainement sont restées dans le Royaume. En outre il y a présentement 70,000 l. à la Monnoye. La nouvelle proclamation pourra faire rentrer quatre millions de la totalité ; mais comptons sur trois. Nous avons encore le vieux Or qui avoit le poids. Mettez le tout ensemble & jugez, avec quel peu de fondement ces visionnaires ont pu dire que les especes d'or. & d'argent ne font qu'une somme de douze millions «.

» Il se trouve aussi peu de justesse dans leur opinion sur le papier monnoye. En 1772 nous avions trop de divers papiers ; mais il n'y a pas le sens commun à mettre le papier de la banque dans cette classe. Le secret de la banque est connu de beaucoup de négocians de la cité. Tour-à-tour il leur est confié , & après avoir géré ses affaires , ils retournent chez eux , aux leurs propres , avec une aussi haute idée de la stabilité du crédit de la banque qu'avant qu'ils eussent été initiés dans ses affaires. Il n'y a point de mystère. Le public paye annuellement à l'administration de la banque 50,000 l. & les actionnaires n'en partagent que 240,000 l. en dividende «.

» Une autre objection qu'on nous fait sur la circulation est toute aussi frivole. On prétend qu'en améliorant les espèces nous avons invité l'étranger à les enlever. Mais on ne prend nos espèces que par poids & non par compte «.

» Si toutes ces plaintes étoient justes, la Grande-Bretagne se trouveroit réduite à un tel état d'affoiblissement, qu'elle ne pourroit pas plus se défendre contre ses ennemis naturels que contre les Américains. Je suis porté pour une reconciliation avec les Américains, si cette reconciliation pouvoit mettre fin à la guerre. Mais je ne puis de sang froid entendre dire que les habitans de la Grande-Bretagne sont dégénérés en comparaison de ce que sont les Américains «.

» La puissance & la prospérité de la Grande-Bretagne ne sont point déchues de leur ancienne splendeur; ses habitans ont toujours le même courage & les mêmes prétentions, malgré toutes les peines qu'on a prises pour établir l'opinion contraire. Quoique les Anglois aient été décriés aux yeux de toute l'Europe comme des peuples sans vigueur, sans courage & sans ame : quoique l'on assure que la Grande-Bretagne est épuisée, consumée par les taxes & à la veille d'une banqueroute générale : quoiqu'on ait qualifié du beau nom de défaites, les événemens d'une campagne où nous n'avons pas eu tout le succès que nous nous en promettions : quoique sous les mêmes pinceaux l'Amérique soit représentée comme le siège de la vertu, de la liberté, du courage & du héroïsme ; je crois cependant que ce Royaume si dégradé, si avili, si injurié, a assez de courage pour faire valoir ses droits, pour punir les insultes qu'on lui a faites & pour convaincre ses ennemis étrangers & domestiques qu'il ne lui manque ni la volonté ni les moyens de venger son honneur offensé. C'est ce qu'il n'a jamais manqué de faire envers ceux qui ont abusé de sa patience & de sa modération : & quelques ménagemens qu'il ait pu d'abord avoir pour eux, l'expérience les a toujours

instruits, à leurs dépens, qu'on ne l'irritoit pas impunément «.

24 Avril.

» On peut se rappeler les fausses prophéties du docteur Browne à la fin de la guerre dernière. Selon lui les Anglois n'étoient que des hommes efféminés, & ils ne devoient s'attendre qu'à des malheurs & à des disgraces. Les rêveries du Docteur se renouvellent actuellement, & je ne crains pas d'annoncer que les prédictions des frondeurs auront le même sort que celles de cet écrivain. Peut-être aussi comptent-ils sur la même ressource. En effet, comme on reprochoit au Docteur Browne la fausseté de ses prophéties démenties par les succès les plus brillans : » mais répondit-il, » sans se démonter, ces succès là n'ont eu lieu que depuis que mon livre est écrit «.

» On n'a pas fait moins d'efforts pour décrier la banque & diminuer son crédit, mais tout cela n'a rien produit. On s'est donné beaucoup de peine pour prouver la dépendance où elle est du gouvernement, leur connexion réciproque & le pouvoir qu'elle procure au Ministère. Si par le Ministère on entend le premier lord de la Trésorerie, j'assure le Comité que je n'ai aucun pouvoir. Si j'en avois, j'en ferois le meilleur usage possible, & il ne serviroit qu'au bien public. On a dit aussi que la banque s'étoit liguée avec le gouvernement contre le peuple. Rien n'est plus faux ; car, en faisant cause commune avec le gouvernement, la banque a rendu un service essentiel aux peuples. Ce qui le prouve bien, c'est que si le peuple retiroit au gouvernement sa confiance, ne fût ce qu'un jour, dès le lendemain toutes les personnes qui composent l'administration actuelle, n'auroient pas plus d'influence sur la banque que tout autre classe de particuliers quelconque. En général je n'hésite point à déclarer que je ne connois point un seul exemple où la banque ait aidé le gouvernement, ou pour parler plus vrai, la nation, autrement qu'en faisant circuler les billets de l'Echiquier & de la Marine : ce qui les a mis dans le commerce & a fait baisser l'intérêt d'un demi pour cent «.

• Au moindre événement , le parti de l'opposition nous menace toujours d'une banqueroute très-prochaine. 24 Avril.  
 Pour en donner un exemple dans le genre le plus absurde , je vous rappellerai que quelqu'un qui étoit alors membre du Parlement & qui ne l'est plus aujourd'hui ( M. Crosby ) ayant déplu à la Chambre fut renfermé à la Tour. Ce fut alors un cri général élevé par son parti , que tout le monde alloit porter son papier à la banque , qui n'auroit pas assez d'espèces à rendre , & que la nation alloit être ruinée puisque le Lord-Maire de Londres étoit à la Tour. On imagina toutes sortes d'artifices pour faire manquer la banque , mais quel mal cela lui fit-il ? Les Directeurs attentifs à soutenir leur crédit ne seront jamais renversés par une catastrophe subite. Les convulsions qu'essuya le commerce en 1772 , loin de leur porter aucune atteinte , leur donnerent occasion de se distinguer & de se faire honneur. Aujourd'hui on dit & on croit que la banque a prêté de l'argent au Gouvernement pour faire la guerre , & que sans cela il n'auroit pu la faire. C'est une assertion bien ridicule. La banque a toujours été prête à assister le gouvernement , & cela doit être , puisqu'elle en retire de si grands avantages. Mais les Directeurs de la banque sont trop sages pour avancer de l'argent sans une sûreté suffisante , & même au moment présent ils ne prêteroient pas un shellings sur les taxes projetées , si elles n'étoient pas revêtues de la sanction de la Chambre. Ils n'auroient pas plus d'égards pour les demandes de l'administration que la Bourgeoisie de Londres n'en a montré pour les jeremiades de son Lord-Maire , lors de la dernière élection. C'est sans fondement qu'on voudroit prétendre qu'un Ministre a de l'influence sur la banque. Comme compagnie marchande elle doit avoir des liaisons avec le gouvernement ; mais ce n'est pas une raison pour que le Ministre ait aucune influence sur elle «.

Disons un mot sur le papier monnoye qu'on a prétendu devoir ruiner la nation. Dans tous les pays puis-

24 Avril.

sans & commercans , il se trouvera toujours des gens qui voudront vivre sur le genre - humain & qui , au moyen d'un crédit artificiel , chercheront à se procurer tous les plaisirs de la vie ; mais leur carrière sera courte. Le propre d'une bulle d'eau , est de s'évanouir promptement. Comme leur système est une vraie bulle d'eau , il doit se dissoudre de lui même. Ce n'est point du tout là le cas de la banque , & Pope a bien dit :

« Ici s'élève une bulle d'eau , & là un monde. »

Si la banque n'a pas la stabilité de l'univers , il est du moins probable qu'elle ne manquera pas. La prudente administration des Directeurs , leurs fréquentes mutations , la modicité des dividendes , tout tend à affermir son crédit qui a sur-tout redoublé quand on a vu payer avec autant d'exactitude que d'aisance ceux qui effrayés par de fausses allarimes étoient accourus à la banque pour reprendre leurs fonds qu'ils croyoient dissipés. Enfin , soyez bien convaincus , Messieurs , que c'est pour l'intérêt mutuel de la nation & de la banque , qu'il doit subsister entre le gouvernement & la banque une liaison telle qu'elle est aujourd'hui «.

» Ce que le Docteur Price a dit de la quantité du numéraire qui circule actuellement en Angleterre , son assertion que le paiement des taxes feroit verser dans l'Echiquier la totalité de ces espèces , après quoi il ne resteroit plus que du papier en circulation , tout cela est dénué de fondement. Il se trouve présentement dans le Royaume quinze cents mille livres sterling en espèces d'or au-delà du montant total auquel divers écrivains on fixé la totalité du numéraire courant en argent & en or «.

» Indépendamment de cela , toutes les guinées de poids d'entre cinq deniers six grains & cinq deniers huit grains sont encore en pleine circulation. Il est bien vrai que si toutes les taxes se payoient en un seul jour , l'Echiquier absorberoit la plus grande partie du nu-

méraire , mais la recette des taxes ne se fait que par petites portions à la fois & en divers tems , ainsi cette 24 Avril. assertion perd toute sa consistance «.

» Au surplus , Messieurs , l'emprunt a beaucoup mieux tourné qu'il n'auroit fait il y a trois ou quatre jours. Les annuités consolidées à trois pour cent sont tombées de demi ou trois quarts pour cent à l'occasion des prétendues lettres apportées par un vaisseau récemment arrivé de la Jamaïque , dans lesquels il est question de préparatifs de guerre par les François & les Espagnols dans ces contrées , & de la proclamation de la loi martiale dans cette île. Quelque favorable que soit une telle nouvelle pour les opérations actuelles de finances , ( en ce que le gouvernement trouve à meilleur compte les effets qu'il s'est engagé à donner aux prêteurs ) je ne puis me résoudre à autoriser , en quelque sorte par mon silence , un bruit aussi dénué de fondement. En effet , s'il avoit le moindre motif , je suis très - assuré que le Gouverneur n'auroit pas laissé partir pour l'Europe le bâtiment chargé d'un tel avis sans informer le Gouvernement de la Grande-Bretagne d'un événement aussi important. «.

» Au sujet de la guerre contre les Américains , je serois fâché qu'on me supposât , moi ou mes collègues , dans l'opinion qu'il ne faut pas traiter les Américains avec douceur & modération , & même avec autant d'affection qu'il seroit possible. Les bruits qu'on a fait courir concernant la décadence du courage national & la répugnance générale du militaire pour la guerre en Amérique , sont de toute fausseté. Ce sont des propos qu'on doit attribuer au fiel des membres de l'opposition , qui se plaisent à déprécier ainsi leurs compatriotes. Pour moi je ne vois rien qui annonce un pareil éloignement général pour le service en Amérique. Il est vrai que plusieurs personnes d'après leurs principes particuliers , ont refusé de prendre les armes contre les Américains ; & si quantité d'autres n'eussent montré l'empressement le plus vif à les

24 Avril. remplacer, j'aurois peut-être pu penser que le courage nous manquoit ; mais cet empressement pour servir ne me laisse aucun sujet de changer d'opinion sur la bravoure naturelle de mes compatriotes & sur leurs dispositions à servir la patrie par-tout où leur secours peut être nécessaire «.

» Je finirai par observer encore que c'est une grande absurdité de dire que l'opération pour donner à nos espèces le poids requis & les tirer du discredit où elles étoient avant 1773, les rend plus sujettes à sortir du Royaume. Nos espèces passent chez l'étranger non comme espèces courantes d'Angleterre, mais comme matières d'or & d'argent qu'on ne reçoit que sur le pied de leur poids. Il n'y a donc aucun avantage à les acheter leur prix courant pour les exporter comme simple matière. L'opération par laquelle on a arrêté la circulation des guinées légères est on ne peut pas plus sage & plus conforme à la saine politique ; elle a rétabli l'honneur du coin du Roi, & elle tend au maintien des bonnes mœurs parmi les sujets, puisqu'elle empêche qu'ils ne se trompent les uns les autres «.

TOUTES LES PROPOSITIONS du lord North ont été agréées, & l'opposition n'a fait que de foibles efforts pour les combattre. Le COLONEL JOHNSTONE a même paru approuver quelques-unes des nouvelles taxes. Sur celles des gazettes il a seulement observé que le gouvernement devoit bien mettre un impôt particulier sur tous les pamphlets qu'il fait écrire à l'appui de ses prétentions & dont il envoie des cargaisons entières en Amérique. Il a remarqué aussi que les voitures publiques, loin d'être des objets de luxe, étoient de la plus grande nécessité pour le commerce. — M. CHARLES FOX est venu



venu que les papiers publics étoient la peste de la société; mais il a accusé le Gouvernement de faire écrire des Pamphlets injurieux à la Chambre; & il en a cité un intitulé : *Histoire du treizieme Parlement de la Grande Bretagne*. M. Johnstone a soutenu au Ministre que les allarmes du côté de la Jamaïque n'étoient point fausses; & il a parlé des armemens des Espagnols & des forces qui sont à l'île de France. Mais Milord North a dédaigné de le convaincre autrement que par l'assurance qu'il n'y avoit rien à appréhender.

24 Avril.

LE COLONEL BARRÉ a sommé les Ministres de déclarer si le lord Howe partiroit enfin ou ne partiroit pas, & si on pouvoit compter que le Ministère fût parfaitement d'accord dans la résolution d'exiger de l'Amérique une soumission indéfinie, puisque Milord North se disoit rempli de sentimens de modération & d'affection pour l'Amérique; tandis que d'autres membres du Ministère insistoient pour une guerre à outrance.

LA SOMME levée par la souscription, doit se monter à deux millions, pour chaque cent livres, desquelles les souscripteurs ont droit à 77.  $\frac{1}{2}$  des annuités à 3 p.  $\frac{0}{100}$ . & à trois billets de loterie.

Les 77.  $\frac{1}{2}$  en annuités à 3 p.  $\frac{0}{100}$ .  
 étant évalués sur le pied de 85    "    18    8  
 pour cent, font..... 65    17    6

Les trois billets pour achever  
 les 100 liv. que les souscripteurs  
 N°. VII.

B

# 13 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— ont payés en argent, font..... 34 2 6  
 24. Avril. Total appelé *Omnium*... 100 0 0

Il est donc clair que chaque billet est compté aux souscripteurs sur le pied seulement de 11 l. 7 s. 6 den. & non 12 liv. ni 11 liv. 10 sols; comme on l'a dit par erreur dans quelques écrits publics.

Les billets gagnans montant à 600,000 liv. ne seront pas payés en argent, comme dans les précédentes loteries; mais après le tirage, chaque billet gagnant sera converti en annuités de 3 p.  $\frac{1}{2}$ . de sorte qu'un lot de 20,000 liv. sur le pied de 85 p.  $\frac{1}{2}$ . ne vaudra pas dans cette loterie plus de 17,000 liv. en argent, & tous les autres lots ne rendront pour chaque 20 liv. que 17 liv.

## PLAN DE LA LOTERIE D'ÉTAT.

Nombre des lots.	Valeur de chaque lot.	Total.
1	de 25,000 liv. sterl. ....	25,000 l. st
2	de 15,000 .....	30,000
2	de 10,000 .....	20,000
4	de 5,000 .....	20,000
10	de 2,000 .....	20,000
20	de 1,000 .....	20,000
40	de 500 .....	20,000
200	de 100 .....	20,000
580	de 50 .....	29,000
19,150	de 15 .....	383,000

Pour le Billet tiré le premier, dans chacun }  
des trois premiers jours, 1000 liv. chacun. } 3,000 24. Avril.

Pour le Billet tiré le dernier de tous. 10,000

L'annuité des Billets de loterie, ne courra que du  
5 Janvier 1777.

Celle des 1,400,000 l. à compter du 5 Avril 1776 ;  
& le premier quartier sera payable au 4 Juillet, mais  
non transférable & remboursable.

Les arrhes avant le 30 Avril..... 15 p.  $\frac{0}{100}$

*Sur la Souscription des 1,400,000 l.*

Avant le 30 Mai..... 15

le 28 Juin..... 20

le 31 Juillet..... 15

le 10 Septembre..... 15

le 24 Octobre ..... 20

*Sur la Loterie de 600,000 l.*

Avant le 14 Juin..... 25

le 10 Août..... 30

le 3 Octobre..... 30

Décompte de 3 p.  $\frac{0}{100}$ . à ceux qui payeront le total de  
la contribution pour les 1,400,000 l. avant le 5 Juillet ;  
— pour la Loterie, avant le 8 Août ; — respective-  
ment jusqu'au dernier terme prescrit, pour le paye-  
ment de chacun.

L'intérêt de l'emprunt est de 64 m. l. & le revenu  
des nouveaux droits doit être de 73 m.

Voitures ..... 19,000 l.

Contrôle..... 30,000

Gazettes..... 18,000

Cartes & Dez..... 600

---

Total..... 73,000 l.

B ij

Les Courtiers ont fait à la Bourse des marchés pour des billets de loterie à 11 liv. pour le premier Juillet, & à 12 liv. pour le tirage.

La plus forte prime sur l'*omnium*, c'est-à-dire sur la loterie & la souscription ensemble, a été de  $1\frac{1}{2}$  p. cent, & avant la conclusion du marché, il y avoit force vendeurs à  $\frac{3}{4}$  p. cent de prime, c'est-à-dire à 100 l. 15 s. 0 d.

Pour réunir sous le même point de vue toute l'affaire des finances angloises, nous placerons ici un calcul très exact des diverses taxes que payent en Angleterre le pain & la bière, ces deux premiers besoins de la vie, ces deux élémens de toute richesse & de toute puissance. Il est bon qu'il se trouve dans le même cadre, avec le riant tableau que Milord North vient de faire des riches facultés de sa nation.

Pour le Pain, on paye en Angleterre : Une taxe des terres pour le sol où croît le froment ; une taxe des terres pour le moulin ; une taxe des terres pour le bois ; une taxe des terres sur la boulangerie où il est cuit ; une taxe des terres sur l'eau qui entre dans le pain ; une taxe sur le levain avec lequel on le travaille ; une très-lourde taxe sur le sel qu'on y met ; ajoutez à cela une rétribution raisonnable pour dédommager le Boulanger de l'entretien de son ménage, qui monte au triple de ce qu'il étoit avant la Révolution en 1688.

Pour la Bière on paye : Une taxe des terres pour le sol où croît l'orge ..... 1 taxe.

*Dito.* Sur la maison où on fait la Bière... 1

*Dito.* Sur la maison où on la brasse..... 1

*Dito.* Sur la maison où on la vend..... 1

24 Avril.

<i>Dito.</i> Sur les chaîses où on i purla boire.....	1
<i>Dito.</i> Sur le sol où croît le houblon....	1
<i>Dito.</i> Sur l'eau nécessaire pour la brasser..	1
Trois différentes taxes sur la dreche , à trois différentes fois, pour trois différens usages....	3
Trois différentes taxes sur le houblon, à trois différentes fois, pour trois différens usages....	3
Trois différentes taxes, assises sur la biere comme ci-dessus.....	3
Trois différentes taxes sur le charbon néces- saire pour la brasser.....	3
Une taxe sur la cuve dans laquelle on la cuit.	1
Deux taxes sur les doudes pour les barils où on la met.....	2
Une taxe sur les cerceaux qui servent à lier les barils.....	1
Une taxe sur le levain pour la biere....	1
Une taxe sur les chandelies dont se servent les Brasseurs en travaillant.....	1
Quatre taxes pour la permission de vendre accordée aux détaillans.....	4
Un Soldat logé chez un Détaillant, peut passer à juste titre pour une taxe.....	1
Deux taxes sur le pot.....	2
Cinq taxes sur le jour qui éclaire & sur l'air que respirent par leurs fenêtres ou lucarnes, les Brasseurs & les Détaillans.....	5

Total..... 37 taxes

*Observations sur l'impôt relatif aux voitures.*

On vient de supprimer la loi de George II

B.iiij

## 22 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

24. Avril. qui réduisoit à quatre le nombre de voitures à quatre roues, pour lequel l'impôt seroit payé par un particulier ayant plusieurs voitures. Cette loi en effet étoit injuste; car le Loueur de voitures en étoit excepté, & on lui faisoit payer l'impôt pour toutes les voitures qu'il pouvoit avoir, quelque quantité qu'il en eût; tandis que le riche particulier ne payoit que pour quatre, même quand il en auroit eu vingt. L'augmentation de ce droit étant du double, va faire doubler aussi les frais de voyage en Angleterre; & il s'en faut bien que les voyages soient toujours un article de luxe. On assure que les grands & les gens riches, ne font pas scrupule d'éluder la loi, & qu'ils ne payoient rien pour leurs voitures, même quand ils auroient pû y satisfaire en ne payant que pour quatre. Est-il à croire que désormais ils seront plus exacts, parce que leurs obligations sont plus onéreuses? Il en est de même de l'impôt sur la vaisselle d'argent, pour lequel chacun doit renouveler sa déclaration tous les ans: c'est ce que les gens riches ne songent pas même à faire. La taxe ne se leve guères que sur ceux qui n'en ont pas considérablement, & qui sont plus à la portée des Officiers de l'assise: aussi le revenu de cette branche d'impôt, est-il très-modique.

25 Avril. LA REINE accouche vers les sept heures du matin, d'une princesse, dans son palais au Parc de Saint James. L'Archevêque de Cantorbéry. plusieurs Lords, membres du Conseil privé de

Sa Majesté, & les Dames de la Chambre de la Reine, s'y sont trouvés. Les canons de la Tour ont aussi-tôt annoncé cet heureux événement au public. La Reine & la jeune Princesse se portent aussi bien qu'on peut le désirer. 25. Avril.

On reçoit la nouvelle que les bâtimens de transport où son embarquées les troupes Hessoises, sont arrivés devant l'Isle de Whigt.

La frégate de guerre le *Tartar*, Capitaine Omaney, part de Spithead, ayant à bord un exprès pour l'Amérique.

Il arrive encore dans la Tamise plusieurs bâtimens chargés de froment venant de l'étranger.

Dans le session de 1774—5, on n'a point demandé au Parlement d'ouvrir le port de Londres, pour l'importation du bled & des grains, en payant le petit droit, attendu que les prix au marché de *Marcklane*, sont toujours restés beaucoup au-dessous de ce qu'ils auroient dû être pour justifier la demande : en conséquence, le gros droit se perçoit à la Douane.

#### *Chambre des Pairs.*

On entend le rapport des Juges sur le Bill du duc de Saint Alban ; & son Agent est examiné à la Barre, sur les mesures qu'il a prises conformément aux ordres de la Chambre. Il expose que cet ordre a été signifié aux différentes branches de la famille de Beauclerc ; que M. Topham Beauclerc l'a assuré qu'il ne s'opposeroit pas à la demande, & qu'il a reçu

## 24 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— les mêmes assurances de l'Evêque d'Hereford.  
25. Avril.

La Chambre demande s'il y a quelque Avocat ou Agent pour la famille Beauclerc ; & comme il n'en paroît aucun , le Lord Cambden propose qu'il soit permis de dresser un bill conformément à ladite requête ; & qu'après qu'il aura été lû pour la première fois , il sera renvoyé aux Juges qui ont fait leur rapport. Cette proposition est reçue.

### *Chambre des Communes.*

La chambre approuve les résolutions du 24 , pour lever les subsides ; savoir :

Qu'il sera levé 2,000,000 l. st. de la manière suivante : 1,400,000 l. par annuités à 3 p. cent , & 600,000 l. par une loterie dont les billets seront de 10 l. chacun.

Qu'une somme de 980,441 liv. produit du fonds d'Amortissement , sera appliquée au subside ; ainsi que 1,837,428 liv. restant dans l'échiquier , à la disposition du Parlement ; & 11,444 liv. produit des droits sur le riz.

Qu'il sera mis une taxe additionnelle d'une livre sterling , sur tous les carosses , excepté les carosses de place.

Une taxe additionnelle de 5 liv. sur toutes les voitures publiques.

Une taxe additionnelle d'un shelling sur toutes les feuilles de parchemin , velin , actes , contrats , &c.

Une taxe additionnelle d'un demi denier sur toutes les gazettes.



Une taxe additionnelle de 2 s. 6 d. sur chaque paire de dez, & enfin : 25. Avril.

Une taxe additionnelle de 6 den. par jeu, sur chaque paquet de cartes.

Le Chevalier LOWTHER, fait la motion suivante : » La Chambre pense que l'introduction de troupes étrangères dans telle partie que ce soit des Domaines de la Grande Bretagne, sans le consentement préalable, ou l'approbation du Parlement de la Grande-Bretagne est contraire aux principes de la Constitution, & n'est point autorisée par la loi. « Cette proposition est rejetée à la pluralité de 149 voix, contre 88.

Il est entré dans un détail historique, par lequel il a fait voir, » que depuis les premiers tems de la Monarchie, l'introduction d'Etrangers dans le Royaume, sans le consentement de la Nation dans son grand Conseil ou Parlement, avoit été toujours regardée comme illégale & contraire à la Constitution. « Et il a conclu que, si, *sur le fondement de la Prérogative, on permettoit ou on soutenoit l'introduction des Troupes étrangères, la liberté angloise ne seroit plus qu'une ombre.*

Le Gouverneur JOHNSTONE a secondé la proposition, à laquelle M. COSME GORDON s'est opposé, vû les circonstances où l'on se trouve, quoiqu'il fût bien éloigné d'approuver l'introduction d'Etrangers. Il a donné en même tems de grands éloges au Chevalier Lowther, & a dit, » qu'il seroit à souhaiter que la Cham-

35. Avril. » bre possédât plusieurs membres aussi versés  
 » dans l'histoire du pays, dans la connoissance  
 » de ses loix & de la constitution, que l'étoit  
 » le Chevalier, qui, par sa conduite & ses  
 » connoissances, faisoit voir qu'au milieu de  
 » ses grandes richesses, il ne passoit pas son  
 » tems de la maniere si ordinaire parmi les  
 » gens de naissance ou de fortune. «

M. Th. TOUNSHEND a soutenu la motion avec beaucoup de vivacité, & il a fait observer qu'en appelant dans la conjoncture présente des Etrangers dans les Etats Britanniques, on n'alléguoit pas la *nécessité* ou l'*exigence des affaires*, mais qu'on l'appuyoit sur la *Prérogative illimitée*, inhérente à la Couronne. Il a fait aussi quelques réflexions sur la façon de compléter les Troupes Britaniques par des recrues faites dans les villes Anséatiques, qui sont l'asile de tous les brigands de l'Allemagne. Le Lord MULGRAVE a répondu que le Roi pouvoit, à ce qu'il pensoit, sans contrevenir à la grande Charte ou au Bill des Droits, introduire des troupes étrangères dans toutes les parties de ses Etats, excepté la Grande-Bretagne.

M. Henry DUNDAS, Avocat Général d'Ecosse, a dit : Que la proposition n'étoit pas  
 » de nature à être rejetée purement & simplement, quoique la Couronne eût eu de tout  
 » tems le *Pouvoir indéfini*, que le Chevalier  
 » Lowther lui contestoit : que pour le présent,  
 » il ne vouloit point déterminer le sens de la

» loi, mais qu'il pensoit qu'un Ministre seroit  
 » inexcusable & digne de blâme, si, dans des  
 » circonstances où les possessions les plus pré-  
 » cieuses de la Patrie, sont en danger, il ne  
 » hasardoit de passer même au-delà des bornes  
 » de la loi; & qu'en tel cas, il étoit sûr que le  
 » Parlement lui accorderoit toujours l'*indemnité*  
 » sans hésiter.

24. Avril

Il a ajouté que, » si faute de défense suffi-  
 » sante, pour n'avoir pas osé introduire des  
 » troupes étrangères à Gibraltar & à Port-  
 » Mahon, ces deux Places fussent tombées  
 » entre les mains des François ou des Espa-  
 » gnols, il auroit été un des premiers à donner  
 » sa voix pour punir du dernier supplice le  
 » Ministre qui auroit négligé d'avoir recours à  
 » un secours étranger. « Dans ce sentiment il  
 croyoit devoir renvoyer à quelque tems plus  
 propre, la délibération sur ce que M. Lowther  
 avoit proposé.

Première lecture du Bill de M. BURKE, pour  
 réprimer la cruelle & injuste pratique des habi-  
 tans des côtes d'Angleterre, de piller les vais-  
 seaux en détresse, sous prétexte que ce sont  
 des varechs.

*Chambre des Pairs.*

LE LORD CLIFFORD propose de présenter au  
 Roi une Adresse, pour féliciter sa Majesté sur  
 l'heureux accouchement de la Reine, & sur la  
 naissance d'une Princesse. Cette Adresse ayant  
 été lue par le Lord Chancelier, il est ordonné

26 Avril.

26 Avril, qu'elle sera présentée par les Lords qui ont des fonctions auprès de sa Majesté.

*Chambre des Communes.*

LA CHAMBRE délibérant en comité sur les moyens du subside ; prend les arrêtés suivant.

Qu'il sera levé 500,000 livres par emprunt sur des billets d'Echiquier.

Qu'il sera octroyé 1,250,000 livres, pour rembourser les billets d'Echiquier de l'année dernière.

1,000,000 livres pour rembourser les dettes de la Marine, 37,348 livres, pour remplir les déficit des octrois en 1775, auxquels il n'a pas été pourvu par le Parlement,

Que l'acte de la vingtième année du règne du feu Roi, qui exempté de payer plus de 4 l. par an pour plus de cinq voitures, sera révoqué.

Les Arrêtés ci-dessus doivent être rapportés le 29.

La Chambre admet le rapport de l'Arrêté du 25, sur les grains ; portant que les bleds, grains & farine pourront être importés à Preston francs de droits. Elle ordonne qu'il sera fait un bill conformément audit arrêté.

La Chambre prend l'arrêté suivant.

« Qu'il sera présenté une humble adresse au Roi, pour féliciter Sa Majesté sur l'heureuse délivrance de la Reine & la naissance d'une nouvelle Princesse, & pour assurer Sa Majesté que tout ce qui peut ajouter à son bonheur per-

sonnel, cause la plus vive satisfaction à ses fidèles Communes. «

26 Avril.

La Chambre s'assemble en comité relativement à la liberté des élections. Après quelques débats sur cette affaire, le comité prend différens arrêtés & s'ajourne au 3 Mai.

M. GRENVILLE propose un Bill pour punir plus efficacement les candidats qui cherchent par eux mêmes ou par d'autres, à corrompre les suffrages, aux élections de Membres du Parlement.

On lui oppose que la saison est trop avancée pour un Bill de cette importance : on consent au Bill, mais à condition qu'il ne pourra être présenté qu'à la prochaine session.

M. VILKES informe la Chambre que le 30 il fera une motion relativement aux droits de tous les Electeurs de la Grande-Bretagne & à l'élection de Middlesex.

LA GAZETTE de la Cour annonce que la flotte des Bâtimens de transport ayant à bord la première division des troupes Hessoises, sous le commandement du Lieutenant Général Heister, sortie du Weser le 17 Avril, est arrivée le 26 à Spithead; que les troupes sont en très-bon état & se préparent à partir incessamment pour l'Amérique septentrionale.

27 Avril.

Suivant les nouvelles de Boston du premier Mars, il ne s'y étoit passé rien de nouveau. On disoit seulement que le Général Washington avoit reçu des ordres pressans du Congrès pour attaquer Boston.

27 Avril.

*Extrait d'une Lettre de l'Isle d'Antigoa,  
du 21 Février.*

» Il y a ici deux Bâtimens de transport avec des détachemens des 46<sup>e</sup> & 55<sup>e</sup> Régimens, & plus de trente Bâtimens munitionnaires. Il ne se passe point de jours qu'il n'arrive différens Vaisseaux qui étoient destinés pour l'Amérique septentrionale. Ce dérangement & les prises faites par les corsaires Américains, ne peuvent manquer de mettre la disette parmi les troupes de terre & de mer qui sont à Boston. Pendant quelque tems elles ont manqué de bœuf. Dès le commencement de ce mois l'Amiral Yonge a reçu du Général Howe des dépêches d'après lesquelles on a enlevé de cette Isle tout le bétail qui s'y trouvoit, ainsi que le pain & le riz destinés à la vente. Tous les vaisseaux munitionnaires qui étoient en état, sont partis sous le convoi de la corvette la Vipere. Les autres les suivront aussitôt qu'ils seront réparés. «

» Dieu sait quand cette querelle finira. Si les Provinces continuent d'être unies, il sera impossible de les subjuger; car les Américains sont plus nombreux, mieux disciplinés & plus intrépides que ne l'imaginoient non-seulement leurs ennemis, mais encore leurs plus chauds partisans; & la querelle sera vive, car il y a parmi eux beaucoup d'enthousiastes, & ils sont tous remplis de résolution. «

» L'offre qui a été faite aux Nègres de la Virginie de leur donner la liberté & des armes, a soulevé les esprits sur tout le continent: le courage s'est changé en fureur, & des gens qui paroissent auparavant disposés à la paix, sont devenus les plus animés pour la guerre. Si la Grande Bretagne desireroit sincèrement une réconciliation, je crains bien qu'elle ne s'y soit prise trop tard.

*Chambre des Pairs.*

Le Lord HINCHINBROKE rend compte à la Chambre du message de félicitation que Sa

Majesté avoir reçu; & il l'informe que Sa Majesté la remercie de cette nouvelle preuve de son attachement pour elle & pour sa famille. 27 Avril.

UNE FLOTTE de dix vaisseaux ayant à bord le 42<sup>e</sup>. Régiment appelé Royal Montagnard, appareille de Greenwich pour l'Amérique, sous l'escorte de la frégate *la Flora* de 36 canons. Tout le convoi est de 33 voiles, dont plusieurs montent 10 & 15 canons. 28 Avril.

### *Chambre des Pairs.*

Un Officier envoyé par les Commissaires de la Douane, s'est présenté aux portes de la Chambre, & ayant été admis, il a remis à la Barre un état des vaisseaux & bâtimens partis du port de Londres pour l'Amérique & des permissions qui leur ont été données, conformément à un acte de la présente session pour empêcher tout commerce & toute communication avec les Colonies de Sa Majesté en Amérique. Il a été ordonné que ces Etats seroient mis sur le Bureau.

### *Chambre des Communes.*

Rapport des arrêtés du 26, sur les moyens du subside. La Chambre reçoit aussi celui du comité sur les grains, lequel a arrêté qu'il sera permis d'exporter du froment, de la farine, du pain, du biscuit, &c. aux Colonies à sucre de Sa Majesté en Amérique pendant un tems limité.

Que le froment, la farine, le seigle, l'orge

28 Avril. & la dreche jusqu'à la concurrence de mille quarters, pourront être exportés en tout tems à l'Isle Sainte Hélene, pour le compte de la Compagnie des Indes.

On ordonne de dresser un Bill conformément aux arrêtés-dessus.

Seconde lecture du Bill pour défendre le pillage des bâtimens naufragés.

La Chambre admet le Bill pour obliger les Inspecteurs des différentes provinces de la Grande-Bretagne de faire des états de leurs pauvres sous serment.

Cette affaire terminée, il est ordonné de faire sortir tout le monde de la galerie, & la Chambre se forme en comité de subsides pour l'établissement de la marine.

Sur les six heures, les portes ouvertes de nouveau, le CHEVALIER GEORGE YOUNG produit une liste de cent soixante & trois électeurs de Shaftsbury, auxquels il impute d'avoir été à la fois les objets & les agens de la corruption, & de s'être rendus coupables de tous les délits propres à porter la Chambre à effacer pour toujours leurs noms de la liste des électeurs des membres du Parlement. Il dit que d'après le vu des charges & l'audition des témoins qu'il étoit en état de produire, il ne doutoit point que la sagesse du comité ne le déterminât à donner des preuves éclatantes de l'horreur que lui inspiroient des pratiques aussi coupables.

La Chambre ayant consenti à entendre les témoins, on a fait venir différens électeurs qui  
ont



ont été interrogés relativement à ce qu'ils fa-  
voient des moyens de corruption réellement  
partiqués, ou que l'on a tenté de pratiquer. 28 Avril.

Le Capitaine Millet, arrivé de Madere à 29 Avril.  
Falmouth, apporte la nouvelle que les fré-  
gates de guerre l'*Actéon* & le *Solebay*, &  
plusieurs bâtimens de transport tous destinés  
pour l'Amérique, qui étoient partis de Corke  
le 8 Mars, ont touché à Madere où ils se sont  
arrêtés cinq jours pour faire de l'eau.

*Assemblée du Conseil commun de Londres.*

M. Saxby observe à la Cour que la réponse  
du Roi à l'adresse de la Cité au sujet de la guerre  
de l'Amérique, n'étoit en aucune maniere sa-  
tisfaisante; il propose » que le Lord Maire,  
comme un des Députés de la Cité, soit requis  
de faire la motion suivante dans la Chambre  
des Communes; *savoir, que les sujets de Sa Ma-  
jesté dans les Colonies d'Amérique, donneront  
leur argent par la voie de leurs représentans, com-  
me le font & l'ont toujours fait les sujets de Sa  
Majesté en Irlande, & que les membres du  
Conseil commun qui sont aussi députés à la  
Chambre, soient requis d'appuyer ladite mo-  
tion.*

Cette proposition combattue par M. Jones,  
mais soutenue par les Aldermans Oliver & Lée  
& par M. Hurfort, passe à une pluralité confi-  
dérable.

Le Greffier de la Ville présente une Lettre  
du Docteur Price, sur un arrêté pris par la  
N°. VII. C

— dernière assemblée, pour remercier cet écrivain de son Traité sur la liberté civile. Sa Lettre est portée sur les registres de la Cité.

On arrête de présenter à Sa Majesté une adresse de félicitation sur la naissance d'une Princesse.

On agit de nouveau la question d'augmenter les appointemens du Lord Maire.

Discours de M. *Horton* à ce sujet.

» J'avoue que j'ai été jusqu'ici dans la commune erreur que les émolumens dont jouit le Lord Maire en vertu de sa place, sont bien supérieurs aux dépenses qu'il est obligé de faire. Cependant en examinant mieux les choses, j'ai reconnu d'après des faits incontestables, que la dépense certaine & nécessaire passe 8000 liv. st. indépendamment de plusieurs articles dont le total se monte encore à plus de 2000 liv. lesquels, quoiqu'ils ne soient pas absolument d'obligation, sont en quelque sorte inévitables; à moins que le Lord Maire ne se conduise de manière à choquer généralement tous les esprits, & à blesser la dignité de la Ville. J'ai en main la preuve que son revenu fixe ne monte pas à 3600 livres par an. Je sais bien qu'il arrive quelquefois que le profit d'une Mairie augmente de mille ou de deux mille livres par la vente des places, mais aussi il se peut faire qu'un Lord Maire ne gagne que cent livres par ces événemens fortuits, ou même qu'il ne gagne rien du tout. Enfin j'observe qu'il est démontré qu'un particulier, quelque heureux qu'il soit dans la vente des places; ne peut remplir la place de Maire sans dépenser au moins quatre mille livres de plus qu'elle ne rapporte, & je crois que c'est un objet sur lequel la Ville doit délibérer; attendu qu'il suffit bien qu'un particulier consacre tout son tems pendant une année entière au service de ses concitoyens, sans qu'il soit encore obligé de retrancher de son propre revenu une somme de 4000 liv. st. Je pro-

posé donc de nommer un comité pour examiner l'état de la caisse de la Ville, ainsi que les recettes & dépenses de celui qui fait l'office de Maire, & ce Comité donnera son opinion sur cet objet à la Cour. «

29. Avril.

M. JONES s'élève contre cette proposition; qui est appuyée ensuite par M. Hurford & par d'autres. Après quelques débats elle passe presque généralement à l'affirmative, par la raison que la Cour estime qu'il ne convient point à la dignité de la Ville qu'un Officier de l'importance du Lord Maire soit obligé de dépenser une somme aussi considérable dans une place où il est tenu de donner tout son tems au service de ses concitoyens.

La proposition de M. Horton est renvoyée au comité des finances de la Ville.

Etat de caisse de la Mairie en 1775, M. Wilkes étant Lord Maire.

	£	s	d
Dépense.....	8226	13	
Recette.....	4889	0	6 $\frac{1}{4}$ .
Perte pour le Lord Maire.	3337	12	6 $\frac{1}{2}$ .

#### *Chambre des Communes.*

Les arrêtés du comité pour prendre en considération les requêtes des villes de Poole, de Dartmouth, &c. pour avoir la permission d'exporter à Terre-neuve des grains, de la farine & d'autres provisions sont agréés; & il est ordonné de faire dresser un Bill en conséquence.

La Chambre s'est assemblée en Comité de  
29. Avril. subside, & elle a pris les arrêtés suivans.

Que l'allouance d'un matelot qui, par un acte de la 24<sup>e</sup>. année du règne de George II, a été permise sur les livres de chaque vaisseau en paye de mer, sur chaque centaine d'hommes formant son complet pour le tems seulement que le nombre d'hommes employés dans la marine n'excéderoit par 20,000 hommes, soit étendue jusqu'au tems où le nombre d'hommes employés dans la marine n'excédera pas 30,000. outre le matelot alloué par un acte de la 6<sup>e</sup>. année du règne de sadite Majesté, & que le produit des gages de ce matelot, & la valeur des vivres alloués pour son entretien, soient appliqués au soulagement des pauvres veuves des officiers de la marine, conformément aux ordres que donnera Sa Majesté sur cet objet.

Qu'il sera octroyé 3,086 liv. pour défrayer l'établissement civil de la Georgie, pour le service de l'année 1776.

4,950 liv. pour l'établissement civil de la Floride orientale.

4,950 liv. pour l'établissement civil de la Floride occidentale.

4,226 liv. 10 sols 5 den. pour l'entretien de l'établissement civil du gouvernement de la nouvelle Ecosse.

5,550 liv. pour l'entretien de l'établissement civil de Senegambie sur la côte d'Afrique.

1,885 liv. 4 sols pour défrayer les dépenses

d'arpentage en Amérique pendant la même période. 29 Avril.

La Chambre se forme en comité sur le bill pour *incapaciter* certains électeurs de Shaftesburg; après quoi elle s'ajourne au 1<sup>er</sup> Mai.

Le Chevalier John Fielding & le comité des Magistrats de la ville & franchises de Westminster, font leurs remerciemens au Duc de Northumberland de plusieurs embellissemens qu'il a fait faire à leur Hôtel-de-ville, & lui demandent le portrait du LORD PERCY son fils, actuellement en Amérique où il défend avec tant de valeur les droits de sa patrie, & qui s'est rendu cher à toutes les classes de citoyens, autant par son courage & ses talens, que par les belles qualités de son ame. 30 Avril.

On assure que le Lord Howe va en Amérique avec les pouvoirs les plus étendus qui aient jamais été donnés à un Amiral Britannique. Il doit régler ses opérations uniquement sur les circonstances, sans être obligé d'attendre les instructions des Lords de l'Amirauté; & ce n'est qu'à ces conditions qu'il a accepté le commandement. Mais il se dit aussi que ce Général n'a pas dissimulé la crainte où il étoit qu'on ne pût faire cette année aucune opération décisive contre les rebelles.

Le *Worcester*, vaisseau de ligne de 64 canons, appareille de Spithead avec des ordres cachetés.

Les Capitaines de vaisseau donnent un repas splendide aux Généraux Anglois &

30. Avril. Allemands qui passent en Amérique, & auquel sont invités plusieurs Seigneurs Anglois & Etrangers.

On apprend que le vaisseau de guerre l'*Aréthuse*, parti de Portsmouth pour Sainte Hélène avec ordre d'escorter les vaisseaux de la Compagnie qui reviennent en Angleterre, a mouillé le 12 Mars à Madere, d'où il a dû repartir le 18 du même mois.

*Article remarquable de diverses Gazettes.*

» Quoique la Gazette de la Cour, du 27 Avril, ait assuré que les troupes Hessoises arrivées à Portsmouth, étoient toutes prêtes à partir pour l'Amérique septentrionale, il est très-faux que ce fût alors leur résolution. Un exprès est arrivé de Portsmouth le 28, avec la nouvelle que les Hessois refusoient de poursuivre leur route jusqu'à ce que le reste de leur armée fût arrivée d'Allemagne. Il est stipulé dans le traité avec la Hesse, *que ce corps de troupes ne sera point séparé*. L'exprès est retourné vers le Général Hessois, pour le presser de partir pour l'Amérique, ainsi qu'il lui est ordonné, & lui dire que le Roi prendroit l'affaire sur lui & s'arrangeroit avec son Maître. Le 28 au soir le Général Harvey a été envoyé à Portsmouth. Le Roi a fort à cœur la guerre Américaine. Dans quelques jours on verra si le Hessois s'est prêté au desir du Roi, où s'il s'en est tenu à la stricte observance des termes du traité.

*Chambre des Communes.*

30. Avril.

M. VYNER fait remarquer à la Chambre que le Lord Grand Chambellan a manqué d'égards envers elle; dans les dispositions qu'il a faites pour le jugement de la Duchesse de Kingston. Voici la substance de son discours.

« Quelque soit la condescendance de la Chambre à d'autres égards, j'espère qu'elle ne souffrira pas qu'on passe sous silence une violation de ses privilèges aussi directe & aussi notoire que celle du Lord Grand Chambellan; pendant le procès qui a fait assembler quatre fois la Cour des Pairs. Tout accès pour arriver à la Chambre a été fermé; les députés n'ont pu se procurer ni leurs papiers ni leurs lettres; il ne leur a pas été permis d'entrer dans la Chambre pour prendre lecture des pièces mises sur le bureau. Non-seulement c'est une grande insulte; mais elle peut être d'un pernicieux exemple pour la suite; & si la Chambre passe sous silence un tel abus par considération pour le Lord Grand Chambellan, je crois que du moins il faut nommer un comité qui prenne les résolutions nécessaires pour empêcher ce Lord; ou aucun de ses successeurs, d'envahir à l'avenir les privilèges de la Chambre. »

Le Chevalier GILBERT ELLIOT lui répond ce qui suit,

« J'ai eu un entretien avec le grand Chambellan à ce sujet, & il m'a assuré que ses ordres n'étoient que pour fermer le passage entre la

30. Avril.

Cour des Requêtes & la Salle de Westminster ; mais qu'il n'en avoit jamais donné aucun pour fermer l'ancien escalier qui conduit à la Chambre, lequel, si on l'eût ouvert, auroit laissé aux députés l'accès libre qu'ils pouvoient desirer ; que le premier ordre étoit usité & nécessaire ; & que s'il n'avoit pas été exécuté, les Lords auroient été arrêtés & foulés en passant de leur Chambre à la Salle de Westminster, & de cette Salle à la Chambre.

L'affaire en reste là.

M. SEYMOUR observe que le Lord *Barington*, membre de la Chambre, a été sommé de paroître devant les Lords, pour être entendu comme témoin dans le procès de la Duchesse de Kingston ; qu'il désiroit savoir si cela étoit dans l'ordre & si un membre de la Chambre pouvoit convenablement comparoître à la Salle de Westminster, ou devant toute autre Cour, pendant que le Parlement siège, sans en avoir obtenu préalablement la permission de la Chambre.

M. TOWNSHEND répond que cette sommation s'étoit faite irrégulièrement, & il cite les registres de la Chambre de l'année 1715, par lesquels il appert que c'est l'usage constant du Parlement, par rapport aux députés des deux Chambres, qu'un message soit envoyé pour demander que le député comparoisse, ou que la permission en soit demandée par le député lui-même.

L'affaire en reste-là



M. WILKES propose à la Chambre. Première-  
 ment, de biffer de dessus les registres son ex- 30. Avril.  
 pulsion. 2°. D'établir la représentation sur un  
 pied plus égal. 3°. De réduire la durée du Par-  
 lement de sept ans à trois.

Il fait voir combien il est impossible que la  
 Chambre soit composée de membres égale-  
 ment ennemis du despotisme & contraires aux  
 desseins d'un gouvernement arbitraire, tant  
 que la faculté d'y siéger ne sera pas restreinte à  
 une période plus courte.

Tel a été en général le texte de sa motion. —  
 Il a dit aussi que la situation actuelle des affai-  
 res demandoit le concours le plus décidé de la  
 part des amis de la liberté, attendu que d'a-  
 près le système actuel, on ne devoit point être  
 surpris que la Chambre fît tous ses efforts pour  
 se rendre perpétuelle, & par ce moyen s'em-  
 parer des rênes du gouvernement qu'elle ôte-  
 roit des mains de ceux qui l'ont formée elles-  
 mêmes. « Sa proposition appuyée par l'Avo-  
 cat GLYNN, a donné lieu à des débats très-  
 longs & très-animés, après lesquels elle a été  
 rejetée à la pluralité de 186 voix contre 92

Voici ce qu'on a retenu de son discours.

» La corruption & la vénalité de la Chambre des  
 Communes du dernier Parlement, & ses attentats con-  
 tre la liberté, ont rendu sa mémoire odieuse aux peu-  
 ples. Différentes violations des droits des sujets desho-  
 norent les annales de la Grande Bretagne. Je me con-  
 tenterai d'en rapporter un exemple. On y lit que » le 17.  
 » février 1769, Jean Wilkes, écuyer, ayant été expul-

30. Avril. » *se de la Chambre dans cette session du Parlement ,*  
 » *étoit & est incapable d'être élu membre du Parlement*  
 » *actuel.* « Selon moi , cette déclaration transporte le  
 droit d'élection du peuple à cette Chambre , & en pas-  
 sant toutes les bornes dans l'exercice du pouvoir négat-  
 if , la Chambre s'arroge en effet le droit positif de don-  
 ner à qui il lui plaît la place de Représentant du Peuple  
 dans le Parlement. Je conviens qu'il y a différentes *in-*  
*capacités* naturelles & légales , & que la personne qui se  
 trouve dans un de ces cas , n'est point éligible. Les  
 Etrangers , les mineurs , les Evêques sont incapables  
 d'être élus membres de la Chambre des Communes. Il y  
 a encore d'autres *incapacités* , dont les unes proviennent  
 de circonstances , & les autres de dispositions particu-  
 lières. Par conséquent dans tous les cas où il n'y a point  
 d'*inhabileté* naturelle ou légale , l'habileté à être élu est  
 un droit inhérent à tout citoyen libre de ce Royaume , &  
 il ne peut en être dépouillé sans une injustice égale pour  
 lui & pour les constituans qui ont le pouvoir de déter-  
 miner quelle personne ils jugent à propos de charger de  
 leurs intérêts dans le grand Conseil de la Nation. La  
 Chambre en déclarant qu'un sujet quelconque , dûment  
 qualifié par la loi , n'aura point la permission de siéger  
 au Parlement comme Représentant des Communes du  
 Royaume , s'est donc arrogé le droit de faire une loi nou-  
 velle qui ne pouvoit être l'ouvrage que des trois Etats  
 réunis : c'étoit ôter à un Comté entier ses franchises , &  
 par conséquent les ôter à tout le Royaume. »

» Tant que des résolutions aussi arbitraires que celles  
 qui regardent les élections de Middlesex existeront sur  
 nos registres , je croirai que le Ministre tient le glaive de  
 la vengeance suspendu sur la tête de chaque membre de  
 cette Chambre. Il est ici le bras étendu , & armé d'un  
 fouet terrible pour punir les réfractaires ; & en effet pres-  
 que tous les procédés de la majorité de la Chambre dé-  
 celent bien qu'elle est maîtrisée par la crainte , ou qu'elle  
 se laisse corrompre par l'espoir de la récompense. Nous  
 sommes gouvernés suivant le système de Solon , *præmia*  
*& pœnâ* , comme Ciceron l'a dit en deux mots. Remar-

30. Avril

que-t-on un député rétif ? Accusez-le d'un libelle ou de quelque autre crime ; votez contre vos propres privilèges pour vous débarrasser de lui. Avant que l'affaire puisse être jugée par Jurés , entendez deux ou trois témoins subornés , & procédez tout de suite à l'expulsion. Alors vous le déclarerez incapable d'être ré-élu , & vous donnerez sa place à l'homme du Ministre , que vous déclarerez Représentant du Peuple. De cette manière une Chambre des Communes peut être si artificieusement composée , qu'elle n'ait pas un seul Représentant honnête & loyal , élu selon la loi du pays. «

» Quelques-uns croiront peut-être que c'est une opération violente que de biffer sur nos registres les résolutions dont je me plains. Je conçois en effet que l'affaire exige la plus vigoureuse forme de redressement ; mais je desirerai qu'on fasse à la Nation toute la réparation qu'elle a droit d'attendre. Le dernier Parlement nous a donné un pareil exemple de radiation , qui n'auroit jamais dû être proposé dans cette Chambre , au sujet des remerciemens qui avoient été adressés , suivant l'usage , à un personnage Torry , pour un libelle contre la révolution & le présent établissement , dans un sermon prêché à l'anniversaire de la mort de Charles Premier , mort que méritoit ce tyran. Si une affaire aussi peu importante que l'est un impertinent sermon , lû ou entendu par une vingtaine de personnes , a demandé une opération aussi vigoureuse , cette même opération seroit elle déplacée lorsque les droits de tous les Electeurs du Royaume ont été ouvertement violés & notoirement usurpés par les Grands Officiers de la Couronne ? La circonstance est vraiment allarmante , & elle demande les derniers efforts du plus pur patriotisme. «

» Je ne suis ni assez délicat , ni assez scrupuleux pour ne pas oser toucher à une seule ligne de nos immenses registres , qui au fond ne sont que les registres des édits du Ministre. Mon cœur saigne d'y voir toutes les résolutions injustes & inhumaines prises contre nos freres de l'Amérique , ainsi que les flottes & les armées votées

#### 44 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

~~pour le vain projet de soumettre l'esprit indomptable de~~  
30 Avril. liberté parmi les descendans des Anglois. Lorsque je réfléchis sur les procédés ultérieurs, sur la manière sauvage & barbare dont on a fait la guerre, & sur des entreprises qui ne tendoient qu'à affamer des milliers de pêcheurs industrieux & de pauvres artisans avec toutes leurs familles, à brûler des villes & des villages sans murailles & sans défense; je souhaite pour l'humanité & pour l'honneur de la Nation, que d'aussi détestables résolutions soient pour jamais effacées des registres de cette Chambre, de ce Royaume & de la race humaine.

M. Wilkes s'est aussi appuyé de l'exemple de ce qui s'est passé pour la ville d'Abingdon. On avoit décidé que le député en possession de séance dans la Chambre, étoit inhabile par la loi; mais comme son compétiteur qui n'avoit point eu la pluralité des suffrages n'étoit point légitimement élu, il fut déclaré que l'élection étoit nulle. Cette décision est diamétralement opposée à celle qui a expulsé M. Wilkes comme inhabile, en donnant sa place à M. Luttrell, qui n'avoit eu qu'un très-petit nombre de voix. Elle a été prise dans la dernière session, environ quinze jours après que M. Wilkes eût fait vainement la tentative qu'il vient de renouveler.

~~Publication de l'ordre donné par le Roi en~~  
1er. Mai. son Conseil, qui prolonge jusqu'au 30 Juin le tems limité pour les encouragemens promis aux matelots qui s'enrôleront volontairement.

Proclamation du Roi qui enjoint à tous les Pairs d'Ecosse de s'assembler le 13 Juin, pour choisir un Pair d'Ecosse qui remplacera le feu Lord Jean, Comte de Strathmore, dans la Chambre des Pairs du Parlement de la Grande Bretagne.

Trois Commissions passent au grand Sceau. La première constitue William Howe Général

& Commandant en chef dans l'Amérique septentrionale, depuis la Nouvelle Ecosse au nord, jusqu'à la Floride occidentale au sud — Une autre constitue Guy Carleton Général & Commandant en chef des troupes qui sont ou seront employées à Quebec & sur les frontières des Provinces américaines qui y confinent. — La troisième autorise le Lord grand Amiral de la Grande Bretagne & de l'Irlande, & les Commissaires qui exercent cette charge, de requérir la Grande Cour d'Amirauté & les autres, de procéder judiciairement à la condamnation de toutes les prises déjà faites sur les habitans des Colonies réfractaires.

Le Cononel Guy *Johnson*, Surintendant des affaires des Sauvages en Amérique, prend congé du Roi pour se rendre à sa destination.

Le Lord *Howe* ayant reçu sa commission, prend congé de Sa Majesté, & il part sur le champ pour Portsmouth.

#### *Chambre des Pairs.*

Le Lord *Sulffolk* remet à la Chambre une copie du Traité conclu par le Roi avec son Altesse Sérénissime le Prince de Waldeck, pour prendre au service de Sa Majesté, un corps de troupes de ce Prince : cette copie est laissée sur le bureau pour être lue par les Lords.

1<sup>er</sup>. Mai. *TRAITÉ entre le Roi de la Grande Bretagne  
& le Prince de Waldeck, signé à Arolsen  
le 20 Avril 1776. (\*)*

**S**oit notoire à tous ceux qu'il appartiendra, que S. M. le Roi de la Grande Bretagne ayant jugé à propos d'accepter un corps de troupes

---

(\*) On a cru faire plaisir aux personnes qui conserveront ce Recueil, de rapporter ici, dans toute leur étendue, les trois autres Traités dont on n'avoit pu donner qu'un précis à la tête du premier cahier.

*TRAITÉ entre le Roi de la Grande Bretagne & le  
Duc régnant de Brunswick, signé à Brunswick  
le 9 Janvier 1776.*

Soit notoire à tous ceux qu'il appartiendra ou peut appartenir, que S. M. le Roi de la Grande Bretagne ayant jugé à propos de proposer à Son Altesse Sérénissime le Duc de Brunswick & de Lunenbourg, de lui céder un corps de ses troupes pour être employé au service de la Grande Bretagne; & Son Altesse Sérénissime s'étant prêtée avec zèle & empressement aux intentions de Sa Majesté, les Hautes Parties contractantes ont donné des ordres à cet effet à leurs Ministres respectifs; savoir, Sa Majesté Britannique au Colonel Williams Faucitt, Capitaine aux Gardes; & le Sérénissime Duc de Brunswick & de Lunenbourg au Conseiller Privé de Feronce, qui, après l'échange de leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivans.

#### ARTICLE PREMIER.

Le Sérénissime Duc de Brunswick cède à S. M. Britannique un corps d'infanterie de ses troupes de trois mille neuf cent soixante-quatre hommes, lequel corps

d'infanterie de S. A. S. le Prince regnant de Waldeck, pour être employé au service de la Grande Bretagne; les Hautes Parties contrac-

1<sup>er</sup>. Mai.

fera entièrement à la disposition du Roi tant en Europe qu'en Amérique

I I.

S. A. S. cède pareillement à S. M. Britannique un corps de cavalerie légère de trois cents trente-six hommes; mais comme S. M. Britannique n'aura pas besoin des chevaux de ce corps, ledit corps servira comme corps d'infanterie; & si le service demande qu'il soit monté, S. M. s'engage à le faire à ses dépens.

I I I.

Le Sérénissime Duc s'engage à équiper complètement ces deux corps, excepté les chevaux pour la cavalerie légère. Son Altesse Sérénissime fera tenir en état de marcher vers le 15 février prochain au plus tard, la première division de ce corps consistant en deux mille deux cents quatre-vingt-deux hommes, de manière que cette première division puisse arriver vers le 25 février, au lieu de l'embarquement qui sera désigné par les Ministres respectifs: quant à la seconde division dudit corps de troupes montant à deux mille dix-huit hommes, Son Altesse Sérénissime ordonnera qu'ils se mettent en marche dans la dernière semaine du mois de mars au plus tard. Ces deux corps passeront en revue au lieu de leur embarquement devant le Commissaire de Sa Majesté Britannique; & pour prévenir la désertion dans leur marche, Sa Majesté Britannique fera donner les ordres les plus précis dans ses Etats Electoraux, afin qu'il soit pris toutes les mesures nécessaires pour arrêter tous ceux qui désertent de ce corps de troupes, & les conduire sans délai au lieu de l'embarquement où ils joindront leurs régimens. Sa Majesté Britannique fera écrire aux Gouverneurs ou Commandans des Places, Baillis & autres, d'exécuter ces ordres avec la même exactitude qu'ils observent relativement aux troupes electorales de Sa Majesté.

1<sup>er</sup>. Mai. tantes ont donné leurs ordres à ce sujet à leurs Ministres respectifs, savoir, Sa Majesté Britannique au Colonel William Fauccitt, Capitaine

---

## I V.

Ce corps d'infanterie & de cavalerie légère sera composé de cinq régimens & de deux bataillons, conformément aux états annexés au présent Traité. Les valets d'Officiers portés sur lesdits états, seront fournis d'armes & de tout l'équipement nécessaire comme soldats : ils feront le service comme eux, si l'occasion le requiert, & seront payés comme eux.

## V.

Le Sérénissime Duc s'engage à fournir les recrues qui pourront être annuellement nécessaires pour ce corps. Ces recrues seront remises disciplinées & équipées après une demande préalable, faite quatre mois auparavant au Commissaire de S. M. Britannique. Lesdites recrues arriveront au lieu de leur embarquement au tems qui sera convenu avant l'ouverture de chaque campagne.

## V I.

Le service du Roi & la conservation des troupes requérant également que les Officiers commandans & subalternes soient des sujets capables, son Altesse Sérénissime apportera l'attention convenable dans son choix.

## V I I.

Le Sérénissime Duc promet de mettre ce corps sur le meilleur pied possible, & il n'y sera admis que les sujets propres au service de campagne, & reconnus tels par les Commissaires de Sa Majesté Britannique.

## V I I I.

Ce corps sera fourni de tentes & de tout l'équipage nécessaire.

## I X.

Le Roi accorde à ce corps la paye ordinaire & extraordinaire ; ainsi que tous les avantages en fouraux



aux Gardes; & S. A. S. le Prince de Waldeck, à son Conseil Privé, & Président de Régence <sup>1er. Mai.</sup> Frédéric-Louis Wiepert, de Zerbst, qui

ges, provisions, &c. dont jouissent les troupes du Roi; & le Sérénissime Duc promet de laisser ce corps jouir de tous les émolumens de paye que Sa Majesté Britannique lui alloue. Les malades & les blessés dudit corps seront traités dans les hôpitaux aux dépens du Roi, comme les troupes de Sa Majesté Britannique: les blessés qui ne seront plus en état de servir, seront transportés en Europe aux dépens du Roi, & débarqués dans un port sur l'Elbe ou sur le Weser. Quant au corps de cavalerie légère, il sera mis sur le pied de la cavalerie légère Britannique, quand elle est démontée; mais à compter du jour qu'elle servira à cheval, elle aura la même paye tant ordinaire qu'extraordinaire, que la cavalerie de Sa Majesté.

X.

Il sera payé à Son Altesse Sérénissime, sous le titre d'argent de recrue, pour chaque fantassin ou cavalier non monté, trente écus de banque, l'écu évalué à cinquante-trois sous de Hollande & quatre shellings, neuf deniers trois farthings; un tiers de cet argent de recrue sera payé un mois après la signature du Traité, & les deux autres tiers seront payés deux mois après la signature. Le paiement de cet argent de recrue sera fait cependant à condition que trente écus de banque seront retenus pour chaque soldat dudit corps qui, sans cause de maladie, sera absent le jour qu'il passera en revue devant le Commissaire de Sa Majesté Britannique: lesquels trente écus de banque seront néanmoins payés aussitôt que les soldats absents joindront leurs corps respectifs.

XI.

Suivant l'usage, trois blessés passeront pour un tué. Un homme tué sera payé sur le pied de l'argent de recrue. S'il arrive qu'aucun des régimens, bataillons ou

après l'échange de leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans.

1er. Mai.

## ARTICLE PREMIER.

Ledit Sérénissime Prince cède à Sa Majesté

compagnies de ce corps souffre une perte assez considérable, dans une bataille, ou à un siège, ou par une maladie contagieuse extraordinaire, ou enfin par le naufrage de quelque bâtiment de transport dans la traversée en Amérique, Sa Majesté Britannique remplacera de la manière la plus équitable, la perte de l'Officier ou du soldat; & les recrues nécessaires pour le rétablissement du corps qui aura souffert cette perte extraordinaire, se feront aux dépens de Sa Majesté.

## X I I.

Le Sérénissime Duc se réserve la nomination aux emplois vacans, ainsi que l'administration de la Justice. En outre Sa Majesté Britannique fera donner des ordres au Commandant de l'armée dans laquelle le corps servira, de ne point exiger de ce corps aucun service extraordinaire, ou qui excède ses forces comparées avec celles du reste de l'armée: ce corps prêterá serment de fidélité à Sa Majesté Britannique, sans préjudice de celui qu'il a prêté à son Souverain.

## X I I I.

Pour défrayer la dépense extraordinaire que l'équipement précipité de ce corps de troupes occasionne, Sa Majesté Britannique accorde deux mois de paye avant la marche desdites troupes; & à compter du tems que les troupes auront quitté leurs quartiers pour se rendre au lieu de leur destination; toutes les dépenses de leur marche & transport seront à la charge de Sa Majesté Britannique.

## X I V.

Sa Majesté Britannique accorde à Son Altesse Sérénissime un subside annuel qui sera réglé de la manière suivante: Il commencera du jour de la signature du

Britannique, un corps d'infanterie de six cents soixante-dix hommes, qui seront entièrement à la disposition du Roi de la Grande Bretagne, 1<sup>er</sup>. Mai.

présent Traité, & sera simple, c'est-à-dire, du montant de soixante-quatre mille cinq cents écus d'Allemagne, aussi longtems que ces troupes jouiront de la paye; mais du moment que la paye cessera, le subside sera double, c'est-à-dire, de cent vingt-neuf mille écus d'Allemagne. Ce double subside sera continué pendant deux années après le retour desdites troupes dans les Etats de Son Altesse Sérénissime.

## XV.

Ce Traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes, & les ratifications seront échangées le plutôt possible.

Ainsi conclu & signé par le Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, d'une part; & par le Ministre Plénipotentiaire de Son Altesse Sérénissime le Duc de Brunswick & de Lunembourg, de l'autre part.

Fait à Brunswick le 9 Janvier 1776.

WILLIAM FAUCITT. (L. S.) J. B. DE FERONCE. (L. S.)

*Note concernant l'argent de recrue.*

Par l'état annexé à la présente note, il appert que le total des hommes pour lesquels on paye l'argent de recrue, monte à quatre mille quatre-vingt-quatre. Par le dixième article du Traité, il est convenu qu'on payera trente écus de banque de cinquante-trois sols de Hollande, l'écu de banque est évalué à quatre shellings neuf deniers trois quarts, ce qui fait pour le tout 2948 1 liv. 7 sols 6 den. Par ce même dixième article, il est convenu qu'un tiers de cette somme sera payé un mois avant, & les deux autres tiers deux mois après la signature. En conséquence Sa Majesté Britannique voudra bien ordonner qu'il soit payé le 9 Février prochain au Banquier dûment autorisé, le tiers de l'argent de recrue, faisant

## 52 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1er. Mai.

pour être employé à son service sur le même pied que les autres troupes Allemandes , tant en Europe que dans l'Amérique septentrionale.

9827 liv. 2 sols 6 den. Les deux autres tiers montant à 19654 liv. 5 sols , seront payés le 9 Mars prochain.

Fait & signé à Brunswick le 9 Janvier 1776.

WILLIAM FAUCITT. J. B. DE FERONCE.

*ÉTAT du nombre d'hommes pour lequel l'argent de recrue doit être payé.*

### ÉTAT MAJOR GÉNÉRAL.

- 1 Valet du Lieutenant Quartier-Maitre Général.
- 1 Valet du Caissier.
- 11 Travailleurs.
- 2 Valets pour la voiture de la caisse militaire.

15

### REGIMENT DE DRAGONS.

#### ÉTAT MAJOR.

- 3 Valets de Capitaines-Lieutenans.
- 1 Valet de l'Aide de Camp.
- 1 du Quartier-Maitre Général.
- 1 de l'Aumônier.
- 1 de l'Auditeur.
- 1 du Chirurgien Major.
- 1 Trompette de l'État Major.
- 1 Prevôt.
- 1 son Aide.
- 4 Travailleurs.

15

#### COMPAGNIE.

- 3 Valets d'Officiers.
- 6 Bas Officiers.
- 2 Tambours.
- 50 Dragons.

le. En outre le Régiment fera pourvu de deux pièces d'artillerie de campagne, de deux bombardiers, de douze canoniers & autres hommes, ainsi que du train qui en dépend.

I I.

Le Sérénissime Prince promet d'équiper

1 Chirurgien.

2 Batsmen.

74 hommes font pour quatre Compagnies...	296
Etat major...	15
	<u>311 h.</u>

BATAILLON DE GRENADIERS.

ÉTAT MAJOR.

1 Valet du Capitaine-Lieutenant.

1 de l'aide de Camp.

1 de l'Aide du Chirurgien.

1 Prevôt.

1 son Aide.

5 hommes.	316
-----------	-----

*Une Compagnie de Grenadiers.*

4 Valets d'Officiers.

10 Bas Officiers.

1 Chirurgien.

3 Tambours.

2 Fifres.

6 Charpentiers.

106 Grenadiers.

2 Batsmen.

134 hommes qui font pour quatre Compagnies	
dont ce Bataillon est composé.....	536 h.
Etat major.....	5
	<u>541</u>

## 54 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1er. Mai.

ce corps complètement & de faire enforte qu'il soit prêt à marcher le 6 mai prochain au plus tard. Ledit corps passera en revue au lieu de l'embarquement, devant le Commissaire de Sa Majesté Britannique.

### RÉGIMENT D'INFANTERIE.

#### ÉTAT MAJOR.

- 2 Valets de Capitaines-Lieutenans.
- 1 Valet de l'Aide de Camp.
- 1 de Chirurgien major.
- 1 de l'Aumônier.
- 1 de l'Auditeur.
- 1 du Quartier-Maitre major.
- 1 du Commis.
- 1 Tambour major.
- 4 Hautbois.
- 1 Prevôt.
- 1 son Aide.
- 2 Batfmen.

17 hommes.

#### COMPAGNIE.

- 4 Valets d'Officiers.
- 10 Bas-Officiers.
- 1 Chirurgien.
- 3 Tambours.
- 106 Soldats.
- 2 Batfmen.

126 hommes.

Total de cinq Compagnies..... 630

Etat major..... 17

647.

Second Régiment..... 647

Troisième Régiment..... 647

Quatrième Régiment..... 647

III.

Le Sérénissime Prince s'engage à fournir

1er. Mai.

**BATAILLON D'INFANTERIE LÉGERE.**

**ÉTAT MAJOR.**

- 1 Valet de Capitaine-Lieutenant.
- 1 de l'Aide de Camp.
- 1 du Quartier-Maitre.
- 1 Prevôt.
- 1 son Aide.
- 1 Valet de la caisse.
- 1 Valet pour la voiture de la caisse de pharmacie.
- 7 hommes.

*Une Compagnie de Chasseurs.*

- 4 Valets d'Officiers.
- 1 Chirurgien.
- 10 bas-Officiers.
- 2 Corps de chasse.
- 123 Chasseurs.
- 2 Batfmen.
- 142 hommes.

*Une Compagnie ordinaire.*

- 4 Valets d'Officiers.
- 1 Chirurgien.
- 10 bas-Officiers.
- 3 Tambours.
- 100 Soldats.
- 2 Batfmen.
- 120 hommes.

Quatre Compagnies de cette Troupe... 480

Une Compagnie de Chasseurs..... 142

Etat major..... 7

629

Total..... 4084 hom.

D iv

les recrues qui seront nécessaires chaque année. Ces recrues seront remises au Commissaire de S. M. B. disciplinées & complètement équipées ; S. A. S. fera tous les efforts pour que

*TRAITÉ entre le Roi de la Grande Bretagne, & le  
Landgrave de Hesse-Cassel, signé à Cassel,  
le 15 Janvier 1776.*

**S**A MAJESTÉ BRITANNIQUE desirant d'employer à son service un corps de douze mille hommes des troupes de Son Altesse Sérénissime le Landgrave, Régnant de Hesse-Cassel ; & ce Prince, qui est rempli d'attachement pour Sa Majesté, ne débrant rien tant que de lui en donner des preuves ; Sa Majesté voulant régler les objets relatifs à cette alliance, a jugé à propos d'envoyer à Cassel le sieur William Faucoit son Ministre Plénipotentiaire & Colonel à son service ; & Son Altesse Sérénissime a nommé de son côté, pour le même objet le Baron Martin Ernest de Schlieffen son Ministre d'Etat, Lieutenant Général de ses Troupes & Chevalier de ses Ordres ; lesquels étant munis des pleins-pouvoirs nécessaires, sont convenus que les Traités ci-devant conclus entre la Grande Bretagne & la Hesse seront la base du présent Traité, qu'on en adoptera les articles qui pourront s'appliquer aux circonstances actuelles, ou qu'il sera fait de nouveaux articles pour les points qui devront être réglés autrement. Tous ceux pour lesquels il n'y aura rien à statuer de nouveau, seront censés subsister dans leur pleine force, tels qu'ils paroîtront avoir été convenus par les Traités ci-dessus mentionnés. Et comme il n'est pas possible de spécifier chaque cas particulier, tout ce qui ne se trouvera pas réglé d'une manière précise, ou par le présent Traité, ou par les Traités précédens, devra l'être avec justice & bonne foi, conformément aux mêmes principes qu'on est convenu des deux parts de suivre, pour déterminer tous les cas semblables, pendant ou après la dernière guerre.



le tout arrive au lieu de l'embarquement dans le tems désigné par Sa Majesté. ier. Mai.

## IV.

Le service de Sa Majesté, & la conser-

## ARTICLE PREMIER.

C'est pourquoi, en vertu du présent Traité entre Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, & Son Altesse Sérénissime le Landgrave de Hesse-Cassel, leurs successeurs & héritiers, il y aura une amitié étroite & sincère, une union ferme & constante, de sorte que l'un regardera les intérêts de l'autre comme les siens propres, & s'attachera de bonne foi à les faire prospérer autant qu'il sera possible, & à empêcher & détourner mutuellement tout trouble & toute perte.

## I I.

A cette fin, il est convenu que tous les Traités antérieurs, & principalement ceux de garantie, seront censés être renouvelés & confirmés par le présent Traité, dans tous leurs points, articles & clauses, & ils auront la même force que s'ils étoient insérés ici mot pour mot, autant qu'il n'y sera point dérogé par le présent Traité.

## I I I.

Ce corps de douze mille hommes de troupes de Hesse, qui doit être employé au service de Sa Majesté Britannique, devra consister en quatre Bataillons de Grenadiers de quatre Compagnies chacun, quinze Bataillons de cinq Compagnies chacun, & deux Compagnies de Chasseurs, avec un Général & les autres Officiers nécessaires. Ce Corps sera complètement équipé & pourvu de tentes & tous acoutremens dont il pourra avoir besoin. En un mot, il sera mis sur le meilleur pied possible, & l'on n'y recevra que des hommes propres au service & reconnus comme tels par le Commissaire de Sa Majesté Britannique. Ci-devant il étoit d'usage que la signature des Traités précédât de quelque

## 58 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1<sup>er</sup>. Mai. vation des troupes exigeant également que les Officiers commandans & subalternes soient parfaitement instruits du service , S. A. S. apportera une attention particuliere dans le choix desdits Officiers.

---

tems la réquisition pour faire mettre les troupes en marche ; mais comme dans les circonstances actuelles , il n'y a pas de tems à perdre , le jour de la signature du présent Traité est aussi censé être l'époque de ladite réquisition ; en conséquence , trois Bataillons de Grenadiers , six d'Infanterie & une Compagnie de Chasseurs devront être en état de passer en revue devant le Commissaire de Sa Majesté Britannique le 14 Février prochain , & le lendemain 15 , ils commenceront à marcher pour se rendre au lieu de leur embarquement. Le reste devra être prêt dans l'intervale de quatre semaines, s'il est possible , & se mettra également en marche de la même maniere.

Ce corps de troupes ne pourra point être séparé , à moins que des raisons de guerre ne l'exigent ; mais il restera sous les ordres du Général à qui Son Altesse Sérénissime en aura confié le commandement , & la seconde division ne pourra être conduite que dans les mêmes lieux où sera actuellement la premiere , à moins que cela ne soit contraire au plan des opérations de la campagne.

### I V.

Chaque Bataillon de ce Corps de troupes aura deux pièces d'artillerie de campagne , avec les Officiers , les Canonniers , & autres personnes , ainsi que le train d'artillerie en dépendant , si Sa Majesté le désire.

### V.

Pour défrayer la dépense à laquelle sera engagée Son Altesse Sérénissime le Landgrave , pour armer ledit corps de douze mille hommes , Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne promet de payer à Son Altesse Séré-

## V.

1<sup>er</sup>. Mai.

Le Sérénissime Prince s'engage à mettre ce corps sur le meilleur pied possible, & l'on n'y admettra que les hommes propres au service de campagne, & reconnus pour tels par le Commissaire de S. M. B..

nissime, pour chaque soldat d'infanterie, trente écus de banque d'argent de recrue, tant pour l'Infanterie que pour les Chasseurs, ou l'artillerie, s'il y en a; & la somme totale sera fixée suivant le nombre d'hommes dont sera composé ce corps, & sur le pied qu'ils ont été calculés dans les précédentes alliances.

On payera le dix Février, à compte de cet argent de recrue, la somme de 180,000 écus de banque, évaluée ainsi qu'il sera dit dans l'article suivant, & le reste de la somme sera payé, lorsque la seconde division de ce corps commencera à se mettre en marche.

## V I.

Dans tous les Traités précédens, on a stipulé un certain nombre d'années pour leur durée. Mais dans le Traité actuel, Sa Majesté Britannique ne voulant point s'engager pour plus long-tems qu'elle n'aura besoin de ses troupes, consent au lieu de cela, que le subside soit double, depuis le jour de la signature du Traité jusqu'à son expiration, c'est-à-dire, qu'il se montera pour ce corps de douze mille hommes, à la somme de 450,000 écus de banque par an, l'écu évalué à 53 sols d'Hollande, ou à 4 shelings 9 den. 3 farthings, monnoye d'Angleterre, & le subside continuera sur ce pied pendant tout le tems que ce corps de troupes restera à la solde de l'Angleterre. Sa Majesté Britannique promet aussi d'avertir le Sérénissime Landgrave de sa cessation, une année ou douze mois auparavant; & même cet avertissement ne sera pas donné avant que ce corps de troupes soit revenu, & actuellement arrivé dans les Etats dudit Prince, c'est-à-dire, dans le pays appelé de

1<sup>er</sup>. Mai.

Ce corps sera fourni de tentes & de tout l'équipage nécessaire.

Hesse. Sa Majesté Britannique continuera également à ce corps la paye & les autres émolumens, pour le reste du mois dans lequel il aura repassé les frontières de la Hesse; & S. A. S. se réserve de son côté la liberté de rappeler les troupes au bout de quatre ans, si elles n'ont pas été renvoyées plutôt, ou de faire une nouvelle convention au bout de ce temps pour un autre terme.

## V. I I.

A l'égard de la paye & du traitement tant ordinaire qu'extraordinaire desdites troupes, elles seront sur le même pied, à tous égards, que les troupes Angloises nationales, & le Département de guerre de S. M. remettra sans délai à celui de S. A. S. un état exact & fidele de la paye & du traitement dont jouissent ces troupes; & eu égard à ce que S. A. S. ne peut mettre ce corps en état de marcher dans un espace de tems aussi court sans des dépenses extraordinaires, ladite paye & traitement commencera, pour la première division, le premier Février, & pour la seconde division, sept jours avant celui où elle commencera à marcher; & ces sommes seront payées à la caisse militaire de Hesse, sans aucune réduction ni diminution, pour être distribuées suivant les arrangemens qui seront faits à cet effet, & l'on avancera sur le champ la somme de vingt mille livres sterling à compte dudit payement.

## V. I I I.

S'il arrivoit malheureusement que quelque Régiment ou Compagnie dudit Corps fut ruiné ou détruit, soit par accident en mer ou autrement, en tout ou en partie, ou que quelques pièces d'artillerie, ou autres effets dont il aura été pourvu, fussent pris par l'ennemi, ou perdus à la mer, S. M. le Roi de la Grande Bretagne fera payer les frais des recrues nécessaires, aussi bien que le prix desdites pièces de campagne & effets, afin qu'on puisse

Le Roi accorde à ce corps la paye ordinaire & extraordinaire, aussi bien que tous  
 ter. Mai.

sur le champ recombler l'artillerie & lesdits Régimens ou Compagnies, & lesdites recrues seront mises également sur le pied de celles qui ont été fournies aux Officiers Hessois en vertu du Traité de 1792, article 5, afin que ce Corps puisse être toujours conservé & renvoyé en aussi bon état qu'il a été donné. Les recrues nécessaires chaque année seront envoyées tous les ans au Commissaire Anglois, disciplinées & complètement équipées, au lieu de l'embarquement au terme que S. M. Britannique fixera.

X.

En Europe, S. M. fera usage de ce corps de troupes par terre, en tel lieu qu'elle jugera à propos. Mais l'Amérique Septentrionale est le seul pays des autres parties du globe où ce corps de troupes sera employé. Elles ne serviront pas sur mer, & elles jouiront, en tous points, sans aucune espèce de restriction, de la même paye & des émolumens dont jouissent les troupes Angloises.

X.

En cas que le Sérénissime Landgrave soit attaqué ou troublé dans la possession de ses Etats, S. M. Britannique promet & s'engage à lui donner tout le secours qu'il fera en son pouvoir de donner, lequel secours lui sera continué, jusqu'à ce qu'il se soit procuré une entière sûreté & un juste dédommagement : De même, le Sérénissime Landgrave promet aussi de son côté, que si S. M. le Roi de la Grande Bretagne est attaqué ou troublé dans ses Royaumes, Etats, Territoires, Provinces ou Villes, il lui prêtera de la même manière, tout le secours qu'il fera en son pouvoir de donner, lequel secours lui sera également continué jusqu'à ce qu'il ait obtenu une paix solide & avantageuse.

XI.

Afin de rendre cette alliance & union plus parfaite,

1er. Mai.

les avantages de fourage, de provision, de quartiers d'hiver & de rafraîchissemens, &c. dont jouissent les troupes Royales; & le Sérénissime

& pour ne laisser aucun doute aux Parties sur la certitude du secours qu'elles doivent attendre en vertu de ce Traité, il est convenu expressément que pour qu'on puisse juger à l'avenir si le cas de cette alliance & du secours stipulé existe ou non, il suffira que l'une ou l'autre des Parties soit actuellement attaquée par la force des armes, sans qu'elle eût d'abord usé de force ouverte contre celui qui l'attaque.

## X I I.

Les malades du Corps Hessois seront traités par leurs médecins, chirurgiens, & autres personnes nommées à cet effet, sous les ordres du Général qui commandera le Corps de cette Nation, & on leur donnera tout ce que Sa Majesté fait donner à ses propres troupes.

## X I I I.

Tous les Déserteurs Hessois seront fidelement rendus partout où ils seront découverts dans les lieux dépendans de S. M. Britannique; & surtout, autant qu'il sera possible, on ne permettra à personne de cette Nation, de s'établir en Amérique sans le consentement de son Souverain.

## X I V.

Tous les Bâtimens de transport pour les Troupes, aussi bien que pour les hommes & les effets, seront aux dépens de S. M. Britannique; & aucun de ceux qui appartiennent à ce Corps, ne payera de port de lettres, attendu la distance des lieux.

## X V.

Le Traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes, & leurs ratifications seront échangées aussitôt qu'il sera possible.

En foi de quoi, Nous soussignés, munis des pleins pouvoirs de Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, d'une part; & le très-Sérénissime Landgrave Régnant

nissime Prince s'engage à permettre que ce corps jouisse de tous les émolumens de paye que S. M. B. leur accorde. Les malades & les

ier. Mai.

de Hesse-Cassel, d'une autre part, Nous avons signé le présent Traité, auquel Nous avons mis le sceau de nos Armes. Fait à Cassel le 15 Janvier 1776.

(L. S.) WILLIAM FAUCIT. (L. S.) M. DE SCHLIEFFEN.

*TRAITÉ entre le Roi de la Grande Bretagne, & le Prince Héritaire de Hesse-Cassel, Comte Régnañt de Hanau, signé à Hanau le 5 Février 1776.*

Qu'il soit notoire à tous ceux que cela peut concerner, que Sa Majesté, le Roi de la Grande-Bretagne, ayant jugé à propos d'accepter un corps d'infanterie des troupes de S. A. S. le Prince Héritaire de Hesse-Cassel, Comte regnant de Hanau, &c. pour être employé au service de la Grande-Bretagne; les hautes Parties contractantes ont donné des ordres à ce sujet, à leur Ministres respectifs, c'est-à-dire S. M. Britannique, au Colonel William Faucit, Capitaine aux Gardes, & le Très-Sérénissime Prince Héritaire de Hesse-Cassel, à son Ministre & Conseiller privé Frédéric de Malibourg; lesquels, après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs sont convenus des articles suivans.

#### ARTICLE PREMIER.

Ledit Très-Sérénissime Prince, cède à S. M. Britannique un Corps d'infanterie de 668 hommes qui seront à l'entière disposition du Roi de la Grande-Bretagne.

#### I I.

Le Très-Sérénissime Prince s'engage à équiper complètement ce corps, qui sera prêt à marcher le 20 Mars prochain, au plus tard. Ledit Corps passera en revue devant le Commissaire de S. M. Britannique à Hanau, si cela se peut, ou en quelqu'autre endroit, selon que l'occasion se présentera.

## 64 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1516  
1er. Mai.

blesés dudit corps seront reçus dans les hôpitaux du Roi, & traités à cet égard comme les troupes de S. M. B. & les blesés qui ne seront plus en état de servir, seront transportés en Europe, débarqués dans quelque port du Weser, & envoyés chez eux aux dépens du Roi.

I I I.  
Les Très-Sérénissime Prince s'engage à fournir les recrues annuelles nécessaires. Ces recrues bien disciplinées & complètement équipées, seront délivrées au Commissaire de S. M. Britannique; & S. A. S. fera tout son possible pour que le tout puisse arriver au lieu de l'embarquement pour le tems qui sera fixé par Sa Majesté.

I V.  
Le service de S. M. Britannique, & la conservation des troupes exigeant également que les Officiers commandans & les subalternes soient parfaitement instruits du service, S. A. S. mettra la plus grande attention dans le choix qu'elle en fera.

V.  
Le Sérénissime Prince s'engage à mettre ce Corps sur le meilleur pied possible, & l'on n'y admettra que des hommes propres au service de campagne, & reconnus comme tels par le Commissaire de Sa Majesté Britannique.

V I.  
Ce Corps sera fourni de tentes & de tout l'équipage nécessaire.

V I I.  
Le Roi accorde à ce Corps la paye ordinaire & extraordinaire aussi-bien que tous les avantages en fourrage, provisions, quartiers & rafraîchissemens, &c. dont jouissent les troupes royales. Et le T. S. Prince s'engage à permettre que ce Corps jouisse de tous les émolumens de paye que S. M. Britannique leur accorde. Les malades & les blesés de ce Corps seront soignés dans les hôpitaux du Roi, & seront traités



## VIII.

Il sera payé par S. A. S. comme argent 1er. Mai. de recrue, pour chaque soldat fantassin, ainsi que pour chaque canonnier, trente ecus argent de banque, l'écu évalué à la somme de cinquante-trois sols de Hollande, dont moitié sera payée dans les trois semaines après la signature du traité, & moitié deux mois après la signature.

à cet égard, comme les troupes de S. M. Britannique. Les blessés qui ne seront plus en état de servir, seront transportés en Europe, & renvoyés dans leur pays aux dépens du Roi.

## VIII.

Il sera payé à S. A. S. sous le titre d'argent de recrue, pour chaque fantassin trente écus de banque, l'écu évalué à cinquante-trois sols d'Hollande. La moitié de cet argent de recrue sera payée six semaines après la signature du Traité; & l'autre moitié, trois mois & demi après la signature.

## IX.

Suivant l'usage, trois blessés seront comptés pour un homme tué. Un homme tué sera payé sur le pied de l'argent de recrue. S'il arrive qu'une compagnie de ce Corps soit entièrement ruinée ou détruite, le Roi payera les frais des recrues nécessaires pour rétablir ce Corps.

## X.

Le Sérénissime Prince se réserve la nomination aux emplois vacans, comme aussi l'administration de la justice. De plus Sa Majesté Britannique fera donner des ordres au Commandant de l'armée dans laquelle ce corps servira, de n'exiger de ce corps aucun service extraordinaire, ni rien au-delà de ce qu'il doit faire d'après la proportion vis-à-vis du reste de l'armée; & lorsqu'il servira avec les

N°. VII.

E

## IX.

1er. Mai.

Suivant l'usage, trois hommes blessés seront réputés pour un homme tué ; & un homme tué sera payé sur le prix de l'argent de recrue. S'il arrivoit que quelque compagnie de ce corps fut ruinée ou détruite en tout ou en partie, ou que les pièces d'artillerie ou autres effets dont elle pourroit être fournie, fussent perdus par accident, S. M. le Roi de la Grande Bretagne fera payer la dépense des recrues nécessaires, ainsi que la valeur desdites pièces de campagne & effets, pour rétablir sur le champ ce corps & son artillerie.

## X.

Le Sérénissime Prince se réserve la nomination des emplois vacans, aussi bien que l'administration de la Justice. S. M. B. donnera ordre au Commandant en chef de l'armée

---

troupes Angloises, ou avec d'autres auxiliaires, les Officiers commanderont (ainsi que l'exige le service militaire) suivant leur rang militaire, & l'ancienneté de leurs commissions, sans faire aucune distinction de corps des troupes avec lequel ils servent. Ce Corps prêterait serment de fidélité à S. M. Britannique, sans préjudice de celui qu'il a prêté à son Souverain.

## XI.

La paye commencera à courir quinze jours avant la marche de ce corps de troupes, & du moment que les troupes auront quitté leurs quartiers pour marcher au lieu de leur destination ; tous les frais de marche & de transport, aussi bien que du retour futur des troupes dans leur pays, seront à la charge de S. M. Britannique.

dans lequel ce corps servira, de n'exiger de ce corps aucuns services extraordinaires, ou qui seroient hors de sa proportion avec le reste de l'armée; & lorsqu'il servira avec les troupes Angloises, ou autres troupes auxiliaires, les Officiers commanderont (ainsi que le service militaire l'exige de lui-même) suivant leur rang & l'ancienneté de leurs commissions sans distinction, relativement au corps avec lequel ils se trouveront servir conjointement. Ce corps prêtera serment de fidélité à S. M. B. sans préjudice du serment qu'il a prêté à son Souverain.

## X I.

Tous les déserteurs du Régiment de Waldeck seront rendus fidelement & aussitôt,

## X II.

Sa Majesté Britannique accordera au Sérénissime Prince pendant tout le temps que ce corps de troupes sera à la paye de S. M., un subside annuel de 250.50 écus de banque. S. M. fera donner avis de la cessation dudit subside, une année entière avant que de cesser de le payer, bien entendu que cet avis ne sera donné qu'après le retour des troupes dans les domaines de S. A. S.

Ce Traité sera ratifié par les hautes Parties contractantes, & leurs ratifications seront échangées au plutôt possible. En foi de quoi, Nous avons signé le présent Traité, en vertu de nos pleins pouvoirs, & nous y avons mis le sceau de nos armes.

Fait à Hanau, le 5 Février 1776.

(L. S.) William Faucitt. (L. S.) Frédéric; Baron de Malsbourg.

1er. Mai. en quelque lieu qu'on puisse les trouver dans les places dépendantes de Sa Majesté ; & surtout on fera en sorte d'empêcher , autant que faire se pourra , qu'aucun des sujets quelconques de S. A. S. s'établissent en Amérique sans la permission de son Souverain.

## XII.

La paye commencera à courir quinze jours avant la marche de ce corps de troupes ; & aussitôt que les troupes auront quitté leurs quartiers pour se rendre au lieu de leur destination , toutes les dépenses de marche & de transport seront à la charge de S. M. B.

## XIII.

Sa Majesté Britannique accordera au Sérénissime Prince ; pendant tout le tems que ce corps de troupes sera à la paye de S. M. un subside annuel de vingt-cinq mille cinquante écus argent de banque ; S. M. fera donner avis de la cessation du susdit subside une année entière avant qu'il cesse d'être payé , bien entendu que cet avis ne sera donné qu'après le retour des troupes dans les Etats de S. A. S.

Ce traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes , & les ratifications seront échangées le plutôt possible.

En foi de quoi nous soussignés , en vertu de nos pleins-pouvoirs , avons signé le présent Traité , & y avons apposé les cachets de nos armes. Fait à Arossen le 20 Avril 1776.

(L. S.) WILLIAM FAUCITT.

(L. S.) FREDER. LOUIS WIEPERT DE ZERBST.

ÉTAT du Régiment de S. A. S. le Prince 1er. Mai.  
régnant de Waldeck.

## É T A T M A J O R.

1 Lieuten. Colonel.	1 Tambour major.
1 Major.	4 Hautbois ou Fifres.
2 Capitain. Lieuten	2 Prevôt & son Aide.
1 Adjudant major.	1 Valet pour la voitu-
1 Auditeur.	re de la caisse milit.
1 Quartier Maître.	1 Valet pour la voit.
1 Chapelain.	de la caisse de phar-
1 Chirurgien major.	macie.

18

## Compagnie de Grenad.      Compagnie du Régim.

2 Capitaine & son valet.	2 Capitaine & son valet.
2 pr. Lieut. & son val.	2 pr. Lieut. & son valet.
2 sec. Lieut. & son val.	2 Enseigne & son valet.
1 Chirurgien.	1 Chirurgien.
3 Sergents.	3 Sergents.
1 Fourrier.	1 Fourrier.
1 Capitaine d'Armes.	1 Capitaine d'Armes.
6 Caporaux.	1 Porte-Etendard.
2 Fifres.	3 Canonniers.
1 Agent.	1 Agent.
110 Grenadiers.	107 Soldats.
134 hommes.	130 hommes.
2 Bombardiers.	390 des 3 autres Comp.
	134 la Comp. de Grenad.
12 Canonniers.	16 de l'Etat Major.
2 Canons de trois livres de balle.	

Total..... 670

E iv

THE HISTORY OF THE

ROYAL NAVY

FROM THE FIRST  
SETTLEMENT OF THE  
COLONIES TO THE  
PRESENT TIME  
BY  
JAMES O. NOBLE  
OF THE  
NAVY DEPARTMENT

VOLUME I  
FROM THE FIRST  
SETTLEMENT OF THE  
COLONIES TO THE  
PRESENT TIME  
BY  
JAMES O. NOBLE  
OF THE  
NAVY DEPARTMENT

NEW YORK  
PUBLISHED BY  
THE  
NAVY DEPARTMENT  
1897

*Lettre d'un Banquier de Londres  
à M. \*\*\*, à Anvers.*

De Londres le 16 Juin 1776.

Quoique j'aye sous ma plume, Monsieur, les plus curieux détails concernant l'Amérique, & que je me sente un desir impatient de m'en entretenir avec vous; un autre intérêt qui m'occupe, (& c'est celui de la vérité) exige de moi qu'avant tout je revienne sur un passage de ma dernière lettre, qui pourroit vous induire à placer dans votre recueil un fait intéressant sous une fausse date, ce qui seroit très-contraire aux vues dans lesquelles vous le composez. C'est au sujet de la proclamation par laquelle le chevalier Carlton offroit des secours aux blessés de l'armée Américaine, & invitoit les Officiers des milices du pays à les chercher dans les bois. J'ai eu l'honneur de vous prévenir qu'il y avoit des éditions de cette proclamation qui la datoient du 10 Juin, sur le fondement que le général n'auroit point pû parler de blessés après la levée du siege de Quebec. Cette critique m'ayant paru juste, j'ai adopté la date du 10 Juin; mais depuis j'ai reconnu que j'avois eu tort & j'en fais l'aveu, avec la réparation convenable à la Gazette de la Cour, qui avoit daté cette piece du 10 Mai. En effet, le chevalier Carlton n'étoit pas le 10 Juin à Quebec, & il étoit parti avec l'armée devant laquelle

les Américains ont abandonné leur poste de Sorel. Il est vrai que sous la date du 10 Mai, je cherche inutilement dans sa relation du siège de Quebec de quels blessés il pouvoit parler, puisqu'il n'y faisoit mention d'aucune sortie de la garnison, ni d'aucune action fort vive depuis celle du 31 Décembre. Mais c'est un mystère qu'il faut que le tems éclaircisse, & qu'un changement de date sur un événement postérieur embrouilleroit peut-être encore davantage. Vous faites profession, Monsieur, de ne composer votre recueil que de faits certains, pour servir à l'histoire de l'Angleterre & de ses Colonies; & moi, quoiqu'en donnant un peu carrière à mon imagination dans mes conjectures d'après les événemens du jour, je ne m'arrête qu'aux bruits qui me paroissent les plus vraisemblables, pour vous donner l'idée la plus juste qu'il me soit possible de la situation actuelle des affaires. Je crois pouvoir me flatter que dans la faute que je viens de vous avouer, vous ne trouverez qu'un nouveau motif pour ne mettre aucune réserve à la confiance que vous voudrez bien m'accorder.

Parlons donc à présent de la grande nouvelle qui est arrivée ici le 10 de ce mois, à midi, & qui a été publiée aussitôt par la gazette de la Cour, comme si elle annonçoit le triomphe du parti Anti-américain. Elle fait le sujet de trois lettres, dont deux sont adressées au lord Germaine, par le général



Howe & par M. Tryon, Gouverneur de la Nouvelle York, & l'autre par l'Amiral Shuldam au lord Sandwich. Vous croyez peut-être que le grand coup est porté, que l'armée Américaine s'est soumise ou a été détruite. Non, Monsieur, les affaires ne sont pas si avancées. Au moins l'armée du Roi aura fait son débarquement dans quelque lieu très intéressant pour le succès des opérations futures de guerre ou de politique. — Ce n'est pas encore cela. — Il y aura donc eu quelque action très-vive, & digne d'embellir l'histoire des guerres littorales. Oh ! point du tout. — Si les choses s'étoient passées de quelqu'une de ces trois manières, il est à croire que les lettres du Général, de l'Amiral & du Gouverneur, n'auroient pas été envoyées comme par occasion ; or, voici ce qu'écrit le Général : *M Blunt, Lieutenant-Colonel du quatrième régiment, à qui j'ai permis de passer en Angleterre, où il est appelé par ses affaires particulières, aura l'honneur de vous remettre ces dépêches.* J'ajouterai que si la Cour avoit été parfaitement contente de leur contenu, la gazette n'en auroit sûrement pas retranché une syllabe, & cependant chacune porte pour titre : *Extrait de la lettre, &c.* Assurément ce n'est plus le cas de dire qu'il est des détails qu'on ne veut point publier, parce qu'ils nuiroient au succès des opérations futures. Toute perspective semblable, renverroit l'issue de la guerre à l'année prochaine ; & seroit

une disgrâce pour les Ministres , qui jusqu'ici ont soutenu que la campagne actuelle seroit décisive. Enfin , Monsieur , pour ne pas vous faire attendre plus long-tems ; c'est que l'armée , partie de Boston le 17 Mars , pour venir , par Halifax , attaquer la ville de New-York , a débarqué très-paisiblement , suivant l'Amiral , le 3 Juillet , & suivant le Général , le 29 Juin , dans la petite île de *Staten* , grande au plus comme l'île d'*Aix* où elle a été très-bien reçue par la peuplade Hollandoise du lieu , dont le Curé , comme celui de l'île d'*Aix* , ne leve gueres que pour six cens francs de dixmes. Jusques-là vous ne voyez pas un très-grand avantage pour l'armée du Roi dans cet événement. Mais , un peu de patience : l'extrait de la lettre du Général est fort long , & je n'ai pas tout dit. — *Les grenadiers & l'Infanterie légère , qui formoient la premiere division des bâtimens de transport , prirent terre dans cette île à la grande satisfaction de ses fideles habitans qui gémissoient depuis long-tems sous l'oppression des Rébelles. Ceux qui avoient établi leurs quartiers parmi eux prirent soudain la fuite aux approches de la flotte. Je m'attends , Monsieur , à deux observations sur ce passage. Vous me direz que puisque les Rébelles ont fui aux approches de la flotte , & que le Général ne fait mention d'aucun poste qu'ils y eussent occupé , c'est une preuve qu'ils ne faisoient pas grand cas de cette île , & qu'ils n'avoient pas jugé qu'elle valût la peine d'être*

défundue. Tout ce que je puis vous répondre à cela, c'est que le Général a vu, sans doute, les choses autrement; car quoique les Rébelles eussent fui aux approches de la flotte, & qu'il ne fût resté que ceux qui ont reçu l'armée du Roi avec la plus grande satisfaction, M. Howe n'a pas laissé de prodiguer les éloges aux deux officiers qui ont fait exécuter ce paisible débarquement. On dit ici, à ce sujet, qu'il sera bon qu'on se souvienne d'eux pour leur confier la direction des premières joutes qui se donneront sur la Tamise.

Je dois ajouter encore que *soixante hommes qui apportent avec eux quelques armes, sont venus le 5 Juillet demander du service*. Quoique ce nombre soit bien peu considérable, si l'armée n'a débarqué (suivant la relation de l'Amiral) que le 3 juillet, c'étoit au moins une légère preuve que son arrivée commençoit à causer quelque sensation. Mais si ce débarquement s'étoit effectué dès le 25 Juin, (ainsi que l'annoncent bien clairement les extraits des lettres du Général & du Gouverneur) n'est-il pas risible de faire valoir qu'au bout de neuf jours une soixantaine de miliciens déserteurs soient venus joindre le Général qui se trouvoit en présence d'une armée de vingt à trente mille hommes, & au milieu de 200,000 mécontents?

M. Tryon dit dans sa lettre que le 6 Juillet il a passé en revue la milice de l'Isle, qui s'est trouvée monter à quatre cents hommes, lesquels à sa sollicitation ont prêté de bon cœur

le serment de fidélité à S. M. Deux lignes plus haut, il avoit dit : — *Les habitans de cette île ont volé vers le rivage au-devant de leurs libérateurs, à qui ils se sont empressés de procurer autant de rafraîchissemens & de douceurs qu'il leur a été possible.* Comment a-t-il fallu solliciter des gens aussi bien disposés, pour leur faire prêter serment de fidélité ? N'en pourroit-on pas conclure, que ces grandes démonstrations de joie à la vue de l'armée du Roi, ils les auroient données de même pour l'armée Américaine, & qu'ils ne s'attendoient pas qu'on les forceroit à prendre les armes contre leurs freres ? L'amiral Shuldarn ne s'accorde point avec le Gouverneur sur le nombre des habitans qu'on a formés en corps de milice. Il ne le porté qu'à deux cents. Voilà, Monsieur, à quoi se réduisent jusqu'ici tous les avantages effectifs de l'expédition du général Howe. On ne voit plus après cela dans les trois lettres qu'un grand fonds d'attente, de desir & d'espérance. — Le général Howe dit : je me propose d'*ATTENDRE* ici la flotte Angloise, ou l'arrivée du général Clinton.... Il y a tout lieu d'*ATTENDRE* que des corps considérables des habitans d'York, de Jersey & de Conecticut se joindront à l'Armée & qu'ex-cédés d'oppression ils n'*ATTENDENT* qu'une occasion favorable de marquer leur attachement & leur zèle pour le Gouvernement. — On m'a assuré que je puis *ATTENDRE* de Jersey cinq cents hommes qui se préparent à venir joindre

*l'armée du Roi. — Cette disposition du peuple me fait ATTENDRE avec impatience l'arrivée du lord Howe dans l'ATTENTE où je suis que dans ce moment décisif, il pourra faire usage de ses pleins pouvoirs avec le plus grand avantage. C'est ainsi, Monsieur, que ce même Général attendoit des subsistances dans Boston, qu'enfin il a été obligé d'évacuer : que dans Halifax il a attendu jusqu'au 10 Juin son frere l'Amiral avec ses Hessois : que l'Amiral a peut-être attendu dans le même port, que son armée se fût rétablie de sa longue & pénible navigation ; que les différentes divisions des Hessois, après s'être attendues les unes les autres, ont attendu le vent. Que le général Carlton attend des bateaux pour gagner la riviere d'Hudson : que le général Cornwallis attend des munitions, &c. C'est ce qui a donné lieu à cette observation d'un écrivain Anglois : on voit bien que c'est ici une affaire de Ministres, où tout se passe à attendre.*

Disons un mot du lord Amiral Howe, qui, suivant la Gazette de la Cour, étoit entré le 23 Juin à Halifax, d'où il alloit repartir sur le champ. Sa traversée n'aura pas été courte, puisque son frere attendoit encore de ses nouvelles le 8 Juillet, jour duquel sont datées les trois lettres. Calculez d'après la traversée du Général Howe. Il est parti de Halifax le 10 Juin, & il est arrivé le 25 devant New-York. C'est tout juste une navigation de quinze jours, & pour la flotte

d'une vingtaine de jours ; car le général dit qu'il étoit venu séparément sur une frégate. Les lettres sont arrivées à Londres le 10 Août ; c'est aujourd'hui le 16 , & la Cour n'a point encore annoncé que l'Amiral & la flotte de Hessois soient arrivés à New-York ; & assurément elle l'auroit fait , puisqu'elle n'y a pas manqué relativement au Général. Comme il ne faut pas plus de trente jours pour recevoir en Angleterre des nouvelles de New-York. N'est-il pas naturel d'en inférer que le 12 Juillet les Hessois n'y étoient pas encore ? Supposons qu'ils soient partis d'Halifax le 27 Juin , il leur faut vingt jours pour gagner la Nouvelle - York. La réunion des deux armées & des deux flottes ne se fera donc faite que du quinze au dix-sept Juillet. Or, si l'opération n'est pas consommée en six semaines de tems , que deviendront les escadres & les flottes aux approches de l'équinoxe , & de quoi subsisteront les armées ? Pour vous faire juger de la durée de l'opération , il me suffit de vous représenter la position & l'état des Américains dans les termes mêmes dont s'est servi le général Howe. Après avoir dit qu'un grand nombre de particuliers zélés pour le Gouvernement, qu'il a trouvés aux arrêts sur le vaisseau où s'étoit réfugié le gouverneur Tryon , lui ont donné les informations les plus précises de l'état des rébellés , il ajoute : *ils sont en très-grand nombre , très-*

*avantageusement postés & leurs camps de Long-Island & de New-York sont couverts par des retranchemens très-forts. Indépendamment d'un train considérable d'artillerie de Campagne, ils ont plus de cent pièces de canon pour défendre la ville du côté de la mer & pour empêcher la flotte de remonter North River, (c'est la rivière de Hudson.) Notez, s'il vous plaît, que son armée n'est gueres que de cinq mille hommes, en y comprenant des renforts d'Infanterie Ecossoise qu'elle a recueillis sur la route; car on a sçu bien positivement en Angleterre, qu'il avoit souffert une désertion prodigieuse pendant le séjour qu'il a fait à Halifax, & que c'est une des raisons qui l'a forcé d'en partir le 10 Juin avant l'arrivée de son frere. Aussi dit-il plus bas: en me tenant toujours prêt pour l'action, je me propose d'attendre ici la flotte Angloise, ou l'arrivée du Lieutenant Général Clinton; à moins que des circonstances imprévues ne me déterminent à agir avec les forces que je commande actuellement: ce qui vous annonce qu'il n'attaquera point d'abord, au moins avec l'armée.*

*Vous venez de voir ce qu'il dit de la force & des préparatifs de défense des Rebelles; passons au tableau qu'il fait de leur résolution. Il nous apprend trois événemens de la plus grande importance, qui attestent que le parti des Américains pour l'indépendance est pris sans retour, & qui doivent s'être passés depuis son arrivée sur les lieux, & peut-être depuis le débarquement de ses forces. Je vais copier la re-*

lation mot pour mot. Le Gouverneur Franklin qui s'étoit longtems soutenu dans Jersey, vient d'être arrêté à Amboy, & il y a quelques jours qu'on a arrêté le Maire de New-York, accusé de donner avis de ce qui se passoit au Gouverneur Tryon. Sur les plus légers indices, on lui a fait son procès, & il est actuellement condamné à mort, mais la sentence n'étoit pas encore exécutée lors des dernières lettres que l'on a reçues. Et plus bas : Quantité d'habitans du pays se sont rendus tant dans cette Isle, qu'à bord de nos vaisseaux, ces deux derniers jours (le 6 & le 7 Juillet) & j'ai appris d'eux que le Congrès du Continent, venoit de déclarer les Colonies unies, Etats libres & indépendans. Cette nouvelle, que l'on a apprise dans Londres par d'autres voies, a, dit-on, pour dater certaine le 4 Juillet. Ne vous paroît-il pas, Monsieur, que des actes d'une telle vigueur & dans de telles circonstances, ne donnent point lieu de croire que les Colonies soient revenues de leur première ardeur, ou qu'elles regrettent d'avoir poussé les choses à l'extrémité ; ne font-ils pas au contraire désespérer que l'affaire ait une issue aussi prompte & aussi heureuse que l'intérêt de l'humanité doit le faire généralement souhaiter ? Je vous laisse à penser si le Général pourra agir avec quelque efficacité pendant le tems trop long qu'il passera dans l'attente de la flotte Hessoise. Il finit ainsi sa lettre : On prépare des forces navales pour remonter North-river ; & deux vaisseaux du Roi, l'un de 40, l'autre de 20 canons, ont

reçu



reçu des ordres relatifs à cette opération. Cette phrase a donné lieu au bruit qui s'est répandu hier à la Bourse, que le 9, qui étoit le lendemain de la date des lettres, l'escadre avoit voulu forcer la batterie ennemie, mais qu'elle y avoit échoué, & s'étoit retirée après avoir fait une grande perte. Mais on n'a connoissance d'aucun vaisseau qui soit arrivé depuis le paquebot le *Mercury*, sur lequel est venu M. Blunt.

Je vous ai rapporté en détail tout l'extrait de la lettre de M. Howe, à l'exception d'un seul article que le parti Américain y a lu avec grand plaisir. Le voici: *Six bâtimens de transport appartenans à l'Infanterie Ecossoise, ayant à bord trois compagnies du 42<sup>e</sup>. Régiment, & trois du 71<sup>e</sup>. se sont réunis à la flotte du vice-Amiral Shuldham dans le cours de sa traversée; & on ne fait rien du reste de cette division, si ce n'est que les gazettes de New-York ont publié que les corsaires Américains avoient pris deux bâtimens de transport, & les avoient conduits dans Boston: que le Major Menzies avoit été tué dans cette action: que M. Campbell, Lieutenant Colonel du 71<sup>e</sup>. Régiment, quinze autres Officiers & environ 450 hommes avoient été faits prisonniers. On a remarqué que M. Howe passoit très-légèrement sur la maniere dont ces prises se sont faites, parce qu'il auroit été obligé de dire que la flotte s'étoit livrée elle-même à l'ennemi en se présentant devant Boston après qu'il eut si prudemment évacué cette ville.*

Les ennemis du Lord Sandwich n'ont pas manqué non plus d'observer dans la lettre de l'Amiral qui lui a été adressée, comme Ministre de la Marine, qu'il n'étoit nullement question de la perte de ces deux Bâtimens, quoique l'extrait de ladite lettre fît sonner bien haut que l'*Amiral Shuldham étoit arrivé à Statem-Island le 3 Juillet avec l'escadre à ses ordres, & avec la flotte entiere des bâtimens de transport des vivres & des munitions de guerre qu'il escortoît, sans en avoir perdu, sans même qu'il s'en fût séparé un seul.* Cet Amiral a informé le Ministère qu'il a mis en station un nombre suffisant de corsaires dans les parages voisins où l'Amiral Howe étoit attendu d'un moment à l'autre, pour qu'ils le missent sur la bonne route. Ces croiseurs auront lieu plus d'une fois de se persuader qu'ils ont manqué l'Amiral, ou qu'il n'arrivera jamais si, comme on peut le supposer, il n'est pas parti d'Halifax avant le mois de Juillet.

Je vous ai rapporté en substance, Monsieur, les extraits des trois lettres, dans lesquelles il est difficile de concilier les diverses époques assignées au débarquement de l'armée. Le Général Howe le fixe au 29 Juin, quatre jours après son arrivée à *Sandy Hook*, & l'Amiral au 3 Juillet, en disant *que les troupes ont été débarquées ce jour-là même & le lendemain qui étoit le quatre.* Il est vrai que ces pièces ont été arrangées pour la gazette dans des départemens différens, & qu'on a voulu les donner au public avec la plus grande diligen-

ce. Cela vous explique comment elles peuvent manquer d'uniformité sur plusieurs points essentiels. Mais on pourroit en conclure aussi que tout le concert possible ne regne pas entre l'administration des Colonies & celle de la Marine.

Je viens de voir une lettre écrite de l'armée américaine dans New-York le 7 Juillet , & qui est arrivée très-heureusement à sa destination par le même paquebot qui a apporté les dépêches du Général. Je me fais un plaisir de vous la transcrire.

» Comme tout est changé dans cette ville ! nos luths ont perdu leur accord , nos harpes restent suspendues aux troncs des saules , & l'air retentit du bruit aigre de la trompette guerrière , mêlé à celui de nos gémissemens. Une batterie de cent vingt canons défend les approches de la ville & de la rivière du Nord : nous avons élevé de fortes redoutes ici & à *Long-Island* : nos troupes garnissent tous les postes de quelque importance ; elles sont nombreuses & pleines d'ardeur. Nous nous attendions à être attaqués par le Général Howe aussitôt que son armée seroit débarquée ; mais elle s'est établie dans l'Isle de Staten , misérable & petit endroit qui ne nous a point paru valoir la peine & la dépense de le fortifier. Nous savions très bien que le Gouverneur Tryon & les Torys avoient instruit l'ennemi de notre position & de nos forces. C'est ce qui nous explique de sa conduite actuelle. Je vais

que l'é

vous en dire le mot , pour que vous compreniez aussi comment il se fait que le Général soit venu avec tant de diligence , & qu'il se presse si peu de nous attaquer. Faites bien attention à ceci. Il y a quelque tems que le Général Washington , qui est universellement aimé parmi nous , reçut un avis secret de se tenir sur ses gardes. Les précautions qu'il a su prendre , ont fait tomber entre ses mains une lettre d'après laquelle il a fait aussitôt arrêter le Maire de cette ville & d'autres Torys. On a découvert par leurs papiers le complot le plus noir qu'il fût possible d'imaginer. Ils avoient résolu de se saisir du Général Washington & des autres Chefs , dès que le Général Howe paroîtroit , & d'enclouer tous nos canons , pour faciliter le débarquement de l'ennemi & lui procurer une victoire facile. Ce complot concerté avec le Gouverneur Tryon , avoit été communiqué par lui au Général Howe , qui en conséquence , s'est pressé de partir d'Halifax , pour en voir consommer l'exécution. Le procès a été fait au perfide Maire , & il a reçu son jugement de mort ; mais on a sursis à l'exécution , & on le garde en prison avec d'autres conjurés. Vous voyez ce qu'on peut attendre de ces indignes Torys , & de leurs détestables principes. C'est une seconde édition de ce qu'ils ont fait à la Caroline Septentrionale. Mais désormais aussi on n'aura plus pour eux aucun ménagement. Nous imaginons que le Général Howe attendra des renforts pour nous attaquer. Lorsqu'il

le fera , la journée fera chaude. Le Ciel en décidera. Jugez de notre impatience & de l'agitation où nous ferons jusqu'à ce terrible moment. Un certain Colonel Campbell avec tous ses Officiers & sept cens hommes , a été enlevé par nos corsaires après un combat très-court. Nous venons d'envoyer un gros détachement vers le Canada , pour renforcer notre armée qui y a souffert un échec , & qui a perdu le brave Général Thomson «.

Pour vous donner , Monsieur , une idée de la situation où se trouve actuellement l'armée du Général How à l'égard de la ville de New-York , je vais vous copier un passage du voyage de M. Burnaby dans ce pays en 1760. » Je passai , dit-il , de la Nouvelle Jersey , dans l'Isle de Staten , de la Province de la Nouvelle York , & j'avancai l'espace de neuf miles jusqu'à la pointe qui fait face à la ville de New-York. A cette pointe je m'embarquai pour New-York , & je fis une traversée agréable , d'environ trois lieues. La ville de New-York est située sur la pointe d'une petite Isle découverte du côté de la Baye , & circonscrite dans le reste de son contour par les rivières du Nord & de l'Est ; elle domine sur une magnifique nape d'eau , & découvre les Isles de Jersey , de Long-Island , de Staten & beaucoup d'autres qui sont éparées dans la Baye «.

» On compte dans la ville de New-York deux ou trois mille maisons , & environ dix-sept mille habitans. Les rues , quoique nettes & pa-

vées , y sont étroites , à l'exception de deux ou trois qui sont bordées de rangées d'arbres. L'étendue de la ville en longueur , est d'environ une lieue sur un tiers de lieue de largeur. L'air y est très-bon , mais on y manque d'eau ; & celle que boivent les habitans leur est apportée de sources qui sont assez éloignées de la ville. La Baye de New - York communique avec celle de Newark , avec le Sund , la rivière d'Amboy & plusieurs autres. Elle reçoit aussi la rivière de Hudson , autrement appelée *North-River* , une des plus larges de l'Amérique , & qui est navigable pour des petits bâtimens , jusques à Albany , à cent cinquante miles , ou cinquante lieues de son embouchure. D'Albany on communique , par la rivière de Mokok & d'autres qui arrosent le pays des six Nations , avec le Lac Ontario ; & par les Lacs du Saint Sacrement & de Champlain , & la rivière Sorel avec le fleuve Saint Laurent , sauf cependant quelques portages. C'est cette rivière du Nord ou de Hudson , dont l'entrée est défendue par les batteries des Américains , que le Général se disposoit à faire attaquer par deux vaisseaux. Vous jugez , Monsieur , combien elle est intéressante pour les uns & pour les autres , à cause de la facilité qu'elle donneroit pour une réunion de l'armée de débarquement avec celle du Général Burgoyne dans le Canada : ce qui opéreroit sur le champ l'investissement de la Nouvelle Angleterre. » Quant à l'Isle de Staten , poursuit M. Burnaby , elle peut

avoir quatre lieues de long sur environ deux de large. Il n'y a qu'un seul petit village appelé *Richmon-Town*, d'où M. Howe a daté sa lettre. Le pays est ou montueux ou marécageux, & en général très-âpre. Vers le midi, se trouve une assez bonne plaine. Les habitans sont pour la plupart Hollandois, descendans de ceux qui furent chassés de la Nouvelle York qu'ils avoient usurpée. Cette Isle forme le Comté de Richmond. « Vous voilà, Monsieur, parfaitement au fait du théâtre de la guerre, & des dispositions des deux parties belligérantes. Vous voyez dans quelles circonstances le Lord Howe, s'il ne tarde point à arriver, se présentera avec les plein-pouvoirs qui le rendent l'arbitre du sort des deux Empires. Tous les vrais amis du repos général & du bonheur de l'humanité, doivent désirer qu'il soit vrai, comme le bruit s'en répand ici de plus en plus, que cet Amiral n'a accepté sa commission, que sous la promesse qu'il feroit absolument le maître des conditions d'un accommodement; & que c'est l'avis du Roi qui a décidé la question en faveur d'une proposition qui feroit à jamais chérir de tous les honnêtes gens le nom glorieux de Howe. Ceux qui sont persuadés que tel est le vrai état des choses, attendent par les premières dépêches, la nouvelle d'une action absolument décisive, ou d'une suspension d'armes.

On m'apprend dans le moment, Monsieur, que le lord Amiral Howe est reparti de Halifax le 7 Juillet, & qu'il a dû rejoindre le

Général son frere à l'île de *Staten* vers le 20 Juillet, avec toute la flotte Hessoise. On n'est inquiet que pour le bataillon de mille hommes des gardes, qui étoient de ce convoi & dont on n'a eu aucunes nouvelles depuis leur départ d'Angleterre. Le bruit se répand fortement, que le général Howe a évacué l'île de *Staten* lorsqu'il s'est vu renforcé par l'escadre & l'armée de son frere, & qu'ils sont partis pour Philadelphie où le Général se rendra par terre après avoir débarqué à *Perth-Amboy*. Il est certain que le lord Howe donneroit ainsi une efficacité plus active & plus directe aux propositions d'accommodement qu'il croira pouvoir faire; & la connoissance qu'il aura eue de l'acte de séparation & d'indépendance, publié le 4 Juillet par le Congrès, aura pu le décider à rapprocher le théâtre de la guerre de celui de la négociation. Que ce moment est intéressant ! Je dois pourtant vous observer qu'aucune autorité ne garantit la nouvelle du mouvement des armées, mais que c'est seulement un bruit général, d'après des lettres de Portsmouth où il est arrivé un exprès, parti, dit on, de New-York le 20 Juillet. — Il se débite aussi que le général Clinton a fait une tentative malheureuse à Charles-Town, d'où il a été repoussé avec perte, & que deux vaisseaux du Roi se sont perdus sur la barre. Ce qui aide à confirmer ce bruit, c'est la phrase de la lettre du général Howe, où il dit qu'il attend le gé-



ral Clinton devant New-York. Cela feroit toujours préfumer qu'il a manqué fon entreprife Le lord Dunmore a abandonné fa ftation devant Norfolk, & s'eft porté à la profondeur de 70 milles dans la baye de Chefsapeak à Guns-Ifland. Il y eft mouillé avec cent bâtimens, fur lesquels font embarqués tous les amis du gouvernement, au nombre d'environ fix cents en état de porter les armes y compris les negres. On dit que deux bâtimens de transport où étoient fept cents Heffois, ont été pris par les corfaires Américains.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. On m'apporte, Monfieur, une traduction de l'acte du Congrès général de l'Amérique du 4 Juillet. C'eft fans contredit le plus grand événement de la campagne, de la guerre même, & peut-être de ce fiecle. Je vais le transcrire ici en fa totalité : car il ne faut en rien perdre. De pareils écrits & des fubverfions d'Empire, font chofe très-rares ; heureufement !

*Déclaration des Représentans des Colonies unies de l'Amérique, affemblées en Congrès général le 4 Juillet 1776.*

Lorfque dans le cours des événemens humains, un peuple fe voit forcé à diffoudre les liens politiques qui l'uniffoit à un autre, & à prendre féparément parmi les Puiffances de

la terre, & suivant le droit de l'égalité, la place que lui assignent les loix de la nature & du dieu de la nature, il est décent & convenable, que par respect pour les opinions du reste des hommes, ce peuple fasse connoître les motifs qui l'ont porté à une telle séparation.

Voici des vérités évidentes par elles-mêmes C'est que tous les hommes ont été créés égaux : c'est qu'il est certains droits inaliénables dont le Créateur les a doués, tels que la vie, la liberté & le desir du bien être, pour le maintien desquels furent institués parmi eux les gouvernemens, qui tiennent leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés ; & que dès qu'une forme de gouvernement tend à les détruire, le peuple a le droit de la modifier ou de l'abolir, & d'en instituer une nouvelle, en posant sa base sur les principes, & donnant à ses pouvoirs l'organisation qu'il juge les plus propres à effectuer sa sûreté & son bonheur. La prudence veut sans doute qu'on ne change pas pour des causes frivoles ou passageres des gouvernemens établis depuis long-tems ; aussi l'expérience a-t-elle fait voir que les hommes se résignent plus volontiers à souffrir, tant que les maux sont supportables, qu'ils ne se décident à se faire justice eux-mêmes, par l'abolition d'un gouvernement auquel ils étoient habitués. Mais lorsqu'une longue suite d'abus & d'usurpations toutes invariablement dirigées vers le même but, prou-

vent évidemment le projet de réduire un peuple à l'asservissement sous un despotisme absolu ; c'est le devoir autant que le droit de ce peuple de secouer le joug d'un pareil gouvernement , & de se procurer d'autres gardiens qui lui répondent de sa sûreté future. Telle a été la patience des Colonies Américaines dans leurs souffrances , & telle est aujourd'hui la nécessité qui les force à changer la forme de leur gouvernement. L'histoire du Roi actuel de la Grande-Bretagne , n'offre qu'un tissu d'outrages & d'usurpations , qui toutes ont eu pour objet direct l'établissement d'une tyrannie absolue sur les états Américains. Pour le prouver il nous suffira d'exposer les faits suivant à tout ce qu'il y a de gens sans partialité , dans l'univers.

Il a refusé son consentement aux loix les plus salutaires & les plus indispensables pour l'intérêt du bien public.

Il a défendu à ses Gouverneurs de passer des loix d'une importance extrême & d'une nécessité urgente , à moins que leur action ne fût suspendue jusqu'à ce qu'on eût obtenu son consentement ; & dans leur état de suspension il les a entièrement négligées.

Il a refusé de passer d'autres loix à la convenance de districts considérables , à moins que les peuples de ces districts n'abandonnassent leur droit de représentation dans le corps législatif : droit inappréciable pour eux & qui n'est formidable que pour un gouvernement tyrannique.

Il a convoqué des corps législatifs dans des lieux inusités, où manquoient toutes les douceurs de la vie, & éloignés des dépôts des actes publics, avec la seule vue de fatiguer leur constance & de les faire plier à ses desfeins.

Il a dissous, plusieurs fois, des corps représentatifs, parce qu'ils s'étoient opposés avec une mâle fermeté à ses entreprises sur les droits du peuple.

Après avoir ainsi dissous ces corps, il s'est refusé, pendant très-longtems, à en faire établir d'autres; d'où il résulte que l'autorité législative ne pouvant point s'anéantir, a remonté vers sa source, qui est le peuple, pour être par lui exercée. Mais dans l'intervalle l'Etat a été exposé à tous les dangers d'une invasion du dehors, & aux plus inquiétantes convulsions au dedans. Il a cherché à arrêter l'accroissement de la population dans les Etats Américains, en suscitant des embarras dans l'exécution des loix pour la naturalisation des étrangers, en refusant de passer des loix pour autoriser leurs émigrations vers l'Amérique, & en haussant les termes auxquels on avoit jusques-là obtenu les nouvelles appropriations de terres.

Il a arrêté le cours de l'administration de la justice, en refusant son consentement à des loix dont l'objet étoit de conférer un pouvoir judiciaire.

Il a rendu les Juges dépendans de sa seule

volonté, en mettant leurs offices sous sa main, & en se rendant le maître de regler & de payer leurs gages.

Il a érigé une multitude de nouveaux offices, & envoyé en Amérique des légions d'employés pour harraffer le peuple & dévorer ses subsistances.

Il a entretenu des armées parmi nous en tems de paix, sans le consentement de nos corps législatifs.

Il a cherché à rendre le militaire indépendant de la puissance civile, & à faire même qu'il lui devînt supérieur.

Il a comploté avec (\*) d'autres, pour nous soumettre à une Jurisdiction étrangère à notre constitution, & inconnue à nos loix : donnant son consentement à leurs prétendus actes de législation, qui ont eu pour objet :

(\*) Le Parlement de la G. Br.

De distribuer parmi nous des corps considérables de troupes armées :

De garantir ces troupes, par des formes illusoires, d'être punies pour les meurtres qu'elles auroient commis sur les peuples d'Amérique :

D'interrompre notre commerce avec toutes les parties du monde :

De nous imposer des taxes sans notre consentement :

De nous priver, en plusieurs cas, de l'avantage d'être jugés par nos Pairs :

De nous transporter au-delà des mers pour y être jugés pour de prétendus délits :

D'abolir le vrai système des loix Angloises,

(\*) Le Can-  
nadi.

dans une province (\*) voisine, en y établissant un gouvernement arbitraire, & en donnant une telle extension à ses limites, que cette Province pût servir tout à la fois & d'autorité, & d'instrument pour introduire le même pouvoir tyrannique dans les autres Colonies :

De nous enlever nos chartres, d'abolir nos loix les plus précieuses, & de changer, jusques dans leur base, les formes de notre gouvernement :

De suspendre nos corps législatifs & de se déclarer eux-mêmes revêtus du pouvoir de porter des loix pour nous dans tous les cas quelconques.

Il a abdiqué le gouvernement des Etats Américains, en déclarant qu'il nous retiroit sa protection, & en nous faisant la guerre.

Il a exercé le brigandage sur nos mers, ravagé nos côtes, brûlé nos villes & fait couler le sang des peuples Américains.

Actuellement, il fait passer en Amérique des armées considérables de mercenaires étrangers, pour consommer ses œuvres de mort, de désolation & de tyrannie, qu'il avoit commencées avec des recherches de cruauté & de perfidie, dont les siècles de barbarie fournissent à peine l'exemple, & trop indignes du chef d'une nation civilisée.

Il a forcé nos compatriotes, pris à la mer, à porter les armes contre leur pays & à devenir les bourreaux de leurs amis & de leurs

freres , ou à périr eux-mêmes de leurs mains.

Il a excité parmi nous des soulevemens domestiques , & a essayé de faire tomber sur nous les habitans de nos frontieres , d'impitoyables sauvages , qui ne savent faire la guerre que pour le carnage , sans distinction de sexes , d'âges , ou de conditions.

A chacun de ces degrés d'oppression , nous nous lui avons adressé les plus humbles remontrances , pour lui demander les redressement de nos griefs ; & nos supplices réitérées n'ont obtenu d'autre réponse que des outrages réitérés.

Un Roi , dont le caractère est marqué ainsi par tous les traits de la tyrannie n'est point propre pour être le gouverneur d'un peuple libre.

Et , quant à nos freres de la Grande-Bretagne , nous n'avons pas manqué non plus d'attention à leur égard. Nous n'avons cessé de les avertir des entreprises que leur Parlement faisoit pour étendre sa juridiction sur nous , contre tout droit & justice. Nous leur avons remis sous les yeux les circonstances de notre émigration & de notre établissement en Amérique. Nous en avons appelé à leur justice & à leur magnanimité , & nous les avons conjurés par les liens de notre fraternité , de désavouer ces usurpations , qui infailliblement détruiroient entr'eux & nous, toute union & toute correspondance. Ils ont été eux-mêmes sourds au cri de la Justice & de la

Nature. Nous sommes donc forcés de céder à la nécessité qui met une séparation entre nous , & de les regarder , ainsi que tout le reste des hommes , comme nos ennemis en guerre , & nos amis en paix.

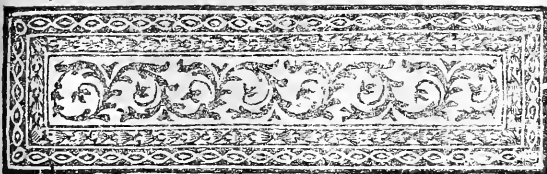
A ces causes , nous , les Représentans des Etats Unis de l'Amérique , assemblés en Congrès général , après avoir invoqué le suprême Juge de l'Univers , en témoignage de la droiture de nos intentions , Nous , au nom & par l'autorité des louables peuples de ces Colonies , publions & déclarons solennellement , que ces Colonies unies sont , & de droit doivent être Etats libres & indépendans : qu'elles sont relevées de toute *allégeance* envers la Couronne Britannique : que toute liaison politique entr'elles & l'Etat de la Grande-Bretagne est & doit être totalement dissoute ; & qu'en leur qualité d'Etats libres & indépendans , elles ont pleine autorité pour faire la guerre ou la paix , contracter des alliances , établir le commerce . & faire tous autres Traités & actes que les Etats indépendans peuvent faire de droit. Et à l'appui de cette déclaration , en mettant notre plus ferme confiance dans la protection de la Providence divine , nous engageons mutuellement les uns envers les autres , nos vies , nos biens , & tout ce que nous avons de plus cher , notre honneur.

*Signé* par ordre & au nom du Congrès ,

Jean Hancock, Président.

*Attesté* Charles Thompson , Secrétaire





# AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

*CHAMBRE DES COMMUNES.*

**L**A Chambre délibère sur diverses pétitions pour obtenir l'exportation de certaines denrées, & elle arrête en Comité de permettre celle d'une quantité déterminée de biscuits & de grenailles à l'île de Terre-Neuve, à la Nouv. Ecosse, à la baye des Chaleurs & à la côte de Labrador, pour l'avantage des pêcheries britanniques dans ces parties. 1<sup>er</sup>. Mai.

Le Comité du subside arrête d'accorder 92,421 l. 14 s. 1 d.  $\frac{1}{4}$ . pour le déficit de la somme octroyée en 1774 à l'occasion de la refonte des espèces d'or, & 13,000 l. pour l'entretien des forts & établissemens sur la

N<sup>o</sup>. VIII. A

## 2 AFFAIRES DE L'ANGLÈTERRE

— côté d'Afrique durant la présente année 1776.  
1er. Mai. Le lord North remet à la Chambre une

copie du Traité avec le Prince de Waldeck ,  
& aussitôt il fait lecture du message du Roi :

» GEORGE, ROI, Sa Majesté se reposant  
sur le zele éprouvé & l'affection de ses fideles  
Communes, & considérant que, durant les  
présens troubles dans l'Amérique Septen-  
trionale, il pourroit survenir des événemens  
imprévus de la plus grande importance, qui  
pourroient avoir des suites dangereuses, si  
l'on ne prenoit aussitôt des mesures pour  
y obvier ou les renverser, desire que cette  
Chambre la mette en état de défrayer  
toutes dépenses faites ou à faire à l'occasion  
des services militaires pour l'année 1776.  
selon que l'état des affaires l'exigera. Et S. M.  
ayant jugé nécessaire de rendre sa proclama-  
tion en conformité de l'acte du Parlement  
passé dans la quatorzième année de son règne,  
pour faire rentrer le reste de la monnoie d'or  
décriée, ne doute point que ses fideles Com-  
munes ne la mettent en état de suppléer aux  
besoins que pourra occasionner ce service,  
& dont l'on ne sauroit encore donner l'éva-  
luation certaine. GEORGE, ROI.

— LE NOMBRE des bâtimens de transport actuel-  
2 Mai. lement au service de l'Angleterre, se monte  
à plus de cinq cents voiles; en y comprenant  
les vaisseaux étrangers fretés pour les troupes  
Hessoises.

La seconde division de ces troupes qui,

avec le régiment de Hanau, sera de cinq mille hommes, n'attend, pour partir des ports d'Allemagne, que les bâtimens de transport. Mais il est plus que probable qu'on ne les verra point à Spithead avant le premier Juin, plusieurs des bâtimens qui doivent aller chercher ces troupes étant encore occupés actuellement à décharger leurs cargaisons sur la Tamise. Tous les bâtimens frettés pour ce service sont ou Hollandois ou Hambourgeois, & on fait très-bien que même le plus pressant danger ne les feroit pas hâter leur marche ou se détourner d'un seul pas de leur route ordinaire.

*Extrait d'une Lettre de Spithead, du 2 Mai.*

On s'attend que nous mettrons à la voile demain pour Boston, sous les ordres du Commodore William Hotham, qui arborera son pavillon à bord du *Preston* de cinquante canons. Les vaisseaux qui vont sous son commandement sont le *Jersey*, vaisseau hôpital; l'*Emerald*, de 32 canons; la *Brune*, aussi de 32; le *Strombolo*, brulot; la *Carcasse*, bombarde; & tous les bâtimens de transport qui sont prêts. Il y a actuellement ici plus de cent batimens de transport, qui tous ont à bord des troupes étrangères.

JOURNAL DE L'AMÉRIQUE.

Pendant que le Ministère prend toutes les mesures possibles pour réduire les Colonies Américaines à l'obéissance, quelques Gouverneurs de ces Provinces font aussi de leur

#### 4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai.

côté les plus sérieux efforts pour les ramener par la voie de la persuasion.

Le comte de DUNMORE, Gouverneur de la Virginie, a écrit dans cette vue au sieur Richard Corbin la lettre suivante à bord du vaisseau le Dunmore, sur la rivière d'Elisabeth, le 27 Janvier.

MONSIEUR,

Nonobstant les reproches aussi multipliés que faux & cruels, qu'on a semés contre moi, comme si j'étois un ennemi de la Colonie; & quoique les Chefs actuels puissent avoir cru, pour le maintien des mesures qu'ils ont récemment adoptées, qu'il étoit nécessaire de me représenter sous un point de vue absolument contraire à celui sous lequel il leur avoit plu de me considérer, il n'y a encore que peu de mois; assuré cependant moi-même de mon ferme attachement au pays en général, & à cette Colonie en particulier, je suis pleinement convaincu, qu'il n'y en a pas un seul parmi eux, qui, ayant jamais considéré ma conduite d'un œil impartial, ne soit persuadé que chaque acte de mon administration a tiré sa source d'un cœur qui n'a jamais nourri une seule pensée, dont le bonheur réel & le bien-être de cette Colonie ne fût l'objet. Ce bien-être ayant constamment été mon principal but, au moment même que je reçus mes dépêches, l'année dernière, je convoquai l'Assemblée, pour mettre devant elle les résolutions du Parlement, ne doutant point alors qu'elles ne fussent reçues avec joie par tous ceux qui souhaitoient le bien du pays. Ayant reçu aujourd'hui le très-gracieux discours du Roi, je saisis, avec le plus grand plaisir, le dernier paragraphe qu'il contient, & dans lequel S. M. dit: » Il pourroit aussi convenir d'autoriser les personnes, munies de pareilles commissions, à réintégrer telle Province ou Colonie, qui retourneroit ainsi à l'obéissance, dans le libre exercice de son commerce

2 Mai.

& de son trafic, ainsi que dans la jouissance de la même protection & sûreté, comme si elle ne se fût jamais rendue coupable de révolte». Je saisis, dis-je, avec la plus grande avidité ce sentiment si généreux, si humain, & si véritablement noble, pour offrir de nouveau de faire tous les efforts qui seroient en ma foible puissance, afin de procurer, par tous les moyens qu'on croiroit utiles, une réconciliation honorable, permanente, prompte & heureuse entre cette Colonie & la Mere-Patrie. Je supplie le Tout-puissant qu'ils puissent faire, à ce sujet, de mûres réflexions avant de s'attirer la vengeance de ce peuple puissant, quoique bon; & de plonger ainsi ce pays, naguères si fortuné, dans toutes les horreurs de la guerre civile la plus destructive qui, quand même elle seroit aussi heureuse que les plus échauffés d'entre eux pourroient l'espérer, ne sauroit cependant se terminer que par leur destruction inévitable. Car quel est donc l'avantage qu'ils peuvent en attendre, & quels ne sont pas les maux qu'ils ont à craindre en s'opiniâtrant dans cette contestation, la plus ruineuse & la plus dénaturée qui pût arriver? Si les conducteurs actuels du peuple étoient aussi bien disposés pour rentrer dans leur devoir, que je sais que l'est le gros de la Colonie, ils embrasseroient l'occasion favorable qui s'offre aujourd'hui; mais, s'ils s'aveuglent assez eux-mêmes pour croire qu'ils puissent secouer entièrement le joug de la fidélité qu'ils doivent au meilleur des Souverains, & rompre leur lien avec cet Etat qui les a nourris avec le plus tendre soin paternel; leur mémoire sera transmise à la postérité comme celle des hommes les plus séditieux & les plus ingrats».

» La conviction intime que j'ai, Monsieur, de votre attachement zélé au pays de votre naissance; l'admiration que vous témoignez pour cette constitution & ce Gouvernement vraiment excellent, sous lequel vous avez si long-temps vécu avec bonheur; & l'amour, dont vous êtes animé pour notre très-gracieux Souverain, m'engagent à vous importuner de

## 6 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.

2 Mai.

cette offre de mes services pour la Colonie. Je vous prie d'assurer tous & chacun, auxquels vous jugerez à propos de communiquer ma présente Lettre, de ma bonne volonté pour m'exposer à toutes les fatigues ou difficultés, dans la vue de rendre son bonheur parfait. Il ne me reste qu'à vous prier de soutenir mes efforts, pour effectuer une réconciliation entre ce pays & la Mere-Patrie, par l'interposition de vos avis les plus salutaires, & par tous les secours qui seront en votre pouvoir. Que l'un & l'autre nous puissions nous réjouir d'un heureux succès, c'est le vœu ardent de celui qui est, &c.»

*Signé, DUNMORE.*

M. Richard Corbin ayant envoyé cette lettre au Comité de sûreté de la Virginie, ce Comité lui fit la réponse suivante :

MONSIEUR,

Le Comité de sûreté a pris en considération la Lettre qui vous a été adressée par le Lord Dunmore, & que vous lui avez communiquée. Vous, Monsieur, qui êtes si parfaitement instruit des sentimens du pays, que nous représentons aujourd'hui, devez être convaincu, qu'il s'estimeroit extrêmement heureux par une réconciliation juste & honorable avec la Grande-Bretagne, sans effusion ultérieure de sang ; mais nous ne sommes point autorisés, ni même portés par inclination à nous mêler de la voie de négociation, pour effectuer cet objet desirable. Dans la dernière requête présentée au Trône, le Congrès Continental a prié S. M. de déterminer quelque voie pour entamer une telle négociation. Et, si l'Administration est disposée à guérir la blessure portée à l'Empire Britannique d'une manière si dénaturée, elle embrassera cette occasion d'atteindre ce but qui probablement sera la dernière. A tout événement, toute autre démarche, quelle qu'elle soit, doit partir des représentans du Continent & non pas de nous. Nous communiquerons cependant cette Lettre à l'Assemblée des Communes.

qui, en conséquence de son ajournement, doit s'assembler le premier jeudi du mois de Mars; & nous 2 Mai, soumettrons la matière à son avis, au cas qu'il y ait alors un nombre suffisant de Membres pour travailler aux affaires, ou aussi tôt après qu'un tel nombre pourra être rassemblé. En attendant, si le Lord est d'inclination, & s'il a en son pouvoir de rendre service à la Colonie, & d'éviter que la brèche ne soit encore élargie, il peut le prouver en faisant cesser les hostilités contre les habitans, jusqu'à ce que les dernières intentions de S. M. à l'égard d'une négociation, soient connues.

Nous avons, Monsieur, la plus grande confiance en votre attachement aux intérêts réels de l'Amérique; & nous sommes convaincus que la communication du contenu de cette lettre, que vous nous avez donnée, provient du motif le plus louable. Nous sommes avec beaucoup de respect, &c.

*Signé, Edmund Pendleton, pour le Comité.*

M. James WRIGHT, Gouverneur de la Georgie, a fait une démarche semblable à celle du Lord Dunmore, & avec aussi peu de fruit, ainsi qu'on va le voir par la copie suivante de la Gazette de cette Colonie.

*De Savannah dans la Georgie, le 14 Février.*

Le Gouverneur avec sa famille a quitté cette ville le 11 de ce mois, & s'est embarqué sur le vaisseau le *Scarborough* à Tybée.

*Lettre de M. Wright, Gouverneur de la Georgie, à M. James Mackay & aux autres Membres du Conseil de S. M. à Savanah, écrite à bord du Scarborough, mouillé à Cockspur le 13 Février.*

MESSIEURS,

Depuis plus de trois semaines j'ai fait tous mes

A iv

## 8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai. efforts pour obtenir de ceux qui sont actuellement à la tête des affaires , que les Commandans des vaisseaux de S. M. , dans ces parages , pussent avec assurance se rendre à la ville & avoir une libre correspondance avec moi , sans recevoir aucune espece d'insulte de la part du peuple assemblé dans la ville & aux environs , & pour que les vaisseaux de S. M. pussent aussi se fournir de provisions en les achetant tout ce qu'elles valent. Comme j'ai vu que le dernier message relatif aux objets que je desirois être exposés par les Représentans de la ville de Savannah , à ceux qui ont l'autorité en main étoit reçu si légèrement & regardé avec tant d'indifférence que , bien que je l'eusse envoyé le 6 de ce mois au matin , j'ai été cinq jours sans recevoir aucune sorte de réponse & que je ne sais pas même si l'on se propose de m'en faire une ou non ; & comme je suis persuadé qu'il est essentiel au service de S. M. & au bien de cette province que j'aye une entrevue avec les officiers du Roi , qui s'y trouvent , d'après toutes ces raisons & beaucoup d'autres que vous devez connoître & approuver , à tout événement , j'ai pris la résolution de me rendre ici & j'y suis arrivé heureusement hier matin à trois heures.

Après avoir mûrement & pleinement examiné les différentes lettres que j'ai reçues d'Angleterre & du général Howe à Boston , & après avoir eu de longues conférences avec les officiers de S. M. qui sont ici , j'ai la satisfaction de pouvoir vous assurer que les forces qui sont actuellement dans les environs , ( quoique bien suffisantes pour réduire tous ceux qui voudroient tenter quelque opposition ) ne commettront aucune hostilité contre cette province , & qu'elles ne desirent & ne demandent autre chose qu'une correspondance amicale & un secours de provisions fraîches. Vous pouvez absolument compter sur les assurances que je vous donne. Voilà ce que les officiers de S. M. attendent de vous , ils y ont un droit incontestable & ils insistent sur leur demande. C'est ce qu'aujourd'hui



---

2 Mai.

d'hui je requiers solennellement au nom de S. M. & en qualité ( peut-être ) *du meilleur ami des peuples de la Georgie*. Je leur conseille d'y acquiescer sans le moindre délai , sans quoi je les prévien qu'il n'est pas en mon pouvoir de leur assurer la continuation de la paix & de la tranquillité dont ils jouissent à présent , si l'on peut qualifier de ce nom la situation où ils se trouvent.

Sa Majesté a bien voulu m'accorder la permission de retourner en Angleterre ; & , quoiqu'on en puisse penser , mon attachement pour la Province & pour ses habitans est tel que je ne puis me dispenser , peut-être pour la dernière fois , de les exhorter à se soustraire eux & leur postérité à la ruine & à la destruction totale & très-prochaine , dont ils sont menacés ; & je ne puis les quitter sans leur recommander encore de la manière la plus pressante & la plus amicale , de se défaire de leurs projets & de leurs résolutions actuelles ; la chose dépend encore d'eux ; & s'ils me donnent jour à le faire , je m'engage ( autant que je le pourrai ) à leur faire obtenir une amnistie générale pour tous les crimes & délits passés. Je les conjure , avant qu'il soit trop tard , de donner l'attention la plus sérieuse à ma proposition ; mais de quelque façon que les choses tournent , qu'ils se ressouvienent qu'aujourd'hui , au nom du Roi , j'offre à la province de la Georgie la branche d'olivier , objet si désiré , trésor ineffimable , & qui rendra la paix & la félicité à ses habitans & leur postérité.

Le capitaine *Barklay* m'a offert de notifier qu'il est très-disposé à donner toute l'assistance qui sera en son pouvoir aux Capitaines des vaisseaux marchands , qui auront pris leurs expéditions , pour les mettre en état de poursuivre leur voyage. Je dois aussi vous informer que le senau pris vendredi ou samedi dernier , ne l'a été que par une méprise de l'officier qui commandoit le sloop armé , & que si le propriétaire veut venir , non-seulement le sloop lui sera rendu , mais même on lui payera un prix raisonnable du riz qui étoit à

## 10 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai.

bord & dont on a pris une partie pour nourrir les porcs & la volaille. Je vous observe encore que ledit sloop armé remontera demain jusqu'à la pointe *Four-mille* pour faire de l'eau fraîche & non pour autre chose. Je vous prie de vouloir bien communiquer cette lettre, que je regarde comme de la plus grande importance pour tout le peuple de la Georgie, au Congrès, s'il est assemblé, & s'il ne l'est pas, à ceux qui composent ce qu'on appelle le Conseil de sûreté & nommément aux habitans de la ville & de la Province en général, & de leur dire que j'attendrai pendant un tems raisonnable leur réponse claire & précise sur chaque point de ma lettre. Je suis avec une parfaite estime, Messieurs, votre très-obéissant serviteur.

Ja. Wright.

*Réponse du Congrès, adressée aux Membres du  
Conseil de Sa Majesté.*

A Savannah, le 17 Février 1776.

### MESSIEURS,

Nous avons examiné, avec toute l'attention due à l'importance d'une affaire aussi sérieuse, la lettre que vous avez communiquée au Congrès de la part du Gouverneur qui nous a quittés tout-à-coup, & contre toute attente. D'un côté, nous sentons un déplaisir & une répugnance inexprimables à être obligés de regarder comme ennemis ceux que tout récemment nous aimions comme nos freres & nos compatriotes; & de l'autre nous nous trouvons forcés, par la loi de la conservation & de la défense de soi-même, de régler en quelque sorte notre conduite d'après cette idée.

Son Excellence nous informe que des forces très-considérables, tant par mer que par terre, sont arrivées à Cockspur, lesquelles, à ce qu'il paroît, attendent

de jour en jour de nouveaux renforts ; mais que pour le présent elles ne pensent point à commettre des hostilités contre cette province. Il nous est impossible d'imaginer ce qu'elles se proposent , puisque la présence de cet armement manifeste certainement des projets. Il se peut faire que leur première & immédiate opération ne soit pas contre cette province ; mais ne devons-nous pas nous regarder comme une partie du tout ? Et le message même du Gouverneur ne tend-t-il point à rendre efficaces les mesures auxquelles nous devons nous opposer de concert avec l'Amérique ? Sous ce point de vue , nous en appelons à tout l'Univers , & nous demandons si ce ne seroit pas trahir & abandonner lâchement la cause générale , que de contribuer le moins du monde ( de quelque manière que les choses tournent ) à faire trouver une assistance que nous pouvons refuser.

Vous pouvez nous croire , Messieurs , lorsque nous vous disons que nous manquons d'expressions pour rendre le chagrin que nous fait éprouver la situation de cette province. Nous connoissons les inconvéniens qui doivent naître d'une dissolution d'ordre & de gouvernement , & qu'il ne faut choisir cet état que comme l'alternative d'un plus grand mal. Ce qui ajoute encore à nos peines , c'est que nous soyons forcés , par une suite naturelle des choses , d'établir une distinction entre les Anglois & les Américains , & de refuser aux premiers ce que nous accorderions de si bon cœur aux derniers. Il seroit inutile de faire l'énumération des causes qui ont amené cette situation. Il suffit de dire que de notre côté nous n'avons désiré & nous ne désirons actuellement autre chose que les droits de sujets Anglois , & que nous sommes fermement & absolument déterminés à sacrifier tout pour nous les assurer.

Sur la lettre que vous écrit le Gouverneur , nous voyons que celui qui commande les forces à l'entrée de la rivière demande deux choses , une correspondance amicale & un secours de provisions fraîches ,

## 12 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai.

Quant à la première, lorsque vous réfléchirez sur les défiances & les soupçons qui se sont emparées des esprits dans l'un & dans l'autre parti, vous conviendrez avec nous que non-seulement elle n'est pas possible; mais même que quand on chercheroit à y adhérer, il y auroit à craindre que la plus légère imprudence de part ou d'autre n'avancât la scène que nous éloignons avec tant de soin. Quant au second article, d'après les motifs & les craintes que nous venons d'exposer, nous espérons que vous nous approuverez de l'avoir refusé: nous parlons quant aux troupes en général. A l'égard du *Scarborough*, comme c'est un vaisseau de guerre en station; & que le Capitaine a déclaré qu'il ne venoit que pour protéger le commerce, & qu'il n'avoit aucune intention hostile contre cette province; nous le regardons sous un point de vue tout-à-fait différent; & en conséquence nous avons écrit au Capitaine Barclay que nous n'empêchions pas qu'il se pourvût de tems en tems des articles de provisions que la ville fournit, aussi long-tems que les personnes & les propriétés des habitans seront respectées. Tout ce que nous lui demandons, c'est d'acheter ces provisions par l'entremise d'un agent ou d'un commissionnaire en cette ville, & au moyen d'un bateau qui sera servi par des habitans. Cette précaution nous a paru nécessaire parce que vous savez qu'actuellement la ville est remplie de gens qui par zèle ou par imprudence pourroient se porter à des excès que nous sommes bien-aîsés de prévenir s'ils communiquent avec des personnes qui n'ont point les mêmes principes qu'eux.

Par ordre du Congrès

Aux Membres du Conseil de Sa Majesté.

Aachibald Bullock, Président.

*Extrait d'une Lettre de la Virginie.*

» Le sieur Richard Corbin s'est rendu à

Williamsbourg le 19 Février, & le lendemain il a continué, avec l'approbation unanime du Comité de sûreté, son voyage vers Norfolk, pour se rendre à bord du vaisseau le *Dunmore* & y avoir une conférence avec ce Lord sur sa lettre du 27 Janvier, par laquelle il lui faisoit des propositions pour l'engager à négocier un accommodement avec la Grande Bretagne. Le sieur Corbin devoit en même tems y prendre les lettres venues de Londres α.

2 Mai.

» La frégate *Mercury*, Capitaine Graham, ci-devant Macarteny, ayant le général Clinton & le lord Percy à bord, & deux bâtimens de transport avec environ trois ou quatre cents soldats, la plupart d'Infanterie légère des quatrième & quarante-quatrième régimens, & une nombre d'officiers du seizième & quarante-quatrième régiment, avec quelques Ingénieurs, arrivant de Boston à Hampton-Road, y ont été joints par le *Kings' Fisher* & par quatre ou cinq allèges qui étoient le 19 Février à la hauteur de Hampton. On les croyoit destinés pour Potowmack, ou pour la Caroline Septentrionale, où il s'est élevé quelques troubles parmi ceux des habitans qui se nomment les *Régulateurs* ou *Torys* α.

» Le Commodore *Hammond* a donné ordre à tous les Officiers de Marine de cesser de faire feu sur les sentinelles & sur les petits détachemens Américains sous peine d'être cassés α.

2 Mai.

» Les cinq cents hommes sous les ordres du lord Dunmore, étoient retranchés à Portsmouth & les Provinciaux à peu de distance au dessous d'eux, en corps considérable «.

*Extrait d'une autre Lettre de Williamsbourg ,  
le 26 Février.*

» On a appris par M. Hancock Lée, que les Indiens avoient enlevé la chevelure de deux ou trois Blancs sur l'Ohio, & que l'Officier commandant au Détroit leur offre 10 l. pour chaque chevelure. Le capitaine Neaville, du Fort Pitt, mande le même détail à un de ses amis à Frédérick; mais il dit que la récompense va jusqu'à 50 l. sterl. pour chaque chevelure «.

» Le Colonel Corbin est de retour de la course inutile qu'il a faite pour conférer avec le lord Dunmore. Ce Lord a refusé de donner une commission pour tenir une assemblée. Il a seulement demandé que les principaux habitans du pays signassent des propositions d'accommodement, avec lesquelles il se rendroit en Angleterre. Mais il faudra donc qu'il les fasse signer par ses anciens amis qui sont sur l'escadre ou aux environs de Norfolk, car il trouveroit ailleurs fort peu d'habitans qui eussent cette complaisance. Il a déclaré aussi qu'il y avoit des Commissaires chargés de la négociation; mais il n'a pas dit qui ils étoient «.

« Le lord Dunmore n'est point rappelé ;

il a seulement la permission de s'en aller s'il le juge à propos. La Cour approuve sa conduite & il a des pouvoirs illimités pour tirer sur la Trésorerie. Selon le rapport de Corbin, ce Lord, le général *Clinton* & le Capitaine *Hammond* paroissent tous fort tranquilles. Ce dernier même a assuré qu'il avoit défendu à ses allèges de faire aucun mal aux habitans ni à leurs biens : son unique objet étant de garder la mer & de faire mettre en exécution les actes de commerce.

Le général *Clinton* a quatre Compagnies qui n'ont point débarqué, mais les bâtimens de transport avec le *Mercury* ont pris terre à Hampton, Le Général faisoit un secret de sa destination, mais les jeunes Officiers ont dit qu'ils alloient faire une visite au gouverneur *Martin*, au Cap Fear, pour se rendre de là à la Caroline Méridionale «.

» En entendant la lecture de cette partie de notre lettre au colonel *Corbin*, où il est dit : *que nous n'avions ni le pouvoir, ni l'envie de nous mêler de la négociation, qui seroit entièrement à la disposition du Congrès*, le général *Clinton* s'est écrié que tout ce que l'Amérique demanderoit d'une manière constitutionnelle lui seroit accordé, mais que nous n'aurions rien à attendre du Parlement si nous mettions notre confiance dans le Congrès. Le lord *Dunmore* vouloit lui emprunter de ses troupes pour nous chasser de Kemps. *Clinton* lui a demandé si nos gens reviendroient, & sur la

## 16 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

réponse de Dunmore qu'on le présu-  
2 Mai. moit, en ce cas a repris ce Général, » je ne crois pas qu'il soit nécessaire que j'aie rien à démêler avec eux «.

P. S. Nous venons de recevoir avis d'Hampton que le général Clinton avec ses troupes, le *Mercury* le *King'sfisher* & deux ou trois alleges, sont sortis hier des Caps.

Voici la substance d'un arrêté pris par la Convention de la Virginie au commencement de Mars.

» La Convention approuve hautement la conduite du capitaine Woodford, tant pour la bravoure qu'il a montrée avec un si glorieux succès à la dernière affaire contre les troupes du lord Dunmore, près du grand pont, que pour l'humanité avec laquelle il a traité les officiers & soldats qu'il a fait prisonniers dans cette action, & qui étoient dignes d'un meilleur sort «.

» Le lord DUNMORE, par sa proclamation datée à bord du vaisseau le *William*, du 7 Novembre 1775, ayant déclaré, premièrement qu'il mettoit la loi martiale en vigueur, pour se rendre maître par ce moyen de nos biens, de nos privilèges & de nos vies. 2° Que tous ceux qui ne reconnoïtroient pas son autorité illégale & usurpée, seroient réputés par lui en état de rébellion, & 3°. qu'il offroit la liberté aux esclaves de ceux qu'il lui plaît de qualifier



qualifier de Rebelles, pour les soulever contre leurs maîtres, paroît avoir exposé la Colonie au danger d'un soulèvement de la part des negres & autres; c'est pourquoi, nous qui sommes les défenseurs naturels de la vie & de la liberté de ces peuples, nos constituans, regardons comme un de nos plus essentiels devoirs, de les protéger contre toutes les entreprises du despotisme; & afin de les délivrer plus promptement & plus efficacement des apprehensions que leur causent ces téméraires démarches du lord Dunmore, nous faisons savoir à tous les domestiques engagés, ou negres, que ceux qui se seront laissés séduire par les promesses trompeuses de ce Lord, & qui en conséquence quitteroient leur maître ou feroient mine de se soulever, seront punis de mort, suivant toute la rigueur de la loi; & quant aux naturels de la Grande-Bretagne, c'est à dire aux Ecoissois qui se sont qualifiés ainsi, à qui la convention avoit accordé l'avantage de rester dans la Colonie, en observant une stricte neutralité, d'autant qu'ils en ont abusé de toutes les manieres, en trahissant la Colonie, & en cherchant à y soulever les esclaves; nous déclarons que l'ancien arrêté en leur faveur cesse de ce moment d'avoir lieu, & qu'ils seront obligés de partager tous les dangers & tous les travaux des fideles peuples de la Colonie armés pour sa défense ».

LE COLONEL RICHARD CASWELL, ci devant  
Délégué pour la province de la Caroline Mé-  
N<sup>o</sup>. VIII. B

2<sup>e</sup> Mai.

ridionale au Congrès du Continent, & actuellement Commandant d'un corps de troupes, a écrit au sieur Cornelius Harnett, Président de l'Assemblée Provinciale de la Caroline Méridionale, une lettre datée du camp de Long-Creek, le 29 Février dernier, dont voici la substance :

» J'ai la satisfaction de vous apprendre que nous avons eu une affaire avec les Torys au pont de la Veuve *Moore*, le 27 de ce mois. Notre armée étoit d'environ mille hommes. . . . Les Torys, suivant le bruit commun, étoient au nombre de trois mille ; mais le général Macdonald, que nous avons fait prisonnier, prétend que le nombre étoit de seize cents : leur déroute a été générale. Le capitaine Macleod, qui avoit le commandement en chef, a été tué, ainsi que le capitaine John Campbell. . . . Le capitaine Moore est venu à notre camp quelques heures après l'action. Ses troupes sont arrivées le soir, & elles occupent actuellement le terrain où s'est livré le combat. Le colonel Martin est à Cross-Creek avec un corps nombreux. Je présume que ces forces seront suffisantes pour empêcher que les Torys ne puissent se rallier. Je retourne donc, du consentement du colonel Moore, à Newlam avec les troupes dont j'ai le commandement, & j'attendrai vos ordres pour les licencier. Je me propose d'emmener avec moi le général Donald. Si l'assemblée se sépare avant mon arrivée, je vous prie de

me faire sçavoir la conduite que vous souhaitez que je tiennne. Nos officiers & nos soldats se sont comportés avec le courage & l'intrépidité de gens qui cherchent à devenir libres & qui combattent pour le maintien de leurs privilèges les plus chers «.

2 Mai.

Des lettres particulieres annoncent que cette action a été plus considérable & plus vive qu'on ne l'avoit d'abord débite, car le corps rassemblé par les partisans du Ministère, qui montoit à environ trois mille hommes, a été totalement défait. Les Américains ont tué quelques uns des miliciens & en ont fait prisonniers huit cents cinquante, qu'il ont désarmés & ensuite relâchés. Il ont mis en prison les Officiers de ce corps, au nombre d'environ trente. Le butin que les Américains ont fait à cette occasion a été considérable & consistoit surtout en armes & munitions, & la caisse militaire, &c. Après ce combat les Américains se sont dispersés dans toute la Colonie & ont désarmé tous les partisans du Ministère.

Les forces Américaines, dans cette Province, se montent à plus de cinq mille hommes. Cette affaire avoit été suscitée par le gouverneur Martin, qui avoit fait distribuer des commissions d'officiers dans la province, & invité les gens de bonne volonté à venir le trouver au camp de Brunswick,

2 Mai.

*Extrait du Journal de Pensylvanie.*

« Arrêté au Congrès, le 29 Février 1776, qu'il sera nommé un Comité de cinq personnes pour traiter avec ceux qui feront les mousquets & les bayonnettes à l'usage des Colonies unies, & pour aviser aux meilleurs moyens d'encourager la manufacture des armes à feu. Les Membres choisis, sont MM. Paine, Wilson, Huntington, Lée & L. Morris ».

Extrait des minutes.

*Charles Thompson, Secrétaire.*

En exécution de cet arrêté, le Comité fait savoir à tous ceux qui voudront travailler à la manufacture de mousquets & de bayonnettes, qu'ils fassent le plutôt possible leurs propositions, & qu'ils l'adressent audit Congrès, à Philadelphie, ou aux Assemblées, Conventions ou Comités de sureté, dans les Colonies où ils demeurent, d'où elles seront ensuite présentées audit Comité de Philadelphie. *Signé R. T. Paine, par ordre.*

Il y a eu le 2 Mars dans la Georgie une affaire intéressante entre les vaisseaux du Roi & les habitans de Savannah, dont le Conseil de sureté de cette ville a envoyé une relation au Conseil de sureté de la Caroline Méridionale, comme un hommage qu'il croyoit

devoir à la liaison intime qui unit les deux Provinces. La relation qui est datée du 4 Mars est signée de William Eden, Président, elle a été mise dans la gazette de Charles-Town par un ordre du Congrès, signé de Pierre Timothy, Secrétaire. — Des troupes de marine débarquées de quelques frégates du Roi, venues de Boston, & qui s'étoient jointes au *Scarborough* où s'étoit retiré le gouverneur Wright, ont voulu faire sortir de la rivière de Savanah plusieurs bâtimens chargés de Ris, que les habitans y retenoient, parce qu'ils les jugeoient destinés à porter des provisions à Boston. Les intelligences que les troupes du Roi avoient dans le port leur ont facilité divers avantages, & entr'autres la capture de plusieurs bâtimens. Ces troupes sont même parvenues, après plusieurs escarmouches, dans lesquelles, de part & d'autre, il y a eu des tués & des prisonniers, à dégager plusieurs de ces bâtimens, mais les habitans ont mis le feu aux principaux, & entr'autres à *l'Inverness*, chargé richement pour Londres. La valeur des vaisseaux incendiés a été estimée plus de cent mille livres sterling.

*Au Comité de sûreté de Georgie, le 29 Février 1776*

D'autant que nombre de personnes ont été employées à acheter des armes à feu pour les transporter dans d'autres Provinces, & comme ces transports pourroient être d'une pernicieuse conséquence, à moins que ces armes ne

2 Mai.

fussent destinés à être employées dans des lieux qui par leur situation seroient exposées au danger d'une attaque, circonstance dont ce Comité se réserve le droit de juger.

Arrêté, qu'aucune personne ne pourra acheter ou emporter de cette province aucunes armes à feu, sans s'adresser auparavant & obtenir préalablement la permission du Comité.

*Extrait des minutes,*

William Covett, Secrétaire.

*Au Comité de sûreté, le premier Mars 1776.*

Toutes les personnes qui voudront fournir aux officiers & soldats employés dans les forces de mer & dans l'artillerie de cette Province la ration suivante, savoir, pour chaque homme, par semaine, sept livres de pain ou six livres de farine, dont un quart au moins en fleur de farine, si on le demande. — Dix livres de bœuf, de mouton ou de porc. — La valeur de six deniers sterl. en racines & légumes. — Une quantité suffisante de sel & de vinaigre. — Trois pintes & demie de rum ou de biere à proportion,

Sont priés d'envoyer leurs soumissions à ce Comité le 8 du présent mois de Mars au plus tard. Le marché commencera le 11, & durera trois mois, à moins que les troupes ne soient licenciées avant ce terme.

*Extrait des minutes.*

William Covett, Secrétaire

LE CELEBRE BENJAMIN FRANKLIN a écrit à l'assemblée de la province de Pensylvanie, pour se démettre de sa place de représentant & de celle qu'il occupoit dans le Comité de sureté de la province, alleguant son grand âge qui ne lui permet point de remplir toutes les fonctions de deux places de cette importance. — En conséquence, l'assemblée a arrêté que la place de M. Franklin étant vacante, le Directeur expédieroit l'ordre nécessaire pour faire procéder à une élection. 2 Mai.

*De Philadelphie, au Congrès général le 4 Mars.*

» Il est arrêté de lever la prohibition portée le 26 Février contre les vaisseaux chargés des productions de la Grande Bretagne, de l'Irlande ou des îles Angloises de l'Amérique, & ce attendu la permission accordée pour les armes & les munitions importées dans les Colonies.

*Signé, Charles Thompson, Secrétaire.*

*De la Nouvelle York, le 6 Mars.*

On apprend par le Capitaine d'un navire de Rhode-Island, que la semaine dernière, le capitaine *Wallace* avoit débarqué ses soldats de marine à Conanicut. Il commençoit déjà à en bruler les maisons lorsqu'une sentinelle l'ayant découvert, plusieurs habitans se cachèrent derrière les murailles & les haies jusqu'à ce que les troupes du Roi arrivassent près d'eux. Alors le Commandant ne voulant

2 Mai.

pas tirer sur ces troupes sans les avertir leur cria *qui va là*. On entendit aussitôt Wallace crier à ses gens de se préparer à tirer, sur quoi les Provinciaux firent feu sur les troupes & leur tuèrent & blessèrent trente hommes. Entre les tués il y avoit un officier de marine & un tambour qui étoit à côté de Wallace; on les a reconnus très distinctement à la lueur des maisons qui bruloient. Ceux du parti de Wallace qui n'ont pas été blessés se sont retirés à bord des vaisseaux beaucoup plus vite qu'ils n'étoient venus.

Le 27 Février Wallace & sa flotte sont partis pour aller à Rhode-Island. A son passage on l'a salué d'une canonade, & le 2 Mars, lorsqu'il a repassé, on lui a rendu les mêmes honneurs.

On a envoyé à l'armée du Général Washington, qui fait le blocus de Boston, la plus grande partie des munitions d'artillerie prises par le Corsaire Américain le *Lée*, capitaine Mauley, sur le bâtiment de transport le *Nancy*, qui étoit parti de Londres pour Boston. Dans les nombreux & précieux articles de son chargement étoit un mortier de fonte de treize pouces, pesant deux mille sept cent, deux quarts & seize livres, que les Américains ont nommé le *Congrès*, & qu'ils regardent comme la plus belle pièce d'artillerie qui ait jamais été portée en Amérique.



*De Philadelphie au Congrès général, le 6 Mars.* 2 Mai.

Le Congrès a arrêté que le commerce sera libre avec tous les peuples du monde, à l'exception des Domaines Britanniques, par les résolutions suivantes :

Premièrement. Il sera permis aux habitans des treize Colonies unies ou à ceux de tout autre pays, non soumis au Roi de la Grande-Bretagne, d'exporter desdites treize Colonies vers toutes les parties du monde, qui ne sont point comprises dans les domaines dudit Roi, toutes marchandises, effets, ou biens quelconques, à l'exception de la futaille autre que de vieux tonneaux pour le transport de la melasse ; sous condition, qu'il ne sera permis à aucun vaisseau d'exporter un plus grand nombre de tonneaux de melasse, que ledit vaisseau n'est en état d'en contenir, lorsqu'ils sont remplis de melasse.

2°. Il sera permis, soit aux habitans des treize Colonies unies, soit à ceux de tous les pays non sujets au Roi de la Grande-Bretagne, d'introduire dans lesdites Colonies de toutes les autres parties du monde, toutes marchandises, effets ou biens, à l'exception de ceux qui sont du produit, de la fabrique, ou de la manufacture d'aucun pays sous la domination du susdit Roi, ou qui y ont été achetés, ainsi qu'à l'exception du thé des Indes Orientales, & à condition de payer de telles marchandises ou effets importés les droits & les taxes qui y sont déjà imposées, ou qui pourront l'être à l'avenir par aucune d'entre les Colonies.

3°. Rien d'ailleurs de ce qui vient d'être permis ci-dessus ne pourra préjudicier à tels réglemens de commerce, que les Colonies unies ou leurs législations respectives croiront justes & nécessaires.

4°. Il ne sera permis d'importer aucuns esclaves dans toute l'étendue des treize Colonies unies.

5°. Toutes marchandises, effets ou biens, (à l'exception de ceux qui auront été pris en mer) lesquels seront importés directement de la Grande-Bre-

## 26 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai.

tagne ou de l'Irlande dans aucune des Colonies unies, en contravention de réglemens établis par le Congrès, seront confisqués, & il en sera disposé conformément aux regles que les assemblées ou conventions respectives feront à ce sujet. Lesdites marchandises seront soumises à la poursuite & à la condamnation dans toute Cour, déjà actuellement établie ou qui pourra l'être à l'avenir pour juger les causes maritimes dans la Colonie, où la saisie aura été faite.

*Signé.* Par ordre du Congrès.

Jean Hancock, Président.

*De Philadelphie le 9 Mars.*

On assure qu'après des débats très-longes & très-animés dans le Congrès général, il a été résolu par une pluralité considérable qu'on se déclareroit pour l'indépendance. Cependant cette nouvelle n'est pas certaine; ou si elle l'est, cet arrêté ne doit point être rendu public qu'on ne soit préalablement instruit des sentimens des autres peuples de l'Amérique à ce sujet.

Il y a été pareillement arrêté d'ordonner à tous les Négocians de ce pays, particulièrement à ceux qui ont des comptes ouverts avec les habitans d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, de donner un état exact de leurs affaires & des sommes qu'ils peuvent devoir aux Anglois. On croit d'après un calcul modéré, que les Américains Septentrionaux doivent actuellement à la vieille Angleterre au moins trois millions sterl. Le Congrès est dans l'intention de s'approprier ces fonds pour pour-

fer la guerre contre la Grande-Bretagne, & il a été ordonné en conséquence qu'il n'en seroit point payé un seul sheling à leurs créanciers en Angleterre 2 Mai.

Enfin le Congrès a ordonné qu'on confisqueroit & vendroit à son profit tous les biens fonds appartenans à des habitans de la vieille Angleterre, de ceux qui ne sont point établis en Amérique ou même qui en sont absents depuis un an, & que le prix des ventes seroit remis au Congrès pour l'aider à poursuivre la guerre contre l'Angleterre.

Le Congrès a aussi ordonné la levée de plusieurs régimens & l'armement d'un grand nombre vaisseaux.

Le Baron de Woedkle, ci devant officier général au service de Prusse, est arrivé le 9 Mars à Philadelphie.

Quoique nous soyons abondamment pourvus de tout ce qui est nécessaire pour soutenir la guerre, nos moulins à poudre ne cessent de travailler. Néanmoins le peuple en général désire la paix; mais il ne la veut qu'aux conditions que le Congrès jugera équitable.

On a présenté le premier Mars au Congrès un état de tous les vaisseaux faisant la course & appartenans à l'Amérique, avec spécification du tonnage, des équipages & des stations. Le nombre étoit de huit cents soixante deux à la mer ou prêts à sortir des ports. — Le commerce de la Jamaïque & des autres îles Angloises doit avoir tout à craindre. Ces îles

2 Mai.

souffrent déjà une extrême disette de toutes les denrées & provisions que l'Amérique leur fournissoit & dont le prix y est doublé, en même tems que la valeur des plantations est diminuée dans la même proportion.

*De Philadelphie le 16 Mars.*

» Le Congrès considérant les préparatifs militaires du Ministère Britannique pour renverser nos droits & privilèges inestimables, & pour nous réduire, par le fer & le feu; par les sauvages des déserts & par nos propres domestiques, à une servitude abjecte & ignominieuse; désirant en même tems que tous les ordres du peuple soient dûement pénétrés d'un profond sentiment de la Providence surveillante de Dieu, & de l'obligation où ils sont de s'appuyer pieusement dans toutes leurs entreprises légitimes sur son secours & sa direction. — Nous recommandons instamment que le Vendredi 17 Mai prochain soit observé par lesdites Colonies comme un jour d'humiliation, de jeûne & de prières, afin que nous puissions avec des cœurs unanimes confesser & pleurer nos nombreux péchés & nos transgressions, & par une sincère repentance & amendement de notre vie apaiser son juste courroux & en obtenir le pardon & la remission par les mérites & la médiation de Jésus-Christ: implorant son assistance en toute humilité afin qu'il daigne déconcerter les desseins cruels de nos ennemis & en inclinant leur cœur à la justice & à la bienveillance, prévenir une plus grande effusion du sang d'un peuple uni par des liens de fraternité. Mais si nos ennemis, continuant d'être sourds à la voix de la raison & de l'humanité, & inflexiblement déterminés à la déso-lation & à la guerre, nous contraignent de repousser leurs invasions hostiles par la force ouverte, qu'il plaise au Dieu des armées d'animer nos officiers & nos soldats d'un courage invincible, de les garder

& protéger dans le jour du combat , de couronner les armes des Colonies tant par mer que par terre de la victoire & du succès ; le suppliant très-instamment de bénir nos Législateurs & les représentans du peuple , dans leurs différentes assemblées & congrès : de conserver & fortifier leur union : de leur inspirer un amour ardent & déintéressé pour leur Patrie : de leur accorder de la sagesse & de la constance dans leurs délibérations , & de leur inspirer les mesures les plus efficaces pour établir les droits de l'Amérique sur un fondement aussi honorable que solide. Qu'il lui plaise gracieusement de répandre sur tout le peuple de ces Colonies la santé & l'abondance , de faire par sa grace qu'un esprit incorruptible de patriotisme & d'une religion pure y prévale universellement & que ce Continent rentre bientôt dans la jouissance des doux fruits de la paix & de la liberté , & soit en état de les transmettre sans altération à la postérité la plus reculée. Et il est recommandé à tous les Chrétiens de toutes communions de s'assembler , ledit jour , pour célébrer le culte public & de s'abstenir de toute œuvre servile «.

Par ordre du Congrès.

*Signé*, Jean Hancock, Président.

M. TRYON, Gouverneur de la Nouvelle-York , avoit fait un dernier effort , afin de porter les habitans de cette Colonie à embrasser l'occasion qui leur étoit offerte par la nomination de Commissaires de la part du Roi , pour travailler à une pacification. Il écrivit dans ce dessein , le 16 Mars dernier , au sieur David Matthews , Maire de la ville de la Nouvelle-York , une lettre par laquelle il le prioit de remettre aux Membres de la Corporation l'adresse d'exhortation qu'il lui envoyoit , & de la faire aussi insérer dans les

2 Mai.

papiers publics qu'on imprime à la Nouvelle-York. M. Matthews s'acquitta de la dernière partie de cette commission, en envoyant à l'Imprimeur de la Gazette de la Nouvelle-York, l'Adresse de M. Tryon, avec la lettre de ce Gouverneur, qui l'accompagnoit, pour les insérer dans son papier s'il le jugeoit à propos. Cette Adresse étoit conçue en ces termes.

A bord du vaisseau, *la Duchesse de Gordon*, dans la rivière du Nord, à la Nouvelle-York le 16 Mars 1776.

*Aux habitans de la Colonie de la Nouvelle-Yorck.*

Quoique le préjugé, l'illusion, & l'esprit de parti aient occupé jusqu'à présent, parmi un trop grand nombre d'entre vous, la place de la raison & de la réflexion, & que toutes les exhortations que j'ai présentées aux habitans de cette Province, (dans l'affection de laquelle j'avois appris à trouver mon bonheur,) aient été rejetées & traitées avec mépris; cependant, comme je ne puis pas aisément réussir à étouffer les vœux qui naissent dans mon cœur pour sa prospérité, ni les sentimens de douleur que me causent ses calamités, sentimens qui m'affligent même à l'égard des Réfractaires; je ne puis me dispenser de réitérer mes efforts pour rappeler ceux qui ont renoncé à leur fidélité & au sentiment de leur devoir, & pour consoler ceux qui ont été les objets de l'oppression, à cause de leur attachement zélé à notre heureuse constitution, & de leur obéissance invariable à la souveraineté de l'Empire Britannique.

C'est, après Dieu, uniquement dans la clémence & l'autorité de la Grande Bretagne, que nous pouvons trouver du bonheur, de la tranquillité & de la

2 Mai.

protection. J'ai reçu du Roi, des ordres exprès d'encourager, par tous les moyens qui seront en mon pouvoir, les espérances des sujets bien intentionnés de S. M. dans ce Gouvernement; de les assurer de tout le secours & de toute la protection que l'état de la Grande-Bretagne mettra S. M. à même de leur donner; & de nourrir en eux la disposition de résister à la tyrannie & au désordre, qui accompagnent les actes de ces gens, qui n'ont que trop bien réussi jusqu'à présent à bouleverser entièrement le Gouvernement légal. Sous de telles assurances, j'exhorte donc tous les amis du bon ordre & de notre constitution, si justement admirée, à conserver persévéramment cette fermeté d'âme, qui est inséparable du cœur des citoyens vertueux & fidèles; & avant peu de mois je m'assure qu'ils se verront délivrés de l'état d'oppression, des injustices & des insultes auxquelles ils sont actuellement exposés.

L'Angleterre, l'Ecosse, l'Irlande, & le pays de Galles se sont réunis pour placer tout leur pouvoir, leur forces & leur confiance entre les mains de Sa Majesté. Les Adresses nombreuses de toutes les parties des Domaines du Roi en Europe, attestant la loyauté & le zèle avec lesquels ses sujets s'y engagent à appuyer S. M. dans ses démarches pour maintenir & pour défendre la juste souveraineté de l'Empire Britannique sur tous ses Membres.

La Grande-Bretagne n'agit point par faillies, ni par des mouvemens brusques & violens : elle n'opprime point témérairement : elle a la douceur pour principe, & elle se distingue par sa modération & son indulgence; mais, lorsque la juste indignation est excitée, l'expérience, que d'autres nations en ont faite, prouve assez quel en est le poids & la force. L'on ne sauroit assez déplorer, que la conduite de ce pays ait provoqué le châtiment d'une verge aussi sévère. Puisse une humble soumission détourner les coups avant qu'il ne soit trop tard !

J'ai la satisfaction de vous informer que la porte

### 32 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai.

est encore ouverte à ces hommes honnêtes , mais séduits , qui voudront profiter de la justice & de la bonté , que la législation a bien voulu leur offrir , pour être rétablis dans les bonnes grâces du Roi & dans la jouissance de la paix. Je puis leur apprendre qu'on a pris des mesures pour passer au grand-sceau de la Grande-Bretagne , une commission à cet effet , conformément aux dispositions d'un acte récent du Parlement ; les Commissaires , qui ont été nommés en conséquence , ayant pouvoir de rechercher l'état & les circonstances où se trouvent les Colonies , pour effectuer le rétablissement de la tranquillité publique.

*Signé , Guillaume Tryon.*

*Arrêté du 16 Mars , au Congrès provincial de Charles-Town , dans la Caroline Méridionale.*

« Premièrement que tout habitant des différentes provinces qui ayant à disposer d'armes , de munitions ou de tout autre article nécessaire pour la défense commune , ou qui ayant importé de ces sortes d'articles pour les vendre , n'aura pas postérieurement à la présente résolution informé le Président ou le vice-Président du Congrès de la quantité & de la qualité desdits articles , sera dénoncé publiquement comme ennemi de la patrie «.

2°. Que toute personne qui , pendant la malheureuse contestation actuelle avec la Métropole , disposera d'armes , de munitions ou des autres articles susdits en faveur de quelque personnes qui sera connue pour être opposée aux libertés de l'Amérique ou qu'on aura raison de croire telle , comme aussi quiconque mettra ces articles entre les mains des personnes



personnes connues également pour opposées aux libertés de l'Amérique sera de même regardé comme ennemi de la patrie «.

2 Mai.

» Et tous les Membres ayant consenti unanimement à ces résolutions, il a été ordonné qu'elles seroient publiées par des billets imprimés «.

Par une autre délibération du même jour, l'Assemblée a recommandé, très-fortement à tous ses constituans, de vivre entr'eux dans la plus parfaite harmonie, d'écarter tous les sujets de discussions & de querelles, d'oublier toutes les animosités de parti, & de faire regner par tout la paix & le bon ordre.

*Autre arrêté du même Congrès, le 8 Mars.*

» Le Congrès ayant été informé que quelques personnes avoient acheté, & que d'autres achetoient encore actuellement du mahis pour profiter des calamités publiques, a arrêté hier les résolutions suivantes :

Premierement qu'un tel monopole est abusif & ne doit pas se tolérer dans les circonstances présentes.

2°. Que les personnes qui ont acheté ce mahis ne doivent point le vendre à un prix plus haut que leur achat, & qu'il faut envoyer à ce sujet des informations précises devant le Congrès ou le Comité général «.

Le Congrès a aussi défendu l'exportation du bled & du riz pendant six mois. Il a de plus ordonné qu'il y eût désormais des gre-

2 Mai. 

---

niers publics où l'on déposeroit une quantité convenable de farine & de riz pour l'usage de la province, & il a nommé des commissaires pour veiller à ce que cette opération fût aussitôt mise à exécution.

*De Philadelphie, le 21 Mars.*

Le Congrès a pris un arrêté pour encourager les fabriques de fer, d'acier & de toiles à voiles ; pour avancer la culture du chanvre, du lin, du coton, & de la laine ; pour procurer dans chaque Colonie l'établissement d'une société pour l'accroissement de l'agriculture, des arts, des manufactures & du commerce. Ces sociétés, qui correspondront ensemble sous l'autorité du Gouvernement, auront particulièrement pour but de faire tirer tout le parti possible des avantages qu'offre le pays pour l'utilité de ses habitans.

#### CHAMBRE DES COMMUNES.

ON DELIBERE sur le bill, concernant les vaisseaux naufragés, proposé par M. BURKE. L'avantage général qui devoit en résulter pour les malheureux à qui il ne reste que la vie, après avoir perdu tous leurs biens, devoit faire espérer que ce bill trouveroit une approbation générale dans une compagnie où on est sans cesse occupé de la conservation des sujets, des libertés & des propriétés ; cependant il est renvoyé à deux mois, par une pluralité de cinquante-cinq voix contre quarante-trois.

M. RICE a combattu la motion en ces termes : » je foudraierois bien fincèrement qu'on pût imaginer quelque moyen de détruire une coutume fi barbare ; mais comme on propofe dans le bill d'impofer, comme par indemnité, une amende fur le canton où le vaiffeau aura fait naufrage, je ne l'approuve point fous cette forme, & je ne l'approuverois pas davantage quand même l'argent feroit levé fur toute la province. Mais quoique je m'élève contre les moyens propofés par le bill, fon objet me paroît très-louable & je ferois bien aife qu'on pût arrêter un mal auffi grand. Je fuis donc d'avis qu'on remette ce bill à un comité pour qu'on ait le tems de l'examiner. Je crois qu'il n'y a pas de meilleur moyen de fe procurer une information prompte & convenable fur cet objet ; mais je ne fouffrirai jamais que le Canton ou la Province réponde des effets pillés «.

2 Mai.

LE LORD MULGRAVE fait connoître ainfi fon fentiment. » Pour l'honneur de la nation j'approuverois tout bill quelconque, par lequel on pourroit fe promettre d'arrêter un excès fi fcandaleux. Lorsque le mal eft arrivé à ce point, le feul moyen de le reprimer eft de le punir fuivant la nature du délit. Rien n'eft donc plus convenable que d'employer des motifs de pur intérêt pour forcer le peuple à des actes d'humanité. Si le canton eft rendu refponfable de la perte, tout habitant

— de ce canton sera intéressé à protéger les naufragés, car en agissant ainsi il protégera sa propriété. Voilà pourquoi le canton est obligé de répondre des vols commis sur le grand chemin, afin que les habitans soient plus diligents à donner des secours pour arrêter les voleurs ou plus actifs à les découvrir «.

2 Mai.

M. MACKWORTH est d'avis qu'on renvoye ce bill à un comité, & il observe que comme toute la Chambre paroît s'accorder sur le principe du bill, il ne voit pas comment aucun membre pourroit raisonnablement s'opposer à ce que le bill fût renvoyé à un comité.

M. ADAIR est d'opinion qu'on lise le bill une seconde fois & qu'il passe à un comité, observant que les tentations pécuniaires dévoient être reprimées par des peines pécuniaires.

M. HARRIS s'explique en ces termes : » je combats & le principe & les moyens du bill. Il attaque l'innocent aussi bien que le coupable. Les loix, le bon sens & la morale nous donnent pour maxime générale, qu'il vaut toujours mieux que deux coupables se sauvent qu'un innocent périsse. Qu'elle est la règle qu'on veut établir ici ? Quelques brigands d'un canton profiteront d'un pillage public, tandis que les habitans les mieux famés, les plus industrieux & qui tous détestent cette violence autant que les naufragés mêmes, seront rendus responsables de la perte occasionnée par ce pillage «.

M. WHITWORTH parle en faveur du bill & dit que , l'Angleterre est le seul pays civilisé du monde où l'on souffre de pareils brigandages , sans donner aucun dédommagement à la partie lésée. 2. Mai.

M. HENNECHER déclare ainsi son approbation : » j'approuve & le principe du bill & ses moyens. J'ai eu un vaisseau naufragé sur la côte Septentrionale d'Angleterre ; les habitans du voisinage ont donné tous les secours qui dépendoient d'eux , & malgré leur zèle j'ai tout perdu. Un autre a échoué sur une côte de la Méditerranée, tout ce qui a été sauvé m'a été rendu , & lorsque j'ai proposé quelque récompense à ceux qui avoient prêté du secours , ils m'ont répondu : *non Monsieur , vous avez déjà assez perdu en perdant votre vaisseau , nous ne prendrons rien* . »

M. WALLIS a observé que quelle que pût être la vertu privée des Anglois , ils devoient au moins prendre des dehors de vertu publique , & que l'Angleterre étoit le seul pays en Europe où l'on souffrît des usages aussi barbares , sans punition ou sans redressement. «.

Le CHEVALIER GEORGE SAVILLE a peint sous les couleurs les plus fortes , l'inhumanité d'aggraver le malheur & la misère des naufragés. Il a soutenu qu'on ne devoit point être arrêté par la crainte de punir l'innocent , attendu que nul individu n'a le droit de se plaindre , lorsque tous doivent sentir indistinctement les effets de la loi , & cela pour le bien.

2. Mai.

public & pour une indemnité particulière.

Le Lord Maire de Londres (SAWBRIDGE) s'est opposé au bill en ces termes : » Je désapprouve hautement le bill. Rien n'est plus cruel que de faire payer des particuliers pour des délits qu'il n'étoit pas en leur pouvoir d'empêcher. Un vaisseau peut avoir été naufragé & pillé dans le voisinage de mon bien pendant que je remplis mon devoir au Parlement, & en pareil cas il y auroit certainement de l'injustice à me mettre à l'amende, parce que je m'acquitte de ma première obligation envers l'état. D'ailleurs je ne doute point qu'il n'y ait des vaisseaux qui se font périr exprès pour gagner l'assurance, & que même les contrebandiers ne profitent de la loi en perdant leurs vaisseaux, pour mieux disposer de leurs cargaisons. Le membre de la Chambre qui a soutenu le bill (M. Burke) a usé de beaucoup d'adresse en omettant l'Ecosse. Je m'apperçois que les députés de ce pays se sont retirés, comme n'étant pas intéressés à l'événement; mais je puis certifier à ceux qui restent dans la Chambre, que si le présent bill passe, on se propose de prendre une occasion plus favorable de les y comprendre en enfermant ce pays dans une loi plus générale «.

M. DUNDAS, Lord Avocat d'Ecosse, a parlé longtems en faveur du bill, & a dit que tout les autres Etats de l'Europe avoient fait des reglemens pour prévenir ce désordre si horrible.

LE GOUVERNEUR POWNAL s'est opposé au bill, fondant son opinion sur les discussions qu'il pourroit occasionner. » On se disputera, a-t-il dit, sur les limites du canton ; si ce n'est pas sur cet article, ce sera pour savoir si le vaisseau a fait naufrage dans la juridiction de l'Amirauté ou du canton «.

2 Mai.

M. VAN a parlé avec la plus grande force contre le bill, l'appellant un bill noir ( ou de mort ) & il a soutenu qu'il pouvoit occasionner les fraudes & les supercheries les plus abusives.

M. MEDLEY l'a désapprouvé principalement à cause de la fraude. » Je me rappelle, a-t-il dit, qu'il y a quelques années qu'un vaisseau fut assuré à Lisbonne comme ayant à bord des lingots ; mais après bien des recherches on découvrit que les moidores qu'il portoit n'étoient autre chose que des pieces de plomb.

M. BURKE après avoir répondu à diverses objections & censuré vivement quelques-uns de ses antagonistes, a ajouté : » lorsque j'ai proposé le bill, la Chambre paroissoit y donner un consentement presque unanime ; mais je m'apperçois aujourd'hui que les sentimens ont changé «. Il a cité ensuite quelques reglemens de France, & démontré par quantité d'exemple les grands avantages que les François ont sur les Anglois, par rapport aux vaisseaux naufragés sur leurs côtes. Il a plaisanté M. Van pour avoir appelé le bill un *bill noir*. Enfin, il a terminé ainsi sa replique : » la Cham-

2 Mai.

bre affecte d'agir dans cette affaire avec la plus grande circonspection, tandis qu'on fait très-bien que nous avons fait des loix pour les choses les plus triviales. Nous en avons quelques unes pour défendre d'arracher des pieux de dedans les haies, d'autres pour défendre de toucher aux palissades, d'autres encore plus extraordinaires pour empêcher d'arracher une épine. D'après le langage que tient aujourd'hui la Chambre, il paroîtroit que tous ces délits sont d'une plus grande conséquence dans l'opinion de quelques-uns de ses membres, que de détruire, de piller & de voler la charge d'un vaisseau richement chargé.

Le Lord Maire SAWBRIDGE propose à la Chambre de se former en Comité, pour examiner l'usage qu'ont fait les Commissaires de l'Amirauté du pouvoir d'accorder à tout vaisseau frété ou employé pour le service du Roi, ou à tout autre navire, la permission de prendre à bord des provisions pour les flottes, les armées & les garnisons de Sa Majesté, ou pour les habitans des places occupées par les troupes du Roi dans les Colonies en Amérique, depuis l'acte du Parlement qui défend tout commerce & toute communication avec ces Colonies. Ce Magistrat, pour démontrer la nécessité de cette recherche, fait l'énumération des marchandises qui, à la faveur de cette permission ont été embarquées, comme draps & toiles de toute sorte



& de tout prix, couleurs, cuirs, services d'é-tain, drogues, cloux, &c. qui certainement ne pouvoient être compris sous la dénomination d'*alimens*. Il est secondé par le Gouverneur JOHNSTONE qui, par les traits historiques qu'il entrelace dans son discours, fait toucher au doigt le grand motif de ces sortes de permissions, & le soin que l'on avoit eû, particulièrement sous le ministère de M. Pelham, de couper racine à ces monopoles, qui assuroient des créatures à l'Administration.

Le Lord NORTH avoue que par mégarde on avoit accordé de pareilles licences à cinq vaisseaux, dont il n'en étoit parti que deux, parce qu'aussitôt qu'il en avoit été informé, on avoit ordonné aux trois restans de remettre à terre cette partie de leur cargaison qui, dans le cas présent, étoit de contrebande. Justifiant en même tems la réquisition du Lord Maire, il n'y propose d'autre changement, sinon de délibérer sur cette affaire en grand-Comité & non en Comité particulier; ce qui est accordé pour le 3.

Les Communes délibèrent en Comité sur les moyens d'encourager la pêche de la baleine; & arrêtent d'accorder des gratifications à cinq des navires de la Grande-Bretagne, d'Irlande, des îles de Jersey, de Guernsey, & Mann, qui se distingueront chaque année à cette pêche au sud du quarante-quatrième degré de latitude septentrio-

2 Mai.

nale. Celui qui apportera la plus grande quantité d'huile, aura 500 livres sterl. & les quatre autres auront respectivement quatre cents, trois cents, deux cents & cent liv. sterl. à raison de la quantité la plus approchante, pourvu qu'elle ne soit pas au-dessous du produit d'une baleine.

On délibère ensuite sur l'importation de la graine de lin en Irlande : & il est résolu d'accorder une gratification de 5 schl. pendant un tems limité, sur chaque quintal de cette graine du cru des Provinces-Unies ou des Pays-Bas Autrichiens.

La Chambre continuant ses délibérations sur les moyens les plus propres à encourager le Commerce, arrête en Comité, » de prolonger le tems accordé pour les rabais sur les mouffelines & les toiles peintes de l'Inde, importées en 1773 & 1774, ainsi que sur le thé & le café de la Compagnie des Indes, à qui il sera aussi accordé un plus long terme pour la vente de ce qui lui en restoit le 5 Avril dernier, & du thé-boé qui sera importé avant le 31 Décembre prochain ; & de supprimer le droit sur le charbon employé à l'exploitation des mines de cuivre dans l'île d'Anglesey ».

3 Mai.

La Commission qui nomme *Guy Carleton* Général & Commandant en chef des troupes de Sa Majesté, employées ou qui pourroient être employées à Quebec, & sur les frontieres des

Domaines de S. M., limitrophes de ladite province, passe au grand Sceau. 3 Mai.

LE LORD MAIRE & le Corps de Ville présentent au Roi leur adresse de félicitation sur l'heureux accouchement de la Reine & la naissance d'une Princesse.

### TRÈS-GRACIEUX SOUVERAIN.

NOUS les Sujets loyaux de Votre Majesté, les Lord-Maire, Aldermans & Communes de la ville de Londres, assemblés en Commun-Conseil, approchons V. M. pour lui présenter nos congratulations sur l'heureuse délivrance de notre très-aimable Reine, & la naissance d'une Princesse, ainsi que pour assurer V. M. que dans tous vos Etats il n'y a point de sujets plus fideles, ni plus prêts à maintenir l'honneur & la dignité de votre Couronne. Nous continuerons de nous réjouir de tout événement, qui ajoutera à la félicité domestique de V. M.; & nous espérons que chaque branche de l'auguste Maison de Brunswic augmentera la sûreté des loix sacrées & des libertés, que nos ancêtres n'ont jamais souffert que l'on violât, & pour la protection & la défense desquelles cette illustre Maison a été appelée, en conséquence de la révolution aussi glorieuse que nécessaire.

Le Roi, à qui la Députation, ayant à sa tête le Lord-Maire, avoit été présentée par le Comte de Herford, Chambellan de la Mai-

3 Mai.

son de Sa Majesté, a fait à cette adresse la réponse suivante :

» Je vous remercie de cette adresse respectueuse sur l'heureuse délivrance de la Reine & sur la naissance de la Princesse «.

» La sûreté des Loix & des libertés de mon peuple a toujours été & sera constamment l'objet de mes soins & de mon attention «.

On a remarqué que le Lord-Maire SAWBRIDGE s'étoit retiré un peu brusquement de la présence du Roi, & en laissant voir du mécontentement & de l'humeur. Cela n'a pas empêché que les autres Officiers de la ville n'aient profité de l'honneur que le Roi a bien voulu leur faire de leur donner sa main à baiser, & qu'ils n'aient goûté à l'hypocras qui se distribue, d'étiquette, dans ces occasions. On dit que la dépense de cet article, à la naissance du dernier Prince, s'est montée à 1700 liv. sterl.

#### JOURNAL DE L'AMERIQUE.

*Extrait d'une lettre de Charles Town dans la Caroline Méridionale.*

Le Congrès provincial a nommé les Députés qui doivent représenter cette Province au grand Congrès du Continent.

Il vient d'être établi sous l'autorité du Congrès, des postes constitutionnelles dans toutes les provinces des Colonies unies. Le sieur Guillaume Goddard, Surintendant des

bureaux des postes constitutionnelles, est l'auteur de ce nouvel établissement qui doit être de la plus grande utilité dans les circonstances actuelles.

---

3 Mai.

*Extrait des Séances de l'Assemblée de la Virginie,  
aux mois de Février & de Mars 1776.*

Il a été présenté & lu à l'Assemblée une pétition de divers habitans des Comtés de Norfolk & de la Princesse Anne, dans laquelle ils exposent : » que dès le commencement des malheureuses querelles survenues entre le Parlement Britannique & les Colonies, ils ont agi avec un zèle uniforme pour favoriser les mesures recommandées par le Congrès général pour la conservation & la défense de leurs droits & de leurs libertés : que plusieurs d'entr'eux ont été réduits à la cruelle nécessité d'abandonner leurs parens âgés & infirmes, leurs femmes & leurs enfans, & de les laisser à la merci des plus féroces esclaves, & d'une soldatesque sans mœurs & avide de butin : que leurs plantations ont été ravagées, leurs femmes & leurs enfans dépouillés : que les chambres mêmes où ils couchoient ont été forcées pendant la nuit par des brigands armés : que leur argenterie, leur argent, leurs effets les plus précieux ont été enlevés : que leurs moissons ont été réduites en cendres : que leurs personnes ont été traitées avec toute l'indignité que l'insolence & la cruauté peuvent suggérer : qu'un grand nombre de leurs amis ont été arrêtés, & qu'ils gémissent aujourd'hui sous le glaive de l'oppression : qu'ils se plaignent de la conduite lente & équivoque de plusieurs : que c'est leur tié leur qui a porté le Lord Dunmore à commencer les déprédations qu'il n'a cessé de commettre avec tant d'impunité à l'aide de certains ennemis cachés de la Colonie, & d'autres ennemis ouvertement déclarés : que tant que les troupes Américaines sont en possession de Norfolk, les

3 Mai.

Supplians jouissent d'un état de sûreté , mais que la crainte que ces troupes ne soient forcées de déloger leur présente une perspective affreuse de scènes horribles toutes prêtes à se renouveler : que tout ce qu'ils peuvent faire c'est de se mettre en garde contre ces calamités futures : qu'ils savent bien que parmi les chefs du peuple dans les deux pays , les amis de l'Amérique sont bien inférieurs en nombre à ses ennemis ; qu'ils ont tout à craindre de la part de ceux qui ont été induits à porter les armes contre l'Amérique , s'ils se trouvent avoir la force en main ; que beaucoup de leurs amis se sont vus obligés d'abandonner leurs foyers , ce qui les a mis hors d'état de porter témoignage contre plusieurs qui ont été arrêtés & qui méritent d'être punis ; qu'ils demandent qu'on fasse une sévère perquisition de la conduite de ceux qui se sont montrés mal intentionnés pour leur pays , & qu'on les éloigne à une certaine distance de la Colonie , ou qu'on dispose d'eux de manière qu'ils ne puissent plus faire de mal ; & qu'ils supplient instamment que les esclaves qui ont pris les armes soient envoyés aux îles «.

*Arrêté de l'Assemblée de la Virginie.*

» Arrêté que nul Officier de recrue ne pourra enrôler aucun domestique , à l'exception des apprentifs astreints aux loix de ce pays , ni même aucun de ces apprentifs , à moins qu'il n'ait préalablement la permission de son maître , par écrit , ni aucun homme qui n'ait cinq pieds quatre pouces , qui ne soit bien portant , vigoureux & bien proportionné , & qui ne soit ni sourd , ni sujet au mal caduc. Arrêté en outre qu'indépendamment des compagnies de chasseurs appartenantes au régiment Allemand , il sera levé dix-sept compagnies de chasseurs expérimentés , qui seront donnés par le Comité de sûreté aux régimens respectifs «.

Ces ordres sont une preuve des préparatifs formi-

dables que font les Américains pour leur défense , & nous annoncent qu'il ne sera pas aisé de les réduire à l'esclavage. 3 Mai.

*De Whitehall le 3 Mai.*

» Le général Howe , Commandant en chef des forces de S. M. dans l'Amérique Septentrionale, ayant résolu le 7 Mars de passer de Boston à Halifax avec les troupes qu'il avoit sous ses ordres , & avec ceux des habitants, avec leurs effets , qui désireroient rester sous la protection des forces du Roi, l'embarquement s'est effectué le 17 dans le meilleur ordre & avec la plus grande régularité, & sans le moindre obstacle de la part des Rebelles. Au départ de cette nouvelle, la première division des bâtimens de transport étoit sous voile, & ceux qui restoient se disposoient à la suivre dans quelques jours. L'Amiral a laissé le plus de vaisseaux de guerre qu'il a pu devant Boston, pour la sûreté des bâtimens qui pourroient être destinés pour cette ville «.

» Le Roi a fait expédier sous le sceau de la Grande-Bretagne, des lettres patentes par lesquelles S. M. nomme & constitue Richard Lord Vicomte Howe, du royaume d'Irlande, & William Howe, Major général des armées de S. M. & Général de ses troupes dans l'Amérique Septentrionale, ses Commissaires, pour rétablir la paix dans les Colonies & les plantations de S. M. en Amérique, & pour accorder le pardon à ceux d'entre les sujets de S.

— M. dans cette partie du monde, qui se ren-  
 3 Mai. dront dignes de cet acte de la clémence  
 royale «.

LES PARTICULARITÉS de l'évacuation de Boston, que l'on a pu recueillir, tant par des lettres particulières que par le rapport de quelques passagers, se réduisent à ce qui suit :

Le 2 Mars les Provinciaux, qui s'étoient établis sur les hauteurs près d'une place nommée Phipp's Farm, commencerent à bombarder la ville de Boston; & le 3 ils ouvrirent sur l'Isthme de Dorchester une batterie de canons de vingt livres de balle, qui incommoda fort l'armée royale : sur quoi le général Howe fit embarquer le 5 six régimens pour attaquer cette batterie; mais un grand vent d'Est empêchant les vaisseaux de guerre de les couvrir & de les soutenir, on se désista de l'entreprise. Le 6 on fit une nouvelle tentative qui ne réussit pas mieux, parce qu'on trouva les ouvrages des Provinciaux trop forts. Les Américains, en attendant, avoient jetté près de cent bombes dans la Ville, & leur batterie avoit tiré avec beaucoup de succès. C'est ce qui engagea le général Howe à envoyer quelques élus du peuple au général Washington pour l'avertir que, s'il continuoit de faire tirer, il se verroit obligé de mettre le feu à la Ville pour couvrir sa retraite. Deux de ces élus revinrent, & , après avoir communiqué à ce Général la réponse de M. Washington, il retournerent au camp de ce dernier. On vit  
 alors



alors tout d'un coup cesser le feu ; & aussi-  
tôt les troupes royales commencèrent à  
s'embarquer avec les habitans affectionnés  
au Gouvernement, à qui cependant il ne  
fut permis que d'emporter les choses les  
plus nécessaires. Comme il n'étoit pas possible  
d'embarquer les mortiers & la grosse artillerie,  
on tâcha, mais inutilement, de les faire crever  
après les avoir remplis de poudre. On ne  
fut pas plus heureux dans la destruction des  
petites armes appartenantes à la Ville. Quoique  
l'on ne sache pas les termes de la convention  
conclue entre les deux Généraux, on a lieu  
de croire qu'il avoit été stipulé, que rien ne  
seroit détruit, puisque le général Washington,  
apprenant apparemment ces tentatives, se pré-  
para à donner l'assaut à la Ville. Le général  
Howe en fut informé le 16 par un déserteur  
du camp des Provinciaux. Sur cet avis il  
pressa l'embarquement, laissant après lui son  
artillerie, ses munitions & provisions, gâtées  
autant que la précipitation & la confusion  
l'avoient permis. Cependant, pour empêcher  
que les Provinciaux, qui s'établissoient dans  
les îles de Hog & de Noddle, ne s'emparassent  
du château William, qui les auroit rendus  
maîtres du Havre & mis à même de détruire la  
flotte, il eut le tems de le faire sauter, & se re-  
tira dans la rade de Nantasket.

Au commencement de Mars, l'armée n'avoit  
des provisions que pour trois ou quatre se-  
maines. Il n'y en avoit que très peu à bord

des bâtimens qui devoient la transporter à  
 3 Mai. Halifax, où la disette s'étoit fait tellement  
 sentir, qu'on avoit eu de la peine à empêcher  
 le peuple de se mutiner.

Voici une autre lettre, qui paroît venir d'un  
 partisan des opérations de la Cour.

» Après avoir rapporté que les Provinciaux  
 avoient élevé une batterie dans la ferme de  
 Phipp, de laquelle ils tirèrent pendant plu-  
 sieurs jours sur la Ville, sans y causer beau-  
 coup de dommages, & après avoir dit qu'ils  
 avoient élevé sur la pointe de Dorcester deux  
 redoutes, garnies d'artillerie, qu'ils faisoient  
 aussi jouer sur la place, il ajoute les particu-  
 larités suivantes : — sur quoi le général Howe  
 se détermina à en déloger les Américains,  
 mais heureusement il s'éleva une tempête  
 au moment que les troupes alloient s'embar-  
 quer pour exécuter ce dessein, auquel on dut  
 renoncer. Je dis heureusement ; parce que dans  
 l'instant de l'embarquement, un de nos sol-  
 dats déserta & donna avis aux Provinciaux  
 de ce qui se préparoit contre eux, ce qui  
 engagea le général Washington à rassembler  
 toute son armée de vingt-un mille hommes  
 pour défendre les deux redoutes. Le général  
 Howe instruit que les Américains avoient été  
 avertis de son dessein, se détermina à quitter la  
 place, après y avoir détruit tout ce qui pou-  
 voit être utile aux Rebelles, sans avoir perdu  
 un seul homme «.

Une troisième lettre datée de la rade de Nan-

rasket le 29 Mars , & reçue par la voie d'un bâtiment arrivé en Irlande , annonce : » que le général Howe a quitté cette place avec tous les bâtimens venant de Boston , dont sept ont été jettés par une tempête sur des bas fonds près de Nantasket & y ont été brisés , mais les équipages & passagers ont été sauvés «.

3 Mai.

*Autre extrait de lettre écrite sur l'évacuation de Boston , & datée de la rade de Nantasket le 23 Mars.*

» On a évacué Boston parce que le général Howe avoit le projet d'envoyer un détachement considérable en Canada , par le fleuve Saint Laurent ; qu'il a eu des avis certains que les Rebelles méditoient une expédition contre la Nouvelle Ecosse ; qu'il étoit absolument nécessaire de pourvoir à la défense de cette Province ; & qu'il ne pouvoit effectivement secourir Quebec , & fortifier la Nouvelle - Ecosse sans s'affoiblir dans son poste à Boston. Voilà pour quels motifs on s'est déterminé à tirer les troupes de Boston , & à faire bloquer ses ports par des vaisseaux de guerre & des bâtimens armés «.

Il paroît par un rôle qui s'est trouvé à Boston , après le départ du Général Howe , qu'en se retirant de cette ville il avoit sous ses ordres 7575 hommes effectifs , non compris l'Etat-Major ; de sorte qu'en comptant les troupes de marine & les matelots , le tout pouvoit aller à dix mille hommes. L'artillerie , qu'il

3 Mai.

y avoit laissée , consistoit en plus de deux cents pièces , dont il n'y en avoit qu'environ trente en état de servir.

*Extrait d'une Lettre de New-York , datée du  
7 Mars 1776.*

» Les renforts destinés pour le Général Voofter devant Quebec , ont été contremandés. Comme le profond secret que le Congrès observe sur toutes les opérations , ne permet que des conjectures ; on présume que , des avis reçus d'Angleterre ont empêché les Provinciaux de diviser ainsi leurs forces ; que le siège de Quebec sera levé , & que les troupes se retireront dans quelque poste avantageux du Canada, où elles se retrancheront le mieux qu'il sera possible. On voit ici fort peu d'argent ; il n'y a que le papier monnoye du Congrès en circulation ».

Aussitôt que le Capitaine Payne eut obtenu la permission d'emporter de la Barbade toutes les provisions qu'il pourroit en tirer pour l'usage de l'armée à Boston , on trouva , après avoir bien examiné l'état des choses , qu'il ne restoit pas dans l'île assez de subsistances pour la nourrir pendant six semaines. L'assemblée générale alarmée de cette position convint unanimement d'envoyer une pétition au Roi , & de présenter une adresse au Gouvernement. Dans l'Adresse, l'Assemblée supplioit le Gouverneur de ne plus accorder de permission pour l'exportation des

provisions. A l'égard de la pétition , elle a été  
remise par l'agent de la Colonie au Secrétaire d'Etat ayant le département de l'Amérique ,  
pour qu'il la présentât à Sa Majesté. En voici  
la copie : 3 Mai.

*Humble pétition des Représentans du Peuple de votre  
Isle de Barbade, en leur assemblée générale.*

TRES-GRACIEUX SOUVERAIN,

Nous , fideles sujets de V. M. les Représentans du  
peuple de l'île de la Barbade , connoissant tout le  
prix du bonheur dont nous jouissons sous le gracieux  
gouvernement de V. M. & fermement attachés à  
votre illustre maison ; pleins de reconnaissance pour  
les marques signalées de faveur & de bienveillance  
données à notre établissement dès sa naissance , &  
dont en dernier lieu nous avons ressenti les effets  
encore plus particulièrement : justement & vivement  
persuadés de l'excellence de notre glorieuse constitu-  
tion , & résolus , dans quelques circonstances que nous  
nous trouvions , de faire éclater la vénération que  
nous lui portons , & dont nous ne nous départirons  
jamais ; nous demandons humblement la permission  
d'approcher de votre Personne Royale , & de témoi-  
gner à V. M. combien nous sommes satisfaits de ce  
que par votre nombreuse & illustre famille , le bon-  
heur de vos sujets doit être assuré & perpétué ; & les  
excellentes & aimables vertus de V. M. transmises à la  
postérité.

Convaincus que notre Monarque , vraiment royal  
& humain , est toujours disposé à rendre ses sujets  
aussi heureux qu'ils peuvent l'être , & que la distance  
des lieux ne diminue en rien l'activité de vos soins  
gracieux , nous demandons qu'ils nous soit permis de  
représenter la misère dont nous avons déjà en quelque  
sorte ressenti les effets & celle qui menace de rui-  
ner totalement les habitans de votre fidele Colonie.

3 Mai.

Nous avons, Sire, près de quatre-vingt mille noirs & vingt mille blancs à nourrir journellement. Nos provisions du pays ( qui font notre ressource intérieure ) ont manqué par les mauvaises saisons, nous n'avons que pour quelques semaines de provisions salées, & nous n'espérons pas la moindre ressource de la part de l'Etranger.

Dans les appréhensions terribles d'une famine prochaine, nous nous adressons à V. M. comme au pere de son peuple, & après vous avoir présenté l'état où nous nous trouvons, nous croyons inutile, Sire, d'entrer dans les détails de tous les malheurs effrayans qui se présentent à nos esprits : il nous suffit de faire voir quelle est notre situation & d'implorer l'assistance de V. M. &, par votre moyen, celle de la législation de la Grande-Bretagne. Votre fidele Colonie ne cessera d'adresser ses vœux au ciel pour la stabilité de votre gouvernement & de vos conseils. Nous sommes de V. M. les très-soumis, très-fideles & très-respectueux sujets & serviteurs.

John Gay Alleyne, Orateur, &c. &c.

#### CHAMBRE DES COMMUNES.

On fait la seconde lecture de plusieurs Bills. Celui par lequel les malfaiteurs, que l'on n'a plus la facilité d'envoyer en Amérique, & qui, vu leur nombre excessif, ne peuvent plus être contenus dans les prisons, seront employés comme forçats sur la Tamise, ayant trouvé de l'opposition, le Chevalier GREY COOPER refute l'opinion, que ce seroit accourir la Nation à l'esclavage, & étouffer cet esprit de liberté qui l'a toujours distinguée. Il prétend que ce seroit au contraire épouvanter les paresseux & exciter l'amour du travail ; ajoutant que, si cet essai, auquel on avoit re-

cours à cause des troubles en Amérique , ne remplissoit pas les vues que l'on se propoisoit , on pourroit transporter ces misérables dans les deux Florides. Le Chevalier GEORGE YOUNGE se réserve de combattre cette opinion lorsque le Bil sera agité en Comité. 3 Mai.

La Chambre ordonne de supplier le Roi par une Adresse , de lui faire remettre copie des licences accordées par l'Amirauté pour l'exportation des provisions en Amérique , dont le Lord-Maire a proposé l'examen le jour précédent.

ON APPREND qu'un pirate a été pris dans l'Inde par la frégate de guerre le *Seahorse* , & que c'est un bâtiment Européen dont l'équipage a massacré son Capitaine. Il a fait des courses dans la mer du Sud , d'où il a passé aux grandes Indes. Depuis cette époque il a eu plusieurs affaires avec des vaisseaux de guerre étrangers ; il a toujours eu le bonheur de leur échapper ; mais le *Seahorse* ayant combattu avec lui vergue dans vergue , pendant plus de trois heures , & l'ayant entièrement démâté , l'a mis dans l'impossibilité de s'enfuir. Le Corsaire alors a été obligé de se rendre au *Seahorse*. Il avoit pavillon Hollandois. 4 Mai.

*Extrait d'une Lettre de Madras , adressée à un habitant de Liverpool , en date du 15 Octobre 1775.*

On s'est assuré que la mer rouge est beau-

4 Mai.

coup plus navigable qu'on ne l'avoit cru jusqu'à présent. Les vaisseaux qui jusqu'ici ont voulu découvrir les atterages de cette mer ou y commercer, ont échoué dans leur entreprise pour n'avoir pas choisi les saisons convenables. Je connois un particulier qui arrive de l'Isthme de Suez, & qui a parcouru la mer rouge avec d'autres armateurs. Ils ont été deux ans à chercher ce qu'on auroit pu trouver en six mois. Les Arabes & leurs Princes ont donné de l'encouragement à leur commerce. La grande flotte des Arabes consiste en six vaisseaux du port d'environ mille tonneaux chacun, & en quelques bâtimens plus petits. Ils sont construits & ils naviguent de la maniere que le décrivent les Juifs, & Saint Paul particulièrement. Il est aisé d'éviter aujourd'hui beaucoup d'inconveniens qu'on rencontroit précédemment dans ces mers. Les Armateurs dont je viens de vous parler, ont perdu deux vaisseaux & de grandes sommes d'argent dans leur expédition. Le Subrecargue, qui entendoit fort peu le commerce, a vu gagner, corde sur balle, soixante & dix pour cent sur les marchandises qu'il avoit vendues trois semaines auparavant.

## JOURNAL DE L'AMÉRIQUE.

SUIVANT une Lettre de la Nouvelle-York, il arriva le 23 Mars un expès de Boston, d'où il étoit parti le 19, chargé d'une lettre du général Washington, Commandant en chef



des forces des treize Colonies unies, au comte de Stirling, Brigadier général de ces forces, & Commandant à la Nouvelle-York. Cet Officier Américain porte le titre ; que nous venons de lui donner, comme prétendant à la Pairie d'Ecosse, en qualité de plus proche héritier-mâle du comte & vicomte de Stirling, Lord Alexander, Chevalier-Baronnet, &c. mort en 1739. Le Comte actuel est établi depuis longtems à la Nouvelle Yorck, où il a épousé une Dame de la famille de Livingston, dont étoit aussi la Veuve du Général Montgomery. La lettre que lui a écrite M. Washington, est de la teneur suivante.

4 Mai.

*Cambridge le 19 Mars 1776.*

MILORD,

» Je dois vous accuser la réception de votre lettre du 11 de ce mois, & vous faire mes complimens sur la charge à laquelle vous venez d'être nommé par l'honorable Congrès. Si l'on peut compter sur la nouvelle que vous dites avoir été portée à New-York, je pense avec vous, que nous aurons l'occasion d'assurer le Continent & de le mettre en assez bonne posture de défense ; & les opérations de la campagne de cet Été ne seront pas si terribles qu'on avoit voulu nous le faire craindre, d'après les rapports & les annonces, que le Ministère a répandu dans le public.

J'ai le plaisir de vous informer, que le 17 de ce mois au matin, le général Howe, avec son armée, a abandonné la ville de Boston sans la détruire ; événement de telle importance, que sûrement on doit l'apprendre avec grande satisfaction. Nous sommes actuellement en pleine possession de la place. Leur embarquement & leur retraite ont été confus & précipités.

4 Mai.

Ils ont laissé après eux des provisions de guerre & de bouche, en quantité assez considérables, entr'autres plusieurs pièces de grosse artillerie, & un ou deux mortiers encloués. La Ville est en beaucoup meilleur état & moins maltraitée que je ne m'y étois attendu, d'après les rapports que j'avois reçus; quoiqu'il soit certain, qu'elle a été très fort endommagée, & qu'un grand nombre de maisons ont été dépouillées de leurs précieux ameublemens.

La flotte se trouve toujours dans les passages de King & de Nantasket. Quel est l'endroit, où elle a dessein de faire une descente? c'est jusqu'à présent pour nous un mystère; mais, supposant que la Nouvelle-Yorck est un objet de très-grande importance, & qu'ils peuvent l'avoir en vue, je dois vous recommander d'employer votre activité & vos forces à faire des préparatifs pour prévenir tout dessein ou toute tentative, qu'ils peuvent avoir formés pour l'attaquer. J'ai détaché d'ici les chasseurs (*Riflemen*) & cinq bataillons pour aller à votre secours. Ils seront suivis par d'autres corps, à mesure que les circonstances le permettront. Ces forces avec celles que vous avez ou que vous pouvez assembler, si l'occasion le requiert, seront suffisantes pour empêcher l'Ennemi de prendre la Ville ou de se faire un logement, jusqu'à ce que le gros de l'armée vienne vous joindre. Je suis, Milord, avec beaucoup d'estime, &c.

*Signé, Washington.*

M. Washington a rendu le 21 Mars, après avoir pris possession de la ville de Boston, une proclamation qui a pour but de maintenir le bon ordre dans la Place, de protéger les habitans, de découvrir les effets appartenant à la Grande Bretagne, ainsi que les espions, que l'armée royale pouvoit avoir laissés dans la Ville. En voici la copie.

» Attendu que l'armée ministérielle a abandonné la ville de Boston, & que les forces des Colonies unies, dont j'ai le commandement, en ont pris possession, j'ai jugé en conséquence nécessaire, pour la conservation de la paix, du bon ordre & de la discipline, de publier les ordres suivans; afin que personne en y contrevenant, ne puisse prétendre cause d'ignorance, & alléguer pour excuse sa mauvaise conduite à cet égard «.

4 Mai.

» Il est donc enjoint par les présentes à tous officiers & soldats de vivre dans la paix & l'amitié la plus étroite avec les habitans; aucun habitant, ni autre personne, occupée à ses affaires légitimes dans la Ville, ne doit être molesté dans sa personne ou ses biens, sous quelque prétexte que ce soit «.

» Si quelque officier ou soldat s'oublie jusqu'à frapper, emprisonner ou maltraiter aucun des habitans, il peut être assuré qu'il sera puni avec la plus extrême sévérité; & au cas que quelque officier ou soldat soit insulté par aucun des habitans, il doit poursuivre la réparation de cette offense par les voyes de droit & non par aucune autre «.

» Tous officiers sans commission, soldats, ou autres sous mon commandement, qui seront coupables d'avoir volé ou pillé dans la ville, seront aussi tôt emprisonnés & punis avec la plus grande rigueur. En conséquence il est enjoint à tous officiers de veiller exactement à la découverte de pareils délinquans, & de faire le plutôt possible, à l'Officier Commandant dans la Ville, leur rapport des noms & crimes desdits délinquans «.

» Tous les habitans ou autres sont requis de dénoncer au Quartier Maître général, ou à quelqu'un de ses Lieutenans, toutes les provisions appartenant à l'armée ministérielle, qui peuvent être restées ou avoir été cachées. Toute personne, sans exception, qu'on découvrira receler une quantité desdites provisions ou se les approprier à son usage particulier, sera considérée comme ennemi de l'Amérique & traitée en conséquence «.

4 Mai.

» Les Elus & autres Magistrats de la Ville sont requis de rapporter au Commandant en chef le nom de toutes les personnes qui peuvent leur être suspectes, comme employées pour servir d'espions à l'égard de l'armée continentale, afin qu'on puisse en agir envers elles selon les cas.

» Il est enjoint à tous les officiers de l'armée continentale d'assister les Magistrats civils dans l'exécution de leur charge, & de contribuer à l'avancement du repos & de l'ordre public. Ils doivent empêcher, autant qu'il est en leur pouvoir, que les soldats ne fréquentent les cabarets & ne quittent leurs postes pour roder par la Ville. On prendra particulièrement garde à ceux d'entre les officiers, qui manqueront de soin & d'exactitude à cet égard. Ceux au contraire qui seront actifs & vigilans dans cette partie, auront droit à des grâces & des avancements.

Donné sous mon seing, au Quartier général à Cambridge le 21 Mars 1776.

Washington.

#### CHAMBRE DES COMMUNES.

La Chambre, d'après le rapport des arrêtés sur les grains, consent qu'il soit permis d'exporter une quantité limitée de biscuit & de grenaille pour la Nouvelle-Ecosse, la baie des Chaleurs, & la côte de Labrador, pour l'usage des pêcheurs Anglois établis en ces parties. Il est ordonné de dresser un Bill en conséquence.

On lit pour la seconde fois le Bill pour punir par des travaux de force, pendant un tems limité, les délits dont les auteurs sont actuellement transportés à quelques-unes des Colonies & plantations de Sa Majesté.

Il est arrêté qu'il sera présenté une Adresse

à Sa Majesté, pour faire mettre sous les yeux de la Chambre, des copies des permissions accordées par les Lords de l'Amirauté, aux bâtimens qui transportent des provisions aux colonies Américaines.

---

4 Mai.

LA COMMISSION, pour nommer le Lord & le Général Howe Commissaires de S. M. pour accorder le pardon à ceux des rebelles d'Amérique qui mettront bas les armes, & rentreront dans le devoir, passe au grand Sceau.

---

5 Mai.

LE LORD HOWE arrive à Portsmouth, & il arbore sur l'*Aigle* de 64 canons le pavillon de Vice-Amiral de l'escadre blanche.

Un grand nombre de jeunes gens de famille passent en Amérique avec le Lord Howe. Il n'y en aura pas moins de quarante embarqués sur l'*Aigle* en qualité de *midshipmen* quoique le nombre de Bas-Officiers, ainsi nommés, ne doive être que de seize sur un vaisseau de ce rang.

Le Commodore HOTHAM met à la voile de la rade de Sainte Héène pour l'Amérique septentrionale avec les bâtimens de transport. Un vent de Nord-Est pousse la flotte : au coucher du soleil, on n'apperçoit plus aucun bâtiment.

---

6 Mai.

Cette flotte est composée des vaisseaux le *Preston* de cinquante canons, l'*Emerald*, le *Jersey*, le *Carcase*, le *Strombolo* & le *Rainbow*, avec les troupes Hessoises, les Gardes & l'Artillerie.

6 Mai.

L'Amiral Howe, qui monte l'*Aigle*, appareille aussi; mais le vent ayant changé, il est obligé de mouiller de nouveau.

#### CHAMBRE DES COMMUNES.

On propose de demander la communication de divers comptes de la Trésorerie : d'une lettre écrite au Lord Germaine : des déclarations faites à la Douane; & des acquits délivrés par ce Bureau pour des marchandises & effets envoyés en Amérique.

On propose ensuite d'appeler demain à la Barre vingt cinq différentes personnes, pour être examinées au sujet des licences accordées par l'Amirauté pour les marchandises &c. qu'on a tâché de faire passer dans les Colonies, malgré l'acte de prohibition.

Lorsqu'on alloit entrer en Comité, pour délibérer sur le message du Roi, dont on a vu la teneur ci-dessus, le Colonel BARRÉ s'est levé, tenant à la main un morceau de papier qu'il avoit coupé de la Gazette de Londres, & qu'il a dit être le seul recit authentique, qu'on eût communiqué au public, de la retraite de l'armée du Général Howe, & en même-tems le seul exposé des motifs qui l'avoient engagé à quitter Boston. Il propose de présenter une humble adresse à S. M. pour qu'il lui plaise d'ordonner à ses Ministres de communiquer à la Chambre les copies des dernières dépêches ou de toutes les dépêches envoyées depuis le premier Mars de la présente année, par le général

*Howe & le Vice-Amiral Shuldham, afin que la  
Chambre puisse être informée parfaitement &  
authentiquement de l'état actuel de la guerre dans  
l'Amérique Septentrionale, avant de procéder  
à l'octroi de tout nouveau subside pour la continua-  
tion de cette guerre.*

6 Mai.

*Le Colonel Barré.*

Il ne faut que cette gazette pour deshonorer la Nation. On a fait les plus honteux efforts pour tromper le peuple ; mais ce qui est d'une conséquence infiniment plus dangereuse pour la Nation en général, on a grossièrement trompé la Chambre dans tous les rapports qui lui ont été faits par les Ministres de Sa Majesté, ou, ce qui est à peu-près la même chose, on a refusé à la Chambre toute espèce d'information. J'en appelle à la sincérité & aux sentimens des Lords North & Germaine ; & je leur demande si, dans une telle situation des choses, ou pour quelque prétexte ou occasion que ce soit, aucune administration a jamais adopté un pareil système. Il n'est pas possible d'endurer plus longtems leur conduite. Voilà déjà plus de neuf millions que nous avons votés. Nous sommes sur le point de donner un vote de crédit pour un autre million. Je gagerois que le Lord North n'oseroit pas assurer à la Chambre qu'on n'aura pas besoin de cinq millions en sus ; pour payer les frais de la campagne actuelle. Dans ces circonstances, que convient-il que nous fassions ? Voterons nous quinze millions de l'argent de la Nation, sans savoir s'il y a la moindre apparence de succès ? Tout s'y refuse. Mais certainement Milord North se relâchera de ses rigoureux principes. Il avouera au moins la convenance & la nécessité de faire connoître aux Représentans du peuple ce qu'ils doivent attendre. Il nous laissera voir d'une part les obstacles, & de l'autre les apparences du succès dans la poursuite de cette

6. Mai. guerre dispendieuse , cruelle & contre-nature. Je connois toute l'étendue du crédit de ce Ministre ; mais malgré toutes les dispositions de cette Chambre à obéir à ses ordres , je me persuade que , tant pour sa sûreté personnelle que pour sauver les apparences ordinaires , il voudra bien donner à la Chambre des informations un peu plus satisfaisantes que celles qui sont contenues dans ce misérable chiffon de Gazette.

*Le Lord North.*

» Les troupes du Roi n'ont point été forcées d'évacuer Boston. Elles n'ont éprouvé aucun obstacle de la part des Rebelles , & le Général n'a fait aucun traité avec eux ; les provisions , les munitions n'ont point été abandonnées. L'armée n'a essuyé aucun échec, soit immédiatement avant l'embarquement , soit pendant l'embarquement. Les troupes se sont embarquées avec beaucoup d'ordre & toute la tranquillité possible , & même très à *leur aise*. Mais malgré cela je ne suis point d'avis que l'on communique à la Chambre toutes les dépêches relatives à cette évacuation , parce que leur publicité pourroit nuire au plan adopté pour les opérations qu'on se propose d'exécuter dans le cours de la campagne «.

*La suite au N°. IX.*

LETTRE



*Lettre d'un Banquier de Londres**à M. \*\*\*, à Anvers.*

De Londres le 2 Septembre 1776.

DANS ma Lettre du 16 Août, je vous avois annoncé, Monsieur, l'importante nouvelle qui s'est confirmée depuis, de l'infructueuse tentative faite à Charles Town par les forces combinées du Chevalier Parker & du Général Clinton. Il y avoit déjà quelques jours que le bruit s'étoit répandu dans Londres que l'Amiral avoit été repoussé avec une perte considérable en hommes & en vaisseaux. Cependant les détails authentiques de ce fâcheux événement, qui est du 28 Juin, paroissent n'être arrivés que le 21 Août à la Cour, où l'on savoit, dès le 10, par les dépêches de l'île de Staten, datées du 8 Juillet, que l'armée de Clinton y étoit attendue. Sans avoir beaucoup étudié l'*Art de vérifier les dates*, dont on est redevable à une des plus anciennes & des plus savantes Compagnies de l'Europe, qui est ce qui ne verra point du premier coup d'œil, que quand le Général Howe a écrit le 8 Juillet qu'il attendoit le Général Clinton, il avoit eu avis de l'échec du 28 Juin devant Charles Town; & que la connoissance qu'il en a donnée à la Cour constitue les parties de sa dépêche qu'elle n'a pas jugé à propos de rendre publiques?

N°. VIII.

E

je vous ai observé qu'elle n'a été insérée que par extrait dans la gazette ministérielle.

C'est ainsi qu'en travaillant sur les productions du Ministère de Londres, on peut apprendre non-seulement à vérifier les dates, mais encore à restituer les textes. Si ma conjecture n'avoit pas quelque fondement, comment aurois-je pu savoir dès le 12 Août, & vous mander le 16 l'événement de Charles Town? N'est-il pas visible que l'intérêt de certaines gens, pour qui le secret des affaires est une branche de revenu, a fait percer cette nouvelle jusqu'à la Bourse, d'où elle s'étoit répandue dans la ville long-tems avant qu'il convint à la Cour d'en paroître instruite? Une preuve bien frappante que le Général Howe devoit la savoir le 8 Juillet, c'est que le Général Clinton ne se seroit point laissé engager dans le coup de main contre Charles-Town, d'où il devoit résulter que les troupes resteroient sur les lieux pour garder leurs conquêtes, s'il eût eu sa partie liée avec M. Howe pour aller le joindre devant New-York. Il n'a pû lui annoncer sa prochaine arrivée, qu'en lui apprenant que l'entreprise sur Charles Town étoit manquée.

Vous me demanderez où nous mène cette dissertation? Voici en quoi je la croirois utile; elle nous autorise à induire des nouvelles authentiques que la Cour vient de donner le 24, toujours sous le titre d'*Extraits*, qu'Elle pourroit nous apprendre encore bien des choses sur l'affaire du 28 Juin, ou sur les autres opé-

tations qui peuvent y être liées; & elle nous permet d'espérer que quelque autre publication de la même nature nous en complètera l'historique.

Procédons actuellement à l'examen du récit que contiennent les deux *Extraits* des lettres du Chevalier Parker, du 9 Juillet, & du Général Clinton, du 8, arrivées l'une & l'autre le 21 Août, & insérées dans la Gazette de la Cour du 24. J'observe d'abord qu'on a mis plus d'intervalle à cette publication, qu'à celle du débarquement dans l'île de *Staten*; car la lettre du Général Howe étoit arrivée le 10, & l'extrait en fut imprimé & distribué le même jour. En second lieu, la nouvelle de l'heureux débarquement de l'armée du Roi dans l'île importante de *Staten* fut envoyée par l'occasion d'un passager qui venoit à Londres pour ses affaires; & on nous dit que celle de l'échec souffert à l'île *Sullivan*, devant Charles-Town, & de l'abandon de l'entreprise, a été dépêchée par un exprès.

Me seroit-il permis, d'après ces différences assez bizarres, d'hasarder, en passant, mes conjectures sur les dispositions intérieures des deux Ministres auxquels ces diverses relations ont été adressées? L'extrait de celle du débarquement a été fait & donné par Milord Germaine, comme étant envoyée par le Général des Troupes. La plus récente est sortie des bureaux de Milord Sandwich, Ministre de la Marine. C'est celle sur laquelle on a le

plus médité, qu'on a tenu cachée trois jours, qu'on a jugée assez sérieuse & décisive pour être venue par un exprès. L'extrait semble déceler une ame profondément inquiète & confternée. Je parierois que Mil. Sandwich est intérieurement repentant d'avoir pu dire dans la Chambre des Pairs, que tous les Américains étoient des lâches qu'on réduiroit avec la plus grande facilité. Oui, ce Ministre parleroit sûrement aujourd'hui avec moins d'ardeur, à l'appui des voies coercitives.

Il ne doit pas en être de même du Ministre son collègue. Celui-ci reçoit la relation d'un débarquement par & simple sur une île presque déserte : dans le quart-d'heure même il la fait publier comme si son Général se fût mis en possession du poste le plus important, & par des prodiges d'habileté & de valeur. Parce que les Rebelles, épars dans l'île, s'en sont retirés, en emmenant avec eux les bestiaux, & jusqu'aux volailles ; tout a fui dès que l'armée a paru, & ainsi du reste. Et comme si ce premier avantage ne devoit que préparer à des succès bien plus glorieux, on dédaigne encore de déguiser que la nouvelle en est arrivée par un voyageur. Différemment affectés, ces Ministres ne pouvoient gueres agir uniformément en ces deux occasions, l'une & l'autre si peu agréables. D'ailleurs Mil. Germaine, dans une lettre du 25 Décembre, qui a été interceptée, avoit annoncé au Gouverneur de Maryland, l'expédition contre Charles Town, comme y met-

tant beaucoup de confiance ; & Milord Sandwich a déclaré, le 10 Mai, dans la Chambre des Pairs, qu'il ne falloit plus y compter, & que ce n'étoit pas lui qui l'avoit conseillée & dirigée.

Entamons la relation du Chevalier Parker. *La résolution ayant été prise de former une attaque sur Charles Town, dans la Caroline Méridionale* ( les préparatifs de cette expédition ont occupé le Ministère pendant tout l'hiver. L'armée qui a dû s'y trouver réunie, après avoir fait de grandes pertes, devoit être encore d'environ trois mille cinq cents hommes. L'escadre étoit composée de deux vaisseaux de 50 canons, de quatre de 28, de deux de 20, & de plusieurs brulots & bombardes : en tout 252 canons. Le sieur Martin, Gouverneur d'une Province voisine, n'avoit cessé de travailler à y former un puissant parti au Gouvernement. On assure enfin que l'expédition a été entreprise d'après les avis donnés l'année dernière par ce Gouverneur & par le Général Clinton.) *L'escadre appareilla du Cap Fear le premier Juin, & le 4 elle mouilla devant la barre de Charles Town. Le 5 je fis sonder cette barre & jeter des balises pour faciliter l'entrée du port. Le 7, toutes les frégates & les bâtimens de transport passerent sur la barre, par cinq brasses d'eau. Le 9, le général Clinton débarqua sur Long - Island avec quatre ou cinq cents hommes. Le 10, le Bristol, de cinquante canons, passa sur la barre, non sans peine. Le*

15, je distribuai aux Capitaines de l'escadre mes ordres pour l'attaque des batteries sur l'île de Sullivan ; & le 11, j'informai le général Clinton que les vaisseaux étoient prêts à agir. L'extrait de la Lettre du général Clinton porte que le Chevalier Parker & lui ayant eu avis que la forteresse élevée par les Rebelles sur l'île de Sullivan, qui est la clef du port de Charles Town, n'étoit pas encore achevée, ils avoient résolu de s'en emparer par un coup de main.

(L'île Sullivan forme un des côtés du canal de la rivière d'Ashley sur laquelle Charles Town est située. Le fort Sullivan est à deux bonnes lieues de cette ville. C'est une place régulière, défendue par dix neuf pièces de canon de 26 à 32. Vous avez vu tout à l'heure que le nombre des canons de l'escadre étoit de deux cents cinquante deux. A l'extrémité occidentale de l'île de Sullivan est une péninsule sur laquelle se trouve un autre fort. A l'Est de la forteresse principale, est un isthme ou col étroit, près duquel les Américains avoient placé une carcasse de bâtiment, chargée d'artillerie. Voilà quelles étoient les défenses que la flotte du Roi alloit attaquer & dont vous avez, Monsieur, donné un état assez juste sous la date du 11 Mars, p. 41 & suivantes, dans le premier volume de votre recueil.) Le général choisit le 23 Juin pour l'attaque combinée; mais le vent étant devenu contraire, elle ne put avoir lieu. Le 25, arriva l'EXPERIMENT.

de cinquante canons , & le lendemain 26 il passa sur la barre. On prit alors d'autres mesures pour l'attaque.

Le 28 , à neuf heures du matin , je fis connaître par un signal au général Clinton que j'allois commencer l'attaque. A dix heures & demie, je fis signal de lever l'ancre ; & à onze heures & un quart , le Bristol & l'Experiment , chacun de cinquante canons , l'Active & le Solebay de vingt-huit , s'avancerent & tirèrent sur le Fort. La bombarde le Thunder , couverte du vaisseau armé le Friendship , prit par le Nord-Ouest-quart-de-Nord , l'angle saillant du bastion de l'Est ; & le colonel James , ( qui depuis notre arrivée a montré le plus grand empressement pour nous servir de son mieux. ) ( Il est un de ceux qui se font vantés qu'ils réduiroient toute l'Amérique avec une poignée d'Anglois. ) Le colonel James envoya plusieurs bombes un peu avant & pendant le combat , dans une très-juste direction. Les vaisseaux la Syrene & l'Acteon , de vingt-huit canons , & le Sphinx de vingt , eurent ordre de se porter à la pointe occidentale pour empêcher les brulots ou d'autres bâtimens d'arriver sur les vaisseaux qui combattoient , & aussi pour enfiler les ouvrages , & pour couper la retraite aux Rebelles s'ils en étoient chassés. Cet ordre ne fut point exécuté , par l'ignorance du pilote qui échoua les trois frégates. ( Quoi ! dans un pays où le Gouvernement se flattoit d'avoir tant d'amis , il ne s'est pas trouvé un seul pilote côtier qui soit venu offrir ses services à l'escadre du Roi , pendant l'espace

de vingt-quatre jours qu'elle avoit déjà passés dans ce parage ! C'est à bon droit que milord Germaine a triomphé du débarquement à l'île de *Staten*. Le neuvième jour il étoit déjà venu à l'armée du Roi soixante déserteurs avec quelques armes , & on en attendoit ! .... Pour suivons.)

*Le Sphinx & la Syrene se releverent en quelques heures de tems , mais l'Acteon resta échoué jusqu'au lendemain 29 , que le Capitaine & les Officiers jugerent à propos de le percer & d'y mettre le feu. J'accordai un Conseil de guerre au Capitaine , aux Officiers & à l'Équipage. Le Conseil ne put que leur donner des éloges. Le sieur Hope , Capitaine du vaisseau armé le *Friendship* (c'est celui qui a apporté la nouvelle) s'est rendu aussi utile qu'il lui a été possible en cette occasion , & il mérite tout ce qu'on peut dire à sa louange. Pendant le tems que nous avons passé par le travers du fort , qui a été de près de dix heures , les vaisseaux ont fait la plus vive canonade , qui n'a cessé que par intervalles. Après deux heures de combat , nous eûmes le plaisir de voir que le feu des Rébelles se rallentissoit beaucoup. A plusieurs reprises le nôtre chassa du Fort un nombreux corps de Rébelles , mais ils étoient bientôt remplacés par d'autres qui venoient du continent. A trois heures & demie un renfort considérable , qui étoit venu de *Mont-plaisant* , pendit un homme à un arbre derriere le Fort ; & nous avons lieu de croire que le même parti s'étoit enfui une heure*



après , car le feu du fort cessa & il fut entièrement évacué pendant une heure & demie. Mais les Rebelles ayant vu que notre armée ne pouvoit point en prendre possession , une quantité considérable de peuple y rentra sur les six heures , & recommença le feu avec deux ou trois canons , le reste étant , à ce que je crois , démonté. Sur les neuf heures , comme la nuit étoit très-noire , qu'une grande partie de nos munitions étoit consommée , & notre monde excédé de fatigue , le reflux presque à sa fin , nul espoir du côté de l'Est ( ceci doit vouloir dire de la part de l'armée ) ni aucune possibilité de rendre de nouveaux services avec la flotte , je donnai ordre aux vaisseaux de retourner à leur premier mouillage.

Combinons la relation du Général avec cette partie de celle du Commandant de la Marine. M. Clinton a déjà dit , comme vous l'avez vu ci-dessus , qu'ils avoient résolu ensemble de réduire le fort Sullivan par un coup de main , sur l'avis qui leur avoit été donné que ce fort n'étoit point achevé , ni en état de défense. Il poursuit ainsi : & afin que l'armée pût agir de concert avec l'escadre , je débarquai mes troupes sur LONG-ISLAND qu'on m'avoit dit devoir communiquer avec l'île de Sullivan par un passage guéable aux basses eaux. Mais à mon grand déplaisir j'ai vu que ce gué qu'on assuroit n'être que de dix-huit pouces , avoit sept pieds de profondeur : ce qui a mis l'armée dans l'impossibilité de soutenir l'escadre dans l'at-

attaque du fort, comme je me l'étois proposé, & aussi efficacement que je le désirois, ainsi que les troupes à mes ordres.

Ainsi, Monsieur, non-seulement il ne leur est pas venu un pêcheur, pas un mouffe de la côte pour les piloter jusqu'à l'entrée du port; mais ils ont été trompés & sur l'état de la forteresse & sur la profondeur du gué, comme sur l'habileté & la valeur des Américains. S'il faut qu'ils le soient, dans la même proportion, qui est de 18 à 84, par-tout où il s'agira de débarquer; plus d'une évacuation, ou suivant le dire du Lord Suffolk, plus d'un changement de position, se fera encore avant que l'Amérique soit conquise. Quant à la forteresse, le Chevalier Parker s'est contenté de nous laisser juger, par la description du feu terrible & continuel de son escadre entière, ce que celui des batteries avoit dû être. Le fait est que cette forteresse, prétendue imparfaite, a répondu par une canonade si fière & si régulièrement servie, que le Bristol sur lequel se trouvoit le Chevalier Parker, a eu son mât d'artimon emporté, ainsi que la moitié de son grand mât, & que deux fois les boulets rouges y ont mis le feu. L'Expériment a été entièrement dégrée, ses bordages & ceux du Bristol ont été percés de plusieurs boulets & les pavillons emportés. Le mât de beaupré du Sphynx a été abattu. Tous les autres vaisseaux sont maltraités.

Je fais tels Anti-Bretons à Paris & en d'au-

tres lieux de la France , qui noteront sur leurs tablettes que parmi ce canon qui a si bien chauffé les vaisseaux Anglois devant l'île de Sullivan , il y a plusieurs pieces des vaisseaux l'*Alcide* & le *Lys* , pris sur les François en pleine paix , aux attéragés de l'Amérique , & que la province de la Caroline avoit obtenues du Gouvernement. On l'assure ici comme un fait très-certain & digne de remarque. Dans l'adversité , on est superstitieux ; & les Anglois , quoiqu'en général esprits forts , n'en sont pas plus exempts que d'autres. Reprenons la relation du Chevalier Parker.

Le *Bristol* a eu quarante hommes tués & blessés. L'*Expériment* vingt-trois tués , & cinquante-six blessés. L'*Active* , son Lieutenant le sieur *Pike* tué & six blessés. Le *Solebay* , huit hommes blessés. Pas un seul homme de tous ceux qui étoient à leur poste sur le tillac du *Bristol* au commencement de l'action n'a échappé ou aux blessures ou à la mort. Le sieur *Morris* , Capitaine de ce vaisseau a eu d'abord le bras emporté ; il a reçu ensuite plusieurs blessures , & il est mort depuis. Le Contre-Maitre a été blessé au bras droit , mais il ne le perdra pas. J'ai reçu moi-même plusieurs contusions en différens tems ; mais comme il n'y en a point qui soit accompagnée du moindre danger , ce n'est pas la peine d'en parler. Il cite encore plusieurs autres Officiers grièvement blessés , & parmi eux le Lord *William Campbell* ( c'est le Gouverneur de la Pro-

vince) qui avoit bien voulu, dit-il, se charger de quelques canons de la batterie d'en bas, & qui a reçu une contusion au côté gauche, dont cependant on n'appréhende aucunes fâcheuses suites.

Enfin il se loue beaucoup de la bonne volonté des matelots des bâtimens de transport, qui sont venus garnir le tillac des vaisseaux qui combattoient, quand on a sçu que les équipages avoient tant souffert qu'ils ne pouvoient plus faire le service. Tout ce ravage a été fait par le canon d'une forteresse qu'on avoit dit aux deux Généraux n'être pas achevée ni en état de défense, & pendant dix heures du combat le plus animé, par des gens qu'on a traité de poltrons en plein Parlement.

Il me reste un passage à rapporter de la relation du Commodore Parker; c'est celui où il fait ses excuses au Général, d'être obligé de parler de l'inaction de l'armée: endroit d'autant plus remarquable, qu'aujourd'hui on reproche au Général la mauvaise issue de cette expédition, au moins d'après ce qui a paru des deux lettres. Le Chevalier Parker avoit déjà dit tout ingénument: *Les rebelles voyant que notre armée ne pouvoit pas prendre possession du Fort; & ailleurs: comme je ne pouvois rien attendre du côté de l'Est, ce qui étoit un peu aigre pour l'armée.* Il continue en ces termes, qui n'étoient pas beaucoup plus menagés. *Leurs Seigneuries de l'Amirauté verront clairement par ce récit, que si les troupes avoient pu agir avec nous dans cette attaque, Sa*

*Majesté auroit été en possession de Sullivan. Voici le petit assaisonnement qu'il a pourtant crû devoir y joindre. Mais je supplie leurs Seigneuries de bien entendre ici ce que je veux dire, de peur qu'on n'imagine que je cherche à jeter le plus léger blâme sur notre armée. Je manquerois à mon honneur & à ma conscience, si j'hésitois à déclarer que la haute idée que j'ai des troupes de Sa Majesté, depuis le Général jusqu'au plus simple soldat, est telle, qu'au bout de plusieurs heures de combat, voyant que les troupes ne s'étoient point établies sur la pointe Nord de l'Isle de Sullivan, je reconnus pleinement que le débarquement étoit impraticable, & qu'en l'essayant, on auroit perdu beaucoup de braves gens sans la moindre apparence de succès; & ce sera ainsi, très-certainement, que la chose sera envisagée, d'après le compte qui sera rendu par le Général Clinton. Il laisse au Général le soin d'expliquer comme quoi le gué s'est trouvé de sept pieds, tandis qu'on lui avoit dit qu'il n'étoit que de dix huit pouces.*

Il me semble que ce devoit être entre neuf & dix du matin, & entre huit & neuf du soir que les eaux auroient été assez basses pour que le passage de Long-Island à l'Isle Sullivan fût guéable. Cela se rapporte avec ce que dit le Chevalier Parker, que sur les neuf heures du soir, le reflux étant presque fini, la nuit très-noire, & ne comptant plus sur l'armée, il avoit retourné à son mouillage. Serait-ce qu'il auroit prolongé l'action jusqu'au

soir , toujours dans la persuasion que le gué en question n'avoit que dix-huit pouces d'eau , ou que si le matin il avoit eu cinq pieds d'eau de plus , il auroit le soir cinq pouces de moins que les dix-huit ? Il falloit pour cela beaucoup compter sur les effets du vent. La vérité est , dit-on , que dans toute la fin de la journée , l'escadre avoit de trop peu les cinq pieds d'eau que le gué avoit de trop : c'est-à dire qu'elle étoit échouée , & que la seule frégate l'*Active* , en continuant son feu , préserva le reste de l'escadre du dernier malheur. Vous concevrez aisément que la perte des Américains a dû être peu considérable. On dit qu'elle n'est que de seize hommes tués , & environ vingt blessés.

Je ne vois pas trop ce que les Américains ont voulu donner à entendre par l'exécution qu'ils ont faite , en pendant un homme à un arbre aux yeux de toute la flotte. Il y a des gens ici qui prétendent que c'est un emblème qui signifioit que ce seroit ainsi qu'ils traiteroient Mylord tel ou tel , s'il tomboit entre leurs mains. Mais c'est leur supposer aussi bien de la malice. Je me contenterai d'une observation plus innocente. Si c'étoit une justice sérieuse , & que , par impossible , le pendu ait été celui qui avoit donné aux Généraux Anglois les plans & devis de la forteresse , & les sondes du canal d'Ashley & du gué de l'Isle de Sullivan, il faudroit avouer qu'on l'auroit traité avec bien de la rigueur.

Je finis, Monsieur, en vous faisant observer un rapport assez singulier entre les éloges que deux Commandans ont donnés aux troupes angloises, depuis l'ouverture de cette campagne. Le Chevalier Carleton a écrit à la Cour, que son armée auroit fait éclater les plus grandes preuves de fidélité & de valeur, si elle avoit pu joindre le corps d'Arnold à sa retraite de Sorel & de Montréal. Ici, le Chevalier Parker dit que l'armée auroit sûrement fait des merveilles, si elle eût pu passer un gué de sept pieds de profondeur. Il avoit encore à dire, si elle eût pu forcer un camp & de fortes redoutes dans l'Isle de Sullivan, d'où on rafraîchissoit de momens à autres, la valeureuse garnison du Fort, & qui recevoient des secours continuels de Charles Town par un pont de bateaux.

Après avoir suivi les deux Généraux dans le compte qu'ils ont rendu de l'importante journée du 28 Juin, à quinze ou dix-huit jours de distance de laquelle les vaisseaux ainsi maltraités, & l'armée ainsi victorieuse, seront partis pour l'Isle de Staten, arrêtons un moment notre attention sur quelques détails dont le souvenir mérite d'être conservé.

Le sieur Morris, Capitaine du vaisseau le Bristol, ayant les deux os de l'avant-bras cassés par un boulet ramé & une balle dans le cou, fut descendu au fond de cale, où il consentit à l'amputation qui fut faite aussitôt au-dessus du coude. Pendant l'opération, un boulet rouge, qui avoit percé les bordages, tua à ses côtés

deux aide-Chirurgiens , & bleffa l'Ecrivain. Après le mouvement que caufa cet événement , le Capitaine Morris voulut être potté fur le tillac pour y reprendre le commandement. On fe rendit à fes instances , & il combattit encore longtems , mais enfin un coup fatal l'étendit à terre. Comme il perdoit beaucoup de fang , & qu'on le voyoit prêt d'expirer , un Officier lui demanda s'il n'avoit rien à faire dire à fa famille. *Non* ; répond ce brave homme en fermant la paupière ; *Je la remets à la merci de Dieu & de mon pays.* Il a laiffé une femme encore jeune , plufieurs enfans & des neveux & nièces qu'il faisoit fubfifter tous , fur fa fimple paye de Capitaine.

Le fieur Pike , tué fur le vaiffeau l'*Active* , dont il étoit Lieutenant , eft encore un autre exemple à citer , pour fon héroïque fidélité à fes fentimens & à fon état. Il vivoit tranquille fur fa demi paye , avec une femme aimable & une jeune & nombreufe famille , dans les environs de Poole , du Comté de Dorfet. On agita dans le Comté , de préfenter au Roi une adrefse pour l'affurer du zèle de la Province de Dorfet dans la malheureufe guerre qu'on étoit forcé d'entreprendre. M. Pike , en ami fincere & chaud des Ministres , luttoit fortement contre le parti contraire , qui vouloit faire rejeter l'adrefse ; & quelques gens trop véhémens oferent , en l'apoftrophant , infulter au corps de la marine & aux troupes. Il leur échappa de dire que les matelots & les foldats Anglois étoient toujours  
prêts



prêts à se battre pour le Roi & pour la patrie, mais que dans cette querelle avec l'Amérique, il n'y en avoit pas un qui n'eût pris du service avec répugnance, & qui n'en convînt volontiers. Monsieur Pike courroucé de ce propos, se levant avec vivacité, s'écria au milieu de l'assemblée. » Je suis vieux, & mes cheveux ont blanchi au service de mon pays : je suis pere d'une jeune & nombreuse famille : parfaitement heureux dans la société de la meilleure des femmes : rien ne peut me forcer à reprendre du service ; mais la voix de l'honneur se fait entendre. Une race d'apostats ne seroit pas assez punie, si mon épée restoit dans le fourreau. Je me vois ici entouré de gens, qui au lieu d'aider & de soutenir leur Roi, cherchent à fomenter une odieuse rébellion, une opposition marquée du sceau de la plus noire ingratitude. Je pars. « Son noble courroux ne lui permit pas d'en dire davantage ; il prit sur le champ la route de Londres, où il ne lui fut pas difficile d'obtenir du Lord Sandwich l'emploi dans lequel il a fini si glorieusement. Que de regrets la Nation Angloise & l'humanité même ne doit-elle pas donner à la perte d'un *Morris* & d'un *Pike* & de tant d'autres qui, dans les deux partis, ont versé leur sang pour une querelle d'où il est démontré que la Grande Bretagne, même avec les plus glorieux succès, ne peut pas retirer le moindre avantage !

Des Lettres arrivées de l'Escadre, portent que les vaisseaux ont laissé Charles Town, le  
N<sup>o</sup>. VIII. F

16 Juillet , dans le plus piteux délabrement , criblés , mutilés , éreintés , éclopés , éventrés , & à tous égards hors d'état de servir ; de sorte qu'à leur arrivée à l'île de Staten , ils seront tout aussi peu utiles aux troupes , que les troupes le leur ont été peu à l'île Sullivan. Suivant les mêmes Lettres , il faisoit une chaleur excessive lors du départ des vaisseaux & le scorbut étoit dans l'armée. Que peut opérer la réunion de l'escadre de Parker à celle de Shuldam , si ce n'est de grossir l'hôpital du Général Howe , & de porter la terreur & le découragement dans ses troupes ? Quelle confiance une armée qui a manqué un débarquement inspirera-t-elle à une armée qui va en tenter un ? Lorsque les troupes réglées de Braddock eurent été défaites , en 1755 , par les milices Canadiennes , on les tint long-tems à une certaine distance des autres corps , que les recits de leur désastre auroient pu effrayer ; & on fit sagement. Représentez - vous d'un autre côté les Américains triomphans , qui , par essaims nombreux , sont partis aussitôt pour les autres provinces menacées d'une descente. Par l'arrivée de chaque Soldat vainqueur , une armée s'augmente de cent hommes. C'est-là ce qu'on peut appeller des renforts , nom qui ne convient guere à des troupes humiliées par une honteuse retraite , ou fatiguées par une navigation de plus de trois mois.

Lorsque les troupes du Roi se sont re-

tirées , les Américains ont élevé sur la Forteresse une perche au bout de laquelle flotloit un mouchoir teint de sang , surmonté d'un chapeau blanc ou bonnet de liberté. Il se débite aussi , sans doute d'après les mêmes Lettres , que cette expédition n'avoit point l'approbation du Lord Cornwallis , Commandant en second , qui a été un des cinq Lords qui ont voté contre le Bill de taxation pour l'Amérique. Il lui répugnoit de voir exécuter le projet barbare de la soumettre par le fer & par le feu ; & il n'avoit cessé d'insister pour qu'on épuisât auparavant tous les moyens de douceur , & qu'on essayât de réussir par la négociation. Le Chevalier Parker ne participoit sans doute à aucun de ces merveilleux pouvoirs dont on a dit que l'Amiral Howe étoit porteur ; car il ne paroît point , dans sa dépêche , qu'il ait fait précéder son attaque d'aucune proposition conciliatoire , ni en son nom , ni de la part du Commandant & Plénipotentiaire général. On fait seulement , par d'autres lettres , que le 5 Juin , il publia , de dessus son bord , un proclamation pour offrir le pardon en retour d'une soumission indéfinie. C'est donc un parti pris de faire de l'Amérique un vaste désert , & de la rendre aux Sauvages & aux bêtes féroces ses premiers possesseurs ? Le parti des Ministres se contente de dire , que l'expédition a été mal menée , & qu'au surplus elle n'entroit point dans le plan principal.

Le Lord Cornwallis a , dit-on , reçu à la

main une blessure légère d'un éclat de bois, à bord des vaisseaux où il étoit venu de l'armée, dont son Régiment, le 33<sup>me</sup>, faisoit partie. Cette armée étoit composée des 15<sup>me</sup> 33<sup>me</sup> 37<sup>me</sup> 54<sup>me</sup> & 57<sup>me</sup> Régimens, & de deux Compagnies d'Artillerie, formant, avec trois cens soldats de marine, le nombre de 3695 hommes. On dit que le Général Lée, en personne, commandoit dans le Fort Sullivan, qui a fait une si belle & si vigoureuse défense.

Permettez-moi une dernière observation. Voilà déjà deux débarquemens exécutés : tous deux sur des isles. N'est-ce pas marquer bien clairement que l'on craint la désertion, quoiqu'on ait affecté tant de sécurité à cet égard ? Il est très-certain que les Américains de New-York ont fait passer des émissaires dans l'isle de Staten, qui ont distribué aux troupes des billets imprimés où étoient décrits tous les avantages promis aux déserteurs. Ces émissaires n'ont point été arrêtés, & ils sont repartis comme ils étoient venus.

A cet endroit - ci de ma lettre, Monsieur, croyant n'avoir plus rien à dire sur l'affaire du 28 Juin, j'ai quitté la plume pour prendre un moment de dissipation, & mes pas se sont tournés vers la Bourse. A peine j'y étois arrivé que je me vois entouré & pressé par une foule nombreuse. Je n'ai point eu peur, parce que tous ces gens-là paroissoient fort contens de me voir & de me tenir au milieu d'eux. Ils crioient tous à la fois ; mais en me

bouchant les oreilles je leur ai fait comprendre que je ne les écouterois que chacun à leur tour : bref , un d'eux m'a dit d'un ton fort posé. M. vous êtes François. — Je le suis. — Vous savez votre langue. — S'il n'y avoit pas si long-tems que j'ai l'honneur de vivre parmi vous , Messieurs , je pourrois la savoir un peu mieux. — Mais au moins c'est celle dans laquelle vous saisissez le plus aisément le sens naturel des mots. — Cela doit être. — Le Harangueur me présente aussi tôt la gazette de la Cour , & du doigt me montrant l'extrait de la lettre du Général Clinton , il conduit ma vue à ces mots *coup de main* écrits en François dans cette feuille Angloise. — Vous voyez cela, dit-il , expliquez-nous ce que vous entendez par cette expression. — J'entendrois *une attaque vigoureuse & soudaine*. — Quoi , Monsieur , une attaque soudaine ? Remettez-vous ; recueillez vos idées. — Je les recueillerois jusqu'à demain , que je dirois toujours la même chose. Un grand éclat de rire part de la foule. — Il poursuit. Vous m'allez faire perdre cinquante guinées. — J'en suis très-faché. — Mais avez-vous remarqué toutes les dates dont cette relation est chargée ?

On arrive le 4 Juillet devant Charles-Town : on fonde la barre le 5 : on passe la barre le 7 : les troupes débarquent le 9 : le Bristol passe la barre le 10 : on fait les dispositions pour l'attaque des batteries le 15 : on informe de tout le Général le 16. Le 23 , sept jours après

le Général envoie dire qu'il est en état : le vent change : le 25 l'Expériment arrive & passe la barre : les dispositions changent ; enfin l'attaque se fait le 28 ; Et vous prétendez que le mot coup de main signifie une attaque *soudaine*. Je maintiens , moi , d'après cette gazette , que *coup de main* veut dire une attaque filée pendant vingt-quatre jours ; & je ne payerai les cinquante guinées qu'après la réponse d'un aspirant à l'Académie Française à qui je vais écrire. On a ri encore , & mon homme s'est retiré avec humeur de la foule , où on a continué à raisonner sur l'affaire du 28 Juin. Les uns disoient que pendant cet espace d'une heure & demie que le Fort ne tiroit plus , & qu'il paroissoit évacué ; si le Général Clinton eût mis des troupes à terre , avec les seules chaloupes des bâtimens de transport , sous la protection du feu des vaisseaux , il auroit pu emporter la place. D'autres répondoient , que c'étoit ce que les Américains du Fort auroient désiré , parce que le silence de leurs batteries & leur fuite apparente étoient une feinte pour engager Clin. on à débarquer. J'en ai entendu qui trouvoient étrange que M. Clinton , après être resté dix neuf jours sur Long-Island , ne se fût apperçu , qu'au moment de passer le gué , qu'il étoit impassable ; & que le Gouverneur qui étoit sur l'escadre , & qui est Capitaine de vaisseau , n'en eût lui-même rien su. Quelques uns assuroient que les troupes de Clinton étoient à demi-ration depuis le premier Mai.

Tous en général convenoient que cette défense du fort Sullivan faisoit le plus grand honneur au génie & à l'activité des habitans de la Caroline, d'autant plus qu'avant cette guerre leurs places tomboient de tous côtés, qu'elles avoient été renversées par des inondations, & qu'en 1740 toute la ville de Charles-Town a été détruite par le feu.

Que pouvons-nous dire des autres pays où les troupes Angloises & Allemandes portent la guerre? Le public ne fait rien de ce qui s'y est passé depuis quelque tems. Il lui est libre de se persuader que le Général Burgoyne pousse toujours devant lui l'armée rebelle, & que bientôt il donnera la main aux armées des freres Howe dans la Nouvelle-York; ou s'il n'a pas une foi assez robuste pour croire à des progrès si rapides, rien ne l'empêche d'imaginer que ce Général est fort embarrassé de sa personne & de son armée, & qu'il retournera prendre ses quartiers d'hiver & jouer la comédie à Montréal; les Américains ne lui ayant laissé aucun poste qu'il puisse occuper sur les lacs, & où il soit possible seulement de donner les marionnettes.

Quant à l'Amiral Howe, qui étoit parti d'Angleterre le 12 Mai, & qui est arrivé le 23 Juin à Halifax, où ni les Hessois ni lui n'ont débarqué; il est clair que sa jonction avec le Général son frere ne se fera faite que très-tard, puisque la Cour n'en a rien annoncé jusqu'à ce jour 3 Septembre Les Hessois, suivant

le calcul que je vous ai déjà fait, auront été plus de trois mois à bord, sans se rafraîchir nulle part, s'il est vrai qu'ils ne soient point descendus à Halifax. Ils seront arrivés à l'Isle de *Staten* au milieu des chaleurs excessives, & on verra ce qu'ils auront été capables de faire. Il s'est débité ici à plusieurs reprises, que cette jonction s'étoit faite, & que le débarquement s'étoit effectué, mais avec un si grand carnage de part & d'autre, que la Cour hésitoit encore à en laisser parvenir la nouvelle au public. Ces bruits ne se sont point soutenus; & aucun mouvement des fonds n'a indiqué qu'il fût arrivé de ce côté-là des nouvelles qui, telles qu'elles pussent être, seroient décisives. On est toujours persuadé que si le mois d'Août ne voit pas terminer cette affaire, il faudra que les troupes cherchent des quartiers au 15 Septembre, tems où commenceront les brouillards. On doute que jusques-là elles puissent rester à l'Isle *Staten*, dont l'air est tellement mal sain, que les habitans de New-York, qui y ont quelques Bastides, ne manquent jamais de les quitter au mois d'Août, dans la crainte de gagner les fievres. Il n'est pas possible au reste, qu'il se passe encore huit jours avant qu'on ait des nouvelles de New-York. En attendant, les corsaires américains continuent à désoler le commerce des Isles Angloises. Ils viennent insulter leurs ennemis jusques sur leurs côtes en Europe. Encore quelques mois, & ils oseront peut être, comme les Hol-



landois, & sous la conduite d'un nouveau Ruyter, porter la torche au milieu des flottes angloises, jusques dans la Tamise. Les vaisseaux de la Jamaïque, enlevés par l'escadre de Hopkins, se sont vendus à la Virginie avec leurs cargaisons. La part de chaque armateur a été, dit-on, de cinq mille liv. sterl., & celle de chaque Matelot de 500 liv. Ce succès a inspiré l'ardeur de la course à une infinité d'autres qui se hâtent d'armer pour faire d'aussi bons coups. Il y a des gens qui soupçonnent de l'intelligence entre les Marchands & les Américains : car il faut que la denrée arrive au consommateur, malgré les prohibitions & les guerres. C'est une vérité d'Euclide dans le commerce.

Un bruit commence à se répandre, Monsieur, que l'Avocat général rendra plainte contre les Gazetiers qui ont imprimé l'acte d'indépendance, passé le 4 Juillet par le grand Congrès. Si cela arrive, il y a apparence qu'ils ne manqueront point de défenseurs. Les attaquera-t-on sur tous les griefs allégués contre l'administration du Roi? Ils auront à répondre que depuis quatre ans, il n'y en a pas un qui n'ait été réimprimé cinq cents fois dans tous les écrits publics; & cela est si vrai, que plusieurs papiers Anglois, qui ont donné cette même piece, en ont retranché les griefs, en observant que ce n'étoit qu'une répétition de ce que l'on avoit vu dans les remontrances tant réitérées des Co:

lonies. Leur fera-t-on un crime de la hardiesse des principes? Ce seroit relativement ou à la Royauté en général, ou à la Souveraineté de George III. en particulier. Quant aux droits généraux des Souverains, on a admiré au contraire la sagesse avec laquelle cet article y a été traité. On a sù gré à des peuples, qui rompoient le lien le plus fort de la société humaine, & dans un moment où leur désespoir auroit pû leur faire oublier tous les égards, d'avoir mis en avant leur respect pour les opinions du reste des hommes; que par là même, ils invitent à les chérir. On a applaudi à la vérité de cette maxime, si précieuse au repos général, *que la prudence veut qu'on ne change pas pour des causes frivoles ou passageres, des Gouvernemens établis depuis longtems, & que les hommes se résignent plus volontiers à souffrir, tant que les maux son supportables, qu'ils ne se décident à se faire justice eux-mêmes par l'abolition d'un Gouvernement auquel ils étoient habitués.* Le Congrès a dit que tous les hommes avoient été créés égaux. C'est une vérité constante, & que dans toutes les religions on ne cesse de leur prêcher. Il a établi qu'il y avoit certains droits inaliénables; dont le Créateur a doué les hommes: *objets primitifs de l'institution des gouvernemens; & que dès qu'une forme de gouvernement tendoit à les détruire, le peuple avoit le droit de la modifier ou de l'abolir.* De ces objets, au nombre

de trois, il y en a deux, la vie ou l'existence, & le bien-être, c'est-à-dire, l'usage de l'existence par rapport auxquels l'intérêt propre des Souverains justifie l'affertion du Congrès, en les mettant dans l'heureuse impossibilité d'ôter arbitrairement l'être ou le bien-être. En effet, point de Sujets, point de Rois; point de propriétés, point de trônes. Jusques-là le Congrès n'a donc avancé qu'une maxime strictement vraie, quoiqu'applicable au seul cas où il croit se trouver & dont l'espèce ne sauroit être commune aux autres constitutions. Le troisième objet c'est la liberté qui est différemment modifiée chez les diverses nations. Plus d'une ne voudroient pas ou n'ont pas voulu de la liberté que les Anglois prétendent avoir; & dans la vue de leur plus grand bonheur, elles ont remis même la portion qui leur en restoit à la discrétion entière de leurs Souverains. Ainsi, quant à la liberté, l'axiome du Congrès ne regarde pas plus ces peuples-là, que d'autres points physiques ou moraux qui sont particuliers à la nation Angloise.

Je vois encore cette affertion dans l'acte du Congrès, *que l'autorité législative ne pouvant point s'anéantir, elle remonte vers sa source qui est le peuple, pour être par lui exercée.* Mais loin qu'on puisse y rien blâmer, on y reconnoît cette maxime fondamentale de tous les gouvernemens, que la première obligation des Souverains envers leurs sujets, c'est la justice;

& elle ne peut qu'augmenter le respect & l'amour des peuples pour les Tribunaux à qui ce devoir sacré est délégué. Le droit à la justice est inséparable du droit à l'usage de l'existence. Le Congrès n'a donc rien dit dans cet acte qui porte la moindre atteinte aux droits de la souveraineté en général,

Si c'est celle de George III en particulier, que l'on croit offensée; on demandera quelle raison attire l'animadversion de la Partie publique sur l'acte du Congrès du 4 Juillet, plutôt que sur ceux de la Virginie, de la Caroline, &c. & sur celui de Rhode-Island du mois de Mai, qui a supprimé les loix portées pour faire reconnoître l'autorité de George III, & qui a ordonné de substituer à son nom dans tous les actes, le nom du Congrès? Pourquoi a-t-on laissé passer ces occasions de punir la témérité insolente des imprimeurs ou de ceux qui les font agir? N'est-ce pas une sorte d'acquiescement dont il seroit injuste de les rendre responsables?

Il se débite qu'on les attaquera tout simplement, sur ce qu'ils ont osé apprendre à l'Angleterre & à l'univers, que l'Amérique s'étoit rendue indépendante. Quoi! on leur fera un crime d'avoir annoncé l'accomplissement d'une prédiction de M. Tucker, Doyen de Glocester, qui écrivant pour la Cour, a démontré que la séparation étoit inévitable, & que le commerce de l'Amérique n'étoit point un avantage: & de milord Mansfield, qui

embrassant cette opinion ; en a conclu aux mesures de rigueur qu'il convenoit de prendre pour conserver l'Amérique ? Mais bien plus, c'est la gazette de la Cour, qui la première a annoncé le fait, en publiant la lettre du général Howe du 7 Juillet. Pourquoi cette gazette, elle-même, ne l'a-t-elle point laissé à part avec les autres passages de cette lettre, qui ne se sont point trouvés dans l'extrait ?

Dira-t-on que l'on a droit d'appréhender que la lecture de cet acte en Angleterre ne fasse des prosélytes aux Américains ? Une pareille crainte seroit fondée, si c'étoit un manifeste du Prétendant ; & personne n'auroit eu rien à dire, si en 1715 ou 1745 on eût puni un imprimeur qui auroit poussé jusques-là le zèle du jacobitisme. On lui seroit encore moins de grace aujourd'hui, par un effet de la juste affection des peuples Anglois pour le premier Roi, né leur compatriote, qu'ils aient eu depuis près d'un siècle. Il est vrai que par cette raison là même, il étoit moins fait qu'un autre pour souffrir les dégoûts d'un pareil démembrement, & les fâcheuses suites qui pourront en résulter. Mais qui sait après tout si ce ne sera point cet acte précisément qui lui fera conserver l'Amérique ? M. Adams nous a dit dans le Sens commun, *qu'il y avoit dix fois plus à craindre d'une mauvaise réconciliation que d'un acte d'indépendance : qu'un pareil acte étoit la voie la plus courte pour*

*l'arrangement des affaires. ... que la séparation étoit le seul état dans lequel les Colonies pussent traiter avec la Grande-Bretagne, dont l'orgueil seroit moins choqué de négocier pour la paix avec les Etats Américains, que pour un accommodement avec ceux qu'elle appelle des sujets rebelles.* Il n'est point hors de possibilité : il est plutôt dans la vraisemblance, que l'acte du 4 Juillet amène une si désirable révolution. Tel peut avoir été le raisonnement des Imprimeurs, qui l'ont fait connoître au public. Il auront cru, en bons citoyens, que rien ne pouvoit être plus agréable à leur nation, que la lecture d'une pièce, qui plus que tout autre événement, peut avoir pour effet direct la fin des maux actuels & le retour heureux de la paix : qui peut inspirer au Parlement Anglois plus de modération, pour ne pas occasionner de nouveaux soulèvemens & faire jouir la clémence du Souverain du doux plaisir de les pardonner. En effet, cet événement a fait hausser les fonds, ainsi que l'échec du 28 Juin : les désastres aujourd'hui sont des faveurs du Ciel, s'ils peuvent amener la paix.

Il a été rendu une plainte, d'une nature bien différente, le 15 Aôût, dans la ville de Lincoln, par des marchands d'images, contre des Officiers du soixante neuvième régiment d'infanterie, qui y est en garnison. Un Lieutenant, nommé Mackintosh, entre dans la boutique du nommé William Woods,

détache une gravure du général Putnam, la met en pieces, en paye la valeur & s'en va. Une demie-heure après il revient, & voyant une nouvelle gravure du même Général qui remplaçoit la premiere, il l'arrache & la déchire encore, mais sans vouloir la payer : jurant que si on continuoit à en exposer de semblables, il passeroit son épée par les vitres de la boutique & briseroit tout. Cela s'étoit passé le 3 Août : le lundi suivant, autre expédition, dans la boutique de la nommée Drummond, par cinq Officiers que conduisoit le Lieutenant Hockshaw. Il arrache le portrait du général Lée, lui coupe la tête avec son épée & ne paye rien. La troupe entiere, jure avec d'horribles imprécations, que s'ils voient encore ces portraits de Rebelles exposés aux boutiques, ils enverront tout faccager par leurs soldats. On mande que cette affaire pourra s'arranger, mais pour de l'argent, car le privilége de ces Marchands est parlementaire. Le public s'est toujours vengé par des sarcasmes. Le lendemain le poteau de la Justice étoit couvert de placards en l'honneur de Putnam & de Lée, contre les Iconoclastes, les Don-Quichotes les Hùdibras, qui avoient remporté une victoire si facile sur des Généraux de papier.

J'ai l'honneur d'être, &c.

*P. S. Du 6 Septembre. J'ai différé l'expédi-*

tion de ma Lettre, croyant toujours qu'il arriveroit des nouvelles de l'Isle de Staten. Il est inconcevable que le Gouvernement ignore encore si le lord Howe & les Hessois ont joint devant New-York l'armée d'Halifax. On en augure ou que les nouvelles de ces armées sont très mauvaises ou que les premières qui arriveront seront celles de la conclusion de la paix. Il circule ici une Lettre d'un Officier de l'armée d'Halifax, dattée de l'Isle Staten le 12 Juillet. Il fait la peinture la plus effrayante des forces & des retranchemens qui garnissent par tout les côtes. Il dit que les troupes du Roi meurent par cinquantaines, de la dyssenterie & des fievres, ainsi que des mauvaises nourritures & des fatigues du service; & que les billets qui ont été distribués dans l'armée pour susciter la désertion, avoient été apportés par les soixante déserteurs qui n'étoient que les émissaires secrets des Américains, & qu'on n'a pas pû en retrouver un seul.

On prétend aujourd'hui qu'il sera tenu un Conseil de guerre sur l'affaire de l'Isle Sullivan, & que le Général Clinton va être rappelé, s'il ne l'est déjà. Le seizième article du Code militaire, sur lequel fut condamné l'Amiral Byng, *pour n'avoir pas fait tout ce qu'il auroit pu faire*, donne une juste inquiétude à tous les amis de cet Officier. Ils répandent dans le public qu'il y a eu sûrement quelque action dont la Cour n'a point jugé à propos qu'on fût informé, & qu'ils sont même certains que les

Américains



Américains ont fait plusieurs prisonniers de l'armée de Clinton ; que quant au gué de Sullivan, il étoit plus ou moins profond, selon que le vent souffloit de la côte ou de la mer, & que la côte opposée étoit garnie d'une batterie qui auroit rendu impossible le débarquement.

Mais voici Monsieur, quelque chose de plus certain. Un homme digne de foi, m'envoie dans l'instant les divers passages de la lettre du général Clinton que la gazette a omis dans son extrait. Apparemment que le Général a eu la précaution d'en faire passer une copie à ses amis ; & cette copie circule dans la ville. Il avoit offert au chevalier Parker deux régimens, que l'escadre auroit mis à terre, si son feu parvenoit à faire taire les batteries du fort. Le chevalier Parker avoit refusé ce secours, en disant qu'il avoit trois cents soldats de marine, qu'il débarqueroit, si cela lui paroïssoit nécessaire, & qu'il en vît le moment. Le gué de Sullivan étoit commandé par une batterie de quatre canons ; & comme il n'avoit qu'un seul bateau plat, les hommes qu'il auroit passés auroient été écharpés avant qu'il eût pu leur envoyer du renfort. S'il eût tenté le débarquement dans un autre endroit pour éviter cette batterie, les troupes auroient été jusqu'au cou dans l'eau, au sortir du bateau. pour remonter une crique qui étoit toute bordée de mousqueterie. Il avoit demandé à faire la descente sur le continent, promettant de

marcher droit à Charles-Town. Enfin les frégates qui ont échoué, alloient prendre leurs postes pour couvrir ce débarquement sur le continent ». Voilà ce que l'on publie de la lettre de ce général avec un défi au Ministre de la donner en sa totalité. D'autres lettres parlent d'une action du 14 Juillet, dans laquelle les Américains ont remporté un avantage considérable sur l'armée du Roi, en attaquant l'arrière-garde au moment de l'embarquement, & ont emmené un grand nombre de prisonniers. Ces lettres ont échappé, dit-on, aux rigoureuses recherches que les Ministres ont fait faire sur le vaisseau le *Ranger*, expédié le 16 Juillet par le chevalier Parker.

On assure aussi que dans sa lettre au Secrétaire de l'Amirauté, le chevalier Parker insiste beaucoup sur la bravoure & l'intrépidité des Américains, en observant, que d'après ce qu'il en a vu dans les parties les plus foibles du continent, il n' imagine point que l'on puisse réussir dans le projet de conquérir l'Amérique. Il conseille au Ministère d'abandonner une entreprise aussi ruineuse. Tout cela n'a point paru par l'extrait de sa lettre. Aussi quoiqu'elle fût arrivée le 21 Août, elle n'a été donnée que le 24. On dit qu'une des premières demandes que fera le parti de l'opposition, à la rentrée du Parlement, sera la communication de toutes ces lettres & dépêches en leur entier & en original.

M. Eden, Gouverneur de la Colonie de Maryland, Province mitoyenne à la Pensylvanie & à la Virginie, est arrivé hier de cette dernière Province, d'où il a appareillé le 6 Août. Tout ce qui transpire, c'est que le 17 Juillet l'amiral Howe n'avoit pas encore joint son frère à l'île de Staten. Quand cette réunion se fera-t-elle faite? C'est ce qu'on saura peut-être l'année prochaine. Ce qu'il y a de certain c'est que la traversée de New-York à Portsmouth en Angleterre, est très-communément de vingt-un jours dans la belle saison. Est-il probable que les Ministres n'en aient pas reçu de nouvelle du 8 ou même du 10 Août? Ils nous laissent encore sur celles du 8 Juillet: le bruit court que le lord Dunmore a beaucoup souffert d'un ouragan, & que les Américains se sont emparés d'une forte frégate de son escadre. Ce Gouverneur de la Virginie a encore changé sa position: il étoit à l'île de Guin, dans la baie de Chésapeak, il a été forcé de l'évacuer & de se porter à l'île George, de la rivière Potomack. Le colonel Maclean vient d'arriver du Canada d'où il est parti le 28 Juillet, Burgoyne étoit encore à Chambly avec six mille Anglois & deux mille Allemands, attendant que les bateaux fussent en état d'être lancés; & on ne les promettoit que pour le premier Septembre. Les Américains étoient retranchés à la pointe de la Couronne, & ils avoient quatre bateaux, armés de pièces de neuf, sur

le lac du St. Sacrement, où ils attendoient des renforts, qui en effet leur ont été envoyés.

Le général Carleton a écrit que s'il ne recevoit pas d'Europe, avant les gelées, d'abondantes provisions, les armées Angloises dans le Canada périroient de besoin, parce qu'une grande partie des Sauvages se sont retournés contre les troupes du Roi, & qu'ils arrêtent les subsistances de Quebec. La dissension s'est mise dans le corps des Officiers, à l'occasion d'une promotion, & le colonel Maclean est revenu mécontent lui-même de ce qu'on n'a point voulu donner de rang dans l'armée au corps qu'il a levé & qu'il commandoit. On tient ces détails de l'équipage du vaisseau sur lequel il est revenu.

Le Congrès a rappelé, par une proclamation, tous les sujets Américains qui ont passé dans d'autres pays, sous peine de confiscation de leurs biens. Cette nouvelle est arrivée par la Hollande, d'où on mande aussi que l'amiral Howe a certainement joint son frere, ainsi que le chef d'escadre Hotham avec les Hessois : qu'il y avoit une négociation ouverte entre les plénipotentiaires Anglois & les Américains; & que le 28 Juillet il n'y avoit encore rien de terminé.

Dans cet état des choses, Monsieur, on ne peut assez admirer la sécurité de ceux qui passent pour être au timon des affaires. Trois d'entr'eux son partis pour les eaux de Spa : trois sont allés tirer des perdreaux à quelques

## ET DE L'AMÉRIQUE. 101

lieues de Londres. Il y en a un dans une de ses terres où il fait pêcher un étang : un autre est en partie de plaisir du côté de l'Ouest ; le seul M. Cornwall est resté à Londres pour faire aller les expéditions des Bureaux, & pour envoyer des couriers aux Secrétaires d'Etat, s'il arrive quelque nouvelle importante. Il y a ici des esprits mal tournés qui disent que cette dispersion vient moins de la sécurité que de la peur.

## E R R A T A.

N<sup>o</sup> VII, la date de la Lettre du Banquier doit être le 16 Août au lieu du 16 Juin.

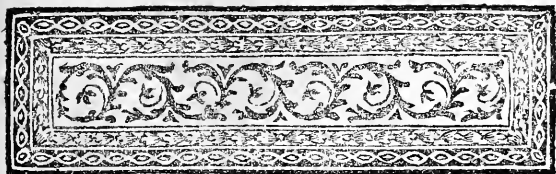
1000

1. The first part of the document is a list of names and titles, including "The Hon. Mr. Justice" and "The Hon. Mr. Justice".









# AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

*Le Lord George Cavendish.*

**D**ES le commencement de cette affaire, toutes les opérations de la Chambre ont porté sur de fausses informations. L'objet de cette conduite étoit d'engager insensiblement la nation dans la guerre. Ce point emporté, le Ministère n'a plus donné à la Chambre aucune espèce d'avis. On a reconnu que l'information étoit *fausse*, ou pour me servir des termes plus *modérés* de l'administration, que le Gouvernement avoit été trompé. Mais il n'en est pas moins vrai qu'on a employé l'artifice pour mettre les armes à la main de la nation : que les premiers coups une fois portés, il a été trop tard pour reculer ; & que depuis ce moment les Ministres n'ont pas communiqué un seul papier relatif à la conduite de la guerre. Cependant milord North, avec cet air de confiance qui n'appartient qu'à lui, vient tous les jours faire

6 Mai.

N<sup>o</sup>. IX.

A

## 2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

6 Mai. à la Chambre des propositions dont le succès ne lui donne pas la moindre inquiétude. Il seroit difficile sans doute de deviner quel peut être le motif d'une aussi étrange sécurité, à moins qu'il ne la tire de la certitude où l'on est que sous son administration il en a coûté vingt millions pour perdre tout l'empire Britannique dans l'espace de onze mois, c'est-à-dire, depuis l'époque de la défaite à *Lexington*, jusqu'à celle du célèbre embarquement qui est le sujet des débats actuels.

*M. Byng.*

Il convient que le public soit informé de ce qui se passe en Amérique & de l'emploi de son argent. En supposant qu'il y ait des prétextes pour lui refuser la connoissance des plans d'opérations futures, il n'y en a aucun pour cacher au Parlement celles qui sont déjà faites.

*Le Chevalier George Younge.*

Il est impossible que les conséquences de la guerre actuelle n'entraînent la destruction de l'empire. Dans quelques mains que soient les affaires, l'événement seroit douteux ; mais avec les Ministres que nous avons, la ruine de la nation & la perte de l'Amérique, sont deux calamités inévitables.

*M. Hartley.*

On voit par l'ouvrage publié depuis peu à Philadelphie, & intitulé le *Sens commun*, que les Américains sont aussi éloignés de prétendre à l'indépendance, à moins qu'ils n'y soient forcés par la nécessité, qu'ils sont déterminés à ne jamais se soumettre à la taxation du Parlement Britannique. Il est absurde de supposer que l'Amérique exige d'autres conditions que la reconnaissance & garantie des droits dont elle jouissoit avant l'année 1763. Au surplus, malgré toutes les assertions de milord North, je maintiens que le général Howe a été *chassé* de Boston, & que la

6 Mai.

crainte de voir toute son armée taillée en pièces ou prisonnière de guerre, est le seul motif qui a pu le déterminer à une retraite aussi précipitée & aussi imprévue. La liaison intime qui unissoit les deux Empires, vient enfin d'être rompue par des opérations aussi contraires à la politique qu'à l'humanité. Il est vraisemblable que l'Amérique est perdue pour jamais ; cependant si l'on savoit le secret des Ministres sur l'état des choses, peut être cette connoissance laisseroit elle encore quelque espoir de recouvrer cet Empire, pourvu qu'on remit en d'autres mains le timon des affaires.

*M. Burke.*

Sans la haute opinion que j'ai de l'intégrité de milord North & des Ministres ses collègues, je serois tenté de croire qu'ils sont secrètement attachés aux intérêts de l'Amérique, & qu'ils se sont laissés corrompre pour trahir l'honneur & la réputation des armes de la Grande-Bretagne. En effet, depuis le premier embarquement des troupes en Irlande jusqu'au moment actuel, on n'a pas fait une seule démarche, on n'a pas pris une seule mesure qui n'ait tendu à notre ruine & à l'indépendance des Colonies. Le lord North a déclaré que son intention n'avoit point été d'altérer en aucune manière la vérité des faits dans le détail qui en a été donné dans la gazette de Londres. Mais il n'étoit pas possible de les déguiser ces faits, car quoique les dépenses extraordinaires pour huit mille hommes de troupes à Boston, dans le cours d'une année, aient monté à un million & demi, c'est-à-dire, environ deux cens livres sterl. par homme, pour du bœuf salé & du chou croute, je ne crains pas d'affirmer qu'il étoit impossible aux troupes de rester dix jours de plus dans cette ville, à moins que le ciel ne fit pleuvoir sur eux la mâne & les caillies. C'est vraisemblablement dans cette espérance que les troupes se sont embarquées pour Halifax, ce beau pays où coulent des ruisseaux de miel & de lait.

#### 4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

6 Mai.

*M. Ellis.*

Je me déclare contre la motion & j'appuie tout ce qui a été avancé par le lord North. » L'opération présentée aujourd'hui comme un effet de la nécessité, est l'exécution d'une résolution prise il y a déjà assez long-tems ; & ce n'est qu'une partie du plan des opérations militaires de la campagne ».

*M. Littleton.*

Je me déclare pareillement contre la motion & je soutiens que toute communication de dépêches seroit on ne peut pas plus déplacée dans la situation critique où se trouvent les affaires.

*Le Général Conway.*

Les armes Britanniques n'ont fait jusqu'ici qu'effuyer des disgraces : les conseils de la Grande-Bretagne sont tombés dans le mépris ; l'honneur de la nation est profondément blessé. La conduite de l'administration me paroît blâmable en tous points. Les troupes destinées pour la conquête de l'Amérique, sont encore actuellement dans l'inaction, à bord de leurs bâtimens de transport. Tel corps de troupes est encore en Allemagne, tel autre est encore à Spithead, & aucun n'est dans le lieu où tous devroient se trouver depuis long-tems. J'ai toujours regardé comme injuste le projet de réduire l'Amérique dans la vue d'y lever un revenu ; il m'a toujours paru impraticable ; mais ce qu'il y a de plus sûr, c'est qu'il est excessivement cruel, oppressif & destructif. Oui, quelque soit l'issue de ce projet, notre destruction sera son ouvrage : s'il échoue il ruinera le commerce, le credit & tous les intérêts les plus chers de l'Angleterre : & s'il réussit, il détruira ce qu'elle a de plus précieux encore, je veux dire ses libertés.

*Le Lord Germaine.*

6 Mai.

D'après ce que j'ai pu voir dans le peu de dépêches qu'on m'a communiquées, le général Howe n'a jamais eu le dessein de commencer ses opérations à Boston. Quant à mon opinion sur le plan des opérations pour la guerre en Amérique, on la connoît déjà suffisamment : elle est conforme à celle de la majorité de la Chambre ; ainsi tant que la Chambre jugera à propos de continuer ou de soutenir cette guerre, & non plus long-tems, je serai aussi d'avis de la poursuivre. Quelque pût être ma façon de penser particulière, si la Chambre vient à *changer* de sentimens, je n'y trouverai nullement à redire. Lors de mon avènement au Ministère, la guerre étoit commencée ; qu'on la continue ou non, cela m'est égal.

*Le Colonel Barré.*

Les embarquemens ont été faits tous trop tard l'année dernière, on a négligé de donner aux flottes de transports les escortes nécessaires ; voilà ce qui a été causé que les provisions & les munitions sont tombées en grande partie entre les mains des Américains ; les forces navales n'avoient pas été proportionnées à la nature du service, & en outre elles ont été mal approvisionnées & encore plus mal dirigées. Je serois bien aisé de savoir à qui ces retards, ces bevues, pour ne pas dire malversations, doivent être attribués ? Si on examine la conduite de l'administration depuis le commencement de la guerre actuelle, je demanderai d'où vient qu'aujourd'hui la plus grande partie de l'armée se trouve encore à Spithead, & pourquoi une partie des troupes Hessoises qui devroient déjà être à leur destination en Amérique, n'a pas encore quitté l'Allemagne ?

*Le Lord-Maire (Sawbridge.)*

Si le lord Germaine a des nouvelles de l'Amérique ;

## 6 AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

pourquoi ne les communique-t-il pas à la Chambre ?  
6 Mai. Apparemment qu'il n'en a pas , puisqu'il ne parle toujours que par oui dire. Je serois tenté de croire que le général Howe ne fait pas seulement que le lord Germaine est dans le Ministère : s'il le fait , il faut convenir qu'il le traite avec bien du mépris , puisqu'il paroît , par le langage du lord Germaine , que ce Ministre ne reçoit point les dépêches du Général en droiture , mais qu'elles sont toujours adressées à son prédécesseur , le lord Darmouth , qui ne lui en communique que ce qu'il veut bien.

*M. Hopkins.*

Je m'oppose à la motion , attendu qu'il est essentiel de garder le secret sur les opérations projetées , & d'empêcher que la connoissance n'en parvienne aux Insurgens.

La motion ayant été mise aux suffrages , elle est rejetée à la pluralité de cent soixante-onze voix , contre cinquante quatre.

La Chambre en Comité sur le subside , est convenue d'accorder à S. M. un million , tant pour satisfaire aux dépenses survenues , ou qui surviendroient dans le service militaire en 1776 , que pour frapper de la monnoye d'or ; 13,973 l. 1 schel. 6 f. pour la dépense de l'artillerie du Landgrave de Hesse-Cassel à la solde de la Grande-Bretagne pendant l'année courante , en conformité du Traité de subside , & 16,483 l. 1 schel.  $\frac{3}{4}$  f. pour la dépense d'un régiment de cinq cents hommes d'infanterie , du Prince de Waldeck , pris à la solde de la Grande-Bretagne , con-

formément au Traité, depuis le 22 Avril jusqu'au 24 Décembre 1776. 6 Mai.

LE CHEVALIER ROBERT MURRAY KEITH, Ambassadeur du Roi à la Cour de Vienne, 7 Mai.  
prend congé de Sa Majesté pour se rendre à cette destination.

La flotte des Armateurs Américains, qui avoit fait voile sous les ordres du chef d'escadre Hopkins, & que l'on supposoit destinée à enlever les vaisseaux de la Compagnie des Indes, qui relâcheroient à Sainte Hélène, a fait son coup d'essai à la Nouvelle Providence, dont elle a pris possession. Cette île, par sa situation, met les Provinciaux à même d'interrompre ou du moins de gêner le Commerce de la Grande-Bretagne avec la Jamaïque & les autres îles aux Indes Occidentales, & d'y affermir au contraire celui qu'ils y font déjà eux-mêmes, & que les circonstances & les besoins n'y favorisent que trop.

L'île de Barbade est menacée de la famine, & celle de Saint-Christophe est réduite à peu près à la même extrémité. On l'éprouveroit aussi à Antigua, si par la prise de quelques vaisseaux Américains on n'y avoit été pourvu d'une grande quantité de farine; mais on y manquoit de maïs, de provisions Irlandaises, &c. Pour encourager l'importation, le Conseil & l'Assemblée de cette île avoient accordé des gratifications à ceux qui l'entreprendroient.

Le Congrès a ordonné que l'on équipât

## 8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

7 Mai.

au plutôt vingt Armateurs montés depuis 20 jusqu'à 36 canons , & de les faire croiser à l'embouchure de la rivière de Saint-Laurent , pour y intercepter tous les bâtimens de transport qui viendront d'Angleterre & d'Irlande. Cette nouvelle paroît certaine puisqu'elle a été communiquée au Lord Howe à Portsmouth , & que cet Officier en a fait prévenir tous les bâtimens de transport , à qui il a ordonné de ne point s'éloigner pendant le trajet des vaisseaux du Roi , qui les escortent , afin d'empêcher qu'ils ne tombent au pouvoir des Américains.

On apprend par un vaisseau arrivé de la Georgie , que cette province s'est déclarée pour le Congrès , & qu'elle a brûlé dans un de ses ports trois vaisseaux chargés de marchandises pour la Grande Bretagne. Voici les premiers détails de cet événement.

*Extrait d'une Lettre de Bristol , du 4 Mai.*

Ce matin est arrivé ici le Brigantin *Christian* qui est parti de la Georgie le 29 Mars. Le Major Grant & le Capitaine Maitland s'étant emparés de quelques vaisseaux sur la rivière de Savana , l'Assemblée fit mettre le feu à un vaisseau de la Province sur la rivière , au moyen de quoi l'incendie se communiqua aux autres vaisseaux qui se trouvoient sur cette rivière , & brûla l'*Inverness* de Londres , le *Neddy* & le *Polly* de Liverpool , & deux senauts. Après cet événement , le Major



Grant & son équipage se retirèrent avec une précipitation étonnante. On estime la perte de ces divers vaisseaux à plus de cent mille livres sterl.

7 Mai.

### CHAMBRE DES PAIRS.

Le Comte de SUFFOLK remet, par ordre du Roi, à la Chambre des Pairs, la copie d'une convention conclue entre Sa Majesté & le Prince Héréditaire de Hesse Cassel, relativement à l'Artillerie du régiment de Hanau engagé à la solde de la Grande-Bretagne.

### CHAMBRE DES COMMUNES.

Le Lord North communique la même convention à la Chambre des Communes, & la Chambre délibérant en Comité sur le subside, a arrêté d'octroyer 3383 l. 6 sh. 8 den. pour cette artillerie, depuis le premier Mai jusqu'au 24 Décembre 1776. 4244 l. 12 s. 6 den. pour la levée de l'artillerie Hessoise pendant la même année.

Il est aussi résolu d'approprier au subside de cette année 2905 l. 8 s. 2 d. qui restent du provenu des droits de l'Amérique Septentrionale.

M. Buller présente à la Chambre des copies tirées des Registres de l'Amirauté de toutes les permissions accordées à des vaisseaux pour le commerce d'Amérique depuis l'acte prohibitif. — On expédie des ordres pour faire venir devant la Chambre vingt-

7 Mai.

deux personnes de la cité, qui doivent être interrogées au sujet de ces permissions.

8 Mai.

ON APPREND que le *Wolcester*, vaisseau de ligne de soixante-quatre canons, a établi sa croisière dans certains parages, pour intercepter les bâtimens Américains qui viennent chercher des munitions en Europe.

On reçoit des nouvelles du *Calcutta*, vaisseau de la Compagnie des Indes, qui est arrivé de Bombay au Cap de Bonne-Espérance.

On lit dans la Gazette de la Cour l'Ordonnance suivante, rendue à Bruxelles le 27 Avril.

Marie Therese, &c. &c. Notre très-cher, & très-aimé frere, le Roi de la Grande-Bretagne, nous ayant fait requérir de vouloir bien prendre les mesures convenables pour empêcher que les sujets de notre obéissance aux Pays-Bas, ne pussent fournir des secours aux habitans des Colonies Angloises en Amérique actuellement soulevés contre leur Mere-Patrie; & nous, par une suite de la bonne intelligence qui subsiste entre nous & ce Prince, désirant lui marquer notre empressement à seconder des vues qui intéressent si fort le bien de son service: A ces causes & de l'avis &c. 1°. Nous défendons à tous nos sujets, de quelque état ou condition qu'ils soient, de fournir directement ou indirectement, par leurs propres navires ou par des bâtimens étrangers aucun secours aux Américains su-

jets de la Grande-Bretagne , en artillerie , armes , poudre , attirails ou instrumens de guerre , à peine contre les contrevenans de la confiscation de ces effets , & d'une amende de mille florins , à la charge du Capitaine ou Patron , dont le navire pourra être arrêté & vendu pour le recouvrement de l'amende.

8 Mai.

2°. Nous interdisons provisionnellement , pour le terme d'une année , sous les mêmes peines , l'exportation de toute espece d'armes , de munitions , &c. par nos ports de mer , sans une permission spéciale de notre Conseil de finances , qui ne sera accordée qu'avec connoissance de cause en prenant les précautions nécessaires pour assurer la destination de ces effets , & empêcher qu'ils ne soient transportés aux Colonies Angloises de l'Amérique. Ainsi ordonné , &c.

UNE ASSEMBLÉE des Directeurs de la Compagnie des Indes , prend l'arrêté suivant.

» La Cour considérant l'état des affaires dans le Bengale , est d'avis que *Warren Hastings* , Gouverneur général , & *Richard Barrvell* du Conseil de Bengale , doivent être révoqués de leurs offices respectifs , & qu'il sera présenté une humble Requête à Sa Majesté à cet effet «.

#### CHAMBRE DES COMMUNES.

La premiere affaire qui se traite est celle des bills pour incapaciter certains Electeurs de *Hindon* & de *Shaftsbury*. Le chevalier *GEORGE YOUNG* observe que lui & les autres membres , qui ont assisté aux

8 Mai.

deux Comités, ayant crû saisir l'esprit de la Chambre, ont préparé des bills pour punir les personnes qui jusqu'ici ne pouvoient point l'être suivant la teneur de la loi ; qu'en conséquence ils ont tenté à plusieurs reprises de mettre cette affaire sous les yeux de la Chambre, mais toujours infructueusement : ou les Membres ne se trouvoient point réunis en assez grand nombre, ou bien on traitoit d'autres affaires qui menoient si loin, qu'on se séparoit avant que l'on pût faire lecture de l'ordre. Il ajoute qu'il a cherché souvent à connoître l'opinion de la Chambre, mais qu'il n'a jamais pu y parvenir par aucuns moyens ; qu'en conséquence il a résolu de mettre la Chambre à une dernière épreuve, d'après laquelle il puisse diriger sa conduite à l'avenir. Il dit qu'il ne peut s'empêcher d'observer, avant de faire sa motion, que si la Chambre ne juge pas à propos d'y faire attention, la Chambre passera dans le monde, & avec toute l'apparence de la vérité, pour avoir encouragé la corruption loin de chercher à la prévenir.

Il propose ensuite que le bill *d'incapacitation* de Shafsbury soit renvoyé à trois mois, & sa proposition passe à l'affirmative sans opposition ; il fait suivre cette proposition d'une autre, qui est que l'orateur ordonne au Greffier de la Couronne d'expédier une nouvelle lettre circulaire pour l'élection d'un Membre pour représenter en Parlement le bourg de Shafsbury dans le Comté de Dorset. La proposition est appuyée par M. BYNG, qui tient à peu près le même langage, & la motion étant établie, elle passe à la pluralité de cent vingt-trois voix, contre vingt-cinq.

La même proposition est faite par rapport à Hindon, & la motion passe à la pluralité de cent vingt-huit voix, contre vingt.

Dans les débats qui se sont élevés sur cette question, ceux qui desiroient que la Chambre ne pousât pas plus avant l'examen de cette affaire d'iniquité, ont soutenu qu'il étoit aisé de voir, d'après tout ce qui

s'étoit fait , que la Chambre étoit le tribunal le moins compétent pour juger un tel procès : que la forme suivant laquelle la Chambre devoit entendre des dépositions , qui ne seroient appuyées d'aucun serment , d'après lequel elle pût prononcer en définitif , relativement à une affaire dans laquelle les examens s'étoient faits sans serment , étoit une vraie absurdité : que les bills pour incapaciter les Electeurs de tel ou tel lieu & les punir ainsi d'une manière qu'aucun exemple n'autorise , pour un délit contre lequel les loix avoient porté des peines suffisantes , sans qu'il fût nécessaire de procéder par des voies détournées pour arriver au même but , étoit une conduite qui pouvoit entraîner les plus dangereuses conséquences , sans parler de l'absurdité dont elle étoit remplie.

Le parti opposé s'est efforcé vainement de soutenir que l'abus auquel il cherchoit un remède , étoit devenu intolérable , & qu'il exigeoit les remèdes les plus efficaces ; toute la fabrique de son plan de redressement , qui lui avoit coûté des peines infinies & même de grandes dépenses , s'est ébranlé en un instant , & la Chambre ne sera plus tourmentée au sujet de cette désagréable affaire.

A QUATRE heures & demie on fait lecture de l'ordre du jour , pour que la Chambre s'assemble en Comité & délibère sur les permissions accordées par les Commissaires de l'Amirauté à différentes personnes pour faire le commerce de l'Amérique Septentrionale.

M. BURKE propose que les marchands qui font le commerce d'Amérique , soient admis dans la galerie pour être présens à l'examen des témoins , comme étant fortement intéressés à la chose , & sa proposition est appuyée par le gouverneur Johnstone.

L'orateur répond que ni lui , ni la Chambre elle-même ne peuvent accorder une pareille permission , à moins que l'ordre qui existe ne soit préalablement révoqué ; attendu que ce n'est que par tolérance qu'on admet des étrangers dans la galerie.

Les membres qui sollicitent la permission pour les

## 14 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

8 Mai.

Marchands d'Amérique conviennent que ce que dit l'Orateur est très-juste, mais ils déclarent qu'ils ne savent pas d'après quel ordre l'Orateur agit, puisque pour un jour de faveur, tel que celui du *Budget* où milord North devoit prononcer son propre éloge, qui lui avoit coûté tant de travail & étaler son triomphe de finance, l'ordre a été suspendu : qu'apparemment suivant cet ordre les portes devoient être fermées toute l'année, excepté un seul jour. L'Orateur répond que le jour où il s'agit de régler les comptes publics, a toujours été regardé comme un jour fait pour ouvrir la galerie ; il convient cependant des torts qu'il a eu d'enfreindre l'ordre, & il dit que c'étoit à la sollicitation de plusieurs Membres qu'il exigeoit qu'on s'y conformât aujourd'hui aussi strictement.

M. RIGBY observe que si quelqu'un devoit être admis dans la Chambre, ce qu'il espiroit ne devoir plus arriver, on devoit en exclure nommément tous ceux qui avoient quelque chose de commun avec les affaires pendantes devant la Chambre, & que par conséquent on ne devoit point y admettre sous aucun prétexte les Marchands Américains, comme intéressés à l'issue du présent examen.

La Chambre s'est assemblée ensuite en Comité, & on a mis sous ses yeux de différens comptes de la douane; mais ils ont été trouvés si imparfaits que l'on a prétendu qu'il auroit été plus décent de lui refuser quelques papiers, que d'éluder l'ordre de la Chambre sous prétexte de lui obéir.

Il s'est élevé alors une vive altercation entre le lord NORTH & le Gouverneur JOHNSTONE, dans laquelle ils se sont traités l'un & l'autre avec la plus grande dureté.

M. BURKE a remarqué qu'il avoit toujours été d'usage de produire à la Chambre des comptes aussi parfaits qu'il étoit possible, ou d'exposer les raisons pour lesquelles l'ordre n'étoit pas entièrement mis à exécution, auquel cas la Chambre jugeoit si les raisons étoient satisfaisantes, & que c'étoit traiter la

Chambre avec une insolence & un mépris sans exemple que de lui présenter de méchans lambeaux de compte & de mettre de côté tous ceux qui étoient de conséquence. 8 Mai.

Le LORD NORTH au lieu de faire une réponse directe, a parlé pendant un temps considérable sur le sort de la même recherche, dans la Chambre des Pairs. Il a dit que l'affaire y a été discutée avec grand fracas & qu'on a demandé les papiers, & qu'ensuite elle s'étoit réduite à rien, parce que le lord Effingham, qui avoit fait la proposition, avoit trouvé, après avoir pris de meilleures informations, que tant le bureau de la Trésorerie que celui de l'Amirauté, avoient agi très-régulièrement. » Aujourd'hui, poursuit-il, la même question, toute surannée qu'elle est, est agitée dans cette Chambre, & comme on y a répondu dans l'autre d'une manière satisfaisante, & qu'on a prévu qu'elle se réduiroit à rien, elle éprouvera le même sort dans celle-ci «.

M. RIGBY tient précisément le même langage, & il dit que la matière n'a été agitée que pour tourmenter & embarrasser le Ministère, & qu'elle se dissipera en fumée comme dans la Chambre des Pairs.

M. THOMAS LUTTREL répond à M. Rigby, qu'il ne doute point de son zèle pour soutenir la bonne cause qu'il a embrassée. Qu'il doit faire ses efforts pour que la recherche n'occasionne ni feu, ni fumée; mais que pour lui il espéroit que l'affaire seroit approfondie. Que les monopoles ont toujours été odieux & oppressifs, & beaucoup plus encore lorsqu'on les fait sous le manteau de la loi. Que le monopole actuel est de la nature la plus atroce, & qu'il devient d'autant plus dangereux, qu'on l'emploie comme un moyen de corruption. Il ajoute qu'il conçoit que les permissions aient été accordées à des personnes d'une qualité obscure qui ne sont point connues pour faire le commerce d'Amérique; & que probablement si l'on épluche l'affaire comme il convient, on verra, quoique la recherche ne puisse aboutir à rien, que ces prétendus marchands n'ont pas été favorisés sans intention.

## 16 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

8 Mai. *M. Stanley*, Secrétaire des Commissaires de la Douane, étant appelé, il dit que le compte qu'on demandoit exigeroit un tems considérable, & qu'avant d'obéir à l'ordre il faudroit recevoir les renseignements des Ports extérieurs, au nombre de soixante-douze, que les Officiers de la Douane avoient fait tout ce qui étoit en leur pouvoir pour donner ce qu'on leur demandoit, mais qu'on ne leur avoit pas laissés assez de tems.

*M. Bates*, Député collecteur, a confirmé ce qu'avoit dit *M. Stanley*, & ajouté que la copie seule d'un si grand nombre de papiers occuperoit un tems considérable.

*Merry*, Marchand, a été appelé, mais on assura la Chambre qu'il étoit parti pour *Milford-Haven*.

*Hudson*, autre Marchand, est également cité, mais son garçon de boutique ayant comparu, il dit au Comité que ce Marchand étoit allé à *York*.

*Rose*, Mercier, & quelques autres Marchands, se présentent, mais leurs dépositions n'apprennent rien d'important.

Le LORD NORTH fait ensuite ses observations sur toutes ces dépositions. Il dit que la Chambre n'en avoit rien recueilli qui fût digne d'attention; d'où l'on pouvoit conclure que malgré le bruit qu'on avoit fait & tout l'artifice dont on avoit usé pour donner un air d'importance à cette affaire, on voyoit que l'enquête n'avoit rien produit & combien il y avoit peu de fondement dans toute l'accusation.

*M. DUNNING* a remarqué qu'il étoit évident que milord North avoit montré le plus grand empressement & usé de beaucoup d'adresse pour fermer tout accès à ceux qui voudroient pénétrer dans le secret de cette affaire, mais qu'à quelque point que la Chambre entrât dans les vues de milord North sur son plan favori, concernant l'Amérique, il esperoit que les Membres de la Chambre ne voudroient pas lui sacrifier leur honneur, dans l'occasion présente; puisque ce seroit se rendre complice de son crime.

Le



Le Gouverneur JOHNSTON a déclaré que l'ensemble de ce procédé unique devoit faire quelque impression sur la Chambre. 8<sup>e</sup> Mai.

Qu'à l'égard des comptes qu'on avoit demandés aux Douanes, il auroit mieux valu qu'on les eût refusés tout uniment que de les retenir sous de faux prétextes ; qu'on avoit empêché les témoins de paroître & qu'il ne doutoit pas qu'on n'eût tout concerté d'avance pour écarter toute enquête.

Le LORD NORTH réplique qu'il esperoit que ses raisons feroient aussi impression sur la Chambre. Il allégué premièrement qu'il y a six jours, à la vérité, qu'on a convoqué le Comité ; mais que ce n'étoit que de la veille qu'on avoit proposé de mander les témoins & de se faire présenter les papiers, 2<sup>o</sup>. que les comptes demandés ne pouvoient se faire qu'en quatre ou cinq jours ; & 3<sup>o</sup>. qu'entre ceux qu'on avoit mandés & qui étoient absens de Londres, le nommé *Merry* étoit effectivement depuis quinze jours, & le nommé *Hudson* étoit à York depuis quelques jours ; qu'au reste, il n'avoit jamais entendu auparavant prononcer le nom de ce *Hudson*.

M. DUNNING reprend la parole pour répondre au lord North. Il dit, qu'il n'entendoit pas bien quelle sorte d'impression Milord pouvoit esperer de faire sur la plus grande partie des assistans ; que pour lui il savoit très bien la forte impression que l'éloquence & l'esprit de Milord avoient faite sur lui : que l'ordre de présenter les papiers à la Chambre avoit été donné assez tôt ; mais qu'il y avoit eu certainement un parti pris d'en empêcher l'effet. Pour le second point, il demande pourquoi on n'avoit pas présenté tout de suite ces papiers. Il observe au sujet de l'absence de *Merry* & *Hudson*, que ces deux Messieurs ne seroient pas fort fatigués de leurs voyages. Il propose ensuite que le Président du Comité quitte le fauteuil pour qu'on rapporte l'état présent de l'affaire. Le Comité se partage ; il y a trente huit voix pour l'affirmative, cent quinze pour la négative.

8 Mai.

*Woolridge* est ensuite appelé & subit un long interrogatoire : il présente un détail très-complet des marchandises embarquées sur les permissions par écrit de l'Amirauté & de la Trésorerie. Le lord North lui ayant demandé s'il n'avoit jamais sollicité de ces permissions pour lui-même ; il répond qu'il l'auroit fait de tout son cœur , s'il avoit pu espérer de s'en procurer , qu'il croyoit un tel commerce très-légitime ; mais qu'il pensoit que ce seroit une grande injustice envers lui & ses confreres les Marchands Américains , qui avoient leur bien en Amérique , de permettre que d'autres gens qui n'avoient aucun rapport ni liaison avec l'Amérique , non contents de gagner par leurs monopoles , prétendissent encore recevoir un argent qui dans le cours ordinaire du commerce étoit dû aux Marchands Américains ; puisque ces marchandises passées ainsi par contrebande dans les Colonies , iroient à leurs débiteurs qui payeroient ces Marchands clandestins avec un argent qu'ils devroient plutôt envoyer à leurs justes Créanciers. Il ajoute qu'il savoit un petit nombre de particuliers qui venoient d'envoyer des marchandises dans les Colonies , quoiqu'ils n'y eussent jamais eu affaire ci devant ; & qu'ils n'y eussent pas envoyé précédemment pour un sou de marchandises.

*M. Payne* de la Banque est ensuite appelé. Son témoignage n'apprenant rien , on reste dans la même incertitude qu'auparavant. Milord North propose de faire faire le rapport. Trente-deux voix pour l'affirmative , cent dix pour la négative.

On appelle un autre témoin , & après l'avoir entendu , la Chambre se partage pour savoir si on fera le rapport : trente-deux voix pour l'affirmative , cent sept pour la négative.

Un Député ouvre la motion suivante : » le Comité est d'avis qu'il a été accordé plusieurs commissions par les Commissaires de l'Amirauté , à des vaisseaux destinés pour Boston & d'autres ports de l'Amérique Septentrionale , depuis que l'acte prohibitif a été passé ,

lesquelles permissions étoient trop générales & ne satisfaisoient point à ce qui est prescrit par l'acte au sujet des permissions à donner , mais même y étoient contraires ». 8 Mai.

Milord NORTH propose de dissoudre le Comité & d'abandonner l'affaire : cent cinq voix pour l'affirmative , & trente-une pour la négative.

Le Comité se dissout à quatre heures du matin , dans la journée du 9.

La lettre , signée par le chevalier Grey COOPER , qui a été lue dans le Comité de toute la Chambre , finit de la manière suivante : » je dois en même tems vous prévenir d'avoir soin que les marchandises que vous achetez & embarquerez pour ce service , soient de nature à pouvoir être portées en Amérique comme munitions & provisions pour l'armée & pour l'usage des habitans des villes & places susdites , conformément aux permissions qui peuvent vous être données à cet effet ».

Il est prouvé , & principalement par la déposition de M. Whitelock , qu'aussitôt que l'on fut informé que d'après l'autorité de cette lettre , il avoit été ordonné d'embarquer pour Boston des marchandises qui ne pouvoient être exportées , conformément à la condition ou exception mise audit acte , tous ces ordres avoient été sur le champ arrêtés & révoqués.

Il paroît , par les dépositions , qu'avant le 20 Mars dernier , toutes les marchandises qui avoient été enregistrées & embarquées comme munitions , par une fausse interprétation dudit acte , ont dû être débarquées , en vertu d'un ordre qui a eu son exécution.

Il paroît aussi par les dépositions , qu'il n'a subsisté aucune autre commission entre les Lords de la Trésorerie & la personne à qui la lettre a été écrite , excepté pour une fourniture de certaine quantité de gros & menu bétail qui devoit être adressé au Commandant en chef en Amérique pour l'usage de son armée : les cinq bâtimens employés à cette four-

8 Mai.

niture n'ont pris à bord aucuns autres articles, si ce n'est pour environ 3000 l. de provisions pour le compte des Marchands.

La Chambre en comité discute le bill concernant les criminels.

Les Adversaires du bill représentent que l'introduction d'une servitude penale dans le Royaume est une nouveauté d'un très-dangereux genre, qui tend à attaquer l'esprit libre de la Nation, & à la familiariser avec des objets qui ne conviennent que sous un Gouvernement despotique; que la séance du Parlement est trop avancée pour qu'on puisse y traiter sans précipitation une matiere aussi importante; que ce plan entraîneroit une très-forte dépense pour la nation; & qu'il seroit impossible d'employer tant de bras sur la riviere, si l'on ne faisoit pas des dispositions plus convenables que celles proposées par le bill.

Les partisans du Bill repondent qu'il y a déjà six semaines que ce bill a été imprimé & présenté & qu'il l'a été aussitôt qu'il pouvoit l'être depuis qu'on en a senti la nécessité: que l'attachement des Anglois pour leur constitution augmentera plutôt qu'il ne diminuera, puisqu'ils pourront faire le parallele de l'heureuse liberté dont ils jouissent avec l'état misérable de ceux qui ont perdu la leur par leurs crimes; qu'un travail qui contribue à fortifier la santé sera plus propre à faire un exemple capable de contenir les autres, & à

réformer leur conduite que le système actuel — par lequel on les condamne à des emprisonnemens longs, mal-sains & contagieux. — 8 Mai.  
 Que la transportation est depuis long tems une punition mal-entendue qui a enlevé à l'Angleterre environ 1,500 sujets par an, & dont l'usage auroit dû cesser quand même la décision de la présente question n'y auroit pas mis fin. — Qu'à l'égard des malfaiteurs qui sont d'une complexion robuste, l'objet du Bill est de les employer à enlever les bas fonds, & à perfectionner la navigation de la Tamise. Quant aux femmes & aux criminels d'une constitution délicate, si les Juges des comtés veulent seconder les vues qu'offre le présent Bill, on les emploiera à un travail utile dans les maisons de force. Aucun criminel ne sera enfermé pour moins de trois ans, à moins que par une bonne conduite il n'obtienne sur la recommandation des Juges, son pardon avant ce terme. Ils ne pourront, en aucun cas rester plus de dix ans dans la maison de force. Quand le terme de la punition sera fini, chaque malfaiteur recevra du Gouvernement des habits & une petite somme d'argent. — Ils ajoutent que ce Bill ne prescrit qu'une épreuve, qu'il est limité dans ses clauses, d'une durée très-bornée, laissant beaucoup à la prudence des Magistrats, & qu'il n'abroge aucune loi actuellement existante.

Lelord CAVENDISH déplore la circonstance

8 Mai.

qui a occasionné ce Bill, mais il ajoute que les vues en sont sages & humaines. Qu'on pourra partir de ce point pour recevoir nos loix Penales, & plusieurs punitions capitales qui ne seroient jamais introduites dans le Royaume, si l'expédient d'employer les criminels aux travaux publics eût été plutôt en usage. Il y a soixante sept voix pour le Bill, & 18 contre.

9 Mai.

UN VAISSEAU de Philadelphie arrive à Falmouth, chargé de bled pour le compte & au risque d'un Marchand de cette ville. Le Congrès malgré son premier plan, a permis à ce vaisseau de prendre son chargement, à condition que le Propriétaire payeroit un tiers de la valeur du vaisseau & la cargaison, espece de taxe également neuve & adroite. Il est bien singulier que ce vaisseau ait eu le bonheur d'échapper aux croiseurs. Mais comme on pourroit fort bien le confisquer ici légitimement en conséquence de l'acte de capture, on présume qu'on accordera quelque indemnité au Marchand qui a risqué le fret comme une compensation de ce qui lui est dû par son correspondant de Philadelphie.

On apprend dans le même port qu'une barque d'avis, expédiée par le lord Dunmore, avec des nouvelles & des lettres de ce Gouverneur de la Virginie, & du sieur Martin, Gouverneur de la Caroline septentrionale,

s'est perdue aux Sorlinges, qu'on n'a pas  
 pû sauver la malle des lettres. 9 Mai.

Le lord Howe appareille de Spithead sur le vaisseau l'*Eagle*.

Le désastre de l'armée du Roi à Boston, a étourdi ces vautours de l'Etat qui sont vulgairement appelés *Entrepreneurs des vivres*. Le fameux Fordyce, indépendamment des autres marchés où il a part, est fort occupé à préparer les fournitures qu'il doit faire de cargaisons de patates & celles de choux pour les choucrouttes, qui ont valu des sommes si prodigieuses l'année dernière à Antoine Bacon, à Arnold Nesbit, à Adam Drummond, tous trois membres du Parlement, & à Moses Frank, ainsi qu'à Mure & Atkinson. Les sieurs Thale & Whitbread, membres du Parlement, & M. Calvert, préparent aussi à la hâte de grandes provisions de *Porter* (biere forte) pour lesquelles on a payé jusqu'à 28,600 liv. à Mure & Atkinson. On ajoute que le sieur Thomas Harley fait lever d'immenses quantités de drap, & ce même particulier achete conjointement avec le sieur Henri Drummond membre du Parlement, beaucoup de monnoies d'or d'Espagne & de Portugal, qui ne manqueront pas d'enrichir à la fin les Rebellés, dont la destruction semble cependant être le Projet favori du parti Ecoissois.

Proclamation publiée en Irlande pour proroger le Parlement de ce Royaume au 11 Juin.

2 Mai. *Pétition présentée au Roi par le Lord Midleton, le Colonel Barré & M. Burke.*

AU ROI,

*Humble & respectueuse pétition des Bourgeois, Francs-tenanciers, Citoyens, Marchands, Commerçans & Protestans de la ville de Cork.*

Nous, très-soumis & très-fidèles sujets de V. M. les Bourgeois, Francs-tenanciers, Citoyens, Marchands, Commerçans & Protestans, Habitans de la ville de Cork, demandons la permission d'approcher de V. M. & de lui faire connoître combien nous sommes affectés par la crise actuelle de nos affaires extérieures & intérieures : bien persuadés que de quelque manière que tournent les choses, c'est le privilège & le devoir d'un peuple fidele, courageux & libre de porter la vérité aux pieds du trône où sa voix doit être distinguée de la voix de la corruption, de l'intérêt & de la flatterie.

Aujourd'hui nous nous croyons particulièrement obligés de manifester nos sentimens, de peur que V. M. ne se laisse séduire par une adresse que l'on (\*) prépare ici subrepticement, adresse qu'on prétendrait être émanée de cette corporation & contenir l'expression des vrais sentimens de cette Ville, recommandable par son ancienneté, sa fidélité & son opulence.

La dispute actuelle avec l'Amérique, produite originellement par les prétentions les plus arbitraires, de quelques anciens Ministres, soutenue successivement par les usurpations des administrations qui les ont suivis, & appuyée contre toute raison par l'administration actuelle, ne peut que nous inspirer les appréhensions les plus sombres & les plus inquiétantes. Pour acquérir un pouvoir de taxation désavantageux,

---

(1) Cette Adresse a été insérée dans la Gazette de la Cour du 17 Avril,



9 Mai.

inutile & peut-être illégal, sur un peuple brave, nombreux, expérimenté, libre & éloigné, nous avons vu nos armées défaites, notre gloire ternie & nos trésors épuisés; nous avons perdu totalement notre commerce d'Amérique qui formoit la base la plus étendue de la richesse & de la prospérité Britannique; notre commerce des îles, qui dépend de l'Amérique, pour les fournitures de provisions & de bois, tombe en ruine; & notre commerce d'Afrique intimement lié avec celui des îles est presque anéanti. Notre honneur national est avili au dernier point par une introduction de mercenaires étrangers qui viennent prendre part à nos querelles domestiques à des conditions aussi injustes que désavantageuses, & la gloire des armes Britanniques est pour jamais souillée par l'adoption d'un système de guerre de pirate, qui dans les destructions de plusieurs villes maritimes d'Amérique, de la part desquelles nous n'avons reçu aucune offense, décele un esprit de basse vengeance & de déprédation ténébreuse dont on ne trouve d'exemple dans les annales d'aucun peuple barbare ou d'aucune nation policée.

Quelle que soit l'issue de cette querelle dispendieuse & terrible, elle doit être également fatale & pour le vainqueur & pour le vaincu. L'un & l'autre n'auront pour partage que la misère, la ruine & la désolation.

Comme Membres des vastes états de V. M. nous devons supporter une partie de cette masse générale de calamité publique; nous devons y prendre un intérêt particulier, en qualité de Membres de cette ville opulente & commerçante, & comme étant nés dans ce Royaume maritime & qui commence depuis si peu de tems à prospérer. Notre commerce de toile, le grand appui de la nation, est dans un danger imminent, par le manque de ses foires ordinaires, & par l'extrême cherté de la graine de lin qu'on ne peut plus faire venir des colonies qu'avec beaucoup de peine & à grands frais, & qu'on n'importe qu'en petites quantités des parties Septentrionales de l'Europe. Le

9 Mai.

commerce de merein qui nous mettoit en état de soutenir l'exportation des provisions de nos Provinces Méridionales est presque entierement perdu. Le commerce est une grande chaine dans laquelle la foiblesse d'un seul anneau détruit l'union & la force du tout. Aussi toutes les autres parties de notre commerce tombent sensiblement par leur connection avec celles dont nous venons de parler.

Nous ne pouvons nous empêcher de représenter à V. M. que ce Royaume (d'Irlande) est actuellement sans défense : qu'on lui a ôté toute sa force stipulée ; & qu'on le laisse exposé à devenir la proie facile du premier usurpateur. Lorsque nous jettons les yeux sur le continent & que nous considérons le prodigieux pouvoir & les armemens de nos dangereux voisins & de nos ennemis naturels, nous ne pouvons que trembler & être humiliés de la comparaison.

C'est pourquoi, Sire, nous avons cru devoir soumettre à votre considération royale & bienfaisante une legere partie des griefs nombreux dont nous avons à nous plaindre. Un des grands axiomes de notre loi, met dans les mains de V. M. un remede facile qui peut être employé pour l'intérêt national sans aucun préjudice pour la prérogative ou sans rien faire perdre de l'honneur personnel de V. M. : le grand principe dont nous parlons est que *le Roi ne peut pas faire de mal* ; ce principe, en préervant la dignité souveraine de toute insulte, favorise les droits de la liberté sans exposer l'Etat à l'anarchie, & en transférant les fautes que fait le suprême pouvoir exécutif aux personnes qui sont employées dans les charges de l'administration, il détermine une sorte de garantie qui a toujours été la sauvegarde la plus sûre de cette constitution souvent menacée.

De nouveaux Ministres peuvent adopter un nouveau système beaucoup meilleur, qui loin d'être incompatible avec tous les justes droits de la prérogative, auroit pour elle tous les ménagemens possibles. Ainsi un Ministre habile, ferme & incorruptible peut,

comme on l'a vu plus d'une fois, tirer l'état de l'abîme où il a été plongé par une administration 9. Mai.  
lâche, venale & inepte.

Nous plaçons notre confiance entière dans l'attention paternelle de V. M. pour ses sujets, dans sa sagesse, sa justice & sa clémence, & nous la supplions humblement d'écarter les maux dont nous nous plaignons, d'ordonner que l'épée soit remise dans le fourreau, afin que notre commerce puisse reprendre vigueur, & que l'économie, l'union, la paix & la liberté puissent être à jamais rétablies dans toutes les parties de l'Empire.

*Signé par cinq cents des principaux citoyens,  
francs-tenanciers, marchands, &c. &c.*

#### CHAMBRE DES COMMUNES.

Le Lord Maire SAWBRIDGE propose de mettre l'Amérique sur le même pied que l'Irlande, relativement à la taxation & à l'administration intérieure. Il est inutile, dit-il, d'entrer dans une longue discussion de l'état de l'Amérique, & des conséquences qu'on peut attendre de l'opiniâtreté de nos mesures coercitives, qui certainement ne produiront jamais l'effet que nous nous en promettons. De quelque poids que puissent être ces raisons aux yeux des personnes qui ne mesurent le droit que sur la probabilité du succès dans un acte d'injustice, j'espère que l'équité de la nation Angloise se déterminera d'après des principes d'une nature différente, & je suis persuadé que le sentiment effectuera ce qu'un intérêt mal entendu voudroit arrêter, & que toutes les parties de ce vaste Empire éprou-

9 Mai.

veront les suites heureuses d'une administration, douce, libre & bienfaisante. »

Il s'élève sur cette motion de vives contestations. Le parti Américain appuie fortement le projet d'un arrangement aussi judicieux qui mettroit fin à la guerre. Les Ministres soutiennent qu'il faut d'abord appaiser la rébellion avant de se déterminer sur un plan qui exigeroit une application très réfléchie.

M. BURKE, après avoir traité à fond la question & passé en revue les mesures prises par l'administration depuis le commencement de la session, a poursuivi ainsi : « J'en appelle au lord North, & je lui demande s'il y a eu un seul acte passé dans cette période. Il est vrai qu'il a tiré dix millions des poches du peuple : qu'il a pris à la solde de l'Angleterre vingt-mille Allemands, & changé les vaisseaux de transport Anglois en hôpitaux Germaniques. Il est encore vrai qu'en retour de nos énormes octrois, on nous a imposé de nouveaux impôts, & que les quatre sous de la taxe des terres pourront devenir perpétuels; que le Canada est peut-être perdu, que l'Amérique a cent mille hommes sous les armes; que tous les Gouverneurs depuis Halifax jusqu'à la Floride, ont été obligés de quitter leurs provinces pour chercher de la protection sur les vaisseaux de guerre de Sa Majesté. Enfin, les Représentans du peuple peuvent porter dans les provinces un nombre suffisant de Gazettes de la Cour, afin que

lorsqu'on les questionnera sur la situation des affaires en Amérique , ils puissent lire ces oracles de vérité , & faire les plus grands éloges de la conduite militaire du Général Howe & de la bravoure des troupes qu'il commande ».

M. Burke a censuré très-vivement le Ministre sur sa conduite par rapport au projet de droit sur la Nouvelle - Ecosse , d'après lequel on devoit régler la taxation de l'Amérique entière ; & il a fait voir que cette opération favorite , dont on attendoit des suites salutaires , traînoit en longueur , quoique le Ministre eût promis à la Chambre de présenter un Bill rédigé d'après les résolutions du Comité nommé pour examiner la pétition de l'Orateur & la Chambre d'assemblée de cette Province.

Enfin M. Burke a parlé de la fameuse commission donnée au Lord Howe & à son frere , à l'effet de *rétablir la paix* , & d'accorder des pardons aux Américains : » quelques soient les talens de ces Messieurs dans leurs professions respectives , je ne les crois nullement propres à remplir l'objet de leur commission ; mais même en leur supposant toutes les qualités requises pour une négociation de cette nature , je soutiens que le Roi ne peut point les mettre en état de traiter de la paix avec les Provinciaux. Cette idée est aussi absurde qu'illusoire. Le Roi lui-même n'a pas ce pouvoir ; ainsi il ne peut pas le déléguer. Il peut accorder des pardons , c'est aussi ce que peuvent

9 Mai.

faire l'Amiral & le Général, & voilà tout. Je ne doute point qu'ils n'accordent des pardons aussitôt qu'on en demandera; mais qui sont ceux qui en demanderont?»

La motion du Lord-Maire étant mise aux voix, est rejetée à la pluralité de 115, contre 33.

Avant la motion du Lord-Maire, *M. Annesley* avoit annoncé à la Chambre qu'il proposeroit dans la session prochaine, un bill, à l'effet d'incapaciter pour le reste du Parlement actuel, ceux des Membres, qui seroient trouvés, par un comité d'enquête, assez coupables de corruption, pour perdre leur élection. Cette proposition a été fortement appuyée par le Chevalier *George Younge*.

## CHAMBRE DES PAIRS.

10 Mai.

Le Duc de Manchester donne l'avis de présenter une Adresse au Roi pour supplier Sa Majesté d'ordonner à ses Ministres de communiquer à la Chambre les copies de toutes les dépêches reçues de la part du Général *Howe* & du Vice-Amiral *Shuldham*, depuis le premier Mars.

*Le Duc de Manchester.*

MILORDS,

Je ne suis point assez présomptueux pour imaginer que les observations que je vais soumettre à vos lumières aient échappé à la pénétration de tous les

Lords de cette Chambre ; & je n'ai point une assez  
haute idée de mes talents pour me flater que j'aurai 10 Mai.  
le bonheur de vous persuader si mes raisons ne sont  
appuyées par des suffrages plus imposants que le mien.  
Je regrette infiniment l'absence de quelques Lords,  
dont le crédit eût été d'un grand poids sur vos es-  
prits. Mais, Milords, si ce que je vais vous exposer  
peut jeter quelques lumières sur la discussion la plus  
intéressante qui se soit jamais élevée depuis que la  
G. B. a étendu son pouvoir au-delà des bornes de  
notre île ; j'aurai au moins la satisfaction de n'avoir  
point gardé pour moi seul des idées qui pouvoient  
être de quelque utilité à ma nation ; j'aurai rempli  
le devoir qui m'est imposé , à moi ainsi qu'à tous les  
Lords de cette Chambre par le rang que nous re-  
nons dans la société.

C'est pour un intérêt, qui ne consiste que dans de  
vaines phrases , pour une prétention déraisonnable de  
pouvoir , pour une assertion éblouissante d'autorité ,  
pour une ombre , un phantôme de revenu idéal , qui  
ne peut être levé qu'avec le consentement d'un peuple,  
des contributions duquel nous sommes si avides sans  
vouloir entendre parler de son acquiescement ; c'est  
pour de pareilles chimères que la Grande Bretagne  
s'est malheureusement laissé engager dans une guerre  
contre nature , dont les bons ou les mauvais succès  
doivent également affaiblir ce grand & vaste Empire ;  
guerre entreprise contre une portion de nos sujets  
dont le nombre fait au moins la cinquième partie du  
tout , & qui possèdent une étendue de terrain si im-  
mense relativement à la Grande-Bretagne , que celle-ci  
comparée aux possessions Angloises de l'Amérique  
ressemble à une tache sur le disque du soleil. Je ne  
m'arrêterai point aux désavantages que notre armée  
doit éprouver en faisant la guerre sur un espace de  
pays aussi étendu ; une carte ordinaire , & un peu  
de sens commun , démontrent la chose bien plus  
clairement que ne feroit tout l'art d'un Rhétoricien.

10 Mai. Mais, Milords, il vous a plu de vous engager dans cette guerre, l'affaire a été mise sous vos yeux; & après de vives & longues discussions vous avez cru qu'il étoit nécessaire de châtier *l'arrogance de ces fils hautains parvenus à l'âge viril, de reprimer dans vos enfans Américains cette espece d'indépendance, cette amour violent de la liberté* qui, lorsqu'on leur laisse prendre racine, tournent les têtes des pauvres humains, quoique depuis longtems ces sentimens ayent fait la gloire & la sûreté de notre Isle. Vous avez estimé qu'il convenoit de reprimer leurs idées de propriété, qui leur persuadent *que nous n'avons point le droit de leur enlever quelque portion de cette propriété sans leur libre consentement.*

Je respecte, Milords, les décisions de cette Chambre, mais s'il est possible qu'elles soient provenues de quelques circonstances particulieres, qui aujourd'hui n'existent plus, comme de rapports faux ou mal présentés: si toute la disposition des choses, par divers accidens & événemens, étoit devenue totalement différente; il ne seroit peut-être pas indigne de votre sagesse de revenir sur vos décisions & de redresser une route qui peut avoir été tracée avec trop de précipitation.

Milords, au commencement de nos malheureuses querelles avec l'Amérique, les partisans du Ministère ont établi non-seulement qu'il étoit nécessaire mais aussi très-facile de forcer à une obéissance indéfinie, toutes les Colonies qui auroient tenté une vaine résistance. On ne cessoit de nous dire qu'ils n'avoient ni des forces suffisantes, ni les moyens de faire la guerre: qu'il n'y avoit point d'union parmi ces peuples, qu'ils manquoient d'argent, de discipline, d'officiers; & pour les rendre méprisables même comme sujets soumis, on nous a assurés qu'ils n'avoient point le courage de regarder en face un soldat Anglois, & que celui-ci par le seul avantage d'être né dans la Grande-Bretagne, étoit doué d'une intrépidité & d'une bravoure que les travaux & le besoin ne peuvent pas avoir fait naître dans le cœur d'un Américain.

Milords,



Mylords, les décisions de l'Administration ont uni les Colonies : le refus d'entendre leurs pétitions leur a fait prendre la résolution calme & réfléchie, mais terrible de nous résister. L'argent qui n'est que le type de la propriété, a été bientôt suppléé par un autre type qui sert au même usage. La liberté personnelle s'est sacrifiée pour la sécurité publique, & la propriété personnelle a cédé aux besoins de l'Etat naissant. Le mécontentement est devenu général ; & les Gouverneurs Britanniques n'ont plus l'administration des loix dans l'Amérique Britannique.

Que ceux qui ont vu couler à Lexington le premier sang de la guerre civile, nous disent s'il est vrai que les Américains manquent de bravoure. Ce sont ceux qui ont remporté l'honneur de la journée dans l'affaire sanglante où les lignes de Bunkers-hill ont été forcées ; ceux qui ont vu la valeur Britannique arrêtée, que j'interpellerai avec confiance pour réfuter la supposition absurde, que des hommes descendus de la même souche que nous, qui ont à défendre le bien le plus précieux de l'humanité, & qui sont convaincus de la justice de leur cause, pourroient craindre ainsi que de viles castes d'Asiatiques effeminés, de nous opposer une résistance qui leur coûteroit du sang.

Mylords, l'histoire de la nature humaine nous apprend que les plus grands talens languissent souvent dans l'obscurité, jusqu'à ce qu'un accident ou les révolutions des tems éveillent leur génie, & allument en eux le feu céleste. Alors on voit avec surprise ces météores répandre au loin une lumière éclatante. Alors on voit un Garçon Apothicaire (Montgomery tué à l'attaque de Quebec le 31 Décembre) commander les armées, déployer les talens & l'intrépidité d'un guerrier, & finir sa carrière par une mort qu'un Romain eût enviée. Un autre qui, dans des tems paisibles, n'a jamais eu d'autre réputation que celle d'être un *Jaquet* adroit, (Arnold) triomphant des obstacles que lui oppose la nature dans la rigueur

10 Mai.

du climat & de la saison, nous étonne par une marche qu'Annibal auroit admirée, & va porter les allarmes de la guerre jusqu'aux remparts d'une grande Ville, qui auroit succombé sans doute à une attaque aussi hardie si elle n'avoit pas eu un Carleton pour la sauver. Je ne dis point ceci pour élever la valeur des Américains, quoique les grandes actions, même de la part d'un ennemi, aient toujours des droits sur mes éloges. Ce sont des faits notoires & connus de tout le monde.

Considérons à présent ce qui a porté l'atteinte la plus flétrissante à la gloire des armes Britanniques, ce qui doit soulever l'indignation de toutes les personnes qui en gémissent. L'armée de la Grande-Bretagne, pourvue de tout ce qui est nécessaire pour la guerre, une armée d'élite, commandée par des Officiers d'élite, & soutenue par une puissante flotte, cette armée envoyée pour châtier des Sujets révoltés, pour punir une Ville rebelle, pour faire respecter l'autorité de la Grande-Bretagne, a été pendant je ne sais combien de mois emprisonnée dans cette même Ville par l'armée provinciale, qui ne lui a jamais laissé mettre le pied dans l'intérieur du pays, qui a bravé tous ses efforts, & qui a triomphé de tout ce que l'art militaire a de ressources. Il est vrai qu'il restoit un moyen de se tirer d'affaire : l'escadre n'étoit point engagée : l'armée a recours à l'escadre ; & des Généraux Britanniques, dont aucune tache n'avoit encore flétri les noms, sont forcés de fuir de cette Ville, le premier objet de la guerre, la cause immédiate des hostilités, la place d'armes des forces Britanniques, & dont la défense avoit coûté plus d'un million à la Grande-Bretagne.

Nous apprenons cet événement extraordinaire dans une gazette publiée par l'autorité du Gouvernement, & où il est dit que le général Howe a quitté Boston. Elle ne rapporte d'ailleurs aucune circonstance pour pallier cet événement. Le voile du silence en cache la honte. Mais, Mylords, quoique la nouvelle que donne le Gouvernement soit sommaire & dénuée

10 Mai

de détails; cependant les avis particuliers & le bruit public, sur lesquels je dois compter tant que ces nouvelles ne seront pas annoncées d'une manière authentique, nous apprennent que le général Howe n'a point quitté Boston de son propre mouvement, mais qu'il y a été contraint par une armée supérieure, par des efforts répétés de la part des Insurgens, par leurs travaux extraordinaires & par le feu de leurs batteries qui a mis les troupes dans l'impossibilité de tenir plus long-tems dans la place.

Je ne prétends point jeter le moindre soupçon sur la conduite de ce Général: sa réputation porte sur une base trop ferme pour être aisément ébranlée. Je suis persuadé qu'il n'a rien négligé dans cette occasion, & qu'il a épuisé toutes les ressources qu'auroient pu imaginer les Officiers les plus expérimentés. Mais les circonstances l'ont obligé de quitter ce poste où il ne lui étoit plus possible de se maintenir. La manière dont il a exécuté sa retraite, peut faire au Général un honneur infini; mais la retraite n'en est pas moins l'opprobre de la nation Britannique. Quelque tournure qu'on donne à cet événement, il sera toujours vrai que l'armée envoyée pour soumettre la Province de Massachussett, a été chassée de la capitale, & que l'étendard triomphant de l'armée provinciale est actuellement déployée sur les murs de Boston.

Mylords, un événement aussi extraordinaire, aussi contraire à toutes les magnifiques promesses du Ministre, demande un éclaircissement net & formel. Le public a droit de l'attendre, & vous avez droit de le requérir. Si les Ministres sont toujours déterminés à garder le silence, ils se rendent responsables de tous les événemens de la guerre.

Mon objet en ce jour est d'insister pour obtenir une exposition fidelle de l'état des choses. Ce n'est point en moi l'effet d'une curiosité frivole, mais de l'envie que j'ai que la Chambre instruite de tous les détails de cet événement, se trouve en état, suivant le desir de Sa Majesté, à l'ouverture de la session, de donner des

10 Mai.

avis conformes à l'importance des affaires. S'il ne s'agissoit que de ma propre satisfaction, je pourrois être content des différentes nouvelles qui me sont parvenues: il me suffiroit de savoir que le feu des batteries de l'ennemi qui a commencé le 2 Mars, menaçoit la ville d'une destruction générale, que les bombes ont été bien dirigées, pour démontrer que les Ingénieurs de l'ennemi sont très-habiles dans l'art de détruire: que la continuation de ce bombardement a mis l'armée Britannique dans la nécessité indispensable de tenter quelque coup décisif: que la résolution qui a été prise étoit digne du nom d'Howe & du courage Britannique. Mais il s'est élevé une tempête qui a fait échouer le projet. Heureuse tempête! La Grande-Bretagne lui doit la conservation de quantité de braves gens qui auroient infailliblement péri dans une entreprise au-dessus des forces humaines. Cette tempête cessée, on a vu paroître un nouvel ouvrage qui sembloit avoir été élevé par enchantement dans l'espace d'une nuit, & d'une telle force qu'il eût été de la dernière imprudence d'en risquer l'attaque. Il ne restoit plus qu'un moyen de sauver l'armée, c'étoit la retraite par la voie de la mer, & c'est le parti qu'on a très-bien fait de prendre.

Dans la gazette, le Gouvernement nous apprend avec la même indifférence que s'il s'agissoit d'annoncer le déplacement d'un Régiment qui change de quartier, que le 7 Mars, le général Howe a pris la résolution de se retirer de Boston à Halifax, & que l'embarquement s'est effectué le 17, sans la moindre opposition de la part des Rebelles. Mylords, j'admets le fait: l'ennemi n'a point tiré un seul coup de canon pendant l'embarquement. Ce ménagement tient-il à des considérations politiques? Les Provinciaux auront-ils craint d'exposer sans nécessité leur armée aux efforts de la valeur des troupes Angloises, réduites au désespoir & à qui la nécessité de se défendre, la mortification de se voir obligés d'évacuer la Ville, la honte de leur situation, & toutes les passions faites

pour enflammer le courage de braves gens , auroient inspiré une ardeur plus qu'humaine ? ou n'y a-t-il pas eu à ce sujet , comme il est raisonnable de le supposer , une convention secrète entre les Généraux des deux armées ? C'est ce que l'on ne sait pas bien précisément ; mais la gazette de la Cour nous apprend le fait important , savoir , que la Grande-Bretagne a perdu la seule place d'arme d'où elle pût entamer avec avantage ses opérations contre les Colonies Septentrionales , & que Washington a pris possession de cette place avec son armée , bien entiere & sans la moindre difficulté.

10 Mai.

Il importe fort peu que le général Howe se soit retiré à Halifax avec quelques canons de plus ou de moins. On me mande qu'il a laissé dans la ville plusieurs pieces de grosse artillerie. Et cela doit être ; car jamais dans cette position , aucune armée n'a fait de retraite sans quelque perte ou avarie de plusieurs choses nécessaires à la guerre. Mylords, je ne veux point vous donner des inquiétudes aussi inutiles que douloureuses ; mais tous les Marins que j'ai consultés craignent beaucoup pour la flotte , où les troupes sont si resserrées , & qui avec si peu de provisions , va affronter une mer orageuse , dans la saison la plus orageuse de l'année. Ces allarmes me paroissent trop justifiées par la tempête qui dans le port même a été assez forte pour empêcher nos troupes d'attaquer la batterie de l'ennemi.

Supposons que l'armée arrive en bon état à Halifax. Peut on supposer qu'elle entrera aussi-tôt en campagne ? Voilà donc la grande puissance des Colonies Septentrionales contre laquelle étoit principalement dirigée le tonnerre de la vengeance Britannique , le voilà ce centre de la rebellion à l'abri des effets de notre ressentiment au moins pour le moment actuel. On ne peut douter que cette retraite ne procure un avantage considérable aux ennemis. C'est pour eux un véritable sujet de triomphe. D'après toutes ces considérations , Mylords , ne pensez-vous pas comme moi , que la manière dont cet événement a été annoncé , est un

10 Mai. outrage pour les peuples dont on prodigue sans fruit le sang & les trésors?

J'espère qu'à la fin nous sortirons de notre assoupissement ; que nous ouvrirons les yeux pour voir & les oreilles pour entendre , & que nous cesserons de placer une confiance sans bornes en des hommes qui , les sentimens à part , font voir qu'ils manquent également des talens nécessaires pour maintenir la paix ou pour conduire la guerre.

Permettez-moi maintenant , Milords , de jeter un coup-d'œil sur la situation des affaires en Amérique. L'armée étant à Boston , je défie l'homme d'Etat le plus habile d'assurer avec certitude que Sa Majesté ait actuellement un régiment en possession d'un seul poste , excepté celui qui a passé l'hiver dans la Nouvelle-Ecosse. Quebec a été préservé pendant quelque tems par la mort de Montgomery. Cependant selon des nouvelles du commencement de Février , nouvelles dont on n'a point lieu de suspecter la vérité , les troupes Américaines étoient toujours devant cette ville : elles n'avoient point renoncé au projet de l'attaquer : elles recevoient journellement des renforts : l'intention des Provinciaux étoit d'y laisser , lorsqu'ils l'auroient prise , une garnison si forte , qu'il ne fût pas aisé de l'en déloger , & l'on ne doutoit point à Montréal que Quebec ne fût forcé de se rendre. L'évacuation de Boston laisse à Washington la liberté de mettre en campagne de gros détachemens , & c'est ce qu'il a fait. On ignore leur destination ; mais il est certain que le jour même que nos troupes ont quitté Boston , il est parti du camp des Provinciaux un corps de deux ou trois mille hommes.

Si les troupes de Brunswick & d'Hanovre qu'on a fait partir d'ici sont destinées pour Quebec , vous savez qu'elles ne peuvent point y arriver que la rupture des glaces n'ait ouvert le passage de la rivière , ce qui , selon tous les marins , a rarement lieu avant la fin du mois de Mai. Or il est très-probable que le sort de Quebec sera décidé avant que ces troupes

aient pu s'en approcher. Depuis Hallifax, qui n'est rien moins qu'une place forte & dont la situation ne promet aucun avantage des progrès qu'on pourroit faire dans l'intérieur du pays, jusqu'aux Florides, il ne reste plus aux armes de Sa Majesté que les parties éloignées où le lord *Dunmore* continue sa guerre barbare.

10 Mai.

Je ne prétends point accuser ce Lord, mais je désirerois qu'il eût été animé des sentimens généreux qui ont empêché *Clinton* de détruire sans fruit la ville de New-York. Ce Général s'est approché de New-York, les habitans s'attendoient à l'incendie de la ville. Lée s'y rendit avec une armée trop considérable pour que *Clinton* risquât de l'attaquer, & *Clinton* s'est retiré sans faire aucun dommage inutile. Des amis du Gouvernement, tel est le nom qu'on leur donne, veulent faire quelques mouvemens. Le Congrès déclare qu'ils ne sont plus sous sa protection : aussitôt des particuliers levont des troupes contre eux ; & toutes les entreprises en faveur de la Cour sont étouffées dans leur naissance.

La Géorgie, qui jusqu'à ces derniers tems étoit restée neutre, la Géorgie à qui l'année dernière vous avez donné des secours d'argent, vient de se déclarer contre vous. A la maniere dont ses habitans se conduisent, on diroit qu'ils veulent racheter leur lenteur à se joindre à la cause commune par leur empressement à s'y signaler. Vos troupes de marine font une descente sur leurs côtes : ils les repoussent jusqu'à leurs bateaux & mettent le feu aux vaisseaux marchands de la Grande-Bretagne.

Dans la Caroline, tout est en armes : par-tout les forces des Rebelles sont redoutables : la dernière tentative en faveur du Gouvernement, faite par le colonel *Mason* avec un corps considérable de gens appelés *Regulators*, est repoussée par un particulier qui arme ses amis, gagne sur *Mason* une victoire complète & lui fait un grand nombre de prisonniers.

10 Mai. Ainsi du Nord au Sud, il n'y a plus une place qui ne nous présente un ennemi : la côte sur laquelle nos troupes doivent débarquer, est ravagée : on en a fait un désert où une nuée de cigales ne voudroit pas s'abattre. Vous commencez donc aujourd'hui à faire la guerre avec une armée affoiblie ; vous voulez conquérir le Continent de l'Amérique avec l'élite de vos troupes battues, détruites & chassées de Boston. Cette expédition est tout autant une guerre de conquête, que si vous projetiez une invasion en France ou en Espagne. Pour réussir dans cette invasion, compteriez-vous sur des mercenaires Allemands, sur des auxiliaires étrangers ; sur des troupes qui ne prennent nul intérêt à la chose. L'armée Angloise qui probablement sera bien moins forte, servira avec ces troupes si nombreuses, qui, en vertu des traités sont si sûres d'agir en corps ; & si le service de la guerre exige des détachemens, il faudra qu'ils soient pris de l'armée Angloise.

Je m'abstiens de toute réflexion critique sur ces troupes ; mais je dois observer, Milords, que les batailles se gagnent rarement lorsque ceux qui sont le plus intéressés au succès, n'y ont pas la principale part ; & d'après le nombre des troupes Germaniques, il y a toute apparence que les opérations de la guerre dépendront de ces étrangers.

Avant de finir, permettez-moi, Milords, de dire un mot sur la commission que la Gazette de la Cour nous a annoncée. Je présume que ce qui passe au Grand Sceau n'est pas secret ; mais quoique je n'en connoisse pas la teneur, je ne conçois pas quels pouvoirs d'une certaine importance peuvent être donnés à cette commission sans le concours préalable du Parlement. Le Grand Sceau, à la face du Parlement, peut-il rien céder de cette autorité que le Parlement a été si jaloux de se conserver ? sans cette autorité néanmoins la paix ne peut se faire ; ou bien cette autorité confère-t-elle seulement le pouvoir de pardon-



ner à ceux qui demanderont grace & qui paroîtront la mériter? Jamais pardon ne fut sollicité par des gens qui, convaincus de la justice de leur cause, encouragés par les succès, protégés par des troupes plus nombreuses que celles qu'on leur oppose, ont, suivant le cours ordinaire des choses, l'espérance presque certaine de triompher toujours.

J'ajouterai encore que si cette guerre contre nature traîne en longueur, & continue à se faire avec la même habileté & la même opiniâtreté, ce ne sera pas l'Amérique qui demandera pardon à la Grande-Bretagne, mais que tout au contraire ce sera la Grande-Bretagne qui demandera pardon à l'Amérique de toutes les calamités que ses prétentions déraisonnables lui ont occasionnées.

Ce que je viens de vous dire, Milords, ne m'a été inspiré par aucune vue particulière : c'est le pur sentiment de mon devoir qui me l'a dicté. Tout ce que je crains est de voir cet Empire démembré ; tout ce que je désire est que la couronne de notre Souverain brille de toute la gloire qui l'environnoit autrefois.

### *Le Lord Suffolk.*

Les vrais motifs de la contestation actuelle avec l'Amérique ont été si fréquemment & si pleinement discutés que je crois, Milords, pouvoir me dispenser de suivre la longue marche du discours de milord duc de Manchester ; d'ailleurs, vous avez reconnu si souvent la justice & la nécessité de faire la guerre contre nos sujets Rebelles en Amérique, qu'il est aujourd'hui fort inutile d'entrer dans un nouvel examen d'un sujet si rebattu. Je me lève, Milords, non pas pour revenir sur des objets qui ont déjà été décidés ; mais pour m'opposer formellement à la motion actuelle, parce que je crois qu'il est impossible d'y adhérer sans risquer de nuire aux intérêts du Royaume & au succès de nos opérations futures.

10 Mai.

Les dépêches qu'on demande, Milords, roulent sur d'autres objets que ceux dont milord duc de Manchester désire d'avoir connoissance : elles contiennent des choses de la plus grande importance, tant sur le passé, que relativement aux projets qu'on se propose d'exécuter, & ces secrets sont tellement liés avec le récit de l'évacuation de Boston, qu'il est impossible de les séparer sans mettre sous vos yeux ce qu'il importe essentiellement de cacher aujourd'hui pour ne pas faire avorter les opérations concertées par le Général & par l'Amiral Shuldhām.

Je vous assure, Milords, que rien ne me satisferoit plus que d'acquiescer à la réquisition de milord Duc, si la prudence & la sûreté le permettoient ; non pas pour repaître une vaine curiosité, mais pour vous faire voir l'étendue des talens du Général qui commande les troupes, & pour vous convaincre que tous les raisonnemens que vous venez d'entendre, n'ont pas même l'ombre de fondement.

S'il étoit permis de vous communiquer cette correspondance, non-seulement vous seriez étonnés, Milords, de l'habileté avec laquelle toute l'affaire a été conduite ; mais vous ne pourriez refuser la confiance la plus entière à des opérations si bien concertées, si bien dirigées.

Milord duc de Manchester suppose que la Gazette a mal représenté les faits ou qu'elle les a tronqués : je puis l'assurer qu'il est absolument dans l'erreur. Le devoir de la Gazette est d'établir les faits, & je soutiens qu'en cela elle a été très-fidèle, & qu'ainsi qu'elle l'a rapporté, le Général a pris la résolution de quitter la Ville le 7 : qu'il l'a effectivement évacuée, & qu'il s'est embarqué sur l'escadre le 17, sans aucun obstacle de la part des Rebelles. Je vous assure qu'il a emmené son artillerie, ses munitions de guerre, tout son bagage & même sa cavalerie ; qu'il a pris à bord les habitans qui ont recherché sa protection : qu'il a aussi embarqué tous leurs effets les plus précieux, de même

que toutes les choses qui auroient pu être de quelque utilité aux Rebelles. 10 Mai.

Milord duc de Manchester suppose que cette retraite fera échouer toutes nos opérations de cette campagne ; mais j'ai l'honneur de l'assurer qu'on n'a jamais eu intention de commencer la guerre dans cette partie depuis le grand changement survenu dans nos affaires en ce pays. Lorsque l'esprit de rebellion étoit concentré dans la province de la baye de Massachusset, alors seulement il étoit convenable de faire de Boston le théâtre de la guerre ou de la coercition ; mais depuis que la défection est devenue plus générale , on n'a jamais pensé à un système aussi faux , & pour preuve de cela , je puis vous assurer, Milords , que dès le mois d'Octobre le Général a reçu ordre de quitter Boston lorsqu'il le jugeroit à propos ; ainsi sous ce point de vue l'évacuation de Boston doit vous paroître un simple *changement de position* pour exécuter des mesures déjà concertées & convenues , & dont le premier objet est d'assurer Halifax contre toute attaque de la part des Rebelles ; car c'est là que la flotte & l'armée se proposent de se rendre.

Milord duc de Manchester s'est beaucoup étendu sur la bravoure naturelle & les dispositions martiales des Rebelles. Il n'est point dans mon goût de censurer des corps entiers de nations , ou de supposer qu'aucuns des sujets de cet empire manquent de courage , mais je dois avouer que je ne vois aucune preuve du courage supérieur que les Rebelles ont déployé soit dans cette occasion-ci , soit dans toute circonstance précédente. Ils étoient cinq fois plus forts en nombre que les troupes du Roi ; ils ont eu tous les avantages de la situation ; & malgré cela ils ont souffert que les troupes s'embarquassent en emportant tout ce qu'elles vouloient. On a aussi prodigué les éloges les plus fastueux à leurs connoissances dans l'art militaire , mais quel fruit en ont-ils retiré ? Avec toute l'adresse de leurs Ingénieurs , ils ont jeté dans la ville une seule bombe

qui a blessé six personnes dont deux sont mortes  
10 Mai. depuis.

Milord duc de Manchester a dit que la maladresse de ceux qui ont négocié le Traité de Hesse a été cause que les Hessois n'ont pas mis à la voile de Spithéad aussi-tôt qu'ils y sont arrivés. Je vous assure, Milords, que le fait est très-différent. Car, quelque desir qu'ait pu avoir le Général Hessois d'attendre le reste des troupes à ses ordres, aussi tôt qu'il eut reçu un Message de S. M. pour se rendre au lieu de sa destination, il a obéi sur le champ sans témoigner aucune sorte de répugnance ou de mécontentement.

Milord Duc prétend qu'il doit y avoir eu une convention entre le général Howe & le Commandant Rebelle; cela est absolument faux, il n'y a eu entre eux aucune sorte de convention, stipulation, accord ou traité. Le Général a jugé à propos de *changer sa position*, premièrement pour protéger Halifax, & ensuite, quand cet objet seroit assuré, pour pénétrer par cette voye dans l'intérieur du pays & suivre le plan de ses opérations, non pas avec une soldatesque affoiblie ou découragée, mais avec une armée toujours animée du même zele & du même courage qu'elle a montrés dans tout le cours de cette guerre. Je suis bien intimement persuadé qu'alors le général prouvera de la maniere la plus complete que son évacuation de Boston a été la suite d'une résolution préalablement prise par les motifs les plus sages & les mieux combinés.

### *Le marquis de Rockingham.*

J'étois à la campagne lorsque j'ai reçu la Gazette qui contient l'événement qu'on défend aujourd'hui avec tant de chaleur; & quoique je n'eusse aucune autre information, j'avoue que ces détails m'en parurent également ridicules & invraisemblables. Y a-t-il quelque Lord dans cette Chambre qui, même sans avoir vu toutes les lettres qui courent ici, pourront croire que

le Général des Provinciaux auroit permis l'évacuation de Boston de la manière qu'on l'a rapportée, s'il n'y avoit point eu de l'intelligence entre les deux partis? 10 Mai.

Mais, Milords, nous pouvons nous dispenser de nous fatiguer en conjectures, quoique dans de pareilles circonstances elles puissent avoir autant de valeur que des preuves. Londres est rempli de lettres d'Officiers qui étoient de l'embarquement, & qui contredisent formellement ce que vous avez entendu aujourd'hui. Ces lettres peuvent varier sur quelques points, mais elles s'accordent toutes à dire ce que le Lord Suffolk semble entièrement ignorer: que les troupes ont été forcées par les opérations de l'ennemi à prendre la résolution d'abandonner la ville, & qu'ensuite, par une convention, il leur a été permis d'en sortir sans être molestées. Quand il n'y auroit de preuve que celle que je vais citer, elle suffiroit pour déterminer mon jugement; c'est que le Général & l'Amiral n'attendoient que le vent favorable pour se rendre au lieu de leur destination, lorsque les nouvelles sont parties de Boston. Pourquoi n'ont-ils pas détruit la ville conformément à leurs instructions, lorsqu'ils ont jugé à propos de changer leur position? ou s'ils ont été contraints de l'abandonner, pourquoi ne l'ont-ils pas rasée jusqu'aux fondemens par représailles? S'il n'y a eu ni convention ni traité contraire, se justifieront-ils auprès du Gouvernement pour avoir désobéi aux ordres?

Mais, Milords, il court dans Londres une infinité de détails, envoyés par des particuliers qui sont aussi croyables que l'Amiral ou le Général. Voici ce qu'ils disent: » Le 2 Mars au matin, la garnison découvrit qu'on avoit élevé la veille au soir, sur les hauteurs de Dorchester, une batterie qui commandoit la plus grande partie de la ville. Le lendemain, 3, les Provinciaux continuèrent à battre la ville, & incommoderent extrêmement la garnison & les habitants. La situation des troupes devint très critique

10 Mai. parce que l'escadre ne pouvoit leur donner aucun secours efficace. On tint le même jour un Conseil de guerre dans lequel il fut résolu d'attaquer les hauteurs de Dorchester, pour déloger l'ennemi, parce qu'il fut reconnu que sans cela il n'étoit point possible de tenir plus long-tems la ville. On fit donc toutes les dispositions nécessaires pour attaquer le lendemain matin ; mais une tempête violente empêcha l'exécution de ce projet. Le 5, les Aldermans furent envoyés au Général Washington pour traiter avec lui, & après quelques messages entre les deux Commandans, il fut arrêté que le 7 les troupes du Roi évacueroient la ville, ainsi que cela s'est effectué, & en conséquence les troupes, & ceux des habitans qui se sont mis sous la protection du Gouvernement, se sont embarqués le 17.

Si ces détails sont vrais comme je n'en doute pas, vous remarquerez, Milords, que s'il n'y a pas eu de convention ou de capitulation formelle, ce que sans doute les Généraux de part & d'autre auront évité de faire pour des raisons particulières, au moins l'affaire a été négociée de quelque manière, & qu'elle a toute la force d'un traité ou d'un compromis, autant que si elle eût été ratifiée solennellement, ou signée. Il a été permis aux troupes d'évacuer la ville sans être molestées, parce que du côté des troupes du Roi on s'est engagé à ne point la brûler ni détruire après l'embarquement comme avant.

Milord Suffolk nous dit que les troupes ont fait voile pour Halifax. Je voudrois bien savoir quelle certitude il a qu'elles peuvent y arriver ? Il ignore donc absolument combien la navigation est difficile dans cette saison orageuse de l'année, & dans ces mers, précisément au temps de l'équinoxe où le vent du Nord-Ouest regne constamment. Je ne puis croire qu'un Général sensé, surchargé de munitions de guerre, de canons, de passagers, de troupes, &c. voulût tenter une pareille entreprise, sans y être contraint par la nécessité. Et l'Amiral Shuldham n'auroit

jamais consenti à une démarche aussi téméraire sous le simple prétexte de pousser les opérations ultérieures de la campagne. 10 Mai.

Réfléchissez-y un instant, Milords, & vous tremblerez pour le sort de l'armée & de la marine. Considérez combien de milliers d'hommes se trouvent à bord de cette flotte, & représentez-vous au milieu de quels dangers ils se sont vus forcés à mettre en mer dans une saison & dans un climat semblables. J'avoue que je tremble sur leur destinée, & je ne serois point surpris d'apprendre par les premières nouvelles de l'Amérique, ou qu'ils ont tous été poussés vers les îles, ou qu'ils ont tous péri sur les atterages. Ainsi donc quand nous n'aurions aucuns détails des vrais motifs qui ont engagé le Général à évacuer Boston, l'honnêteté nous oblige de croire qu'il n'auroit jamais risqué ses troupes, & les succès de la campagne actuelle, ainsi que de toutes les autres pour un projet si insensé, si dangereux & si téméraire.

Mais, Milords, si la relation de la gazette porte tant de marques d'absurdité & d'invraisemblance, l'article qui la suit mérite-t-il plus de confiance de notre part ? Il y est dit qu'on a donné aux deux freres Howe une commission pour offrir le pardon & rétablir la paix. C'est-à-dire, après que le Roi a annoncé dans son discours qu'on enverroit des Commissaires pour traiter avec l'Amérique, on a laissé écoulér sept mois, l'hyver & le printems, avant de songer à cette affaire ; & précisément à l'ouverture de la campagne, après qu'on a jetté la nation dans une dépense de tant de millions, on fait le premier pas vers la paix & la reconciliation.

Cette conduite, Milords, n'a pour objet que de tromper & amuser la nation, & de lui persuader qu'on a la paix en vue afin de contrebalancer les disgrâces que les armes Britanniques ont essuyées. A tout événement je suis charmé d'entendre parler de paix, quoique j'avoue ingénument que je n'ai

10 Mai. point pu m'empêcher de rire de la relation donnée par la gazette.

Il y a une autre chose qui me frappe dans la nomination des Commissaires. Personne n'a une plus haute opinion que moi de leur bravoure & de leurs talens pour la guerre de terre & pour celle de mer. Mais je voudrois savoir si en les choisissant pour une négociation si épineuse & si importante, le Gouvernement a eu l'intention bien sérieuse d'arranger les affaires avec l'Amérique. Il me semble qu'on auroit pu faire un meilleur choix, ou au moins leur donner pour adjoints quelques personnes mieux versées dans l'art de négocier.

Enfin, Milords, je crois que la gazette ne contient pas des éclaircissemens suffisans pour vous guider dans vos délibérations. Je suis convaincu que les troupes ont évacué la ville de Boston malgré elles, & non pas de leur propre volonté. Je trouve donc la motion présente nécessaire, & je la soutiendrai de toutes mes forces.

### *Le Lord Effingham.*

Je me flatte, Milords, que vous êtes déjà bien convaincus que Boston n'a pas été évacué pour les raisons alléguées par le lord Suffolk. Il y a dans cette Chambre plusieurs Lords devant qui je n'ose parler qu'en tremblant des affaires militaires : mais comme cet objet n'a pas encore été traité, je vous demande la permission d'exposer les raisons pour lesquelles je crois qu'il étoit absolument impossible au Général de se maintenir plus long-tems avec sûreté dans Boston, ou de l'abandonner sans le brûler, s'il ne vouloit pas s'exposer à perdre son arrière-garde. La batterie élevée sur les hauteurs de Dorchester, secondée par celle qui étoit établie depuis long-tems sur la ferme de Philipps commandoit la plus grande partie de la ville & les deux tiers de la grève, d'où l'armée devoit s'embarquer. D'un autre côté les batteries de l'île de Noddie rendoient la position de l'escadre si incommode, qu'il étoit impossible,

tant



tant à l'armée qu'à la flotte de rester plus long-tems ainsi, sans déloger l'ennemi. C'étoit ce que les Provinciaux vouloient, car si les troupes du Roi eussent manqué l'attaque, leur destruction étoit inévitable, au lieu que les Provinciaux ne risquoient que de perdre quelques hommes, & de reprendre leur ancienne position. Le Général savoit très-bien tout cela, aussi après avoir pris l'avis du conseil de guerre s'est-il déterminé à attaquer les hauteurs de Dorchester. Vous avez su Milords, qu'une tempête l'a repoussé, & je crois fort heureusement; car cette attaque auroit fini par la destruction de toute l'armée.

10 Mai.

Cette ressource ayant manqué, il ne lui restoit que l'alternative de faire une convention, par écrit ou verbalement, ou de mettre le feu à la ville, & de se sauver à bord des vaisseaux qui étoient dans le port pendant la confusion qu'occasionneroit l'incendie. En ce cas même le carnage auroit été très-grand : l'arrière-garde devoit être sacrifiée pour sauver le restant de l'armée; & suivant toute apparence, le corps de nos troupes qui étoit posté à Bunkersill auroit été fait prisonnier. Heureusement le Général Howe a choisi des deux voies qui lui étoient ouvertes celle au moyen de laquelle il a cru pouvoir sauver la ville & son armée.

Ceux qui ont la moindre connoissance des affaires militaires, ou qui ont vu le plan de Boston & de ses environs, remarqueront que s'il n'y avoit pas eu quelque convention, ce que je viens de dire seroit arrivé, ou quelque chose de semblable. C'est donc une prétention trop absurde & trop grossière de vouloir vous faire croire, Milords, que l'armée est sortie de Boston en triomphe & sans être inquiétée.

Permettez-moi encore une observation : le lord Suffolk prétendra-t-il dire que c'est uniquement par sentiment d'humanité que Boston n'a pas été brûlée, ou qu'on n'auroit pas pu le faire sans perte ? Il n'osera pas affirmer sérieusement qu'on a voulu épargner la ville, & s'il veut soutenir qu'il y auroit eu du dan-

10 Mai.

ger à la bruler, je lui dirois que rien n'étoit plus aisé à faire. Si l'armée n'avoit rien à craindre de la part des Provinciaux en s'embarquant ouvertement & volontairement, elle auroit couru encore moins de risques en mettant le feu, puisqu'on auroit pu remplir les maisons de matieres combustibles, qui les auroient fait sauter, & auroient détruit la ville.

Mais, Milords, supposons que la gazette ait annoncé l'affaire telle qu'elle est arrivée, & que les troupes se soient embarquées sans avoir fait de convention à la face, de l'ennemi, & sans être inquiétées; Est-il quelqu'un des Lords de l'administration qui ose nous dire qu'il croit que le Général Howe puisse être arrivé heureusement à Hallifax? N'est-il pas plus vraisemblable que la flotte aura été poussée à Antigoa, qu'elle aura été séparée & dispersée par les tempestes, & qu'elle est actuellement errante sur l'Océan atlantique.

Quand même les troupes arriveroient en bon état à Hallifax, comment se procureront-elles des vivres dans un pays qui n'est rien moins que fertile, & qui a été épuisé par les fréquens envois de vivre pour Boston? Supposons encore qu'elles y soient débarquées & abondamment pourvues de tout ce qui est nécessaire à la vie, comment défendront-elles leur terrein contre des forces supérieures? Peut-être Hallifax sera-t-il au pouvoir des Provinciaux avant que les troupes y arrivent. On sait qu'Hallifax n'a point de fortifications régulières: qu'il n'est entouré que par un fossé & des palissades, & que les maisons y sont construites en bois. Ce plan est donc rempli de dangers; car les Provinciaux étant supérieurs en nombre pourront aisément forcer les ouvrages, ou s'ils ne veulent courir aucuns risques, il sera encore plus aisé de réduire en cendres toutes ces maisons de bois.

Ce sont-là, Milords, de simples suppositions, & qui ne sont fondées sur aucune probabilité; car je doute fort que les troupes arrivent jamais à Halifax. Si elles y débarquent le Gouvernement sera obligé de

leur faire parvenir des vivres d'Angleterre, comme il l'a fait pendant tout le tems qu'elles étoient à 10 Mai. Boston.

### *Le Lord Shelburne.*

Mes sentimens, Milords, sur l'étrange guerre que nous faisons en Amérique, sont suffisamment connus. Depuis long-tems je l'ai regardée comme cruelle, injuste, inutile & oppressive; & je suis persuadé que si on la pousse avec opiniâtreté elle finira par détruire les deux pays. Les excellentes réflexions de Milord duc de Manchester m'ont déterminé à appuyer sa motion. Je pense qu'il est très-nécessaire, Milords, qu'on vous fournisse tous les éclaircissemens demandés par Milord Duc. Comment est-il possible autrement que vous donniez votre avis à votre Souverain ? Quant même je penserois sur le compte des Ministres bien plus avantageusement que je ne fais, je ne supposerois jamais qu'il eussent en eux toute la sagesse de la nation. Vous formez, Milords, le grand Conseil constitutionnel. Il est de votre devoir comme Conseillers héréditaires de la Couronne, de consulter ensemble, de délibérer & de donner votre avis. Comment vous acquitterez vous de cette importante obligation si on vous refuse les éclaircissemens nécessaires, & la connoissance préalable des faits sur lesquels vous devrez délibérer ?

Le comte de Suffolk prétend que le plan des opérations est tellement lié avec l'évacuation & l'embarquement des troupes, qu'il est impossible de donner le détail de l'un sans dévoiler entièrement l'autre. Voilà, Milords, un langage nouveau pour moi, soit en ma qualité d'ancien Ministre, soit comme membre de cette Chambre. Je sais que lorsque j'avois l'honneur d'être un des Ministres du Roi, je regardois comme une partie essentielle de mon devoir, & d'un devoir où mon inclination me portoit, de vous fournir, Milords, tous les éclaircissemens qui m'étoient demandés. J'étois avide des occasions de signaler mon

10 Mai.

zele pour la Chambre des Pairs, croyant ne pouvoir donner une plus forte preuve de la pureté de mes intentions quand même j'aurois détruit par là mon propre système. Je fais que c'étoit là le langage & la conduite uniformes des Ministres sous le dernier règne. Je me rappelle une anecdote relativement à la défaite d'Abercromby, au fort de la guerre. Le lord Chatham fit insérer dans la gazette tous les détails de cette malheureuse affaire. Il ne se borna point à dire qu'on avoit formé une attaque qui n'avoit point réussi. Non, Milords, il fit sa confession au public : il ne se rendit point responsable de l'événement ; il mit tout le détail sous les yeux de la nation ; & par ce moyen il s'assura de sa confiance, qu'il auroit perdue par une conduite contraire.

Il étoit réservé, Milords, aux Ministres actuels de retenir toutes les informations, ou de supprimer tout ce qui n'est point favorable à leurs projets : ils refusent de communiquer la moindre chose, & s'ils le font c'est en tournant tout à leur avantage. La gazette rapporte que le Général Howe s'est embarqué sans la moindre opposition : à la bonne heure ; mais dit-elle pourquoi les troupes n'ont point été inquiétées ? On garde sur cela le plus profond silence. Supposons que le fait soit tel qu'il a été représenté, que les troupes n'aient pas été inquiétées & qu'il n'y ait eu ni traité ni convention quelconques ; je crois pouvoir expliquer cela par des motifs bien différens de ceux que le comte de Suffolk a allégués.

Ce Lord assure qu'il faut attribuer ce succès aux grands talens du Commandant en chef. Personne n'a de ce Commandant une plus haute opinion que moi. Mais je crois qu'il est très-aisé de se rendre compte de cette évacuation, sans y mêler ni les talens du Commandant, ni la poltronnerie des Provinciaux. Je me souviens qu'un grand homme (le Docteur Warren) qui est mort en combattant pour la cause de l'Amérique, a conseillé à ses compatriotes, dans un de ses écrits, de se borner à une guerre défensive. Il

est donc clair que le Général Washington agissant d'après ces principes, aura souhaité que l'armée Royale partît de Boston sans autre conséquence ? Si les troupes ont évacué Boston de la manière que la Cour l'a fait annoncer, & sans convention ni stipulation, la conduite des Provinciaux doit avoir été fondée sur le principe que je viens de citer, sur la résolution de se tenir sur la défensive. Mais, Milords, j'ai bien de la peine à me persuader que cela se soit passé ainsi : je suis plutôt porté à croire qu'on a permis aux troupes de s'embarquer à condition qu'elles épargneraient la Ville.

10 Mai,

Quand tout ce que la gazette a annoncé seroit littéralement vrai, quel tableau affligeant cet événement ne nous offre-t-il pas ? Il ressemble à tout ce que nous avons déjà vu ; c'est le même esprit qui a fait partir le Chevalier Parker dans une saison où il y avoit cent à parier contre un qu'il n'arriveroit jamais à sa destination. L'événement a prouvé la folie & l'ignorance de ceux qui ont projeté cette malheureuse expédition. Cet Officier reçoit d'abord ses ordres pour appareiller ; mais un contre-ordre le retient : puis enfin on lui mande de suivre ses premières instructions. Il part donc, & la première nouvelle qu'on reçoit de lui, c'est que sa flotte a été dispersée par une tempête, & que le Commandant s'est sauvé à Antigua avec les débris. Voilà, Milords, le sort malheureux d'un armement sur lequel on fonde de si grandes espérances ; & je crains bien que les projets que vous avez entendu tant vanter aujourd'hui, n'aient le même sort.

L'Angleterre déjà chargée beaucoup au-delà de ses facultés, va gémir sous le poids de nouvelles taxes destinées à payer les frais de cette guerre cruelle & destructive. Milord North s'est servi dans l'autre Chambre de deux argumens plausibles l'un & l'autre mais également mal fondés sur les principes de l'impôt & sur la manière de l'appliquer. Il a dit que le Royaume étoit dans la situation la plus florissante &

10 Mai.

par conséquent en état de supporter de nouvelles taxes : & ensuite que puisqu'il falloit lever des taxes , on devoit les mettre sur les objets de luxe.

D'abord je penserai toujours que nos affaires sont loin d'être florissantes , tant que l'on n'aura pas répondu aux argumens du Docteur Price ; & on ne me persuadera jamais que les voitures publiques , les actes ou les gazettes soient des objets de luxe. J'ai toujours appris à définir le luxe simplement par les productions des pays étrangers , seuls articles d'importation étrangère , & non par le produit de ce Royaume , ou par les effets de l'industrie nationale. J'ose assurer , & l'événement le fera voir , que l'Angleterre est déjà taxée autant qu'elle puisse l'être : que chaque nouvelle taxe que vous pouvez imaginer , sera contraire à quelque autre : qu'on n'aura fait qu'introduire une nouvelle manière de lever les taxes sans que la recette augmente. J'avoue que c'est une nouveauté pour moi d'entendre dire que les actes & les baux sont différentes espèces de luxe. Si cela est , je ne connois pas de transaction quelconque qui ne puisse recevoir la même qualification. Un homme de Loi , qui encore n'a pas beaucoup d'affaires , m'a assuré que cette taxe sera très-onéreuse , & que seulement dans son revenu elle feroit une différence de trente liv. sterl. par an.

Mylord Suffolk vous a dit que le Général Howe *a seulement changé sa position*, & qu'il est allé porter du secours à Halifax qui est sans défense. Pourquoi cette place , dont on se promet tant de merveilles , a-t-elle été laissée sans défense ? Et pourquoi confier sa sûreté au hasard des secours qu'on y a envoyés dans une saison aussi orageuse ? Mais quand on admettroit que les faits fussent tels que Mylord Suffolk les a exposés , je voudrois savoir ce qu'on doit entendre par ces mots *changer une position*. Quoique je n'aye que très-peu de connoissances dans l'art militaire , on ne me persuadera jamais qu'un abandon total d'une entreprise ne soit qu'un changement de position.

En un mot , Mylords , de même que cette guerre en elle-même me paroît cruelle , injuste & oppressive , je

regarde aussi la conduite que l'on tient pour la faire, —  
comme contraire à toutes les règles de la saine politique, 10 Mai.  
de la prudence & du sens commun. Je pense qu'il est  
plus que tems que vous & le public soyez instruits du  
véritable état de nos affaires en Amérique ; & pour y  
parvenir, j'appuie de bon cœur la motion faite par M. le  
Duc de Manchester.

*Le Lord Suffolk.*

Mil. Effingham a marqué son étonnement de ce qu'on  
n'a pas envoyé de dépêches au Général Howe depuis quel-  
ques mois ; & la seule preuve qu'il donne de ce fait, c'est  
que ce Général n'en a reçu aucunes, & que lors de  
l'évacuation de Boston, il ignoroit absolument tout ce  
qui s'étoit passé en Europe depuis l'Assemblée du Parle-  
ment. Mylord Effingham a pareillement fait connoître  
ses appréhensions pour l'armée & l'escadre aux ordres du  
Général Howe & de l'Amiral Shuldham, à cause des  
dangers de la mer & de l'inconstance des vents & des  
vagues.

Comme ce Lord a tant insisté sur les difficultés que  
l'on peut rencontrer à la mer, est-ce que, par la même  
raison & d'après le même principe, il ne pourroit pas  
supposer qu'il a été envoyé des dépêches au Général,  
quoiqu'il n'en ait reçu aucune avant la date de sa der-  
nière Lettre ?

J'observe encore que Mylord Effingham & M. le Duc  
de Manchester ont beaucoup parlé de la honte qu'il y a  
pour nous dans l'abandon de Boston, & qu'ils ont repré-  
senté cet événement comme devant avoir les consé-  
quences les plus fâcheuses.

Il est, je l'avoue, un peu extraordinaire que ces  
Lords changent si subitement de sentimens. Tant que  
nous étions en possession de Boston, il étoit désagréable  
d'avoir une armée Angloise renfermée dans cette Ville.  
On l'appelloit le tombeau des soldats Anglois. On la re-  
présentoit comme un lieu indifférent pour lequel nous  
prodiguions notre sang & nos trésors sans aucun avan-  
tage ; mais aujourd'hui tout-à-coup l'évacuation de

cette Ville est exagérée comme une perte réelle ; & cette  
 10 Mai. perte est représentée encore comme aussi deshono-  
 rante pour nos armes , que préjudiciable à nos affaires  
 en Amérique.

*Le Lord Weymouth.*

Je garderois le silence sur l'objet du débat actuel , si  
 je ne craignois de voir taxer l'administration d'indiffé-  
 rence ou de mauvaise humeur. Vous allez donc enten-  
 dre mes motifs d'opposition contre toute demande d'é-  
 claircissimens qui tendroient , comme ceux dont il s'a-  
 git , à dévoiler le plan des opérations projetées par le  
 Général.

Le détail donné par la Gazette , me paroît très-suffi-  
 sant. On y voit que le Général a formé la résolution d'é-  
 vacuer Boston ; qu'il l'a effectuée sans perdre un seul  
 homme , & qu'il a emporté avec lui tous ses bagages ,  
 artillerie , munitions , provisions , &c. Mylord Suffolk  
 vous a dit , avec vérité , que depuis quelques mois , il a  
 été résolu qu'on changeroit le plan des opérations aussitôt  
 que l'état des affaires en Amérique l'exigeroit. Ainsi ,  
 lorsque le Général Howe a évacué Boston , ce n'est pas  
 que la place ne fût pas tenable , mais c'est que le service  
 exigeoit sa présence ailleurs. Si l'on vouloit expliquer  
 pourquoi il est parti avec sa flotte pour Halifax , il fau-  
 drait mettre au grand jour tout le plan de ses prochaines  
 opérations.

J'observerai encore que Mylord Duc de Manchester  
 & le Comte d'Effingham ont rendu les témoignages les  
 plus glorieux à l'habileté du Général Howe & à la bra-  
 voure de nos troupes , lorsqu'ils ont dit que l'embarque-  
 ment s'étoit fait avec autant de sang froid & de tranquil-  
 lité que lorsqu'en Angleterre un Régiment quitte une  
 garnison pour aller dans une autre. Ce suffrage est d'au-  
 tant plus flatteur qu'il vient de Milord Effingham , dont  
 la guerre est la profession , & qui ne peut s'empêcher  
 d'être étonné que le Général Howe ait effectué cette  
 retraite sans qu'il y ait eu le plus grand carnage.

Tout ce que je me permettrai d'ajouter , Mylords ,



c'est qu'on ne pourroit rien circonstancier de plus , sans révéler des secrets qu'il importe de cacher à nos ennemis , & que pour cette seule raison , je m'opposerai à la présente proposition.

10 Mai.

*Le Lord Ravensworth.*

Je serois fâché , Mylords , d'abuser de votre patience , la séance ne s'étant déjà que trop prolongée ; mais je ne puis m'empêcher de vous marquer mon étonnement du langage que tiennent les Ministres. J'ai en horreur cette guerre d'Amérique qui tend à enlever aux Américains leur liberté & leurs biens ; mais tant que vous l'approuverez , Mylords , l'administration ne doit au moins rien négliger de ce qui peut la faire réussir : elle doit donc éviter soigneusement de laisser paroître des éclaircissimens qui préviendroient & renverseroient l'exécution du plan arrêté.

C'est ce qui me fait penser que la proposition de M. le Duc de Manchester est trop générale & va trop loin. S'il me le permet , je proposerai une modification pour restreindre les éclaircissemens demandés , à la simple évacuation de Boston , & aux opérations qui l'ont précédée. Pour vous prouver , Mylords , que l'administration a toujours été dans l'usage , pendant les Régnes précédens , de publier par la voie de la Gazette , ces sortes d'événemens , purement & simplement comme elles les recevoit , voici des Gazettes de Londres où vous pouvez voir , à leurs dates , des relations des batailles d'Hastembek & de Fontenoy , de la défaite de Braddock , & du massacre de nos troupes à S. Cast.

Je vous observerai , Mylords , que lors de ce dernier événement , le grand homme qui étoit alors à la tête de nos affaires , fut si attentif à instruire la Nation de ce désastre , que quoiqu'il fût tard lorsqu'il en reçut la nouvelle , & qu'il se trouvât couché , il se leva aussitôt pour faire copier cette relation , & l'envoya sur le champ à l'Imprimeur de la Gazette , avec ordre de publier à cet effet une Gazette extraordinaire. Telle a été la conduite de Mylord Chatham & des Ministres ses prédécesseurs ,

10 Mai. depuis que j'ai souvenir d'avoir pris quelque intérêt aux affaires.

Je ne fais que conjecturer sur les raisons que l'administration peut avoir de supprimer les détails de l'événement en question. Cette conduite ne peut s'interpréter que du côté le plus défavorable. Quoiqu'il en soit, je veux voir ce que les Ministres ont dans l'ame, & je demande que la proposition ne passe qu'avec une restriction que le Gouvernement ne pourra pas refuser, sans avouer tacitement qu'il cherche à cacher des faits dont vous avez, Mylords, ainsi que le Public, le droit d'exiger la communication. J'insiste donc pour cette modification *autant que ces éclaircissements n'auroient point de rapport aux opérations ultérieures de la campagne.*

### *Le Lord Suffolk.*

Je dois m'opposer à la modification par les mêmes motifs que je me suis opposé à la proposition dans son premier état. La relation de l'évacuation de Boston est tellement liée avec le plan concerté pour les opérations de la campagne, qu'il est impossible de donner d'autres éclaircissements sans découvrir en même tems des circonstances que le Public doit ignorer.

LA QUESTION mise en délibération, il s'est élevé une contestation entre le Lord Chancelier & le Duc de Bolton; *ce dernier Seigneur insistant pour que la proposition du duc de Manchester & la modification du Lord Ravensworth soient présentées séparément, & le Chancelier soutenant que puisque le Duc avoit consenti à la restriction, le tout ensemble ne devoit faire qu'une seule & même motion.*

### *Le Duc de Bolton.*

Depuis le commencement de nos querelles avec l'Amérique, j'ai évité de prendre un parti. Je suis fort éloigné d'approuver les motifs de la guerre : j'approuve encore moins la manière dont on l'a conduite. Cependant jusqu'ici j'ai gardé le silence, & je n'ai donné ma

voix qu'une fois , lorsqu'il a été question du Bill pour restreindre le commerce des Américains , parce que ce Bill me parut nécessaire dans les circonstances.

Je ne puis pas dire que je sois de l'avis de M. le Duc de Manchester , ni que la modification ne paroisse convenable. La proposition est en soi trop vague , & avec ses changemens , elle ne me satisfait pas encore. J'aurois voulu qu'on se fût borné à demander uniquement les détails de l'évacuation de Boston , vu qu'il peut y avoir plusieurs événemens entre le premier & le 17 Mars , qui n'auroient point de rapport à l'évacuation , & qu'ainsi il ne conviendrait pas de divulguer. Je pense que si la proposition n'eût porté que sur l'évacuation de Boston , l'Administration n'auroit pas pu convenablement & raisonnablement refuser de satisfaire le Public , sans s'exposer à de violens soupçons.

Je ne puis aussi que gémir de la manière dont on administre la Marine en ce qui concerne l'Amérique. Quoi , Mylords , le mortier qui a chassé nos troupes de Boston , a été envoyé en Amérique par le Gouvernement , & il n'est tombé entre les mains des Provinciaux que par inattention & négligence ! Le Lord *Townshend* qui est à la tête de l'artillerie , n'est pas aujourd'hui dans cette Chambre. Je suis bien informé que s'il avoit écouté les représentations qu'on lui a faites à ce sujet , ce malheur ne seroit pas arrivé. Je crois que le Bâtiment de transport s'appelloit le *Nancy* ou le *Peggy*. Aussitôt que le Maître de ce Bâtiment sut qu'on devoit charger sur son bord le mortier en question , il courut chez le Lord *Townshend* Général de l'Artillerie , & lui représenta que son Bâtiment étoit absolument sans défense ; & que s'il étoit attaqué , ne fût-ce que par un bateau armé , il seroit obligé de se rendre. Le Lord *Townshend* lui dit pour toute réponse , que cela regardoit le Secrétaire d'Etat.

Cet exemple & quantité d'autres semblables sont de trop sûres preuves du peu d'attention qu'on a donné au service de la Marine. Ce n'est pas que je veuille en rejeter la faute sur quelqu'un en particulier , mais il est

19 Mai.

triste de voir que par négligence ou par maladresse ; nous ayons laissé tomber entre les mains de nos ennemis plus de la moitié de notre attirail de guerre ; & ce qu'il y a de plus fâcheux , c'est que ces armes aient servi à l'expulsion de nos propres troupes, pour qui elles étoient destinées.

*Le Lord Sandwich.*

Je suis entièrement de l'avis des Lords qui ont opiné contre la motion de M. le Duc de Manchester. Je ne dirai rien de plus à cet égard ; & je me bornerai à répondre à un ou deux faits avancés par le Lord Shelburne & par M. le Duc de Bolton.

Le Lord Shelburne prétend qu'on a envoyé des ordres contradictoires au Chevalier Peter Parker : que ces variations lui ont fait perdre du tems : qu'on l'a fait partir dans une mauvaise saison , ce qui a été cause que sa flotte a été poussée sur les Indes Occidentales. J'assure-  
rai ce Lord qu'il a été très-mal informé à plusieurs égards. Le Chevalier Peter Parker n'a point reçu d'ordres contradictoires. Il n'a point reçu d'autres ordres que ceux sur lesquels il est parti. Au surplus *je n'ai eu aucune part à cette expédition* , ainsi je ne dois pas répondre de l'événement. Sans doute le plan en étoit très-bon , mais je ne me dissimule point *qu'il ne remplira jamais l'attente qu'on en avoit conçue*.

Pour ce qui est du mortier qui est tombé entre les mains des Rébelles , je n'ai rien à me reprocher dans cet événement. Le Bâtiment de transport est parti avec convoi. Il s'en est séparé , & s'y est réuni à plusieurs reprises , & enfin il a été jetté sur la côte d'Amérique où il a été pris. Ce sont des accidens que toute la prudence humaine ne pouvoit pas prévoir ; & je suis persuadé que M. le Duc de Bolton conviendra qu'on ne pouvoit pas l'empêcher.

*Le Duc de Bolton.*

Mylord Sandwich ne m'a certainement pas bien entendu. Je n'ai jamais prétendu que le Bâtiment de trans-

port & le mortier ayant été perdus faute de convoi, — 10 Mai.  
 puisque je fais le contraire. Je parle d'un fait qu'on ne peut pas contredire, des représentations que le Lord Townshend n'a pas voulu écouter. J'ajoute que si on avoit armé le Bâtiment, le même mortier qui a chassé nos troupes de Boston auroit été employé pour nous, & non pas contre nous. Il en auroit été de même de l'artillerie, des munitions, &c. &c.

Je me rappelle très-bien que pendant la dernière guerre les Bâtimens de transport étoient armés. Mais voici une question que je prends la liberté de faire au Lord Sandwich. Quoique les forces navales dans la station de l'Amérique, aillent au triple de celles de l'année dernière : que par conséquent la protection soit plus forte & qu'il y ait des convois en suffisance, Milord Sandwich ne donne-t'il pas ses soins aujourd'hui à ce qu'il ne parte aucun Bâtiment de transport pour l'Amérique, qu'il n'ait été mis en état de défense contre les Croiseurs Américains ? C'est l'expérience qui lui a appris à prendre cette précaution. Et l'Angleterre & l'Amérique s'en trouveroient mieux si l'on avoit adopté plutôt cette méthode.

*La motion avec la modification est rejetée à la pluralité de 64 contre 27.*

ON DENONCE sous serment devant la Contr 11 Mai.  
 des Aldermans, une grande quantité de matière d'or, pour être monnoye étrangere, ne faisant point partie de la monnoye ou vaisselle travaillée dans ce Royaume. La peine attachée à la violation de ce reglement, & portée par l'Acte du Parlement des six & septième années du regne de Guillaume III, est très-rigoureuse; puisque elle emporte la confiscation des espèces sur le propriétaire & une amende de 200 l. sur le Capitaine qui les recevra

à bord de son vaisseau sans un certificat de  
 11 Mai. la Cour du Lord-Maire & des Aldermans  
 de Londres; & si c'est sur un vaisseau du  
 Roi, le Capitaine, outre ladite amende, doit  
 perdre sa place.

On découvre dans les démolitions du palais  
 de Sommerfet plusieurs manuscrits de l'année  
 1484, qui contiennent des détails très-cit-  
 consciencés sur les coutumes, les loix & les  
 mœurs des Bretons avant Jules César, avec  
 une description complète & précise de la  
 Jurisdiction & de l'autorité des Druides, les  
 Prêtres & les Législateurs des anciens Bre-  
 tons. Il y a lieu d'espérer que ces manuscrits  
 jetteront beaucoup de lumières sur la partie  
 la plus obscure de l'histoire d'Angleterre, ce  
 qui les rend d'autant plus précieux que jus-  
 qu'à présent on n'a pu que former des con-  
 jectures sur tout ce qui a précédé la descente  
 des Romains dans la Grande-Bretagne.

*Extrait d'une Lettre du Bengale.*

Nous commençons à nous flatter que notre  
 guerre civile tire à sa fin. Je souhaite qu'à la  
 réception de ma lettre vous puissiez en dire  
 autant de votre querelle avec l'Amérique;  
 & si cela arrive, ce sera probablement comme  
 chez nous par la raison que les deux partis  
 seront également las d'une dispute contre  
 nature, dont il n'est possible de retirer au-  
 cun avantage. Nos nouveaux Gouverneurs  
 qui ont allumé la guerre chez nous, con-

mencement à sentir que la continuation des animosités & violences qui agitent depuis si long-tems ce pays , finiroit infailliblement par entraîner leur ruine , celle de leurs amis & celle de la Compagnie. Il regnoit jadis dans cet établissement une harmonie , une gaieté qu'on auroit cherché en vain partout ailleurs. Nous vivions tous comme dans une seule famille où personne ne prétendoit à la supériorité. Depuis quelque tems nous sommes entièrement divisés : le voisin se défie de son voisin : nous nous sommes tous rangés sous des drapeaux différens ; & chacun a été persécuté à son tour. Personne ne pense à sa propre besogne , mais on s'occupe uniquement à fouiller dans les affaires d'autrui pour trouver des motifs de plaintes. Cet état des choses est trop affreux pour durer long-tems. Chacun éprouve des calamités à son tour. Celui qui a été l'agresseur hier est attaqué aujourd'hui. La chaleur de nos disputes est plus insupportable que celle de notre climat. Nos Gouverneurs paroissent être pleinement convaincus de ces vérités. Dès qu'ils auront montré l'exemple : dès qu'ils se seront donné les mains ; l'amitié , la bonne intelligence , se rétabliront chez nous : le commerce reprendra de la vigueur ; nous nous enrichirons & la Compagnie s'enrichira avec nous.

Quant à l'affaire de M. Barwel avec le général Clavering , la voici en deux mots :

Le général Clavering avoit envoyé un

11 Mai. cartel le 25 Avril 1775 à M. Barwell , qui l'avoit insulté dans le Conseil , sur ce propos que le Général lui avoit adressé. » Je ne conçois pas comment vous arrangez votre serment avec l'argent que vous recevez ». M. Barwell avoit entendu par ce reproche , qu'il avoit trahi son devoir envers la Compagnie. Ils se sont trouvés au rendez-vous le premier Mai , avec leurs pistolets , M. Barwel demande la distance. Le plus près fera le mieux , répond le Général. Il examine les pistolets de Barwell qu'il soupçonnoit de n'être pas chargés. Barwell le prie de tirer. Clavering tire & le manque : il veut forcer Barwel à tirer à son tour ; celui-ci le refuse : il s'ensuit une explication , l'affaire s'est terminée le 2 Mai devant le Conseil par une déclaration signée de Barwell , où il a reconnu qu'il avoit donné un sens forcé aux expressions de Clavering.

12 Mai. LE ROI fait à Blankheath la revue du onzième régiment de Dragons commandé par le général Johnson.

Le vaisseau de guerre l'*Aigle* , ayant à bord le Lord Howe , part de Sainte-Helene pour l'Amérique. Il avoit déjà appareillé de Spithéad le 9 , mais le vent l'avoit retenu à Sainte-Helene.

*La suite au N°. X.*

LETTRE



*Lettre d'un Banquier de Londres,  
à M\*\*\* à Anvers.*

De Londres le 27 Septembre 1776.

S'il faut, Monsieur, en croire les bruits publics, un exprès est arrivé d'Irlande avec des dépêches pour la Cour, datées du 12 Août, de l'armée devant New-York. Le vaisseau qui les apporte a, dit-on, relâché à Cork, où il s'est répandu aussi-tôt que l'Amiral Howe étoit arrivé à l'île Staten, ainsi que la flotte qui transporte les troupes parties d'Angleterre le 6 Mai, & que le Chev. Parker s'étoit joint à ces forces avec celles qu'il ramenoit de Charles-Town. On ajoute que l'Amiral Howe a fait porter des paroles de paix aux Chefs de l'armée Américaine; mais que le Général Washington a renvoyé l'Officier qui en étoit chargé, sans vouloir l'entendre; & qu'en conséquence l'Amiral & le Général avoient résolu d'attaquer l'armée des Rebelles dès le lendemain. En même tems il se débrite fourdement que des Corsaires Américains qui ont rencontré des vaisseaux François, leur ont appris la nouvelle d'un combat furieux, dont l'événement n'auroit point été favorable pour l'armée Angloise. Comme ce combat seroit du 13 Août, & qu'il se rapporte pour la date, avec ce que l'on écrit de Cork, on est fort tenté d'y croire. Il est

tems, sans doute, qu'on reçoive quelques nouvelles certaines de cette partie du monde qui est devenue comme le centre de l'intérêt général pour la plupart des autres. Je ne vois que des gens qui en ont faim & soif & qui les attendent avec la plus brulante impatience. Mon caractère tourné à l'horreur du sang me fait désirer que celle qu'on dit arrivée par la France, & dont les détails sont effrayans, ne soit pas plus fondée que tant d'autres de même nature, dont on a depuis quelques semaines bercé la curiosité du Public. Entraîné par mes affections mercantiles, je vais jusqu'à croire, quoique presque seul de mon avis, que la brume épaisse qui couvre l'horison Américain sera dissipée tout-à-coup, non par un coup de tonnerre, mais par un rayon céleste de pacification. Je ne puis plus me rendre compte que par ce seul moyen de l'énorme longueur du silence de la Cour, sur l'état & les opérations de ses armées, car il est incontestable qu'elle en a eu très-régulièrement des nouvelles. Le général Howe a mandé, dans sa lettre du 7 Juillet, que sous deux jours il feroit entrer deux fortes frégates dans la rivière de Hudson, pour attaquer les ouvrages des Rebelles; & à quatre vingt deux jours de cette date on ne fait point encore si cette expédition a eu lieu! Cela paroît inconcevable s'il est vrai que depuis ce tems-là, un vaisseau auroit fait quatre fois, sur tout en Eté, le voyage d'aller & de retour de la Nouvelle Yorck à

l'Angleterre. Si les deux frégates ont formé leur attaque, & qu'elles aient été repoussées, ce ne peut être qu'après un combat très animé, dont la nouvelle auroit percé malgré toutes les précautions du Gouvernement pour l'écarter. Loïn qu'il soit venu un seul mot d'une action sur mer ou sur terre, de cette partie de l'Amérique, on ne fait pas encore avec certitude si l'Amiral & la flotte des Hessois, &c. sont réunis à l'armée du général Howe.

D'autres ont fabriqué des nouvelles de combats & de défaites; moi je propose des conjectures de paix. Tel ordre que le Général aura reçu ou de l'Amiral son frere, ou de la Cour, l'aura empêché d'effectuer son projet contre les ouvrages qui défendoient l'entrée de la riviere de Hudson. L'Amiral qui a paru seul, le 23 Juin, devant Halifax & cette seule fois, sera venu joindre son frere à l'île *Staten*, tandis que le Commodore Hotham aura fait reposer & rafraichir l'armée dans la Nouvelle Ecosse, d'où en effet il est arrivé plusieurs lettres qui en ont donné des indices. Je suppose l'Amiral réuni le 12 Juillet à son frere : les premiers pourparlers auront commencé; & pour me servir de l'expression du lord North, en Parlement, le 22 Mai, on aura chërché à *sonder* les dispositions réelles des Américains : opération qui suppose d'abord un manège secret. Voilà déjà quelque analogie avec le mystere qui paroît depuis près de trois mois envelopper toutes les affaires

de l'Amérique. Milord North, dans la même séance, a dit bien positivement que l'objet de la commission conciliatoire, donné à Messieurs Howe, étoit moins de convenir d'abord d'aucuns termes spécifiques d'accommodement, que de sonder &c. Cet aveu lui a été presque arraché, après qu'il se fut longtemps débattu pour ne pas donner au Parlement la communication demandée par le général Conway des instructions particulières du Général & de l'Amiral Howe. En réplique à M. Burke ce même Ministre a dit, *on ne peut rien faire que les prétentions de l'Amérique ne soient bien connues ; alors il sera assez tems d'en informer le Parlement qui pourra juger si elles sont ou ne sont pas incompatibles avec la dignité & les intérêts de la Grande-Bretagne.* Vous voyez clairement dans ces expressions, le Ministère résolu à bien connoître les prétentions de l'Amérique & engagé à en informer le Parlement pour prendre sa décision. Que nous faut-il de plus, n'est-ce pas là le mot de l'énigme que nous cherchons à deviner ? Les Plénipotentiaires auront expédié le 20 Juillet, par supposition, une barque d'avis au Ministère pour lui faire connoître les prétentions du parti avec lequel ils auront ouvert la négociation. Cette barque sera repartie d'Angleterre avec l'*ultimatum* vers le huit ou le neuf d'Août. Arrivée vers la fin de ce même mois à l'île de Staten, les Généraux seront entrés dans de nouveaux pour-

parler , dont le résultat envoyé sur le champ en Angleterre , y sera arrivé le 18 Septembre ; & la barque aura peut être été expédiée pour une dernière fois dès le lendemain. Tout cela est dans la catégorie des choses possibles. Rapprochons de cette conjecture la nouvelle prorogation du Parlement , qui s'est faite le 20 de ce mois , & qui renvoie l'ouverture de la session du 15 Octobre au 31 ; vous trouverez que c'est juste le tems qu'il faut pour avoir une dernière réponse de la Nouvelle-York ; afin que le Roi en faisant l'ouverture de la session , puisse *mettre le Parlement en état de juger si les prétentions de l'Amérique sont ou ne sont pas incompatibles avec la dignité & les intérêts de la Grande-Bretagne.*

Vous me demanderez ce que sera devenue la grande armée ? Eh bien , elle sera restée dans la peninsule de l'Acadie. Ce que deviendra celle du Général Howe , si la réconciliation n'a pas lieu ? Elle retournera pareillement à l'Acadie ; ou bien elle ira hiverner dans la Floride ; & les troupes de ces deux armées , refaites , recrutées & acclimatées , rentreront en campagne au printemps prochain sur un nouveau plan & sans doute avec de nouveaux secours. Il n'est pas douteux que la campagne de 1776 aura été perdue ; mais pouvoit on proposer un arrangement à des rebelles , diront les Ministres Anglois , sans l'appuyer d'une puissante armée ? Le grand point aura été de

prouver la vérité de cette assertion de milord North, *que la Cour ne desiré rien tant que de prévenir autant qu'il sera possible l'effusion du sang, & qu'on ne peut rien faire que les prétentions de l'Amérique ne soient bien connues.* C'est dans cet esprit sans doute que les Ministres ont dit hautement, sur la nouvelle de l'échec souffert par l'armée du Roi à Charles Town, que cette expédition avoit été *mal conduite, mais qu'elle n'entroit point dans le plan général.*

Si ces idées ne vous paroissent pas plausibles : ou si elles sont détruites par l'événement, vous me ferez toujours gré de m'être nourri d'un espoir qu'aucune ame honnête ne défavoueroit. S'il faut que cette malheureuse guerre continue, le commerce de la Grande-Bretagne sera perdu sans ressource, & sa banqueroute inévitable. Quand même vous apprendriez que l'armée Américaine a été entièrement défaite, & que l'étendart d'Angleterre flotte sur les murs de New-Yorck, ne croyez point que ce soit, pour cela, une affaire terminée. Le 12 Août est la dernière date que nous ayons, mais pour parler comme les marins, c'est proprement le 6 Sept; car il est à parier que l'armée du Roi n'avoit remporté, à cette date, aucun avantage décisif, puisque la navigation n'étant que de vingt jours, on en auroit sûrement des nouvelles. Je dis donc qu'à compter du six Septembre il seroit resté à l'armée du Roi un intervalle trop court pour profiter de ses avantages; & qu'ils ne lui

donneroient pas une grande avance pour la campagne prochaine.

Nous croyons , sur oui dire , que les Américains ont eu d'abondans secours de la part des étrangers, en munitions & en Ingénieurs, mais il y a un fait constant, c'est qu'il attendent un très-grand Général, sur lequel ils ont droit de fonder leur principal espoir; & ce Général s'appelle l'*Hiver*. Soyez sûr, Monsieur, que son assistance les mettra en état de souffrir & de faire de grandes choses. Je ne vois du côté de l'Angleterre que la négociation qui puisse faire augurer un heureux avenir. Dans des siècles moins éclairés, tout un peuple auroit été dans la consternation, par un accident semblable à celui qui vient d'arriver à Milord North. Il a fait le 24 une chute de cheval, & il a eu le malheur de se casser le bras. On le lui a remis sur le champ, & il est aussi bien qu'il puisse être. Mais que diront ou que ne diront pas les Américains, quand ils apprendront que celui qui tient le timon des affaires en Angleterre a le bras cassé? Des esprits aigris trouvent à gloser sur tout. Je fais qu'on les sert ici à souhait, & qu'il leur a été envoyé plus d'une relation burlesque des outrages sans nombre que Milord & Milady North ont essuyés, & des risques même qu'ils ont couru en passant par la ville de Worcester, dans le voyage qu'ils y ont fait à la fin du mois dernier, pour goûter

pendant quelques semaines les plaisirs de la campagne, à la terre d'un de leurs amis intimes. On fait déjà sûrement en Amérique, que ce Lord fut volé dernièrement dans son carrosse, en revenant de sa terre à Londres; & on n'y a pas oublié la scène fâcheuse qui lui arriva il y a quelques années aux portes du Parlement, où il pensa être mis en pièces par une multitude ameutée. Toutes ces aventures, auxquelles on ne prendroit seulement pas garde dans d'autres circonstances, donneront matière, en Amérique, aux propos les plus méchans. Pour nous, laissons l'humeur des mécontents s'exhaler contre un Ministre criminel à leurs yeux par son attachement invariable à des principes qu'ils croient devoir redouter & détester; & plaignons dans l'homme d'état que le malheur semble poursuivre, le sujet zélé, l'ami fidèle d'un prince, qui méritoit de regner sur des peuples plus capables d'apprécier ses rares vertus; & plus disposés à souffrir des épreuves calculées, sans doute, dans la seule vue de leur plus grande prospérité.

Voici du nouveau, Monsieur, ( je reprends ici ma lettre que j'avois quittée ). Les événements se montrent un peu différens de l'aspect sous lequel je me les étois figurés. J'avoue qu'ils paroissent déranger mes combinaisons de paix, mais quoique je ne leur crûsse pas une grande valeur, encore ne puis-je étouffer tout d'un coup le sentiment qui m'y atta-



choit. Vous êtes le maître de dire c'étoit le rêve d'un homme malade, *ægrî somnia* : l'effet de la douloureuse impression que faisoit sur moi la désolation répandue ici par les prises d'une infinité de vaisseaux, des îles & de la Méditerranée; & par les banqueroutes de plusieurs bonnes maisons de Londres. Je voulois absolument qu'on eût entamé avec quelque succès le grand ouvrage de la paix; parce que je le désire avec la plus vive ardeur. Seroit-il possible que je fusse trompé dans mon espérance? Quoique les apparences soient contraires à mes idées, trouvez bon que je ne m'en détache pas encore. Il s'agit d'une Gazette de la Virginie, datée du 3 Août, & apportée à Grenock en Ecosse sur un bâtiment qui y est arrivée le 19 de ce mois. Pressé par l'heure du Courier, je ne ferai aucun changement à la première partie de ma lettre, qui après tout, si elle ne dit point ce qui est, dit au moins ce qui devrait être; & je ne vous donnerai ici qu'un extrait succinct, quoique suffisant, des intéressantes nouvelles que l'on vient enfin de recevoir de la Nouvelle Yorck. La date de la Gazette de la Virginie vous fait voir qu'il ne s'agit pas encore de l'affaire que l'on prétend avoir eu lieu le 13 Août, quoiqu'il soit vrai de dire qu'elle semble préparer à quelque grand événement de cette nature.

Le 20 Juin l'Amiral Howe qui étoit parti

d'Angleterre le 12 Mai, a paru sur la côte de la Province de la Baye de Massachussets, d'où il a écrit & daté une lettre circulaire à différens Gouverneurs. Cette lettre étoit accompagnée d'une déclaration, où après avoir rapporté la clause de l'acte prohibitif, qui autorise les Plénipotentiaires du Roi à déclarer que telle ou telle des Colonies rebelles est dans la paix de Sa Majesté, lequel acte cessera d'avoir lieu à l'égard de cette Colonie; ce Lord annonce que le Roi voulant délivrer ses Sujets Américains du fleau de la guerre, & leur rendre la paix & sa protection dès que l'autorité constitutionnelle du Gouvernement aura repris ses droits parmi eux, il a plu à Sa Majesté de nommer deux Plénipotentiaires par ses Lettres-Patentes, scellées du grand sceau, le 6 Mai, (lesquels sont Richard, Vicomte Howe, & William Howe) pour accorder un pardon absolu & général à tous ceux, qui dans ce tems de tumulte & de désastre, auront eu le malheur de s'écarter de leur devoir, & qui voudront, en y retournant promptement, mériter de rentrer dans les bonnes grâces de leur Souverain. » Je déclare donc, poursuit le lord Howe, qu'on aura les égards convenables pour les bons services de tous ceux qui aideront à rétablir la tranquillité publique dans lesdites Colonies, ou en quelque partie d'icelles: que les pardons seront accordés, les représentations reçues, & tous les encoura-

gemens possibles donnés à ceux qui contribueront à rétablir le Gouvernement légal & la paix, conformément aux très-gracieuses intentions de Sa Majesté ».

» Donné à bord du vaisseau de guerre l'Aigle, &c. En tête de cette piece l'Amiral s'intitule, Richard, Vicomte Howe, du Royaume d'Irlande, un des Commissaires du Roi pour rétablir la paix dans les plantations & Colonies de Sa Majesté en Amérique, &c.

La lettre annonce à chacun des Gouverneurs l'arrivée du Lord & l'objet de sa mission, & ils y sont priés de rendre la déclaration aussi publique qu'il sera possible dans leurs districts respectifs.

Trois jours après l'expédition de cette lettre, c'est-à-dire le 23 Juin, l'Amiral s'est montré devant le port d'Halifax, d'où il a écrit en Angleterre qu'il alloit repartir sur le champ pour se joindre à son frere, qui avoit appareillé le 10 pour New-York. Le Dimanche 14 Juillet, huit jours après que le général Howe avoit mandé aux Ministres son arrivé à l'île de *Staten*, l'Amiral envoya le Capitaine & le Lieutenant de son vaisseau vers les Américains. Ils étoient porteurs d'une lettre dont l'adresse étoit conçue ainsi. *A George Washington, Ecuyer.* (C'est-à-dire à M. George Washington) L'Ajudant général qui les reçut, après qu'on se fut fait de part & d'autre quelques civilités, leur déclara qu'il ne pouvoit point se

charger de la lettre & persista dans ce refus ; quoique les Officiers insistassent long-tems & fortement pour lui faire prendre, en l'assurant qu'elle ne contenoit que des choses honnêtes, que Milord avoit les pleins-pouvoirs les plus étendus, qu'il étoit fâché seulement de n'être pas arrivé quelques jours plutôt.

Le 16, Milord Howe fit faire une nouvelle tentative qui fut aussi infructueuse que la première, la lettre ayant été refusée par les mêmes raisons, c'est-à-dire, parce que l'adresse ne donnoit point à M. Washington la qualité de Général en chef de l'armée des Etats libres & confédérés. On ajoute qu'il leur fut dit que cette commission même étoit une insulte, puisque la Grande-Bretagne savoit bien que si elle retiroit ses troupes, la paix seroit faite.

Le 19, le Congrès général de Philadelphie a pris un arrêté par lequel il approuve le refus que M. Washington a fait de recevoir la lettre en question, déclarant qu'il a soutenu la dignité de son rang ; & en même tems il ordonne qu'aucune lettre ou message ne puisse être reçu de la part de l'ennemi, par le Commandant en chef ou aucun autre Commandant, à moins qu'ils ne leur soient adressés sous leurs qualités respectives. — Par ordre du Congrès, signé Hancock.

Le même jour, autre arrêté du Congrès relativement à la déclaration. Il est dit que cette pièce, qu'un Parlementaire avoit portée

à Amboy , avoit été envoyée au Congrès par le général Washington. Le Congrès ordonne que cette déclaration & la lettre circulaire soient rendues publiques par les gazettes , afin que les bons peuples des Etats unis , puissent savoir qu'elle espece d'hommes on a choisis pour en faire des Commissaires, & qu'elles fent les conditions , par l'attente desquelles la perfide Cour de la Grande-Bretagne a essayé de les amuser & les désarmer ; & aussi pour que le petit nombre de ceux qui n'auroient point encore pris de parti & à qui il seroit resté quelque espoir dans la justice & la modération de leur ci-devant Roi , soient convainçus enfin que si l'Amérique conserve sa liberté, elle en sera redevable à la seule valeur de ses peuples — *Signé*, Charles Thompson, Secrétaire.

Voilà , Monsieur , les seuls détails que donne sur la Nouvelle-York , cette gazette de la Virginie Il est vrai que le Congrès & ses Généraux, ont déployé en cette occasion beaucoup de fierté & de résolution , & qu'ils semblent déterminés à tout , pour soutenir l'acte d'indépendance ; mais qui peut dire si dans le même tems des Emissaires secrets n'avançoient pas beaucoup l'affaire de la négociation au milieu du Congrès même , & par des moyens par rapport auxquels il est rare que l'on chicane sur les qualités ? L'intervalle est encore long du 19 Juillet au 6 Septembre , & si dans tout ce tems il n'y

a point eu d'attaque générale ou d'action d'une certaine conséquence, permettez moi de vous dire que c'est un grand indice en faveur de mon opinion, qui se trouve déjà vérifiée à deux jours près, quant à l'arrivée du lord Howe à l'île de *Staten*, dont j'avois fixé l'époque au 12 Juillet. Je ne renonce donc point encore à l'espoir dont j'ai crû pouvoir me flatter, malgré même diverses nouvelles de cette gazette du 3 Août, par lesquelles je vais finir ma lettre.

La Colonie de la Virginie s'est donnée une constitution nouvelle, & Elle a choisi pour son Gouverneur le Colonel Henri. Le 4 Juillet, l'assemblée générale de cette Province, après avoir fait plusieurs réglemens, s'est ajournée au 7 Octobre. L'Administration de la Colonie, est composée d'un Gouverneur & de huit Conseillers d'Etat, de cinq Commissaires & trois Juges d'Amirauté, d'un Avocat-Général, & de deux Commissaires des Comptes. L'état est signé ainsi, « que Dieu conserve la République ».

L'acte d'indépendance a été lu le 10 Juillet dans la ville de New-York, à la tête de chaque brigade de l'armée du Continent, & il a été reçu avec toutes les démonstrations possibles de joie, & le peuple dans l'ivresse de ce premier transport, a renversé la statue équestre du Roi, qui avoit été élevée en 1770, sur la principale place de la Ville. Le plomb dont ce monument étoit formé fut destiné aussi-tôt à faire des balles.

Le même acte d'indépendance a été publié dans la nouvelle Jersey, & y a fait la même sensation.

On a su les particularités suivantes d'un vaisseau arrivé de la Virginie à Glasgow avec vingt deux passagers. Avant de leur permettre de s'embarquer, on a exigé d'eux leur promesse sous serment, 1°. qu'ils n'emporteroient pas plus de 50 livres en especes; 2°. qu'ils ne revien droient jamais comme ennemis dans la Colonie; 3°. qu'ils ne révéleroient point ce qu'ils savent de son état actuel.

Ce vaisseau a parlé à la frégate le *Boréas* qui retournoit de New-York à la Jamaïque. Elle étoit partie de Sandy Hook le 12 Août. Toutes les troupes étoient assemblées & formoient une armée de vingt-cinq mille hommes. Les ordres étoient donnés pour attaquer le lendemain, & on s'y préparoit dans toute l'armée.

J'ai l'honneur d'être &c.

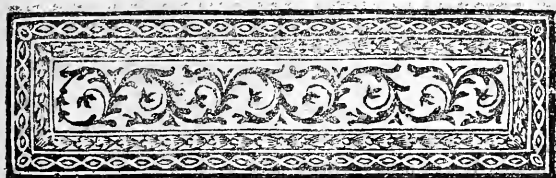
P. S. Au moment que j'allois fermer ma lettre, on m'apprend, Monsieur, la nouvelle certaine de l'arrivée de deux vaisseaux qui sont partis de New-York le 15 Août. Ils sont entrés dans un port d'Irlande, d'où un exprès a été dépêché aussitôt à Londres. Il n'y avoit rien de nouveau à cette date, & on ne savoit point quel jour les Généraux comptoient faire exécuter la descente, ni si elle s'effectueroit.

## 80 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Il se débite beaucoup d'autres nouvelles, mais je me borne à vous mander celle qui me paroît la mieux constatée, c'est que le combat du 13 Août étoit encore une fiction.

L'état de milord North n'est nullement inquiétant, quoiqu'on assure que dans sa chute le tête avoit porté violamment. Il n'a pas même eu de fièvre.





# AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

**L**E Chef des Mohocks, Tribu des Sauvages de l'Amérique, sur les derrières de la Nouvelle Angleterre, part de Londres pour se rendre à son pays, Il étoit venu avec le Capitaine Tice, Officier établi depuis long-tems dans le voisinage des Mohocks, & qui est en grande vénération auprès de tous les Sauvages en général. Ce n'est pas la première fois que l'Angleterre a reçu une semblable visite. Sous la Reine Anne un Chef de la même nation se rendit à Londres où la Cour le traita fort bien. On prit son portrait qui est encore dans le Musée Britannique. Les Mohocks étoient alors sans aucune espèce de

12 Mai.

N<sup>o</sup>. X. A

## 2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

11 Mai.

civilisation. Suivant la chronique du tems, le nom seul de Mohock inspiroit la terreur à Londres. Mais un demi siècle a opéré un grand changement dans la nation des Mohocks. Ces peuples sont actuellement si bien façonnés à la vie civile qu'il ont des établissemens fixes & des maisons commodes, & qu'ils exercent & entendent très bien l'agriculture & font le commerce avec les Colonies Britanniques. On les a convertis à la Foi Chrétienne & ils ont parmi eux un Ministre qui célèbre le service divin suivant la liturgie Anglicane, dont ils ont une traduction dans leur langue.

Leur Chef actuel est le petit fils de celui qui est venu en Angleterre du tems de la Reine Anne. C'est un jeune homme qui a déjà rendu plusieurs services à la nation Britannique.

La guerre civile qui vient de s'élever en Amérique a été la cause de son voyage. Les deux partis lui ayant demandé son assistance il s'est trouvé fort embarrassé : n'entendant rien au fond de la querelle. Avant de prendre une résolution définitive, il a voulu venir devant le grand Roi, comme disent les Sauvages d'Amérique lorsqu'ils parlent du Souverain de la Grande-Bretagne. En conséquence il s'est rendu à Londres au commencement de cette année avec son conducteur.

Par quels raisonnemens est-on parvenu à convaincre ce Sauvage de la justice des prétentions du Gouvernement relativement aux

Colonies? c'est ce que nous ne savons point. 12 Mai.  
 Mais on assure qu'il a promis de mettre trois mille hommes de sa nation en campagne pour le service du Roi.

Cet Américain n'a point la féroce dignité d'un Chef de Sauvages, & on ne remarque en lui aucune force extraordinaire d'esprit ou de-corps. Il a fait graver sur son *Tomahawk* ou assômoir, la première lettre de son nom de baptême *Joseph*, & ce mot, *Thayen'dancken* qui est son nom *Mohock*. Il est d'un caractère doux & tranquille, qui fournit une nouvelle preuve du pouvoir de l'éducation sur la nature. Il parle très-bien Anglois, & il possède à tel point cette langue qu'il est actuellement occupé à traduire le Nouveau Testament en Mohock. A son arrivée à Londres on le conduisit à l'Auberge appelée le *Cigne aux deux têtes*. Un autre logement lui étoit préparé, mais il trouva les gens de l'Auberge si honnêtes qu'il ne voulut jamais les quitter. Il y a toujours resté pendant son séjour à Londres. Tout ce qu'il a vu en Angleterre a paru en général lui causer beaucoup d'étonnement; mais sur tout, d'après son aveu, les femmes & les chevaux.

*Avis aux Actionnaires de la Compagnie des Indes.* 13 Mai.

» La question qui doit être agitée dans l'assemblée de demain est très-simple. Il s'agit de savoir si l'on doit condamner un homme (M. Hastings) d'une réputation intacte, &

## 4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

13 Mai.

d'une capacité peu commune , seulement sur des assertions générales dénuées de toutes preuves : seulement parce qu'il peut être plus avantageux de préférer les accusateurs pour la succession aux places qui vaqueront , & cela avant que les réponses de l'accusé soient arrivées ou entendues ; quoiqu'on sache qu'elles sont sur le vaisseau le *Northumberland* , actuellement à Lisbonne ; quoiqu'il soit également notoire que ces réponses renferment une réfutation complète des calomnies de ses adversaires ? N'est-il pas plus sage de revenir sur une délibération précipitée de onze contre dix , pendant l'absence de trois amis de M. Hastings , & cela quand il s'agit de la question la plus importante qui ait jamais été agitée devant des actionnaires : lorsque la justice l'exige : lorsqu'il peut résulter un grand bien de la révision qu'on demande , & beaucoup de mal du refus de cette révision ?

### *Autre avis aux Actionnaires de la Compagnie des Indes.*

» On espere que les actionnaires qui soutiennent la cause du Gouvernement , sentiront la convenance de rappeler M. Hastings. Nous ne prétendons point qu'il y ait aucune preuve positive ; mais il y a des motifs suffisans de suspicion : cela est assez pour déterminer le suffrage de tout homme impartial , & attaché au Gouvernement de S. M. ; puisqu'il est inévitable de destituer ou M. Hastings ou ses accusateurs.

Et qui pourroit balancer entre les anciens  
Officiers d'une Compagnie corrompue (MM. <sup>13 Mai.</sup>  
Hasting & Bavell) & ceux qui ont été nom-  
més en dernier lieu par le Parlement !

CHAMBRE DES PAIRS.

Une Commission composée du Lord Grand-  
Chancelier, de l'Archevêque de Cantorbery  
& du Lord Président du Conseil, envoie par  
l'Huissier de la verge noire un message à la  
Chambre des Communes, pour prier ses Mem-  
bres de se rendre sur le champ à la Cham-  
bre des Pairs.

L'Orateur & les Membres de la Cham-  
bre étant montés, les Lords Commissaires  
donnent le consentement royal au Bill pour  
lever une certaine somme par emprunt, en  
billets d'Echiquier, pour le service de l'an-  
née; à celui pour empêcher le plus efficace-  
ment de voler & détruire le gibier dans la  
Grande Bretagne: & pour abroger quelques-  
unes des loix précédentes sur cet objet: à  
celui pour déclarer les sujets naturels de Sa  
Majesté en Ecosse habiles à hériter des biens  
de leurs ancêtres: & à celui pour accorder,  
pour un certain tems, une gratification sur la  
graine de lin, du crû des Pays-Bas Autri-  
chiens, qui sera importé en Irlande (où on  
n'en reçoit plus de l'Amérique, ce qui fait  
un tort prodigieux aux Manufactures de ce  
Royaume).

Après la signature des Bills, le sieur M. Ho.

## 6 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

13 Mai.

du bureau de l'Excise, se présente à la Chambre des Pairs, & remet à la Barre une note de l'impôt net sur l'argenterie, depuis le commencement de l'Acte jusqu'en 1763.

Le Lord Ravensworth fait la proposition suivante :

» Que les Commissaires de l'Excise écrivent des lettres circulaires aux personnes qu'on pourra supposer avoir de l'argenterie, & à celles qui n'auront pas payé régulièrement l'impôt sur cet objet. Les Commissaires mettront sous les yeux de la Chambre, dans la prochaine session du Parlement, les noms des personnes à qui l'on aura écrit lesdites lettres, en spécifiant celles qui se seront conformées au contenu de ces lettres, ou celles qui ne l'auront pas fait.

Le question ayant été débattue a passé à l'affirmative. »

On a ensuite proposé que ledit arrêté fût inséré dans la Gazette de Londres, pendant quatre samedis consécutifs, ce qui a été ordonné.

D'après cela on doit s'attendre que bientôt l'Excise exercera une vraie inquisition. Il est vrai qu'on peut craindre que les progrès des Américains, & les suites de leur guerre, ne laissent pas en Angleterre beaucoup de vaisselle d'argent à cacher. Mais d'après l'exemple que l'Excise vient de donner en écrivant à des particuliers, on doit croire que les Commis ne tarderont pas à s'arroger le droit

d'entrer dans les maisons pour y faire des visites.

13 Mai,

LE LORD EFFINGHAM forme sa motion sur l'objet des permissions accordées nonobstant l'Acte prohibitif du mois de Décembre.

La motion que je vais faire aujourd'hui, Milords, est la même que je vous ai déja présentée, & que j'ai crû devoir retirer parce que plusieurs d'entre vous ont levé le siège aussitôt que le débat a été entamé. Tout ce que je demande c'est qu'on se persuade bien que je n'ai nul dessein d'appliquer cette motion à aucune personne en particulier. Au contraire j'aurai grand soin d'éviter jusqu'aux apparences de pareil procédé. Avant d'entrer en matière, il est bon de vous informer qu'à cause de la variété des objets que ma proposition embrassera, & du nombre des papiers qu'il faudra examiner pour approfondir ce sujet, & attendu que la session du Parlement tire à sa fin, mon intention n'est pas de traiter cette matière à fond, mais seulement de profiter de cette session pour faire assembler les matériaux, afin que vous puissiez, Milords, être assez instruits de la chose avant la session prochaine, où elle sera discutée plus amplement.

L'acte en question a été éludé, mal interprété & violé de la manière la plus révoltante. L'acte prohibitif paroît avoir été fait uniquement dans la vue de procurer aux Ministres une occasion de le violer, afin de détourner le commerce de l'Amérique de ses canaux ordinaires, c'est-à-dire du corps respectable des Marchands de la ville de Londres, & de le faire passer dans les mains d'un petit nombre de personnes viles & obscures. Je me flatte de n'avoir pas besoin de m'excuser auprès de vous, Milords, quand je veille sur les droits de chaque individu & de toutes les classes d'hommes qui composent la grande Communauté, & que je m'acquitte par-là de ce que je dois à cette Chambre & au Public. Vous me trouverez encore

## 8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.

13 Mai.

bien plus fondé dans ma demande, lorsque j'ajouterai d'après de bonnes informations que si cette fraude n'eût pas été découverte & arrêtée promptement, le commerce de la Grande-Bretagne auroit tourné absolument en monopole, comme celui de la Compagnie des Indes ou de toute autre Compagnie; & que les exportations n'auroient gueres été moindres de ce qu'elles étoient avant que l'acte fût passé, dans le tems où le commerce étoit libre & permis.

Vous devez vous rappeler, Milords, que l'acte pour défendre tout le commerce de ce Royaume avec l'Amérique Septentrionale contient une clause pour permettre l'exportation des munitions & provisions pour l'usage des troupes à Boston, une autre exception en faveur des provinces du Canada & de la Nouvelle Ecosse, & enfin une liberté générale pour tout les lieux où les troupes du Roi pourroient être stationnées dans le cours des opérations futures de la guerre.

Pour vous montrer, Milords, que je parle d'après une autorité suffisante, je demande que le Clerc de la Chambre lise les permissions accordées à deux vaisseaux, avec les connoissemens de cargaisons y attachés. (*Ici le Clerc a lu les connoissemens par lesquels on a vu que ces permissions avoient autorisé l'exportation de beaucoup d'articles de toiles, de laines, de coutellerie, de merceries, de quincaillerie, de chapelleries, d'épiceries & de bien d'autres articles qui n'entrent point du tout dans la classe des munitions ou provisions.*)

Je ne m'étendrai pas, Milords, sur un fait dont vous venez d'avoir la preuve, parce que j'ai une autre pièce à vous lire & qui vous surprendra bien davantage. Vous ne serez pas moins étonnés de savoir quels sont les gens que l'administration a choisis. L'un d'eux est un certain Antony Mery, que personne ne connoît dans cette branche de commerce. Ce Mery est aussi un Entrepreneur pour les vivres des armées. Lorsqu'il s'adressa aux Négocians & aux Manufacturiers pour



demander du crédit , il produisit une lettre du Secrétaire de la Trésorerie , ( le Chevalier Grey Cooper ) 13 Mai. par laquelle celui-ci desiroit qu'il pût trouver du crédit jusqu'à la concurrence de 3000 liv. sterl.

L'autre personne employée dans cette affaire est un M. Christie, Virginien, frere, si je ne me trompe, du Colonel *Christie*, Adjudant général en Canada. Ce particulier, encore moins connu, s'il est possible, que M. Merry, ( car je sais qu'auparavant il n'a jamais fait enregistrer le moindre article pour l'Amérique ) est l'autre personne favorite qui a été choisie pour cette affaire. (*Ici le lord Effingham a demandé la lecture d'une permission accordée au vaisseau le Betty, Capitaine Jamson, avec le connoissement y annexé, ainsi que d'une lettre aux Commis des Douanes du 7 Février, signée G. Germaine, & de la nouvelle permission accordée le 10 Avril à la place d'une autre du mois de Mars, mais révoquée ensuite comme étant trop générale.*) Par cette lettre vous voyez bien, Milords, que S. M. d'un côté & M. Merry de l'autre, font ensemble un marché pour des munitions & provisions pour l'usage des troupes.

Vous voyez pareillement, Milords, que l'effet de la révocation de la premiere permission, a été d'autoriser M. Merry à exporter des marchandises pour le montant de plusieurs mille livres de plus qu'il ne lui avoit été accordé d'abord, & vous remarquerez que la maniere dont M. Merry a rempli son traité avec S. M. a été d'acheter, non des munitions & des provisions, mais toutes sortes d'assortimens de couvertures & draps de lit, de clous, de gazes, d'épingles, d'aiguilles, d'étoffe de soye, de thé, d'osnabruks, de cuirs de Russie, de blondes, de toiles & de draps de laine, en un mot de tout ce qu'on exportoit ci-devant de ce pays-ci pour l'Amérique....

En conséquence, je demande que les papiers soient mis sous les yeux de la Chambre avant qu'elle soit prorogée, afin que le tout puisse être pris en considération à la session prochaine.

## 10. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

### *Le Lord Denbigh.*

13 Mai. Comme cette affaire a déjà été discutée à fond dans la Chambre des Communes, & qu'il a paru qu'il n'y avoit le moindre fondement au bruit qui s'est généralement répandu d'une contravention, j'aurois mieux aimé que le lord Effingham eût différé sa proposition jusqu'à la session prochaine. D'après ce qui est déjà venu à ma connoissance je suis dans la persuasion que le Ministère, loin d'être reprehensible, mérite les plus grands éloges pour avoir accordé ces permissions, & qu'il s'est fait beaucoup d'honneur en les revokant aussitôt qu'il a su qu'on en abusoit.

D'ailleurs, Milords, de quoi se plaint-on ? De ce qu'on a permis l'exportation d'un petit nombre d'articles qui n'ont point de rapport aux munitions & provisions. Il est sorti en effet de ce pays quelques épingles & aiguilles, & trois cens livres de tabac d'Ecosse, avec une grande quantité de thé. Nous ne supposons point que plusieurs de ces articles fussent destinés pour l'usage du soldat ; mais croyez-vous qu'il soit nécessaire de faire une enquête publique sur une bagatelle de cette nature, ou qu'il faille censurer tacitement, ou hautement ceux qui ont accordé ces permissions, tandis qu'après avoir bien examiné les choses on les trouveroit plutôt dignes des plus grands éloges ?

Je ne donne ici mon avis que pour faire entendre au lord Effingham que la Chambre des Communes n'a rien vu dans cette affaire qui fût digne d'attention, & que quand les choses seroient autrement, il vaudroit mieux reculer la présente motion jusqu'à ce qu'elle fût accompagnée de l'enquête proposée.

### *Le Lord Sandwich.*

Quoique je n'aye pas une part directe à l'expédition des permissions qui font le sujet de la motion actuelle, cependant je me regarde comme obligé en quelque

façon de vous communiquer, Milords, ce que je fais sur cette matière, parce que ces permissions sont parties du Bureau auquel j'ai l'honneur de présider. 13 Mai.

J'imagine que c'eût été agir avec plus de bonne foi & bien plus convenablement, si le lord Effingham eût différé sa motion aussi bien que l'enquête jusqu'à la première session; & je vais vous en dire la raison. On propose une motion précisément au moment de la prorogation. L'accusation qu'elle contient, est qu'un acte du Parlement de la première & de la plus générale importance est violé de connivence avec l'administration, si ce n'est pas même par ses ordres directs; que les motifs qui l'ont fait agir, étoient d'établir un monopole au détriment de l'honnête commerçant, & que pour mettre ce projet en exécution, on a eu recours aux manœuvres les plus perverses & les plus infâmes. La motion ayant lieu aujourd'hui, il se répandra dans le monde qu'il faut bien qu'il y ait du moins quelque fondement à cette accusation. Les coups sont portés, l'accusation est formée. L'administration reste en souffrance & sera méprisée du Public, jusqu'à ce qu'elle ait l'occasion de prouver son innocence, & c'est ce qu'elle ne pourra peut-être faire de quelques mois.

L'autre partie de la conduite du lord Effingham est selon moi beaucoup moins excusable; non content d'établir l'accusation qui est contenue clairement dans les termes de sa motion, il est entré dans une espèce de preuve de plusieurs points de cette accusation; c'est sûrement vouloir prévenir vos esprits, & tromper le Public. Ce Lord a fait le procès à l'administration sans l'entendre, & a tâché d'exclure les objets d'information par une préoccupation injuste & sans exemple.....

Les permissions, à l'occasion desquelles on vient de lire plusieurs articles, compris dans le connoissement, ont été accordées indistinctement & sans aucune préférence ou partialité quelconque à tous ceux qui en ont demandé; elles ont été révoquées aussi indistinctement.

## 12 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

13 Mai.

tement lorsqu'on eut découvert le mauvais usage qu'on en faisoit ; les vaisseaux chargés sous l'autorité de ces permissions ont reçu ordre de suspendre leurs voyages respectifs & de débarquer leurs cargaisons.

Le premier vaisseau qui soit parti, a été le vaisseau armé par une charité publique pour le soulagement des soldats blessés & estropiés, de leurs femmes & de leurs familles, & des veuves & enfans de ces braves gens qui sont morts au service de leur pays. Je suis sur qu'il n'y a pas un de vous, Milords, qui se fût opposé à un projet si humain, si bienfaisant, & je ne crois pas qu'il y ait quelqu'un à Londres ou dans le Royaume qui voulût là dessus condamner ou censurer l'administration, quoique la clause ait été étendue au de là de son sens littéral, pour subvenir à des objets qui sont si dignes de la compassion & de l'assistance publique. Le second vaisseau étoit, je crois, un vaisseau munitionnaire fretté pour le Roi ; & le troisième, qui fait le sujet des débats actuels, a été freté avec les articles dont on a cru que pouvoient manquer les Officiers, leurs femmes & les habitans.

Le Lord Ffingham a principalement appuyé sur l'exception portée dans l'Acte du Parlement pour les munitions & provisions. Pour moi, je suis bien éloigné de donner à ces mots la signification à laquelle on les restreints. Par le mot *provisions* j'entends tout ce qui se prend par la bouche pour nourrir ou soutenir le corps, comme comestibles, liqueurs & drogues de toute espece. Par le mot *munitions* pris dans un sens naturel & véritable, j'entends l'habillement de toute espece & de toute dénomination.

Ainsi je repete & je soutiens que si on n'a point exporté ou tenté d'exporter plus d'effets & de marchandises que ce qu'il en falloit pour la consommation de Boston & les habitans de cette Ville, on peut justifier à tous égards les permissions accordées.

D'ailleurs, si on examine bien les termes de la loi ils contiennent un sens vague & indéfini, & je doute

fort qu'ils ne renferment toutes les especes quelconques de marchandises dont on pourroit faire mention. 13 Mai.  
Toute la clause prise ensemble, est ambiguë & manque apparemment de la précision qu'il faut pour être facilement entendue.

Je déclare encore solennellement que je ne connois point les marchands qui ont obtenu les permissions. Je fais que ces marchands n'avoient pas plus de liaison avec les autres membres de l'administration, qui je crois ne les connoissoient pas plus que moi même. S'il a été joué une manœuvre, elle sera venue de quelques particuliers qui auront abusé de l'indulgence qu'on se proposoit par la clause, & qui l'aurent fait servir à leurs intérêts propres.

### *Le Lord Effingham.*

Milord Denbigh a dit que l'enquête demandée annonçoit de l'humeur & de la malignité. Nos sentimens à ce sujet sont bien différens. Je regarde cette enquête comme une chose de la plus grande importance, & on ne pourra jamais me faire croire que l'administration se soit laissé aveugler au point de donner un aussi dangereux monopole, par pur hazard, inattention, ou accident, ou à une clique de gens obscurs & vils, qui leur sont absolument inconnus & avec lesquels ils n'ont aucune liaison.

Milord Sandwich a supposé que la motion actuelle n'avoit d'autre objet que de censurer la conduite du Ministère & il a accompagné son assertion de preuves tirées de la manière dont cette motion a été faite. Il a poussé plus loin ses inculpations, il a supposé que je voulois vous induire en erreur en articulant des charges avant de les prouver. Je puis vous assurer, Milords, que rien n'est plus éloigné de mes intentions...

Ce lord a dit que la motion & l'enquête auroient dû marcher de front. Si tel est l'avis de la Chambre, je m'y joindrai avec bien du plaisir, mais je ne me

## 14 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

13 Mai.

soucie point d'insister moi-même sur cette réunion. J'ai mis l'affaire sous vos yeux, vous en ferez tout ce que vous jugerez à propos. J'ai établi la motion, j'en ai expliqué l'objet sommairement, je m'inquiète fort peu de son effet, parce que je suis persuadé qu'actuellement que cette affaire est entre les mains de la Chambre, elle y sera traitée comme elle doit l'être.

Le lord Sandwich dit encore que de la manière dont la clause de l'acte est conçue, il est difficile de l'entendre. Voilà une justification de mes assertions à laquelle je ne devrois pas m'attendre de sa part. En effet, au temps même de l'insertion de cette clause, plusieurs d'entre vous, Milords, lui ont reproché d'être équivoque & obscure, & voici alors ce qu'a répondu l'administration. » Que peut-on demander de plus clair ? Toutes les espèces de marchandises pour le commerce doivent être prohibées. On ne peut pas se méprendre sur des provisions & munitions pour l'usage de l'armée. Il est absurde de supposer que ces mots puissent signifier ni être interprétés de manière à signifier autre chose que des munitions & des provisions « Mais, Milords, il est clair que la clause a été libellée comme elle l'est, uniquement dans la vue d'être éludée. Au moins l'événement démontre que l'on ne doit pas me reprocher l'intention de censurer la conduite du Ministère, parce que je prétends aujourd'hui que cette cause sembloit faite exprès pour être éludée.

Suivant le Lord Sandwich ce n'est point la qualité des marchandises exportées en vertu des permissions qui a alarmé l'Administration, mais leur quantité ; sur cela je suis encore d'un autre avis que M. le comte de Sandwich, car c'est la qualité des marchandises qui demande particulièrement votre attention. Si la qualité n'étoit point ce qui constitue l'infraction de l'acte du Parlement, la quantité n'auroit jamais pu faire une question.

Le Lord Sandwich prétend que par le mot *provi-*

fiens on entend tous les comestibles, & par *munitions* tous les autres articles qui peuvent être à l'usage d'un Soldat ou d'un Officier. Je n'adopte ni l'une ni l'autre de ses définitions. Je maintiens que sous la dénomination de provisions il a été envoyé plusieurs articles qui n'ont jamais été & ne pouvoient être supposés pour le compte de Sa Majesté. Je pense qu'on peut ranger dans cette classe l'immense quantité de thé, ainsi que tous les autres effets que l'on peut regarder encore davantage comme objets de luxe, & qui ne sont en aucune manière destinés pour l'entretien d'une armée.

Sous la dénomination de munitions l'infraction de l'acte est encore plus frappante & plus hardie. Tous les articles de mercerie, de modes & de quincaillerie envoyés en Amérique, doivent-ils être regardés comme des munitions propres pour une armée ? Pour moi d'après les connoissances que j'ai pu tirer de mes lectures & de mon expérience, je n'ai jamais vu que deux sortes de munitions qui fussent propres au service d'une armée : savoir les munitions militaires proprement dites, & celles d'artillerie. Dans les premières sont compris l'habillement de l'armée, les armes, les remontes, &c. Elles sont envoyées d'ici par les Entrepreneurs, ou fournies par les Commissaires ; & on fait des retenues aux soldats pour le remboursement de ces armes. Mais quand on conviendrait que des *bonnets*, des *rubans*, des *gazes*, des *étoffes de soie*, des *draps* & des *blondes* pussent être regardés comme des munitions conformément au dispositif de la clause, le Comte de Sandwich osera-t-il nous dire que l'immense quantité de cuirs de Russie, envoyés au moyen de ces permissions, étoient destinés pour l'armée, ou que les clous, les couvertures & les draps de lit, &c. fussent pour le service de l'armée ?

Il y a dans ces connoissances un article particulier qui occupe une place considérable c'est celui des cuirs de Russie. Je suis convaincu qu'au moyen de ces permissions on a exporté plus de cuirs qu'il n'en faut.

13 Mai.

13 Mai.

droit pour une fourniture de culottes à une armée d'Hollandois & de Hessois plus nombreuse que celle qui étoit à Boston, quand bien même chaque homme en porteroit dix paires.

### *Le Lord Lyttleton.*

Je n'ai rien entendu qui m'ait fait varier dans l'opinion que j'ai conçue d'après les débats du 9 dans la Chambre des Communes. Il paroît évident que l'administration a été trompée & que les manœuvres ont été l'ouvrage de quelques particuliers, sans liaison entr'eux & encore moins avec l'administration. Le Ministre a passé la nuit entière au Parlement. Il a répondu à toutes les objections raisonnables qui lui ont été faites. Il a entendu séparément toutes les personnes qui sembloient prendre sérieusement l'affaire à cœur, dans la vue de lui donner une importance qu'elle ne méritoit pas ; & après l'examen le plus ample & le plus impartial qui a prolongé la séance jusqu'à cinq heures du matin, la Chambre a renvoyé cette accusation comme frivole, inutile & mal fondée....

De neuf bâtimens qui avoient eu des permissions, trois seulement ont mis à la voile.

M. le Comte d'Effingham a représenté les quantités des articles exportés, comme faisant des objets très-considérables, mais je desirerois qu'il se rappellât que les déclarations d'exportations sont toujours faites avec beaucoup d'inexactitude ; que la déclaration est toujours en général d'un tiers plus forte que les marchandises embarquées. La raison de cela est sensible, c'est que lorsque le Marchand fait sa déclaration il a toujours l'attention de ménager la faculté d'embarquer un plus grand nombre de marchandises, si l'occasion s'en présente.

### *Le Duc de Manchester.*

J'occupe dans la Douane une place qui me vient de



de mes ancêtres. Il est vrai que les fonctions en sont remplies par un Commis ; cependant je n'ai point oublié qu'il est de mon devoir de veiller à ce qu'elles soient fidèlement exercées. Il y a que-que tems qu'un des Commis que j'emploie à ce service, me demanda de quelle manière il devoit se conduire. Il dit qu'il avoit été accordé des permissions pour l'exportation, des marchandises en Amérique : qu'il savoit que quelques semaines auparavant il avoit été passé un acte pour défendre toute espèce de commerce & de communication avec ce pays ; qu'en conséquence il s'est procuré l'acte en question , & qu'il y a vu que les permissions n'étoient pas légales ; qu'attendu que les acquits de douane devoient passer par ses mains, il ne savoit plus quelle conduite il devoit tenir. Je lui conseillai de s'adresser aux Commissaires des douanes & de prendre leurs ordres. Quelques jours après , il revint me dire qu'il avoit vu les Commissaires des douanes ; mais qu'ils lui avoient avoué, qu'ils n'étoient pas assez au fait de la chose pour pouvoir diriger sa conduite. Je ne vous rapporte ces détails, Milords, que pour vous faire voir l'embarras où se trouvent les Commissaires eux-mêmes , pour se conformer auxdites permissions. Vous voyez que la conduite de Bureau de l'Amirauté , la difficulté de se conformer à ses ordres, les doutes élevés sur cette matière & les différentes circonstances qui font exceptions à la clause pour permettre l'exportation des munitions & des provisions faisoient des objets de litige & de contestations , long-tems avant qu'il en fût question dans aucune des deux Chambres du Parlement.

Le lord Lyttleton vous a engagés à vous désister de l'enquête actuelle parce que la matière a déjà été discutée & abandonnée dans l'autre Chambre. Selon moi , c'est une chose très-irrégulière de faire intervenir les opérations de l'autre Chambre dans les débats de celle-ci : sur-tout avec le projet de les faire influencer sur vos opinions & résolutions.

## 18 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

13 Mai. Mais, Milords, j'étois présent à cette séance de la Chambre des Communes ainsi que le lord Littleton ; & il me permettra de dire que l'examen en question n'a été rien moins que complet. Plusieurs des témoins étoient absens : on avoit même pris soin de les écarter. M. Anthony Merry n'a pu être trouvé. Les papiers demandés n'étoient point prêts, ou ils étoient, comme les hommes, éloignés à dessein. Au surplus, quelque imparfaite qu'ait été l'information, le projet d'enquête n'a point été abandonné. Les personnes qui l'avoient demandée désiroient la remettre à quelques jours, dans le dessein de se procurer des informations suffisantes pour la continuer ; mais lorsqu'il a été question d'ajournement, la pluralité a été contre l'enquête, & à la fin au moment même qu'on appelloit un témoin, le Ministre a proposé la question préliminaire ou ce qui est la même chose, la dissolution du Comité, en demandant que le Directeur quittât le fauteuil. Et si le Ministre eût eu l'intention sérieuse de traiter cette affaire à fond, il auroit consenti à la motion d'ajournement, & il ne se seroit point opposé à l'enquête en première instance.

### *Le Marquis de Rockingham.*

Je ne me permettrai, Milords, qu'une observation, c'est que milord Sandwich avoue lui-même que c'étoit une manœuvre, & j'ajouterai qu'elle a été prouvée. Vous verrez cependant que le principal intéressé dans cette affaire, le sieur Anthony Merry avoit des liaisons avec l'administration qui le soutenoit. Car il est constant, Milords, que ce même Merry avoit une lettre de crédit du montant de 3000 liv. du Chevalier Grey Cooper, Secrétaire de la Trésorerie.

Le lord TOWNSSHEND observe en peu de mots que les articles énumérés dans les connoissemens sont tous nécessaires dans les opérations de la guerre pour les Officiers, leurs femmes, les soldats ou les habitans.

*La motion est admise sans aucune nouvelle opposition.*

Le Chevalier BROWNLOW, Baronet, Député à la Chambre des Communes pour représenter le bourg de Grantham, ayant été appelé par un ordre du Roi à la Chambre des Pairs, on propose d'élire un autre Député pour le remplacer. Cette motion est vivement combattue par MM. *Burk*, & *Thomas Townshend*, le Chevalier *George Yonge* & l'Avocat *Adair*. Ils prétendent que c'est un exemple dangereux à plusieurs égards. Un Ministre peut au premier moment par l'influence toute puissante de la Couronne, priver la Chambre de ses Membres les plus utiles. On peut prendre des signatures du Roi qui n'ont point de force qu'elles n'aient passé au grand sceau ou au sceau privé. Les places des personnes, appelées par ces ordres, peuvent être rendues vacantes : la nation seroit privée des services de ses membres les plus utiles par un simple ordre non encore scellé ; & les personnes ainsi appelées n'auroient de place ni dans l'une ni dans l'autre Chambre.

On laisse prendre à la Couronne un pouvoir jusqu'à présent inconnu à la constitution, en donnant ou tentant de donner une validité aux actes privés du Roi, qu'il ne peut exercer que comme premier Magistrat. Jamais une telle prérogative n'a été exercée.

13 Mai.

depuis la Reine Anne, lorsque cette Princesse, pour servir les desseins criminels de ses Ministres, créa douze Pairs en un jour.

M. *Burke* propose le changement suivant. » Quoiqu'il ne paroisse point à la Chambre qu'aucune autre chose qu'un ordre sous seing privé ait été donné pour ladite Pairie, & que ledit Chevalier Brownlow Cust ne soit Pair que par ordre privé ou simples lettres-patentes. »

Cette motion ayant été rejetée la première passe à la pluralité de soixante & une voix contre trente.

M. *Burke* propose ensuite de nommer un Comité pour considérer les exemples des cas où il a été donné des ordres pour faire procéder à l'élection aux places des Membres de cette Chambre créés Pairs par un ordre sous seing privé.

Cette nouvelle motion est rejetée à la pluralité de quarante voix contre vingt-trois.

L'ORDRE du jour ayant été lu pour prendre en considération le rapport des changemens faits au Bill des malfaiteurs, plusieurs de ces changemens ont trouvé de vives contradictions, sur-tout celui qui attribue aux Juges de paix pour le Comté de Middlesex à leur quartier-général de session de paix, la nomination des Inspecteurs qui doivent employer les personnes convaincues de crime, & condamnées au travail pénible de nettoyer la Tamise & d'en ôter le sable, la vase & la boue.

*Le Chevalier George Younge.*

13 Mai.

Je n'approuve ni le bill, ni son principe, quelque plausible & spécieux qu'il puisse paroître au premier aspect. La clause relative aux Juges de Middlesex est une insulte directe à la corporation de Londres, & elle attribuerait un très grand pouvoir à une Compagnie en qui on ne doit placer de confiance qu'avec beaucoup de circonspection. La partie du Bill appartenant au netoyement de la Tamise est de toute inutilité; attendu que la corporation de la Trinité a déjà déclaré qu'elle n'avoit pas besoin du service ou du travail des forçats. Mais en supposant que la Trinité désire réellement de les employer à cet ouvrage, le bill n'a point pourvu aux pouvoirs qu'il convient de donner pour l'exécution de ce plan, & ne désigne point la forme ou les moyens de discipliner ou de conduire les forçats.

*M. Eden.*

On ne doit regarder ce bill que comme provisoire: un an ou deux peuvent suffire pour éprouver s'il répond aux fins qu'on se propose. Si au bout de ce tems on voit qu'il n'est point avantageux, il sera facile de le révoquer.

Le chevalier WILLIAM MEREDITH parle fortement en faveur du bill & dit: dans ce moment ci toutes les prisons du Royaume sont pleines; & je supplie la Chambre de vouloir bien réfléchir sur les suites funestes qui peuvent résulter de ce nombre considérable de prisonniers. La plus dangereuse de toutes est la maladie de prison. Il est presque impossible de l'éviter si l'on ne cherche pas les moyens de vider les prisons. Il n'y a pas long-tems qu'on a éprouvé en Irlande les terribles effets de cette épidémie. Presque tout le Conseil qui étoit alors assemblé, le Sheriff de la Cité de Dublin & le Juge qui siégeoit en ont été les victimes. J'ai moi-même été témoin des ravages

13 Mai.

qu'elle fit autrefois dans la cité de Londres. Si l'on peut faire en sorte que les malfaiteurs vivent & travaillent en plein air, on en éprouvera les effets les plus salutaires ; c'est là le seul moyen de les rendre sains & bien portans , & bannir pour jamais de ce pays la maladie de prison.

M. BURKE après s'être fortement opposé au bill en général , désapprouve encore plus particulièrement la clause relative aux Juges de Middlesex. La commission, dit-il, en vertu de laquelle ces personnes agissent est devenue aussi honteuse pour ceux à qui elle est donnée que pour l'Angleterre. D'après l'usage fondé sur l'expérience le seul titre des membres de cette Commission passe pour un terme de reproche. *Un Juge de Middlesex, un Marchand Juge, &c.* cette expression n'emporte-t-elle pas l'idée la plus vile & la plus méprisable ? Les membres choisis pour cet honorable office sont presque tous des Marchands, pauvres & ruinés, dont la principale recommandation est d'avoir rendu service au Ministère en certaines occasions, ce qui peut-être ne les rend que plus méprisables aux yeux du public. Mais ce n'est ni leur pauvreté, ni leur obscurité, ni même, si l'on veut, leur manque de principe que j'attaque, c'est leur parfaite & inconcevable ignorance des loix du pays, ignorance qui les rend les personnes de la terre les moins propres à être chargées de l'exécution du pouvoir que ce Bill paroît devoir lui donner.

M. Powis.

Je désapprouve hautement & le bill & plusieurs de ses changemens. En supposant que la Chambre des Lords voulût confirmer ce bill, ( & j'assurerois presque le contraire ) il tomberoit de lui-même, parce qu'on n'a fait aucun arrangement pour lui donner une exécution efficace. C'est un cadavre inanimé, sans vie & sans ame, & qui dans quelque mois sera en exécration à tout ce qu'il y a d'hommes sensés dans ce Royaume.

*M. T. Townshend.*

13 Mai.

*Je propose de renvoyer le bill à deux mois.* Je vois tout ce qui pourroit arriver de fâcheux, si ce projet de changer la loi criminelle du Royaume, étoit effectué. L'excellence des loix criminelles d'Angleterre & les grands avantages qu'elles ont sur tous les autres Codes criminels qui existent ou qui aient jamais existé, provient de cette égalité absolue & sans distinction qu'elles observent à l'égard de toute personne qui est sous leur protection, ou qui est sujette aux châtimens qu'elles imposent aux délits, depuis le Duc jusqu'au Paysan, depuis le plus grand jusqu'au plus petit. Le Pair & le dernier des sujets encourent les mêmes peines pour les mêmes délits, excepté en ce qui regarde les délits susceptibles du bénéfice de clergie, pour lesquels on marque d'un fer chaud à la main ceux qui ne sont pas Pairs, ce qui encore ne se fait que par pure forme. Mais par le présent bill il y aura une loi pour le riche & une loi pour le pauvre. Le premier sera exilé en France, en Hollande ou en Amérique, peut-être pour y commettre toutes sortes d'excès & de débauche, tandis que l'autre sera destiné à travailler sur les galères ou sera employé aux occupations les plus viles & les plus basses, sera condamné à manger du pain noir, à boire de l'eau, à être étrillé, torturé, ou peut-être écorché vif, selon le bon plaisir de son impitoyable maître. Pour ceux qui pouvoient payer leur passage, la transportation n'étoit pas un châtiment. Ce n'étoit autre chose qu'aller faire un tour en Amérique ou ailleurs pour y vivre dans l'aisance si on en avoit les moyens, ou pour retourner dans quelque partie de l'Europe, à l'exception de la Grande-Bretagne, ou de l'Irlande, & y vivre dans la dissipation & la débauche.

Plus d'une fois la populace a excité des troubles qui ont eu les suites le plus inquiétantes. Il y a apparence que ce bill, s'il étoit effectué, échaufferoit les plus basses classes du peuple & les porteroit à un

Biv

13 Mai.

désespoir qui pourroit devenir fatal à ses auteurs & à quelques-uns de ses plus zélés partisans. Les Anglois ont l'ame trop élevée pour endurer patiemment une distinction aussi partielle. Ils ne voudront jamais souffrir qu'on mette leurs compatriotes hors du giron des loix Angloises, pour être condamnés à des châtimens plus cruels qu'en Russie ou en Turquie. Ils seront indignés de voir que le coquin, lorsqu'il est riche, échape au glaive de la loi, tandis que le coquin qui n'a pas le sou est obligé de ramer toute sa vie sur les galeres. Ainsi c'est aux auteurs du bill à réfléchir sur les conséquences qui résulteront d'un soulèvement de la populace. Les premiers fruits de ce soulèvement seront qu'après avoir mis en liberté les forçats, le peuple se jettera sur les protecteurs du bill & leur fera subir un châtiment prompt & mérité. Je m'oppose encore à ce bill pour une raison très-essentielle; c'est qu'il donneroit à la Couronne le pouvoir de bouleverser tout notre système de loi criminelle en m'igeant ou changeant les châtimens à sa discrétion & volonté.

*La motion de M. Townshend a été rejetée sans aller aux voix.*

Dans le cours du rapport, il s'est élevé quelques débats pour remplir les blancs. On a proposé aussi diverses modifications qui ont été rejetées par une nombreuse pluralité. Enfin, on est venu à la clause des Juges de Middlesex, & on a proposé d'effacer les mots de *Juges de Middlesex*, & d'y substituer ceux de *Lord Maire, Recorder & Alderman de Londres*.

On a allégué qu'on ne pouvoit faire de comparaison entre un corps aussi respectable & les Juges de Middlesex, sans faire outrage



au premier : qu'il étoit notoire que ce corps étoit composé de gens de probité, de distinction & de fortune ; que plusieurs d'entre eux avoient beaucoup de talens, que le Recorder de Londres étoit communément un habile Jurisconsulte, célèbre dans la profession : que si cet horrible Bill passoit en loi, il falloit en confier l'exécution à des gens qui ne seroient point tentés d'abuser des pouvoirs délégués par ce Bill, soit à dessein, soit par ignorance.

13 Mai.

Une autre circonstance, a t'on ajouté, démontre la nécessité du changement proposé ; c'est que la corporation de Londres étant la conservatrice de la riviere de la Tamise, & les coupables étant condamnés à travailler sur cette riviere, il convient que la nomination des Inspecteurs soit réservée à la corporation. On a conjuré alors le Lord North d'oublier le ressentiment qu'il pouvoit avoir contre la cité de Londres, & de ne pas varier dans ses principes politiques, au point de donner, dans l'affaire présente, la préférence aux Juges de Middlesex.

La question ayant été agitée, le Ministre a tenu bon, & les Juges de Westminster ont été pour la premiere fois revêtus des pouvoirs de la Magistrature dans les Juridictions & libertés de la cité de Londres. Le Ministre a fait rejeter les changemens proposés, à la pluralité de plus de quatre voix contre une. La Chambre s'est séparée à dix heures, & s'est ajournée au lendemain.

14 Mai.

LE ROI rend en son Conseil une nouvelle ordonnance , qui prolonge de trois mois la défense d'exporter de ses Royaumes des armes ou des munitions , à compter du 23 de ce mois. Il est en même tems défendu à tout navire ou bâtiment de faire voile pour l'Amérique , sans un ordre de l'Amirauté.

François Godolphin Osborne , fils unique du duc de Leeds , & connu sous le nom de marquis de Caermarthen , second titre de cette maison , est créé baron Osborne de Kiveton au Comté de York , & appelé à la Chambre des Pairs par un ordre du grand Sceau.

Elizabeth Gunning , Duchesse douairiere de Hamilton depuis 1758 , & épouse de Jean Campbell , duc d'Argyle , avec qui elle s'est mariée en 1759 , obtient le titre de baronne de Hamilton de Hameldon au Comté de Leicester. Elle est mere du duc d'Hamilton.

Alexandre Hume Campbell , appelé lord Polwarth , est créé baron Hume de Berwick.

Jean Stuart , fils aîné du Comte de Bute , appelé lord Mount - Stuart , est créé baron Cardiff de Cardiff-Castle , au Comté de Glamorgan.

L'amiral Edouard Hawke , chevalier de l'ordre du Bain , est décoré du titre de baron Hawke de Towton , au Comté d'York.

M. George Onslow obtient le titre de baron Cranley d'Imbercour dans le Comté de Surry.

Le général Jeffery Amherst , chevalier de

l'ordre du bain , celui de baron Amherst de 14 Mai.  
Holmesdale , au Comté de Kent.

Le chevalier - baronnet Brownlow Cust ,  
celui de baron Brownlow de Belton , au  
Comté de Lincoln.

MM. George Pitt , Nathaniel Ryder , &  
Thomas Foley , sont élevés à la Pairie , le  
premier sous le titre de baron Rivers de  
Stratfieldsay , dans le Comté de Southampton ,  
le second sous celui de baron Harrowby au  
Comté de Lincoln , & le troisième sous celui  
de baron Foley de Kidderminster dans le  
Comté de Worcester. Tous transmettront ces  
titres à leurs hoirs mâles.

*Observations sur ces nouvelles créations.*

On vient encore d'ajouter deux Pairs Ecof-  
sois à la Pairie Angloise & aux 8 (1) Pairs  
Ecoffois qui avoient déjà des titres de Pairs  
d'Angleterre. Il est porté expressément dans  
un des articles de l'union qu'aucun Pair d'Ecosse  
ne seroit créé Pair d'Angleterre. Cependant ,  
par l'usage qui s'est introduit d'accorder la  
Pairie Angloise aux femmes & aux fils des  
Pairs Ecoffois , & vu l'extinction des Pairies  
par mort , il est probable qu'il n'en restera  
pas , dans quelques années , un nombre suf-

---

(1) Savoir , les Ducs de Buccleugh , Lenox , Queensberry , Argyll , Montrose & Roxburgh , le Comte de Kinnoul & le Vicomte Dumblain. Le Duc d'Athol sera , du chef de sa mere , Lord Strange de Knockin.

14 Mai.

fisant pour fournir les seize Pairs Ecoffois qui ont droit de séance à la Chambre haute. Le duc d'Hamilton étant déjà Pair d'Angleterre, (il a été créé duc de Brandon en 1711) & n'ayant jamais renoncé à ses prétentions à une place dans la Chambre, en qualité du duc Anglois, quoique la Chambre ait porté une décision qui lui est contraire : comment pourra-t-il prendre séance en qualité de baron, sans déroger à cette prétention ? Y a-t-il un exemple de quelque Pair qui ait consenti à prendre séance dans la Chambre, en vertu d'une nouvelle création & d'un titre inférieur ? Il étoit naturel de penser que la même raison qui a empêché le duc de Brandon de consentir à siéger en qualité de Pair élu d'Ecosse, auroit dû l'empêcher d'accepter une Baronnie d'Angleterre. Mais le Duc actuel est mineur & est conduit par ses parens. Sa mere & son beau-pere ont à présent des Pairies distinctes en Angleterre & en Ecosse.

Quoique le lord Polwarth ne dût point succéder, par héritage, à aucune Pairie d'Angleterre, cependant ses enfans de l'un & de l'autre sexe, s'il en a, hériteront de la Baronie de Lucas, Baronie dévolue à la Marquise Grey, mere de lady Belle Polwarth.

Deux autres Pairs, d'entre ceux qui viennent d'être créés, auroient succédé à des Pairies s'ils eussent attendu la mort des titulaires actuels. Ces deux Pairs sont M. George

Onslow, lord Bromley, héritier de la Baronnie de Mountstuart, conférée en 1761 à sa mère & à ses hoirs mâles. 14 Mai.

Le feu chevalier J. Cust, pere du chevalier Brwnlow, ayant occupé long-tems une Place dans la maison du feu Pr. de Galles, avoit eu la promesse d'une Pairie, & cependant il est mort sans qu'on lui ait tenu parole. Ce fut une dispute sur les affaires politiques avec le Comte de Bute qui lui fit essuyer ce désagrément; & on se souvient que ce Ministre fit éclater à la fois en cette occasion son crédit & son ressentiment, en accordant ces trois Pairies, qui l'une ou l'autre devoient être recherchées par le chevalier Jean Cust, à raison de situation ou de parenté, à trois personnes, deux desquelles n'avoient nul rapport à ces Pairies, & une beaucoup moins que lui. Le chevalier Jean Cust avoit une prétention naturelle au titre de Tyrconnel, étant neveu du Lord de ce nom. Cependant ce titre fut donné en 1761 au lord Carpenter. Il auroit également désiré la Baronnie de Boston, la plus grande partie de son bien se trouvant près de cette Ville; mais on accorda cette Baronnie, en 1761, au chevalier William Trby. Le Bourg qu'il a représenté au Parlement & près duquel étoit la Terre qu'il habite, lui auroit également convenu; mais le chevalier Thomas Robinson fut créé lord Grantham. La Terre du chevalier Brownlow, & son nom de baptême

14 Mai. n'ayant été pris par personne, il paroît que le chevalier Cust en a pris son titre.

M. Ryer, aujourd'hui Lord Harrowby, fils du feu Lord, Chef de Justice, étoit très-près de la Pairie il y a quelques années; car si le Chevalier Dubley eût vécu quelques jours de plus, on auroit scellé sa patente du grand sceau. La même chose est arrivée au feu Chancelier Yorke.

Enfin, par la création de ces douze Pairs, l'augmentation de la Pairie, sous le présent regne, se monte à trente-quatre, sans y comprendre les Pairies qui sont éteintes par mort, ou qui sont rentrées dans d'autres, ainsi que le fait voir la liste ci-dessous, ce qui n'est pas peu relativement au nombre de 198, qui est celui des Pairies d'Angleterre, les Paireffes y comprises.

Le nombre complet de ceux qui composent la Chambre des Pairs est donc ainsi qu'il suit.

Pairs de la Famille royale..	3
Ducs.....	23
Marquis.....	1
Comtes.....	77
Vicomtes .....	13
Barons .....	72
Evêques .....	26
Pairs d'Ecosse.....	16

Pairessees..... 9

14 Mai.<sup>1</sup>

TOTAL.....240

Pairs créés par Georges III.

2 Ducs, Gloucester & Cumberland, le Prince de Galles non compris.

2 Comtes, Spencer & Chatham.

2 Vicomtes, Courtney & Maynard.

16 Barons, Mountstuart, Grantham, Grosvenor, Scarsdale, Boston, Pelham, Holland, Lovel, Milton, Beaulieu, Vernon, Ducie, Camden, Digby, Sundridge & Greenwich.

12 Pairs nouvellement créés.

34

Les Baronies d'Apsley, Bingley, Melicombe & Montagu, sont ou éteintes ou fondues dans d'autres titres. Le Marquis de Carmarthen ayant obtenu la Baronie de son pere, par un ordre du Roi, en date du 15 Août 1673, (ce qui n'est pas une nouvelle création); comme il n'y est parvenu qu'après la mort de son pere, il n'en a point résulté d'augmentation dans la Pairie. Mais il faut se rappeler que tout ordre semblable constitue une Baronnie en fief qui descend aux héritiers en général, des deux sexes, & qui par conséquent peut passer par mariage dans d'autres

14 Mai.

familles, & se séparer du titre primitif. C'est ainsi que la Baronnie de Ferrers est à présent distincte du titre de Comte de Ferrers, & que celle de Strange l'est du titre de Comté de Derby.

NOMBREUSE ASSEMBLÉE des Actionnaires de la Compagnie des Indes, à la requête de neuf Propriétaires pour délibérer sur des affaires particulières.

M. Becher demande la lecture des résolutions de la Cour des Directeurs, relativement au rappel du gouverneur Hastings & de M. Barwell. En conséquence le Greffier lit l'arrêté suivant qui n'avoit passé qu'à la pluralité d'une voix dans l'assemblée de la Cour des Directeurs, tenue le 8 de ce mois.

« La Cour des Directeurs ayant pris en considération les affaires & la situation actuelle du Bengale a résolu de rappeler Warren Hastings, Gouverneur, & François Barvell, un des Membres du Conseil de ladite Province, & de présenter au plutôt une requête au Roi à ce sujet ».

M. Becher prend la défense du gouverneur Hastings & il fait un tableau très-exact de l'état des affaires de la Compagnie dans le Bengale, tant avant qu'après la nomination de cet Officier. » A son arrivée dans le Bengale, dit M. Becher, ce pays étoit dévoré par la vénalité & le péculet, & M. Hastings par sa bonne conduite, ses soins & sa modération, a en grande partie rétabli par tout le bon ordre & l'avantage de la Compagnie. Il a, en particulier, réglé les affermagés qui étoient auparavant la source d'une oppression cruelle pour les sous-fermiers. C'est ce qu'il a effectué en retirant ces sous-locations aux principaux Fermiers, & en spécifiant les rentes particulières que chacun d'eux devoit payer. Au moyen de ces réglemens, & de plusieurs autres qui prouvent également ses grands talens & son intégrité, il a augmenté  
les



les revenus de la Compagnie. Tous ces faits sont consignés dans les registres de l'Assemblée ainsi que les remerciemens non seulement de la Compagnie, mais de la nation en général, qui a montré suffisamment qu'elle le regardoit comme un digne citoyen & comme un fidèle serviteur, en le nommant Gouverneur de Bengale. A tous ces titres on ne peut opposer aucunes charges contre lui, excepté celle du *Rajah Nuncomar*, dont il a été prouvé depuis que l'accusation étoit calomnieuse. Je compare cette attaque faite au gouverneur Hastings, à ce qui est arrivé à Metellus qui eut le courage de corriger beaucoup d'abus introduits parmi les troupes & dont les sages réglemens en prévirent un plus grand nombre. Ce Romain fut cependant persécuté par la jalousie de ses concurrens, mais heureusement leur méchanceté ne tourna qu'à sa gloire, & ils ne purent l'empêcher d'obtenir le triomphe. J'espère que M. Hastings après avoir rempli de tous les manières la destinée de ce grand homme, se verra couronné du même succès » M. Becher termine son discours par la proposition suivante « :

14 Mai.

*Qu'il soit recommandé à la Cour des Directeurs de prendre de nouveau en considération son arrêté du 8 de ce mois. relativement au rappel du gouverneur Hastings & de M. Barvell, & de renvoyer cette affaire à une assemblée générale des actionnaires convoquée à ce sujet.*

M. Fitzgéralde appuie la motion, & il observe que les Directeurs n'avoient aucun droit pour prendre un tel arrêté sans le consentement de l'Assemblée générale : qu'ils ne sont que les organes de la Compagnie & que c'est au corps des actionnaires à diriger leurs résolutions.

Cette opinion est combattue par MM. Ongley, Morre & Holdforth. Loin de convenir que les Actionnaires aient le droit de décider sur les arrêtés des Directeurs, ils soutiennent que les Directeurs ont par la nature de leurs places un droit exclusif, & ils rappor-

14 Mai. tent à ce sujet quelques clauses du dernier acte du Parlement, pour mieux régler les affaires de la Compagnie de Indes Orientales.

On procède à la lecture des papiers, mais elle est bientôt interrompue par les débats qui recommencent avec une nouvelle chaleur. Les partisans du gouverneur Hastings & de M. Barvell insistent sur l'avantage qu'ils ont de connoître particulièrement le pays, sur la réputation dont ils ont joui jusqu'à présent, & sur l'insuffisance des charges. En conséquence ils concluent à ce qu'il ne soit point pris un arrêté d'une telle importance avant l'arrivée des prochaines dépêches du Bengale ou du moins jusqu'à ce qu'on ait eu occasion de faire un examen plus approfondi des charges, attendu qu'il ne peut rien arriver de plus désagréable pour un homme d'honneur tel que M. Hastings, que d'être rappelé de cette manière, sans qu'une seule accusation ait été prouvée contre lui & même sans qu'on ait entendue ses défenses.

Le parti contraire convient que M. Hastings n'est pas entièrement convaincu du délit qui lui a été reproché ; mais que cependant les soupçons étoient suffisans pour justifier & motiver son rappel dans l'état où se trouvoit l'affaire. Ce parti allégué que les Directeurs ont reçu différentes lettres, tant du gouverneur Hastings que de ses accusateurs. Qu'il est impossible que les affaires de la Compagnie continuent d'aller sans le rappel des uns ou des autres : que dans cette alternative les Directeurs se sont déterminés à rappeler la partie qui étoit la plus suspecte, c'est-à-dire le Gouverneur Hastings, & M. Barvell, qui ont engagé la Compagnie dans la guerre de Rohilla : qui ont retenu les Baniens & fait d'autres opérations qui ne sont point approuvées par les Directeurs : que tels sont les faits allégués à sa charge & que comme il est indispensablement nécessaire pour le bien des Affaires de la Compagnie que l'on rappelle M. Hastings ou ses accusateurs, & que les vaisseaux sont prêts à

mettre à la voile, il n'y a point de tems à perdre.

14 Mai.

On reprend la lecture des papiers ou il ne se trouve aucune charge de conséquence contre M. Hastings, excepté l'accusation d'avoir reçu quinze mille roupies. Mais on voit par un passage des registres, qui n'avoit point été lu la première fois que ces quinze mille roupies ont été reçues par le Banian de M. Hastings & par un autre, & que ceux même qui ont donné la somme nient que M. Hastings en ait reçu aucune partie. Les amis de M. Hastings profitent de cette circonstance pour s'élever contre une accusation de cette espèce. Ils prétendent qu'il est trop tard pour continuer les délibérations sur un objet aussi intéressant & qui demande l'examen le plus mur & le plus réfléchi. En conséquence le gouverneur Johnstone propose de s'ajourner pour demain 15. Le plus grand nombre insiste pour la prolongation de la séance, & en conséquence on reprend encore la lecture des papiers.

Cette lecture continuée jusqu'à minuit n'offre qu'un amas confus de faits & de noms très-difficiles à lire, & le tout ne produit aucune charge criminelle contre le gouverneur Hastings. Cependant beaucoup d'entre les assistans restent dans la persuasion qu'il est nécessaire de rappeler ce Gouverneur & M. Barvell.

La motion proposée par M. Becher au commencement des débats, est remise sur le tapis; mais comme il est trop tard pour discuter une matière aussi importante, cette examen est renvoyé à un autre jour.

Jamais peut être il n'y a eu d'Assemblée aussi intéressante par la nature & l'objet des débats; On y a vu le Lord Sandwich, M. Robinson, Secrétaire de la trésorerie & différens membres du Parlement, qui suivant l'expression du Gouverneur Johnstone, ne paroissent guère à l'Hôtel de la Compagnie que dans des jours de combats. Le Lord

### 36 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mai.

Sandwich n'a pas dit un mot, mais en brave militaire il a fermé l'arrière garde de sa troupe en opinant contre la proposition d'ajournement.

15 Mai.

*Avis de la part des Directeurs de la Compagnie des Indes.*

LA COUR des Directeurs de la Compagnie unie des Marchands Anglois, faisant le commerce des Indes Orientales, fait savoir qu'il se tiendra le 17 une Assemblée générale de ladite compagnie, dans son Hôtel, depuis onze heures jusqu'à six heures du soir, pour y décider par la voie du scrutin la question agitée le 14 &c.

*Adresse des Freeman de Worcester au Chevalier Watkin Lewes, au sujet des manœuvres pratiquées à la dernière élection des Députés de cette Ville.*

MONSIEUR.

» Votre attachement courageux & désintéressé pour la prospérité de cette Ville, & la lettre que vous avez écrite, & qui étoit remplie de si héroïques sentimens, exigent de notre part les témoignages les plus signalés de notre reconnoissance «.

» Permettez nous aussi de vous exprimer combien nous sentons le prix des talens & du courage que vous avez déployés pour soutenir nos droits & nos privilèges contre des mercénaires de toute espèce «.

» Si des mains impures n'eussent pas corrompu la source de la législation; si les Délégués de la Chambre avoient rendu le jugement désiré, & attendu par tout le Royaume, foyez bien assuré, Monsieur, que vos affectionnés constituans, auroient toujours mis la plus parfaite confiance en vous, comme le gardien de nos libertés «.

15 Mai.

On a procédé à l'audition des témoins d'une manière inouïe dans toutes les Cours de justice; mais ce ne seront point ces formes nouvelles, ce ne sera point la décision de treize personnes qui s'obligent à garder le secret sur les motifs de leurs délibérations: ce ne sera point un jugement contraire aux dépositions qui pourra nous engager à reconnoître pour nos représentans au Parlement, des enfans de rapine & des créatures du Ministère, que la plus révoltante corruption nous force d'accepter pour nos députés «.

» Lorsque les gardiens du peuple deviennent les protecteurs de l'oppression: lorsque ceux qui sont destinés à découvrir les manœuvres & la corruption, sont les premiers à les protéger; nous avons droit, en notre qualité d'Anglois, de marquer hautement notre aversion pour de telles gens & de tels procédés «.

» Nous voyons avec le plus douloureux déplaisir l'oreille de la justice fermée à la loi & à la vérité, & notre étonnement égale notre indignation «.

» Nous vous supplions d'agréer nos  
C iii

15 Mai.

remercimens les plus sinceres, sur le courage avec lequel vous avez défendu les droits & les privileges du peuple, dans l'élection de ses représentans, contre les usurpations du pouvoir aristocratique; la conduite d'un Membre de la Chambre des Lords, ayant été l'objet de nos plaintes, parce qu'il a fait agir son crédit dans la dernière élection pour notre ville, & que son intervention devoit annuler l'élection. Mais nous nous plaignons en vain, on ne nous écoute point. Puisqu'il n'y a plus de justice pour la raison & pour l'équité, nous ne devons plus espérer de voir le vice puni, mais nous n'oublierons jamais un *Juré de Worcester*, un *Comité de Worcester* «.

» Nous sommes très-fâchés que le poids de la chaleur tombe sur une personne qui a fait des dépenses considérables pour rendre à sa patrie des services réels & importans «.

» Nous gémissons de ce que dans un débat aussi essentiel pour la constitution, vous êtes resté sans aucun appui contre les efforts réunis de la séduction, du parjure & du pouvoir «.

» Vous avez fait voir qu'aucune association, aucun intérêt particulier ne pouvoit changer la ferme résolution que vous aviez prise de nous délivrer du joug de la tyrannie & de l'oppression «.

» Il convient que vous instruisiez le public des dépositions reçues par le Comité, pour

prouver la séduction & la corruption ; que vous fassiez publier en même-tems la liste des suffrages 15 Mai.  
 qui vous donnoient la pluralité de voix sur les membres qui ont été mis en possession de la place à laquelle vous aviez été élu. Quoique de tels détails soient bien humilians pour la nation, nous vous supplions de vouloir bien enrichir le tout de vos remarques & de vos observations : ce sera une production qui excitera la curiosité de tout le Royaume α.

» Quoique privés d'un digne Représentant ; quoiqu'on ait rejeté nos suffrages les plus libres, & qu'on n'ait eû aucun égard à nos loyales dépositions ; daignez agréer ce témoignage public de notre gratitude & de notre estime. Le suffrage de votre propre cœur, & celui de tous les honnêtes gens font un triomphe qu'aucun Comité secret ne pourra vous enlever α.

*Signé* par ordre de l'assemblée publique des Citoyens de Worcester.

Theophile Swift, Président.

Worcester le 14 Mai 1776.

Les Pairs nouvellement créés ont l'honneur 16 Mai  
 de faire leurs révérences au Roi, qui leur donne sa main à baiser.

Le Marquis de Caemarthén est introduit dans la Chambre des Pairs, par deux Lords, sous le titre de Baron Osbornne de Kiverton.

Un vaisseau de Sa Majesté a intercepté la

16 Mai.

lettre suivante d'un Ministre de l'Eglise, prêcheur ambulant de rébellion en Amérique.

*A Charles-Town, le 13 Février 1776.*

» Cher & Révérend Confrere. Je suis arrivé ici le 4 de ce mois après un voyage aussi triste que long, mais assez heureux. Dans la Caroline méridionale les Torys ont été très-incommodes : ils menacent de se soulever dans la province de Guildford de la Caroline Septentrionale. Il se trouve beaucoup de gens mal intentionnés dans la province de Kowan ; mais j'espère qu'on les empêchera tous de mal faire. Le Cap. Smith est un très grand partisan de la liberté, je ne fais si cela est dû en partie ou tout-à-fait aux bons soins que vous avez pris de lui, lorsque vous étiez ici en dernier lieu. Je suis fâché de voir que plusieurs de nos freres *Anabatistes* appelés *Séparatistes* soient du côté des Torys avec quelques-uns de nos Ecclésiastiques. M. Mattheus est aussi du parti des Torys, Les tems sont si mauvais ici qu'on n'a tenu dans cette province aucune assemblée depuis le printems dernier, pour terminer les affaires. Les principaux habitans sont presque tous à la campagne. J'ai prêché six fois dans cette ville. J'ai fortement insisté sur l'obligation où chacun est de défendre la liberté. J'ai saisi le moment, où une allarme avoit appelé dans la ville beaucoup de gens de la campagne. On croyoit, que les vaisseaux de



guerre tireroient sur la ville. Ils sont repar-  
tis. Dieu veuille qu'ils ne reviennent pas. 16 Mai.  
S'ils reparoissent, on est bien disposé pour les  
recevoir; & les défenses qui ont été élevées  
me paroissent très bonnes ».

Le Roi signe un état, où les nouveaux  
Pairs sont portés, suivant le rang qu'ils au-  
ront entr'eux. Le Marquis de Carmarthen est  
en tête. La Duchesse d'Argyle le suit. Le  
Lord Polwarth est le troisième, & le Lord  
Mountsteward le quatrième. 17 Mai.

Le Roi, dans son Conseil, rend une Or-  
donnance qui prolonge de nouveau pour trois  
mois à compter du 23 Mai, la défense d'ex-  
porter des armes & munitions de guerre hors  
des Royaumes.

La Gazette de la Cour annonce que le Par-  
lement d'Irlande, qui devoit s'assembler le  
11 Juin: est prorogé par une proclamation  
du Lord Lieutenant, au 18 du même mois.

On apprend que le Marquis de Noailles est  
nommé Ambassadeur de France auprès de  
cette Cour.

L'Avocat général rend plainte au Banc  
du Roi contre le Général Smith, convaincu  
d'avoir corrompu les Electeurs du Bourg de  
Hindon. Le juge Willes ayant établi la con-  
viction & pris ses conclusions, les Avocats  
David & Mansfield représentent à la Cour  
que ce Général a déjà été assez puni de sa  
faute, par les dépenses considérables qu'elle  
lui a occasionnées, & par l'argent qu'il lui

en coutera encore. L'Avocat général soutient que ces raisons même dont on se sert pour le disculper, ne font qu'aggraver ses torts. Le Lord Mansfield, après avoir d'abord témoigné ses regrets de ce que le défendant s'étoit mis dans une situation si fâcheuse, a appuyé le sentiment de l'Avocat général, en disant, que quant aux dépenses, M. Smith se les étoit occasionnées lui-même, en achetant les suffrages : que l'avidité des Electeurs à recevoir des présents ne pouvoit point servir de justification à celui qui les donnoit : qu'il falloit le punir de maniere à empêcher déformais les candidats d'user de moyens deshonnêtes : que la partie publique avoit rendu plainte contre un homme dont le dessein étoit d'entrer dans le sénat par la voie de la corruption : que ce crime méritoit d'être puni sévèrement pour statuer un exemple : que c'étoit la première fois qu'une affaire de cette nature se discutoit en justice ; & qu'il étoit essentiel de l'examiner mûrement, attendu qu'il seroit impossible de préserver la constitution de sa ruine, si les Tribunaux ne montroient point de la vigueur lorsque de pareilles matières seroient portées devant eux. Le Lord Mansfield a ordonné ensuite de conduire le Général en prison, pour être ramené au premier jour du prochain terme & entendre la sentence que la Cour jugera à propos de prononcer contre lui. Un autre candidat, accusé & convaincu du même délit,

a reçu le même jugement. En conséquence l'un & l'autre ont été envoyés à la prison du banc du Roi.

17 Mai.

Dans le cours de son plaidoyer, le Sergent Davy a informé la Cour que le Général Smith venoit d'être élu de nouveau, pour le Bourg de Hindon. Cette circonstance n'a pas fait grand bien à son client, qui avoit avoué que le Bourg s'étoit laissé gagner par de l'argent.

*Assemblée générale des Actionnaires de la  
Compagnie des Indes Orientales.*

La discussion concernant MM. Hastings & Barwell est ouverte par un très-beau discours de M. Péchel, dont voici la motion: « il sera recommandé à l'Assemblée des Directeurs d'examiner de nouveau l'arrêté qu'ils ont pris le 6 de ce mois, à la pluralité de onze voix, contre dix, pour exclure MM. Hastings & Barwell du Conseil de Bengale ». M. Elliot appuie cette motion, en disant que peut-être n'y eut-il jamais d'affaire plus intéressante pour la Compagnie, si la propriété ou l'indépendance ont quelque prix aux yeux des Actionnaires.

La motion est admise par 377, contre 271 : pluralité 106.

Dans le cours des débats qui ont duré treize heures, il a été prouvé clairement « que pendant les longs services de M. Hastings, il avoit montré en toute occasion toute l'in-

17 Mai.

tégrité & tous les talens possibles, & en particulier dans son administration du Bengale «.

» Qu'il avoit entierement rétabli les affaires de ce pays & les avoit portées à un point de prospérité inoui jusqu'alors : que ses accusateurs n'avoient d'autre motif que leur ambition & le désir de le supplanter, & que leurs accusations n'étoient appuyées d'aucunes preuves. En effet, les Directeurs qui avoient préfidé aux deux assemblées particulieres, ont avoué qu'on s'étoit décidé contre lui sur des motifs de convenance & non d'après les délits à sa charge. On leur a répondu que rien ne pouvoit être convenable qui ne fût juste : que si les Membres du Conseil suprême étoient coupables il falloit les révoquer ; mais que cela devoit se faire avec impartialité & après une mûre délibération. Qu'il n'étoit pas honnête de peser des hommes en bloc, trois contre deux : qu'il falloit examiner le mérite de chacun & ne les juger que d'après cet examen. A cet effet on a demandé la libre communication de tous les papiers, & que la Cour générale s'assemblât *de die in diem* afin que chacun pût les lire & examiner. Le parti contraire a opposé que la saison étoit trop avancée & qu'elle n'admettoit point de délai : qu'il suffisoit d'entendre la lecture des papiers sur lesquels la Cour des Directeurs avoit procédé ; & qu'il restoit assez de tems pour terminer l'affaire pendant cette séance. Sur cela on agité long tems la compétence

de la Cour générale pour prendre connoissance de ce qui avoit été arrêté par les Directeurs. Les Actionnaires soutenant fortement leurs droits, la victoire a été pour eux.

17 Mai.

On a procédé à la lecture des papiers qui avoient été mis sous les yeux des Directeurs. Mais le premier se trouvant incomplet & partial ( par l'omission d'une circonstance très-intéressante pour la justification de M. Hastings ) il s'est élevé un nouveau débat sur la futilité de ces papiers & sur la nécessité d'avoir recours aux registres en général. En conséquence on a proposé de s'ajourner à demain dix heures du matin.

La question a été agitée à onze heures & l'ajournement a été rejeté à la pluralité de III voix, contre 97.

Un scrutin a été demandé sur la question préalable. Il s'est élevé un nouveau débat & on a proposé d'abandonner la motion pour la question préalable, sur une proposition d'ajournement *sine die*.

Enfin toutes les parties étant fatiguées, l'opposition au scrutin a été abandonnée à minuit & demi sans aller aux voix.

Cette décision a tellement blessé certains d'entre les Directeurs, qu'ils ont déclaré qu'il ne leur arriveroit plus de rechercher une place dans la direction.

On a vu se réaliser dans ces débats ce que les Actionnaires avoient long-tems appréhendé. Les partisans de la Cour ont déclaré

17 Mai, aussi clairement qu'il fut possible, qu'à l'avenir les affaires de la Compagnie seroient dirigées par les Ministres.

Lorsque la Cour envoya au Bengale trois Gouverneurs, les Actionnaires imaginerent bien qu'elle se proposoit d'avoir la majorité dans le Conseil, mais personne ne crut que son intention pût être d'anéantir le pouvoir de la Compagnie. Les trois Gouverneurs à peine arrivés, ils ont cherché querelle aux deux anciens employés ; & ils ont fait tous leurs efforts pour les forcer à donner leur démission. Mais ceux-ci étoient trop attachés à leurs supérieurs pour abandonner l'administration du commerce à deux vieux soldats ( le Général *Clavering* & le Colonel *Mousson* ) & à un jeune Commis du Bureau du Trésorier des troupes ( *M. François.* )

On a attaqué alors la réputation de ces deux Employés : on a envoyé des représentations en Angleterre pour les faire chasser ignominieusement, afin de leur substituer les créatures du Ministre. Mais on s'est trompé & les deux Marchands ont triomphé de la méchanceté de leurs ennemis. Leur bonne conduite a été prouvée en dépit de la calomnie & du parjure.

La justice exigeroit une réparation des injures que MM, Hastings & Barwell ont essuyées. Mais ce n'est pas le compte des Ministres, qui veulent au contraire qu'ils soient chassés. On nommera donc deux autres

Marchands, afin que deux au moins, sur le nombre de cinq, puissent entendre quelque chose aux affaires? C'est ce que nous ne voulons pas, disent les Ministres; vous enverrez deux sujets d'ici pour qu'il n'y ait plus de contestation à l'avenir. Il faut qu'ils soient tous également ignorans. Le commerce ira bien tout seul. Il suffit que les Gouverneurs apprennent à suivre les ordres qui leur seront envoyés par la Trésorerie.

17 Mai.

Voilà le vrai & triste état des choses, tel a été le langage des Ministres dans les débats, & quoiqu'après de longues contestation les amis des Ministres aient consenti que la question d'où dépend la force de la Compagnie, fût décidée par le scrutin, ils ont laissé éclater leur mépris & leur indignation contre ceux qui se sont flattés que la victoire couronneroit le zèle des amis de Hastings & de Barwell.

Si le Ministère eût réussi à les faire rappeler, le traitement du Général Clavering auroit augmenté de dix mille livres sterl. celui du Colonel Mouson de six, & celui de M. Francis à proportion. Toute l'Inde auroit été convaincue du grand pouvoir des Gouverneurs nommés par la Cour; mais les affaires de la Compagnie en iroient-elles mieux?

18 Mai.

## JOURNAL DE L'AMÉRIQUE.

*Adresse du louable Conseil & de la Chambre des Représentans de Boston, à son Excellence George Washington, Ecuyer, Général & Commandant en Chef de l'armée des Colonies unies.*

Lorsque les libertés de l'Amérique sont attaquées par une main violente & oppressive : lorsque des troupes fondent sur notre Colonie, contre le droit des gens : qu'elles s'emparent de notre Capitale, la défont par le pillage & le dégât : lorsque nos enfans vertueux sont massacrés, & nos maisons détruites par les troupes Britanniques : lorsque les habitans de cette Colonie & d'autres en Amérique sont contraints d'abandonner leurs affaires domestiques pour leur intérêt & par amour pour la liberté ; il est tems qu'ils s'opposent unanimement & courageusement à la tyrannie «.

» Convaincus de l'importance dont il est que les troupes des Colonies soient dressées à l'exercice des armes, conduites & gouvernées par un homme de grande capacité dans l'art militaire, nous apprenons avec une satisfaction particulière que l'estimable Congrès des Colonies liguées, a fait choix d'un Officier doué de ces qualités, qui, en se fevrant de tous les plaisirs de sa maison & de la campagne, a bien voulu se charger d'une tâche si pénible, Votre magnanime refus de toutes récompenses pécuniaires, attachée à cet important emploi, nous prouve bien qu'un zèle sincere pour les droits sacrés de l'humanité & un vrai amour pour votre Patrie, sont les seuls motifs qui vous ont engagés à soutenir un si lourd fardeau ».

» Nous nous promettons toute sorte de biens de vos talens & de votre capacité comme guerrier, ainsi que de vos vertus dans votre genre de vie particulier & public, mais le courage & l'équité qui brillent dans toute votre conduite, la sagesse qui accompagne  
vos



vos conseils : votre douceur jointe à la sévérité avec laquelle vous commandez l'armée ; votre attention à maintenir la constitution civile de cette Colonie : le soin que vous avez marqué en toutes occasions pour la conservation de la vie & de la santé de ceux qui sont sous vos ordres : les fatigues que vous avez soutenues si volontairement : la précaution avec laquelle vous avez pourvu à la sûreté de notre Capitale , & votre prudence à régler nos opérations militaires ont surpassé de beaucoup notre attente & exigent de nous la reconnaissance la plus vive «.

18 Mai.

» Le Souverain arbitre de toutes choses a favorisé nos armes & couronné vos travaux d'un succès remarquable , puisque sans effusion de sang , malheur auquel nous souhaitions si ardemment d'échapper , nous sommes rentrés dans la paisible possession de notre capitale. La sage & prudente manœuvre qui a obligé l'ennemi de l'abandonner , est un bienfait , dont les Habitans de cette Colonie ne perdront jamais le souvenir «.

» Continuez d'agir sous les auspices du Ciel , honoré de tous les honnêtes gens & redouté par des tyrans , qui s'arrogent le pouvoir de traiter leurs Concitoyens comme des esclaves. Puissent les Colonies unies être affranchies de la servitude par vos glorieuses armes ; & lorsque ce pays sera délivré de ses ennemis , les voir s'enfuir devant vous , tandis que vous aurez l'esprit tranquille & satisfait : avantage dont jouissent tous ceux qui ont la grandeur & la bonté en partage. Enfin que la postérité , rétablie dans la paisible possession de la liberté , qui sera affermie par votre épée triomphante , dresse au nom de Washington le monument le plus précieux & le plus durable !

*Extrait de la réponse de M. Washington.*

» Lorsque les Conseils de la nation Britannique ont formé le projet d'affervir l'Amérique , & de dépouiller ses enfans de ses privilèges les plus sacrés & les plus précieux , malgré les remontrances les plus

18 Mai.

fortes sur les droits de la constitution, de la justice & de la vérité, & que pour l'exécution de ces infâmes projets, elle a eu recours à la violence, j'ai cru qu'il étoit de mon devoir de prendre part à la querelle, sur-tout y ayant été appelé par les suffrages non sollicités des Représentans d'un peuple libre. Toute la récompense que je desire, c'est que mes services puissent contribuer à l'établissement de la liberté & de la paix sur une base permanente, & de mériter l'applaudissement de mes compatriotes & de tous les vertueux citoyens.

Je vous dois aussi mes remerciemens sur la justice que vous rendez à l'attention que je donne à la constitution civile de cette Colonie, sans m'écarter du cercle de mon département. Je regarde comme un principe de devoir & de constitution de ne négliger aucune institution provinciale, lorsqu'elle n'est point incompatible avec l'intérêt général ; & je réglerai toujours ma conduite en conséquence ».

*Extrait d'une Lettre datee de la Caroline Septentrionale, le 20 Mars.*

» C'est avec beaucoup de plaisir que je vous accuse la réception de votre obligeante lettre. J'ai de plus la satisfaction de vous apprendre la défaite toute fraîche des perturbateurs du Gouvernement, connus sous le nom de *Montagnards* & de *Régulateurs* qui formoient un corps considérable, & qui se trouvoient à 20 milles de Wilmington. On ne sauroit imaginer l'extrême joie que cet événement a causé dans la Province, sur-tout depuis la nouvelle que Clinton & le Lord William Campbell sont actuellement au cap Fear dans l'attente que ces montagnards, qui ont été battus, se joindront à eux, & qu'ils ont pris la résolution d'attaquer la partie la plus foible de l'Amérique, qui est, selon eux, la Caroline. Mais combien ne doivent-ils pas être mortifiés en voyant qu'en moins de quinze jours la Caroline, cette province si foible, si

misérable , si peu importante , a pu chasser dix mille volontaires indépendans , & les poursuivre jusqu'au lieu même de l'action ? De ma vie , je n'ai entendu parler d'une ardeur pour combattre aussi générale & d'une union aussi parfaite entre des hommes de divers états. Le Général Clinton pourra donner à son Maître & au Ministère des détails précis sur la foiblesse des Colonies méridionales , sur la facilité avec laquelle on peut les subjuguier , & sur le petit nombre de troupes qu'il faut pour en venir à bout. Il est aussi fort à souhaiter que le Lord *Campbell* ainsi que *Clinton & Martin* se croient assez forts pour descendre au cap *Fear* avant la dispersion de leurs troupes , & l'on ne doute pas qu'alors toute l'affaire ne se termine par la défaite de ce formidable Trium-virat »

18 Mai.

Une personne arrivée de la Caroline Septentrionale à la Nouvelle-York , a donné un détail particulier de ce qui est arrivé au Général Donald-Mac-Donald , & aux Torys & Régulateurs qui sont sous ses ordres , dont voici la substance. Les Colons qui habitent les parties les plus reculées de la Caroline , ayant promis des secours considérables au Gouverneur Martin , il leur fit demander des armes pour deux mille hommes , qui lui furent envoyées , & Mac-Donald fut nommé Brigadier général de l'expédition. Il partit avec les Capitaines Mac Cleod & John Campbell , sans aucunes troupes , & ils s'avancèrent dans le pays. Il est vrai qu'on les arrêta souvent sur la route ; mais ils dirent qu'ils étoient des Officiers blessés à l'affaire de Bunkershill : qu'ayant quitté le service du Roi , ils alloient habiter les provinces reculées avec leurs compatriotes ; & qu'ils renonçoient à la guerre. On leur fit donc prêter serment de ne point prendre les armes contre le Congrès. Ils restèrent dans le pays plus de deux mois , pendant lesquels ils trouverent le moyen de tirer des armes du Gouverneur Martin , & ils préparèrent leurs partisans à la révolte. Lorsque tout fut prêt leur complot éclata. Il y eut aussitôt une action entre eux & le Colonel Haswell , dans laquelle le Général

## 52 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

18 Mai. Mac Donald fut fait prisonnier , & les Capitaines Campbell & Mac Cleod furent tués. La plus grande partie de leurs soldats ( au nombre de 800 ) jetta ses armes , & prit la fuite ; de sorte que les Provinciaux ont toujours beaucoup profité à l'événement , puisqu'ils y ont gagné des armes dont ils avoient un grand besoin.

*Extrait d'une Lettre d'un Particulier de Philadelphie,  
à un de ses amis à Londres , en date du 2  
Mars.*

» Je pense que dans la perplexité où vous devez être , vous serez bien aise d'apprendre le vrai état des choses en Amérique. Je commencerai par vous entretenir de la partie Septentrionale. Toute la Province du Canada , excepté Québec , s'étoit soumise avant le premier Décembre 1775 , aux troupes Continentales , commandées par le brave Général Montgomery , qui malgré la rigueur du climat , s'est mis en marche avec le corps à ses ordres pour aller joindre le Colonel Arnold devant Quebec , où il a campé presque jusqu'à la fin de ce même mois de Décembre. Le tems de l'engagement d'un grand nombre de ses soldats étant prêt d'expirer , il se décida à une attaque dans laquelle il a succombé , ainsi qu'on l'a vu dans les papiers publics. Depuis ce tems-là nos gens ont continué le blocus de la Ville avec environ cinq cents hommes. Les fatigues que ce petit corps a essuyées sont presque incroyables. La nouvelle de la mort de Montgomery & de la défaite de ses troupes , loin d'abattre les esprits dans les autres Colonies , n'a fait qu'enflammer davantage leur ardeur. Le Congrès a voté de nouveaux régimens qui ont été levés sur le champ. A peine deux mois s'étoient écoulés depuis cette défaite que deux mille hommes de recrues ont été joindre le Général Arnold devant Quebec. Vers le milieu ou la fin du mois cette armée se montera à cinq ou six mille hommes , & alors Quebec sera attaqué de nouveau ».

Les menaces fréquentes du parti Ministeriel & l'arrivée de Clinton à New-York ont déterminé cette Province à se mettre en état de défense. Les habitans de la Ville ont fait passer leurs femmes, leurs enfans & leurs effets les plus précieux dans l'intérieur de la Province. On fortifie la Ville par des batteries & divers ouvrages auxquels cinq mille hommes travaillent sans relâche, de sorte qu'en très-peu de tems elle pourra opposer une vigoureuse résistance à l'ennemi. Dans les environs, on compte quinze à vingt mille hommes bien armés, qui sont toujours prêts à aller au secours de cette ville à la première alarme «.

18 Mai.

» Rhode-Island est infesté par *Wallace* & ses vaisseaux. Rarement ce Capitaine débarque sans perdre plus ou moins de monde : il fait la guerre exactement en pirate. Toutes les fois qu'il met pied à terre c'est pour enlever des moutons, &c. & jamais dans ces occasions il ne manque de mettre le feu, lorsqu'il le peut, à quelques maisons, & de massacrer ceux qu'il trouve sans défense. Voit-il venir de nos gens armés, il prend la fuite dans l'instant «.

La Pensylvanie n'a pas encore été attaquée, mais comme elle s'attend à l'être, elle fait ses dispositions en conséquence. Notre rivière (la Delaware) est défendue par des chevaux de frise, qui ont déjà fait périr trois vaisseaux : par une chaîne fort longue & d'une force extraordinaire : par une batterie, un vaisseau de vingt canons, une grande batterie flottante capable de porter vingt pièces de canons de dix-huit livres de balle, & dix-huit galeres à rames avec un canon de dix-huit sur l'avant & cinquante hommes à leur bord, pourvus de tout le nécessaire. Nous avons en outre trois bataillons de troupes réglées & trente à quarante mille hommes de milice «.

» Il ne s'est rien passé de nouveau dans la Virginie depuis l'entière destruction de Norfolk, mais on s'y prépare, aussi bien que dans les deux Carolines, à la plus vigoureuse défense ; & au mois d'Avril on y

18 Mai. aura trente à quarante mille hommes en état de faire campagne , & qui agiront tous ensemble ou séparément , selon que les circonstances le demanderont. Parmi eux se trouve un grand nombre de chasseurs. Mais , direz-vous , où sont vos ressources ? L'argent ne nous manque pas. Par notre adresse , nous sommes parvenus , malgré les basses manœuvres du Ministère , & malgré tous ses vaisseaux de guerre , à nous procurer du dehors plus de cent tonneaux de poudre , cent cinquante tonneaux de salpêtre , & une grande quantité de fusils & autres menues armes qui ont été débarquées heureusement dans diverses parties du Continent , & qui nous suffiront pour le début de la campagne. C'est tout ce qu'il faut , car par la suite nous serons en état de trouver chez nous-mêmes les munitions , &c. dont nous aurons besoin.

A New-York nous avons une fonderie qui a déjà jetté quatorze ou quinze excellentes pièces de campagne. Il y a aussi une fonderie pour du canon de fer de tout calibre , jusqu'à vingt-quatre livres de balle. Quant aux boulets nous en avons en si grande abondance , qu'en cas de nécessité nous pourrions en approvisionner l'univers entier. Les petites armes à feu ne nous manquent pas non plus : tout ce qui nous manque ce sont les batteries ; & certainement nous ne tarderons point à avoir un nombre d'ouvriers suffisant pour en construire. Les moyens imaginés pour introduire la manufacture de salpêtre ont eu un succès complet , de sorte que dans beaucoup d'endroits on en fait faire par des femmes. Nous comptons que vers le 25 Juin nous en aurons au moins trente ou quarante tonneaux de notre fabrique. Il y en a une où il s'en fait cinquante quintaux par semaine. A Newbury dans la Nouvelle Angleterre on en fabrique au moins cent livres par jour. En un mot nous faisons aujourd'hui du salpêtre avec autant de facilité que ci devant du rayon liquide. Quant au soufre & au plomb , nos mines nous en produiront plus qu'il n'en faudroit pour une guerre de mille ans «.

Nous aurons sous peu de tems au moins trente vaisseaux de guerre de trente-huit canons & au-dessous, 18 Mai. indépendamment d'un grand nombre de Corfaires, supposé que le Ministère Anglois continue sa guerre de pirates. Quand vous reviendrez, vous serez surpris de voir ce que la mere de l'invention a fait pour nous. Je suis dans la ferme persuasion que si la guerre dure encore un an, nous n'aurons plus besoin d'aucun article d'Europe.

» Les Ministres nous ont souvent accusés injustement de viser à l'indépendance ; mais ce qu'ils prétendent avoir à craindre est précisément ce que produira dans peu le plan qu'ils ont adopté. Le *Sens commun*, que je vous envoie, est ici entre les mains de tout le monde tout ceux qui le lisent sont convertis sur le champ, eussent-ils été même, l'instant d'avant, les antagonistes les plus violens de toute idée d'indépendance. Je ne doute nullement que la campagne de cet été ne nous voie quitter la lisière, & alors le Roi de la Grande-Bretagne, après avoir été l'idole des Américains, ne servira plus que d'épouvantail aux petits enfans.

*A Philadelphie, en Congrès général, le 21 Mars.*

Arrêté qu'il sera recommandé aux assemblées, Conventions, Conseils & Comités de sureté de s'occuper à l'avenir des moyens d'introduire les Manufactures de cuir de Russie, toile à voile, & d'acier, dans les Colonies où elles ne sont pas encore établies, & de les perfectionner dans les Colonies où elles le sont.

Si l'exécution de la résolution du Congrès, du 14 Mars, en conséquence de laquelle on doit désarmer les personnes suspectes, faisoit trouver des armes à feu hors d'état de servir aux troupes mentionnées dans cet arrêté, on ne payera aucunes de ces armes à feu qu'autant qu'elles seront propres à l'usage desdites troupes, ou qu'on pourra les mettre en état de servir. Les autres armes seront remises par les pro-

18 Mai. priétaires, sous la garde des Assemblées, Conventions, Conseils ou Comités de sûreté pour leur être rendues, lorsque le Congrès l'ordonnera.

*A Philadelphie, en Congrès général, le 23 Mars 1776.*

D'autant que les pétitions des Colonies unies au Roi, pour obtenir le redressement de leurs griefs, non-seulement ont été rejetées, mais traitées avec mépris & dédain, & qu'on qualifie de rébellion leur opposition à des desseins évidemment conçus pour les réduire à un état de soumission servile, & leur défense nécessaire contre les forces hostiles actuellement employées pour les subjuger;

Et d'autant qu'on a commencé contre elles une guerre injuste, que les Commandans des flottes & des armées Britanniques ont conduite & continuent de conduire avec la plus grande rigueur, portant partout le ravage, la rapine & la destruction, brulant les maisons & les Villes sans défense, & exposant leurs habitans infortunés à tous les fleaux de l'hiver le plus rigoureux, & que non contents d'engager les Sauvages à envahir leur pays, ils excitent même les Negres à égorger leurs maîtres;

D'autant aussi que le Parlement de la Grande-Bretagne a récemment passé un Acte par lequel il affirme que ces Colonies sont dans un état de rébellion ouverte, & défend tout commerce & toute communication avec ses Habitans jusqu'à ce qu'ils acceptent les pardons & qu'ils se soumettent à des décisions despotiques; déclarant leurs propriétés, par-tout où on pourra les trouver sur l'eau, sujettes à confiscation, & portant que toutes saisies semblables, en vertu de l'autorité Royale, sont des actes justes & légitimes, & seront regardés comme tels;

D'après toutes ces considérations, comme il est évident qu'on suivra avec opiniâtreté l'inique projet formé pour dépouiller les Américains de la liberté à laquelle ils ont droit de prétendre par les loix de la nature & de la constitution Britannique;



En conséquence , comme il est nécessaire de pourvoir à leur défense & à leur sûreté , & que le droit des gens permet d'user de représaille envers ses ennemis , & même de leur faire d'autres maux , le Congrès persuadé que ceux de leurs amis dans la Grande-Bretagne ( dont il est certain que plusieurs ont des droits sur la gratitude des Américains , par leur patriotisme & par leur bienveillance ) n'imputeront ces résolutions qu'à l'auteur de nos calamités communes , après l'arrêté dont voici la substance :

Il sera permis à tous les habitans des Colonies d'équiper des vaisseaux pour aller attaquer leurs ennemis. Lorsqu'un navire armé par des particuliers qui en auront obtenu la permission , se sera emparé d'un vaisseau appartenant à quelque habitant que ce soit de la Grande-Bretagne , ce vaisseau . ses agrès & la marchandise de son chargement seront adjugés à ceux qui auront fait la capture. On en excepte cependant les bâtimens chargés de provisions de guerre pour le service des Colonies.

Si c'est un vaisseau de guerre *appartenant aux Colonies unies* qui se soit emparé de quelque bâtiment Anglois , un tiers de la valeur de la prise sera adjugé aux Officiers & aux gens de l'équipage : les deux autres tiers seront réservés pour l'usage des Colonies.

Si un bâtiment Anglois est pris par un vaisseau de guerre appartenant à quelqu'une desdites Colonies , la valeur en sera répartie dans la proportion qu'il plaira à cette Colonie de régler.

S'il arrive qu'un bâtiment de la Grande-Bretagne , chargé de différentes marchandises ou de provisions de guerre pour l'armée Ministérielle , soit pris près des côtes de l'Amérique , par quelques habitans ou par des détachemens de troupes de ces Colonies , la valeur en sera partagée entre ceux qui auront contribué à la prise.

18 Mai. *Délibération & déclaration de la Province de la Nouvelle Ecosse, du 28 Mars.*

Attendu que cette Province, appartenante à Sa Majesté, a été, & se trouve encore menacée d'une invasion de la part des Colonies voisines par certains gens qui ont pris les armes contre le Gouvernement actuel de Sa Majesté, étant animés contre cette Province, parce qu'elle a refusé de se joindre à eux dans leur désobéissance aux loix de la Grande-Bretagne; & parce que, conformément à notre devoir, nous avons fourni des provisions & des rafraichissemens à la garnison de Sa Majesté, à Boston; nous désirons faire savoir que quelle que soit notre répugnance à verser le sang de nos compatriotes Américains; cependant, conformément à ce que nous devons à Dieu, au Roi & à la protection des loix fondamentales de notre pays, nous ne pouvons nous dispenser de leur fermer l'entrée de cette province, & de nous opposer à tout ce qu'ils voudroient y entreprendre, précaution sans laquelle nos propriétés seroient infailliblement ruinées, & nous nous trouverions exposés à toutes les horreurs de la guerre civile. Nous promettons donc solennellement en présence du Tout-Puissant, de persister dans notre fidélité & loyauté envers Sa Majesté sacrée George III; & de défendre & protéger de toute notre capacité & de toutes nos forces l'honneur de sa couronne, envers toutes trahisons & conspirations: en conséquence, nous, habitans de la ville de Windsor, nous nous formons en un Corps militaire, sous la conduite de l'honorable Michel Franklin, Gouverneur, Lieutenant de cette Province; à condition cependant que nous ne servirons nulle part ailleurs que dans cette Colonie, & dans le cas seulement d'une invasion formée par des forces assez considérables pour exiger que nous joignons nos armes à celles des troupes réglées que le Roi entretient dans cette Colonie.

Signé le 28 Mars 1776.

		hommes.
Windfor.	{ G. Deschamps..... J. Kelly..... }	109
Falmouth.	{ J. Northeip..... W. Bishop..... }	52
Norton.	{ J. Crane..... }	92
Cornwalis	{ J. Burbridge..... J. Wells..... A. Beckwith..... }	110
Neupors.	{ J. M. Nutt..... }	22

Total du Régiment 385

*Traduction d'une Lettre du Général Howe à  
George Daubeng , à Bristol.*

D'Halifax le 29 Mai 1776.

J'ai eu l'honneur, Monsieur, de recevoir votre lettre du 17 Février, & je vous fais part de l'arrivée du vaisseau *Renown*, fretté par la Société de Marine de Londres, dans des vues qui font autant d'honneur à la fidélité des souscripteurs, en leur qualité de sujets, qu'à leur bienfaisance comme hommes. J'espère que la répartition de ce bienfait, par les Officiers généraux qui en sont chargés, remplira les intentions de nos bons amis de Bristol : le secours généreux qu'ils apportent à la partie souffrante des troupes qui sont sous mes ordres, doit pénétrer l'armée d'un sentiment si vif de ce qu'elle doit à son honneur & à sa pa-

## 60 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

18 Mai. trie, que j'espère de ses efforts que la rébellion sera bientôt supprimée.

Je ne puis terminer ma lettre sans vous remercier des expressions honnêtes & flatueuses, dont vous avez bien voulu vous servir au nom du Comité, & sans vous assurer que je suis avec le respect le plus sincère, Monsieur, Votre &c.

William Howe.

19 Mai. AUJOURD'HUI jour anniversaire de la naissance de la Reine, qui entre dans la trente-troisième année de son âge, Sa Majesté reçoit à cette occasion, à Saint James, les complimens de félicitation des Grands, des Ministres étrangers & de la principale Noblesse.

La cérémonie du baptême de la Princesse, dont la Reine est accouchée le 25 Avril, se fait dans la grande Chambre du Conseil à Saint James, par l'Archevêque de Cantorbéry : elle est nommée Marie, & elle a pour parrain & marreines le Prince Frédéric de Hesse-Cassel, la Duchesse de Saxe-Gotha, & la Princesse de Mecklembourg - Strelitz, représentés par le Comte de Hertford, la Duchesse d'Argyle, & la Comtesse Douairière d'Effingham.

20 Mai. LE ROI passe en revue, dans la Commune de Wimbledon, le septième & le dixième régiment de Dragons, commandés par le Chevalier George Howard & le Chevalier John Mordaunt.

M. Thomas Daw, remplace M. Jean Por-

unal, en qualité de Secrétaire du Lord Ger-  
maine. 20 Mai.

L'once de l'argent sterling monte à cinq shel. sept deniers.

Le Journal d'Aberdeen vient de donner l'avis suivant à ceux qui font le commerce en Dannemarck & en Norwege.

« Le Roi de Dannemark a établi sur les côtes de ces deux Royaumes un certain nombre de vaisseaux croiseurs. Tous les Capitaines seront obligés de déclarer à ces croiseurs tout ce que contient leur cargaison ; & si à leur arrivée dans les ports ils se trouvoient avoir quelque partie de leur cargaison qui n'ait pas été déclarée, elle sera confiscable au profit de Sa Majesté Danoise ».

#### CHAMBRE DES PAIRS.

Les Lords approuvent les modifications faites par la Chambre des Communes aux Bills suivans.

Pour prescrire aux Inspecteurs des pauvres en Angleterre & dans le Pays de Galles, de présenter avant le 22 Octobre prochain, à la Chambre, la déclaration qu'ils devront faire sous serment du montant de la taxe des pauvres pour l'année finissant à la Saint Michel 1775.

Pour corriger & expliquer un Acte de la treizième année du règne de Sa Majesté, à l'effet de faire vendre quelques-unes des terres du Duc de Saint Alban & d'acquitter ses dettes.

---

 20 Mai.

Pour convertir la peine de transportation en travail de force , suivant les conditions spécifiées dans le Bill.

Le Lord Suffolk propose de lire pour la troisième fois le Bill pour convertir la peine de transportation en travail de force. Le Lord Radnor s'oppose vivement à ce Bill , le Lord Townshend le défend avec la même chaleur. La motion passe à l'affirmative , sans division , & les Lords font dire à la Chambre des Communes qu'ils ont approuvé le Bill après y avoir fait quelques changemens.

La Chambre se forme en Comité pour examiner le Bill par lequel il est enjoint aux Inspecteurs des pauvres dans les diverses paroisses & districts , de mettre sous les yeux du Parlement , le compte de la taxe des pauvres pour l'année 1775 , pour que l'on puisse préparer le Bill des pauvres pour la prochaine session.

On propose plusieurs corrections , & l'Evêque de Rochester demande que le terme soit prolongé du 22 Septembre au 22 Octobre.

---

 21 Mai.

LE RÉGIMENT de Westminster de la milice de Middlesex , commandé par le Capitaine Chauvel , se rend sur la bruyère d'Hounslow pour y être exercé aux manœuvres militaires pendant vingt huit jours , conformément à l'acte du Parlement. On a admiré la beauté de ce corps dont les Officiers & les Soldats étoient habillés de neuf. Le régiment étant assemblé , l'Adjutant a lu aux troupes les

Ordonnances militaires. Ensuite M. Ward, <sup>21 Mai.</sup>  
un des Officiers, leur a adressé le discours  
suivant :

*Compatriotes & Camarades.*

Dans un tems où la situation des affaires publiques, met tout sincere ami de son Souverain & de son pays dans la nécessité indispensable de se vouer au soutien des justes loix & de la suprématie de l'Angleterre, trouvez bon qu'en ma qualité de fidelle sujet & d'un de vos Officiers, je laisse éclater les transports de ma joie à l'aspect imposant d'un aussi superbe corps. Vous savez qu'il s'est répandu un bruit que le nouvel Acte du Parlement, concernant la milice, avoit pour objet d'en faire passer une partie hors du Royaume. Quoique je ne doute point de votre zele pour le service de votre Roi & de votre patrie dans tous les lieux où l'intérêt public pourra requérir votre présence; cependant comme cette nouvelle, toute fausse qu'elle est, auroit pu laisser quelque impression fâcheuse dans l'esprit de certains d'entre vous, je saisis cette occasion pour détruire ces bruits absurdes & vous assurer que la milice de ce Royaume n'a jamais été & ne peut être destinée pour d'autre service que la défense intérieure de la nation. Si quelque puissance, jalouse de la gloire & de la prospérité de la Grande-Bretagne, étoit assez lâche pour vouloir profiter des malheureux troubles qui

21 Mai.

ont fait passer en Amérique l'élite de nos troupes réglées, on verroit alors, que la milice nationale animée par les sentimens d'une juste ambition & d'une inébranlable fidélité, (avec le concours des forces qui lui donnent l'empire de la mer) sera toujours suffisante pour maintenir & défendre la constitution de l'Eglise & de l'Etat à laquelle nous sommes depuis si long tems redevables de tous les avantages qui rendent ce Pays si florissant «.

*Messieurs,*

Si notre Souverain jugeoit à propos de nous mettre en activité, n'oublions jamais que nous sommes sujets d'un Prince doué de toutes les vertus faites pour orner l'humanité & qui dans son dernier discours émané du trône, nous a appris une vérité dont nous ne pouvons pas douter. C'est que l'objet continuel de ses pensées, & le vœu de son cœur, tendent uniquement à la fureté & au bonheur de ses peuples «.

*La suite au N°. XI.*

LETTRE



*Lettre d'un Banquier de Londres  
à M.\*\*\*, à Anvers.*

De Londres le 8 Octobre 1776.

Quoiqu'il puisse en coûter, Monsieur, moins pourtant à mon amour-propre, qu'à mon amour de l'humanité : je le vois ; il faut renoncer à une trop douce erreur : il faut s'abandonner à l'opinion générale, qui veut absolument que cette malheureuse affaire de l'Amérique, au lieu de finir bientôt par une heureuse réconciliation, se prolonge encore, pour bien des années peut-être, par la plus horrible des catastrophes, & le coup est sans doute déjà porté ; déjà le carnage, l'embrasement.... Mais quelles horreurs ! Souffrez que j'en détourne les yeux. Je ne vois que trop cet épouvantable spectacle dans les regards de tout ce qui m'environne, dans l'abattement & la stupeur où paroissent être ici tous les esprits, présage trop sûr des affreuses nouvelles qui vont arriver. Oh, combien je les redoute ? Combien je voudrois me persuader & faire entendre aux autres qu'il est possible, qu'il est même conséquent que la paix ait été conclue : que les discours des Ministres au parlement conduisent à le croire : qu'ils ont protesté qu'on éviteroit sur-tout l'effusion du sang : qu'on vouloit uniquement connoître, mais bien connoître les griefs & les prétentions de l'Amérique, pour que le Parlement

pût porter une décision certaine relativement à la dignité & aux intérêts de la Grande-Bretagne ! Je me suis hasardé à dire en pleine Bourse que les Ministres ayant l'expérience de l'affaire de Bunkershill, n'auront sûrement pas voulu qu'on multipliât d'aussi funestes & inutiles victoires ; qu'ils doivent bien savoir que l'Amérique ne sera point conquise par le massacre de quelques milliers d'Américains ; que l'Angleterre sera couverte d'un opprobre éternel, même par les plus brillans succès de ses armes : que ceux de la négociation sont sans contredit les seuls qu'elle doive ambitionner, & qui convienne à la sagesse de ses conseils. Mes raisonnemens ne font impression sur personne. Un Anglois qui s'est retiré depuis peu du parti des Ministres, s'écrioit hier, après m'avoir entendu patiemment : » vous connoissez bien peu ces gens-ci : *ils se guident par sort, non par conseil* « & puis de me citer, l'une après l'autre, toutes les relations & lettres que nous avons vues dans la Gazette de la Cour, seulement depuis l'évacuation de Boston. » Vous parlez de leurs discours, a-t-il poursuivi, les voici. Ce papier est l'organe par lequel ils communiquent avec les peuples. Trouvez y de la suite & un système. N'est ce pas plutôt un cahos de bévues & d'inconséquences ? Voyez celle-ci : c'est la dernière : elle est du premier Octobre. Vous aviez lu dès le 25 Septembre, dans tous les papiers publics, la déclaration & la lettre du

Lord Vicomte Amiral Howe. Eh bien, c'est quatre jours après qu'une Gazette de la Cour apprend les même choses, mot pour mot, à la nation, pour qui elles étoient déjà un objet de pitié & de ridicule. Encore si c'eût été pour y faire remarquer quelque légère différence. Mais non, c'est le même calice d'amertume qu'on nous fait boire de nouveau jusqu'à la lie, & tout y est lie ».

» Le Lord Howe mande au Lord Germaine *qu'il a envoyé une déclaration aux Gouverneurs*, qui par parenthèse ne sont plus Gouverneurs & n'ont pas plus d'accès que lui sur le Continent : puis il ajoute *qu'en écrivant à ces Gouverneurs il n'espere guere que ses lettres leur parviennent*. Où a-t-on vu écrire à des gens de qui on ne compte point être lû ? Son intention étoit que ces lettres circulassent dans les provinces autant qu'il seroit possible. Mais étoit-il nécessaire pour cela d'y mettre de fausses adresses ; & cette mal adroite précaution ne devoit-elle pas plutôt les fourvoyer ? Au reste c'étoit bien plus réellement son intention, car il continue ainsi : *je m'étois flatté de trouver une occasion de faire parvenir cette déclaration & ces lettres peu après leur date, ( du 20 Juin ) par le moyen de quelque vaisseau que j'aurois rencontré sur les côtes*. Comme les Corsaires Américains se seroient laissé approcher de l'Aigle de soixante canons ! Comme un navire chargé pour Embden , pour la Baltique ou pour Livourne , auroit retourné au

port d'où il étoit parti pour y porter la déclaration de Milord ! Il y avoit au moins de sa part bien de la bonne foi à s'y attendre, *Aucune occasion ne s'étant offerte jusqu'à son arrivée devant New-York le 12 Juillet*, il dépêcha le premier Lieutenant de l'Aigle au port d'Amboy, avec les expéditions de ladite déclaration destinées pour les Colonies situées au Sud de la Nouvelle York, où le Lieutenant avoit ordre de les remettre à la première personne qui lui paroîtroit avoir quelque autorité, en la priant qu'on voulût bien les mettre à la poste. Après les avoir adressées à des gens pour qui elles n'étoient pas, que pouvoit-il faire de plus bizarre que de confier des papiers de cette importance, aux hazards de la poste & du premier venu ? Je dis le premier venu, puisqu'il suffisoit que celui à qui elles seroient remises parût avoir quelque autorité. Or, il étoit très-possible que ce fût un Chef de Sauvages, que ce fût un Viceire puritain. Le premier auroit emporté la déclaration dans les bois : celui-ci eût cru faire un acte méritoire devant Dieu de la supprimer ; & jamais l'Amérique n'eût été instruite des gracieuses intentions du Ministère Anglois. Dira-t-on que le Lieutenant du Lord Howe connoissoit bien son monde, & qu'il savoit à qui il les remettroit, à qui il feroit l'humble priere de les mettre à la poste ? Cela peut être sans doute ; mais puisque les Plénipotentiaires Britanniques s'abaissoient à demander ce léger

service à un Rebelle , à lui avoir quelque obligation ; que ne s'adreffoit-il tout de suite à lui , en son nom & en sa qualité ? Que ne donnoit-il à Washington son titre de Général , & pourquoi sur une misere comme une adresse de lettres , risquer le sort de deux Empires qui ne sont pas ennemis comme on l'est ordinairement , & dans une guerre qu'on ne peut point nommer guerre , & qui , si on la nomme ainsi , disoit jadis un de vos plus ingénieux Moralistes françois , *n'est qu'une guerre superficielle , & n'entre point au profond cabinet des cœurs , puisque de part & d'autre , nul n'est outragé en son honneur , & qu'il n'est question que de r'habiller quelques fautes commises des deux côtés ?* Il falloit appeller Washington , Roi , Empereur de l'Amérique , & regagner , lui & l'Amérique , mettre sur le papier une goutte d'encre de plus , pour épargner les torrens de sang Anglois qui vont couler dans une guerre civile dont le siècle ne verra point la fin ».

*En 1782.  
le 30. 9<sup>bre</sup> en a vu  
la fin.*

Le Capitaine Burnaby a été envoyé aux Colonies du Nord , & la déclaration n'y a pas fait plus de fortune. Il a rapporté pour réponse de celle de Rhode-Island qu'il en feroit envoyé copie au très-honorable Congrès général des Etats-Unis de l'Amérique , à qui toutes choses semblables doivent être envoyées & rapportées. Ainsi , la déclaration ne sera point venue en original au Congrès général , de qui il étoit sur-tout intéressant qu'elle fût bien con-

nue, puisque c'est sur lui seul aujourd'hui que roule le sort de l'Amérique. Enfin, que porte cette fameuse déclaration? Elle offre le pardon à des légions armées qu'on hésite d'attaquer. Voilà comme ce Plénipotentiaire aura fait perdre un tems précieux, & toute la campagne de 1776, en adressant des lettres à des Gouverneurs qui ne devoient pas les lire, & en accordant des pardons qui ne lui étoient pas demandés. Il avoit médité tout cela dans sa traversée depuis le 12 Mai jusqu'au 20 Juin, & il couronne une si belle œuvre par sa lettre du 11 Août à Milord Germaine, où il déclare en termes clairs qu'il s'attend à des complimens. N'admirez-vous point le merveilleux courage de ce Plénipotentiaire dans l'usage qu'il a fait des pleins pouvoirs les plus étendus qui aient jamais été scellés du grand sceau d'Angleterre? Les ressources de son génie devoient suffire à tout, & après avoir traité en affaire d'Etat une tracasserie pour une adresse, il écrit à la Cour, qui attendoit de lui les plus grandes choses, que le Congrès a publié sa déclaration sous la forme la plus ignominieuse & la plus outrageante pour lui & pour son souverain. On lui a en vérité bien des obligations!

» Le Général a écrit de son côté, mais quatre jours plus tard, c'est-à-dire le 15 Août, & aussi au Lord Germaine, une lettre très-succinte. Il se borne à lui apprendre que les diverses armées se sont jointes à la

sienne le 12 Août, qu'on lui a dit que les gardes & les Hessois étoient en parfaite santé : que les équipages de campagne sont arrivés aussi : qu'on ne perdra point de tems pour entamer les opérations : qu'il est pressé pour expédier les dépêches du jour & qu'il remet à la première occasion des détails plus étendus. Ce n'est donc que sur un simple oui dire que le Général établit les assurances qu'il donne au Gouvernement du bon état de l'armée Hessoise & des Gardes. Une assertion aussi vague suffit-elle pour détruire les nouvelles très-certaines que l'on a eues ici de la cruelle navigation de cette flotte pendant les trois grands mois qu'elle a été à la mer. Elle n'a cessé d'être battue par les tempêtes, & toujours dans des brumes si épaisses, que les canons tiroient à toutes les minutes pour prévenir les abordages. Toutes les provisions se sont trouvées pourries & mangées de vers. L'eau étoit infecte : la faim & la soif ont fait le tourment continuel des malheureux soldats ; & ils ont fait un jeûne rigoureux pendant toute la traversée. Aussi se portent-ils très-bien : la diète est salubre. Mais à quoi bon se débattre aujourd'hui sur la santé des Hessois & des Gardes, tandis que peut-être n'est-il plus de Gardes ni de Hessois au monde. Oh ! loin de moi ce funeste pressentiment ! Mais non, tout espoir de réconciliation est évanoui : le Général en est si persuadé lui-même, qu'il parle d'entamer les opérations de la campagne, lui

qui dans ses précédentes dépêches, avant l'arrivée de son frere, faisoit entendre aux Ministres *qu'il oisoit tout esperer des bonnes dispositions où il avoit trouvé les peuples*. Où sont-ils donc ces Royalistes qui devoient se réunir par milliers sous les drapeaux de leur Souverain? Le Général ne dit pas un mot dans ces nouvelles dépêches des amis du Gouvernement. Il faut qu'ils soient venus en bien petit nombre depuis le 25 Juin, jour de l'arrivée du Général à l'île de Staten, jusqu'au 15 Août, ce qui fait presque une intervalle de deux mois. Mais c'est cette fermeté inébranlable, c'est cette union si parfaite du côté des Américains, que je regarde comme un des plus surs indices de la résolution que les deux freres auront prise, enfin de frapper le grand coup sur New-York, qui sans doute est aujourd'hui ou détruite par le feu, ou au pouvoir des armées Angloises. Je ne doute point que les premieres nouvelles qu'on recevra de ces armées ne nous apprenent un événement décisif, mais je le répète, pour la ville de New - York seulement & non pour le reste de l'Amérique, à qui il importe fort peu que New-York soit prise ou qu'elle ne le soit pas. Il ne seroit point étonnant sans doute qu'avec une armée aussi nombreuse, le Général Howe réussit à en déloger les Américains. Encore ne sera-ce point sans y faire une perte considérable; & par là finira la glorieuse campagne de 1776. Le Général Howe, de gré ou de force, peu importe,



aura échangé sa prison de Boston contre une prison tout aussi rude à New-York, avec cette différence, que le Général Gage avoit travaillé pendant deux ans & dépensé un argent immense pour rendre Boston imprenable du côté de terre, au lieu qu'à New-York il n'y a de défenses que sur la mer, & qu'il faudra élever d'immenses fortifications pour couvrir toute la partie du Nord, & mettre l'armée en sureté, si tant est qu'il soit resté pierre sur pierre de cette malheureuse ville, & que l'armée victorieuse trouve à se loger dans ses ruines fumantes. Toutes les lettres de l'île de Staten nous apprennent que le réduit où les Américains porteroient toutes leurs forces est à *King'sbridge*, à trois lieues environ au Nord de New-York; que ce poste a été fortifié avec tout l'art imaginable: qu'il est dans la situation la plus avantageuse, & que toutes les hauteurs des environs sont garnies de redoutes jusqu'à New-York où les Anglois seront bien plus exposés qu'ils ne l'étoient à Boston. L'isthme de Boston & Bunker'shill faisoient un rempart assez sûr pour l'armée; mais à New-York il faudra construire une chaîne de forts, depuis la rivière d'Hudson jusqu'à celle de l'Est, sur toute la largeur de l'isthme dans une espace de plusieurs milles. c'est ce que M. Howe trouvera impraticable, & il se verra réduit encore une fois à la facheuse alternative de faire changer de position à son armée harassée & deshonorée, & d'aller achever son hivernage à Halifax avec

le Lord son frere. Et voilà ce que nous remporterons de tant de millions prodigués & de tant de sang versé pour une mauvaise cause «.

Après cette tirade, Monsieur, dont je ne crois pas avoir omis une syllabe, mon Anglois qui paroïssoit avoir fini ou reprendre haleine, s'écria, comme par inspiration, *Ah ! plutôt que de se casser le bras, que ne se cassoit-il le cou !* Tout ce que nous étions là d'auditeurs, nous nous regardâmes en souriant, voyant bien que cette faillie d'humeur étoit pour Milord North. Mais quoiqu'il soit affreux de rire en si grave sujet, il fallut laisser partir les éclats, quand on entendit s'élever du milieu de l'assemblée cette plaisante réflexion d'un optimiste: *Tout est pour le mieux ; s'il s'étoit cassé le cou, on ne pourroit pas le lui couper.* Comme ces sarcasmes ne nuisent en rien à la santé de Milord North, & qu'il a de bons Chirurgiens, & le corps sain, il se rétablit très-heureusement, & avec la consolation de voir ses augustes Maîtres prendre le plus vif intérêt à son état. Le Roi & la Reine ont daigné lui faire deux visites à sa maison de campagne de Bushy-Parck. Dans la dernière, Leurs Majestés ont resté avec lui plus deux heures. On compte que ce Lord sera parfaitement guéri avant la fin du mois, & que son bras droit lui servira, comme auparavant, pour aider du geste dans le Parlement, les excellentes raisons par lesquelles il doit prouver l'insuffisance des subsides & du vote de crédit, & en demander le double pour l'année prochaine.

Il circule une liste des forces de terre que le Conseil a, dit on, résolu d'employer l'année prochaine à consommer le grand ouvrage de la conquête de l'Amérique.

hom.

Les troupes Allemandes recrutées...	17,000
Les troupes Angloises.....	18,000
Des Russes, en vertu d'un traité que l'on dit conclu.....	20,000
Des Hannovriens.....	5,000
Des Mecklenbourgeois.....	4,000
Quarante nouveaux Régimens qui se- ront levés en Angletterre, chacun de cinq cents hommes.....	20,000
	<hr/> 84,000

Les nouvelles de l'armée du Canada, quoi-  
qu'il soit venu successivement plusieurs vais-  
seaux de Quebec, sont toujours à peu près les  
mêmes. La division du général Burgoyne  
avoit entrepris de traîner des bateaux par  
terre, pour les amener sur les lacs, mais il a  
fallu y renoncer. On assure que ceux qui se  
construisoient sur les lacs mêmes, ont dû être  
prêts vers le commencement de Septembre:  
mais c'est ce qui paroît inquiéter fort peu l'ar-  
mée de Washington dans la Nouvelle-Yorck.

Les nouvelles des îles deviennent de plus  
en plus inquiétantes. Sans parler des prises que  
ne cessent de faire les Corsaires Américains,  
elles souffrent si cruellement de la disette, que  
leurs Habitans prennent le parti de se disperser  
chez les voisins des différentes nations, Les

émigrations se multiplient, sur-tout depuis que la dissenterie désole les ateliers de Nègres, & qu'ils meurent par centaines des provisions gâtées qu'on est obligé de leur donner.

En Angleterre, malgré tous les artifices dont usent les Ministres, pour soutenir le débit & le prix des manufactures, & l'affectation avec laquelle ils font publier que les débouchés de la Baltique & de la Russie dédommagent la Nation avec surabondance de ce qu'elle perd du côté de l'Amérique, il est visible que le commerce décline de tous les côtés. Les affaires des meilleures maisons se trouvent dérangées dans les trois Royaumes. Un Alderman de Londres qui étoit élu shériff pour l'année, vient de supplier la Ville de lui faire rendre sa soumission, & il s'est vu obligé d'avouer publiquement, devant le Corps de Ville assemblé, l'impossibilité où il se trouvoit de satisfaire aux dépenses que cette place occasionne. Il lui reste dû en Amérique soixante & dix mille livres sterling. S'ils s'opere une heureuse réconciliation avec les Colonies, il se verra en possession de cinquante mille sterling, ses dettes payées. Si la séparation a lieu, il est ruiné. Au nombre des pertes qu'il a essuyées, il en a déclaré une qui a été regardée comme un acte des plus révoltants. Un vaisseau lui étoit adressé d'Amérique avec un chargement de huit mille livres sterling. Ses expéditions attestoient qu'il étoit parti avant que l'acte prohibitif eût eu lieu. Ce vaisseau étant arrêté par des Croiseurs du Lord

Dunmore, il a été conduit à Norfolk dans la Virginie. Le Lord fit nommer des Commissaires pour juger la prise ; & quoique ceux-ci trouvaient qu'elle n'étoit point faite régulièrement, & que leur avis fût qu'on devoit rendre le vaisseau, Mylord Dunmore a jugé à propos de le retenir, & de se l'adjuger. Tous ces détails ont été affirmés par M. Woolbridge, sur son honneur ; & la Cour du Conseil commun en ayant marqué hautement son étonnement & son indignation, d'une voix unanime, M. Woolbridge a été dispensé de remplir l'office auquel un choix volontaire l'avoit nommé : le Chambellan de Londres a eu ordre de lui rendre sa soumission de mille livres sterling ; & sur le même exposé, l'Alderman a obtenu du Corps entier de la Bourgeoisie, la confirmation de cette grace.

Hier, les bâtimens de transport qui chargent des provisions pour l'Amérique aux Dunes & à Gravesend, ont reçu ordre de remettre à terre tout leur chargement. La raison qu'on en donne, c'est que ces vaisseaux arriveroient en Amérique dans la saison des ouragans, & que les troupes sont abondamment pourvues de tout pour quatre mois. Mais ignoroit-on tout cela, quand on a fretté ces bâtimens ?

Les fonds publics viennent de baisser tout-à-coup : il est à croire que c'est l'effet des mesures que l'on prend déjà sur le prochain emprunt.

L'emprunt fera, dit-on, de douze millions

sterling ; & il y a déjà une Compagnie de cinq Négocians de Londres , qui offre de faire la somme pour un modique intérêt.

Quoique , suivant les apparences , on n'ait point reçue des freres Howe , d'autres lettres que celles dont je viens de vous entretenir , l'attention générale paroît se fixer sur l'île de Long-Island , & toutes les gazettes qu'on vient de m'apporter en donnant une description , qui en effet seroit intéressante si cette Île avoit été le théâtre de quelque action. Peut-être me saurai-je bon gré de l'avoir transcrite ici.

» Long-Island est une île de cent six milles de longueur , sur environ vingt-six de largeur , à trois milles pour lieues de France. A seize milles de son extrémité Occidentale , commence une plaine très-étendu , dont la longueur est de vingt-huit milles , & la largeur de quatre ou cinq. Dans toute cette partie de l'île il ne croît pas un seul arbre , & l'on ne se souvient pas d'y en avoir jamais vu. Les Américains ont élevé plusieurs retranchemens & redoutes près des différens points de la côte où on pourroit craindre un débarquement , & il y en a très-peu , la côte étant presque partout très-élevée & hérissée de rochers. Cette île passe pour assez fertile , à l'exception de la plaine qui est un vrai désert. Il y a plusieurs maisons de plaisance qui appartiennent aux habitans de la Nouvelle-York. Si l'armée du Roi s'en emparoit , elle y trouveroit plus de ressources & y seroit moins resserrée que dans la petite île de Staten , où elle a dû

cruellement souffrir pendant les chaleurs. Mais il ne faudroit pas non plus qu'elle fût réduite à passer un rigoureux & long hyver dans l'île de Long-Island «.

J'ai l'honneur d'être , &c.

P. S. du 10 Octobre. Enfin , Monsieur , la grande nouvelle est arrivée. La paix n'est point faite , & l'armée Angloise n'a point pris New-York. Une Gazette extraordinaire de la Cour , d'une prodigieuse longueur , donne tous les détails d'un embarquement , d'une traversée & d'un débarquement d'environ quinze mille hommes de l'armée du Roi , exécuté sans aucune opposition à l'île de *Long-Island*. On a poursuivi l'ennemi de poste en poste : on lui a enlevé des patrouilles : on l'a tourné : on lui a tué , blessé ou pris 3,300 hommes : on s'est emparé de l'artillerie de fonte & de fer qui garnissoit ses redoutes : on a fait trois de ses Généraux prisonniers , le Lord Sterling , M. Sullivan & M. Hadel ; & vous remarquerez que le Général Howe , qui a refusé à M. Washington ses qualités , en lui adressant ses patentes de pardons , les a données tout au long , à ses trois prisonniers sur la liste qu'il envoie à la Cour. Du côté de l'armée du Roi il n'y a eu de tué que soixante & un hommes , dont un Lieutenant-Colonel & trois Capitaines ; 257 blessés , dont un Lieutenant-Colonel & trois Capitaines , & de plus trente & un manquans. La principale affaire est du

27 Août. L'armée rebelle n'a cependant évacué l'île que le 30, & elle l'a fait bien tranquillement, & même, dit le Général Howe, dans le plus profond silence. Elle s'est réunie sous la conduite du Général Putnam au reste des troupes Américaines dans la ville de New-York. Le Général Howe le mande à Milord Germaine en ces termes. » L'ennemi est toujours en possession de la ville & de l'île de New-York, où il est en forces : on juge par ses mouvemens qu'il se prépare à faire une vigoureuse résistance dans ses ouvrages des deux côtés de Kingsbridge ». Voilà en substance tout ce que la Lettre du Général Howe, datée du 3 Septembre, contient d'intéressant. Le Général Clinton & le Chevalier Parkers figurent dans sa relation, d'une manière qui leur fera oublier le déplaisir de la journée du 28 Juin. Mais les troupes du Roi n'ont point encore le pied sur le Continent de l'ancienne Amérique Angloise. Elles se sont mises en possession de l'île de Long-Island devant New-York, après avoir été chassées de l'île Sullivan devant Charles-Town : jusqu'ici voilà tout, & le Général ne regarde pas une tentative sur New-York comme chose bien facile. La guerre est donc plus engagée que jamais. Je ne suis plus surpris que les fonds soient baissés depuis deux jours. La vraie raison étoit que la nouvelle de ce sinistre avantage avoit percé. *O Cives, Cives!*



## TABLE RAISONNÉE

Des Cahiers VI, VII, VIII, IX, X, formant le  
Tome II des Affaires de l'Angleterre & de l'A-  
rique.

### A

*AFFAIRES ÉTRANGERES.* Le Chevalier Keith, Am-  
bassadeur à Vienne, prend congé; 7 Mai, *p.* 7. —  
Ordonnance rendue à Bruxelles pour défendre  
d'assister les Américains; 8 Mai, *p.* 10.

*AGRICULTURE.* Arrêté des Communes pour l'encou-  
ragement de la culture du lin en Irlande; 1 Mai,  
*p.* 42.

*AMÉRIQUE.* Un vaisseau fretté pour Nantes, par  
ordre du Congrès, est conduit par trahison en  
Angleterre; 8 Avril, *p.* 15. — Instructions que le  
Congrès avoit fait donner au Capitaine Meston;  
Avril, *p.* 17. — Inductions que l'on tire contre  
le parti Américain des papiers trouvés sur le vais-  
seau qui étoit destiné pour Nantes; 10 Avril,  
*p.* 25. — Discours prononcé par le Docteur Fran-  
klin en l'honneur du Général Warren; 11 Avril,  
*p.* 26. — Lettre par laquelle le Pilote qui a amené  
en Angleterre le Dickenson, se justifie du reproche  
qu'on lui a fait d'avoir trahi ses armateurs; 22 Avr.  
*p.* 56. — Lettre du Brigadier Arnold sur l'échec  
des Américains devant Quebec; 24 Avril, *p.* 63. —  
- Etat des affaires dans la Virginie; 24 Avril,  
*p.* 1. — La plupart des Bâtimens envoyés à  
Boston relâchent aux îles; 27 avril, *p.* 30.  
— On assure que le Lord Howe n'accepte le com-  
mandement général que sous la condition des pou-  
voirs les plus étendus pour terminer la querelle;  
30 avril, *p.* 37. — Commissions qui partagent  
le commandement général en Amérique entre le  
Général Howe & le Général Carleton, & qui or-  
donnent la condamnation des prises; premier Mai,  
N<sup>o</sup>. X.

### F

*p.* 45. — Lettre du Lord Dunmore du 27 Janvier, pour les peuples de la Virginie; 2 mai, *p.* 4. — Réponse du Comité; 2 mai, *p.* 6. — Lettre du Gouverneur de la Georgie, du 13 février pour les peuples de cette Colonie; 2 mai, *p.* 7. — Réponse du Congrès, 2 mai, *p.* 10. — Prix que le Gouvernement donne des chevelures des Américains; 2 mai, *p.* 14. — Arrêté du mois de mars pris par la convention de la Virginie contre le Lord Dunmore; 2 mai, *p.* 16. — Avantage considérable remporté par les Américains le 27 février sur les Torys dans la Caroline méridionale; 2 mai, *p.* 18. — Affaire entre les habitans de Savanah, le 2 mars, & les vaisseaux du Roi; 2 mai, *p.* 21. — Le Congrès leve la prohibition contre les vaisseaux chargés dans la Grande-Bretagne, 2 mai, *p.* 23. — Arrêté du Congrès, du 6 Mars, qui permet le commerce avec toute la terre, excepté la Grande-Bretagne, 2 mai, *p.* 25. — Le Congrès ordonne en mars, la saisie de tous les biens & dettes appartenans aux sujets de la G. B. 2 Mai, *p.* 26. — Le Congrès ordonne le 16 mars, pour le 17 mai, un jour de jeûne & de prières dans toute l'Amérique, 2 mai, *p.* 28. — Lettre du Gouverneur Tryon aux habitans de New-York, 2 mai, *p.* 30. — Arrêté du Congrès de la Caroline méridionale au sujet des armes, 2 mai, *p.* 32. — Autre sur l'union qui doit regner dans la Colonie, 2 mai, *p.* 33. — Autre sur les monopoles de subsistances, *ibid.* — Arrêté du grand Congrès pour l'encouragement de l'agriculture, 2 mai, *p.* 34. — Pétition des habitans des deux Comtés de la Virginie au Congrès de cette Colonie, sur le danger où les mettent le grand nombre de Torys qui vivent parmi eux, 3 mai, *p.* 45. — Arrêté du Congrès de la Virginie pour la police des recrues, 3 mai, *p.* 46. — Evacuation de Boston par le Général Howe, & extrait de sa lettre au Ministre, 3 mai, *p.* 47. — Détails de cette évacuation,

3 mai, *p.* 48. — Conjectures sur les opérations futures des Américains dans le Canada, 3 mai, *p.* 53. — Lettre du Général Washington au Brigadier général Stirling, 4 mai, *p.* 58. — Proclamation de ce Général pour maintenir le bon ordre dans Boston, 4 mai, *p.* 58. — Commission qui constitue les freres Howe Plénipotentiaires pour pardonner aux Rebelles, 5 mai, *p.* 62. — Expédition d'Hopkins aux îles Bahama ou Lucayes, 7 mai, *p.* 7. — La Géorgie se déclare pour le Congrès & fait brûler trois vaisseaux chargés de provisions pour les troupes du Roi, 7 mai, *p.* 8. — Portrait d'un Sauvage Mohock du parti de la Cour, 12 mai, *p.* 2. Lettre d'un Ministre Prêcheur ambulant de sédition, 16 mai, *p.* 40. — Adresse du Conseil de Boston au Général Washington, 18 mai, *p.* 48. — Réponse de M. Washington, 18 mai, *p.* 49. — Nouveaux détails sur la défaite des Régulateurs, 18 mai, *p.* 50. — Etat des affaires des Américains dans les diverses Colonies au 12 mars, 18 mai, *p.* 52. — Arrêté du Congrès général du 21 mars concernant les manufactures & les armes, 18 mai, *p.* 55. — Autre arrêté du même Congrès du 23 mars concernant la distribution des prises, 18 mai, *p.* 56. — Déclaration de la Nouvelle Ecosse du 28 mars contre les autres Colonies, 18 mai, *p.* 58.

## B

**BANQUE.** Ce qui doit affermir son crédit, 24 avril, *p.* 14.

## C

**COMMERCE.** Débats à la Chambre des Communes sur le Bill concernant les vaisseaux naufragés, 2 mai, *p.* 34. — Divers arrêtés des Communes pour l'encouragement du commerce, 2 mai, *p.* 42. — Détails sur la loi qui défend d'exporter les matieres & monoyes du Royaume, 11 mai, *p.* 61.

## 4 TABLE RAISONNÉE

*COUR.* Naissance d'une Princesse, 25. avril, *p.* 22.

*COUR DES PAIRS.* Jugement de la Duchesse de Kingston, première séance, 15 avril, *p.* 40. — Deuxième séance, 16 avril, *p.* 43. — Troisième séance, 18 avril, *p.* 48. — Quatrième séance & clôture, 22 avril, *p.* 53.

## E

*ECOSSE.* Bill sur l'hérédité, 2 avril, *p.* 3. — Adresse au Roi par le synode de Glasgow pour marquer son indignation contre les Américains, 23 avril, *p.* 59.

*ELECTIONS.* Bill proposé contre ceux qui exercent la corruption, 26 avril, *p.* 29. — Motion pour incapaciter cent soixante-trois Electeurs de Shaftsbury, 28 avril, *p.* 32. — Conduite que tient la Chambre des Communes relativement aux élections de Shaftsbury & d'Hindon, 8 mai, *p.* 12.

## F

*FINANCES.* Produit du droit sur le houblon en 1774, 9 avril, *p.* 20. — Proclamation du Roi concernant la monnoye d'or, 12 avril, *p.* 29. — Hausse du prix des matières d'or, & baisse des fonds, 17 avril, *p.* 46. — Ouverture du Budget par Milord North, 24 avril, *p.* 2. — Bon état du fonds d'amortissement, & ses vraies causes, qui sont l'opulence propre de la nation, 24 avril, *p.* 3. — Produit moyen du fonds d'amortissement, 24 avril, *p.* 4. — Explication de l'opération relative aux billets de l'Echiquier, 24 avril, *p.* 5. — Explication de l'emprunt sous hypothèque, *ibid.* — Principes de Milord North sur l'impôt, 24 Avril, *p.* 6. — Divers détails sur le produit des droits sur les voitures, les cartes, les dez, les Gazettes & les actes, 24 avril, *p.* 7. — Bon état du crédit

public; moyens de le soutenir, 24 avril, p. 9 — L'aisance regne en Angleterre, même chez le paysan, *ibid.* — Nouveaux détails sur le fonds d'amortissement, 24 avril, p. 10. — Vraie quantité des espèces en circulation, *ibid.* — Ce qu'il faut penser du papier monnoye & du crédit de la Banque, *ibid.* — Ce que coûte son administration, & montant de son dividende, *ibid.* — Quels secours le Gouvernement reçoit de la Banque, 24 avril, p. 12. — La crainte d'une banqueroute est chimérique, 24 avril, p. 13. — Fausses allarmes sur le papier monnoye, 24 avril, p. 15 — On ne doit craindre aucun mauvais effet de la refonte des espèces, 24 avril, p. 16. — Explication & tableau de l'emprunt, 24 avril, p. 17. — Plan de la loterie, 24 avril, p. 18. — Calcul des taxes que payent le grain & la bière, 24 avril, p. 20. — Observations relatives à l'impôt sur les voitures, 24 avril, p. 21. — Et sur la vaisselle d'argent, 24 avril, p. 22. — Résolutions de la Chambre des Communes sur le subside, 25 avril, p. 24. — Arrêtés des Communes sur le subside, 26 avril, p. 28. — Message du Roi pour un vote de crédit, 2 mai, p. 2. — Vote de crédit d'un million, tant pour les dépenses extraordinaires de la guerre, que pour la monnoye, 6 mai, p. 6. — La Chambre des Pairs prend des moyens pour améliorer la perception de l'impôt sur l'argenterie, 13 mai, p. 9.

## G

GRAINS. Police des grains, 2 avril, p. 3. — Droits qui se payent à Londres pour l'importation du bled, 25 avril, p. 23. — Arrêté pour l'importation franche à Preston, 26 avril, p. 28. — Arrêté pour exporter du froment aux Colonies à sucre & à l'île Sainte Helene, 28 avril, p. 31 & 32. — Exportation pour Terre-neuve, 29 avril, p. 35. — Premier mai, N<sup>o</sup>. VII. p. 1. — Ex-

portation permise pour la Nouvelle Ecoffe & les pêcheries Angloïfes, 4 mai, p. 60.

## I

**I**NDE. Le Raja Nuncomar est condamné pour accusations calomnieuses contre le sieur Hastings, Gouverneur général du Bengale, 5 avril, p. 8. — Dissensions dans le Conseil de Bengale, 10 avril, p. 26. — Dissensions entre les Administrateurs en Bengale, 21 avril, p. 51. — Sentence de mort prononcée contre le Raja Nuncomar, *ibid.* — On croit avoir apperçu l'équipage de la frégate l'Aurore dans une île déserte près de Madagascar, 24 avril, p. 63. — Acquittement de la Compagnie envers le Gouvernement, 24 avril, p. 5. — Pirate pris par la frégate le Seahorse, 4 mai, p. 55. — Observations sur la navigation de la Mer Rouge, & le commerce qu'on pourroit y faire, 4 mai, p. 56. — Arrêté de la Cour des Directeurs pour révoquer M. Hastings, Gouverneur du Bengale, & M. Barwell, Conseiller, 8 mai, p. 11. — Détails des troubles actuels du Bengale, 11 mai, p. 62. — Affaires du Général Clavering avec M. Barwell, 11 mai, p. 63. — Avis aux Actionnaires en faveur de M. Hastings, 13 mai, p. 3. — Autre avis contraire à cet Employé de la Compagnie, 13 Mai, p. 4. — Débats sur le rappel de MM. Hastings & Barwell, 14 mai, p. 32. — Nouveaux débats sur MM. Hastings & Barwell. 17 mai, p. 43. — Le parti des Ministres avoue sa partialité contre ces employés de la Compagnie, 17 mai, p. 44. — Ils font clairement entendre que la Trésorerie conduira les affaires de l'Inde, 17 mai, p. 46.

**I**RLANDE. Acte contre les séditieux, 6 avril, p. 8. — Etat des troupes dans ce Royaume, 8 avril, p. 13. — Adresse de remerciements des Pairs au Vice-Roi, 13. avril, p. 31. — Réponse du Vice-Roi, *ibid.* — Débats des Communes, 13 avril, p. 32. —

Discours de clôture de la session, 13 avril, *p.* 35. — Prorogation & dissolution du Parlement, 13 avril, *p.* 37. — La Gazette de Dublin est mise sur le pied de celle de la Cour de Londres, 19 avril, *p.* 50. — Prorogation du Parlement, 9 mai, *p.* 23. — Pétition au nom de cinq cents habitans de Corke, 9 mai, *p.* 24. — Prorogation du Parlement, 17 mai, *p.* 41.

*ISLES.* La Barbade éprouve une disette ; elle supplie son Gouverneur de ne plus accorder de permission pour exporter des provisions à Boston. — Remontrances de la Barbade au Roi. On y voit que cette Isle nourrit journellement 80,000 noirs & 20,000 blancs, 3 mai, *p.* 54. — Disette que les Isles éprouvent, 7 mai, *p.* 7.

## L

*LONDRES.* Assemblée du Conseil commun : motion que le Lord-Maire est chargé de faire au Parlement en faveur de l'Amérique, 29 avril, *p.* 33. Débats sur les émolumens de la charge de Lord-Maire, 29 avril, *p.* 34. — Compliment de la Ville au Roi sur la naissance d'une Princesse, 3 mai, *p.* 43.

## M

*MARINE.* Substance du Bill pour procurer plus aisément des matelots à la Marine du Roi & au Commerce, 2 avril, *p.* 2. — Départ de l'Amiral Montagu pour Terre neuve, sur le Romney, 4 avril, *p.* 6. — Observations critiques sur les assertions du Lord Sandwich touchant le bon état de la Marine, 7 avril, *p.* 10. — On reproche à la marine d'avoir adopté un système vicieux pour les constructions, 8 avril, *p.* 14. — Les pensions des veuves sont mal payées. Altercations à Portsmouth entre les Maîtres des bâtimens de transport & les Officiers, 12 avril, *p.* 47. — Embarras où l'on a été pour

fournir des matelots au vaisseau l'Eagle, *ibid.* — Les frégates le Pearl & le Carisfort, avec sept régimens, partent de Corke le 8 avril pour le Canada, 20 avril, *p.* 50. — Départ de la Flora & des Montagnards pour l'Amérique, 28 avril, *p.* 31. — Règlement sur l'allouance d'une place de matelots relativement au nombre des matelots votés. Continuation de l'encouragement pour l'enrollement des matelots, 30 avril *p.* 44. — Il ne peut y avoir que seize Midhispmen sur un vaisseau de 64 canons, 5 mai, *p.* 61. — Départ de la flotte du Commodore Hotham & des Hessois, *ibid.* — Départ du Lord Howe, 12 mai, *p.* 64.

*MILICE D'ANGLETERRE.* Discours d'un Officier du régiment de Westminster à ce corps assemblé pour le détromper sur le bruit qui avoit couru que la milice seroit employée au-dehors, 21 mai, *p.* 62.

*MINISTÈRE.* Adresse de la ville de Corke au Roi, 17 avril, *p.* 44. — Opérations du Comité pour le soulagement des soldats & de leurs veuves & orphelins en Amérique. M. Dundas soutient que la Couronne a eu de tout tems le pouvoir indéfini d'appeller des troupes étrangères, 25 avril, *p.* 26. Commissions des Plénipotentiaires pour la paix expédiées au Lord Howe & au Génér. Howe, 3 mai, *p.* 47. — Le Lord North répond à la motion du Colonel Barré, pour avoir communication des papiers sur l'évacuation de Boston, qu'elle s'est faite très-librement & très-sûrement, & que la publicité qu'on demande nuirait aux opérations, 6 mai, *p.* 64. — Le Ministère soutient que l'évacuation de Boston n'est qu'une partie du plan des opérations de la campagne, 6 mai, *p.* 4. — Pluralité de 171 voix contre 54, pour ne point produire la lettre du Général Howe, 6 mai, *p.* 6. — Le Ministère fait abandonner dans la Chambre des Communes l'examen des permissions accordées nonobstant l'acte prohibitif, 8 mai, *p.* 15. — Milord North fait dissoudre le Comité d'enquête sur les permissions.



8 mai, *p.* 19. — Milord Suffolk soutient qu'on ne peut point communiquer les dépêches sur l'évacuation de Boston; qu'elle s'est faite sans aucun désavantage, 10 mai, *p.* 42. — Qu'elle est conséquente au plan de guerre; que ce n'est qu'un changement de position ordonné dès le mois d'Octobre, 10 mai, *p.* 43. — Que c'est pour protéger Halifax & pénétrer par cette voie dans le continent, 10 mai, *p.* 43. — Le Lord Sandwich déclare qu'il n'attend pas grand chose de l'expédition du Chevalier Parker, 10 mai, *p.* 60. — Portrait d'un Sauvage Mohock du parti de la Cour, 12 mai, *N<sup>o</sup>. X. p.* 1. — Les permissions accordées sont défendues par le Lord Denbigh, 13 mai, *p.* 10. — Et par le Lord Sandwich, *ibid.* Les permissions ont été révoquées aussitôt qu'on en a vu l'abus, 13 mai, *p.* 11. — Le sens de la loi est vague & indéfini, 13 mai, *p.* 12.

## O

**O**PPPOSITIONS. Mém. de J. Wilson au Roi pour donner sa démission de son emploi militaire, 14 avril, *p.* 38. — Appréciation de l'adresse de la ville de Corke au Roi, 17 avril, *p.* 44. — Résolution où est cette ville d'en présenter une bien différente, 17 avril, *p.* 45. — Affaire des exportations illicites pour l'Amérique, 24 avril, *p.* 2. — Observations sur le projet de finances de Milord North, 24 avril, *p.* 16. — Motion du Chevalier Lowter contre l'admission des troupes étrangères, 25 avril, *p.* 25. — Débats à la Chambre des Communes touchant les permissions données par le Ministère pour porter des marchandises en Amérique, 2 mai, *p.* 40. — On reproche aux Ministres, à l'occasion de l'évacuation de Boston, qu'ils trompent la nation en lui cachant le vrai état de ses affaires, 6 mai, *p.* 63. — Motion du Colonel Barré pour avoir la communication des dépêches, 6 mai, *p.* 64. — Les flottes de transport n'ont pas eu les escortes nécessaires. Les forces navales n'ont point été pro-

portionnées à la nature du service, 6 mai, p. 5. — On voit que le Général Howe ne fait pas encore que le Lord Germaine est dans le Ministère, 6 mai, p. 6. — L'opposition insiste inutilement sur l'examen de l'affaire des permissions contraires à l'acte prohibitif, 8 mai, p. 15. — Le Lord-Maire propose de mettre l'Amérique sur le même pied que l'Irlande, 9 mai, p. 27. — Sa proposition est rejetée à la pluralité de 115 contre 33. — Motion du Duc de Manchester pour avoir communication des lettres de Boston, 10 mai, p. 30. — Montgommery & Arnold sont des Officiers de fortune, 10 mai, p. 33. — La conduite du Lord Dunmore est blâmée, & celle du Général Clinton est louée dans les débats des Pairs, 10 mai, p. 39. — Le grand sceau ne confère point une autorité qui n'appartient qu'au Parlement, ainsi la commission des Plénipotentiaires est illusoire, 10 mai, p. 40. Une preuve que le Général Howe a été forcé d'évacuer Boston, c'est qu'il ne l'a point brûlé suivant ses ordres, 10 mai, p. 45. — Le temps pour le changement de position a été bien mal pris dans l'équinoxe, saison du vent Nord-Ouest, 10 mai, p. 46. — Il s'est écoulé sept mois depuis le discours du Roi, avant qu'on songeât sérieusement à la paix, 10 mai, p. 47. — Le choix des Plénipotentiaires est mauvais, 10 mai, p. 48. — On démontre que le Général Howe devoit brûler Boston en l'évacuant, 10 mai, p. 50. — Les anciens Ministères ne déguisoient point à la nation les événemens fâcheux, 10 mai, p. 52. — Milord Shelburne augure de la paisible évacuation de Boston que le plan des Américains est une guerre défensive, *ibid.* — Variation du Gouvernement relativement à l'expédition du Chevalier Parker, 10 mai, p. 53. — Milord Shelburne augure très-mal du produit des nouvelles taxes, 10 mai, p. 54. — Modification proposée à la motion du Duc de Manchester pour ne demander que les seuls papiers relatifs à l'éva-

cuation, 10 mai, *p.* 57. — Le Duc de Bolton censure le Lord Townshend pour n'avoir point écouté les observations du Capitaine qui transportoit le mortier que les Américains ont enlevé, & qui a servi contre Boston, 10 mai, *p.* 59. — La motion du Duc de Manchester avec la modification est rejetée à la pluralité de 64, contre 27, 10 mai, *p.* 61. — Motion du Lord Effingham chez les Pairs pour l'enquête au sujet des envois prohibés pour l'Amérique, 13 mai, *p.* 7. — Ce commerce de contrebande alloit tourner en monopole sous les auspices de la Cour, & auroit ruiné tous les anciens commerçans, 13 mai, *p.* 8. — Détail des articles prohibés, *ibid.* — Le Gouvernement procuroit du crédit à ceux qui n'avoient pas de fonds, 13 mai, *p.* 9. — Le Lord Effingham reproche aux Ministres qu'ils ont fait la loi louche & équivoque à dessein, pour pouvoir la violer, malgré les observations qu'on leur a faites, 13 mai, *p.* 14. — La motion du Lord Effingham est admise, 13 mai, *p.* 18.

## P

**PAIRIE D'ANGLETERRE.** Création de onze Pairs, 14 mai, *p.* 26. — Observations sur ces nouvelles créations, 14 mai, *p.* 27.

**PARLEMENT.** Le Roi donne son consentement à divers Bills, 2 avril, *p.* 1. — Ouverture du Budget, 24 avril, *p.* 2. — Débats sur les privilèges de la Chambre des Communes, 30 avril, *p.* 39. — Débats sur les privilèges de la Chambre des Communes, 30 avril, *p.* 40. — Débats sur la représentation & les élections : Discours de M. Wilkes pour demander qu'on biffé de dessus les registres du précédent Parlement son incapacitation, 30 avril, *p.* 41. — Consentement du Roi donné à plusieurs Bills, 13 mai, *p.* 5. — L'opposition fait voir que des lettres du Roi non scellées ne fussent point pour tirer un député de la Chambre des Communes

## 12 TABLE RAISONNÉE, &c.

& lui donner place parmi les Pairs, 13 mai, *p.* 19.  
Adresse des Freeman de Worcester à M. Lewes sur son élection manquée, 15 mai, *p.* 36. — Condamnation rendue par le Banc du Roi contre le Général Smith pour avoir séduit les Electeurs de Hindon, 17 mai, *p.* 41.

**PAUVRES.** Admission d'un Bill pour connoître leur état, 28 avril, *p.* 32.

**PECHERIES.** Armemens pour le Groenland, 12 avril, *p.* 30. — Premier mai, *p.* 1. — Arrêté des Communes pour encourager la pêche de la baleine, 2 mai, *p.* 41.

**POLICE.** Réponse du Chevalier Cooper à l'appui du Bill pour punir les Malfaiteurs par des travaux publics, 3 mai, *p.* 54. — Débats sur le Bill concernant les criminels, 8 mai, *p.* 20. — Il passe à la pluralité de 67 voix, contre 18, 8 mai, *p.* 22. — Débats sur le Bill des Malfaiteurs, 13 mai, *p.* 20. — M. Burke fait voir qu'il est dangereux de donner cette administration aux Juges de Middlesex. Portrait de ces Juges, 13 mai, *p.* 22. — Inconséquence de cette loi, 13 mai, *p.* 23.

## T

**TRAITÉS.** Avec le Prince de Waldeck, du 20 avril, premier mai, *p.* 46. — Avec le Duc de Brunswick, du 9 Janvier, *ibid.* — Avec le Landgrave de Hesse, du 15 Janvier, premier mai, *p.* 56. — Avec le Comte de Hanau, du 5 février, premier mai, *p.* 63.



# I N D E X.

## A

**A**DAIR (M.) 2 mai, *p.* 36, 13 mai, *p.* 19.

AMESLEY (M.) 9 mai, *p.* 30.

ARNOLD, 24 avril, *p.* 63.

## B

BARRINGTON (le Lord) 30 avril, *p.* 40.

BARKLAI (le Capitaine) 2 mai, *p.* 9.

BARRÉ (le Colonel) 24 avril, *p.* 16, 6 mai, *p.* 5,  
6 mai, *p.* 63.

BARRY, 13 avril, *p.* 33.

BARWELL (M.) 21 avril, *p.* 51.

BATES (M.) 8 mai, *p.* 16.

BAYARD, 8 avril, *p.* 19.

BLAQUIERE (le Chevalier Jean) 13 avril, *p.* 34.

BOLTON (le Duc de) 10 mai, *p.* 58, *ibid.* *p.* 60.

BROWN, 13 avril, *p.* 33.

BROWNLOW (le Chevalier) 13 mai, *p.* 19.

BURKE (M.) 2 mai, *p.* 39, 6 mai, *p.* 3, 8 mai, *p.* 13  
*ibid.* *p.* 14, 9 mai, *p.* 29, 13 mai, *p.* 19.

BUSHE, 13 avril, *p.* 34.

BYNG (M.) 6 mai, *p.* 2.

## C

CARLETON (le Général) premier mai, *p.* 45.

CASWEL (le Colonel Richard) 2 mai, *p.* 17.

CAVENDISH (le Lord George) 6 mai, *p.* 1, 8 mai, *p.* 21.

CLAVERING, (le Général) 21 avril, *p.* 51, 17 mai, *p.* 46.

CLIFFORD (le Lord) 26 avril, *p.* 27.

CONWAY (le Général) 6 mai, *p.* 4.

COOPER (le Chev. Grey) 3 mai, *p.* 54, 8 mai, *p.* 19.

CORBIN (M. Richard) 2 mai, *p.* 6.

## D

DAUBENG (George) 18 mai, *p.* 59.

DENBIGH (le Lord) 13 mai, *p.* 10.

DUNDAS (M. Henri) 25 avril, *p.* 26. 2 mai, *p.* 38.

DUNMORE (le Comte de) 2 mai, *p.* 4, 2 mai, *p.* 16.

DUNING (M.) 8 mai, *p.* 16, *ibid.* *p.* 17.

## E

EDEN (M.) 13 mai, *p.* 21.

EFFINGHAM (le Lord) 10 mai, *p.* 48, 13 mai, *p.* 7, *ibid.* *p.* 13.

ELLIOT (le Chevalier Gilbert) 30 avril, *p.* 39, 17 mai, *p.* 43.

ELLIS, (M.) 6 mai, *p.* 4.

## F

FOX (M. Charles) 24 avril, *p.* 16.

FRANCIS (M.) 17 mai, *p.* 46.

FRANKLIN, 11 avril, *p.* 26, 2 mai, *p.* 23.

FRENCH, 13 avril, *p.* 32.

## G

GARRIS (M.) 2 mai, *p.* 36.

GERMAINE (le Lord) 6 mai, *p.* 5.

GORDON (M. Cofine) 25 avril, *p.* 25.

GRATTAN, 13 avril, *p.* 33.

GRENVILLE (M.) 26 avril, *p.* 29.

## H

HAMMER (M. Walden) 2 avril, *p.* 2.

HARTLEY (M.) 6 mai, *p.* 37.

HENNECHKR (M.) 2 mai, *p.* 37.

HINCHINBROKE (le Lord) 27 avril, *p.* 30.

HOPKINS (M.) 6 mai, *p.* 6.

HORTON (M.) 29 avril *p.* 34.

HOTTAM (le Comodore) 6 mai, *p.* 61.

HOWE (le Lord) 30 avril, *p.* 37, premier mai, *p.*

45, 5 mai, *p.* 61, 18 mai, *p.* 59.

HUDSON (le Marchand) 8 mai, *p.* 16.

HURFORD (M.) 29 avril, *p.* 33, *ibid.* *p.* 35.

## J

JEMPEY (le Chevalier Elijah) 21 avril, *p.* 51.

JACKSON, 8 avril, *p.* 19.

JOHNSON (le Colonel Guy) premier mai, *p.* 45.

JOHNSTONE (le Gouverneur) 8 mai, *p.* 17, 24 avril  
*p.* 16, 25 avril, *p.* 25.

JONES (M.) 29 avril, p. 33, *ibid.* p. 35.

## K

KEITH (le Chevalier Robert Murray) 7 mai, p. 7.

## L

LÉE (l'Alderman) 29 avril, p. 33.

LOWTER (le Chevalier) 25 avril, p. 25.

LITTLETON (M.) 6 mai, p. 4.

LUTTRELL (M. Thomas) 8 mai, p. 15.

LITTLETON (le Lord) 13 mai, p. 16.

## M

MACKAY (M. James) 2 mai, p. 7.

MACKWORTH, 2 avril, p. 3, 2 mai, p. 36.

MANCHESTER (le Duc de) 10 mai, p. 30, 13 mai, p. 16.

MANSFIELD (le Lord) 2 avril, p. 1.

MEDLEY (M.) 2 mai, p. 39.

MEREDITH (le Chevalier William) 13 mai, p. 21.

MERRY (le Marchand) 8 mai, p. 16.

MIDDLETON (le Lord) 9 mai, p. 21.

MOUSSON (le Colonel) 17 mai, p. 46.

MULGRAVE (le Lord) 25 avril, p. 26, 2 mai, p. 35.

## N

NEWENHAM, 13 avril, p. 34.

NORTH (le Lord) 24 avril, p. 2, 2 mai, p. 41, 6 mai, p. 64, 8 mai, p. 15, *ibid.* p. 16, *ibid.* p. 17, *ibid.* p. 19.



## O

OGLE, 13 avril, p. 34.

OLIVER (l'Aderman) 29 avril, p. 33.

## P

PAYNE (M.) 8 mai, p. 18.

PÉCHEL (M.) 17 mai, p. 43.

PERCY (le Lord) 30 avril, p. 37.

POWIS (M.) 13 mai, p. 22.

POWNAL (le Gouverneur) 2 mai, p. 39.

PRICE (le Docteur) 29 avril, p. 33.

Provost, 13 avril, p. 33.

## R

RAVENSWORTH (le Lord) 10 mai, p. 57.

RICE (M.) 2 mai, p. 35.

RIGBY (M.) 8 mai, p. 14, *ibid.* p. 15.

ROCKINGHAM (le Marquis) 10 mai, p. 44, 13 mars,  
p. 18.

ROSE (le Mercier) 8 mai, p. 16.

## S

SAINT PAUL (le Col.) 15 avril, p. 42.

SANDWICH (le Lord) 10 mai, p. 60, 13 mai, p. 10.

SAXBY (M.) 29 avril, p. 33.

SAVILLE (le Chevalier George) 2 mai, p. 37.

SAWBIDGE (le Lord-Maire) 2 mai, p. 38, *ibid.*  
p. 40, 6 mai, p. 5, 9 mai, p. 27.

SEYMOUR (M.) 30 avril, p. 40.

SHELBURNE (le Lord) 10 mai, p. 51.

STANLAI (M.) 8 mai, p. 16.

SUFFOLK (le Lord) premier mai, p. 45, 7 mai, p. 9, 10 mai, p. 41, *ibid.* p. 55, *ibid.* p. 58.

## T

TRYON (M.) 2 mai, p. 29.

TOWNSHEND (M. Thomas) 25 avril, p. 26, 30 avril, p. 40, 13 mai, p. 19, *ibid.* p. 23.

## V

VAN (M.) 2 mai, p. 39.

VYNER (M.) 30 avril, p. 39.

## W

WALLACE, 22 avril, p. 53, 2 mai, p. 23.

WALLIS (M.) 2 mai, p. 37.

WARREN, 11 avril, p. 26.

WASHINGTON (M.) 18 mai, p. 49.

WATKIN (le Chevalier) 15 mai, p. 36.

WEYMOUTH (le Lord) 10 mai, p. 56.

WHITWORTH (M.) 2 mai, p. 37.

WILKES (M.) 26 avril, p. 29, 30 avril, p. 41.

WILL-MESTON, 8 avril, p. 17.

WILSON, 14 avril, p. 38.

WOBRIDGE (M.) 8 mai, p. 18.

WRIGHT (M. James) 2 mai, p. 7.

## Y

YELVERTON, 13 avril, p. 33.

YOUNG (le Chevalier George) 28 avril, p. 32, 6  
mai, p. 2, 13 mai, p. 19. *ibid.* p. 21.

## E R R A T A.

Il y a une faute très-essentielle à corriger  
au N<sup>o</sup>. X, p. 79, lig. 22, au lieu de ces  
mots *le Général Howe qui a refusé*; lisez *le Gé-  
néral Howe dont le frere a refusé, &c.*



